

NAPOLÉON ET L'ESPAGNE

1799-1808

PAR

ANDRÉ FUGIER

Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Agrégé d'histoire
Docteur ès-lettres

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

La Junte Supérieure des Asturies et l'Invasion Française, 1810-1811.
Un volume in-8° avec carte, 1930.

TOME I

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e
1930

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés.

A MONSIEUR ÉMILE BOURGEOIS

Membre de l'Institut

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à la Sorbonne

A MONSIEUR PIERRE PARIS

Membre de l'Institut

Directeur de l'École des Hautes Études Hispaniques

AVANT-PROPOS

Jusqu'à l'automne de 1807, l'histoire des rapports de Napoléon avec l'Espagne est celle de ses rapports avec Godoy. Rarement politiques plus dissemblables se sont opposées. D'un côté c'est un favori souple et roué, mais aux vues courtes et à l'ambition platement égoïste, les yeux toujours tournés vers son puissant voisin dont il se méfie et qu'il redoute, mais de la prodigieuse fortune duquel il voudrait pourtant ramasser quelques miettes, tantôt boudeur et même insolent, tantôt flatteur et pressant, toujours en machinations confuses et compliquées, toujours chicanant, équivoquant, mentant, négociant sous main, prêt au coup de bascule. De l'autre côté, c'est le maître impérieux et pressé, qui ne songe à son alliée que lorsqu'il a besoin de ses services, qui les lui demande, les réclame, les exige, gronde, menace, arrache enfin un concours qu'il trouve toujours tardif et insuffisant, s'irrite contre ces Bourbons inertes, impuissants, ridicules, mais ne songe pas encore à remplacer par la sienne cette race sénile et usée. Les rapports entre l'Espagne et lui ne s'écartent pas des règles et des formes traditionnelles : sans doute, c'est ici que la catastrophe de 1808 a ses origines profondes, mais pour l'instant l'agitation n'est que de surface, les grandes forces ne sont pas encore en mouvement.

Vers l'automne de 1807, la scène change. Le jeu dangereux que pendant trois ans Godoy a joué avec Napoléon dans les affaires de Portugal l'a mené loin ; apeuré devant les événements qu'il a déchaînés et qui le dépassent, le favori recule peu à peu dans l'ombre, et voici qu'à sa place entre en scène un personnage nouveau : tirée de son sommeil par le retentissant procès de l'Escorial et par la sourde rumeur des colonnes françaises qui de toutes parts pénètrent dans le royaume, la nation espagnole regarde, elle s'émeut, elle s'inquiète, elle se met en garde ; çà et là, des frémissements agitent déjà les masses populaires, annonçant le grand sursaut de colère qui va les lancer dans la lutte pour l'Indé-

pendance. — Napoléon de son côté n'est plus le même. Depuis Tilsit, le vertige l'a saisi. Entraîné par les nécessités toujours plus vastes de sa politique et par son ambition maintenant sans limites, il ne peut plus supporter à ses côtés cet allié inutile, ces Bourbons avilis : habitué depuis trois ans à intervenir dans leurs affaires dynastiques, pensant voir dans le procès de l'Escorial le signe de leur irrémédiable déchéance, les croyant à sa merci par le traité de Fontainebleau, le voici qui étend la main vers Madrid, poussé avec une violence irrésistible par son ambition déchaînée. — C'est ainsi que chez l'empereur comme dans la nation espagnole les grandes forces entrent en jeu, et que de la surface l'agitation gagne les profondeurs. Un instant encore, et la tempête éclatera.

Le récit de ces événements déborde le cadre espagnol et français. Les affaires de la cour de Madrid touchent à l'Amérique, à l'Italie, au Portugal ; et lorsqu'on les étudie dans leurs rapports avec celles de Napoléon, Londres, Saint-Petersbourg et Berlin s'y mêlent sans cesse. Les recherches qu'exigeait le présent ouvrage devaient donc être assez largement conduites, mais d'actives bienveillances sont venues les soutenir et les faciliter. M. Emile Bourgeois a bien voulu s'y intéresser, et leur apporter l'aide inestimable de ses conseils. L'École des Hautes Etudes Hispaniques ne nous a pas offert seulement une longue et cordiale hospitalité : nous y avons aussi trouvé, en la personne de M. Pierre Paris, un appui, un soutien moral dont nous avons vivement senti à la fois le charme et le prix. M. Pierre Conard, l'éminent historien de la Catalogne napoléonienne, nous a rendu l'inappréciable service d'orienter nos premières recherches dans ce domaine qu'il connaît si bien. Nous devons beaucoup aux précieux conseils et renseignements de MM. Marcel Bataillon, Cardozo de Béthencourt, Americo Castro, Louis Genevois, Paul Guinard, Raymond Guyot, de M. le marquis de Lema. M. Espinas aux Affaires Etrangères, MM. les archivistes des Archives Nationales, des ministères de la Guerre et de la Marine ont facilité notre travail avec une obligeance sans limites. En Espagne, M. le comte de Aybar et D. Emilio de Torres au Palais Royal de Madrid, MM. Gómez del Campillo et Palencia à l'Archivo Histórico Nacional, Montoyo Fernández au Ministerio de la Guerra, Bordonán à l'Archivo de Simancas nous ont ménagé l'accueil le plus courtois et témoigné une complaisance empressée. A Lisbonne, nous avons trouvé auprès de MM. Teixeira de Sampayo au Ministério dos Negócios Estrangeiros, Fer-

reira au palais d'Ajuda, à la Bibliotheca Nacional etc., toute l'affabilité et toutes les commodités de travail possibles. M. O'Reilly a mis une amabilité parfaite à nous guider dans le Record Office, MM. les Archivistes du Preussisches Staatsarchiv à faire exécuter les copies dont nous avons besoin, de même que M. Maksakof au Tsentrarkhiv de l'U. R. S. S. — A tous, et à tous ceux qui à un titre quelconque nous ont aidés dans le présent travail, nous présentons l'expression de notre sincère reconnaissance. Nous ne saurions enfin manquer d'adresser également nos remerciements au pays ou nous avons recueilli les principaux matériaux de cet ouvrage, à l'Espagne, pour l'hospitalité de plusieurs années que nous avons trouvée chez elle, comme pour la bonne grâce et la cordialité qu'elle sait toujours mettre à son accueil.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES ⁽¹⁾

Archives Françaises

1° ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2).

Espagne, Correspondance politique.

v. 638. Fin 1795. La paix de Bâle.

639. Janvier-avril 1796. Pérignon ambassadeur. Pourparlers d'alliance.

640. Avril-juin 1796. Idem.

641. Juin-août 1796. Idem.

642. Août-septembre 1796. L'alliance de Saint-Ildefonse.

643. Octobre-novembre 1796. Déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre.

644. Novembre-décembre 1796. Premiers froissements : les affaires d'Italie.

645. Décembre 1796-février 1797. Nouveaux froissements ; affaires portugaises.

646. Février-avril 1797. Idem.

647. Avril-mai 1797. Idem.

648. Mai-juillet 1797. Idem.

649. Juillet-septembre 1797. L'Espagne et le congrès de Lille.

650. Septembre 1797-janvier 1798. Affaires Carency, Cabarrus, Izquierdo.

(1) Les sources privées où nous pouvions espérer trouver un complément d'informations étaient très peu nombreuses et se sont révélées d'une extrême pauvreté en ce qui concerne notre sujet. Nous n'en sommes pas moins reconnaissants aux personnes qui ont bien voulu nous y introduire et nous renseigner.

(2) Ce fonds présente d'assez sérieuses lacunes. Il est hors de doute que la série *Espagne* a été expurgée sous le ministère de Talleyrand. Pour la période du procès de l'Escorial, elle l'a été à la fois par Champagny et par Beauharnais. Enfin, les archives de l'ambassade de Madrid ont subi des pertes appréciables lors de l'abandon de Madrid, en juillet 1808 (Cf. *Archivo Histórico Nacional, Estado*, c. 5240, et LA FOREST, *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, I, 232, 258).

651. Janvier-avril 1798. Truguet ambassadeur. Chute de Godoy.
 652. Avril-juin 1798. Rappel de Truguet ; instructions de Guillemardet.
 653. Juin-septembre 1798. Guillemardet ambassadeur.
 654. Septembre 1798-janvier 1799. Connexions anglo-espagnoles.
 655. Janvier-mai 1799. La marine espagnole et l'Égypte.
 656. Mai-septembre 1799. Affaires maritimes.
 657. Septembre 1799-février 1800. Premiers rapports de Bonaparte avec l'Espagne.
 658. Février-mai 1800. Alquier ambassadeur.
 659. Mai-septembre 1800. Les préliminaires de Saint-Ildefonse.
 660. Septembre 1800-février 1801. Lucien ambassadeur. Retour de Godoy au pouvoir.
 661. Février-septembre 1801. La guerre des Oranges.
 662. Septembre 1801-septembre 1802. Traité de Madrid. Gouvion Saint-Cyr ambassadeur.
 663. Septembre 1802-mai 1803. Beurnonville ambassadeur. Affaires commerciales et de Parme.
 664. Mai-septembre 1803. L'Espagne et la rupture de la paix d'Amiens.
 665. Septembre 1803-janvier 1804. Le traité de subsides.
 666. Janvier-septembre 1804. Difficultés financières.
 667. Septembre 1804-février 1805. Déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre.
 668. Février-décembre 1805. Affaires maritimes.
 669. Décembre 1805-mai 1806. Divers. Vandeuil chargé d'affaires.
 670. Juin 1806-janvier 1807. Affaire de la proclamation de Godoy.
 671. Janvier-septembre 1807. Beauharnais ambassadeur.
 672. Septembre 1807-janvier 1808. Procès de l'Escorial.
 673. Janvier-avril 1808. Les troupes françaises en Espagne.
 674. Avril-juin 1808. La Forest ambassadeur.
 677. Octobre-décembre 1808. Documents sur les finances et les colonies.
 678. Janvier-mai 1809. Documents sur l'armée et sur Izquierdo.
 18 *supplément*. 1796-1801. L'alliance, Parme, Lille, etc.
 19 *supplément*. Lettres éparses et divers.
 20 *supplément*. 1806-1824. Dépêches d'Henry ; convention du 10 mai 1806.
 25 *supplément*. Correspondance du Comité de Salut Public avec Barthélemy.
 26 *supplément*. Correspondance (interceptée) de la cour de Madrid avec ses représentants à l'étranger en 1799.
 27 *supplément*. 1799-1801. Correspondance de Lucien avec Bonaparte, Talleyrand et divers.
 28 *supplément*. 1799-1801. Correspondance de Lucien avec Godoy, Urquijo et Cevallos.

France, Mémoires et Documents.

- v. 657. Mémoires politiques divers, 1801-1813.
 661. Mémoires de Montgaillard à Napoléon, 1804-1806 (1).
 662. Idem, 1806-1808.

(1) Ces mémoires n'ont été publiés qu'en partie par Clément de Lacroix.

1415. Correspondance de Barbé-Marbois avec Napoléon sur l'Espagne et la crise des Négociants Réunis, 1805-1806.
 1967. Correspondance de Carency avec Merlin, 1797.

France, Bourbons.

- v. 609. Correspondance du cabinet de Louis XVIII avec Havré, Coigny, Harcourt, 1796-1801.
 610. Dépêches d'Havré à Louis XVIII, novembre 1796-octobre 1797.
 611. Idem, fin 1797 et début 1798.
 612. Idem, et dépêches de Coigny, 1798.
 614. Lettres diverses, 1791-1806.
 621. Lettres de Louis XVIII et de sa famille, 1791-1810.
 636. Lettres d'Havré à Antraigues (le chiffre non déchiffré).

France, Consulats (1).

- Consulat de Cadix, 1792-1815 (Le Roy).
 — Lisbonne, 1795-1816 (Serurier, Herman).
 — Livourne, 1806, 1807 (Lesseps).
 — Madrid, 1792-1818 (Dhermand et divers).

Portugal, Correspondance politique.

- v. 121. 1793-1797. Lettres et pièces diverses, incidents franco-portugais, questions commerciales.
 122. 1798-1801. Négociations de paix ; traités de Badajoz et de Madrid.
 123. 1802. Lannes ministre ; incidents.
 124. 1803. Le traité de subsides franco-portugais.
 125. 1804 et 1805. Idem. Junot ambassadeur.
 126. 1806 et 1807. Rayneval chargé d'affaires. Incidents, rupture, expédition de Portugal.
 127. 1808-1813. Lettres et pièces diverses.
 9 *supplément*. 1796-1805. Idem.
 10 *supplément*. 1805-1813. Idem.
Mémoires et documents, fonds divers, supplément, v. 11. 1793-1823. Idem.

Toscane, Correspondance politique.

- v. 157 A. Jusqu'au milieu de 1805. Clarke ministre.
 157 B. Fin de 1805. Beauharnais ministre.
 158 A. Début de 1806. La division espagnole à Florence.
 158 B. Fin de 1806. Aubusson ministre.
 159 A. Janvier-septembre 1807. Les visées sur l'Étrurie.
 159 B. Septembre-décembre 1807. La fin de l'Étrurie.
 160 A. Janvier 1808-janvier 1811. Réunion de la Toscane à l'Empire.

Angleterre, Correspondance politique.

- v. 600. La rupture de 1803.
 v. 603. Négociations de paix de 1806.

Naples, Correspondance politique.

- v. 123. 1793-1796. L'Espagne et la paix entre la France et Naples.
 124. Idem.

(1) Les papiers des consulats ne sont pas intéressants seulement aux points de vue commercial et maritime, mais souvent aussi au point de vue politique. Il arrive

Prusse, Correspondance politique.

v. 239. Juin 1806-janvier 1807. L'Espagne et la rupture entre la Prusse et la France.

Russie, Correspondance politique.

v. 145. Négociation Oubril (1806).

2^o. ARCHIVES NATIONALES.Série F⁷.

- 6143. Détails sur Beurnonville (an 6).
- 6161. Idem.
- 6202 A. Détails sur Carency (an 6).
- 6468. Détails sur Cailhé.
- 6470. Une lettre de Beurnonville (1806).
- 6486. Détails sur Cailhé et la comtesse d'Oyen-Hausen.
- 6504. Détails sur Lima (1807).
- 6505. Détails sur le comte et la comtesse de Richteren (1807).
- 6513 et 6514. Les Bourbons d'Espagne après 1808 (Valençay, Rome, etc.).
- 6542. Autobiographie de Thurot (1822).
- 6599. Les papiers d'Izquierdo : leur saisie en 1813, leurs transferts, etc.

Série F¹¹.

1058. Vanlerberghe et le subside espagnol (1804).

Série AF III.

- 62. Correspondance d'Espagne, an 4 à an 8.
- 63. Intrigue Godoy-Carency-Segui-Izquierdo (1797-1798).
- 73. Malte, an 5-an 7. Correspondance de Doublet.
- 402. Minutes des arrêtés du Directoire : rapport sur le traité de Saint-Ildefonse (doss. 2173).
- 500. Instructions à Ferrocchel.
- 510. Affaire Izquierdo en 1797-1798.
- 606. Affaires de marine (1798).

Série AF IV.

- 932. Camp de Bayonne (1803).
- 933. Versements du subside espagnol.
- 934. Idem (1804).
- 952. Exportations de piastres par Baring.
- 1058. Rapports du ministre de l'Intérieur sur les subsistances. Affaire Vanlerberghe et exportation de blé en Espagne.
- 1071. Rapports ministériels, Finances. Rapport de Perrégaux sur la crise de la Banque de France.
- 1082. Rapports ministériels, Trésor Public. Le subside espagnol ; le traité Ouvrard du 4 avril 1804.
- 1195. Affaires de marine ; rapports de Lebrun, etc.
- 1196. Idem. Lettres de Decrès, Gourdon, etc. ; états sur le Ferrol.
- 1211. Idem. Vues de Napoléon sur l'Amérique espagnole.
- 1219. Idem. Mission de Lacoste (1808).

en effet que le véritable représentant du gouvernement français dans un pays étranger ne soit pas l'ambassadeur ou le ministre, mais bien plutôt le consul ; tel fut le cas par exemple à Lisbonne avec Rayneval et Herman.

- 1287. Affaires étrangères, divers.
- 1497. Bulletins de Fouché sur Forestier et Lima.
- 1604. 2 cahiers sur l'expédition de Portugal en 1801 (Leclerc, Augereau, etc) et 6 cahiers sur celle de 1807 (correspondance partielle de Junot, etc.).
- 1605 A. 1808 : lettres de Murat, Beauharnais, récits d'Aranjuez, etc.
- 1608 A. 1808. Rapports sur l'armée espagnole.
- 1608 B. 1808. Abondante documentation sur les finances espagnoles (sauf sur les emprunts Izquierdo).
- 1609. Lettres de Mollien sur la pension de Charles IV (1808).
- 1610. Plaquette de mai 1808 : « *Jugement... par un Espagnol impartial.* »
- 1611. Correspondance de Marie-Caroline de Naples avec la princesse des Asturies. Affaires financières.
- 1679. Lettres de Mazarredo (1800), Muzquiz, Hervas, Charles IV, Godoy, Alquier, Beurnonville, Lacépède, Izquierdo, etc.
- 1680. Lettres de Godoy et Izquierdo pour 1806 (7^e dossier), des mêmes et de Talleyrand en 1807 (8^e dossier).
- 1689. Portugal. Lettres de Bonaparte, de Lannes et du régent.
- 1691. Prusse. Lettres d'Henry et de Strogonoff (1806 ; le chiffre n'est pas déchiffré).
- 1701. Toscane. Rapports d'Eugène de Beauharnais avec la régente.
- 1706^E. Lettres de Champagny à Napoléon sur sa négociation avec Izquierdo (fin 1807) et sur les pamphlets Esménard (1808).
- 1714^D. Défense d'Hervas, 1810.

Série AF* IV.

- 545. Etat de la marine espagnole en 1804.
- 1200. Camp de Bayonne : états etc. (1803).

3^o. ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Archives historiques.

- 8. Etats et situations sur le camp de Bayonne (1803).
- 9 Correspondance d'Augereau au camp de Bayonne, septembre a 1803-février 1804.
- 4 Correspondance du ministre de la Guerre sur le camp de 22 Bayonne, mai 1803-février 1805.

Archives administratives.

Dossier de Beurnonville.

4^o. ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA MARINE.

Dossiers de Dumanoir, de Gourdon et de Rosily.

5^o BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, MANUSCRITS.

- 6574, fr. Opérations militaires en Espagne, 1807.
- 22.102, n. a. fr. Correspondance privée de Dhermand (intérêt médiocre).
- 22.123, n. a. fr. Une lettre d'Izquierdo de 1779.

Archives Espagnoles

1° ARCHIVO HISTÓRICO NACIONAL (1).

- Estado* 1626. Lettres officielles de Charles IV à Napoléon.
 2821. Très importante correspondance de Godoy avec les *Reyes*, jusqu'en 1808.
 2832. Correspondances diverses.
 2849. Voyage de la famille royale à Bayonne. Lettres de Masserano, 1807.
 2881. Dossier capital. Contient toute la correspondance de Godoy avec Izquierdo, de 1804 à 1808 (saisie chez le favori après l'émeute d'Aranjuez) : lettres d'Izquierdo, réponses de Godoy (originaux ou annotations marginales), notes pour Lacépède et Napoléon, etc.
 3963. Ambassade de Paris, dépêches de 1799 et 1800 : Muzquiz ambassadeur, Hervas etc.
 3976. Ambassade de Paris, dépêches de 1808 : Masserano ambassadeur (février-avril), Frias ambassadeur (octobre-décembre).
 3985. Ambassade de Paris. Dépêches du 1^{er} janvier à fin mai 1798 ; del Campo ambassadeur.
 3998. Ambassade de Paris. 2^e semestre 1796 ; del Campo ambassadeur. L'alliance de Saint-Ildefonso.
 4005. Ambassade de Paris. 1^{er} semestre 1796 ; del Campo ambassadeur.
 4018. Ambassade de Paris. Fin 1798 ; Azara ambassadeur.
 4019. — 1796 (lettres éparses) et 1797 ; del Campo ambassadeur ; affaires d'Italie, de Portugal, etc.
 5205. Ambassade de Paris. 1801 ; Azara ambassadeur ; la guerre des Oranges.
 5207. Ambassade de Paris. 1802. L'Espagne et la paix d'Amiens.
 5208. — 1^{er} semestre 1803, La rupture de la paix d'Amiens.
 5209. Ambassade de Paris. 2^e semestre 1803. La crise du subside espagnol.
 5210. Ambassade de Paris. 1^{er} semestre 1804. Hervas chargé d'affaires. Le subside.
 5211. Ambassade de Paris. 2^e semestre 1804. Gravina ambassadeur. La guerre à l'Angleterre.
 5212. Ambassade de Paris. 1^{er} semestre 1805. Santivañez chargé d'affaires. Questions maritimes.
 5213. Ambassade de Paris. 2^e semestre 1805. Masserano ambassadeur. Sans intérêt.
 5214. Ambassade de Paris. 1^{er} semestre 1806. Très vide.

(1) Paseo de los Recoletos, Madrid. En principe, les documents plus récents sont à l'*Archivo Histórico Nacional*, la correspondance diplomatique jusqu'à la fin du XVIII^e siècle est à Simancas, les papiers administratifs (fonds des ministères, etc.) sont à Alcalá de Henarés, les documents militaires (archives administratives, dossiers individuels ou *expedientes*) sont à Ségovie.

5215. Ambassade de Paris. 2^e semestre 1806. Très vide.
 5216. — 1^{er} semestre 1807. Le corps La Romana.
 5217. — 2^e semestre 1807. La rupture avec le Portugal.
 5218. Ambassade de Paris. 1^{er} semestre 1808 ; dépêches de l'ambassade, et correspondance particulière Beauharnais-Godoy 1807-1808 (dans celle-ci, détails intéressants).
 5240. Ambassade de Paris. Inventaire des papiers saisis à l'ambassade de France en juillet 1808.
 5270. Correspondances diverses, lettres de protocole, etc.
 5363. Ambassade de Lisbonne, 1^{er} semestre 1803. Campo Alange ambassadeur.
 5364. Ambassade de Lisbonne. 2^e semestre 1803. Le Portugal et la tension franco-espagnole.
 5365. Ambassade de Lisbonne. 1^{er} semestre 1804. Le traité de subsides avec le Portugal.
 5366. Ambassade de Lisbonne. 2^e semestre 1804. Le Portugal et la guerre anglo-espagnole.
 5367. Ambassade de Lisbonne. 1^{er} semestre 1805. Incidents sur la neutralité portugaise.
 5368. Ambassade de Lisbonne. 2^e semestre 1805. Idem.
 5369. — 1^{er} semestre 1806. Idem.
 5370. — 2^e semestre 1806. L'escadre anglaise à Lisbonne.
 5371. Ambassade de Lisbonne. 1^{er} semestre 1807. Question de la régence du Portugal.
 5372. Ambassade de Lisbonne Juillet-octobre 1807. La rupture avec le Portugal.
 5458. Ambassade de Londres, 1803. L'Angleterre et la neutralité espagnole.
 5458 bis. Ambassade de Londres, 1804-fin janvier 1805. La guerre anglo-espagnole.
 5669. Ambassade de Naples, 1802-1808. Marquis de Mos, puis Gomez de Ayala.
 5685. Légation d'Étrurie, 1802-1805. Labrador ministre d'Espagne.
 5686. Légation d'Étrurie, 1^{er} semestre de 1805, L'influence espagnole en Étrurie.
 5687. Légation d'Étrurie, 2^e semestre de 1805. Idem.
 5688. — 1806-1807. La fin de l'Étrurie.
 5908. Légation de Saint-Petersbourg, 1802-1807. Noroña ministre d'Espagne. Avances de la Russie à l'Espagne.
 5909. Légation de Saint-Petersbourg, 1807-1808. Figueroa ministre.
 5932. Légation de Berlin, 1803-1805. Valencia ministre d'Espagne.
 5933. — 1805-1808. Figueroa ministre. La crise de 1806.
Junta de Comercio y Extranjeros, 1800-1808. Renseignements divers d'ordre économique, nominations de consuls, etc.
Concejos Suprimidos, Sala de Gobierno, 1800-1808. Mesures administratives diverses : ravitaillement, etc.
Concejos Suprimidos, Documentos curiosos, c. 11.943 : mesures contre les troubles de Biscaye, origine de la guerre avec l'Angleterre,

2º ARCHIVO DE SIMANCAS (1).

- Estado*, c. 8150. Doss. 1 et 3 : correspondance de l'ambassade de Londres avec la *Secretaria de Estado*, 14 janvier 1794-20 décembre 1795
Doss. 4 : sa correspondance avec le *Foreign Office*, 1795.
8154. Doss. 4 et 5 : correspondance de l'ambassade de Londres avec le *Foreign Office*, 1795-août 1797. La rupture avec l'Angleterre
8155. Correspondance relative aux pensionnés de S. M. C. à Paris et à Londres en 1791-1792.
8160. Correspondance de l'ambassade de Londres en 1795 et 1796 avec la *Secretaria de Estado* (doss. 2), avec Godoy (doss. 3), avec le *Foreign Office* (doss. 4), avec divers (doss. 5).
8168. Correspondance de Larrea, consul général à Londres, avec la *Secretaria de Estado*, début 1802-fin 1804 (affaires diplomatiques et consulaires).
8169. Correspondance d'Anduaga avec sa cour et divers (doss. 1) et avec l'Amirauté anglaise (doss. 2) pour 1803 et 1804.
8170. Correspondance d'Anduaga avec sa cour, 21 janvier 1805-3 avril 1805. La rupture avec l'Angleterre.

3º ARCHIVO DE LA REAL CASA Y PATRIMONIO (2).

Archivo reservado de Fernando VII, t. 99. Correspondances diverses de Godoy et autres.

- T. 100. Correspondance privée de Godoy avec Hervas (1803-1804), Gravina (1804-1805), Campo Alange, etc.
- T. 101. Correspondance de Godoy sur les affaires irlandaises.
- T. 102. Correspondance privée de Godoy avec divers.
- T. 103. Papiers relatifs au palais de Buenavista, offert à Godoy par la ville de Madrid.
- T. 104. Documents relatifs à la carrière de Godoy : brevets, nominations, etc.
- T. 105. Intéressante correspondance privée de Godoy avec Lucien.
- T. 106. Documents relatifs au séjour des *Reyes* à Rome, 1814-1817.
- T. 107. Événements de mars 1808 et postérieurs.

Causa del Escorial, t. I et II. Ces deux tomes contiennent la procédure du procès de l'Escorial : témoignages, interrogatoires, etc. Expurgés probablement, mais encore d'un vif intérêt.

4º BIBLIOTECA NACIONAL, MANUSCRITOS (3).

- 4.064. Recueil (300 fº) de poésies relatives au règne de Charles IV, dont quelques-unes ont une signification politique.
KK 66 vº, 1019/17. Etat de la marine espagnole en 1795 et (plus détaillé) en 1805.

(1) Au *castillo* de Simancas, à 11 kilomètres de Valladolid.
(2) Au Palais Royal, Madrid.
(3) Recoletos, Madrid.

- 11.318/15. Quelques témoignages sur Trafalgar.
20.285/12. Correspondance privée de Godoy avec son agent à l'armée de Navarre, Zamora.
12.970/6. Notes prises par Canovas del Castillo sur le manuscrit des Mémoires de la Tudó ; quelques détails.

5º ARCHIVO DEL MINISTERIO DE LA GUERRA (1).

Expediente de D. Manuel Godoy (à titre de capitaine-général). Détails sur sa carrière (nominations, etc.) et sur la fin de sa vie.

Archives Portugaises

1º ARQUIVO HISTÓRICO DO MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS (2).

Ce dépôt contient, parfaitement classés et conservés, de nombreux documents.

Caixas da legação em Paris, 1796-1807. *Offícios* des ministres et ambassadeurs de Portugal à Paris (Sousa et Lima) ; correspondance des chargés de mission (Araújo de Azevedo, Santos Branco, Brito, etc.) ; rapports divers, lettres particulières, etc. D'un intérêt capital.

Caixas da legação em Madrid, 1795-1807. *Offícios* des ambassadeurs et ministres (Noronha, Carvalho, Sousa, Ribeiro Freire, Ega) ; correspondance des chargés de mission, envoyés extraordinaires, etc. (Sousa Holstein, Manuel Pinto, Vieira de Abreu, etc.) ; lettres particulières, divers. Quelques lacunes : les dépêches envoyées par courriers extraordinaires en 1805 par Ega, et toute la correspondance pour le 2º semestre de 1806 et le 1º semestre de 1807 manquent (3) (ces lacunes peuvent en partie se combler par les copies communiquées à cette époque aux ministres anglais à Lisbonne, et conservées au *Record Office*).

Caixas da legação em Londres, 1795-1808. *Offícios* des ministres plénipotentiaires (Melo e Castro, Lima, Sousa Coutinho) ; lettres particulières, rapports divers, etc.

Collecção de despachos relativos ao messão de... C'est la correspondance que chaque ambassadeur a reçue du ministère pendant le temps de sa mission ; reliée en registres par ambassades ; on y trouve également des lettres particulières reçues par l'ambassadeur. Des détails intéressants en particulier dans le registre : « *Messão de Lima*. »

Registres des *offícios*. Les *offícios* sont les lettres des ministres aux ambassadeurs. Les plus importants sont reliés à part, sous la dénomination de « *Offícios reservados*. » Toute cette correspondance est très officielle, et assez terne.

(1) Au *Ministerio de la Guerra*, calle de Alcalá, Madrid.
(2) Paço das Necessidades, Lisbonne.
(3) Cette lacune est signalée déjà dans l'inventaire de 1828.

Caixas de asuntos diversos. Quelques détails sur la mission de Brito, 1807.

2^o ARQUIVO DA TORRE DO TOMBO (1).

Contient à la section *Tratados* les originaux des traités signés par le Portugal de 1795 à 1808 : de Badajoz, de Madrid, etc.

3^o BIBLIOTHECA NACIONAL (2).

Manuscriptos, Collecção Pombalina. Collection de manuscrits en folios reliés : lettres, mémoires, etc. Quelques détails intéressants.

4^o BIBLIOTHECA DO PAÇO DE AJUDA (3).

On y trouve le copie-lettres de Junot, pris vraisemblablement à la bataille de Vimeiro ; il contient 129 lettres (29 juillet 1806-7 juin 1807) et complète pour 1808 les originaux des Archives Nationales (AF IV 1604).

Archives Anglaises

PUBLIC RECORD OFFICE (4)

1^o FOREIGN OFFICE 72 (SPAIN).

38. 1^{er} juillet-30 septembre 1795. Bute ambassadeur à Madrid. Paix de Bâle.
39. 3 octobre-30 décembre 1795. Débuts de la tension anglo-espagnole.
40. 2 janvier-31 mars 1796. Tension anglo-espagnole.
41. 4 avril-30 juin 1796. Idem.
42. Juillet 1796. Menaces d'alliance franco-espagnole.
43. Août 1796. Signature de l'alliance franco-espagnole.
44. Septembre-décembre 1796. Déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre.
45. 1797-1798. Divers agents anglais à Madrid, entre autres Thomas Gregory. Ouvertures de paix à l'Espagne, fin 1798.
46. 1799-1801. Thomas Gregory. Essais de paix séparée anglo-espagnole.
47. 4 janvier-28 décembre 1802. Hunter chargé d'affaires, J. H. Frere ministre. Instructions à Frere.
48. 3 janvier-20 juin 1803. L'Espagne et la rupture franco-anglaise.
49. 21 juin-10 septembre 1803. L'Angleterre et le subside espagnol à la France.

(1) Ou : *Arquivo Geral.* Au palacio das Côrtes, largo de São Bento, Lisbonne.

(2) Largo da Bibliotheca, Lisbonne.

(3) Calçada d'Ajuda, Lisbonne.

(4) Chancery Lane, Londres.

50. 1^{er} septembre-27 décembre 1803. Frere et le traité de subsides. La mission Herman.
51. 5 janvier-10 mai 1804. Premiers incidents Frere-Godoy.
52. 14 mai-30 juillet 1804. Incidents anglo-espagnols à Madrid et sur mer.
53. 1^{er} août-20 octobre 1804. B. Frere chargé d'affaires. Incident anglo-espagnol des armements maritimes au Ferrol. L'affaire des frégates.
54. 21 octobre-27 décembre 1804. Rupture anglo-espagnole.
55. 5 janvier 1805-22 décembre 1806. Relations secrètes anglo-espagnoles. Mission de Strogonoff à Madrid.
56. Janvier-juillet 1807. Affaires maritimes ; quelques détails.
57. Juillet-août 1808. L'Angleterre et le soulèvement espagnol.

2^o FOREIGN OFFICE 63 (PORTUGAL).

27. 1^{er} janvier-30 mai 1798. Walpole ministre à Lisbonne. Les deux missions de W. Gregory pour une paix séparée anglo-espagnole.
28. 2 juin-31 août 1798. La deuxième mission de W. Gregory.
29. 5 septembre-28 décembre 1798. Missions de W. Gregory et de White.
32. 8 janvier-23 juin 1800. L'Angleterre et la tension hispano-portugaise.
33. 9 janvier-25 septembre 1800. Arbuthnot chargé d'affaires. L'Angleterre et la rupture entre le Portugal et l'Espagne.
34. 29 septembre-30 décembre 1800. Instructions à Frere. Retrait des troupes anglaises de Lisbonne.
35. 5 janvier-10 février 1801. Frere ministre. L'Angleterre et la guerre des Oranges.
36. 12 février-30 mai 1801. Idem.
37. 2 juin-29 juillet 1801. L'Angleterre et les négociations de Badajoz.
38. 2 août-29 décembre 1801. L'Angleterre et les traités de Badajoz et de Madrid.
39. Janvier-mai 1802. Le Portugal et la paix d'Amiens.
41. Janvier-septembre 1803. Fitz Gerald ministre. Le Portugal et la rupture de la paix d'Amiens.
42. 12 septembre-30 décembre 1803. Fitz Gerald et le traité de subsides franco-portugais.
43. Janvier-mai 1804. J. Gambier chargé d'affaires.
45. Août-décembre 1804. Fitz Gerald ministre. Le Portugal et la rupture anglo-espagnole.
49. 9 janvier-21 mai 1806. La santé du régent ; bruits d'invasion française.
50. 27 mai-28 décembre 1806. Strangford ministre. L'escadre anglaise à Lisbonne. (Contient la copie de plusieurs dépêches d'Ega à sa cour).
54. 12 janvier-30 juin 1807. Renseignements divers sur l'Espagne.
55. 16 juillet-20 octobre 1807. L'Angleterre devant la rupture entre le Portugal et les Franco-Espagnols.
56. 20 octobre-3 décembre 1807. Rôle de Strangford dans l'embarquement du régent pour le Brésil.

3° FOREIGN OFFICE 65 (RUSSIA).

64. 22 septembre-11 novembre 1806. Instructions à Stuart sur l'intention de l'Angleterre de ne pas accepter les offres russes pour une paix séparée avec l'Espagne.

Archives Prussiennes

PREUSSISCHES GEHEIMES STAATSARCHIV (1)

Nous avons pu faire copier à ce dépôt, aux *Acta der Gesandtschaft zu Madrid*, la correspondance que le *Kommerzienrat* Henry, ministre de Prusse à Madrid, échangea avec sa cour (2) pendant le deuxième semestre de 1806. Elle apporte un démenti formel à la légende d'une convention prusso-espagnole signée à la veille d'Iéna.

Archives Russes

TSENTRARKHIV U. R. S. S. (3)

Nous avons fait copier à ce dépôt les dépêches de Strogonoff, ministre de Russie à Madrid, pour le 2^e semestre de 1806. Elles apportent des précisions fort intéressantes sur les négociations secrètes de Godoy avec la Russie en septembre et octobre 1806, ainsi que sur ses efforts pour se rapprocher de l'Angleterre par l'intermédiaire de la Russie.

BIBLIOGRAPHIE (4)

SOURCES IMPRIMÉES

1° Documents publiés

- AULARD (A.). — *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*. 1898-1902, 5 in-8°.
AULARD (A.). — *Paris sous le Consulat*. 1903-1909, 4 in-8°.
— *Paris sous le Premier Empire*. 1912-1923, 3 in-8°.

(1) Archivstrasse, 12-14, Berlin-Dahlem.

(2) De très nombreuses dépêches d'Henry ont été interceptées et déchiffrées à leur passage en France ; on en trouve un bon nombre aux Affaires Étrangères, Espagne, particulièrement v. 672, 673 et 19 supplément.

(3) 12, Nikolskaya 9^e, Moscou.

(4) Cette bibliographie ne doit pas être regardée comme exhaustive ; on l'a réduite en particulier aux ouvrages essentiels en tout ce qui concerne les à-côtés du sujet : tel est le cas par exemple pour les affaires napolitaines, pour le récit des opérations navales ou militaires, etc. — Les dates données pour chaque ouvrage sont celles de l'édition qui a été consultée, et à laquelle se rapportent les références. Les tomes signalés de façon particulière sont ceux qui ont été spécialement utilisés.

- BAILLEU. — *Preussen und Frankreich von 1795 bis 1807. Diplomatische Correspondenzen*, hrsg. v. —. 1881, 2 in-8°. T. I, 562 p. : 1795-1800. T. II, 647 p. : 1800-1807.
- BIKER. — *Supplemento á collecção dos tratados, convenções... celebrados entre a corôa de Portugal e as mais potencias desde 1640, coordenados pelo visconde de Borges de Castro, e continuado por J. F. Judice* —. 8°. T. XI, 1^{re} partie, 1873 : 1741-1760. T. XI, 2^e partie, 1874 : 1777-1815. T. XII, 1877 : 1797-1799. T. XIII, 1878 : 1799-1803. T. XIV, 1878 : 1803-1807. T. XV, 1878 : 1799-1839. T. XVI, 1878 : 1791-1853.
- BRITO ARANHA. — *Nota acerca das invasões francezas em Portugal... Contém muitos documentos...* 1909, 8°, 327 p.
- CANTILLO (A DEL —). — *Tratados, convenios y declaraciones de paz y de comercio que han hecho con las potencias extranjeras los monarcas españoles... desde el año 1700...* 1843, 8°, 908 p.
- CHABY (C. B. PEREIRA DE —). — *Excerptos historicos e collecção de Documentos relativos á Guerra denominada da Peninsula e as anteriores de 1801. 1863-1864, 2 in-4°, et continuation 1881-1882 : t. v, 1882, 511 p., collection des documents cités dans les tomes antérieurs.*
- CLERCQ (J. DE —). — *Recueil des traités de la France*. Depuis 1880, 22 in-4°. T. I, 623 p. : 1713-1802. T. II, 711 p. : 1803-1815.
- Documents sur le royaume d'Etrurie, 1801-1807*, publ. par P. Marmottan. 1900, 8°, 80 p.
- FERREIRA BORGES DE CASTRO (J.). — *Collecção dos tratados, convenções...* T. IV, 1857, 8°, 549 p. : 1793-1810 (Voir à : BIKER).
- FLAMMERMONT (J.). — *Rapport à M. le Ministre de l'Instruction Publique sur les correspondances des agents diplomatiques étrangers en France avant la Révolution*. Dans les *Nouvelles Archives des Missions scientifiques et littéraires*, constituant le tome VIII de cette publication, 1896, 8°, 628 p. (Résumé des dépêches du comte d'Aranda).
- FREITAS MONIZ (J. C. de —). — *Corpo diplomatico portuguez... contendo os actos... de Portugal con as diversas Potencias... desde o seculo XVI...* 1886-1891, 4°.
- HAUTERIVE (E. d'—). — *La police secrète du Premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur*. 8°. T. I, 1908, 595 p. : juillet 1804-juillet 1805. T. II, 1912 : juillet 1805-octobre 1806. T. III, 1922, 594 p. : 1^{er} octobre 1806-31 décembre 1807.
- KERRY. — *The first Napoleon. Some unpublished documents from the Bowood Papers*, edited by the Earl of—. 1925, 8°, 355 p. (Mémoires, correspondance et divers de Flahault).
- Manuscripts (The) of J. B. Fortescue, preserved at Droghmore*. Historical Mss Commission Reports. 8°. T. I, 1892 : 1698-1790. T. II, 1894 : 1790-fin 1794. T. III (index pour I, II, III).
- MARTENS (CH. DE —). — *Recueil des principaux traités...* II in-8°.
— *Supplément au recueil des principaux traités...* 1808-1814. 1817, t. 12 à 28.
- MARTENS (CH. DE —). — *Nouveaux suppléments au recueil...*, publ. par Murhard. T. I, 1839 : 1761-1829.
- MATURANA (V.M.). — *Dictamen sobre la organización más conveniente del RI Cuerpo de Artilleria* (1805). Publ. par Leguina, *Boletín de la Academia de Historia*, 1917, p. 213-237.
- MONTGAILLARD (J. G. M. DE —). — *Mémoires diplomatiques...* (1805-1819), publiés par Cl. de Lacroix. 1896, 8°, 442 p. (Publication partielle seulement des mémoires remis par Montgaillard à Napoléon).

- Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, publiés par F. A. Aulard. T. xxvi, 1923, 4^o, 808 p. : 29 juillet-29 août 1795.
- Recueil des Actes du Directoire Exécutif*, publiés p. A. Debidour, In-4^o. T. I, 1910, 868 p. : novembre 1795-mars 1796. T. II, 1911, 862 p. : novembre-juliet 1796. T. III, 1913, 814 p. : juillet-octobre 1796. T. IV, 1917, 827 p. : octobre 1796-février 1797.
- RIBO (J. J.). — *Colección de tratados entre España y las demas naciones desde 1801... 1871*, 4^o, 638 p.
- Select Despatches from the British Foreign Office archives relating to the formation of the Third Coalition against France, 1804-1805*, edited by J. Holland Rose, 1904, 8^o, 289 p.

2^o Ouvrages et journaux contemporains (1).

- A. (J. DE —). — *Manifiesto imparcial y exacto de lo más importante ocurrido en Aranjuez, Madrid y Bayona desde el 17 de marzo hasta 15 de mayo de 1808*, 1808, 8^o, 43 p. (Type de pamphlet).
- ACCURSIO DAS NEVES (J.). — *Historia da Invasao dos Franceses em Portugal... 1810-1811*, 5 in-12^o. T. I, 345 p. : jusqu'à la fin de 1807. T. II, 305 p. : jusqu'au 2 mai 1808.
- Almanach National*, plus tard *Almanach Impérial*. In-8^o. An III à 1809.
- ARRIAZA (J. B.). — *Breve apelación al honor... de la nación inglesa sobre la necesidad de una inmediata restitución de las embarcaciones españolas con caudales*, traducido del inglés al castellano. 1805, 8^o, 38 p.
- BARROW (J.). — *Voyage à la Cochinchine, par... le Brésil*, trad. par Malte-Brun [avec notes de Correia], 1807, 2 in-8^o.
- BOURGOING (J.). — *Tableau de l'Espagne moderne*. 1807 (4^e éd.), 3 in-8^o, 404, 435, 427 p.
- BOURGOING (J.). — *Nouveau voyage en Espagne, ou tableau...* 1788, 3 in-8^o.
- CEVALLOS (P.). — *Exposición de los hechos y maquinaciones que han preparadola usurpación de la corona de España, y los medios que el Emperador de los Franceses ha puesto en obra para realizarla*. 1808, 8^o, 93 p.
- *Observaciones sobre la obra del Exmo Sr D. Juan Escoiquiz titulada : Idea sencilla...* 1814, 8^o, 100 p.
- *Nuevas observaciones provocadas por la ofensiva nota con que el Sr D. Juan Escoiquiz ha pretendido defender su obra titulada : Idea sencilla...* 1814, 8^o, 102 p.
- *Respuesta à la carta y papel que desde Paris le escribió el marqués de Almenara el 27 de Septiembre último*. 1815, 8^o, 100 p.
- *Política peculiar de Buonaparte en quanto à la religión católica*. 1813, 8^o.
- CHONE DE ACHA. — *Conducta de España comparada con la de Inglaterra en el presente rompimiento*. 1805, 8^o, 200 p.
- ESCOQUIZ (J.). — *Idea sencilla de las razones que motivaron el viaje del Rey D. Fernando VII à Bayona en 1808*. 1814, 8^o. Traduction en français par le F. Bruand, dit *El Cabezudo : Exposé des motifs...*, Paris, 1816, 8^o, 186 p.

(1) On a éliminé de cette liste presque tous les pamphlets parus en Espagne pendant la guerre d'Indépendance, et dont beaucoup prétendent retracer l'histoire des événements antérieurs ; cf. sur ces pamphlets *Libelos del tiempo de Napoleón*, dans la *Revue Hispanique*, 1919, p. 274-348 et 1923, p. 301-358. Au nombre des pamphlets les plus impudemment mensongers il faut placer en premier lieu les ouvrages de Cevallos.

- FISCHER (C. A.) — *Voyage en Espagne aux années 1797 et 1798*. Traduction du : *Reise von Amsterdam zu Madrid*, par Ch. Cramer. 1801, 2 in-8^o.
- Gaceta de Madrid*, 1795-1808.
- GENTZ (F. VON —). — *Authentische Darstellung des Verhältnisses zwischen England und Spanien, vor und bei dem Ausbruche des Krieges zwischen beiden Mächten*. Saint-Petersbourg, 1806, 8^o, 557 p.
- HERVAS (J.). — *Defensa de D. José Martinez de Hervas... contra la acusación de deslealtad con que el Exmo Sr D. Pedro Cevallos... ofende la memoria de aquel joven*. 1814, 8^o, 39 p.
- *Considérations sur l'état actuel de l'Espagne*. 1822, 8^o.
- Journal de l'Empire*, anciennement *Journal des Débats*.
- LABORDE (A. DE —). — *Voyage pittoresque et historique en Espagne*. 1807-1818, 4 in-10^o.
- *Itinéraire descriptif de l'Espagne, et tableau élémentaire...* 1808, 5 in-8^o.
- Manifiesto de los procedimientos del Concejo Real en los gravísimos sucesos ocurridos desde Octubre del año próximo pasado, impreso de orden del mismo Supremo Tribunal*. 1808, 4^o, 116 p.
- MARCILLAC (L. DE —). — *Histoire de la guerre entre la France et l'Espagne pendant les années de la Révolution française...* 1808, 8^o, 340 p.
- Mercurio de Madrid*. Pour 1802.
- Moniteur Universel (La Gazette Nationale, ou le —)*. An III à 1809, et *passim* postérieurement.
- Papers relative to the discussion with Spain in 1803 and 1804. List of papers presented by His Majesty's command to both Houses of Parliament*, 24th January 1803. 4^o, 93 p. (Publication très expurgée).
- SALMON (P. M.). — *Resumen histórico de la Revolución de España*. 1820 (2^e éd.), 4 in-18^o (Type de pamphlet).

3^o Mémoires et correspondances.

Autant les Mémoires pullulent sur la guerre d'Espagne, autant ils sont rares sur la période antérieure. Trois seulement présentent quelque importance : ceux de Talleyrand, ceux d'Escoiquiz et ceux de Godoy. Tout a été dit sur le cas qu'il convient de faire des premiers, en particulier en ce qui concerne les affaires d'Espagne. Les seconds, criblés d'erreurs, ne peuvent s'utiliser que moyennant des recoupements constants. Ceux de Godoy ne sont qu'un mensonge continu, et si impudent qu'il touche à l'inconscience : on en arrive à se demander si en les publiant l'ex-favori avait en vue autre chose que l'opération de librairie, qui dut être fructueuse, ou sa réhabilitation en Espagne, qui lui aurait fait rendre ses biens et qu'un plaidoyer de ce genre, tout provisoire qu'il pût être, pouvait faciliter (1). On ne s'étonnera donc pas de voir citer si rarement cet ouvrage, bien qu'il émane d'un des principaux personnages et qu'il embrasse toute l'étendue du sujet. — Des détails inté-

(1) Il faut noter pourtant qu'à l'époque où Godoy publia ses *Mémoires* plusieurs ouvrages avaient déjà paru sur les événements d'octobre 1807 à mai 1808 (Nellerto, etc.) et que Godoy pouvait difficilement aller à l'encontre de la documentation probante qu'ils apportaient : ses *Mémoires* sont donc pour cette période un peu moins inexacts. — On en a attribué la paternité à Esménard, à l'abbé Sicard, à un moine espagnol vivant à Rome, à Sicillia, etc. ; c'est là un point sur lequel il est difficile de se prononcer ; le style en tout cas est bien celui de Godoy.

ressants, mais secondaires, sont fournis par les *Memorias* de Pizarro (souvent suspects cependant) et par le *Spanish Journal* de lady Holland, tenu avec régularité par un témoin probe et bien placé.

- ABRANTÈS. — *Mémoires de M^{me} la duchesse d'—, ou Souvenirs historiques sur Napoléon...* 1835, 6 in-8° (Pour quelques portraits de personnages).
— (DUCHESSÉ D'—). — *Souvenirs d'une ambassade et d'un séjour en Espagne et Portugal...* 1837, 2 in-8°.
- ALCALÁ GALIANO (A.). — *Memorias*. 1886, 2 in-8°.
— *Recuerdos de un anciano*. 1913, in-12°, 545 p.
- BARANTE (BARON DE —). — *Souvenirs*. 1890, 2 in-8°. T. I, 411 p. : 1782-1813. (Pleins d'inexactitudes!).
- BARRAS. — *Mémoires*, publ. par G. Duruy, 1895-1896, 4 in-8°. T. II : 1795-1797.
- BARRÈS (J. B.). — *Souvenirs d'un officier de la Grande Armée*, publ. par Maurice Barrès. 1923, 12°, 331 p.
- BARTHÉLEMY. — *Papiers de — (1792-1797)*. T. VI, publ. par A. Tausserat-Radel, 1910, 8°, 301 p.
— *Mémoires de — (1768-1819)*, publ. par J. de Dampierre, 1914, 8°, 434 p.
- BAUSSET (L. DE —). — *Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du palais impérial (1805-1814)*. 1827, 4 in-8°.
- BEAUCHAMP (A. DE —). — *Collection des Mémoires relatifs aux Révolutions d'Espagne*, mis en ordre et publiés par —. 1824, 2 in-8°.
- BONAPARTE (Pierre-Napoléon). — *Souvenirs, traditions et révélations*. 1876, 12°, 331 p.
- BOURRIENNE (L.). — *Mémoires*. 1829-1831, 10 in-8°.
- BROWNING (O.). — *England and Napoleon in 1803, being the Despatches of lord Whitworth and others*, edited for the Royal Historical Society by —. 1887, 8°, 307 p.
- CANTU (C.). — *Corrispondenze di diplomatici della Repubblica e del Regno di Italia (1796-1814)*. 1884, 8°, 631 p.
- CARLOS IV. — *Correspondencia de — con Napoleón, año 1805*, publ. par V. Vignau dans la *Revista de Archivos*, 1897, t. I, p. 202-203.
- CASTELLANE. — *Journal du Maréchal de —, 1804-1862*. 1887, 5 in-8°. T. I, 471 p. : 1804-1812.
- CHAMPAGNY. — *Souvenirs de M. de —, duc de Cadore*. 1846, 8°, 211 p. (Contiennent quelques lettres intéressantes).
- CHAPTAL (J.). — *Mes souvenirs sur Napoléon*. 1893, 8°, 413 p.
- CHASTENAY. — *Mémoires de M^{me} de —, 1771-1815*, publ. par A. Roserot. 1896, 8° ; t. I, 338 p. ; t. II, 598 p.
- CHATEAUBRIAND (F. R. DE —). — *Mémoires d'outre-tombe*, éd. Biré, 1898-1900. T. III, 12°, 579 p.
- CLARY-ET-ALDRINGEN. — *Souvenirs du prince Charles de — ...* 1914, 8°, 422 p.
- CZARTORYSKI. — *Mémoires du prince Adam de —, et correspondance avec l'Empereur Alexandre 1^{er}*. 1887, 2 in-8°, 438 et 396 p.
- DESMAREST (P.). — *Quinze ans de haute police sous le Consulat et l'Empire*. 1900, 12°, 453 p. (À recouper soigneusement).
- DOBLADO [Blanco White]. — *Letters from Spain, by Leucadio —*. 1825, 8°, 432 p. (La forme de lettres n'est ici qu'un artifice littéraire).
- ESCOQUIZ (J.). — *Memorias (1807-1808)*, publ. par Paz y Melia. 1915, 8°, 516 p.
- EUGÈNE. — *Mémoires et correspondance politique et militaire du prince —*,

- publ. par A. Du Casse. 1858-1860, 10 in-8°. T. III, 467 p. : juillet 1806-janvier 1808. T. IV, 452 p. : janvier 1808-avril 1809.
- F... (CHEVALIER DE —). [= FONVIELLE]. — *Voyage en Espagne en 1798*. 1823, 8°, 484 p. (Extrêmement suspect).
- FALCK. — *Briefven van A. R.* —. 1857, 8°, 428 p.
- FERNAN NUÑEZ. — *Un témoin ignoré de la Révolution Française : le comte de —, ambassadeur d'Espagne à Paris (1787-1791)*, par A. Mousset. 1923, 4°, 356 p. (Publication de dépêches choisies de Fernan Nuñez).
- FERRAS GRAMOZA (J. P.). — *Successos de Portugal. Memorias historicas... em que se descrevem os... successos occorridos... desde 1742 até 1804*, publ. par F. M. dos Santos. 1882, 8°, 240 p.
- FIÉVÉE. — *Correspondance et relations de J. — avec Bonaparte (1802 à 1813)*. 1836, 3 in-8°. T. I, 242 p. : 1802-1804. T. II, 410 p. : 1804-1809.
- FOX. — *Memorials and correspondence of Charles James —*, ed. by lord John Russell, 1854, 3 in-8°. T. III, 465 p. : 1791-1804.
- GAUDIN (M.). — *Mémoires, souvenirs, opinions et écrits*. 1826, 2 in-8° et supplément, 1836. T. I, 336 p. : jusqu'en 1814.
- GENTZ. — *D'Ulm à Iéna. Correspondance inédite du chevalier de — avec Francis James Jackson, ministre de Grande-Bretagne à Berlin, 1804-1806*, publ. par le C^e Weil. 1921, 8°, 336 p.
- GODOY. — *Memorias de D. Manuel —, Principe de la Paz, ó sea Cuenta dada de su vida política para servir à la historia del Reinado del Señor D. Carlos IV de Borbón*, avec l'épigraphe : « *Semper ego auditor tantum ? Nunquamne reponam ?* » Paris, 1839, 6 tomes in-8° en 3 volumes : jusqu'en 1804, — 1804 à mars 1807, — mars 1807 à mai 1808.
— *Mémoires du Prince de la Paix, don Manuel —, duc de l'Alcudia, prince de Bassano...*, traduits en français d'après le manuscrit espagnol par J. G. d'Esménard, lieutenant-colonel d'état-major, avec l'épigraphe : « *La calumnia muere con el hombre obscuro, pero vive...* » Paris, 1836, 4 in-8°, 375, 398, 380, 382 p.
— *Carta de D. Manuel —* (du 9 mai 1801), dans le *Boletín de la Academia de Historia*, 1891.
— *Dos Cartas de —*, publ. par Carlos Lasalde dans la *Revista Contemporanea*, 1898, t. IV.
- GROIS. — *Mémoires du général —*, avec notes de Chuquet, 1909, 8°, 430 p.
- HARDENBERG. — *Denkwürdigkeiten des Staatskanzlers Fürsten von —*, herausgegeben von Leopold Ranke. 1877, 5 in-8°. T. I : jusqu'en 1806. T. II et III : Mémoires originaux. T. IV : 1806-1813. T. V : pièces justificatives.
- HOLLAND. — *The Journal of Elizabeth lady — (1791-1811)*, edited by the Earl of Ilchester. 1908, 2 in-8°, 279 et 315 p.
— *The Spanish Journal of Elisabeth lady —*, edited by the Earl of Ilchester. 1910, 8°, 437 p.
— (LORD —). — *Souvenirs des cours de France, d'Espagne, de Prusse et de Russie*, publ. par lord Holland, son fils, traduits par E. F. 1862, 12°, 412 p.
- HORTENSE. — *Mémoires de la reine —*, publ. par le prince Napoléon, avec notes de J. Hanoteau. 1927, 3 in-8°, 309, 391, 400 p.
- HOUSSART (J.). — *Copie du rapport du combat de Trafalgar, écrit le surlendemain à bord du NEPTUNE anglais*. Dans le *Carnet de la Sabretache*, 1905.
- HYDE DE NEUVILLE. — *Mémoires et Souvenirs*. 3 in-8°. T. I, 1888, 538 p. : jusqu'en 1814 (Était en Espagne en 1805 et 1806).
- IZQUIERDO (E.). — [*Deux lettres*], publiées par Prats dans *El Tribuno* du 1^{er} avril 1855.

- JACKSON. — *The Diaries and Letters of sir George* —, K. C. H. 1872, 2 in-8°.
T. I, 469 p. : 1801 à Iéna. T. II, 522 p. : d'Iéna à Talavera.
- JOSEPH. — *Mémoires et correspondance politique et militaire du roi* —, publ. par A. Du Casse, 1856-1857. T. I, 364 p. : jusqu'à 1806. T. II, 446 p. : 1806. T. III, 475 p. : 1806-1807. T. IV, 492 p. : 1807-1808.
- *Lettres inédites ou éparses de — Bonaparte à Naples (1806-1808)*, publ. par J. Rambaud. 1911, 8°, 229 p.
- JOVELLANOS (G. M. DE —). — *Diarios (Memorias intimas)*, 1790-1801. 1915, 4°, 415 p.
- JUNOT. — [129 lettres à Napoléon, 26 juillet 1806-7 juin 1808], analysées et extraites par Cardozo de Béthencourt, dans le *Catalogo dos Manuscriptos da Real Bibliotheca da Ajuda, referentes a Guerra da Peninsula*, p. 28-51 : Lisbonne, 1910, 8°, 94 p.
- LABRADOR. — *Mélanges sur la vie privée et publique du marquis de —, écrits par lui-même...* 1849, 8°, 96 p. (Peu sûrs).
- LA FOREST. — *Correspondance du comte de —, ambassadeur de France en Espagne, 1808-1813*, publ. pour la Société d'Histoire Contemporaine par Geoffroy de Grandmaison. 6 in-8°, 1905.
- LAREVELLIÈRE-LÉPEAUX (L.). — *Mémoires*, 1895, 3 in-8°.
- LA TOUR DU PIN (MARQUISE DE —). — *Journal d'une femme de cinquante ans*. 1914, 2 in-8° (A travers l'Espagne en 1800).
- LOUIS BONAPARTE. — *Documents historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande*. 1820, 3 in-8°, 171, 217, 185 p.
- LUCCHÉSINI. — [Sa correspondance publiée par P. Marmottan, sous le titre : *Lucchésini, ambassadeur de Prusse à Paris, 1800-1801*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1928-1929.]
- LUCIEN BONAPARTE. — *Lucien Bonaparte et ses Mémoires (1775-1840)*, par Th. Jung. T. I, 1882, 518 p. : jusqu'à novembre 1800. T. II, 1882, 501 p. : novembre 1800-juin 1804. T. III, 1883, 492 p. : juin 1804-1840. (Pièces originales reliées par un développement).
- MALMESBURY. — *Diaries and correspondence of Harris James, first Earl of —*. T. IV, 1844.
- MARCILLAC. — *Mémoires du marquis de —, ou souvenirs de l'émigration à l'usage de l'époque actuelle*. 1825, in-8°, 218 p. (Extrêmement inexacts).
- MARIA-CAROLINA. — *Lettere inedite di — (1806-1809)*, publ. par Eugenio Casanova dans les *Miscellanea Napoleonica*, série III-IV, 1898.
- MARÍA LUISA DE BORBÓN Y BORBÓN. — *Memoria histórica de S. M. la reina de Etruria, —, escrita por ella misma en italiano*. Publicala en español D. M. Gandara. Valladolid, 1815, 12°, 42 p. (Très suspect).
- MARIE-ANTOINETTE-THÉRÈSE, PRINCESSE DES ASTURIES. — *Lettres à M^{me} de Mandell*, publ. par Delavaud. *Revue des Etudes Napoléoniennes*, septembre 1913, 59 p. (59 lettres, octobre 1802-novembre 1805).
- MARIE-CAROLINE. — *Correspondance inédite de —, reine de Naples et de Sicile, avec le marquis de Gallo*, publ. par le C^t Weil et le M^{is} C. di Somma-Circello. 1911, 2 in-8°. T. I, 546 p. : 1785-1798. T. II, 678 p. : 1799-1806.
- MAURY. — *Correspondance diplomatique et mémoires inédits du cardinal — (1792-1817)*, publ. par Mgr Ricard. 1891, 2 in-8°, 516 et 576 p.
- MÉNEVAL (B^{on} CH. DE —). — *Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon 1^{er} depuis 1802 jusqu'à 1815*. 3 in-8°. T. I, 1893, 486 p. : 1798-1806. T. II, 1894, 560 p. : 1806-1811. T. III, 1894, 634 p. : 1811-1815.
- MESONERO ROMANOS. — *Memorias de un setentón*. 1880, 8°, 489 p.
- METTERNICH. — *Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de —*. T. I, 1880, 8°, 372 p., et t. II, 1881, 8°, 545 p. : 1801-1815.

- MIOT DE MELITO. — *Mémoires du comte —*. 1873, 3 in-8°. T. I, 372 p. : 1762-1801. T. II, 362 p. : 1801-1808. T. III, 464 p. : 1808-1815.
- MOLLIEN (C^{ie}). — *Mémoires d'un ministre du Trésor Public (1780-1815)*, publ. par Gomel. 1898, 3 in-8°. T. I, 561 p. : 1780-fin de 1806. T. II, 611 p. : 1806-1811. T. III, 485 p. : 1811-1815. (A utiliser avec précaution).
- MONTGAILLARD. — *Souvenirs du comte J. G. M. de —, agent de la diplomatie secrète...* publ. par Cl. de Lacroix. 1895, 8°, 336 p. (Extrêmement suspects).
- MURAT. — *Correspondance de Joachim —, chasseur à cheval, général, maréchal d'Empire...* (juillet 1791-juillet 1808), publ. par A. Lumbroso. 1899, 8°, 512 p.
- *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim —*, 1767-1815, publ. par S. A. le prince Murat, avec notes de Le Brethon. 8 in-8°. T. III, 1909, 490 p. : 1804. T. IV, 1910, 514 p. : 1805-1806. T. V, 1911, 504 p. : 1806-1808.
- NAPIER. — *Letters from Colonel William — to Sir John Colborne*, publ. par G. C. Moore Smith, dans l'*English Historical Review* d'octobre 1903.
- NORVINS. — *Souvenirs d'un historien de Napoléon. Mémorial de J. de —*, publ. par Lanzac de Laborie. 1896, 3 in-8°. T. II, 418 p. : 1793-1802. T. III, 356 p. : 1802-1810.
- OUVRARD. — *Mémoires de S. J. — sur sa vie et ses diverses opérations financières*. 1826-1827, 3 in-8° (Beaucoup d'erreurs).
- PACCA (CARDENALI BARTOLOMEO —). — *Notizie sul Portogallo, con una breve relazione della nunziatura di Lisbona, 1795-1802*. 1836, 8°, 136 p.
- PRATS E IZQUIERDO (J.). — *Exposición que — presenta al Exmo Sr Ministro de Hacienda, en solicitud de que se acuerda la venta inmediata de los bienes que pertenecieron á D. Manuel Godoy, aplicando su producto á la estinción de la deuda pública...* 1862, 4°, 51 p. (Affaires financières, emprunts Hope, etc.)
- PASQUIER. — *Mémoires du Chancelier —*, publ. par le duc d'Audiffret-Pasquier. 1894, 6 in-8°. T. I, 536 p. : 1789-1811.
- PIZARRO. — *Memorias de la vida del Exmo Sr José Garcia de León y —, escritas por el mismo*. 1894-1897, 3 in-12°. T. I, 440 p. (Caustique).
- REICHARDT. — *Un hiver à Paris sous le Consulat (1802-1803), d'après les lettres de J. F. —*, traduit par Laquante, 1896, 8°.
- Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris sous le Consulat*, 1802-1803, publ. par le comte Remacle. 1899, 8°, 472 p.
- RÉMUSAT. — *Mémoires de Madame de — (1802-1808)*, publ. par Paul de Rémusat. 1880, 3 in-8°. T. I, 413 p. : 1802-1804. T. II, 420 p. : 1804-1806. T. III, 416 p. : 1806-1808. (Jugement partiel et étroit).
- *Lettres de M^{me} de —*, 1804-1814. 1881, 2 in-8°, 415 et 499 p.
- ROCHECHOUART (G^{al} C^{ie} DE —). — *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration*. 1889, 8°, 539 p.
- RÖDERER. — *Journal du comte P. L. de —. Notes intimes et politiques d'un familier des Tuileries*, publ. par Vitrac. 1909, 8°, 355 p.
- ROVIGO. — *Mémoires du duc de — pour servir à l'histoire de l'Empereur Napoléon*. 1829, 8 in-8°. T. VII. (Très peu sûrs).
- [SCHUBART, H.]. — *Lettres d'un diplomate danois en Espagne, 1798-1800*, publ. par E. Gigas, *Revue hispanique*, 1902, p. 395-437. (Utiles).
- TALLEYRAND. — *Mémoires*, publ. p. de Broglie. 1891, 3 in-8°.
- *Correspondance diplomatique de —. Le ministère de — sous le Directoire*, publ. par G. Pallain. 1891, 8°, 465 p.
- *Lettres inédites de — à Napoléon, 1800-1809*, publ. par P. Bertrand. 1882, 8°, 491 p.
- THIBAudeau (A. C.). — *Mémoires*. 1913, 8°, 561 p.
- THIÉBAULT (G^{al} BARON —). — *Relation de l'expédition de Portugal, faite en 1807 et 1808...* 1817, 8°, 375 p. (Copie de son journal de route ; sérieux).

- THIÉBAULT (G^{ra} BARON —). — *Mémoires du —*. 5 in-8°. T. II, 1894, 563 p. : 1795-1799. T. III, 1895, 563 p. : 1799-1806. T. IV, 1895, 598 p. : 1806-1813.
- VARGAS Y PONCE Y CEAN BERMUDEZ. — *Correspondencia entre —* (1803-1805). Dans le *Boletín de la Academia de Historia*, juillet 1905.
- VAUDREUIL. — *Correspondance du comte de — avec le comte d'Artois*, publ. par Pingaud. 1889, 2 in-8°.
- WICKHAM. — *The Correspondence of the Right Honourable William —, from the year 1794*, edited by William Wickham. 1870, 2 in-8°. T. I, 505 p. : 1794-1797. T. II, 456 p. : 1797-1800.
- WILHELMS III. — *Briefwechsel König — und der Königin Luise mit Kaiser Alexander I.*, herausgegeben von P. Bailleu. 1900, 8°, 564 p.
- YORKE (H. REDHEAD —). — *Paris et la France sous le Consulat...*, trad. par Lerolle. 1921, 120, 376 p.

4° *Correspondance, conversations, etc. de Napoléon (I).*

- NAPOLÉON BONAPARTE. — *Œuvres de —*, publ. par Panckoucke, 1821-1822, 5 in-8°.
- NAPOLÉON. — *Opinions de — sur divers sujets de politique et d'administration, recueillies par un membre de son Conseil d'Etat, le baron Pelet (de la Lozère)*. 1833, 8°, 331 p.
- NAPOLÉON I^{er}. — *Correspondance de —*, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. 1857-1870, 32 in-1^o (Publication médiocre, sans index commode, texte mal établi, incomplet, censuré, surtout à partir d'août 1807, date à laquelle commence le travail de la deuxième commission de publication).
- NAPOLÉONE I^o. — *Memorie-documenti e lettere inedite di — e Beauharnais*, par F. Melzi d'Eril, publ. par G. Melzi. 1865, 2 in-8°, 632 et 638 p.
- Letters of the Bonaparte family, from the originals in the autograph collection of Baron Heath*. Dans les *Miscellanies of the Philobiblon Society*, v. XIV, 1872, p. 1-46.
- ROCQUAIN (F.). — *Napoléon I^{er} et le roi Louis*. 1875, 8°, CXXVIII-337 p. (Contient la correspondance de Napoléon avec Louis, avec quelques lettres inédites).
- NAPOLÉON. — *Supplément à la Correspondance de —, lettres curieuses omises par le comité de publication, rectifications*, [par E. A. Du Casse]. 1887, 12°, 216 p., ou *Revue historique*, 1886-1887 : *Etude sur la Correspondance de Napoléon, ses lacunes*.
- VANDAL (A.). — *Napoléon et Alexandre*, 1891. Lettres de Napoléon à Caulaincourt, 1808-1809, retrouvées dans les papiers de La Ferronnays.
- LECESTRE (L.). — *La Guerre de la Péninsule (1807-1813) d'après la correspondance inédite de Napoléon I^{er}*, dans la *Revue des Questions historiques*, 1^{er} avril 1896, t. XV de la nouvelle série (LIX de la collection), p. 442-490.
- NAPOLÉON. — *Lettres inédites*, publ. par L. Lecestre. 1897, 2 in-8°. T. I, 388 p. : an VIII-1809.
- NAPOLÉON I^{er}. — *Lettres inédites de —*, collationnées sur les textes et publiées par L. de Brotonne, 1898, 8°, 611 p.

(1) Liste limitée aux publications intéressant le sujet. Nous avons souvent rectifié les textes de ces publications d'après les variantes apportées par FOURNIER (A.). *Zur Textkritik der Korrespondenz Napoleons I.*, 1903, 8°, 140 p.

- NAPOLÉON. — *183 lettres inédites de —* (année 1806), publ. par Frédéric Masson dans les *Miscellanea Napoleonica*, 1899, série VI, p. 97-235.
- NAPOLÉON. — *Dernières lettres inédites*, éd. L. de Brotonne, 1903, 2 in-8°, 556 et 542 p.
- NAPOLÉON I. — *Letters of — (1794-1807)*. 17 letters now first published by H. A. L. Fisher, dans l'*English Historical Review* d'octobre 1903.
- NAPOLÉON. — *Briefe — s an Talleyrand* (19 décembre 1799-8 juillet 1807) dans FOURNIER, *Napoleon I., eine Biographie*, 1904 (2^e édition), t. I, p. 315-328 et t. II, p. 350-366.
- NAPOLÉON. — *Briefe — s an Champagny*. 39 lettres, *ibid.*, t. II, p. 366-380.
- NAPOLÉON. — *Ordres et apostilles*, publ. par Chuquet, 1911-1912, 3 in-8°.
- NAPOLÉON. — *Manuscrits inédits*, 1786-1791, publ. par F. Masson et G. Biagi, 1912, 8°, 581 p.
- NAPOLÉON I^{er}. — *Correspondance inédite de —, conservée aux Archives de la Guerre*, publ. par E. Picard et L. Tuetey. 3 in-8°, 1912-1913. T. I, 1912, XXII-724 p. : 2 décembre 1804-31 décembre 1807.
- CHUQUET. — *Inédits napoléoniens*. T. I, 1913, 8°, 507 p. T. II, 1914-1919, 8°, 532 p.
- A. D. — *Lettre inédite de Bonaparte à Lannes*, dans la *Revue d'histoire diplomatique* d'avril 1928, p. 113-129.

INSTRUMENTS DE TRAVAIL SPÉCIAUX (1)

- ALCOCER (M.). — *Archivo general de Simancas. Guía del investigador*. Valladolid, 1923, 12°, 205 p. (Utile).
- ALMIRANTE (J.). — *Bibliografía militar de España*. 1876, 8°, 980 p. (pour ses bibliographies de la guerre d'Indépendance).
- ALVAREZ OSORIO Y GARCIA PÉREZ. — *Catálogo de la Exposición histórica y artística del Centenario del 2 de Mayo de 1808*. 1908, 8°, 278 p.
- AZEVEDO (P. A. DE —) E ANTONIO BAIÃO. — *O Archivo da Torre do Tombo*. Lisbonne, 1905, 8°, 222 p. (Utile).
- AYRES (CHR.). — *Dicionario bibliografico da guerra peninsular*. T. I, 1924, 8°, 424 p. (A-E). (Très détaillé au point de vue portugais).
- BARCIA (A. M. DE —). — *Catálogo de los retratos de personajes españoles que se conservan en la sección de estampas... de la Biblioteca Nacional de Madrid*. 1901, 4°, 897 p. (pour les nombreux portraits du temps de Charles IV qui y sont conservés).
- BERUETE Y MORET. — *Goya, pintor de retratos*. 1916, f°, 150 p. (pour l'iconographie du temps d'après Goya).
- Biographie moderne, ou dictionnaire biographique de tous les hommes morts et vivants qui ont marqué à la fin du XVIII^e S. et au commencement de celui-ci* (ou *Biographie de Leipzig*). 1806 (2^e éd.), Breslau-Leipzig, 4 in-8°.
- Biographie universelle et portative des contemporains* (par Rabbe, Vieilh de Boisjolin, Sainte-Beuve). 1834, 5 in-8° (surtout complète pour l'Empire).
- BETHENCOURT (CARDOZO DE —). — *Catálogo das obras referentes a guerra da Peninsula em bibliotheca da Academia das Sciencias de Lisboa*. 1910, 4°, 91 p.

(1) Bibliographie limitée aux instruments de travail se rapportant principalement à la période et au sujet considérés, et aux plus importants d'entre eux.

- CARRASCO Y SAIZ (A.). — *Icono-biografía del generalato español*. 1901, 4^o, 911 p.
- DAVOIS (G.). — *Bibliographie napoléonienne française jusqu'en 1908*. 3 in-8^o. T. I, 1909 : A-E. T. II, 1910 : F-M. T. III, 1911 : N-Z.
- Dictionnaire biographique et historique des hommes marquants de la fin du XVIII^e Siècle... rédigé par une société de gens de lettres* (La Maisonfort). 1800, 3 in-8^o, 499, 524, 522 p. (Surtout pour les nobles, les émigrés, etc.).
- FERNAN NUÑEZ. — *Vida de Carlos III*, publ. par Morel-Fatio et Paz y Melia. 1898, 2 in-12^o, 417 et 420 p. (pour ses biographies).
- FERNANDEZ MARTIN. — *El derecho parlamentario español*. 3 in-4^o (Le t. III contient un catalogue succinct de l'Archivo reservado de Fernando VII, à l'Archivo de la Real Casa).
- GÓMEZ IMAZ. — *Bibliografía de la Guerra de Independencia*. Séville, 1888, 4^o. *Guía histórica y descriptiva de los archivos, bibliotecas y museos arqueológicos de España*. publicada bajo la dirección del Sr D. Francisco Rodriguez Marín. 1916, 8^o, 495 p. (En particulier description de l'Archivo Histórico Nacional).
- IBÁÑEZ MARIN. — *Bibliografía de la Guerra de Independencia*. 1908, 4^o, 80 p.
- KIRCHHEISEN (F. M.). — *Bibliographie napoléonienne*. 1902. Une 2^e édition a été entreprise en 1908 : *Bibliographie des napoleonischen Zeitalters*, et *Bibliographie du temps de Napoléon I^{er}* (t. I, 1908, 412 p. ; 1^{er} fascicule du t. II, 1912, 208 p.).
- LHOMER (J.) ET CORNUAU (P.). — *Tableaux et personnages célèbres de la Révolution française, du Consulat et de l'Empire*. 1929, 8^o.
- LUMBROSO (A.). — *Saggio di una bibliografia ragionata per servire alla storia dell'Epoca Napoleonica*. 1894-1896, 16^o (inachevée).
- RÉVÉREND (A.). — *Armorial du Premier Empire*. 1894-1897, 4 in-4^o.
- RICHARDSON (H. N. B.). — *A Dictionary of Napoleon and his times*. 1929, 8^o, 496 p.
- ROBINET, A. ROBERT ET J. LE CHAPLAIN. — *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire, 1789-1815*. 1899, 2 in-4^o. T. I, 837 p. : A-G. T. II, 866 p. : G-Z. (Médiocre).
- SCHUERMANS (A.). — *Itinéraire général de Napoléon*. 1911 (2^e éd.), 8^o, 464 p.
- TEIXEIRA DE SAMPAYO (L.). — *O arquivo histórico do Ministerio dos Negócios Estrangeiros*. Lisbonne, 1926, 8^o, 139 p. (Outre le catalogue de l'Arquivo, contient les listes des secrétaires d'Etat portugais, des diplomates portugais à l'étranger et étrangers en Portugal. Excellent).

OUVRAGES HISTORIQUES

Parmi les ouvrages d'ensemble qui existent sur le sujet, le meilleur, très incomplet encore, est celui de Mayer, *Die französisch-spanische Allianz*. P. Conard a sur les affaires espagnoles avant 1808 quelques pages singulièrement pénétrantes. Sur des points particuliers, nous devons beaucoup aux travaux excellents de R. Guyot pour l'introduction, du marquis de Lema pour le premier chapitre, du Commandant Grasset pour le sixième.

1^o Ouvrages généraux.

- ALCALÁ GALIANO (A.). — *Historia de España... redactada... con arreglo á la*

- que escribió en inglés el doctor Dunham*. 1845, 7 in-8^o (pour les notes qu'y a ajoutées Alcalá Galiano, et qui complètent ses Mémoires sur des points de détail).
- ALTAMIRA (R.). — *Historia de España y de la civilización española*. T. IV, 1911, 8^o, 556 p. : 1700-1808.
- ARTECHE (GOMEZ DE —). — *Reinado de Carlos IV*. 3 in-4^o. T. I, 1891, 516 p. : 1789-1796. T. II, 1891, 523 p. : 1796-1806. T. III, 1894, 521 p. : 1806-1808. (Faible).
- BAUMGARTEN (H.). — *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen Revolution, mit einer Einleitung...* 1861, 8^o, 586 p. (s'arrête à la paix de Bâle).
- *Geschichte Spaniens vom Ausbruch der französischen Revolution bis auf unsere Tage*. 1865-1871, 3 in-8^o. T. I : 1789-1814 (Sommaire ; des idées générales acceptables).
- BECKER (J.). — *España e Inglaterra. Las relaciones diplomáticas desde las paces de Utrecht*. 1906, 8^o, 120 p. (Très sommaire).
- *Relaciones comerciales entre España y Francia durante el siglo XIX*. 1910, 8^o, 235 p. (Médiocre).
- BERNHARDI (TH. VON —). — *Napoleons Politik in Spanien*. Dans l'*Historische Zeitschrift*, 1878 (*Neue Folge*, IV. Band, p. 471-512) et 1879 (*V. Band*, p. 38-117). (Documentation très faible et violent parti-pris).
- BIGNON (L.). — *Histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsit*. 1829-1830, 6 in-8^o. (Apologétique).
- *Histoire de France sous Napoléon, depuis la paix de Tilsit jusqu'en 1812*. 1838, 4 in-8^o.
- BOURGEOIS (E.). — *Manuel historique de politique étrangère*. 4 in-18^o. T. II : *les Révolutions, 1789-1830*.
- Cambridge Modern History (The —)*. — T. IX, 1906, 8^o : *Napoleon*.
- Cambridge History (The —) of British Foreign Policy*, 1783-1919. T. I, 1922, 8^o, 628 p. : 1783-1815. (Chapitres sur l'Empire par J. Holland Rose ; excellent).
- CONARD (P.). — *Napoléon et la Catalogne, 1808-1814. La captivité de Barcelone (1808-1810)*. 1910, 8^o, 474 p. (Pour sa brève, mais substantielle et pénétrante étude des antécédents de 1808).
- COUELLE (P.). — *Napoléon et l'Angleterre (1803-1813)*. 1904, 12^o, 295 p.
- DAUDET (E.). — *Histoire de l'émigration pendant la Révolution française*. 3 in-8^o. T. II, 1905, 452 p. T. III, 1907, 539 p.
- DESDEVEISES DU DÉZERT (G.). — *L'Espagne de l'Ancien Régime*. 3 in-8^o. T. I, 1897, 294 p. : *la société*. T. II, 1899, 454 p. : *les institutions*. T. III, 1904, 422 p. : *la richesse et la civilisation*.
- *Ideas de Napoleón acerca de España*. Dans la *Revista Aragonesa*, 1903, 30 p (rapports de Napoléon avec l'Espagne de 1801 à 1809).
- *De Trafalgar à Aranjuez*. Dans *Cultura Española*, 1906, IV et V (tirage à part : Madrid, 1907, 8^o, 45 p.).
- DRIAULT (E.). — *La politique orientale de Napoléon, 1806-1808*. 1904, 8^o.
- *La politique extérieure du Premier Consul*. 1912, 8^o, 412 p.
- *Bonaparte et les Bourbons d'Italie*, dans la *Nouvelle Revue*, 15 septembre 1908.
- *Tilsit. France et Russie sous le Premier Empire. La question de Pologne (1806-1809)*. 1917, 8^o, 491 p.
- DUBOIS DE CRANCÉ (E.). — *Analyse de la Révolution française*, publ. par Th. Lung, 1885, 12^o.
- DU CASSE (A.). — *Les rois frères de Napoléon*, 1883, 8^o, 686 p. (Quelques lettres intéressantes).

XXXVI

NAPOLÉON ET L'ESPAGNE

- FORTESCUE (J. W.). — *A history of the British Army*. 8°. T. v, 1901, 436 p. : 1803-1807. T. vi, 1910, 448 p. : 1807-1809. (Excellent).
- FOURNIER (A.). — *Napoleon I. Eine Biographie*, 1905, 2 in-8°, 328 et 407 p. (Nombreuses lettres inédites de Napoléon aux appendices).
- GEOFFROY DE GRANDMAISON. — *L'ambassade française en Espagne pendant la Révolution, 1789-1804*. 1892, 8°, 356 p.
— *L'Espagne et Napoléon*, 2 in-8°. T. I, 1908, 520 p. : 1804-1808.
- GRASSET (C^{ne} A.). — *Napoléon et l'Espagne*. Dans la *Revue de Paris* du 1^{er} avril 1912, p. 492-521.
- GUYOT (R.). — *Le Directoire et la paix de l'Europe, 1795-1799*. 1911, 8°, 956 p. *Histoire de France contemporaine* publiée sous la direction d'E. Lavisse. In-4°. T. II, s. d., 439 p., par G. Pariset : *La Révolution (1792-1799)*. T. III, s. d., 444 p., par le même : *Le Consulat et l'Empire*.
- Historia de la vida y reinado de Fernando VII de España, con documentos justificativos...* 1842, 3 in-4° (Par E. de Cosca Bayo ?).
- KIRCHEISEN (F. M.). — *Napoleon I., sein Leben und seine Zeit*. In-8°, 1911-1923, en cours. T. IV, 1923, 428 p. : février-novembre 1799.
- KIRCHEISEN (G.). — *Napoleon und die Seinen*. In-4°. T. I, 1914, 410 p. T. II, 1922, 352 p.
- LAFUENTE. — *Historia general de España*. Barcelone, 1889, 25 in-8°. T. xv, 410 p. : 1780-1802. T. xvi, 450 p. : 1800-1809. (Parti-pris, aucun esprit critique, documentation très faible, criblé d'erreurs).
- LANZAC DE LABORIE (L. DE —). — *Paris sous Napoléon*. 1905-1910, 7 in-8°. (Bon).
- LEFEBVRE (A.). — *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*, 1800-1815. 1866-1869, 5 in-8°. T. I : 1800-1804. T. II : 1804-1806. T. III : 1806-1808. (Incomplet et peu sûr).
- HÜFFER (H.). — *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution*. 1^{re} partie, 1900-1901 : *Quellen zur Geschichte der Kriege von 1799-1800* (en 2 volumes). 2^e partie, 1907 : *Quellen zur Geschichte der diplomatischen Verhandlungen* (Volume I : *Der Friede von Campo-Formio*).
- LEMA (MARQUÉS DE —). — *Antecedentes políticos y diplomáticos de los sucesos de 1808. Estudio histórico-crítico...* T. I (seul paru), 1912, 8°, 398 p. : 1800-1803. (Très bonne utilisation des sources espagnoles).
- LUZ SORIANO (L. J. DE —). — *Historia da guerra civil e do estabelecimento de Governo Parlamentar en Portugal (1777-1834)*. 1866-1885, 12 in-8°. Spécialement le t. III (publication de documents).
- MARFIL (M.). — *Relaciones entre España y la Gran Bretaña, desde las paces de Utrecht hasta nuestros días*. 1907, 4°, 251 p.
- MARION (M.). — *Histoire financière de la France depuis 1715*. In-8°. T. III, 1921, 332 p. : 20 septembre 1792-4 février 1797. T. IV, 1925, 435 p. : 1797-1818.
- MASSON (F.). — *Napoléon et sa famille*. 1897-1913, 10 in-8°. T. IV, 1900, 512 p. (Une hypothèse intéressante sur Joseph et l'Espagne en février 1808).
- MAYER (J.). — *Die französisch-spanische Allianz, 1796-1807*. Linz, 1896, 2 in-8°. T. I, 66 p. : 1796-1806. T. II, 64 p. : 1806-1807. (Bonne utilisation des sources autrichiennes. Pour le reste, documentation très incomplète, mais habilement utilisée).
- Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat...* 1792-1815. (Par Beauchamp et Allonville). 1828-1838, 13 in-8°. T. III à VI.
- MORET Y PRENDERGAST (S.). — *La sociedad española á principiar el Siglo XIX*. 1887, 3 in-4° (Conférences faites à l'Ateneo en 1885-1887. Faible).
- MOWAT (R. B.). — *The diplomacy of Napoleon*. 1924, 8°, 315 p.
- MURIEL (A.). — *Historia de Carlos IV*. Dans le *Memorial histórico español*. In-8°. T. XXIX-XXX : jusqu'à la paix de Bâle. T. XXXI, 1894, 239 p. : jusqu'au 18 fructidor. T. XXXII, 1894, 203 p. : jusqu'à l'expédition d'Égypte. T. XXXIII, 1894, 220 p. : jusqu'à août 1799. T. XXXIV, 1894, 260 p. : jusqu'à la paix d'Amiens. (Partial, mais reproduit des documents et semble avoir reçu certaines confidences de Godoy, qu'il connut à Paris après sa chute).
- NELLERTO (J.). — *Memorias para la historia de la revolución española, con documentos justificativos*. 3 in-8°. T. I, 1814, 161 p. T. II, 1814, 428 p. T. III, 1816, 383 p. (Le t. III est précieux par la correspondance de Godoy avec Izquierdo, qu'il reproduit pour la période 3 novembre 1807-11 mars 1808. Nellerto l'a très probablement tirée des papiers qu'on trouva chez Izquierdo après sa mort, en 1813. Toutefois on peut se demander s'il l'a publiée bien intégralement, étant donné les liens d'amitié qui l'unissaient à Godoy.) Nellerto est l'anagramme de Llorente. Traduction française : *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution espagnole*, 1814-1819.
- PÉREZ DE GUZMAN (J.). — *El reinado de Carlos IV en las conferencias del Ateneo*. Dans *España Moderna*, septembre 1908, p. 5-30.
— *El Dos de Mayo de 1808 en Madrid. Relación histórica documentada, mandada publicar de orden del Excmo Señor Conde de Peñalver, Alcalde Presidente de su excmo ayuntamiento, y por acuerdo de la comisión organizadora del primo centenario de su gloriosa efeméride*. Madrid, 1908, 4°, 867 p. (Cette publication officielle expose en réalité des événements bien antérieurs au 2 mai ; en particulier, les intrigues d'Izquierdo y sont partiellement racontées p. 39-52, 62-67, 74-75. Elle ne présente aucune valeur historique. Sans parler du parti-pris déconcertant qu'elle montre en faveur de Godoy, elle abonde en textes mutilés, tronqués, composés avec des phrases détachées de leur contexte, voire falsifiés : voir ci-dessous, ch. II, § IV et V, ch. V, § III).
- PINHEIRO CHAGAS. — *Historia de Portugal*. T. VII, 1899, 4°, p. 397-565.
- PRADT (DUFOUR DE —). — *Mémoires historiques sur les événements d'Espagne, par l'auteur du Congrès de Vienne...* 1816, 12°, 406 p. (Portent surtout sur les événements de Bayonne, dont Pradt a été témoin oculaire ; même sur ce point, très suspects, et sur le reste, inutilisables).
- ROSE (J. HOLLAND —). — *Napoleon and Sea Power*. Dans le *Cambridge Historical Journal*, vol. I, n° 2, 1924, p. 138-157.
- ROSENTHAL (W.). — *Talleyrand und die auswärtige Politik Napoleons*. 1905, 8°, 114 p. (Peu critique).
- ROUSSEAU (F.). — *Règne de Charles III d'Espagne*. 1907, 2 in-8°, 417 et 451 p.
- SCHPELER. — *Geschichte der Revolution Spaniens und Portugals...* 1827, 2 in-8° (Faible).
- SOREL (A.). — *L'Europe et la Révolution française*. 8 in-8°. T. IV, 1892, 492 p. : 1794-1795. T. V, 1903, 499 p. : 1795-1799. T. VI, 1903, 527 p. : 1800-1805. T. VII, 1904, 606 p. : 1806-1812. (Sur les affaires d'Espagne, peu solide).
- SYBEL (H. VON —). — *Geschichte Europas während der Revolutionszeit*. 1869-1888, 6 in-8° (Peu sûr).
- [THIBEAUDEAU, A. C.]. — *Mémoires sur le Consulat (1799-1804), par un ancien Conseiller d'Etat*. 1827, 8°, 464 p.
— *Le Consulat et l'Empire, ou histoire de la France et de Napoléon Bonaparte (1799-1815)*. 1834-1835, 10 in-8°.
- THIERS (A.). — *Histoire du Consulat*. 1865, 4°, 603 p.
— *Histoire de l'Empire, faisant suite à l'Histoire du Consulat*. 2 in-4°. T. I, 1878, 739 p. : 1804-1808. (Pour les questions financières, car Thiers a con-

- sulté les archives du Trésor, détruites en 1871 dans l'incendie du ministère des Finances).
- TORENO (CONDE DE —). — *Historia del Levantamiento, Guerra y Revolución de España*. In-8°. T. I, 1847, 423 p., plus 96 p. d'appendices : 1807-1808. (Une certaine impartialité, et des traces d'information orale).
- TRATCHEVSKI. — *L'Espagne à l'époque de la Révolution française*. Dans la *Revue Historique*, t. XXXI, 1886. (D'après les dépêches des ministres russes).

2° Ouvrages spéciaux.

- ADAMS (E. D.). — *The influence of Grenville on Pitt's foreign Policy*, 1787-1798. 1904, 4°, 79 p.
- ALCALÁ GALIANO (P.). — *El combate de Trafalgar*. Dans la *Revista general de Marina*, novembre 1907 et suiv.
- ALLARD (L. DE SERRAN D' —). — *Le Portugal à la veille de l'invasion française en 1807*. Dans la *Revue du Cercle militaire*, juillet 1904.
- ALVEAR Y WARD (S.). — *Historia de D. Diego de Alvear y Ponce de León*. 1891, 8°, 592 p.
- AMADOR Y CARRANDI. — *La Universidad de Salamanca en la Guerra de Independencia*, 1917, 4°, 140 p.
- ARGAMASILLA DE LA CERDA (J.). — *Una alarma de Godoy (1794)*. Dans la *Revista de Historia y genealogía española*, 1914, 8 p.
- ARTECHE Y MORO (GÉNÉRAL D. JOSÉ GOMEZ DE —). — *Guerra de la Independencia. Historia militar de España de 1808 à 1814*. In-8°. T. I, 1868, 581 p. : 1807-1808.
- *La expedición de los Españoles à Dinamarca*. 1872, 4°, 59 p. (Discours de réception à l'Academia de Historia).
- *Una intentona ignorada contra Gibraltar (1804)*. Dans les *Nieblas de la Historia Patria*, 1^{re} série, 1876, 8°, 53 p.
- ARTHUR-LÉVY (A.). — *Un grand profiteur de guerre : Ouvrard*. Dans la *Revue de Paris*, 1^{er} et 15 août, 1^{er} septembre 1929.
- AURIOL (CH.). — *La France, l'Angleterre et Naples de 1803 à 1806*. In-8°. T. I, 1904, 687 p. T. II, 1905, 835 p.
- AUVERGNE (E. B. D'—). — *Godoy, the Queen's Favourite*. Boston, 1913, 8°, 330 p. (Peu critique).
- BALLOT (CH.). — *Les négociations de Lille (1797)*. 1910, 8°, 353 p.
- BARNOUIN (G.). — *Un chef : Jervis*. Dans la *Revue Maritime*, avril, mai, juin 1926.
- BEDARIDA (H.). — *Les premiers Bourbons de Parme et l'Espagne (1731-1802)*. 1927, 8°, 216 p.
- BESQUES (P.). — *La première ambassade de D. José Nicolas de Azara à Paris (mars 1798-août 1799)*. Dans le *Bulletin Hispanique*, octobre 1901, p. 1-30.
- BLENNERHASSET (LADY —). — *Talleyrand, eine Studie*. 1894, 8°, 572 p.
- BOPPE (C.). — *Les Espagnols à la Grande Armée. Le corps La Romana. Le régiment Joseph-Napoléon*. 1899, 8°, 257 p.
- BOREL (M.). — *La mission diplomatique du général Lannes en Portugal (1801-1804)*. Dans la *Revue des Deux-Mondes* : 15 juillet 1911, p. 342-375 ; 1^{er} août 1911, p. 642-676. (Bonne utilisation, quoique un peu apologétique, des sources françaises).
- BOULAY DE LA MEURTHE (C^{te} A.). — *Le Directoire et l'expédition d'Égypte*. 1885, 12°, 344 p.
- BOURBON (PRINCE SIXTE DE —). — *La reine d'Etrurie*. Dans la *Revue de Paris*, 1928 : 1^{er} janvier, p. 5-31 ; 15 janvier, p. 280-310 ; 1^{er} février, p. 570-596.
- BOWNAN HERVEY (M.). — *Preliminary Stages of Amiens : the diplomatics*

- Relations of Great Britain and France... november 1799-march 1801*. Dans *History, Second Series*, v. I, p. 77-155, Toronto, 1899. (Le début de cet ouvrage dans les *Leipziger Diss.*, 1899 : *Die englisch-französische Friedensverhandlung, Dezember 1799-Januar 1800*).
- BRANDT (O.). — *England und die napoleonische Weltpolitik*, 1800-1803. Heidelberg, 1916, 8°, 231 p.
- BREVARD (C. M.). — *A history of Florida from the Treaty of 1763 to our own Times*. Publ. par J. A. Robertson. 2 in-4°. T. I, 1924, 293 p. T. II, 1925, 307 p.
- CALMON (A.). — *Le baron Louis ; ses principes en finances*. Dans les *Séances et travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, 3^e trimestre de 1866 et surtout 4^e trimestre : p. 161-226.
- CANGA ARGÜELLES (J.). — *Diccionario de Hacienda, para el uso de los encargados de la suprema dirección de ella*. Londres, 1826-1827, 5 in-8°.
- CASTELLANOS DE LOSADA (B. S.). — *Historia de la vida civil y política del célebre diplomático español d. José de Azara, marqués de Nibbiano*. 2 in-4°. T. I, 1849, 456 p. T. II, 1850, 540 p. (Extrêmement apologétique ; les pièces publiées sont probablement très censurées).
- *Biografía del célebre diplomático y distinguido literato español d. José Nicolas de Azara y Perera*. 1850, 8°, 7 p.
- CHINCHON (CONDESA DE —). — *Exposición á las Cortes en defensa de su difunto padre D. Manuel Godoy, vulnerada por D. José Prats...* 1855, 8°, 37 p.
- CHUQUET (A.). — *Ajax-Beurnonville*. Dans le *Journal des Débats* du 18 février 1925.
- CONARD (P.). — *La constitution de Bayonne (1808). Essai d'édition critique*. 1909, 8°, 183 p.
- CONTRASTY (Abbé J.). — *Le clergé français exilé en Espagne (1792-1802)*. 1910, 8°, 391 p.
- CORBETT (J. S.). — *The campaign of Trafalgar*. 1910, 8°, 473 p.
- CORNIDE (J.). — *Estado de Portugal en el año de 1800*. T. 26, 27 et 28 du *Memorial Histórico español*, 1893-1897.
- COVONI (P.). — *Il regno d'Etruria*. Florence, 1894, 8°, 216 p. (Faible pour l'histoire extérieure).
- DAUDET (E.). — *Les chouans et la police du Premier Empire*. 1895, 12°, 359 p.
- *Conspireurs et comédiennes...* 1796-1825. 1902, 16°, 282 p. (Une étude sur la Riflon).
- *L'exil et la mort du général Moreau*. 1909, 12°, 267 p.
- DELBREL (P.). — *Le clergé français réfugié en Espagne pendant la Révolution*. Dans les *Etudes*, septembre 1891 et suiv.
- *L'Espagne et la Révolution française ; le comte de La Unión*. Dans les *Etudes*, 1889, t. 47-48.
- DESBRIÈRE (ED.). — *Projets et tentatives de débarquement aux Iles Britanniques*. 4 in-4°. T. IV, 1902, 834 p.
- *La campagne maritime de 1805. Trafalgar*. 1907, 4°, 392 p.
- DESDEVICES DU DÉZERT (G.). — *D. Manuel Godoy*. Dans les *Mémoires de l'Académie de Caen*, 1895, 8°, 31 p.
- *La marine espagnole pendant le combat de Trafalgar*. Dans la *Revue des Pyrénées*, 1898.
- *Le Conseil de Castille au XVIII^e S.* Dans la *Revue Historique*, 1902, p. 23-40 et 266-294.
- DOUIN (G.). — *La campagne de Bruix en Méditerranée (mars-août 1799)*. 1923, 8°, 230 p.
- DRY (A.) [= C^{te} W. FLEURY]. — *Soldats ambassadeurs sous le Directoire*. 2 in-8°. T. I, 1906, 536 p. : Pérignon et Truguet.

- FAURE (AL.). — *D. Manuel Godoy, Prince de la Paix*. Dans la *Revue espagnole et portugaise*, 1857, t. II (30 p.) et III (15 p.). (S'arrête à la paix de Bâle. Très faible).
- FERRÃO (A.). — *A 1ª invasão francesa (...vista através dos documentos da Intendência Geral de Polícia, 1807-1808)*. 1925, 4º, CCCXVII-478 p. (Historique de l'Intendência, correspondances de Seabra da Silva et de Pierre Lagarde).
- FOY (G^{al}). — *Histoire de la Guerre de la Péninsule sous Napoléon*. 1827, 4 in-8º. (Très peu sûr).
- FRASER (E.). — *The enemy at Trafalgar. An account of the battle from eyes witnesses naratives... from the french and spanish fleets*. 1906, 8º, 436 p.
- FUGIER (A.). — *Un financier diplomate : José Martinez de Hervas, chargé d'affaires d'Espagne à Paris (1803-1804)*. Dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, septembre 1924, p. 81-102.
- *A propos des vues de Napoléon sur Pasajes*. Dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, novembre 1925, p. 274-276.
- GAFFAREL. — *Le séjour de Charles IV d'Espagne à Marseille*. Dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, 1919.
- GEOFFROY DE GRANDMAISON. — *Murat en Espagne, d'après des documents nouveaux*. Dans le *Correspondant*, juin 1899, p. 1156-1183 (Repris dans *L'Espagne et Napoléon*).
- *Les princes d'Espagne à Valençay*. Dans le *Correspondant*, 25 mai 1900, p. 703-731, et 25 juin 1900, p. 1132-1150.
- *Savary en Espagne*. Dans la *Revue des Questions historiques*, 1^{er} janvier 1900, p. 188-214.
- *Talleyrand et les affaires d'Espagne en 1808, d'après des documents inédits*. Dans la *Revue des Questions Historiques*, 1^{er} octobre 1900, p. 511-531 (Publication de 12 lettres de Talleyrand à Napoléon, du 9 avril au 16 août 1808.)
- *M. de Norvins et les princes d'Espagne à Rome, 1811-1813*. Dans la *Revue Hispanique*, 1901.
- *Un ambassadeur de Napoléon en Espagne : le comte de La Forest*. Dans le *Correspondant*, décembre 1904, p. 1165-1189.
- *Le comte de La Forest (1756-1846)*. Communication à l'Académie des Romana. Sciences Morales, 1908, 8º, 46 p.
- GODCHOT (COLONEL —). — *En Danemark : les Espagnols du marquis de La (1807-1808)*. 1924, 4º, 556 p.
- GOMEZ IMAS. — *Los periódicos durante la guerra de la Independencia (1808-1814)*. 1910, 4º, 400 p.
- GONNARD (PH.). — *Les origines de la légende napoléonienne. L'œuvre historique de Napoléon à Sainte-Hélène*. 1906, 8º, 388 p. (Sur la pseudo-lettre de Napoléon à Murat du 29 mars 1808).
- GOURGAUD (G^{al} B^{ou} —). — *Sainte-Hélène. Journal inédit de 1815 à 1818*. 2 in-8º, s. d.
- GRASSET (C^l A. —). — *La Guerre d'Espagne (1807-1813)*. 2 in-4º. T. I, 1914, LXI-486 p. : octobre 1807-avril 1808. (Excellent au point de vue militaire, sources françaises).
- HARDMAN (W.). — *A history of Malta...* 1798-1815. Notes de J. H. Rose. 1909, 8º, 657 p.
- HERRIOT (Ed.). — *M^{me} Récamier et ses amis*. 1904, 2 in-8º, 357 et 430 p. (Sur Sousa).
- Historia de la guerra de España contra Napoleón Bonaparte, escrita y publicada de orden de S. M. por la tercera sección de la Comisión de Jefes y Oficiales...* 1818, 4º, 392 p. (Médiocre).

- LABOUCHÈRE (G.). — *L'annexion de la Louisiane aux Etats-Unis et les maisons Hope et Baring*. Dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 1916, p. 423-455.
- LACOUR-GAYET (G.). — *Talleyrand, 1754-1838*. T. I, 1928, 8º, 426 p. : 1754-1799.
- LA RUPELLE. — *Les finances de la guerre (1796-1815)*. Dans les *Annales de l'Ecole des Sciences Politiques*, 1892-1893, t. VII (p. 25-62) et VIII.
- LASSO DE LA VEGA. — *El duque de Havré y su misión en España como representante de los emigrados (1791-1798)*. Dans la *Revista de Archivos*, 1916, t. I et II.
- LAS CASES (C^{ie} DE —). — *Mémorial de Sainte-Hélène, ou Journal où se trouve consigné... ce qu'a dit et fait Napoléon...* 1823, 8 in-8º.
- LA TOUR (C^l J. DE —). — *Duroc, duc de Frioul*. 1913, 16º, 320 p.
- *Les prémices de l'alliance franco-russe : deux missions de Barthélemy de Lesseps à Saint-Petersbourg (1806-1807), d'après sa correspondance inédite*. 1914, 12º, 319 p.
- LEDEUIL D'HENQUIN. — *M. de Hervas, marquis d'Almenara, beau-père du général Duroc*. Dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, 1917, p. 276-289.
- LEFEBVRE (A.). — *Les Bourbons d'Espagne en 1807 et 1808*. Dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1847.
- LIESSE (A.). — *Portraits de financiers*. 1908, 12º, 348 p. (Sur Ouvrard).
- LEWENBRUCK (P.). — *Tallien, Consul de France à Alicante*. Dans la *Revue d'Histoire diplomatique*, avril 1927, p. 210-218.
- LUMBROSO (A.). — *Napoleone Iº e l'Inghilterra. Saggio sulle origini del blocco continentale... con una bibliografia*. 1897, 8º, 514 p.
- MADÉLIN (L.). — *Fouché (1759-1820)*. 1901, 2 in-8º, 517 et 568 p.
- MARMOTTAN (P.). — *Le royaume d'Etrurie (1801-1807)*. 1896, 8º, 378 p. (Bon).
- *Lucien Bonaparte et Napoléon en 1807*. Dans la *Revue Historique*, 1902, p. 57-62.
- *Lucien Bonaparte à Florence (17 avril-5 novembre 1808)*. Dans la *Revue Historique*, 1902, p. 324-332.
- MARTINEZ (B.). — *Godoy y su siglo*. Dans *España y America*, 1908-1909 (Favorable à Godoy. Faible).
- MATER (A.). — *La République au Conclave, et l'alliance avec Rome en régime de séparation : le Conclave de Venise, 1794-1799-1800*. 1923, 8º, 137 p. (Quelques documents intéressants).
- MOREL-FATIO (A.). — *Etudes sur l'Espagne*. T. II, 1906, 429 p.
- *Pasajes*. Dans *Hermes*, Bilbao, juin 1922.
- MOSES (B.). — *Spain's declining power in South America (1730-1806)*. 1919, 8º, 440 p.
- MOUY (CH. DE —). — *L'ambassade du Général Junot à Lisbonne, d'après des documents inédits*. Dans la *Revue des Deux-Mondes*, janvier 1894, 35 p.
- MUÑOZ MALDONADO. — *Historia... de la guerra de la Independencia de España contra Napoleón Bonaparte... publicada de orden del Rey N. S. T. I, 116 p.* sur la période 1792-mai 1808. (Très faible).
- MURAT (C^{ie} —). — *La marche de Murat sur Madrid en 1808*. Dans la *Revue de Paris*, 1^{er} février 1897, p. 641-665 (Repris dans l'ouvrage suivant).
- *Murat, Lieutenant de l'Empereur en Espagne, 1808, d'après sa correspondance inédite et des documents originaux*. 1897, 8º, 478 p.
- NICOLAS MIKHAÏLOVITCH (G^l DUC —). — *Relations diplomatiques de la Russie et de la France, d'après les rapports des ambassadeurs d'Alexandre et de Napoléon, 20 décembre 1807-1812*. 6 in-4º, Saint-Petersbourg, 1905-1908. T. I, CLXVI-259 p. : 20 décembre 1807-mars 1808. T. II : mars-décembre 1808. (Dépêches en russe et en français).

- NICOLAS MIKHAÏLOVITCH (G^d DUC —). — *L'Empereur Alexandre I^{er}. Essai d'étude historique*. 2 in-4^o, Saint-Petersbourg, 1912. T. I, 544 p.
- Notice historique sur le chevalier d. José Nicolas d'Azara, Aragonais, ambassadeur d'Espagne à Paris, mort dans cette ville le 5 pluviôse an XII*. S. l. n. d. (Par Bourgoing. Se trouve aux Affaires Etrangères, Espagne, v. 19 supplément, f. 318).
- Notice nécrologique sur M. Ouvrard*. 1847, 8^o, 31 p. (D'après ses Mémoires).
- OLMET (A. DEL —). — *El cuerpo diplomático español en la guerra de Independencia*. 6 in-8^o : Los precedentes ; la Secretaría de Estado ; Embajadas y Ministérios ; Atrancesados ; Consecuencias ; Recapitulación. (Très médiocre).
- OMAN (CH.). — *A History of the Peninsular War*. En cours, in-8^o. T. I, 1902, 656 p. : octobre 1807-décembre 1808.
- OTERO ENRIQUEZ (O.). — *La nobleza en el Ejército*. Dans la *Revista de Historia y genealogía española*, 1914.
- OVILO Y OTERO (M.). — *Vida política y militar de D. Manuel Godoy...* 1845, 8^o, 384 p. (Très apologétique. Sans aucune valeur).
- PANO Y RUETA (M.). — *La condesa de Bureta*. 1908, 4^o, 350 p.
- PARDO GONZALEZ (C.). — *D. Manuel Godoy y Alvarez Faria, Príncipe de la Paz*. 1911, 4^o, 283 p. (A utilisé quelques papiers de la famille de Godoy. Très apologétique. Sans valeur historique).
- PÉREZ DE GUZMAN (J.). (1) — *Escoiquiz y el Príncipe de la Paz*. Dans la *Época*, août 1900.
- *En las fronteras de Portugal. El Príncipe de la Paz y Luciano Bonaparte*. Dans la *Época*, septembre et octobre 1900.
- *Bosquejo... de la Gaceta de Madrid*. 1902, 8^o, 248 p.
- *Reparaciones a la vida é historia de Carlos IV y Maria Luisa. La primera calumnia*. Dans la *Revista de Archivos*, 1904, t. I, p. 243-268.
- *Los retratos de los Reyes*. Dans l'*Ilustración Hispano-Americana*, 1905, t. II.
- *Los desterrados de Roma*. *Ibid.*, 1906.
- *Documentos sobre el combate naval de Trafalgar*. Dans le *Boletín de la Academia de Historia*, novembre 1906.
- *Joyas y prendidos de la Reyna Maria Luisa*. Dans l'*Ilustración Hispano-Americana*, 1907.
- *El Toisón y la Legión de Honor*. Dans l'*Ilustración Española*, 1907, 1^{er} semestre.
- *La rehabilitación del Príncipe de la Paz*. Dans l'*Ilustración hispano-americana*, 1907, 2^e semestre.
- *Estudios de la vida, reinado, proscripción y muerte de Carlos IV y Maria Luisa de Borbón, Reyes de España*. 1908, 8^o, 345 p. (Quatre articles, avec un préambule fort caractéristique).
- *La organización de la marina inglesa al concluir el siglo XVIII, su comparación con la de España*. Dans *España Moderna*, octobre 1912, p. 100-119.
- PEYRE (R.). — *La cour d'Espagne au commencement du XIX^e siècle, d'après la correspondance de l'ambassadeur de France Alquier*. Dans la *Revue des Etudes Historiques*, 1909, p. 249-291. (Très peu critique).
- *La cour d'Espagne au XIX^e siècle, complément à la correspondance d'Alquier*. Dans la *Revue des Etudes historiques*, 1912, p. 83-89 (Très peu critique).
- PHILIPPSON MARTIN. — *Die äussere Politik Napoleons I. Der Friede von Amiens*, 1802. Leipzig, 1913, 8^o, 108 p.

(1) Les nombreux travaux de Pérez de Guzman (dont on ne trouvera pas ici la bibliographie complète) sont sujets aux mêmes critiques que celles formulées ci-dessus, à propos de son *Dos de Mayo*.

- PINGAUD (L.). — *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire : le comte d'Antraigues*. 1893, 8^o, 428 p.
- *Les dernières années de Moreau*. Dans la *Revue de Paris*, 15 décembre 1899, p. 752-780.
- PINGAUD (A.). — *Bonaparte président de la République italienne*. 1914, 2 in-8^o, 491 et 529 p.
- *La politique italienne de Napoléon I^{er}*. Dans la *Revue historique*, 1928.
- PITOLLET (C.). — *Notes sur la première femme de Ferdinand VII, Marie-An-toinette-Thérèse de Naples*. Dans la *Revista de Archivos*, 1914 (p. 299, 366 et 177) et 1915 (p. 39 et 265). (Très solidement documenté).
- *A travers l'Extremadure au printemps de 1805*. Dans *Hispania*, 1919. (Voyage de la duchesse d'Abrantès).
- PRIMOLI (C^{ie} J. N. —). — *Une nièce de l'Empereur : Charlotte Bonaparte, nièce de Lucien*. Dans la *Revue des Etudes Napoléoniennes*, mars 1925, p. 97-132.
- Prince (Le) Lucien Bonaparte et sa famille*. (Par R. de Beauvoir ?) 1889, 8^o, 223 p.
- RENAUT (F. P.). — *La question de la Louisiane (1786-1806)*. Dans la *Revue de l'histoire des colonies françaises*, 1918, p. 129-218, 257-338, 417-480.
- REUMONT (A. VON —). — *Geschichte Toscanas seit dem Ende des florentischen Staates*. 1877, 2 in-8^o. T. II, 681 p. : 1737-1859.
- RIBEIRO ARTHUR. — *A legião portuguesa ao serviço de Napoleão (1808-1813)*. 1901, 8^o, 151 p.
- ROBERTSON (J. AL.). — *Louisiana under the Rule of Spain, France and the United States (1785-1807)*. 1911, 2 in-8^o, 376 et 391 p. (Surtout publication de documents).
- ROCQUAIN (F.). — *Napoléon I^{er} et le roi Louis*. 1875, 8^o, CXXVIII-337 p.
- ROLOFF (G.). — *Die Enthronung der Borbonen von Spanien i. J. 1808*. Dans les *Neue Jahrbücher für Philosophie*, Leipzig, 1911, 20 p.
- ROSE (J. HOLLAND —). — *France and the First Coalition before the Campaign of 1796*. Dans l'*English Historical Review*, avril 1903, p. 287-302.
- *Napoleonic Studies*. 1906, 8^o, 398 p.
- *William Pitt and the Great War*. 1911, 4^o, 596 p.
- *Pitt and Napoleon. Essays and letters*. 1912, 8^o, 343 p.
- *A short life of William Pitt*. 1925, 12^o, 224 p.
- ROUSSEAU (F.). — *Blanco White... 1775-1814*. Dans la *Revue Hispanique*, 1910, p. 615-647.
- RUBIO Y ESTEBAN (J.). — *La infanta Carlota Joaquina y la política de España en America, 1808-1812*. 1921, 8^o, 305 p.
- SAN MIGUEL (E.). — *Vida de d. Agustín de Argüelles*. 1851, 5 in-8^o. T. I, 479 p.
- SANZ CID (C.). — *La constitución de Bayona... según... los Papeles reservados de la Biblioteca del Real palacio de Madrid*. 1922, 12^o, 504 p.
- SASSENAY (M^{is} DE —). — *Napoléon I^{er} et la fondation de la République Argentine...* 1808-1810. 1892, 12^o, 287 p.
- SCHALK DE LA FAVERIE (A.). — *Napoléon et l'Amérique*. 1917, 8^o, 310 p. (Napoléon et les États Unis).
- SCHMIDT (CH.). — *Le grand-duché de Berg (1806-1813)*. 1905, 8^o, 528 p.
- SMITH (D. B.). — *The « Defiance » at Trafalgar*. Dans la *Scottish Historical Review*, janvier 1923.
- SOREL (A.). — *La diplomatie française en Espagne, 1792-1796*. Dans la *Revue historique*, 1879-1880.
- STOURM (R.). — *Les finances du Consulat*. 1902, 8^o, 364 p.
- TATISCHEFF (S.). — *Alexandre I^{er} et Napoléon, d'après leur correspondance inédite (1801-1812)*. 1891, 8^o, 640 p.

- TRATCHEVSKI (A.). — *Rapports diplomatiques de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon I^{er}*. *Sbornik imperatorskago...* 88. 4 in-8^o, 1890-1893, particulièrement les t. III (1805-1806) et IV (1807-1808). (Les documents russes sont généralement en français).
- VANDAL (A.). — *Napoléon et Alexandre*. 1896, 3 in-8^o, 526, 570, 607 p. Particulièrement le t. I et l'appendice du t. III.
- VIANNA (A.). — *Introdução aos Apointamentos para a historia diplomatica contemporanea*, 1789-1815. 1907, 16^o, 183 p.
- VILLA URRUTIA (W. RAMIREZ DE —). — *Relaciones entre España e Inglaterra durante la Guerra de Independencia*. 1912, 2 in-8^o. T. I, 500 p. : de mai 1808 à Talavera. (Agréable recueil d'anecdotes).
- *Las Mujeres de Fernando VII*, 1916, 8^o, 100 p. (Très peu sûr, mais donne quelques extraits de la correspondance de Marie-Louise avec Godoy).
- *La reina de Euzuria, D^a Maria Luisa de Borbón, infanta de España*. 1923, 8^o, 158 p. (Peu sûr).
- *Fernando VII, Rey constitucional*. 1923, 2 in-8^o. T. I, 376 p. : 1820-1823.
- *Talleyrand, ensayo biográfico*. 1926, 311 p. (Utilise certaines lettres d'Izquierdo).
- WALISZEWSKI (K.). — *Le règne d'Alexandre I^{er}*. T. I, 1923, 8^o, 465 p. : 1801-1812.
- WEIL (C.). — *Les préliminaires de l'expédition de Portugal en 1807*. 1923, 8^o, 23 p.
- WEILL (G.). — *Le financier Ouvrard*. Dans la *Revue Historique*, janvier 1918, p. 31-61.
- WELSCHINGER (H.). — *Talleyrand et la guerre d'Espagne*. Dans les *Comptes-rendus de l'Académie des Sciences Morales*, décembre 1908, p. 499-510.
- YONGE (CH. D.). — *The life and administration of Robert Banks, second Earl of Liverpool*, K. G. 1868, 3 in-8^o. T. I, 515 p.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A. E., *Esp.*, ou A. E., *Port.* = Ministère des Affaires Étrangères, *Espagne*, ou *Portugal*. — *A. Ges. zu Madrid* = *Acta der Gesandtschaft zu Madrid*. — *A. Histórico N.* = *Archivo Histórico Nacional*. — A. N. = Archives Nationales. — *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII* = *Archivo de la Real Casa*, *Archivo reservado de Fernando VII*. — c. = carton. — *Corr.* = *Correspondance de Napoléon I^{er}*, publiée par ordre de Napoléon III. — d., doss. = dossier. — éd. = édition. — f. = folio. — F. O. = *Foreign Office*. — Mss = manuscrits, *manuscriptos*. — *Neg. Estr.* = *Ministério dos Negócios Estrangeiros*. — *op. cit.* = *opus citatum*. — p. = page. — publ. = publié, publication. — s. d. = sans date. — t. = tome. — v. = volume.

INTRODUCTION

GODOY ET LE DIRECTOIRE

I

LA PAIX DE BÂLE (22 JUILLET 1795).

Manuel Godoy. La reine Marie-Louise. Charles IV d'Espagne. Nécessité pour l'Espagne de la paix avec la France. — Les pourparlers de paix. La paix de Bâle.

II

GODOY ET L'ALLIANCE AVEC LE DIRECTOIRE (1795-1796).

LES PROJETS D'ALLIANCE APRÈS BÂLE. Pourparlers pour une alliance franco-espagnole. Pourquoi Godoy la désire à ce moment : son ressentiment contre les Anglais, sa crainte de leurs représailles. — RALENTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS D'ALLIANCE (FIN 1795). L'opinion espagnole contre l'alliance. Attitude pacifique du cabinet britannique après Bâle : instructions conciliantes à Bute, avances à Godoy. — REPRISE DES NÉGOCIATIONS D'ALLIANCE. Godoy sent l'instabilité de sa faveur et recherche un appui. Nécessité de l'amitié française pour sauvegarder les intérêts dynastiques des Bourbons espagnols à Parme et en Portugal. Incidents anglo-espagnols. — L'ALLIANCE DE SAINT-ILDEFONSE (19 AOUT 1796). Pourquoi le Directoire recherche l'alliance espagnole, Pourparlers occultes et officiels. L'alliance.

III

LES GRIEFS DE GODOY CONTRE LE DIRECTOIRE.

L'ALLIANCE FRANÇAISE ET LES AFFAIRES INTÉRIEURES ESPAGNOLES. Ses avantages et ses inconvénients pour Godoy. — GODOY ET LA POLITIQUE DU DIRECTOIRE EN ITALIE. La médiation espagnole en faveur du pape et de la Sardaigne. Tiraillements à propos de Parme. Tension à propos de Naples. — LE CONGRÈS DE LILLE. Guerre anglo-espagnole. Les conférences de Lille : l'Espagne en est écartée, ses intérêts y sont sacrifiés. Ressentiment de Godoy.

IV

LES GRIEFS DU DIRECTOIRE CONTRE GODOY.

GODOY ET LA CONTRE-RÉVOLUTION. Refroidissement après Bâle entre Godoy et les royalistes français ; vues des Bourbons espagnols sur le trône de France. Attitude conciliante de Louis XVIII, et rapprochement. Action de Godoy en Vendée et à Paris. Le Directoire au courant de ses intrigues. — GODOY ET LE PORTUGAL. Ses raisons pour protéger le Portugal : l'Angleterre. Le Directoire et la paix avec le Portugal. Connivence de Godoy avec le Portugal dans les négociations de Paris et de Madrid. Rancune du Directoire contre lui.

V

LE DIRECTOIRE ET LA CHUTE DE GODOY (28 MARS 1798).

MERLIN DE DOUAI CONTRE GODOY. Son observateur à Madrid : Carency. Godoy envoie à Paris Izquierdo et Cabarrus. Ils sont bientôt dénoncés au Directoire, qui refuse d'agréer Cabarrus comme ambassadeur. — L'AFFAIRE SEGUI-CARENCY. Missions confiées à Perrochel et Segui par Merlin et Reubell. Talleyrand charge Carency d'y faire obstacle. Échec de Segui. — LA CHUTE DE GODOY. Sa faveur menacée. Ses efforts pour se rapprocher de la France : mesures contre les émigrés, rejet de propositions de paix anglaises. Persistance du conflit sur la question du Portugal. Expulsion d'Izquierdo par le Directoire. Chute de Godoy. — CONCLUSION.

I

LA PAIX DE BÂLE

(22 juillet 1795).

Le 7 mars 1793, sur un rapport de Barère, la Convention vota par acclamations la guerre à l'Espagne. Les opérations commencèrent mal pour les troupes républicaines, qui ne purent empêcher les Espagnols de forcer la frontière des Pyrénées à ses deux extrémités et de pénétrer très avant dans le Roussillon. Mais au milieu de 1794 elles avaient repris l'avantage, libéré le territoire et envahi à leur tour les états de Sa Majesté Catholique. A l'ouest, elles occupèrent la Navarre et Bilbao, puis menacèrent la Castille. A l'est, les places fortes de Catalogne tombaient l'une après l'autre devant elles. Le peuple espagnol, qui avait entrepris la lutte dans un grand élan d'enthousiasme, commençait à se lasser, les armées se décourageaient,

l'état des finances devenait lamentable, et dans toute la nation le mécontentement grandissait contre le jeune ministre qui après avoir lancé son pays dans cette guerre se montrait incapable de la mener à bien (1).

Manuel de Godoy y Álvarez de Faria était né en 1767 à Badajoz, d'une famille de petite noblesse. Il entra de bonne heure aux gardes du corps, troupe d'élite qui se recrutait exclusivement parmi les Espagnols « nobles y hijosdalgos de sangre » : les exempts y avaient rang de colonels des autres corps, et les simples gardes celui de cadet (de sous-lieutenant de cavalerie à partir de 1790). L'avancement de Godoy fut extraordinairement rapide : cadet surnuméraire le 30 décembre 1787, il était lieutenant-général le 16 juillet 1791 et capitaine-général le 23 mai 1793 ; le 21 avril 1792, il avait reçu la grandesse et le titre de duc de la Alcudia ; le 15 novembre de la même année, il avait remplacé le vieux comte de Aranda à la *Secretaría de Estado*, le ministère essentiel, qui comprenait dans ses attributions les affaires étrangères, et depuis ce moment il était le véritable souverain de l'Espagne (2).

Une carrière aussi brillante ne provoquait dans le royaume aucun étonnement, car il y avait bien peu d'Espagnols pour ignorer l'explication qu'on en donnait à peu près publiquement : la liaison déjà ancienne qui unissait Godoy et la reine Marie-Louise. Que de tels

(1) Sur la démoralisation de l'armée de Navarre, cf. la correspondance de Godoy avec le conseiller de Castille Bernardo de Zamora, qu'il avait envoyé auprès de Castelfranco, commandant de cette armée, pour le surveiller : *Biblioteca Nacional*, mss., 20.285/12. Sur la démoralisation de l'armée de Catalogne, cf. la correspondance de Godoy avec ses généraux, Ricardos, puis La Unión, publiée par DELBREL, *Le comte de La Unión* : « Dans un désarroi comme celui de cette armée, il faudrait la justice ottomane, ou la guillotine. » Sur l'impopularité de Godoy et les progrès des idées révolutionnaires, cf. les dépêches des ministres russes à Madrid, publiées par TRATCHEVSKI, *L'Espagne à l'époque de la Révolution française*, p. 41-42. — Bute, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, à Grenville, 15, 19 juillet 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38.

(2) Le 30 décembre 1787, Godoy est nommé cadet surnuméraire de sa brigade ; le 27 février 1788, cadet en titre ; le 28 mai, exempt surnuméraire ; le 13 décembre, exempt en titre. Le 23 août 1790, il reçoit la commanderie de Valencia del Ventoso, le 12 janvier 1791 l'autorisation de faire profession dans l'ordre de Santiago, avec dispense des 6 mois de navigation réglementaires. Le 16 janvier 1791, il est nommé adjudant-général des gardes du corps, et brigadier des armées royales ; le 2 février, maréchal de camp ; le 4 mars, gentilhomme de chambre avec exercice ; le 16 juillet, lieutenant-général, et sergent-major des gardes du corps ; le 25 août, grand-croix de Charles III ; le 21 avril 1792, duc de la Alcudia, avec la grandesse ; le 15 novembre 1792, *Secretario de Estado y del Despacho* ; le 7 janvier 1793, surintendant des postes ; le 23 mai 1793, capitaine-général ; le 16 janvier 1794, grand-croix de Saint-Jean-de-Jérusalem. — SANTIAGO OTERO ENRIQUEZ, *La nobleza en el Ejército*. PARDO GONZALEZ, D. *Manuel Godoy*, 12, 46. *Archivo del Ministerio de la Guerra, expediente de Godoy*.

rappports aient existé, on ne saurait le mettre en doute. Toutefois, on peut être plus sceptique devant la masse extraordinaire d'anecdotes plus ou moins épicées auxquelles ce fait a donné naissance, et qui nous ont été transmises surtout par les dépêches des diplomates étrangers. Sitôt que la matière manquait à leurs bulletins, ceux-ci s'empressaient de les corser avec quelque-une des mille histoires qui couraient Madrid sur les rapports de la reine avec son favori. L'ambassade française se distinguait sur ce chapitre beaucoup plus que sur celui de la politique : Alquier, grand conteur d'anecdotes, Beurnonville et Beauharnais, adversaires de Godoy, ont empli leur correspondance de ces racontars scabreux, auxquels on peut facilement se dispenser d'ajouter pleine créance. Mais que Godoy ait eu dans la reine un appui décisif et qui lui fit rarement défaut, c'est là un fait essentiel et d'une indéniable évidence.

A vrai dire, son physique ne semblait guère le prédestiner à des succès de ce genre. « Le prince de la Paix a l'air d'un taureau », dira Napoléon en 1808, après leur première entrevue. « Une haute taille, une figure imposante, mais commune », d'après un autre témoignage de la même époque. La duchesse d'Abrantès, qui le vit à Madrid en 1805, écrit : « Sa figure était belle, c'est-à-dire qu'il était ce qu'on appelle un beau gros garçon, bien portant, sans souci, et pas du tout distingué dans sa tournure. » Lady Holland enfin, en 1803, l'a décrit à merveille en quelques mots : « Un homme gros et fort, grossier, au teint vermeil, avec un regard lourd, endormi et voluptueux » (1). C'est en effet le regard qui frappe tout d'abord dans les nombreux portraits qu'on possède du favori, avant même les membres athlétiques et la massive encolure : des paupières allongées, bridées, obliques, toujours à demi-closes, qui laissent à peine filtrer le regard sournois des yeux clairs. Le profil est allongé, avec la tête aplatie, le front fuyant, le nez proéminent ; des lèvres minces se serrent au-dessus du menton imprécis et empâté. L'ensemble donne l'impression de la dissimulation rusée (2).

(1) Napoléon à Talleyrand, 1^{er} mai 1808 : *Corr.*, 13.797. Témoignage de Rossetti dans MURAT, *Lettres*, V, 497. DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Souvenirs*, V, 301. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 74.

(2) La seule *Biblioteca Nacional* possède 22 gravures représentant Godoy (voir BARCIA, *Catálogo de los retratos de personajes españoles...*) : de Martí (entre 1801 et 1807), Ramos, Steven, etc. Plusieurs portraits de lui, appartenant à des particuliers, ont figuré à l'exposition de 1902 (*Catálogo de la exposición nacional de retratos*). Les œuvres les plus intéressantes sont : 3 gravures médiocres, mais caractéristiques (*Biblioteca Nacional*) de Carnicero Selma (avant 1795), Paret Moreno (après 1795) et un anonyme (1801) ; une, très fine, de Carnicero (1804, *ibid.*) et une magnifique de

Tel est bien le trait qui fut, semble-t-il, la dominante de ce caractère. Se sentant haï et miné de toutes parts, n'ayant pas l'énergie morale ni même, semble-t-il, le courage physique de faire front aux attaques, Godoy se défendit par les petites habiletés, les roueries, les fourberies, les phrases entortillées. Là, il excellait. Nul ne sut comme lui faire traîner une affaire, fatiguer un partenaire et gagner du temps : on peut se demander si, étant donné les circonstances, ce n'étaient pas là des qualités fort utiles pour le premier ministre d'une puissance de second plan, mais elles n'étaient pas pour le rendre très sympathique. Comme il était en outre, le fait est indéniable, dissolu dans ses mœurs, cupide, et fort disposé à diriger la politique espagnole suivant son intérêt égoïste et personnel, on voit que ses ennemis avaient beau jeu à le décrier, et de fait il y eut sans doute peu de ministres à l'avoir été autant que lui. Il reste à dire cependant qu'il se montra toujours affable et courtois dans ses manières, peu disposé aux cruautés, que s'il manquait de culture il ne manquait pas d'intelligence, que d'ailleurs il fit son possible pour acquérir les notions qui lui manquaient, et qu'il travailla aux affaires avec assez de régularité et d'application (1).

Plus encore que son favori, la reine Marie-Louise était le point de mire des faiseurs de pamphlets, de chansons et d'anecdotes graveleuses. Son extérieur même, il est vrai, ne donnait guère l'impression de la retenue et de la modestie : les yeux noirs, vifs, ardents et comme provocateurs, le visage flétri, le sourire à lèvres fermées de la bouche grande et sensuelle, les traits vulgaires, avec le nez tombant et gros, le menton trop tôt empâté et les rides précoces, le décolletage audacieux, telle elle nous apparaît dans les portraits de Goya — qui, à vrai dire, a peut-être forcé la note sensuelle, comme il le faisait souvent (2). Dominée par son favori, malgré bien des re-

López Enguñanos (1807, *ibid.*) ; les célèbres portraits de Goya : un à l'*Academia San Fernando* (BERUETE, *Goya pintor de retratos*, le reproduit au f° 28 et le commente p. 91, en le datant de 1800), un autre au Palais Royal (reproduit dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 73). On peut ajouter deux bustes (un plâtre et un marbre) se trouvant à l'*Academia San Fernando*.

(1) Il ne saurait être question d'énumérer les innombrables pamphlets qui couvrirent sur son compte, surtout après 1808. Mais on peut citer comme particulièrement caractéristique par sa date, son ton et sa destination celui qu'en 1807 Escoiquiz tenta de faire remettre à Charles IV : ESCOQUIZ, *Memorias*, 281-331. Sur les qualités et les défauts de Godoy, cf. PIZARRO (qui était officiel à la Secrétairerie d'Etat), *Memorias*, I, 130 et *passim* ; témoignages anglais dans ROSE, *Pitt and the great War*, 230, 231 ; LORD HOLLAND (qui le connut personnellement), *Souvenirs des Cours*, 101.

(2) Sur ce point, voir LÉCLÈRE, *Les Caprices de Goya*, 18 et 21. Les portraits de Marie-Louise par Goya les plus caractéristiques à ce point de vue sont le dessin

froidissements et des ruptures, elle dominait à son tour le roi par son intelligence qui était vive, par son art de plaire, par son caractère à la fois impérieux, souple et rusé (1).

Il n'était d'ailleurs pas très difficile de mener à son gré un homme borné, crédule et ignorant comme Charles IV. Il est invraisemblable qu'il n'ait jamais reçu de dénonciations sur la conduite de sa femme, mais il est très possible qu'il ne les ait jamais crues ; en tout cas, il agit toujours comme s'il ne savait rien. Ami de sa tranquillité et de son repos, il tenait beaucoup à son premier ministre, qui lui permettait de chasser tout le jour sans s'occuper des affaires de l'État. Au demeurant, il avait de la bonté, bien qu'il se montrât par moments coléreux et brutal, il était droit et franc, et du trio qui gouvernait l'Espagne c'était de beaucoup le personnage le plus sympathique. Physiquement d'ailleurs il ne manquait pas d'allure, voire de majesté ; sans doute sa mise était souvent négligée, parfois de mauvais goût, et la physionomie avait quelque chose d'étrange, avec les cheveux très blancs et le nez par trop bourbonien, « ami du menton », dit la duchesse d'Abrantès ; mais aussi il avait un port noble, une belle prestance, un air de dignité simple et bonne qui suffisaient à lui valoir, à défaut d'estime, du respect et de l'affection parmi ses sujets (2).

(famille de Charles IV) et la toile (collections particulières) reproduites dans l'*Enciclopedia universal ilustrada*, le tableau du Prado (Marie-Louise en maja, 1799) et surtout celui de la Pinacothèque de Munich (1800, reproduction dans *Museum*, 1912, II, 295. Il faut citer aussi les portraits par Goya au *Ministerio de la Guerra* (en toilette du XVIII^e siècle, 1790), au musée de Bilbao (1794 ?), à la *Facultad de Farmacia* (exposition de 1902), son dessin de 1799 (exposition de dessins de Madrid, 1922, catalogue, n° 181). On trouve enfin de nombreux portraits d'autres artistes : Mengs (avant 1784, exposition de 1902), Fabregat (avant 1788, *Biblioteca Nacional*), Esteve (musée de Valence), Alvarez de Pereira, etc.

(1) Sur l'attachement profond de Marie-Louise à son favori, on a un témoignage curieux, celui de la maîtresse de Godoy, Josefa Tudó, recueilli sur le manuscrit de ses mémoires par Canóvas del Castillo : *Biblioteca Nacional*, mss, 12.970-6. Sur le physique et le moral de la reine, les témoignages sont nombreux et généralement suspects. On peut citer : ESCOQUIZ, *Memorias*, 47 (vers 1798) ; LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 75 (vers 1804) ; DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Souvenirs*, V, 295 (1805) ; BARANTE, *Souvenirs*, I, 169 (1805) ; PRADT, *Mémoires*, 121 (1808) ; CASTELLANE, *Journal*, I, 15 (1808) ; DUC DE BROGLIE, *Souvenirs*, I, 60 (1808) ; BAUSSET, *Mémoires anecdotiques*, 264 (1808). Marie-Louise, née en 1751, était la fille de Philippe, duc de Parme ; elle avait eu pour précepteur Condillac.

(2) Des portraits laissés par Goya, le Prado possède les plus connus : le célèbre ensemble de la famille de Charles IV, celui (des plus sûrement authentiques) que Beruete date de 1789, ceux (équestre et en pied) du roi en colonel des gardes du corps (1800 ?) ; d'autres se trouvent au Palais Royal (en chasseur, 1800 ?), dans des collections particulières (voir Beruete ; 1794 ?), à Séville (reproduction dans l'*Enciclopedia Universal* ; 1808 ?), à la *Facultad de Farmacia* (exposition de 1902), etc. On a de nombreux portraits d'autres artistes, Mengs (avant 1788), López, Bauzil et Es-

Ce n'étaient pas là des souverains ni un ministre de taille à soutenir bien longtemps la lutte contre la Révolution française, ni surtout à la faire aboutir. Au milieu de 1794 déjà ils avaient commencé à le comprendre : le 24 juillet, Godoy entama les négociations de paix d'une manière qui le peint assez bien. Il envoya au général espagnol La Unión une note qu'il devait lire au général commandant les troupes républicaines, Dugommier, et qui contenait des propositions de paix, « un plan, disait le favori, qui me paraît pratique pour mettre fin à la guerre, et par lequel nous obtiendrons que les Français nous laissent en repos » : or ce plan « pratique » consistait à restaurer la royauté en France, et à donner à la Convention un état à gouverner quelque part dans les Antilles... (1).

Ces vues si remarquables furent mal accueillies. Le 3 août 1794, La Unión envoya la note par un parlementaire, mais Dugommier refusa d'en entendre lecture sans témoin, et il renouvela son refus le 5. On eut alors recours à l'intermédiaire d'un Français qui était chargé de secourir ses compatriotes prisonniers en Espagne, Simonin. Le 20 septembre, celui-ci envoya à Dugommier une lettre qui portait, dans une petite incision faite à la marge, une branchette d'olivier. Tel fut le point de départ des négociations. Elles furent longues et confuses, parce qu'on prétendait régler un nombre excessif d'affaires à la fois : cessions de territoires à la France, soit en Espagne même (une partie du Guipuzcoa), soit aux colonies, compensations à donner à Sa Majesté Catholique en Italie, en Portugal ou à Gibraltar, traité de commerce, libération de Louis XVII et de Madame Royale, pacte d'alliance etc. Elles le furent aussi parce qu'elles se menaient partout à la fois, à Madrid, sur le front de Navarre, sur celui de Catalogne, à Bâle, et parce que les intermédiaires pullulaient :

teve (1801) etc, disséminés dans divers ministères, à la *Biblioteca Nacional*, dans des collections particulières. Bustes et statues d'Agreda, Alvarez de Pereira, Adan etc., à l'*Academia San Fernando*, au *Real Museo de Escultura*, à l'Escorial, à Salamanque, à Mexico etc. Nombreux camées, monnaies (voir une planche dans l'*Enciclopedia universal*) etc. Mêmes témoignages de contemporains que pour Marie-Louise ; ajouter LORD HOLLAND, *Souvenirs des Cours*, 105 (où l'on voit Charles IV s'attribuer une écrasante supériorité sur Napoléon), et les *Mémoires* de la Tudó (voir la note précédente) sur l'ignorance où fut le roi de la conduite de sa femme. — Charles IV, né en 1748, monté sur le trône en 1788, était fils de Charles III, duc de Parme (1731-1735), roi de Naples (1734-1759), roi d'Espagne (1759-1788), et le petit-fils de Philippe V.

(1) Texte dans DELBREL, *Le comte de la Unión*.

Simonin, Bourgoing, ancien chargé d'affaires à Madrid, les généraux, le marquis d'Iranda, Cabarrus, le diplomate espagnol Iriarte (1). En fin de compte, les conversations se stabilisèrent à Bâle, entre le représentant de la République en Suisse, Barthélemy, et Iriarte. Elles y avaient commencé le 4 mai 1795 et y traînèrent encore quelque peu. Godoy n'était pas décidé ; au fond, il n'avait souhaité tout d'abord, semble-t-il, qu'un armistice, qui eût permis au royaume de reprendre haleine et pendant lequel on aurait travaillé à désorganiser les troupes françaises (2). « L'Espagne tripote à la paix, mais avec crainte », disait Marie-Caroline de Naples (3). Mais le mécontentement populaire s'accroissait de façon dangereuse ; lorsque vint l'été 1795 et que la cour se rendit à Madrid, le favori n'osa pas y faire son entrée dans sa propre voiture : il prétextait un accident et alla prendre place dans celle des souverains, pour s'abriter derrière le respect qu'on leur portait ; le peuple garda un silence de mort pendant tout le défilé. Peu après, en août, on découvrit même un complot contre la vie du roi (4). Iriarte recevait donc des instructions de plus en plus pressantes pour conclure vite. De son côté, le Comité de Salut Public se relâchait de ses premières prétentions. Il avait besoin des troupes d'Espagne pour la campagne décisive qu'on allait entreprendre en Italie et surtout, dès ce moment, il songeait à une alliance possible avec son ennemie de la veille. Cette alliance eût été un coup de maître, car elle eût donné à la République ce qui lui manquait le plus, des vaisseaux ; et ces vaisseaux eussent été plus utiles que jamais, à un moment où le traité anglo-américain du 19 novembre 1794 semblait mener tout droit à une guerre entre la France et les Etats-Unis et où la question des convois de blé allait par conséquent devenir angoissante (5).

(1) Ces négociations ont été souvent étudiées. Voir en particulier DELBREL, *op. cit.*, CHUQUET, *Les négociations de Dugommier avec l'Espagne*, SOREL, *La diplomatie française en Espagne* (articles repris dans *L'Europe et la Révolution française*, t. IV), FAIX, *Manuscrit de l'an III*, 22, 52.

(2) Tel est le plan que Godoy expose en détail à Zamora le 9 avril 1795 : *Biblioteca Nacional*, mss, 20.285-12. Zamora fit en effet répandre chez les Français une proclamation écrite « dans un style de sergent », les excitant à la désertion : *ibid.* Bute à Grenville, 15 juillet 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38.

(3) Marie-Caroline à Gallo, 30 juillet 1795 : *Correspondance*, I, 304.

(4) Bute à Grenville, 19 juillet 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38. Mangourit à Delacroix, 1^{er} août 1796 : A. N., AF III 62.

(5) R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 106. Les négociations de Bâle sont également bien connues ; les sources en sont le *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, le volume 25 supplément des A. E., *Esp.*, f. 4-127, les *Papiers de Barthélemy*, t. IV (avec introduction de Tausserat-Radel, démarquée du très médiocre DEL CANTILLO, *Tratados, Convenios...*) et ses *Mémoires*, très sujets à caution.

Les négociations finirent donc par aboutir, et la paix franco-espagnole fut signée à Bâle, le 22 juillet 1795. Qu'elle fût avantageuse pour l'Espagne, les éloges que fit Godoy du plénipotentiaire français le montrent assez. La République restituait les conquêtes faites en territoire espagnol, rendant même le matériel des places fortes ; elle acceptait la médiation de S. M. C. en faveur du Portugal, de Naples, de la Sardaigne, de Parme et du pape ; elle remettrait la fille de Louis XVI à l'Espagne si la négociation en cours avec l'Autriche venait à échouer ; elle se contentait en tout et pour tout de la partie espagnole de Saint-Domingue (1). La population parisienne accueillit avec satisfaction la nouvelle de la signature, mais les hommes politiques, les diplomates et les commerçants n'épargnèrent pas à Barthélemy de vives critiques (2). Elles étaient fondées si l'on considérait le traité de paix en lui-même, mais celui-ci pouvait entraîner de plus lointaines conséquences, et l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid, lord Bute, voyait plus juste et plus loin quand il écrivait à Grenville : « *The Treaty of Peace will be shortly followed by a Treaty of Alliance, and a Treaty of Alliance by Hostilities* » (3).

II

GODOY ET L'ALLIANCE AVEC LE DIRECTOIRE.

(1795-1796)

LES PROJETS D'ALLIANCE APRÈS BÂLE. — Le traité d'alliance franco-espagnole aurait pu, et même aurait dû, être signé à Bâle en même temps que celui de paix. La République y était disposée ; en février 1795 déjà le Comité de Salut Public avait donné à ses négo-

(1) Les autres principaux articles concernaient l'interdiction pour chaque puissance de fournir des secours ou de livrer passage aux ennemis de l'autre, d'entretenir sur les Pyrénées des garnisons plus fortes qu'avant la guerre ; la restitution des biens confisqués ; le rétablissement des relations commerciales. Texte dans CLERCQ, *Recueil de traités*, I, 245.

(2) Sur les ultimes négociations et les critiques du traité, *Papiers de Barthélemy*, VI, 79, 126, 129, 131, 138 ; AULARD, *Paris sous le Directoire*, II, 121 (rapports de la Commission de Police, 29, 30 juillet 1795) ; décret de la Convention sur la publication du traité, 27 août : A. E., *Esp.*, v. 25 supplément, f. 80. Les critiques vinrent surtout de Reubell, Merlin de Thionville, Rivaud, Sieyes, Bourgoing ; nombreux documents aux A. N., AF III 62.

(3) 10 août 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38.

ciateurs des instructions en ce sens, et plus tard il invita Barthélemy à renouer « une alliance qui n'aurait jamais dû être rompue » (1). Godoy de son côté envisageait avec faveur l'idée d'une alliance ; dès mai 1795, ayant appris par Zamora qu'on en parlait en France, il avait manifesté son contentement : « Je suis très satisfait de voir que mon idée a des racines plus profondes encore en France qu'en Espagne. C'est là ce qu'il me faut, car ici je commanderai par la force de la loi, et là-bas je serai obéi par confiance et amitié. » Il est même probable que ses premières instructions à Iriarte, qui datent du 17 mars, l'autorisaient déjà à parler d'alliance. Les plénipotentiaires de Bâle étant ainsi dûment mandatés l'un et l'autre, ils commencèrent en juillet 1795 à traiter officiellement ce sujet, et le 10 Iriarte déclara à Barthélemy qu'il avait pleins pouvoirs pour signer. Mais avant de conclure l'alliance ils conclurent la paix, et ensuite les pourparlers se ralentirent : Iriarte était malade, il dut au début d'octobre interrompre les conversations et regagner l'Espagne, où il mourut peu après. Son successeur, Vallejo, ne poussa pas les choses plus avant (2).

Cet arrêt faillit tout perdre. Au lendemain du traité de Bâle en effet, Godoy était encore tout disposé à l'alliance avec la République. La paix avait été accueillie avec joie dans le royaume. Elle avait valu au favori d'extraordinaires honneurs : le titre de prince de la Paix, sous lequel il fut désormais désigné, une très riche dotation, la première classe de la Grandesse, la Toison d'Or (3). Il était donc naturel que Godoy songeât à poursuivre une politique qui lui réussissait si bien. Mais surtout, il avait à ce moment une raison puissante de rechercher l'alliance française : c'était son ressentiment contre son ancienne associée, l'Angleterre.

(1) En ventôse au 3 (février-mars 1795), le Comité envoya à Goupilleau de Fontenay, représentant en mission à l'armée des Pyrénées-Orientales, des instructions pour signer avec l'Espagne un traité de paix et d'alliance offensive et défensive. En même temps (6 février) il donnait à Barthélemy, en vue de négociations prochaines avec l'Espagne, des instructions significatives. Ses lettres du 16 et 21 août sont très nettes sur la question de l'alliance : *Papiers de Barthélemy*, VI, 5, 13, 104, 110.

(2) Godoy à Zamora, 31 mai 1795, dans MURIEL, *Historia de Carlos IV*, II, 261. Barthélemy au Comité, 5 mai, 20 juillet, 11, 16 août, 28 septembre, 7 octobre : dans ses *Papiers*, VI, 10, 72, 100, 106, 164, 173. BARTHÉLEMY, *Mémoires*, 143.

(3) Le titre de Prince de la Paix fut décerné au favori le 5 septembre 1795 ; le brouillon de la proclamation par laquelle Charles IV annonçait cette nomination au royaume est tout de la main de Godoy lui-même (*A. Histórico N.*, c. 2821). La cédula lui faisant don du territoire du Soto de Roma est du 27 septembre. LORD HOLLAND, *Souvenirs des Cours*, 65, signale en outre un honneur assez singulier : Godoy aurait aussi reçu le droit de faire porter devant lui, dans les occasions solennelles, une image de Janus, emblème de sagesse et de prévoyance (?).

Le traité d'alliance offensive et défensive signé entre l'Espagne et le cabinet de Londres datait du 25 mai 1793. La coopération entre les deux puissances avait été assez étroite, surtout dans le domaine maritime, à Toulon et en Corse. Mais cette collaboration même n'avait pas tardé à amener des froissements. Les Espagnols réclamèrent contre la conduite égoïste de l'amiral Hood à Toulon, contre sa dissimulation à leur égard lors de son expédition de Corse, contre l'hostilité qu'il témoigna au parti espagnol corse dirigé par Buttafoco et contre l'appui donné en revanche à Paoli. Ils se froisèrent des lésineries de leurs alliés en matière de subsides. Ils se plaignirent de la politique extérieure de l'Angleterre, de son attitude vis-à-vis de Monsieur, laquelle ne cadrait pas avec la leur, du traité Jay avec les Etats-Unis (novembre 1794), qui lésait leurs droits ; ils accusèrent les Anglais de vues secrètes sur le Mexique, sur Buenos-Ayres et sur Saint-Domingue. Au début de juillet 1795, Godoy déclara à Bute, en propres termes, « *that England has always got the better of Spain, England had always CANED Spain, witness Honduras, witness Nootka, witness lately St-Domingo* (1). » Enfin, les affaires de commerce étaient une mine inépuisable de récriminations. Les Anglais importunaient la cour de Madrid avec leurs demandes de privilèges en Amérique. Ils confisquaient du matériel espagnol sur des vaisseaux neutres. Ils se livraient sans vergogne à la contrebande dans les colonies de leurs alliés, et en Espagne même leurs paquebots-courriers la pratiquaient effrontément, sous la protection des navires de guerre ; l'ambassadeur de S. M. C. à Londres avait dû demander le déplacement du vice-consul de La Corogne, réclamer le droit d'installer une garde à bord des paquebots britanniques et menacer de couper toute communication entre Gibraltar et le territoire espagnol (2). C'était plus qu'il n'en fallait pour faire naître

(1) Les Anglais avaient débarqué des troupes en avril 1793 dans la partie française de Saint-Domingue, pour soutenir les colons contre les esclaves révoltés ; l'Espagne protesta, prétendant que c'était à elle d'intervenir : ROSE, *Pitt and the Great War*, 229. Sur ces prétentions des Anglais en territoire espagnol, au Honduras (1782) et à Nootka Sound, voir ROUSSEAU, *Le règne de Charles III*, II, 24, 213.

(2) Del Campo, ambassadeur d'Espagne à Londres, à Godoy, 15 août, 19 septembre 1794, 3 juin 1795 ; Godoy à del Campo, 17, 31 octobre, fin octobre, 3 décembre 1794, 7, 11, 15 février, 6 mars 1795 : *Archivo de Simancas*, c. 8150. Bute à Grenville, 11 juillet 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38 ; nombreuses réclamations de del Campo au même, en particulier le 10 juillet 1795 : *ibid.* Le comte de Provence à Georges III, 9 novembre 1793 : *Dropmore Papers*, III. — Les griécs de l'Espagne contre les Anglais sont exposés tout au long dans sa déclaration de guerre du 7 octobre 1796 : texte aux A. E., *Esp.*, v. 643, f. 149. Cf. aussi ROSE, *op. cit.*, 232, 234, 235. *Cambridge Modern History of the British Foreign Policy*, I, 241-243.

chez Godoy une vive irritation contre le gouvernement anglais et pour le pousser, au lendemain de Bâle, vers l'alliance française.

Il s'y sentait d'autant plus porté qu'il y voyait à ce moment une garantie contre le ressentiment de ses anciens alliés. Sans doute, à son habitude, il avait d'abord fait le fanfaron vis-à-vis de l'Angleterre : quand Bute était venu lui demander des explications sur le traité de Bâle, il lui avait répondu par l'énumération de tous ses griefs contre le cabinet britannique, et comme l'ambassadeur n'était pas allé avec le corps diplomatique féliciter Charles IV de la paix, il lui avait écrit une lettre de persiflage qui avait provoqué entre eux une correspondance assez raide (1). Mais au fond le favori était inquiet de ce que pouvait préparer l'Angleterre, et il cherchait à se prémunir contre sa rancune. C'est probablement à cette crainte, autant qu'au désir de faire rentrer l'Espagne dans le grand courant de la politique européenne, qu'il faut attribuer les efforts qu'il fit pendant l'été de 1795 pour constituer contre la Grande-Bretagne une vaste coalition. Au cours des conversations de Bâle, Iriarte avait déjà exposé à Barthélemy le projet de former en Italie « une confédération pour l'affranchir de la dépendance de l'Empereur » (2). Puis Godoy tâta le ministre de Prusse à Madrid sur la possibilité d'une alliance, et en août il chargea le ministre d'Espagne à Berlin de faire des ouvertures (3). Il songeait également à faire entrer dans cette entente la République Batave et la Turquie. Enfin, il menait avec les États-Unis les négociations qui allaient aboutir, le 27 octobre, au traité de l'Escorial (4). Mais la pièce maîtresse de ce système, la protection la plus efficace contre le ressentiment britannique, devait être naturellement l'amitié française, et le 11 septembre 1795 le prince de la Paix écrivait à Iriarte que la guerre étant inévitable avec l'Angleterre il importait que

(1) Bute à Grenville, 10 août, 10 septembre 1795 et correspondance jointe : *Record Office*, F. O. 72, 38.

(2) Barthélemy au Comité de Salut Public, 28 août : dans ses *Papiers*, VI, 122. Le Comité reçut avec faveur ces ouvertures : à Barthélemy, 4, 19 septembre, *ibid.*, 133, 153.

(3) Barthélemy au Comité, 1^{er} septembre : *ibid.*, 126. BAUMGARTEN, *Geschichte Spaniens zur Zeit der französischen Revolution*, 567, FAIN, *Manuscrit de l'an III*, 241, 247. Hardenberg envoya au roi de Prusse, le 26 août 1795, un rapport assez favorable à une alliance avec l'Espagne : dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 19.

(4) Barthélemy au Comité, 8 septembre : dans ses *Papiers*, VI, 136. Texte du traité de l'Escorial dans CANTILLO, *Convenios*, 665.

l'alliance avec la République fût signée avant que cette rupture survînt (1).

RALENTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS D'ALLIANCE (FIN 1795). — Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi les pourparlers mirent plus d'un an à aboutir, et à quoi sont dues ces lenteurs étranges qui à la fin de 1795 firent courir à Paris le bruit d'une prochaine rupture avec l'Espagne (2). C'est que les causes qui au lendemain de Bâle poussaient Godoy vers l'alliance française n'avaient pas tardé à disparaître, et que dès l'automne le favori se demandait si ce n'était pas faire fausse route que de rechercher l'amitié de la République.

Le nouveau prince de la Paix avait bien pu être ébloui un instant par les honneurs que lui avait valus le traité de Bâle. Le peuple espagnol avait bien pu accueillir la paix avec enthousiasme, les soldats fraterniser avec leurs adversaires de la veille et crier : « Vivent l'Espagne et la République française ! » (3), il était impossible que ces sentiments fussent bien durables. Ces manifestations prouvaient seulement que la nation était lasse de la guerre. Au fond, son antipathie contre la France subsistait, décuplée par les événements de la Révolution. Sans doute, le règne réparateur de Charles III avait fait du royaume un état moderne en ce qui concernait le gouvernement, l'administration, l'armée, la marine, et dans une large mesure l'organisation religieuse, les finances, la vie économique. Mais dans sa contexture profonde l'Espagne était restée ce qu'elle était au XVII^e siècle, et même au XVI^e : un État sans grande unité, formé de régions très différentes ; une organisation sociale archaïque, avec la grande noblesse immensément riche, le clergé nombreux, puissant et influent, la classe moyenne très réduite, et la masse du peuple, pauvre et docile ; un caractère national qui présentait, à côté des plus fortes et des plus solides qualités, une tendance au fanatisme religieux, et dans les relations avec l'étranger une susceptibilité orgueilleuse, une méfiance instinctive, une hostilité latente (4). Avec la

(1) Godoy à Iriarte, 11 septembre, 22 octobre 1795 : dans MURIEL, *op. cit.*, 77, 80.

(2) AULARD, *Paris sous le Directoire*, II, rapports au ministre de l'Intérieur, 7 décembre 1795, 15 janvier, 2 février 1796.

(3) Bute à Grenville, 10 août : *Record Office*, F. O. 72, 38.

(4) Il ne saurait être question de tracer ici un tableau complet de l'Espagne à la fin du XVII^e siècle. On peut voir principalement sur ce sujet, comme ouvrages d'en-

France du Directoire, le contraste ne pouvait être plus grand. « Je sortais, dit le financier Ouvrard qui vit l'Espagne en 1804, je sortais d'un pays où toutes les traces du passé avaient disparu, où tout datait de la veille, où tout était nouveau, mœurs, lois, costumes, langue, opinion, gouvernement ; je me trouvais tout à coup transporté dans une vieille monarchie demeurée immobile au milieu du mouvement de l'Europe... Ces costumes monastiques mêlés à la population ; ces carrosses massifs semblables à ceux dans lesquels Philippe V fit son entrée, ces cavaliers équipés comme ceux que j'avais vus dans les tableaux des batailles de Louis XIV ; ces gardes wallonnes encore vêtues du costume sous lequel elles succombèrent à Rocroy ; cette étiquette minutieuse, ces traditions gothiques rendues plus rigides par la gravité espagnole, tout cela m'offrait un spectacle dont le premier aspect avait quelque chose d'imposant... C'était une représentation du XVII^e siècle, c'était l'histoire en action... » (1). Un tel pays accepterait difficilement l'alliance avec la France révolutionnaire, et à la conclure Godoy risquait de perdre la popularité que la paix lui avait value. Cet inconvénient, il est vrai, ne devait pas faire pencher la balance si réellement l'Espagne avait besoin d'un appui contre une attaque de l'Angleterre : mais de jour en jour cette attaque paraissait plus problématique.

La paix franco-espagnole avait été pour le cabinet britannique un coup fort rude, mais nullement inattendu. Dès la fin de 1794, del Campo avait exposé à Grenville, sur l'ordre de Godoy, le désir qu'avait sa cour de mettre un terme aux hostilités ; Godoy avait confirmé cette intention au ministre d'Angleterre, Jackson, le 11 février 1795, et depuis lors les avis n'avaient pas manqué au *Foreign Office* (2). Celui-ci avait essayé de retenir l'Espagne dans son

semble, ALTAMIRA, *Historia de España y de la civilización española*, t. IV (bibliographie) ; DESDEVICES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, 3 in-8° (complété par ses articles sur *Le Conseil de Castille au XVIII^e siècle*, *Les capitaines généraux des Indes espagnoles à la fin du XVIII^e siècle*, *L'Inquisition espagnole au XVIII^e siècle*) ; FITZMAURICE-KELLY, *Littérature espagnole*. Les récits de voyages en Espagne abondent vers cette époque ; on ne saurait se dispenser de citer ceux de BOURGOING et de LABORDE ; les bibliographies essentielles sont sur ce point celles de FOUCHÉ-DELBOSC, *Bibliografía de viajes por España*, FARINELLI, *Viajes por España*, BERTRAND, *Voyageurs allemands en Espagne*. Les études de détail sont nombreuses ; on trouvera l'indication des principales dans les ouvrages cités ci-dessus, dans les bibliographies d'ALMIRANTE, BALLESTER, FITZMAURICE-KELLY, GÓMEZ IMAZ, IBAÑEZ MARÍN, MARTINENCHE, SANCHEZ ALONSO etc., et dans les revues, spécialement la *Revista de Archivos*, la *Revista de Filología española* et la *Bibliografía hispanica*.

(1) OUVRARD, *Mémoires*, I, 82.

(2) Godoy à del Campo, 3 décembre 1794 (réponse le 16 janvier 1795), 7, 15 février 1795 : *Archivo de Simancas, Estado*, c. 8150. Godoy à Jackson, 11 février 1795,

alliance en adoptant à son égard une attitude plus conciliante : il lui avait promis de la tenir désormais mieux au courant des plans qu'il combinait avec l'Autriche, il avait fait des concessions sur le chapitre de Saint-Domingue, il avait donné au nouvel ambassadeur à Madrid, John Stuart, earl of Bute, l'ordre de remonter le moral de Godoy et de protester amicalement contre toute négociation avec la France (1). Mais lorsque Bute débarqua à Cadix, le 25 mai 1795, la partie était déjà perdue pour lui. Godoy lui démontra l'impossibilité militaire et financière de prolonger les hostilités et ne lui cacha pas qu'on négociait (nouvelle qui d'ailleurs revenait à l'ambassadeur britannique de tous les côtés). Bute par ailleurs put toucher du doigt toute « l'insuffisance des dirigeants de ce pays », et avoua que pour empêcher les Français d'arriver à Madrid il ne fallait compter que sur leur manque de cavalerie et sur le peu de ressources qu'ils trouveraient en Castille : « Mais il ne faut pas oublier une autre barrière, ajoutait-il : une paix honteuse » (2).

Le traité de Bâle ne surprit donc pas l'Angleterre (3), mais n'en fit pas moins sur elle une désastreuse impression (4). La réaction de l'opinion fut immédiate : on pensa (et certains espérèrent) que la guerre avec l'Espagne allait aussitôt s'ensuivre (5). De même, à Ma-

dans ROSE, *Pitt and the Great War*, 232. Jackson à Grenville, 15 avril, dans la *Cambridge Modern History of British Foreign Policy*, I, 561. Dès le 5 novembre 1794, Mallet du Pan écrivait à Malouet : « L'Espagne, battue tous les huit jours, traite aussi de son côté » ; le 22 avril, Georges III accusait réception d'un avis analogue du duc de Choiseul ; le 30 mai, l'envoyé britannique à Hambourg, Fagel, transmettait la même nouvelle venue par la Hollande : *Dropmore Papers*, III, 531, 57, 73.

(1) Les nouvelles de la prochaine défection de l'Espagne arrivèrent à Londres au moment où l'on allait lui demander un nouvel effort : Georges III à Grenville, 1^{er} décembre 1794, 18 janvier 1795 : *Dropmore Papers*, II, 648, III, 10. *Cambridge Modern History*, I, 561. ROSE, *op. cit.*, 233-235.

(2) Bute à Grenville, 11, 15, 19, 22 juillet : *Record Office*, F. O. 72, 38. Les instructions de Bute sont d'avril. C'est en février qu'on avait commencé à parler de lui pour l'ambassade de Madrid : del Campo à Godoy, 20 février 1795, *Archivo de Simancas*, c. 8150.

(3) Fox dit cependant qu'elle était tout à fait inattendue à Londres : à lord Holland, 7 août, 10 septembre *Correspondence*, III, 118, 122. Grenville apprit le 7 août cette « *deshonourable and disgraceful peace* », et Bute, à Madrid, le 8 : *Record Office*, 7, 10 août, F. O. 72, 38. Del Campo avait été informé secrètement par une dépêche de Godoy du 5 ; le 8 septembre, sa cour l'invita à faire connaître officiellement à Grenville la ratification de la paix : *Archivo de Simancas*, c. 8150.

(4) Georges III à Grenville, 3 août 1795 : « Cet exemple est un réel malheur... je crains que la Sardaigne et Naples ne suivent ce mauvais exemple... » : *Dropmore Papers*, III, 93. Fox à lord Holland, 7 août : « Elle [la paix] a fait plus de sensation que la destruction de l'armée émigrée à Quiberon elle-même » (*Correspondence*, III, 118).

(5) Fox au même, 10 septembre : *ibid.*, p. 122. Lettre du *Foreign Office* pour Berlin, 8 septembre : *Dropmore Papers*, III, 148. Barthélemy, à Bâle, pensait de même :

drid, où dès avant Bâle l'Angleterre était fort impopulaire, on s'attendait d'un jour à l'autre à voir Bute recevoir ses passeports. « Une grande aversion existe contre moi, écrivait Bute, à cause de mon long séjour à Madrid... Tous les yeux sont tournés vers moi; chaque jour, chacune de mes actions est connue et annoncée. Vais-je à la cour, on me regarde comme un ennemi qui abrite des desseins sinistres. N'y vais-je pas, c'est que je les méprise... » (1). Il était assez naturel que Godoy partageât une opinion aussi répandue et somme toute aussi logique, et qu'il crût, au lendemain de Bâle, qu'une attaque de l'Angleterre était proche et qu'il convenait de se prémunir contre elle.

Or, cette attaque ne vint pas, car le cabinet britannique voyait les choses tout autrement que l'opinion de Londres. La disette qui sévissait dans le Royaume-Uni, les émeutes, certaines craintes du côté de l'Autriche le poussaient à ce moment précis à des négociations de paix, que des hostilités avec l'Espagne eussent gênées (2). Par ailleurs, le vieil ami et allié de l'Angleterre, le Portugal, pouvait être en grand danger si l'on poussait son voisin dans le camp français. La marine espagnole était aussi une force avec laquelle il fallait sérieusement compter; bien qu'assez négligée depuis quelque temps, elle possédait, prêts à entrer en campagne, une soixantaine de vaisseaux de ligne, une cinquantaine de frégates, 115 petits bâtiments, et quelques mois plus tard Bute allait la qualifier de « *very formidable* » (3). Or le gouvernement britannique avait précisément besoin de toutes ses forces navales pour faire face à la révolte des noirs aux Antilles; la Jamaïque, Saint-Vincent, La Grenade se trouvaient dans une situation si critique que les Anglais y étaient contraints de demander l'aide des Espagnols; le *War Office* avait grand-peine à rassembler un corps expéditionnaire, qui allait débarquer là-bas au début de 1796, sous Sir Ralph Abercrombie, pour essayer d'ailleurs un lourd échec (4). Dans ces conditions, les

au Comité de Salut Public, 2 septembre, *Papiers*, VI, 130; Bute, à Madrid, également : ROSE, *op. cit.*, 237.

(1) Bute à Grenville, 19 juillet, 2, 10 septembre 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38.

(2) 21 septembre 1795, projet d'envoyer Pelham à Vienne pour tâter l'Autriche sur ses intentions de paix; 29 octobre, discours du roi favorable aux idées de paix; 8 décembre, message du trône dans le même sens. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 95-98.

(3) Sur le peu d'intérêt porté à la marine, ALCALÁ GALLIANO, *Memorias*, 21 (écho des sentiments de son père, officier de marine distingué). Etat de la marine à la fin de décembre 1795 : *Biblioteca Nacional*, mss, V*, 10.819-17. Bute à Grenville, 10 août 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 43.

(4) ROSE, *Pitt and the Great war*, 237.

instructions destinées à Bute ne pouvaient être que conciliantes. Sans doute, le cabinet de Londres était persuadé que le meilleur moyen d'éviter la guerre était encore de ne pas laisser croire à l'Espagne qu'on avait peur d'elle; aussi Bute eut-il ordre de demander des explications sur quatre points : les armements maritimes espagnols, la cession de Saint-Domingue à la France, qui était contraire au traité d'Utrecht, la neutralité espagnole, qui devait être stricte, les pourparlers d'alliance avec la France, dont l'Angleterre avait le droit d'être informée. Mais en même temps Grenville écrivait à Bute : « *It is not dubt very much for the interest of this Country to avoid a rupture with Spain under the present circumstances, as far as this can be done without the loss of honour or the abandonment of important interest.* » — « Il est très important de retarder autant que possible un événement [la guerre avec l'Espagne] qu'il est si désirable d'écarter complètement, si cela peut se faire sans sacrifier la dignité de la couronne de S. M. et les intérêts essentiels de son peuple. Et surtout il est essentiel de pouvoir prouver clairement à l'Europe que si la rupture est inévitable elle vient seulement de l'injustifiable jalousie de l'Espagne et de sa partialité injuste à l'égard de la France... *Your Excellency should manifest by the fairest and most unequivocal language the King's desire for the maintenance of Peace in a manner not inconsistent with the honour and interest of this Country* » (1).

C'était une délicate mission que Grenville confiait là à Bute. Il ne semble pas que celui-ci ait possédé les qualités diplomatiques qui eussent été nécessaires pour la remplir (2); par surcroît, il tomba malade à la fin de 1795, et pendant plusieurs semaines il dut laisser les négociations au consul britannique, Anthony Merry. Il est vrai qu'il possédait à Madrid une position assez forte : il pouvait compter

(1) Grenville à Bute, 11 octobre et fin décembre 1795, 30 janvier 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 39 et 40. Instructions dans le même sens, 3, 18 juin, 15 juillet, 9, 26 août 1796 : *ibid.*, et *Cambridge History of british foreign Policy*, I, 562, 563. On voit en même temps le représentant britannique à Gênes, Drake, se refuser au désir du commandant des forces austro-piémontaises, le baron de Vins, qui voulait saisir les vaisseaux portant du blé en Espagne; Drake recommandait à Nelson « de prendre tout le soin possible de ne pas donner de juste motif d'offense à la cour de Madrid » : Drake à Grenville, 25 août 1795, *Dropmore Papers*, III, 124-127.

(2) Il paraît avoir été raide et gourmé. L'ambassadeur de Portugal, Noronha (avec qui, il est vrai, Bute était en froid) l'accuse de ne jamais venir au *sitio* (lieu de séjour de la cour), de ne jamais s'entretenir avec ses collègues des affaires politiques et de passer son temps à la comédie sous prétexte d'apprendre l'espagnol : Noronha à Luis Pinto de Sousa, 6, 9 août 1795, dans LUZ SORIANO, *Historia da Guerra civil*, III, 213, 217.

sur l'appui du représentant du tsar, Butzov, qui avait des ordres pour le soutenir, et sur celui du parti anglophile, dont l'homme le plus en vue était l'amiral Mazarredo et auquel étaient affiliés deux ministres, celui des Finances et celui de la Guerre (1). Surtout, il avait dans son jeu un atout sur lequel au début il ne comptait peut-être guère, le désir secret de Godoy de maintenir la paix avec la Grande-Bretagne.

Dès le lendemain de Bâle, alors même qu'il poussait activement la négociation pour l'alliance française et qu'il persiflait l'ambassadeur britannique, le favori se demandait si l'on ne pourrait pas, malgré tout, rester en paix avec Londres. Il confia son désir à plusieurs diplomates, afin de le faire répéter, et il s'en ouvrit de très bonne heure à Bute lui-même (2). Dans ces conditions, les pourparlers se trouvaient grandement facilités. Bute commença par faire entendre au public qu'il n'était nullement question de rupture entre les deux cours : il loua une maison à Madrid et fit ouvertement des préparatifs pour un long séjour. Ensuite s'engagea une négociation qui allait se répéter à de multiples exemplaires pendant tout le temps que l'Espagne resta dans le camp français. Les deux partenaires, avec mille politesses, s'assuraient réciproquement de leur sincère désir de paix ; l'Anglais dépeignait les dangers que l'alliance française ferait courir à S. M. C., et Godoy confiait en échange qu'il était effectivement peu rassuré, « *that Spain was constantly on the QUI VIVE with France.* » Mais lorsque Bute demandait des explications sur les quatre points qu'avait spécifiés son cabinet, Godoy répondait de façon évasive. Il proposait de régler d'un coup toutes les difficultés en faisant signer la paix entre la Grande-Bretagne et la République sous la médiation espagnole ; mais Grenville refusa cette médiation : « Il est trop probable que cette intervention... serait employée exclusivement à notre désavantage » (fin décembre 1795). Ensuite, on parla d'échanger Gibraltar contre Saint-Domingue ; mais le commerce anglais de Madrid, consulté, poussa les hauts cris et l'on n'alla pas plus loin sur ce terrain (juin 1796). Enfin, en juillet, Bute se décida à garantir à l'Espagne ses possessions sur la base de 1790 et à promettre de lui rembourser les frais de la

(1) Grenville à Bute, 30 janvier 1796 ; Bute à Grenville, 19 juillet 1795, 24 février 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 38 et 40.

(2) Godoy fit ses confidences au ministre de Prusse, Sandoz-Rollin, et au prince de Nassau, de passage à Madrid : Bute à Grenville, 2, 10, 14 septembre 1795, *Record Office*, F. O. 72, 38.

guerre, si elle rompait avec la France (1). Mais il était trop tard. — Il n'est pas certain du tout que Godoy ait pris très au sérieux ces négociations. Mais elles lui démontraient qu'il s'était trompé en redoutant, au lendemain de Bâle, des représailles anglaises, et qu'il n'était donc pas indispensable à la sûreté de l'Espagne d'aller jusqu'à une alliance offensive et défensive avec la France. On comprend dès lors que les pourparlers avec la République aient subi au cours de l'hiver 1795-1796 un temps d'arrêt si prononcé, et que, lorsqu'ils reprirent, ils aient progressé avec tant de lenteurs et de cahots. Car ils devaient reprendre : la situation évoluait, à Madrid comme en Europe, et tout rassuré qu'il fût du côté de l'Angleterre, le prince de la Paix devait sentir néanmoins le besoin d'un appui.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS D'ALLIANCE. — Sa position à la cour n'était pas aussi solide qu'on aurait pu le croire. Dès la fin d'octobre 1795, on notait un refroidissement sensible entre le roi et lui ; Charles IV aurait dit alors de son favori : « Ce petit seigneur ne fera pas longtemps le grand seigneur. » La reine aurait contracté à cette époque une nouvelle liaison. Une intrigue se nouait, montée par le nouvel archevêque de Séville, Antonio Despuig y Dameto, par le ministre de la marine, Valdés, par la veuve d'un général connu, mort en 1794, O'Reilly, enfin par la marquise de Matallana, veuve de l'ancien ministre d'Espagne à Venise, qui était peut-être poussée par la cour de Naples ; il s'agissait, paraît-il, de remplacer Godoy dans la faveur de la reine par un marin sicilien au service de l'Espagne, Malaspina, qui venait de se signaler par un hardi voyage d'exploration dans la baie de Behring. Le prince de la Paix découvrit le complot en novembre : Valdés fut aussitôt remplacé au ministère par Varela et envoyé en disgrâce, la marquise de Matallana exilée en Italie, Malaspina et son confident, le Père Gil, arrêtés et

(1) Grenville à Bute, fin décembre 1795 ; Bute à Grenville, 2 septembre, 21, 28 octobre 1795, 2 avril 1796, 25 juin ; Merry au même, 25 novembre, 11, 30 décembre 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38, 39, 41. Noronha à Pinto de Sousa, 25 septembre 1795 : dans LUZ SORIANO, *op. cit.*, III, 233. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 241. *Cambridge history of british foreign Policy*, I, 563, 241. En même temps qu'elle proposait sa médiation à l'Angleterre, l'Espagne l'offrait à l'Autriche (novembre 1795), et elle échouait de ce côté également : ROSE, *France and the first Coalition*, 289.

emprisonnés (1). Godoy triomphait donc, mais l'alerte avait dû être chaude. Dès lors, il était naturel qu'il comprît la nécessité d'un appui, et il ne pouvait guère le chercher que dans la République. Sans doute, il n'allait pas jusqu'à croire que, comme il le déclarait à l'ambassadeur de France, Pérignon, « *sa cabeça [sic]*, sa tête ne tiendrait pas à l'instant où la République serait renversée. » Et il exagérait un peu lorsqu'il assurait qu'en cas de restauration monarchique en France « sa tête tomberait aux pieds du Charles XI français » (2). Mais enfin il paraît hors de doute que le complot Malaspina le porta nettement vers l'alliance avec le Directoire, et réchauffa un zèle qui à la fin de 1795 s'était beaucoup refroidi.

Les succès de Bonaparte en Italie contribuaient largement, eux aussi, à ramener Godoy à l'amitié française. Le traité de Paris avec la Sardaigne est du 15 mai 1796, l'armistice avec le duc de Parme est du 9, celui avec le duc de Modène du 17, celui avec le Saint-Siège du 23 juin. Or, toutes ces victoires remportées en Italie ne faisaient pas que rehausser le prestige de la République en Espagne : elles incitaient plus fortement encore le cabinet de Madrid à se rapprocher de la France. En effet, S. M. C. prenait un intérêt tout particulier au sort du pape ; le traité de Bâle avait stipulé que toute négociation avec lui se ferait sous la médiation espagnole (3) : il était visible que le moment approchait où cette médiation serait invoquée, et elle serait d'autant plus efficace que les relations entre Paris et Madrid seraient meilleures (4). Les affaires de Parme préoccupaient plus vivement encore les souverains espagnols, (*los Reyes*,

(1) On répandit naturellement sur cette affaire les détails les plus corsés, que le secrétaire d'ambassade français, Mangourit, ne manqua point de recueillir un peu plus tard (A. E., *Esp.*, v. 639, f. 412 ; v. 641, f. 282). Mais sur le fond sa version est d'accord avec celles du ministre russe Butzov (dans TRATCHEVSKI, *L'Espagne à l'époque de la Révolution française*, 43), de Bute et de Merry (à Grenville, 31 octobre, 7, 17 novembre, 11 décembre 1795, *Record Office*, F. O. 72, 39), avec les *Memorias* de Pizarro, qui était alors *oficial* à la *Secretaría de Estado* (I, 114) et avec deux lettres de Marie-Caroline à Gallo sur le complot et sur « la pauvre Matallana » (25 novembre 1795, 10 janvier 1796, *reservatissima* : *Correspondance*, I, 332, 355).

(2) Mangourit, secrétaire de l'ambassade française, à Delacroix, ministre des Relations Extérieures, 14, 23 avril, 20, 24 mai 1796 : A. E., *Esp.*, v. 639, f. 412, 463 ; v. 640, f. 169, 203. Cf. LA REVEILLÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*, II, 252 : « Godoy affectait souvent de dire, et ce n'était pas sans fondement, que son existence politique tenait à l'existence de la République en France. » GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 235.

(3) Iriarte avait même demandé à la France de déclarer qu'elle n'était en guerre ni avec le duc de Parme ni avec le pape : instructions à Pérignon, 29 janvier 1796, A. E., *Esp.*, v. 639, f. 96.

(4) La médiation de l'Espagne venait d'être demandée également par Gênes : Godoy à del Campo, 11 avril 1796, A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 4005.

selon l'expression castillane). L'armistice de Plaisance, que Bonaparte avait imposé au duc de Parme le 9 mai 1796, n'était pas des plus rigoureux : une indemnité de deux millions de livres, des fournitures et vingt tableaux, dont le *Saint Jérôme* du Corrège. Mais Ferdinand de Parme était à la fois le cousin de Charles IV et le frère de la reine ; de plus, son fils Louis avait épousé en août 1795 une des filles des souverains espagnols, Marie-Louise : aussi Godoy veillait-il avec grand soin aux intérêts parmesans et se tenait-il très exactement au courant des affaires d'Italie (1). Sitôt que parvint à Madrid la nouvelle de l'armistice de Plaisance, la reine trouva encore trop dures les conditions imposées à son frère, elle battit froid le prince de la Paix et celui-ci, afin de maintenir sa faveur, s'empressa d'agir énergiquement en faveur de Parme. Il ordonna à l'ambassadeur espagnol à Paris, del Campo, de protester contre les conditions qu'on avait faites au duc, et lui envoya les pleins pouvoirs nécessaires pour interposer sa médiation (24 mai). Mais le Directoire savait l'importance que les Bourbons d'Espagne attachaient à leurs intérêts de famille en Italie, et combien était précieux le gage dont ses armées venaient de s'emparer. Avant même qu'on connût l'armistice de Plaisance, il avait reçu de del Campo des instances pressantes en faveur de Parme ; il avait répondu de façon peu favorable, mais en même temps il avait fait assurer à Godoy (8 mai 1796) qu'on ménagerait le duc et même qu'à la paix on songerait à l'agrandir ; en échange, il avait obtenu une promesse des plus intéressantes, et qui était un grand pas vers l'alliance : celle que si l'escadre française de Richery, bloquée en ce moment à Cadix, mettait à la voile, elle serait escortée et au besoin protégée par la flotte espagnole (2). Aussi lorsque les Directeurs reçurent les nouvelles instances que fit del Campo, soit de son propre mouvement au lendemain de l'armistice de Plaisance, soit sur les ordres de Godoy, ils se gardèrent bien d'accorder trop vite satisfaction à

(1) Dès le 22 décembre 1795 il avait demandé que les troupes françaises menaçaissent Parme, et il renouvela sa demande le 12 mars 1796 : à Dhermand, A. E., *Esp.*, v. 639, f. 87. Sur le service de renseignements de Godoy en Italie, Mangourit à Delacroix, 2, 3 mai 1796 : *ibid.*, v. 640, f. 25 et A. N., AF III, 62.

(2) Richery, sorti de Toulon le 14 septembre avec 7 vaisseaux et 3 frégates, avait été bloqué à Cadix où il était entré pour se ravitailler. — Bute à Grenville, 25, 29 mai 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 41. Del Campo au Directoire, 5 mai, et à Godoy, le 8 ; Godoy à del Campo, le 23 ; pleins pouvoirs du 24 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 4005. Le Directoire à Delacroix, 8 mai : *Recueil des Actes du Directoire*, II, 338. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 238. Sur les négociations de l'armistice de Parme et le rôle qu'y jouèrent les négociateurs espagnols Valdeparaiso et Cardí, cf. BEDARIDA, *Les premiers Bourbons de Parme et l'Espagne*, 166-169.

l'Espagne ; d'ailleurs, les directives qu'ils auraient pu donner sur ce point n'eussent guère été observées par Bonaparte, qui déjà ne suivait plus en Italie que sa propre politique (1). L'affaire de Parme demeura donc en réserve, comme un moyen d'action puissant pour conduire l'Espagne à l'alliance. C'est ainsi que dès la paix de Bâle apparaît le lien étroit qui unira jusqu'en 1807 les politiques française et italienne de la cour de Madrid, et que l'on voit S. M. C., afin de ménager ses intérêts dynastiques en Italie, faire à la France les concessions les plus essentielles et souvent les moins favorables à la politique espagnole.

C'est une conduite assez analogue que Godoy suivait dans les affaires de Portugal. Là aussi se posait en effet la question dynastique. Le trône de Sa Majesté Très Fidèle était occupé par la reine Marie, veuve depuis 1785 de Pierre III. Mais comme elle donnait des signes de plus en plus manifestes de démence, les affaires étaient menées par son fils le prince Jean, qui allait du reste être proclamé régent le 15 juillet 1799. Or le prince était gendre du roi d'Espagne, dont il avait épousé en 1785 la fille aînée, Charlotte (2). Tel était le lien de famille qui portait les *Reyes* et leur favori à tirer le Portugal de la situation fort embarrassante où il se trouvait : et cela ne pouvait se faire que par le bon vouloir de la France. Le Portugal s'était joint à la coalition et avait envoyé un corps de troupes coopérer avec l'armée espagnole de Roussillon. Cela n'empêcha pas Godoy de négocier avec la République et de conclure la paix avec elle en cachette de l'ambassadeur de S. M. T. F. à Madrid, Noronha. Il ne daigna même pas informer de la paix de Bâle le cabinet portugais, qui ne l'apprit que par son ministre à Londres et par celui de l'Angleterre à Lisbonne. Le Portugal restait dès lors dans une position très pénible, « entre l'enclume et le marteau », selon l'expression de son nouveau chargé d'affaires à Madrid, Carvalho : d'une part il ne pouvait se soustraire à l'emprise de l'Angleterre, qui tenait Lisbonne sous la coupe de ses escadres et de ses troupes de débarquement, qui contrôlait le ravitaillement en blé du royaume et qui possédait partout des amis nombreux et très influents ; mais de l'autre il voyait bien que la paix entre la France et l'Espagne, et bientôt peut-être leur alliance, le mettait à la merci des armées républicai-

(1) Del Campo au Directoire, 20 mai 1796, et à Godoy, le 27 ; Godoy à del Campo, 6 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 4005.

(2) En même temps que Jean épousait Carlota Joaquina, sa sœur Maria Ana Victoria épousait le troisième fils de Charles III, Gabriel, qui mourut en 1788.

nes (1). Sans doute, il pouvait espérer que Charles IV ne se prêterait jamais à une guerre contre son gendre : mais enfin le plus sûr était encore de faire la paix avec le Directoire, à des conditions que l'Angleterre pût accepter. Pour cela il fallait la médiation espagnole. Elle avait été stipulée dans le traité de Bâle. Il est vrai qu'au lendemain de la paix Godoy parut s'en soucier assez peu, et traita même le Portugal de façon plutôt cavalière, mais une occasion se présenta bientôt au prince Jean de se concilier le tout-puissant favori. Après le complot Malaspina, la cour d'Espagne avait entrepris un voyage, qui dura du 4 janvier au 22 mars 1796, dans les provinces méridionales du royaume. Elle devait passer à proximité de la frontière portugaise, et une entrevue fut ménagée à Badajoz entre les *Reyes* et les princes portugais : ces derniers profitèrent de la circonstance pour combler Godoy de faveurs, et le résultat fut que sitôt rentré à Aranjuez, le 4 avril, le prince de la Paix écrivit à Paris : « S. M. recevra avec plaisir tout ce qu'on la priera de transmettre à la cour de Lisbonne, étant entendu que celle-ci ne se regarde pas comme en état de guerre avec la République Française, et ne veut pas être en guerre avec elle » (2). Dès lors, la paix avec le Portugal fut un des principaux sujets de discussion entre le prince et l'ambassadeur Pérignon, à qui avait été renvoyée la négociation de l'affaire. Les thèses étaient on ne peut plus opposées, S. M. T. F. ayant commencé par proposer des indemnités réciproques, et la France par lui en réclamer une de 25 millions de livres, sans compter l'extension de la Guyane jusqu'à l'Amazone. Godoy feignait par moments d'incliner à une expédition sur Lisbonne que Pérignon désirait vivement, mais dans l'ensemble il laissait bien voir combien les intérêts du Portugal lui étaient à cœur. Le Directoire songea naturellement à exploiter cette tendance, il se montra peu enclin aux concessions, les pourparlers traînèrent (3), et le favori dut se rendre compte qu'il fallait en arriver à l'alliance française si l'on voulait espérer que la

(1) Sur la dissimulation de Godoy envers le Portugal au moment de la paix de Bâle, voir les dépêches de Noronha à sa cour dans LUZ SORIANO, *Historia da Guerra civil*, III, 213-217 et I, 594-598. Bute à Grenville, 7 novembre 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 39.

(2) Sur les sentiments de Charles IV, témoignage de Bourgoing dans SYBEL, *Geschichte Europas*, V, 37. LUZ SORIANO, *op. cit.*, II, 52 et III, 233. Sur le voyage à Séville, destiné à affermir le pouvoir de Godoy en écartant ses rivaux, PIZARRO (témoin oculaire), *Memorias*, I, 110. Godoy reçut du Portugal la Grand-Croix de l'ordre du Christ, et, dit-on (Alquier à Talleyrand, 20 août 1800, A. E., *Esp.*, v. 659, f. 336), 3 millions en diamants et en or.

(3) Godoy à del Campo, 4 avril 1796 ; réponse du 18 : *A. Histórico N., Estado*, c. 4005. LUZ SORIANO, *op. cit.*, III, 244, 251, 259, 286. Sur la négociation à Madrid, A.

République eût quelques ménagements pour le gendre de S. M. C.

Enfin, à partir du printemps de 1796, les relations de l'Espagne avec l'Angleterre devinrent telles que la cour de Madrid se trouva par là encore poussée du côté de la France. Le cabinet britannique voulait la paix avec l'Espagne, mais il ne croyait pas que le meilleur moyen de la maintenir fût une attitude de résignation obstinée. Précisément, il avait des motifs de plainte nombreux. Les autorités de Madrid exerçaient diverses vexations à propos des héritages que laissaient les sujets anglais de religion protestante décédés dans cette ville. Les corsaires français emmenaient leurs prises dans les ports espagnols et les y vendaient sans rencontrer d'empêchements. L'escadre de Richery faisait à Cadix un séjour d'une longueur excessive. Godoy cherchait à ressusciter l'ancienne neutralité armée et négociait dans ce sens avec la Suède et le Danemark, aidé par le ministre suédois, le baron d'Ehrensvert. Grenville recommandait donc à Bute « de ne cesser ni relâcher en aucune manière » l'énergie de ses représentations, et Bute s'y employait, tantôt sur le mode amical, tantôt sur le mode cassant (1) — ce qui n'était pas pour augmenter l'attrait des propositions d'alliance qu'il faisait en même temps.

Il est vrai que Godoy pouvait lui présenter en contre-partie un tableau imposant de griefs espagnols contre l'Angleterre. Le plus grave peut-être à ses yeux était qu'il soupçonnait le cabinet de Londres d'avoir trempé dans les intrigues dirigées contre sa faveur et dans des émeutes qui avaient été organisées à Madrid contre lui. Il constatait que ses ennemis étaient en même temps les chefs du parti britannique : le duc d'Osuna, un des plus grands seigneurs du royaume, homme fort cultivé, et que son ambition faisait surnommer *le duc d'Orléans d'Espagne*, sa femme, gracieuse et intelligente, sa belle-fille, la marquise de Peñafiel (2). Dès lors, il était naturel que Godoy se méfiât des offres de paix de l'Angleterre, et qu'il la soupçonnât de jouer double jeu. Il lui revenait de Londres qu'une

E., principalement *Esp.*, v. 640, f. 191 ; v. 641, f. 434-439 ; *Port.*, v. 9 supplément, f. 18 (mai-août 1796). Le Portugal avait fait des ouvertures à Paris dès mai 1795, sans succès : GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 244.

(1) Grenville à Bute, 8, 22, 30 et ? janvier 1796, 3 juin et 4 lettres du 9 août, avec une longue liste de griefs britanniques ; Bute à Grenville, 21 janvier, 6 mars, 27 avril, et sa correspondance avec Godoy jointe : *Record Office*, F. O. 72, 40, 41, 43. *Cambridge Modern History of the british foreign Policy*, I, 562. ROSE, *Pitt and the Great War*, 242.

(2) Bute à Grenville, 2 avril 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 41. Mangourit à Delacroix, 27 mai : A. E., *Esp.*, v. 640, f. 237.

grande expédition s'organisait : c'était celle destinée à écraser la révolte noire aux Antilles, mais le prince de la Paix la croyait montée contre l'Amérique espagnole et il ne cachait pas ses soupçons à l'ambassadeur anglais (1). Il lui adressait également des représentations sur la contrebande, sur la conduite des corsaires britanniques qui infestaient les côtes du royaume et ne respectaient même pas le pavillon espagnol (2). Surtout, les affaires de l'ambassade espagnole à Londres lui fournissaient d'innombrables motifs de plainte. Le marquis del Campo, qui occupait le poste quand les deux pays étaient alliés, et qu'on eût pu croire anglophile en raison de ses alliances anglaises, n'avait cessé au contraire, depuis 1794, de dénoncer les vues égoïstes de la Grande-Bretagne et de tendre les rapports (3). Son successeur, le marquis Simón de Las Casas, arrivé à Londres le 8 octobre 1795, fut moins conciliant encore. Il est vrai que, se présentant quelques semaines après la paix de Bâle, il trouva un accueil naturellement assez froid, même chez le roi et les ministres. Il s'en plaignit à Godoy, qui transmit ses plaintes à Bute. Las Casas commençait en même temps l'interminable série de ses notes sur les abus dont se rendaient coupables les vaisseaux anglais. Un incident vint lui permettre de corser ses réclamations : il découvrit qu'à Birmingham on fabriquait de fausses piastres fortes espagnoles, avec des procédés très perfectionnés ; il considéra que la responsabilité du gouvernement anglais se trouvait très gravement engagée, et fit des représentations en conséquence. Enfin, pendant l'été de 1796, une lourde maladresse d'un fonctionnaire londonien vint lui donner le beau rôle : Las Casas fut arrêté par la police, lui, ambassadeur de S. M. C., sur un *writ*, ou mandat de prise de corps, que le tribunal de *Common Pleas* avait lancé contre lui sous prétexte qu'il refusait de payer une petite somme que lui réclamait le capitaine d'un navire marchand. Grenville dut avouer (10 août) que c'était

(1) Del Campo à Godoy, 3 juin, 18 septembre 1795 : *Archivo de Simancas*, c. 8150. Merry à Grenville, 30 décembre 1795 ; Bute au même, 18 mai 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 39 et 41.

(2) Rapport de Roquesante, consul français à Alicante, 11 juin 1796 : A. N., AF III, 62. Nombreuses notes sur ce sujet des ambassadeurs espagnols à Londres, del Campo, puis Las Casas, au *Record Office*, F. O. 72, 38, 39 et 44 (résumé des plaintes espagnoles joint aux dépêches de Grenville du 9 août), ainsi qu'à l'*Archivo de Simancas*, c. 8154 et 8160 (particulièrement sur l'affaire de vaisseaux espagnols capturés par des pirates corses portant pavillon anglais).

(3) Del Campo à Godoy, *passim*, en particulier 15 août 1794 : *Archivo de Simancas*, c. 8150. Cf. Noronha à Pinto de Sousa, 1^{er} janvier 1793 : « Le caractère de del Campo n'est rien moins que sûr » : dans LUZ SORIANO, *Historia da guerra civil*, III, 113. ROSE, *op. cit.*, 233.

là un attentat contre les privilèges des ambassadeurs, mais il se refusa à donner la satisfaction exigée. Las Casas demanda ses passeports (30 août), qui lui furent envoyés le 3 septembre 1796 (1). A cette date, l'alliance franco-espagnole était déjà faite, et depuis quelque temps les bruits de guerre anglo-espagnole devenaient chaque jours plus forts (2). — C'étaient donc des griefs assez sérieux que ceux que Godoy avait contre l'Angleterre, et il est probable que tous ces froissements, ravivant les ressentiments qui avaient déjà poussé le favori à la paix de Bâle, ne furent pas étrangers à la conclusion de l'alliance avec la République (3).

L'ALLIANCE DE SAINT-ILDEFONSE (18 AOÛT 1796). — Plus encore que la Convention, le Directoire tenait à l'alliance espagnole. « Nous avons de si grandes négociations à entamer avec l'Espagne, disait Reubell, des intérêts si majeurs à discuter, qu'on ne saurait trop tôt préparer les voies qui tendent au but principal : une alliance étroite basée sur les intérêts réciproques des deux nations. » A vouloir faire revivre ainsi l'ancien Pacte de Famille établi par Choiseul en 1761, le Directoire avait des raisons de politique générale, qui apparaissent dans son « grand dessein » du 7 thermidor an 4, et il avait aussi des raisons particulières et d'opportunité. Il espérait faire cesser par là l'état de guerre économique qui persistait malgré le traité de Bâle. Ayant résolu de pousser avec vigueur les opérations en Italie, il lui était nécessaire de s'assurer en Méditerranée une prépondérance que seul l'appui de la flotte espagnole pouvait lui donner. Envisageant l'éventualité de négociations avec l'An-

(1) Del Campo et Las Casas à leur cour, *Archivo de Simancas, passim*, particulièrement 10 juillet 1796, 18 décembre 1795, 6 avril, juin 1796 ; à Grenville, 22 septembre, 3 octobre 1795 ; Godoy aux ambassadeurs, 6 juillet, 3, 17 août 1796 ; Grenville à Las Casas, 10, 20 août, 5 septembre 1796 : c. 8154 et 8160. Godoy à Bute, 22 novembre 1795 ; correspondance Las Casas-Grenville sur l'affaire du *writ*, août-septembre 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 39, 41 et 43. Il y avait eu quelque temps auparavant une affaire analogue à celle du *writ* : Las Heras, consul général d'Espagne à Londres, avait été arrêté et incarcéré à New Gate, ce qui provoqua de violentes réclamations de l'ambassade.

(2) Wickham à Grenville, 20 mars, 8 avril 1796 : *Correspondence*, I, 319, 337. Pitt au même, 23 juin : *Dropmore Papers*, III, 214. Rapports du bureau central de police, 25, 26 août, 1^{er}, 7 septembre : dans AULARD, *Paris sous le Directoire*, III.

(3) Bute à Grenville, 8 juin 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 41. Bute signalait aussi comme causes de l'éloignement de Godoy pour l'Angleterre le mauvais état des finances britanniques et le bruit rapporté par Onis, ministre d'Espagne à Saint-Petersbourg, que la Russie était défavorablement disposée à l'égard de l'Angleterre : au même, 10 mai, *ibid.*

gleterre, il désirait enfin obtenir de S. M. C. la cession de la Louisiane qui lui serait ensuite une précieuse monnaie d'échange. Les instructions qui furent dressées le 31 décembre 1795 pour le général Pérignon, nommé ambassadeur à Madrid, et qui furent complétées en mars 1796, prévoyaient donc une étroite collaboration entre les deux pays aux points de vue économique, militaire, naval, diplomatique, et la cession de la Louisiane en échange de promesses sur Gibraltar (1).

Pérignon venait précisément de se distinguer contre les Espagnols, au cours de la campagne de Catalogne. Il ne manquait pas des qualités extérieures requises : « De bonnes manières et de l'usage, sans prétention, affectant entièrement le genre militaire », dit son collègue et adversaire Bute (2). Il possédait aussi de la finesse et de la pénétration, et se tira honorablement de négociations qui furent particulièrement longues, fuyantes et entortillées. Le point de vue de Godoy était en effet très loin de celui du Directoire. Il désirait sauvegarder les intérêts dynastiques de ses souverains à Parme et en Portugal et n'était nullement disposé à céder la Louisiane contre de simples promesses ; quant à l'Angleterre, il avait trouvé le biais de se venger d'elle et de se protéger contre son ressentiment possible en s'alliant à la France, mais aussi de mettre à profit ses intentions pacifiques en réduisant cette alliance à être purement défensive (3). Toute la souplesse du favori n'était pas de trop pour réaliser un pareil programme.

Il est fort possible qu'à côté de la négociation officielle avec Pérignon se soient déroulés des pourparlers occultes. Avant l'arrivée de l'ambassadeur, Godoy avait entamé des conversations avec le consul général de France à Madrid, Dhermand, qui avait rejoint son poste le 23 novembre 1795. D'après le consul anglais, Merry, le prince de la Paix aurait eu aussi, à la fin de 1795, des tractations avec le commissaire français chargé de la cession de Saint-Domingue, Roume : il aurait été question d'échanger la Louisiane contre Saint-Domingue (4). Enfin, des intrigues obscures

(1) Rapport de Reubell au Directoire, non daté (début de 1796) : A. N., AF III 63, 3^e d. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 189-195, 231-237. Sur la nomination de Pérignon au poste de Madrid, *ibid.*, p. 82. Cf. aussi *Actes du Directoire*, I, 128, 133, 413, 507, 819-828, et A. E., *Esp.*, v. 18 supplément, f. 16.

(2) A Grenville, 27 avril 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 41.

(3) SYBEL, *Geschichte Europas*, IV, 207. Pérignon à Delacroix, 27 juin 1796 : A. E., *Esp.*, v. 641, f. 81.

(4) GUYOT, *op. cit.*, 235. Merry à Grenville, 25 novembre, 30 décembre 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 39.

furent nouées à Paris même, par l'intermédiaire du parti francophile de Madrid. Ce parti était mené par les O'Reilly, par un diplomate employé dans les dernières négociations de paix, le marquis d'Iranda, et surtout par Cabarrus. Né à Bayonne, mais naturalisé Espagnol, Cabarrus avait joué un rôle important à la fin du règne de Charles III et au début de celui de Charles IV. Doué d'une grande facilité de travail, de beaucoup d'esprit et d'une intelligence très vive, orientée particulièrement vers les affaires financières, il avait été en 1782 un des fondateurs de la grande banque Saint-Charles, puis en 1785 de la Compagnie de commerce des Philippines. Disgracié en 1790, rentré en faveur en 1792, il aspirait à jouer un rôle politique, et il intriguait à Paris par l'intermédiaire de Tallien, qui avait épousé sa fille Teresa. C'est par Tallien que des tractations auraient été menées avec le Directoire au début de 1796 ; plus tard, il aurait été question de faire nommer Tallien consul général à Madrid, afin de poursuivre l'intrigue plus commodément. Le plan aurait été troublé par la vigilance de Carnot et par l'arrestation des Babouvistes (mai 1796), qui marqua un recul pour le parti de Tallien, mais les pourparlers auraient continué en Espagne même par l'intermédiaire de Roquesante, consul de France à Cadix, et se seraient poursuivis longtemps parallèlement à ceux de Pérignon. Tout cela est peu sûr et peu clair (1), mais le fait de l'existence de négociations occultes à côté des officielles ne semble guère douteux.

D'ailleurs, l'ambassade française elle-même menait la négociation en partie double, car Pérignon était pourvu de deux secrétaires, Michel-Ange de Mangourit du Champ-Duguet et Champigny-Aubin, dont le premier surtout, remuant et intrigant, n'hésitait pas à passer par-dessus la tête de son chef et au besoin à mener une politique opposée à la sienne. Godoy en profitait naturellement, ainsi que de l'influence qu'il avait réussi à prendre sur l'ambassadeur par ses politesses, ses marques de confiance et l'accueil extraordinairement chaleureux qu'il lui avait fait réserver lors de son arrivée

(1) Sur le parti français à Madrid, Bute à Grenville, 10 mai 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 41. Sur ces négociations, on ne possède guère que les rapports des espions de Wickham à Paris, transmis par lui à Grenville, les 18 et 30 juin, 18 et 21 juillet 1796 (*Correspondence*, I, 379, 388, 427, 429) : cette source est donc fort suspecte. A noter toutefois l'éloge assez inattendu que Godoy fait de M^{me} Tallien dans ses *Mémoires* (I, 285), et une dépêche de Roquesante à Delacroix, le 10 avril 1796 (A. N., AF III, 62), d'où il résulte que Roquesante avait fait récemment un voyage à Madrid pour voir Godoy et était en bonnes relations avec lui. Sur Cabarrus et la banque Saint-Charles, cf. ROUSSEAU, *Charles III*, II, 300.

à Madrid (1). C'étaient là des manifestations qui ne lui coûtaient pas cher, non plus que d'échanger quelques courtoisies avec les Directeurs, de prendre quelques mesures contre les émigrés et d'assurer fréquemment à Pérignon qu'il repoussait avec une énergie sans pareille les avances de la Russie et de l'Angleterre (2). Les négociations sérieuses avançaient cependant, mais avec lenteur. Le Directoire se montrait exigeant, comptant sans doute sur le moyen d'action que l'occupation de Parme lui donnait sur les souverains espagnols : on a vu qu'il ne manquait pas de l'utiliser, et le 26 juillet 1796 encore il fit des promesses sur ce point. Mais il alla trop loin ; il repoussa un projet sur lequel on s'était mis d'accord à Madrid le 27 juin, parce qu'il ne portait pas la cession de la Louisiane, et Godoy en prit prétexte pour enterrer définitivement cette question. C'était déjà un résultat, il est vrai, que de lui avoir arraché une alliance non seulement défensive, mais aussi offensive : ce dernier point pouvait être regardé comme acquis depuis que les escadres espagnoles, fortes de vingt vaisseaux et huit frégates, avaient escorté au sortir de Cadix les navires de Richery, tenant en respect l'amiral anglais Mann, qui bloquait le port (2 août 1796) (3). Bute n'avait plus pu douter que la rupture fût proche. Depuis quelque temps déjà il voyait les Espagnols armer à force Cadix, et c'est sans conviction qu'il continuait à faire à Godoy des offres d'alliance. Dans ses dépêches à Grenville il exhalait sa colère et son dépit : « Je regrette que la bonne entente n'ait pas été rétablie avec la France, et l'indemnité pour l'Angleterre prise aux dépens des possessions espagnoles » (4).

(1) Sur la cordialité de leurs rapports, Dhermand à Delacroix, 14 avril 1796 : A. E., *Esp.*, v. 639, f. 386 ; Mangourit au même, 22, 23 avril, 24 mai, 13 août : *ibid.*, f. 461, 463 ; v. 640, f. 203 ; v. 642, f. 11 ; Pérignon au même, 26 avril, 16 mai : *ibid.*, v. 639, f. 491 et v. 640, f. 138. Sur Mangourit, Champigny et l'entourage de Pérignon, GUYOT, *op. cit.*, 234.

(2) GUYOT, p. 241 ; Mangourit à Delacroix, 23 avril : A. E., *Esp.*, v. 639, f. 465 ; Pérignon au même, 9 juillet : *ibid.*, v. 641, f. 208. Godoy envoyait de la quinine à l'armée d'Italie (dont une partie fut volée : Bonaparte au Directoire, 12 octobre, *Corr.*, 1088) et faisait prêter 500.000 francs à Richery ; les Directeurs en retour permettaient l'extraction de 24 juments normandes pour les haras du favori : *Actes du Directoire*, 24 juin, 13 juillet, II, 707, et III, 83 ; del Campo à Godoy, 12 juin : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 4005.

(3) Pérignon à Godoy, 15 mai 1796 ; Richery à Pérignon, le 10 ; état des flottes au 3 août : A. E., *Esp.*, v. 640, f. 125, 161 ; v. 641, f. 425. — Richery se rendit à Terre-Neuve, où il fit beaucoup de mal aux Anglais : ROSE, *Pitt and the Great War*, 243.

(4) Sur les assurances tranquilisantes de Godoy à Bute, Bute à Grenville, *passim*, surtout 2 avril et 29 mai ; sur les inquiétudes de Bute, 18 mai, 8, 22 juin, 27 juillet, 2, 19 août : *Record Office*, F. O. 72, 41 et 43.

La dernière main fut mise aux articles du traité par Pérignon, Iranda et Villafrani, premier *oficial* de la secrétairerie d'État. L'alliance franco-espagnole fut signée à Saint-Ildefonse le 19 août 1796. Elle portait que pour la guerre en cours les forces des deux pays collaboreraient entièrement. On sommerait en commun le Portugal de fermer ses ports aux vaisseaux britanniques. La paix avec l'Angleterre ne se ferait en aucun cas séparément, et les deux puissances se portaient mutuellement garantes de toutes leurs possessions. Enfin, au cours des guerres à venir, elles s'aideraient réciproquement par un secours de 24.000 hommes et 25 vaisseaux (1).

Le Directoire avait donc atteint son but essentiel, la coopération des escadres espagnoles. En revanche, il n'avait pas obtenu la Louisiane, cette monnaie d'échange qui eût été si utile le jour de la pacification générale. Bien plus, cette pacification allait être rendue plus difficile par la garantie accordée aux possessions de S. M. C. : cette clause du traité pèsera sur toute la politique extérieure du Directoire. Jointe à celle sur le Portugal, elle influera également sur la diplomatie de Bonaparte jusqu'à la paix d'Amiens. Celle qui promettait des secours en cas de nouvelle guerre déterminera l'orientation des rapports franco-espagnols lorsqu'après la courte trêve d'Amiens la grande lutte reprendra entre la France et l'Angleterre. Enfin, le principe même de l'alliance sera jusqu'en 1807 à la base de la politique espagnole de Napoléon.

III

LES GRIEFS DE GODOY CONTRE LE DIRECTOIRE

Lorsqu'après le 18 brumaire Bonaparte prit en mains la direction des affaires extérieures françaises, il se trouva, en ce qui concernait l'Espagne, en présence de deux faits essentiels. L'un était l'alliance de Saint-Ildefonse, et l'on vient de dire qu'elle fut le fondement de sa politique espagnole jusqu'en 1807. L'autre consistait dans les

(1) Pour le détail de cette négociation, voir GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 235-246. On trouve des détails intéressants sur l'ambassade de Pérignon (surtout après l'alliance) dans DRY, *Soldats ambassadeurs sous le Directoire*, I, 105-224. Bute à Grenville, 10 septembre 1796: *Record Office*, F. O. 72, 44.

sentiments de Godoy vis-à-vis de la France, dans ce mélange de crainte et de défiance qui dirigera la politique française du favori de 1800 à 1804, et qu'avaient fait naître en lui ses rapports avec le Directoire. La nécessité d'expliquer ce deuxième facteur amène donc à étudier dans leurs grandes lignes les relations que le prince de la Paix entretenait personnellement, de 1796 à sa chute (mars 1798), avec son nouvel allié.

L'ALLIANCE FRANÇAISE ET LES AFFAIRES INTÉRIEURES ESPAGNOLES. — L'alliance française procura effectivement à Godoy une partie des avantages personnels qu'il en avait escomptés : elle lui fut un appui contre ses ennemis de l'intérieur. Le nombre de ceux-ci croissait, car le clergé, l'Inquisition et ce que le favori appelait « le parti cagot » se déclaraient contre l'homme qui avait signé l'alliance avec la France révolutionnaire ; le désaccord entre le prince de la Paix et le nonce devint même public, et le *Moniteur* publia leur correspondance, qui était des plus aigres (1). Le roi, malade, attristé par les malheurs du pape, n'appuyait guère son ministre ; la reine, dont Godoy provoquait publiquement la jalousie, se tournait contre lui. Mais le favori sut persuader à tous qu'il était soutenu par la France, et il put ainsi repousser l'attaque. Ses trois principaux ennemis, l'archevêque de Séville, Despuig, celui de Tolède, qui était Inquisiteur général, Lorenzana, et celui de Séleucie, confesseur de la Reine, Rafael de Muzquiz, furent éloignés d'Espagne par une mission auprès de Pie VI et mis ainsi hors d'état de nuire (2) ; la victoire de Godoy fut confirmée par de nouveaux honneurs qu'il reçut du roi (3). C'était là un avantage sérieux que lui procurait l'alliance française : mais il ne compensait pas complètement les déceptions qu'elle lui avait de très bonne heure apportées.

(1) *Moniteur* des 1^{er} et 2 mars 1797. Celui du 21 janvier rapporte les démêlés de Godoy avec l'Inquisition. Godoy confirma à Pérignon l'authenticité de cette correspondance : Pérignon à Delacroix, 27 mars, A. E., *Esp.*, v. 646, f. 349.

(2) Pérignon à Delacroix, 6 mars 1797 : A. N., AF III 63 (reproduite dans la *Correspondance de Napoléon Bonaparte*, collection Panckoucke, II, 477). Champigny et Labene, premier secrétaire de l'ambassade de Madrid, au même, 29 janvier, 6, 9, 23 mars : A. E., *Esp.*, v. 645, f. 309 ; v. 646, f. 147, 181, 317. Anonyme, 15 avril : A. N., AF III 62. MURIEL, *Historia de Carlos IV*, III, 191. D'après Havré, l'archevêque de Tolède aurait eu un rôle tout passif : à Louis XVIII, 8 septembre 1797, A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 212.

(3) Il obtint les honneurs réservés au Président du Conseil de Castille quand il était en même temps capitaine-général des armées royales et capitaine-général de Castille : une garde de 50 hommes avec capitaine et drapeau, la haie des troupes et la batterie aux champs à l'entrée et à la sortie de Madrid. — Havré à Louis XVIII, 13 août 1797, A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 325.

Il avait eu tout d'abord le dépit de voir que la République ne se pressait guère de ratifier le traité de Saint-Ildefonse. Ce dépit devint vite de l'inquiétude, presque de l'anxiété, et lorsque la ratification arriva, le 5 octobre 1796, un mois et demi après la signature, Godoy sut mauvais gré au Directoire de la peur qu'il avait eue (1). A ce moment d'ailleurs commençaient déjà à se manifester quelques tiraillements. Le prince de la Paix avait à se plaindre des Français résidant en Espagne, spécialement des consuls, qu'il accusait de propagande révolutionnaire. Vers cette époque effectivement, le duc d'Havré, représentant de Louis XVIII à Madrid, signalait que les officiers de l'armée et de la marine étaient « imbus de principes républicains... Les nobles, ajoutait-il, et même une partie des Grands sont assez partisans de la Révolution, sans la connaître. » Godoy s'en énervait et un jour il déclara tout net à Pérignon : « Si la paix devait avoir pour résultat d'introduire chez nous des ferments révolutionnaires, nous eussions mieux fait de continuer la guerre. » De son côté, le Directoire ne tarda pas à avoir des griefs contre le favori. Il lui reprochait tout d'abord le choix qu'il avait fait du marquis del Campo comme ambassadeur à Paris. Pourtant del Campo, à l'ambassade de Londres d'où il venait, s'était montré tout à fait opposé aux Anglais, et à Paris, où il se plaisait et où il recueillit à son arrivée des témoignages de la sympathie publique, surtout au théâtre, il fut un partisan décidé de l'alliance française. Il n'en était pas moins coté comme anglophile, le Directoire se méfiait de lui et son audience de présentation (31 mars 1796) fut, suivant Barras, « sans confiance et sans sincérité. » On ne fut pas long d'ailleurs à constater qu'il ne possédait aucune influence à sa cour et que personnellement il était médiocre. Le ministre des Relations Extérieures, Delacroix, avait encore d'autres motifs de plainte contre l'Espagne. Le consul de France à Madrid, Dhermand, ne cessait de lui en énumérer de nouveaux : « Les griefs s'accroissent dans une

(1) Le traité fut signé par le Directoire le 29 août 1796 et ratifié par les Cinq-Cents le 4 septembre. Le rapport pour les Anciens, confié à Mathieu-Dumas, leur fut présenté le 12, fut transmis le 14 au Directoire et renvoyé le 19 à Delacroix. *Recueil des Actes du Directoire*, III, 478, 616, 643 ; IV, 148. Rapport de Mathieu-Dumas, concluant à l'approbation du traité : A. N., AF III 402, d. 2173. *Bulletin des Lois* du 26 fructidor an 4. Sur l'impatience de Godoy, Pérignon et Champigny à Delacroix, 5 septembre, 3, 5 octobre : A. E., *Esp.*, v. 642, f. 171 ; v. 643, f. 127, 143. Dépêches de del Campo tenant Godoy au courant, 16, 25 septembre : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 3998. Le Directoire décida (*Actes*, III, 674) d'envoyer à Godoy un présent en porcelaine de Sèvres, et Godoy célébra l'alliance en un extraordinaire pathos à Delacroix, 15 octobre, A. E., *Esp.*, v. 643, f. 252.

progression scandaleuse », lui écrivait-il. Les biens français séquestrés pendant la guerre n'étaient restitués que lentement, et avec des déductions énormes pour les droits ; les autorités des ports entravaient la vente des prises faites par les corsaires français ; les droits de douane étaient augmentés, des prohibitions nouvelles établies ; on traitait les émigrés et les Anglais avec une scandaleuse indulgence ; l'écusson du consulat français à Barcelone fut une nuit couvert de boue, et la cocarde tricolore y fut par trois fois clouée à la potence. Sur tous ces points, une correspondance assez aigre s'engagea dès septembre 1796 entre Delacroix et del Campo (1), et ces froissements répétés ne tardèrent pas à tendre les relations de Godoy avec Pérignon, qui avaient été si cordiales au début (2).

GODOY ET LA POLITIQUE DU DIRECTOIRE EN ITALIE. --- Ce fut cependant en matière de politique extérieure que les malentendus furent les plus graves. Del Campo avertissait sa cour que les victoires françaises en Italie avaient rendu le Directoire très altier. Or de son côté Godoy avait dressé, à la veille de l'alliance, un programme passablement ambitieux d'activité européenne ; il songeait à rapprocher la France de la Turquie ; il accordait à l'Ordre de Malte la protection de S. M. C., sur la demande que lui en avait faite

(1) Sur ces froissements franco-espagnols, il faut accueillir avec une réserve toute particulière les rapports de Champigny, qui était très hispanophobe. Les consuls dont Godoy se plaignait furent Senlon à Carthagène, Anjubault et Guinaud à Séville, Collier à Barcelone (pour les termes violents de ses réclamations) : Dhermand à Delacroix, *passim*, en particulier 21 juillet, 8 septembre 1796 : A. E., *Consulat de Madrid*. Rapports au Directoire de Champigny, 26 septembre 1796, 16 février 1797, de Pérignon, 18 février 1797, de Collier, 29 mars : A. E., *Esp.*, v. 643, f. 58 ; v. 645, f. 468, 492. Au même, de Dhermand, 22 février, 7 novembre 1796, de Labene, 29 janvier 1797, de Collier, 1^{er} mars 1797, de del Campo, 28 avril : A. N., AF III 62, 63. Réclamations du Directoire, en vendémiaire an 5 (non envoyée : A. E., *Esp.*, v. 643, f. 326), les 20 août 1796 et 23 janvier 1797 : *Actes*, III, 403 ; IV, 713. Havré à Louis XVIII, 18 juillet 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 350. Correspondance del Campo-Godoy-Delacroix, particulièrement 8, 21, 25 septembre 1796, 13 février 1797 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 3998, 4019. Sur l'anglophilie présumée de Campo, cf. ses lettres à Godoy, particulièrement 1^{er}, 11 avril, 11 juin 1796 : *ibid.*, c. 4005 ; Manguourit et Theremin à Delacroix, 2, 24 mars, A. E., *Esp.*, v. 639, f. 152, 227 ; BARRAS, *Mémoires*, II, 86. DRY, *Soldats ambassadeurs*, I, 182.

(2) En octobre 1796, on voyait encore des ambassadeurs, et même des Espagnols, faire apostiller leurs demandes par Pérignon. Mais en janvier Godoy écrivait déjà en réponse aux plaintes du Directoire : « M. Pérignon suffit à me faire bouillir le sang » et en mars ils ne se voyaient plus qu'à l'audience du dimanche : Labene et Champigny à Delacroix, 25 octobre 1796, 19, 29 janvier, 9 mars 1797, A. E., *Esp.*, v. 643, f. 362 ; v. 645, f. 228, 309. Godoy, en marge d'une dépêche de del Campo du 3 janvier 1797 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 4019.

Cibon, chargé d'affaires du Grand Maître à Paris ; il désirait interposer la médiation espagnole en faveur des princes de l'Empire (1). Des conflits, ou tout au moins des froissements, étaient inévitables entre le Directoire et lui ; ils se produisirent d'abord à propos des affaires d'Italie.

Celles du Saint-Siège n'amenèrent toutefois pas de tiraillements trop sérieux. Dès les premières conversations de Bâle, Iriarte avait proposé à Barthélemy la médiation de son souverain en faveur des états italiens, et le Comité de Salut Public avait accueilli cette ouverture sans défaveur (2). Le traité de Bâle consacra ce désir de l'Espagne. Un article secret précisa que la médiation de S. M. C. s'entendrait au pape, et peut-être le désir d'aider ainsi le Souverain Pontife fut-il même une des causes qui inclinèrent alors Charles IV à la paix. Après les premières victoires de Bonaparte, Godoy envoya donc à del Campo les pouvoirs de médiateur entre la République et le pape, et le 7 juin Bonaparte donna audience au délégué du Saint-Siège, qu'il devait revoir bien souvent par la suite et qui était destiné à jouer un rôle important dans les rapports franco-espagnols, le chevalier José Nicolas de Azara, ministre d'Espagne à Rome. L'armistice signé avec le pape à Bologne, le 23 juin 1796, porta que la République accordait cette suspension d'armes par « déférence pour S. M. le roi d'Espagne » (2). Mais à ce moment Godoy, attaqué par le clergé et par l'Inquisition, était déjà très refroidi à l'égard du chef de l'Église ; il était d'ailleurs inutile de se dépenser pour s'assurer la reconnaissance de Pie VI, dont Azara annonçait la mort imminente. Dès le 20 juillet 1796, le prince de la Paix avait donc recommandé à del Campo de ne pas chercher à soutenir les intérêts temporels du pape. En janvier 1797, quand Delacroix demanda à l'Espagne d'envoyer quelques troupes en Italie pour veiller sur les États de l'Église, Godoy refusa. En février enfin, comme del Campo avait pris l'initiative d'une démarche en faveur du Souverain Pontife, il le blâma durement : « Le Roi n'a pas à faire ces démarches. Il a donné assez de preuves de sa religion et de son

(1) Campo à Godoy, 11 avril, 23 août 1796 ; Godoy à del Campo, 21 avril, 2, 19 mai 1796 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3998, 4005.

(2) Barthélemy au Comité, 5, 16 mai 1795 : *Papiers*, VI, 10, 34. Le Comité à Barthélemy, 19 septembre 1795 : *ibid.*, 153. Instructions du Directoire pour Pérignon, 29 janvier 1796 : *A. E., Esp.*, v. 639, f. 96.

(3) Godoy à del Campo, 20 juin 1796 : *A. Histórico N., Estado*, c. 4005. Texte de l'armistice de Bologne dans la *Corr.*, 676 ; Bonaparte au Directoire, 7, 21, 26 juin, etc. : *ibid.*, 583, 665, 685.

catholicisme. » Cependant Bonaparte écrivit à Azara que c'était la médiation espagnole qui avait amené la paix définitive entre la République et le pape (à Tolentino, le 19 février 1797) (1). De ce côté donc Godoy ne pouvait guère se plaindre que d'une chose, du succès excessif qu'avait obtenu son intervention.

Les affaires de Sardaigne en revanche lui fournirent un motif de plainte contre le Directoire. Après l'armistice de Cherasco (28 avril 1797), Victor-Amédée III avait envoyé à Paris deux plénipotentiaires, Tonso et Thaon de Revel, qui aussitôt arrivés demandèrent l'appui de Campo. Mais Delacroix pressa la négociation de telle sorte qu'il ne leur laissa pas le temps d'organiser effectivement la collaboration avec l'Espagne, et que le traité fut signé dès le 15 mai en dehors de S. M. C. Delacroix s'en excusa sans conviction : « Le Directoire a vu avec regret que les circonstances n'aient pas permis à S. M. C. d'intervenir comme médiatrice. » Toutefois, ce n'était pas là pour l'Espagne un échec réel, car del Campo, voyant la situation désespérée où était réduit le Piémont, s'était bien gardé de mettre son influence au service d'une cause aussi compromise, et avait au contraire engagé Tonso et Revel à signer sans discussion. Godoy avait approuvé cette conduite, et au moment où il envoya à del Campo les pleins pouvoirs de médiateur (27 mai) il savait à n'en pas douter qu'ils étaient déjà devenus inutiles. Il n'aurait donc pas eu là de grave motif de mécontentement, s'il n'avait appris peu après que les Piémontais lui avaient rendu la monnaie de ses procédés peu amicaux : en cédant à la France les deux îles de Saint-Pierre et de Saint-Antioche, situées au sud de la Sardaigne, ils avaient consenti à biffer du traité l'article réservant les droits éventuels que l'Espagne avait acquis sur elle en 1720 (2). En fin de compte, la médiation en faveur de Victor-Amédée ne laissait donc à l'Espagne qu'un motif d'aigreur contre la République.

(1) Sur l'opinion d'Azara quant à l'ouverture proche d'un conclave, dépêches d'Azara et Cacaull (juillet et septembre 1796) dans MATER, *La République au Conclave*, 85, 86. Godoy à del Campo, 29 août 1796, 9, 27 février 1797 ; Campo à Godoy, 27 janvier, 14 février ; au Directoire, 12 février 1797 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3998, 4019. Bonaparte à Azara, 19 février 1797 : *Corr.*, 1513. Sur les efforts de Campo en faveur du pape, en août 1796, GUYOT, *op. cit.*, 199. Sur les vues de l'Espagne sur les États Pontificaux, *ibid.*, 601. Godoy accueillit fraîchement la nouvelle de la paix de Tolentino : à Pérignon, 24 mars, *A. E., Esp.*, v. 646, f. 329.

(2) Sandoz-Rollin au roi de Prusse, 16, 20 mai 1796 : BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 69. Delacroix à del Campo, 17 mai ; del Campo à Godoy, 5, 13, 27 mai, 9 juin, et à Revel et Tonso, 14 mai ; Godoy à del Campo, 23, 24 mai, 6 juin et pleins pouvoirs du 24 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 4005. Sur les pourparlers, GUYOT, *op. cit.*, 166-167.

Du côté de Parme, les tiraillements furent sérieux. On a vu comment le Directoire utilisait l'intérêt que le cabinet de Madrid portait à Parme pour exiger de lui des concessions, en particulier du côté de la Louisiane. Mais il aurait fallu, pour que cette manœuvre réussît, que la France pût offrir nettement des territoires susceptibles d'arrondir les états du duc. Or le Directoire n'en avait point : la politique de Bonaparte s'opposait à la sienne en Italie, et les combinaisons envisagées n'aboutirent pas (1). Bien plus, Bonaparte faisait activement rentrer la contribution stipulée par l'armistice de Plaisance ; les tableaux désignés partaient pour la France, au désespoir de Ferdinand de Parme, qui y tenait infiniment (il offrit un million pour le seul *Saint Jérôme*) ; Bonaparte voulait même, « puisque nous sommes alliés avec l'Espagne », lui demander de joindre un régiment à l'armée française. Del Campo réclamait en faveur du duc, et il obtint du moins, en septembre 1796, que les troupes françaises fussent invitées à ne pas commettre d'excès dans les états parmesans. Mais sur la question principale, celle de la paix définitive entre le duc et la République, sa médiation eut peu de succès. Ferdinand lui avait envoyé des pleins pouvoirs pour traiter en son nom, mais le Directoire n'admit pas que l'ambassadeur espagnol cumulât les rôles de médiateur et de négociateur. Del Campo se borna donc à donner des conseils aux plénipotentiaires parmesans, Polit et Bolla, qui dès leur arrivée à Paris (juin 1796) lui avaient demandé son appui. Son intervention ne servit d'ailleurs à rien. Bien qu'il reçût tous les jours de Delacroix et des Directeurs de nouvelles assurances sur l'intérêt qu'ils portaient à Parme, il ne put obtenir aucun adoucissement aux conditions de l'armistice, que le traité de paix confirma purement et simplement (5 novembre 1796). Du moins l'Espagne pouvait-elle espérer encore que sur ses instances le gouvernement français consentirait à rendre ses tableaux au duc, qui les réclamait. Le 10 novembre, dans une audience privée, les Directeurs promirent à del Campo de faire tout leur possible en ce sens ; mais l'affaire traîna et Delacroix, après de nouvelles protestations de bonne volonté, finit un jour par déclarer qu'on ne savait plus où se trouvaient les tableaux en question... Par ailleurs, les

(1) Le grand dessein du 9 thermidor an 4 comportait l'agrandissement de Parme. On chercha cet agrandissement à Florence, en Lombardie, dans les Légations, en Sardaigne, successivement en septembre 1796, en novembre (mission de Clarke), en janvier 1797, en juin (négociations Pérignon-Godoy) etc. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 191, 253, 315, 339, 429.

agrandissements de l'état parmesan restaient toujours à l'état de simples promesses, de sorte qu'au début de 1797 Godoy ne cachait pas le vif mécontentement que les affaires de Parme avait fait naître en lui contre la République (1).

Celles de Naples furent plus épineuses encore. Là aussi se posait la question dynastique, puisque le roi des Deux-Siciles, Ferdinand IV, était le propre frère de Charles IV. Mais comme il était son frère cadet, la cour d'Espagne pouvait prétendre, et prétendait effectivement qu'elle avait droit à la « subordination » des Bourbons de Naples. Elle soutenait d'autant plus obstinément ce point de vue qu'elle n'avait jamais été en très bons termes avec eux, et que cette hostilité était montée au plus haut point depuis l'arrivée de Godoy au ministère. La femme de Ferdinand IV, la fameuse Marie-Caroline, détestait cordialement le duc d'Alcudia, *Alcudietta*, comme elle l'appelait (2). Godoy rendait avec usure à Marie-Caroline son antipathie, et l'alliance française lui sembla un excellent moyen de se venger d'elle. Dès sa première entrevue avec Pérignon, il lui demanda de soutenir ses rancunes lorsqu'une occasion favorable se présenterait ; les succès français en Italie lui faisaient penser qu'elle ne tarderait guère, et effectivement, le 5 juin 1796 Ferdinand IV dut signer avec la République l'armistice de Brescia. Dès lors, Godoy eut grand soin de rappeler à Pérignon qu'à Bâle la France avait accepté la médiation espagnole pour le roi de Naples, qu'il conviendrait de ne point l'oublier au moment de la paix définitive, et que Charles IV avait des droits sur le trône de son frère (3). Or Delacroix

(1) Bonaparte au général Cervoni et à Ferdinand, ministre des Affaires Étrangères de Parme, 13 mai ; au Directoire, 21 juin, 2 octobre, 28 décembre ; au commandant de Plaisance et au duc, 1^{er} novembre ; au duc, 5 décembre : *Corr.*, 413, 414, 663, 1059, 1060, 1133, 1134, 1230, 1320. Etat des tableaux, *ibid.*, 444 ; cf. le Directoire à Bonaparte, 16 mai : « Le Directoire... accepte le cadeau que ce prince veut bien nous faire de quelques beaux tableaux pour orner le Museum National » (!) : *Actes*, II, 394. Del Campo à Godoy, 27 mai, 12 juin, 3, 4 septembre, 10 novembre 1796, 3, 17 avril 1797 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3998 et 4005. Labene à Delacroix, 29 janvier 1797 : *A. N., AF III* 63. Sur le mécontentement de Godoy, Pérignon au même, 29 décembre 1796 : *A. E., Esp.*, v. 645, f. 78, et Butzov à Ostermann, 12 décembre : dans TRATCHIEVSKI, *L'Espagne et la Révolution française*, 47. BEDARIDA, *Les premiers Bourbons de Parme et l'Espagne*, 168-169, 172.

(2) Entre autres jugements sévères de Marie-Caroline sur Godoy et sur la paix de Bâle, cf. ses lettres à Gallé des 30 août 1794, 29 août, 8 septembre, 17, 20, 31 octobre 1795 : *Correspondance*, I, 230, 313, 315-316, 321, 323, 328. Sur les rapports de Naples avec l'Espagne, 15 août 1795 (2 lettres), 10 janvier 1796 : *ibid.*, 306, 312, 339-340. L'hostilité de Marie-Caroline contre l'Espagne datait du règne de Charles III : cf. ROUSSEAU, *Charles III*, II, 268.

(3) La médiation pour Naples avait été une des premières demandes qu'Iriarte avait présentées à Bâle : Barthélemy au Comité, 5, 15 mai 1795, *Papiers*, VI, 10, 34. Godoy à Pérignon, 26 juin 1796 ; Mangourit et Champigny à Delacroix, 14, 19 avril

se soucia fort peu de cette médiation. Lorsque le négociateur napolitain, Gallo, venu à Bâle pour conclure la paix, demanda qu'on ne lui imposât pas la médiation de S. M. C., le ministre français accepta sans même demander d'explications (20 juin). La paix fut donc signée en dehors de la médiation espagnole, et à des conditions fort avantageuses pour Naples (10 octobre 1796) (1).

La colère de Godoy fut violente. Rien ne pouvait lui être plus sensible que de perdre l'excellente occasion qu'il aurait eue là pour se venger de Marie-Caroline, et peut-être pour la mettre hors d'état de lui nuire à l'avenir. Sur son ordre, del Campo réclama vivement. Delacroix alléguait d'abord que la médiation était « une pure faculté, uniquement réservée à la puissance qui demande à traiter. » Puis il s'excusa sur la situation militaire : « Il aurait fallu avoir 50 à 60.000 hommes à envoyer là-bas pour exiger d'autres conditions. » Del Campo renouvela ses plaintes. A Madrid, le prince de la Paix reprochait amèrement à Pérignon la conduite de son gouvernement ; pendant des mois il lui répéta ses récriminations, si bien qu'à la fin Delacroix s'alarma sérieusement, écrivit de sa main à Godoy sur cette affaire et lui présenta presque des excuses (février 1797). La paix de Naples fut la cause la plus sérieuse du refroidissement marqué qui se produisit entre les deux gouvernements dès la fin de 1796 (2). D'une façon générale d'ailleurs, et en dehors même des affaires d'Italie, Godoy se plaignait du peu d'égards que lui témoi-

18 juillet 1796 : A. E., *Esp.*, v. 639, f. 412, 426 ; v. 641, f. 65, 282. L'Espagne revendiqua de nouveau ses droits sur le trône des Deux-Siciles en 1797, lorsque Championnet entra à Naples.

(1) Le Directoire à Barthélemy (qui venait de recevoir les ouvertures de Gallo), 20 juin 1796 : « Quant à l'éloignement que la cour de Naples marque pour la médiation espagnole, le Directoire désirerait sans doute que plus d'intimité régnât entre une cour alliée de la République et une autre cour qui paraît désirer le devenir ; mais la stipulation portée dans l'article XV du traité de Bâle est une faveur, une faculté réservée à la cour de Naples et non une loi qui lui soit imposée. » A. E., *Naples*, v. 123, f. 239. Rapport au Directoire sur nos griefs contre Naples, 7 octobre 1796 : « La République a même consenti à traiter sans en instruire le gouvernement espagnol, et à ne pas même demander à Naples la raison de cette attitude (ceci ne se dira peut-être, mais comme fait historique j'ai dû le rapporter ici). » : *ibid.*, v. 124, f. 39.

(2) Pérignon à Delacroix, 24 octobre, 21 novembre, 7, 29, 30 décembre 1796, 29 janvier, 24 mars 1797 : A. E., *Esp.*, v. 643, f. 358 ; v. 644, f. 144, 287 ; v. 645, f. 47, 78 ; v. 646, f. 329 ; A. N., AF III 63. Explications de Delacroix, 20 novembre, 1^{er} décembre 1796, février 1797, 17 avril : A. E., *Esp.*, v. 644, f. 137, 467 ; v. 645, f. 514 ; v. 647, f. 72. Havré à Louis XVIII, 23 janvier 1797 : A. E., *France-Bourbon*, v. 610, f. 90. Campo à Godoy, 11, 29 octobre, 22 novembre (reproduisant la réponse du Directoire du 17), 28 novembre, 30 décembre ; Godoy à del Campo, 24 novembre 30 décembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 3998. DRY, *op. cit.*, I, 178. Godoy ne dissimulait point qu'il avait vu dans cette médiation un moyen de se venger de Naples et sa colère redoubla en voyant Naples offrir sa médiation au pape.

gnait le Directoire en matière de politique extérieure (1). Les pourparlers de paix qui s'ouvrirent en 1797 entre la France et l'Angleterre allaient accroître encore son irritation.

LE CONGRÈS DE LILLE (JUILLET-SEPTEMBRE 1797). — Même après la conclusion de l'alliance franco-espagnole, le cabinet britannique eût voulu ne pas rompre avec l'Espagne. Le 9 août 1796 encore, Grenville envoyait à Bute des instructions modérées. Le 26, après avoir appris que les escadres espagnoles avaient escorté Richery au sortir de Cadix, il prescrivait à l'ambassadeur de patienter, et de ne pas quitter Madrid sans un ordre formel de sa cour ou sans une intimation catégorique du gouvernement espagnol. Au même moment, Bute, qui venait d'être informé qu'à La Corogne on avait mis l'embargo sur les navires anglais, se contentait d'une protestation modérée : « Malgré tous ses inconvénients, écrivit-il à Grenville, l'état présent des affaires entre les deux pays doit être et est certainement préférable à la guerre en ce moment » (31 août) (2). Mais cette attitude pacifique ne servit de rien. Godoy y répondait bien par des paroles courtoises : « Je crains, Monsieur l'ambassadeur, que ni vous, ni moi, ni tous deux réunis n'ayons le pouvoir d'éviter la guerre. *I repeat to you wath I said yesterday, since we are to draw the sword, it is a pleasing reflection that it cannot last long* » (10 septembre 1796). Mais il était lié par son traité d'alliance, et le Directoire attendait la déclaration de guerre. Les arsenaux espagnols armaient à force. Les biens des Anglais étaient confisqués. Le 17 août 1796, Las Casas fut averti que la guerre éclaterait dans un mois. Le 20 septembre, Las Heras, consul général d'Espagne à Londres et char-

(1) Le 3 mai 1796 déjà, Godoy réclama pour n'avoir pas été averti de la négociation Barthélemy-Wickham. En septembre, il se plaignit de n'avoir connu que tard et incomplètement la convention franco-prussienne du 5 août. En janvier 1797, il demanda (déjà faite en mai 1796) que la France cédât à l'Espagne ses droits sur les Lieux-Saints : Delacroix refusa (5 mars). Il y avait aussi des froissements sur la question de l'accession de la République Batave à l'alliance ; la négociation, fort embrouillée, n'aboutit qu'en mars 1797 (le 31, traité hispano-batave) et en juin (le 28, accession des Bataves à l'alliance franco-espagnole). A. E., *Esp.*, v. 640, f. 16 ; v. 643, f. 88 ; v. 645, f. 270, 322 ; v. 646, f. 10, 143, 365, 377 ; v. 647, f. 366. A. N., AF III 62 (3, 12 mai 1796) et 63 (20 août 1796). *Actes du Directoire*, III, 492. DEL CANTILLO, *Convenios, tratados...*, 681, 684.

(2) Grenville à Bute, 9, 26 août ; Bute à Grenville, 27, 31 août, 10 septembre : *Record Office*, F. O. 72, 43 et 44. *Cambridge history of the british foreign Policy*, I, 563. L'Angleterre cependant ne laissait pas de se préparer à la guerre avec l'Espagne : GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 271.

gé d'affaires depuis le départ de Las Casas, demanda ses passeports. A la fin du mois, Bute ne fut plus traité en ambassadeur. Le 7 octobre 1796 enfin, une cédula royale déclara la guerre à l'Angleterre (1).

L'attitude conciliante que le gouvernement britannique avait observée vis-à-vis de l'Espagne était significative. Il voyait l'opinion fatiguée de la prolongation de la lutte, il s'inquiétait des mutineries qui éclataient dans ses escadres, il avait perdu la plus grande partie de ses alliés, et il songeait à la paix. D'octobre à décembre 1796 il y eut à Paris une première négociation, menée par lord Malmesbury. En cette circonstance, le Directoire traita l'Espagne sans égards. Il l'instruisit bien de l'ouverture des pourparlers, mais ensuite il ne la tint pas au courant de leur évolution : c'est par la presse parisienne que del Campo connut la teneur des propositions anglaises, et Godoy s'irrita justement de ces procédés (2). L'échec rapide de ces conversations fit que l'affaire n'alla pas très loin, mais il en fut autrement des négociations de Lille.

Le contact n'avait pas été perdu entre la France et l'Angleterre, et en mai 1797 le Directoire invita l'Espagne à nommer des plénipotentiaires pour les conférences qu'on projetait d'ouvrir à Berne. Godoy désigna del Campo et Cabarrus. Mais très vite, aussitôt que les projets se furent précisés et qu'on eut désigné Lille comme siège du congrès, l'attitude du gouvernement français changea. A la fin de juin, Delacroix se mit à esquiver les demandes de del Campo, qui désirait connaître les conditions dans lesquelles il participerait aux conversations. Au début de juillet, il ne faisait plus que les promesses les plus vagues sur ce point, et le 14 l'ambassadeur espagnol dut prévenir sa cour que les plénipotentiaires de S. M. C. ne seraient pas admis au congrès, la République se chargeant d'y défendre les intérêts de ses alliés (3). C'était là un sérieux sujet de

(1) Bute reçut ses passeports le 10 octobre 1796 et il quitta Madrid, accompagné de Merry, à la fin du mois. — Bute à Grenville, 19 août, 14, 28 septembre, 5, 21 octobre ; las Heras au même, 20 septembre ; Merry au même, 31 octobre ; Godoy à Bute, le 10 : *Record Office*, F. O. 72, 43 et 44 ; ROSE, *Pitt and the great War*, 244. Godoy à Las Casas, 17 août : *Archivo de Simancas*, c. 8160. Del Campo à Godoy, 8 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 3998. Dhermand à Delacroix, 10 octobre 1796 : A. E., *Consulat de Madrid*. Pérignon au même, 29 août ; Champigny au même, 8, 15, 22 septembre : A. N., AF III 62 ; A. E., *Esp.*, v. 642, f. 103, 219, 292. Exemplaires de la cédula portant déclaration de guerre : *ibid.*, v. 643, f. 149 et suiv.

(2) Actes du Directoire, III, 737. Pérignon à Delacroix, 17 octobre 1796 : A. N., AF III 62. Rapport au Directoire du 14 août 1797 : A. E., *Esp.*, v. 649, f. 175-180. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 285, 287, 298.

(3) Pérignon à Delacroix, 15 mai 1797 : A. E., *Esp.*, v. 647, f. 302 ; cf. aussi v. 18 supplément, f. 135 et suiv. Pouvoirs à del Campo et Cabarrus, 14 mai ; Godoy à

mécontentement pour Godoy. D'autres suivirent bientôt. Sur les propositions à faire aux négociateurs britanniques, Paris et Madrid étaient loin d'être d'accord. Le 16 juillet, del Campo communiqua à Delacroix les desiderata de son cabinet : la restitution de tout ce que les Anglais avaient pris à l'Espagne, Gibraltar, Nootka Sound et la Jamaïque. C'était aller très loin, et les instructions que le Directoire avait données à ses plénipotentiaires, en juin, étaient plus raisonnables et véritablement suffisantes : la restitution à l'Espagne des territoires qu'elle avait perdus au cours de la présente guerre, et Gibraltar (1). Encore, si les négociateurs français avaient pu faire admettre ce programme, Godoy se serait au fond estimé heureux. Mais dès les premières séances, et contrairement à leurs instructions, Le Tourneur et Pléville-Le Pelley laissèrent la discussion dévier sur les cessions qui seraient demandées à l'Espagne (7 juillet). Le plénipotentiaire anglais, Malmesbury, qui avait ordre de réclamer soit la Louisiane, soit quelques Antilles espagnoles, poussa vivement les affaires dans ce sens. Dès que le Directoire sut comment s'engageaient les pourparlers, il essaya bien de les redresser, et prévint l'Espagne qu'il défendait vigoureusement ses intérêts. Mais invinciblement, à Lille, la conversation retombait sur la Louisiane, et le Directoire lui-même, à la fin de juin, avait entamé à Madrid de nouvelles négociations pour acquérir cette monnaie d'échange (il offrait en retour la Romagne) (2). Ainsi, dès le premier acte du congrès, Godoy devait avoir l'impression que non seulement l'Espagne n'y gagnerait pas ce qu'elle avait demandé, mais qu'elle risquait même d'y perdre quelque chose.

Le deuxième acte vint confirmer ses craintes. Un nouveau personnage entra en scène, et ses procédés, son attitude à l'égard de l'Espagne ne furent dès l'abord que trop caractéristiques de ce qu'ils allaient être pendant onze ans. Le 16 juillet 1797, Talleyrand remplaça Delacroix aux Relations Extérieures. Dès le 20, il demanda au Directoire de préparer l'Espagne et la République batave aux sacrifices indispensables. Le 1^{er} août, il invita del Campo à céder la Trinité, et le 10 il l'informa qu'il ne se croyait « nullement obligé

del Campo, 18 mai ; del Campo à Godoy, 26, 30 juin, 2, 14 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 4019.

(1) BALLOT, *Les conférences de Lille*, 172, 225. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 403-405. En février, le Directoire avait encore tenté d'obtenir de l'Espagne la Louisiane, en échange d'avantages faits au duc de Parme, pour s'en servir de monnaie d'échange ; la négociation n'avait pas abouti (*ibid.*, 338-341).

(2) GUYOT, *op. cit.*, 409, 414-431.

à faire de la restitution de Gibraltar un des articles conditionnels et préliminaires du traité avec l'Angleterre. » Les plénipotentiaires français à Lille prenaient la même attitude. « Ne vous inquiétez pas de l'Espagne, déclarèrent-ils le 1^{er} août à George Ellis. Nous saurons bien la mener où nous voulons... Cabarrus a bien remis au Directoire des prétentions excessives, et del Campo s'évertue depuis quelque temps pour qu'on y fasse un peu d'attention, mais on trouve tout cela si absurde qu'on ne songe pas seulement à répondre. Non, vous pouvez être tranquilles là-dessus » (1).

Heureusement pour l'Espagne, ses intérêts étaient confiés à Cabarrus. Celui-ci, sitôt désigné pour les conférences de Lille, était parti pour Paris, accompagné de son secrétaire Pizarro, que Godoy avait chargé de le surveiller. Il n'eut avec l'insignifiant del Campo et avec le secrétaire d'ambassade Vallejo que des rapports superficiels et se rendit aussitôt à Lille, bien que non agréé par le Directoire. Là, une entrevue lui fut ménagée avec Malmesbury, qu'il rencontra comme par hasard dans une promenade solitaire, et il put discuter avec lui la question de Gibraltar un peu plus sérieusement que ne le faisaient les plénipotentiaires français. Comme il devait se rendre ensuite en Hollande pour y négocier un emprunt et que d'autre part il était au mieux avec Talleyrand, celui-ci le pria de pousser un peu les Bataves aux concessions, ce qui arrangerait le Directoire et dégagerait d'autant l'Espagne. Cabarrus eut donc à La Haye une conférence avec la commission des Relations Extérieures de l'assemblée nationale batave, en présence du ministre français. Les Hollandais se bornèrent à confirmer une offre déjà faite par eux, celle d'abandonner à l'Angleterre les capitaux qu'ils possédaient chez elle ; quant aux colonies, ils ne voulurent rien promettre. Il était singulier qu'une puissance comme l'Espagne, dont la position présentait tant d'analogies avec celle de la République batave, vînt convertir celle-ci au principe des cessions, et del Campo s'effrayait grandement de pareille imprudence. Mais cette alliance entre Cabarrus et Talleyrand, jointe à l'action de Mme Tallien qui était la maîtresse de Barras, explique que les colonies espagnoles n'aient

(1) GUYOT, *op. cit.*, 440. BALLOT, *op. cit.*, 275. PALLAIN, *Le ministère de Talleyrand sous le Directoire*, 11-14. Compte-rendu des négociateurs anglais à Lille, 1^{er} août : réponse de Grenville le 9 ; Malmesbury à Grenville, le 14 : « Vous observerez que Le Tourneur a déclaré presque officiellement qu'il ne surgirait pas de difficultés du côté de l'Espagne » : *Dropmore Papers*, III, 350, 355.

pas couru pendant ce deuxième acte un danger aussi grand qu'on eût pu le croire au lever du rideau (1).

Il n'en restait pas moins chez Godoy une vive irritation. « Nous nous sommes sacrifiés, avait-il déclaré dès la fin de juillet 1797 à Pérignon, et l'on ne fait aucun cas de nous... Ces procédés me font regarder l'alliance comme rompue. » Il se refusa catégoriquement à la moindre concession coloniale, et pour bien montrer son irritation il fit rendre au milieu d'août un arrêté qui interdisait l'entrée dans le royaume des soies et brocarts de Lyon (2). Sans doute, la politique française devint plus satisfaisante au point de vue espagnol après le coup d'état du 18 fructidor. Le nouveau Directoire, où Carnot et Barthélemy étaient remplacés par François de Neufchâteau et Merlin de Douai, fit demander aux Anglais s'ils étaient disposés avant toute discussion à rendre à la France et à ses alliés toutes leurs colonies. Ce fut sur ce point que se fit la rupture, prévue d'ailleurs et cherchée (17 septembre 1797). Mais cette très mince satisfaction morale ne pouvait compenser aux yeux de Godoy tous les mécomptes que lui avait valus la politique extérieure du Directoire, ni dissiper une brouille qui était comme officielle désormais. Elle le pouvait d'autant moins que ce même 18 fructidor créait au favori, sur le terrain de sa politique contre-révolutionnaire et de sa politique portugaise, des embarras inextricables qui allaient amener sa chute en quelques mois.

IV

LES GRIEFS DU DIRECTOIRE CONTRE GODOY

GODOY ET LA CONTRE-RÉVOLUTION. — Pendant les années où elle était en guerre avec la République, l'Espagne suivait avec grande attention le mouvement contre-révolutionnaire et royaliste

(1) GUYOT, *op. cit.*, 440-445. PIZARRO, *Memorias*, I, 117-125. Del Campo à Godoy, 19 août, et précis des observations faites aux Bataves par Cabarrus : *A. Histórico N.º, Estado*, c. 4019. La République Batave n'en resta pas moins fort attachée à l'amitié espagnole pendant toute la durée du congrès : au même, 12 septembre, *ibid.*

(2) BALLOT, *op. cit.*, 273. Labene à Delacroix, 17 juillet, 20 août 1797 : A. E., *Esp.*, v. 649, f. 32, 46, 175-180. Havré à Louis XVIII, 8 août : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 323.

français. Elle était en relation avec les insurgés de Corse. Son ministre à Rome, Azara, entretenait une correspondance suivie avec les comtes d'Artois et de Provence ; elle tâchait d'obtenir que l'Angleterre reconnût ce dernier comme régent, elle lui faisait une rente de 7.500 livres par mois et en servait à Madame, depuis 1792, une autre de 15.000 livres. Par l'intermédiaire du comte d'Antraigues, qui était attaché officiellement à sa légation de Venise, elle se tenait en rapport avec les royalistes de Paris : Brotier, Soudat, La Villeurnois, Duverne de Presles, Despommelles et Lemaître (1). Bref, elle apparaissait, au même titre que l'Angleterre, comme la protectrice et l'espoir des contre-révolutionnaires et des émigrés.

La paix de Bâle amena naturellement dans ces relations un refroidissement sensible. Avant même qu'elle fût conclue, Godoy avertit Bute que l'Espagne n'était pas disposée à donner asile au comte de Provence et qu'elle avait cessé toute correspondance avec lui. Peu après, le comte de Provence ayant pris le titre de roi de France à la suite de la mort du Dauphin, la cour de Madrid reçut notification de son avènement. Mais elle se garda de tout ce qui eût pu apparaître comme une reconnaissance officielle : Charles IV répondit en latin à son « Frère et Cousin Louis XVIII », en lui donnant dans le texte le titre de *Majesté*, mais sans prononcer le mot de *roi* ; Marie-Louise usa de la formule « Monsieur mon Frère et Cousin », et Godoy adressa sa lettre à « S. M. Louis XVIII. » En même temps, le prince de Nassau, qui venait se présenter à la cour de Madrid, y trouvait un accueil d'une froideur telle qu'il repartit aussitôt (2). La tension s'accrut encore dans la première moitié de 1796, à mesure que Godoy penchait davantage vers l'alliance française. Il accusait d'ailleurs les émigrés, et non sans quelque vraisemblance, d'avoir pris part aux intrigues qui avaient été ourdies contre lui au cours de l'hiver. Il ne donna plus à Louis XVIII, dans sa correspondance, que le titre de

(1) PINGAUD, *Le comte d'Antraigues*, 103, 117. Godoy à del Campo, à Londres, 20 août, 17 septembre 1794 : *Archivo de Simancas*, c. 8150. Le cabinet du roi à Havré, 15 mai, 7 octobre 1796 ; Havré à Louis XVIII, 28 décembre 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 609, f. 27, 112 ; v. 611, f. 242.

(2) C'est le 5 juillet 1795 que Louis XVIII demanda à l'Espagne de le reconnaître comme roi : cf. LASSO DE LA VEGA, *El duque de Havré*. Godoy avait trompé Havré sur les négociations de paix, en lui assurant, le 17 janvier (*ibid.*) qu'il ne traiterait qu'avec un gouvernement monarchique, puis, trois jours avant la paix, qu'il ne la ferait pas (Buckingham à Grenville, 9 août, *Dropmore Papers*, III, 96.) Bute à Grenville, 11 juillet, 2 septembre 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 38. Godoy à Iriarte, 22 octobre 1795 : dans MURIEL, *Historia de Carlos IV*, III, 80.

comte de Provence, et il se gaussait de lui dans ses conversations avec Pérignon et Mangourit, l'appelant le *roi de Vérone*. Il prit des mesures contre les émigrés, qui étaient fort nombreux en Espagne et qui formaient plusieurs régiments de l'armée ; il leur défendit d'approcher des ports à plus de dix lieues, de la frontière française à plus de quinze, et de séjourner dans les *sitios* où se trouvait la cour (1). Au début de 1796, Louis XVIII lui avait envoyé un émissaire, Bertrand, le fameux abbé bossu, qui devait s'entretenir avec lui des possibilités de restauration en France. Le prince de la Paix reçut très froidement « ce bossu de la contre-révolution bancaire », comme disait Mangourit. Il lui déclara que la paix de Bâle était « le plus grand service qui eût été jamais rendu à son pays » et quant aux idées de restauration, avant même que Bertrand eût pu les développer, il les traita de rêveries et refusa tout concours (2).

Un refroidissement aussi marqué dans les relations entre Godoy et les royalistes français était une conséquence naturelle de la paix avec la République. Le favori expliqua sans fard à Bertrand qu'en matière de politique extérieure l'intérêt de l'Espagne ne coïncidait pas avec celui de Louis XVIII : « L'Espagne aime mieux voir la France une république forte et puissante qu'une monarchie démembrée et faible. » Le prétendant lui-même reconnaissait que l'alliance française était « indispensable à la consistance politique » de l'Espagne (3). Mais d'autres causes avaient contribué à cette demi-rupture entre Godoy et les Bourbons en exil. La première était l'idée bien ancrée chez le prince de la Paix que le gouvernement révolutionnaire était solidement établi en France, et les chances des royalistes purs très faibles. Les dépêches de Campo avaient dû contribuer largement à faire naître en lui cette opinion. Le gouvernement espagnol, avouait Havré à Louis XVIII, « est effrayé, et peut-être malheureusement non sans quelque raison, du petit nombre de partisans que V. M. a en France et surtout à Paris. » C'est tout juste si Godoy prévoyait que la paix générale, avec le licen-

(1) Godoy à Louis XVIII, 30 mai 1796, dans LASSO DE LA VEGA, *op. cit.* ; à Dhermand, 13 février, et à Azanza, ministre de la Guerre, 9 juin, 18 août : A. E., *Esp.*, v. 639, f. 49 ; v. 640, f. 344 ; v. 642, f. 7. Dépêches à Delacroix de Dhermand, 10 février, de Pérignon, 29 mai, de Mangourit, 20 mai, 20 juin : *ibid.*, v. 639, f. 49 ; v. 640, f. 252, 169 ; v. 641, f. 5.

(2) Le cabinet du roi à Havré, 15 mai 1796 ; Bertrand à Louis XVIII, 13 avril 1798 ; Mangourit à Delacroix, 20 juin 1796 : A. E., *France-Bourbons*, v. 609, f. 23 ; v. 612, f. 16 ; *Esp.*, v. 641, f. 5.

(3) Bertrand à Louis XVIII, 13 avril 1798 ; le cabinet du roi au duc d'Harcourt, 5 septembre 1796 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 16 ; v. 609, f. 59.

ciement des armées républicaines et les troubles qui s'ensuivraient, pourrait offrir quelques chances au roi légitime (1).

Cette théorie, qu'il exposait souvent à Havré, était probablement sincère chez lui. Mais ce qu'il n'ajoutait pas, c'est qu'une restauration de la monarchie lui semblait beaucoup moins difficile si le prétendant était, non plus le frère de Louis XVI, mais un Orléans ou un infant espagnol — et qu'il travaillait dans ce sens. Le favori entretenait des liaisons avec le parti orléaniste. En envoyant à Madrid l'abbé Bertrand, le comte de Provence l'avait chargé de signaler à la cour d'Espagne les intrigues orléanistes ; il croyait qu'il suffirait de les lui dévoiler pour qu'elle les combattît, car il comptait sur l'aversion en quelque sorte traditionnelle qu'elle portait aux Orléans ; mais contrairement à cette attente Godoy n'avait paru ni indigné ni même surpris des révélations de Bertrand, et celui-ci avait eu l'impression qu'il était au courant. Il ne semble pas pourtant qu'à cette époque les intelligences entre le favori et les orléanistes fussent étroites. Plus tard, quand la duchesse d'Orléans aura été déportée en Espagne avec la duchesse de Bourbon et le prince de Conti et quand ils se seront établis à Barcelone auprès du vicomte de Gand, d'autres intrigues pourront se nouer (2). Mais au moment de son refroidissement avec Louis XVIII, Godoy songeait bien plutôt à l'établissement d'un infant espagnol sur le trône de France. L'idée n'était pas neuve. Sans remonter jusqu'à Philippe V, on avait vu l'Espagne, pendant toute la période où Louis XVI n'avait pas d'enfant, porter à la question de succession un vif intérêt ; son ambassadeur à Paris, Aranda, envoyait alors à sa cour les détails les plus circonstanciés et les plus crus sur l'incapacité conjugale de Louis (3). La mort du Dauphin au Temple (8 janvier 1795) ouvrit la porte à de nouvelles espérances, et il n'est pas impossible que

(1) Dépêches de Campo, *passim*, particulièrement 11 avril, 30 juin 1796 : *A. Histórico N., Estado*, c. 4005. Dépêches d'Havré et du cabinet du roi, *passim*, particulièrement 7 octobre 1796, 9, 20 février 1797, 10 mars, 25 avril, 16 mai : *A. E., France-Bourbons*, v. 609, f. 112, 124, 135 ; v. 610, f. 236, 144, 172.

(2) Bertrand à Louis XVIII, 13 avril 1798 : *A. E., France-Bourbons*, v. 612, f. 16. La duchesse d'Orléans reçut du gouvernement espagnol, en octobre 1797, l'autorisation de s'établir dans le royaume, sauf à Madrid, où d'ailleurs ses revenus (100.000 livres de rente) ne lui eussent pas permis de vivre. Ses premières relations avec Havré furent froides, elles se resserrèrent au début de 1798 : Havré à Louis XVIII, 2, 6, 28 octobre 1797, 5 janvier 1798, *ibid.*, v. 611, f. 210, 216, 218, 219, 245 ; à Antraïgues, 14 octobre 1797 : *ibid.*, v. 636, f. 235.

(3) Ces dépêches sont analysées et extraites dans FLAMMERMONT, *Les correspondances des agents diplomatiques étrangers en France*. Voir en particulier les instructions à Aranda sur la succession de France (9 août 1773) et les dépêches d'Aranda des 23 septembre 1773, 29 août, 27 septembre 1777 : p. 475-478.

Godoy ait trouvé là une raison de plus pour faire la paix avec la République. Aux négociations qui conduisirent à l'alliance se mêlèrent de façon obscure des pourparlers sur le trône de France. Le bruit courut à Vienne qu'Azara et les ministres espagnols en Italie étaient chargés de préparer les voies. A Paris, on raconta publiquement qu'un article secret du traité de Saint-Ildefonse prévoyait l'avènement d'un Bourbon espagnol. A Madrid, Bertrand recueillit des bruits significatifs : on songeait au fils qu'un oncle de Charles IV, Louis, avait eu d'un mariage morganatique ; ce fils était Bourbon, mais non reconnu comme prince en Espagne ; il n'avait donc rien de commun pour ainsi dire avec la dynastie que la France avait renversée, ce qui paraissait important, car Godoy lui-même insista devant Bertrand sur la difficulté qu'il y aurait à réconcilier les Français avec leurs anciens souverains. On parlait aussi du second fils de Charles IV, Carlos, ou de son gendre le prince de Parme. Sur ces bruits, il est facile de réunir des témoignages. Mais sur les négociations on est plus mal renseigné : il paraît certain seulement que Tallien et Cabarrus y jouèrent un rôle (1). Quoi qu'il en soit, les vues que Godoy avait de ce côté lors de l'alliance de Saint-Ildefonse doivent avoir largement contribué à l'éloignement qu'il marquait de façon très nette à l'égard des royalistes français.

Ce refroidissement ne dura cependant que peu de temps, car Louis XVIII agit en l'occurrence avec beaucoup d'habileté et sut se conserver l'amitié et l'appui du cabinet espagnol. Sans doute, il voyait tous les inconvénients qui allaient découler pour lui de l'alliance entre la cour de Madrid et la République, mais il la jugeait

(1) HÜFFER, *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution*, 2^e partie, v. I, p. LXXXVIII. PRADT, *Mémoires historiques*, 6 (il y désigne Carlos). Le cabinet du roi à Saint-Priest et à Esterhazy, 18, 20 juin 1796 ; Havré à Louis XVIII, 18, 31 juillet 1797 ; Bertrand au même, 13 avril 1798 : *A. E., France-Bourbons*, v. 609, f. 36, 39 ; v. 610, f. 350, 354 ; v. 612, f. 16. Champigny à Delacroix, 26 juin 1797 : *ibid.*, *Esp.*, v. 643, f. 17. Comme témoignages plus précis on a celui d'Arandjo de Azevedo : « Le parti acheté par cette cour [l'Espagne, c'est-à-dire Tallien et Barras] ne l'est pas seulement pour les affaires courantes mais avec l'intention de mettre dans l'avenir un prince espagnol sur le trône de France » : à Luis Pinto de Sousa Continho, 18 janvier 1797, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. C'est Marie-Caroline de Naples qui cite le nom du prince de Parme, nouvelle qu'elle avait eue par l'Angleterre : 29 mars 1796, *Correspondance*, I, 366. Les renseignements les plus précis sont ceux envoyés de Paris à Wickham et communiqués à Grenville, 15 juin, 7 septembre, 27 novembre 1796 (WICKHAM, *Correspondance*, I, 379, 449, 483) : toute l'intrigue aurait été menée par Godoy, Cabarrus, Sieyès et Tallien, en même temps que les pourparlers pour l'alliance ; y auraient aussi trempé la marquise de Santiago, une grande dame espagnole fort compromise à tous points de vue, et Jeanbon Saint-André, qui traversait alors l'Espagne pour rejoindre son poste d'Alger. Mais sur tous ces points on manque des moyens de faire les recoupements indispensables.

inévitabile. Du moins il tâchait d'en retarder le moment, et il confirmait l'Angleterre dans sa politique de modération et dans son désir de ne pas rompre avec l'Espagne. En même temps, loin de montrer à ses cousins les *Reyes* de l'aigreur et du mécontentement, il les assurait de son inaltérable amitié, de « son empressement à recevoir leurs conseils et à concerter avec eux sa conduite. » Fort adroitement, il ne séparait jamais d'eux leur favori, qu'il comblait de prévenances. Il agissait à Madrid par ses deux représentants : le duc d'Havré, un haut personnage qui avait de grandes manières et le beau style de l'ancienne diplomatie, mais peu d'entregent, peu de capacités et peu d'argent, et surtout l'abbé Bertrand, qui, lui, était ridicule au physique, mais remuant et intrigant. Au moment périlleux de l'alliance de Saint-Ildefonse, Louis XVIII sut trouver pour Havré la note qui convenait : « C'est au moment où nous apprenons que le traité d'alliance avec l'Espagne vient d'être lu dans le Conseil des Cinq-Cents que le Roi m'ordonne de vous charger de renouveler à Leurs Majestés Catholiques l'assurance de sa confiance dans leurs intentions. Plus cet événement offre un caractère prononcé, plus S. M. se persuade que le roi son cousin et son ministre ont une vue secrète dont ils attendent les plus heureux résultats. Cette opinion du roi est invariable. » Comme le prétendant l'expliquait à son agent à Londres, Herman, l'alliance franco-espagnole et les vues de l'Espagne sur le trône de France étaient pour lui des raisons de marquer à la cour de Madrid plus de confiance que jamais (1).

Cette habile politique devait arriver à réconcilier Godoy avec les royalistes. D'ailleurs, le favori avait depuis le milieu de 1796 des raisons particulières qui le rapprochaient d'eux : il avait noué une liaison avec une émigrée qui était aussi une espionne royaliste, Jeanne Riflon. Celle-ci était en même temps la maîtresse de Pérignon, de qui elle tirait tous les renseignements qu'elle voulait ; elle alla même jusqu'à lui voler le chiffre et le sceau de l'ambassade. Elle était enfin au mieux avec Havré, qui vantait à Louis XVIII « son dévouement, son intelligence, ses connaissances et son influence sur

(1) Le cabinet du roi à Harcourt, 5, 12, 24 septembre ; à Havré, 29 mai, 18 août, 5, 15 septembre ; à Herman, 15, 22 septembre, 10 octobre 1796 ; à Saint-Priest et Moutiers, 23 septembre : A. E., *France-Bourbons*, v. 609, f. 58, 69, 79, 31, 53, 61, 79, 71, 103, 73, 77. Havré à Louis XVIII, 9 janvier 1798 : *ibid.*, v. 611, f. 246. Louis XVIII exhortait Godoy à ne pas se laisser troubler par les colères que l'alliance française exciterait parmi les royalistes, et il empêchait les émigrés de passer au service du Portugal, parce que celui-ci allait peut-être rompre bientôt avec l'Espagne.

le parti royaliste » et expliquait quels services signalés elle rendait à la bonne cause : « Dans certaines circonstances je la mets en avant, comme dans une armée le général emploie des troupes légères » (*sic*). Le prince de la Paix avait ainsi des renseignements sur les deux ambassades françaises. Quand le triple jeu de la Riflon eut été dénoncé à Pérignon, elle alla s'établir quelque temps à Irún, mais revint à Madrid en avril 1797 et jouit auprès de Godoy de plus de faveur que jamais ; elle dînait tous les jours chez lui avec les diplomates étrangers (1). Son influence, l'habile politique de Louis XVIII et les griefs sans cesse renouvelés que le favori avait contre le Directoire ne tardèrent donc pas à rapprocher Godoy du parti royaliste. Tout en gardant encore une certaine réserve (2), tout en conservant sans doute encore ses vues sur le trône de France, il commença vers la fin de 1796 à se montrer plus aimable à l'égard de Louis XVIII et bientôt il suivit en pratique le plan que le prétendant lui avait fait souvent exposer : mettre à la disposition des royalistes l'influence qu'il possédait en France, de façon que l'Espagne pût « faire servir son union avec le nouveau gouvernement français au rétablissement de l'ancien » (3). Ainsi, un clan espagnol se reformait chez les émigrés, comme avant Bâle, ayant à sa tête Louis XVIII et Antraigues, alors qu'un autre clan, avec le comte d'Artois et Pui-saye, s'appuyait sur l'Angleterre (4).

Les deux principaux terrains d'action étaient la Vendée et Paris.

(1) La Riflon, arrivant d'Orléans, se présenta à Pérignon le 26 juillet 1796 ; peut-être avait-elle déjà été sa maîtresse pendant la guerre franco-espagnole ; en tout cas elle sut l'intéresser tout de suite, en se plaignant de ce que Valkenaer, le ministre de Hollande, eût voulu « attenter à sa virginité ou à sa pudeur ». Elle sut de même piquer la curiosité d'Havré, de Godoy et des *Reyes* eux-mêmes, en laissant entendre que son nom en dissimulait un autre des plus connus en France. D'ailleurs, elle était très jolie, avait « de l'esprit et de l'usage ». Elle revint à Madrid le 1^{er} avril 1802, sans y avoir le même succès. — Cf. DRY, GEOFFROY DE GRANDMAISON, GUYOT, *op. cit.* ; FORNERON, *Histoire générale de l'émigration*, II, 258 ; DAUDET, *Conspirateurs et Comédiennes*, 1-49. Mangourit à Delacroix, 26 juillet, 15 août 1796 ; Labenc au même, juillet 1796 (daté par erreur floréal an 5), 20 avril 1797 ; Gouvion Saint-Cyr à Talleyrand, 1^{er} avril 1802 : A. E., *Esp.*, v. 641, f. 350, 393 ; v. 647, f. 351, 114 ; v. 19 supplément, f. 30. Havré à Louis XVIII, 31 juillet, 19 décembre 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 353 ; v. 611, f. 241.

(2) Il refusa à Louis XVIII des secours pécuniaires et invita Havré à être « sobre en visites » : Havré à Louis XVIII, 25 avril, 28 octobre 1797, A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 144, 218.

(3) Le cabinet du roi à Harcourt, 5 septembre ; à Havré, 5 septembre, 6 octobre ; aux agents de Paris, 4 octobre : *ibid.*, v. 609, f. 59, 61, 92, 86.

(4) PINGAUD, *Le comte d'Antraigues*, 126. Sur l'hostilité de l'Espagne à l'égard du comte d'Artois, le comte d'Artois à Vandreuil, 25 août 1796, dans la *Correspondance du comte de Vandreuil et du comte d'Artois*, II, 269, et mémoire de Bertrand à Louis XVIII, 13 avril 1798, A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 16. Sur la méfiance de

Au lendemain de l'alliance française, Godoy avait refusé de soutenir le soulèvement vendéen ; deux chefs chouans de marque, Charles Cérès et Henri Forestier, s'étant présentés à la cour, il les avait fait recevoir « avec bonté et intérêt », s'était déclaré « sensible à cette démarche et à cette preuve de confiance », mais n'avait pas voulu les voir personnellement ni leur accorder les secours demandés ; il invoquait sa vieille méfiance contre l'Angleterre, la pénurie du Trésor et le peu de chances qu'avait l'insurrection. En effet, les dernières tentatives de guerre civile échouaient en ce moment en France (1). Mais il semble que Godoy ait ensuite changé d'avis et ait cru que les soulèvements pouvaient reprendre. Moins d'un an plus tard en effet, l'abbé Bernier, curé d'Angers et chef du conseil des royalistes du Poitou, envoya à Londres un émissaire, le chevalier de La Garde ; celui-ci, entre autres choses, déclara au représentant de Louis XVIII, le duc d'Harcourt, que le prince de la Paix s'était décidé à subventionner le mouvement vendéen : « L'abbé Bernier désire être autorisé à suivre cette affaire, sur laquelle il est en correspondance avec l'Espagne... J'en garderai un grand secret au ministère, ajoutait Harcourt, car il serait moins disposé à soutenir les royalistes de ses fonds s'il savait qu'ils pourront en recevoir d'ailleurs » (2).

A Paris, Godoy entretenait avec les royalistes des relations assez obscures. Une influence pourtant y apparaît nettement, celle de

Louis XVIII envers l'Angleterre, qu'il accuse de vouloir « déterminer la zizanie entre les deux branches de la maison de Bourbon », le cabinet du roi à Herman, 10 octobre 1796, *ibid.*, v. 609, f. 103.

(1) Havré à Louis XVIII, 21 novembre 1796 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 7. Stoffet avait été fusillé le 25 février 1796, et Charette le 29 mars. Pendant la guerre avec la France, l'Espagne avait au contraire soutenu assez activement le mouvement vendéen.

(2) Harcourt à Louis XVIII, 6 octobre 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 349. — Un émigré gascon, le marquis de Marcillac, se vante dans ses *Souvenirs de l'émigration* (p. 98-107) d'avoir été envoyé à deux reprises par Godoy à Londres pour y traiter des affaires de Vendée. La première mission aurait eu lieu en septembre 1795, avec l'objet de pénétrer les intentions véritables de l'Angleterre sur la Vendée ; or Bute écrit de Madrid à Grenville, le 30 septembre 1795, qu'il vient d'éconduire Marcillac, qui lui demandait un passeport pour l'Angleterre et de l'argent, « using much improper language » ; Grenville l'approuva, le 16 octobre (*Record Office*, F. 1072, 38 et 39). Marcillac dit avoir négocié une deuxième fois à Londres de janvier à juillet 1797 : or, le 17 avril 1797, Havré signale que Marcillac vient de recevoir la croix de Saint Louis à Madrid, puis le 13 août 1797 qu'il vient d'obtenir un congé de deux ans avec solde, puis les 14 et 15 novembre qu'il va partir pour Londres et le 7 décembre seulement qu'il est parti (A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 145 et 325 ; v. 611, f. 225, 238, 232). On voit le cas qu'il faut faire des *Souvenirs* de Marcillac (remplis d'ailleurs d'inexactitudes flagrantes) et de la lettre de Bourmont (de 1797) qui prétend les confirmer.

Cabarrus. L'importance de Cabarrus dans le gouvernement espagnol allait grandissant ; sa désignation comme plénipotentiaire à Berne, puis à Lille, qui fit sensation et excita la jalousie des Grands, en est une preuve : car Godoy la crut nécessaire à la fois pour se concilier Cabarrus en le flattant et pour l'éloigner de la cour. Il pensait obtenir, grâce aux relations que le financier possédait à Paris, des renseignements exacts sur la situation intérieure de la France. Or, Cabarrus avait sur la politique française des idées de moins en moins jacobines. Avant même son envoi à Lille, tout en continuant à se dire jacobin, il déclamaient volontiers contre le Directoire, qu'il appelait *Directoire de papier* ; peut-être faut-il voir là l'influence de sa fille, M^{me} Tallien, ou une répercussion des intrigues pour mettre un infant sur le trône de France, auxquelles Tallien était mêlé. La mission de Cabarrus à Paris, à Lille et à La Haye acheva de le porter à droite. Elle le mit en relations avec les Anglais, à Lille et sans doute à La Haye. Elle lui permit de voir à Paris les Clichyens et les royalistes, en particulier Pichegru et Benezech. Il causa aussi avec Talleyrand, dont les accointances anglo-royalistes sont connues. Il s'entretint enfin avec Barras, qui prenait des garanties à droite aussi bien qu'à gauche. En revanche, del Campo, qui était de tendances jacobines, fut en grand froid avec lui, Delacroix n'eut pas pour lui, paraît-il, tous les égards convenables et il fut très froissé du refus du Directoire de l'admettre aux conférences de Lille. Bref, et sans qu'à vrai dire on puisse complètement s'expliquer cette transformation, Cabarrus revint de Paris complètement anti-jacobin. Or, en cet automne de 1797, son influence sur Godoy ne fit que grandir. Ce fut lui qui provoqua un important mouvement ministériel qui s'effectua en novembre, et par lequel en particulier Jovellanos entra à la Justice et Saavedra aux Finances. « Il est plus que ministre, écrivait Havré, puisqu'ayant adroitement refusé de l'être il s'est réservé le moyen et le crédit de les créer » (1). C'est donc vraisemblablement en partie sous l'influence de Cabarrus que Godoy se mêla aux intrigues royalistes à Paris. Mais son activité

(1) Havré à Louis XVIII, 16, 23 mai, 8 août, 12 octobre, 10, 14 novembre 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 172, 323 ; v. 611, f. 224, 225, 228 ; 7 décembre 1797 : *ibid.*, f. 236 (tableau de l'état de la France dressé pour Louis XVIII d'après les confidences de Cabarrus à son retour de Lille) ; à Antraigues, 15 novembre, v. 636, f. 239. Champigny et Labene à Delacroix, 20 mars, mars, 17 juillet 1797 : A. E., *Esp.*, v. 646, f. 280, 294 ; v. 649, f. 32 ; Theremin à Merlin de Douai, 27 janvier 1798 : A. N., AF III 63, 6^e d. PIZARRO, *Memorias*, I, 117-125. GUYOT, *op. cit.*, 434, 445.

sur ce terrain n'échappa point au gouvernement français, de sorte qu'en cette année 1797 les griefs furent réciproques : si Godoy en avait de sérieux contre son allié, le Directoire en avait contre lui de si graves qu'il ne pouvait tarder à réagir.

Il était échappé au favori quelques paroles imprudentes sur son activité contre-révolutionnaire, paroles qui furent aussitôt répétées : qu'il n'aimait ni la Révolution ni le Directoire, que son journal favori était une feuille réactionnaire, le *Censeur des Journaux*, qu'il avait à Paris un agent secret des mieux informés. Les secrétaires de l'ambassade française signalaient une correspondance active entre le prince de la Paix et Paris, ils l'accusaient de s'être ménagé des intelligences aux Relations Extérieures et de songer à faire un Directeur de son ami Pérignon. Ils signalèrent des mouvements de fonds suspects, deux millions de francs mis à la disposition de la banque Saint-Charles « *para un asunto reservado* ». Ils dénonçaient la présence d'Havré à Madrid (il y avait d'ailleurs des incidents constants entre Pérignon et lui), les accointances de la Riflon (1). Mais, plus encore que par son ambassade à Madrid, le Directoire fut mis en éveil par des « fuites » qui se produisirent chez les royalistes français. En janvier 1797, on arrêta Brottier, La Villeurnois et Duverne de Presles ; tous avaient été remerciés par l'Espagne au lendemain de la paix de Bâle, ce qui n'empêcha pas qu'au cours des interrogatoires on entendit parler de « la faction espagnole » et prononcer les noms de del Campo et de Tallien ; le message du Directoire aux Conseils fit mention de ces indications (2). Le 21 mai 1797, Antraigues s'étant enfui de Venise fut appréhendé à Trieste, et son portefeuille saisi. Antraigues avait été, lui aussi, remercié après la paix de Bâle, mais il avait gardé ses entrées à la légation espagnole de Venise et il recevait de l'Espagne une pension. Son portefeuille contenait-il réellement des documents compromettants pour le prince de la Paix, en particulier, comme le craignait Havré, une correspondance pour laquelle Antraigues servait d'intermédiaire et qui s'échangeait entre le duc de La Vauguyon, ministre de Louis XVIII,

(1) Dépêches des secrétaires de l'ambassade à Delacroix, *passim*, particulièrement de Mangourit, 14 avril 1796, de Champigny, 14 mars, 5 octobre 1797, de Labaune, mars : A. E., *Esp.*, v. 639, f. 412 ; v. 646, f. 235 ; v. 650, f. 93 ; v. 647, f. 96.

(2) Del Campo à Godoy, 4 février, 4 mars 1797 ; Godoy à del Campo, 17 février : *A. Histórico N., Estado*, c. 4019. On peut noter aussi que dès le 29 décembre 1795 un négociant de Bayonne, Louis Pêche, avait dénoncé des intrigues royalistes de Godoy ; mais il ne semble pas que ces commérages aient produit grand effet : A. E., *France, Mémoires et documents*, v. 1967, f. 326.

et Las Casas à Londres ? Ou bien Antraigues, interrogé par Bonaparte après son arrestation, a-t-il fait quelque révélation ? En tout cas, lorsque le 18 fructidor amena la publication plus ou moins complète du portefeuille d'Antraigues, on raconta à Madrid que Godoy se trouvait si compromis qu'il allait donner sa démission. Il fit d'ailleurs bonne figure, répéta à Pérignon qu'il était enchanté de la journée du 18 fructidor, qui consolidait la République, et nia catégoriquement toute relation entre La Vauguyon, Antraigues et lui. Il resterait à savoir ce que le Directoire apprit au juste à la suite du coup d'État (1). Mais on peut regarder comme certain qu'il avait désormais sa conviction faite sur les accointances entre Godoy et la contre-révolution, et même sur sa participation directe à la conspiration anglo-royaliste que fructidor avait déjouée. Précisément, un des nouveaux directeurs nommés après le coup d'état, Merlin de Douai, était très disposé à couper court, et très énergiquement, à des manœuvres de ce genre.

GODOY ET LE PORTUGAL. — Ainsi, dans le domaine de la politique intérieure, le Directoire n'avait pas à se féliciter de l'alliance espagnole. A l'extérieur, il est vrai, le traité de Saint-Ildefonse avait produit un des résultats cherchés : la puissance navale de l'Angleterre était sérieusement contre-balancée par l'entrée en ligne de la flotte espagnole. En décembre 1796, Jervis et Nelson, qui croisaient sur les côtes françaises et italiennes, se trouvèrent menacés d'être écrasés sous le nombre et les Anglais évacuèrent la Méditerranée : ils n'y devaient pas reparaître de deux ans. Ce résultat était sans doute d'importance, mais c'était le seul. Le Directoire n'avait toujours pas obtenu la Louisiane, et surtout l'Espagne travaillait avec opiniâtreté toute action contre le Portugal. Ce fut là le second grand grief du Directoire contre Godoy.

Le prince de la Paix persistait en effet à couvrir le cabinet de

(1) PINGAUD, *Le comte d'Antraigues*, III, 192. Pérignon à Talleyrand, 18 septembre, 6 novembre 1797 : A. E., *Esp.*, v. 649, f. 390 ; v. 650, f. 228. Havré à Louis XVIII, 19 septembre : A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 209. Champigny au Directoire, 2 octobre 1797 : A. N., AF III 63. MURIEL, *Historia de Carlos IV*, IV, 86. Del Campo à Godoy, 7, 8 septembre 1797 : *A. Histórico N., Estado*, c. 4019 (dépêches très vides, del Campo n'étant pas dans le secret de l'activité contre-révolutionnaire de Godoy). Cf. l'épuration générale des bureaux après le 18 fructidor, en raison des accointances étrangères qu'on y soupçonnait : GUYOT, *op. cit.*, 548.

Lisbonne de sa protection, car les raisons qui lui avaient fait adopter cette ligne de conduite n'avaient rien perdu de leur force. Le Portugal multipliait les avances et envoyait à Madrid, en plus de l'ambassadeur ordinaire, Carvalho, un ambassadeur extraordinaire, Alexandre de Sousa-Holstein (août 1796). Le favori recevait de Louis XVIII de flatteurs remerciements pour sa constance à écarter l'invasion du Portugal (1). Les souverains espagnols continuaient à ne pas vouloir d'une expédition sur Lisbonne ; ils entretenaient avec leur gendre le prince Jean et avec leur fille une active correspondance, et la reine détournait soigneusement le roi de toute idée d'hostilités : le prince de la Paix était trop fin courtisan pour ne pas tenir compte de cette situation, et pour aller heurter les sentiments paternels de ses maîtres (2). Enfin, une nouvelle raison apparaissait pour protéger plus que jamais le Portugal : ménager S. M. T. F., c'était ménager l'Angleterre, et telle était de plus en plus la tactique du favori. Déjà en effet il regrettait d'avoir déclaré la guerre à la Grande-Bretagne. L'opinion était hostile à ce conflit. Les mesures édictées contre les Anglais s'exécutaient sans entrain. Le commerce se plaignait des pertes que lui causaient le blocus et la course. La flotte de l'amiral Córdoba avait été battue par Jervis le 14 février 1797, au cap Saint-Vincent, et de ce jour l'escadre anglaise bloquait Cadix. L'état des finances devenait désastreux, au point que la cour dut songer à réfréner son gaspillage habituel et à permettre quelques économies (3). Le favori sentait bien que l'opinion publique le rendait responsable de cette situation et lui était chaque jour plus défavorable. Mais les hostilités étaient engagées, et il ne servait de rien de le regretter, comme Godoy ne se gênait pas pour le faire devant Pérignon : « Nous avons déclaré la guerre à l'Angleterre. Si c'était à refaire, j'y penserais plus sérieusement... nous avons été trop vite » (4). Du moins pouvait-on encore ne pas pousser trop vigoureusement la lutte et garder des ménagements réciproques, et c'est ce que le prince de la Paix s'effor-

(1) Labene à Delacroix, 11, 17 juillet 1797 : A. E., *Esp.*, v. 649, f. 10, 32. Havré à Louis XVIII, 8 septembre : *France-Bourbons*, v. 611, f. 212. LUZ SORIANO, *Historia da Guerra Civil*, III, 259, 303.

(2) Champigny à Delacroix, 11 octobre 1796 ; Labene au même, 23 mai 1797 : A. E., *Esp.*, v. 643, f. 208 ; *Port.*, v. 9 supplément, f. 145.

(3) Sur l'impopularité de la guerre en Espagne, Bute à Grenville, 21 octobre 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 44 ; Havré à Louis XVIII, 25 avril 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 144. Sur les pertes du commerce espagnol, Roquesante, consulté à Cadix, à Delacroix, 25 novembre 1796 : *ibid.*, *Esp.*, v. 644, f. 176.

(4) Pérignon à Delacroix, 10 janvier 1797 : A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 85.

çait de faire. Il apportait une courtoisie marquée aux rapports qu'il entretenait avec le commissaire britannique à Madrid, Thomas Gregory (1). Au mois de mars 1797, Grenville lui ayant fait proposer une paix séparée, il ne mit pas une hauteur excessive à la rejeter (2). De son côté, l'Angleterre ne menait pas les hostilités contre l'Espagne avec beaucoup de vigueur (3). Or, s'unir à la République pour écraser le Portugal eût bouleversé tout ce système. C'eût été tendre des relations dont Godoy regrettait seulement qu'elles ne fussent pas meilleures. C'eût été couper les possibilités de communications que présentait encore Lisbonne (c'est par là que Grenville avait fait passer ses ouvertures). Ainsi, les affaires anglaises confirmaient le favori dans sa politique de protection du Portugal. Sa ligne de conduite était donc de protéger Lisbonne contre une invasion française, et de faire conclure au plus vite la paix entre S. M. T. F. et la République — paix qui toutefois ne devrait pas léser de façon excessive les intérêts anglais.

La partie que le prince de la Paix jouait avec le cabinet britannique n'échappait pas au Directoire. Il savait que malgré les ordres du 25 novembre 1796 les Anglais étaient nombreux en Espagne, qu'ils commerçaient sous le couvert de passeports américains, que Thomas Gregory était installé à demeure à Madrid. Godoy n'avait pas caché à Pérignon qu'il avait reçu des propositions de paix : « Les Anglais sont là, et à ses genoux » écrivait Labene (4). Il n'en était donc que plus important de régler les affaires du Portugal, de dé-

(1) Ils correspondirent longuement au sujet des biens anglais confisqués après la rupture, Gregory s'appuyant sur le traité anglo-espagnol de 1667 qui donnait en cas de guerre 6 mois aux commerçants des deux nations pour réaliser leurs affaires et se retirer, Godoy déclarant qu'en l'espèce cette confiscation avait le caractère d'une mesure de représailles. Cf. en particulier les lettres de Godoy des 4, 20, 29 mai 1797. *Record Office*, F. O. 72, 45.

(2) Grenville à Georges III, et réponse, 10 mars 1797 : *Dropmore Papers*, III, 301. BALLOT, *Les conférences de Lille*, 56, 338-340.

(3) L'action de la marine britannique se restreignit à des opérations de portée pratique et commerciale : occupation de la Trinité (février 1797), tentative contre Porto-Rico (avril). Les attaques contre Cadix et Ténériffe (juillet), qui échouèrent mais firent beaucoup d'impression, furent montées par Jervis pour reprendre en main l'escadre anglaise où couvaient des mutineries : BARNOUN, *Un chef: Jervis*, p. 774.

(4) Ordres du *Consejo de Hacienda* du 25 novembre 1796 : A. E., *Esp.*, v. 644, f. 181. Champigny à Talleyrand, 5 octobre 1797 ; Labene à Delacroix, 27 avril ; Pérignon au même, 10, 19 janvier, 24 mai : A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 85 ; *Esp.*, v. 625, f. 220 ; v. 647, f. 164, 402 ; v. 650, f. 93. Dhermand à Delacroix, 19 janvier 1797 : A. E., *Consulat de Madrid*. FISCHER, *Voyage en Espagne en 1797*, I, 137. Ces affaires anglaises amenèrent en février 1798 un gros incident : l'*Ami des Lois* (dont le directeur était le représentant Poulthier) affirma dans ses numéros 910, 914 et 918 que l'Espagne ouvrait aux Anglais ses ports d'Amérique ; Talleyrand prit à l'égard

truire ce point d'appui que l'Angleterre possédait aux portes de l'Espagne, où elle nouait ses intrigues, d'où elle faisait peser une double menace militaire et navale (au printemps de 1797 elle avait à Lisbonne 6.000 hommes sous Stewart et 22 vaisseaux sous Jervis), où elle entretenait un foyer d'agitation contre-révolutionnaire (en mars 1797, elle y avait envoyé trois régiments d'émigrés) (1). En outre, un traité de paix avec le Portugal pourrait procurer une bonne indemnité de guerre, sans compter quelques territoires en Amérique qui constitueraient une utile monnaie d'échange lors de la pacification générale (2).

De son côté, S. M. T. F. ne repoussait pas toute idée de paix (on sait que des négociations avaient été engagées avant le traité de Saint-Ildefonse), d'autant que la situation militaire et financière du royaume était désastreuse. Mais le parti anglophile, mené par le *Secretario de Estado* Luís Pinto de Sousa Coutinho et surtout par le ministre de la marine Rodrigo de Sousa Coutinho ne voulait ni céder des territoires ni surtout accepter de fermer les ports aux vaisseaux britanniques (3). Or Godoy partageait leur façon de voir et eût voulu faire admettre ces conditions par la France : c'était là un moyen infaillible d'accroître encore les griefs que le Directoire avait déjà contre lui.

Les premières négociations eurent lieu simultanément à Paris et à Madrid, pendant l'hiver 1796-1797. Le prince Jean avait envoyé à Paris son ministre à La Haye, Antonio de Araújo de Azevedo, que dès lors on trouvera toujours intimement mêlé aux affaires françaises et espagnoles ; c'était un homme d'une quarantaine d'années,

de Campo une attitude plutôt aigre, et del Campo dut démentir énergiquement : del Campo à Godoy, 28 février et ? février, et réponse du 13 mars, *A. Histórico N. Estado*, c. 3985 ; *A. E., Esp.*, v. 651, f. 89 ; GUYOT, 564.

(1) Les régiments Loyal Emigrant, Mortemart et Castris, avec de l'artillerie sous le commandement de Rotalier ; le marquis de Rozières, émigré de marque, passait au même moment au service du Portugal, qui lui donnait le grade de lieutenant-général : Coigny à La Vauguyon, 23 mars, 8 avril 1797, *A. E., France-Bourbons*, v. 610, f. 96, 113.

(2) On peut ajouter qu'au point de vue économique il était désirable d'obtenir un traité qui donnât quelques avantages au commerce français et mit fin aux incidents journaliers entre Français et Portugais (cf. les innombrables dossiers de réclamations aux *A. E., Port.*, v. 121.)

(3) Le Portugal était lié à l'Angleterre par un traité d'aide mutuelle contre la France, du 26 septembre 1793 : texte dans FERREIRA, *Collecção dos tratados*, IV, 12. Sur l'anglophilie de Rodrigo de Sousa, Bute à Grenville, 27 août 1796 : *Record Office*, F. O. 72, 43. Sur la situation financière et militaire, témoignage de Bute transmis par Grenville à Georges III, le 11 décembre 1796 : *Dropmore Papers*, III, 284 ; PARRAS GRANOSA, *Memorias historicas*, 125, 213 ; textes de décrets à la *Biblioteca Nacional* de Lisbonne, *collecção Pombalina*, n° 653, f. 233, 263.

excellent diplomate, pénétrant et fin, toujours remarquablement informé. Par l'ex-conventionnel Granet, il influait sur le directeur Le Tourneur. Par Flassan, chef de division aux Relations Extérieures, un émigré rentré avec lequel le ministre de Toscane, marquis Corsini, l'avait abouché, il avait connaissance des dépêches de l'ambassade française à Madrid. Un peu partout il poussait des approches : « *Naquella capital*, écrivait-il, *se não dá passo algum sem dinheiro, e hé preciso destinar tres ou quatro milhões de libras para comprar os Directores...* » Parmi ces directeurs, celui qu'Araújo redoutait le plus était Carnot ; il l'accusait de vouloir une expédition contre le Portugal afin de maintenir son prestige, de donner un exutoire aux armées républicaines et de révolutionner l'Espagne. Contre Carnot, il trouvait l'appui de ce qu'il appelait « le parti espagnol » dans le Directoire, celui auquel il attribuait le projet de mettre un infant sur le trône de France. A sa tête, il place Barras : « Il se vend à qui lui donne le plus », en disait-il. Araújo pouvait compter aussi sur Cabarrus, précieux par l'influence que sa fille, Mme Tallien, exerçait sur Barras. Enfin, il eût dû pouvoir s'appuyer sur l'ambassade espagnole, à laquelle Godoy donnait les ordres les plus nets en ce sens ; mais del Campo était sous l'influence de Reubell et par ailleurs tiniide et apeuré : « Il manque de cœur et de talent, et l'âge le rend presque stupide. » — Ces collusions entre l'Espagne et le Portugal ne pouvaient échapper à Carnot, qui jusque-là ami de l'Espagne se mit bientôt à dénoncer sa perfidie : Godoy s'était fait un ennemi de plus, et inutilement, car Araújo dut quitter Paris en mai 1797 sans avoir obtenu de résultat (1).

Au cours de la deuxième passe, qui eut lieu à Madrid au milieu de 1797, la partialité de Godoy à l'égard du Portugal fut plus évidente encore. Au lendemain de l'alliance, Pérignon avait cherché à obtenir une action commune contre le Portugal, mais le prince de la Paix n'avait pas eu de peine à éluder ses instances, car la République ne disposait pas des troupes nécessaires pour une expédition : Delacroix en était réduit à offrir des Légions Etrangères, des Alle-

(1) Araújo à Luís Pinto de Sousa, 18 janvier, 3 février, 28 mars, 26 juin, 13 août, 4 décembre 1797 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legaço em Paris*. Del Campo à Godoy, 25 septembre 1796, 1^{er} avril, 10 juin 1797 ; Godoy à Campo, 13 avril 1797 : *A. Histórico N. Estado*, c. 4019. Sandoz-Rollin au roi de Prusse, 21 mai 1797 : dans BAILLET-LATOUR, *Preussen und Frankreich*, I, 128. BARRAS, *Mémoires*, II, 417. Carnot négociait directement à Lisbonne par le consul général des États-Unis, Edouard Church (*Actes du Directoire*, III, 552, 557) et peut-être par l'abbé Girod (Wickham à Grenville, 28 décembre 1796, *Correspondence*, I, 502). GUYOT, *op. cit.*, 404.

mands, des Polonais, que l'Espagne aurait à équiper à ses frais. Aussi Godoy faisait-il passer Pérignon par toutes les phases de l'espoir et du découragement, sans jamais faire un pas en avant (1). Mais quand les préliminaires de Léoben eurent rendu disponible l'armée d'Italie, tout changea. Le 13 mai 1797, Pérignon informa le favori que le Directoire destinait 30.000 hommes à l'expédition de Portugal. Godoy fut obligé d'accepter en principe, mais plus décidé que jamais en son for intérieur à empêcher la guerre. Il se rappelait en effet la propagande révolutionnaire à laquelle en 1795 les troupes républicaines s'étaient livrées à l'intérieur de l'Espagne, et il redoutait extraordinairement l'entrée des Français dans le royaume. Tous les moyens lui furent donc bons pour entraver l'exécution de ce projet : il le déclara contraire aux stipulations de l'alliance, inexécutable à cause des chaleurs, il refusa de mettre à la charge du trésor royal la solde et l'entretien de l'armée auxiliaire française ; bref, il donnait chaque jour davantage l'impression que tant qu'il serait au ministère aucune paix convenable avec le Portugal ne pourrait être signée (2).

Une éclaircie sembla pourtant se produire au mois d'août 1797. En même temps qu'il négociait avec les Anglais à Lille, le Directoire traitait avec Araújo de Azevedo, revenu à Paris en juillet. Il était de bonne tactique de détacher le Portugal de l'Angleterre en concluant avec lui une paix séparée ; la République consentait à quelques concessions, S. M. T. F. également ; Araújo était francophile et accommodant ; il avait comme partenaire maintenant non plus Delacroix, mais Talleyrand, qui était un de ses amis et dont l'arrivée au ministère lui avait causé un vif plaisir. On s'entendit donc, et un traité fut signé le 10 août 1797, à des conditions fort avantageuses pour le Portugal. Godoy respira en voyant disparaître le

(1) Attitude pacifique au début d'octobre 1796 : le roi ne pourrait « sans un furieux délire » combattre sa fille. Attitude belliqueuse à la fin du même mois : « Il le faut, il le faut, mon souverain va leur déclarer formellement la guerre ». Rétractation en décembre : « Monsieur l'ambassadeur, je vous ai dit et même écrit que nous ferions la guerre au Portugal : aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous dire qu'elle ne se fera pas. » Plaintes amères sur l'intransigence française en janvier et février, etc. — Dépêches à Delacroix, A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 49, 82, 85 ; *Esp.*, v. 642, f. 103 ; v. 643, f. 208 ; v. 645, f. 47. Delacroix à Pérignon, 18 décembre 1796 : *ibid.*, v. 644, f. 457. Del Campo à Godoy, 27 janvier 1797, et réponse du 9 février : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 4019.

(2) Pérignon à Godoy, 13 mai 1797 ; à Delacroix, le 24 ; del Campo au même, 9 juin : A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 137, 149 ; *Esp.*, v. 648, f. 141. Godoy à del Campo, 17 mai : dans MURIEL, *Historia de Carlos IV*, IV, 13. BALLOT, *Les conférences de Lille*, 108, 219, 273. Rapport de Sandoz-Rollin, 21 mai, dans BAILLEU, *Preussen...*, I, 128.

spectre d'une expédition contre Lisbonne. Mais sa joie fut de courte durée. L'Angleterre agit sans tarder sur le cabinet portugais, le somma de désavouer Araújo et obtint qu'au lieu de ratifier purement et simplement, Pinto de Sousa demandât de nouvelles concessions sur les points les plus importants. Le prince de la Paix fit tout son possible pour détourner les Portugais d'une tactique aussi maladroite ; il renvoya même à Lisbonne, en le chargeant d'une lettre de remontrances écrite par Charles IV, le courrier qui portait à Araújo ces imprudentes instructions (début d'octobre). Mais les anglophiles l'emportèrent auprès du prince Jean, et le 26 octobre 1797, devant l'intransigence du Portugal, le Directoire déclara que les hostilités reprenaient (1). Circonstance aggravante pour Godoy, ce Directoire était un Directoire nouveau, celui du 18 fructidor. A l'intérieur il venait de briser le complot anglo-royaliste : or Godoy était convaincu d'activité contre-révolutionnaire. A l'extérieur, il venait de signer avec l'Autriche la paix de Campo Formio (17 octobre) et préluait déjà à une politique de propagande remuante et hautaine : or le Portugal venait de se comporter en vassal de l'Angleterre, et Godoy le soutenait. A la moindre imprudence nouvelle du favori, le Directoire pouvait donc être amené à manifester sa rancune contre lui.

V

LE DIRECTOIRE ET LA CHUTE DE GODOY

(28 mars 1798).

MERLIN DE DOUAI CONTRE GODOY. — Avec le 18 fructidor était entré au Directoire l'homme qui allait être l'adversaire de Godoy et le promoteur de sa chute, Merlin de Douai. Ses fonctions de ministre de la Police et de la Justice l'avaient mis à même de connaître les intrigues contre-révolutionnaires du favori. De plus, il était certai-

(1) Ces négociations sont bien connues. Pour les détails, voir les correspondances publiées dans BIKER, VIANNA, *Introdução aos apontamentos...*, 62 et suiv., BALLOT, *op. cit.*, GUYOT, *op. cit.*, 430, 450, 460, 471. — Pérignon à Talleyrand, 16 octobre : A. E., *Esp.*, v. 650, f. 143. Coigny à Louis XVIII, le 19 : *ibid.*, *France-Bourbons*, v. 610, f. 211. Araújo de Azevedo à Pinto de Sousa, 22 juillet 1797 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Jervis à Rodrigo de Sousa, 7 octobre : *Bibliotheca Nacional*, Lisbonne, mss, *collecção Pombalina*, n° 683, f. 4.

nement tenu au courant par son protégé Dhermand, consul de France à Madrid, qui s'était toujours montré hostile aux émigrés (1). Mais il voulut sans doute se renseigner plus complètement, et c'est très probablement lui qui se fit informer sur les choses d'Espagne, en novembre et décembre 1797, par le fameux prince-policier Paul de Carency. Celui-ci connaissait bien l'Espagne où il avait jadis vécu plusieurs années avec son père, le duc de La Vauguyon, ambassadeur de France à Madrid ; par ailleurs il avait donné aux partis avancés tous les gages voulus, sous forme de trahisons et de délations aux dépens de ses anciens amis royalistes (2). Il arriva à Madrid le 10 novembre 1797, en compagnie de sa femme, sous prétexte d'aller à Malaga voir sa mère, et il se mit aussitôt à envoyer à Merlin les renseignements attendus. A vrai dire, il semble plutôt que Carency se soit appliqué à ménager tout le monde ; il peignit Godoy comme le seul appui du parti français, Cabarrus comme l'ennemi des anglophiles, et se borna à exhorter Merlin à parler haut et ferme à Madrid et à organiser une expédition contre le Portugal. Sa mission eût donc été assez inutile à Merlin si l'une de ses dépêches n'avait averti qu'un certain Eugenio Izquierdo, qui partait pour Paris sous couleur de recherches scientifiques, était en réalité chargé par Godoy d'une mission politique (3).

Le choix de cet émissaire marquait chez le prince de la Paix un changement de tactique. Carency signalait en effet le « républicanisme prononcé » d'Izquierdo et de fait celui-ci, qui avait vécu longtemps à Paris avant la Révolution et sous la Constituante, avait conservé de nombreuses relations dans les milieux avancés ; il était

(1) Izquierdo l'affirma à Godoy (A. N., A F III 510, dossier du 15 mars, lettre IV) et la chose est probable. Les fonctions de Dhermand à Madrid cessèrent le 6 mars 1798, et il eut son audience d'adieu le 14 juin : à Talleyrand, 11 juin, A. E., *Consulat de Madrid*.

(2) Né en 1770, Carency était arrivé en Espagne avec son père en 1784 ; il avait quitté le royaume au début de 1790 (Vandreuil au comte d'Artois, février 1790, dans leur *Correspondance*, I, 114), et était entré au service de la police du Directoire à la fin de 1795. Il vivait de ses délations (première mission de Malmesbury, conspiration Brottier, 18 fructidor, etc.), de ses dupes au jeu (il pluma Pizarro au moment des conférences de Lille), de ses escroqueries, etc. Cf. DAUDET, *Histoire de l'émigration*, II, 52-68, *La police et les chouans*, 32 ; GUYOT, 300, 434. PIZARRO, *Memorias*, I, 120. Les rapports qu'il envoya de Madrid (A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1967, f. 346-355) ne sont pas signés, mais les dépêches d'Havré fournissent d'indiscutables recoupements (à Louis XVIII, 12, 24 novembre 1797, 13 mars 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 226, 235 ; v. 612, f. 7) Le « citoyen Directeur » auquel ils sont adressés n'est pas nommé, mais certains passages et la suite des événements ne permettent guère de douter qu'il s'agisse de Merlin.

(3) ? (Carency) à un « Citoyen Directeur » (Merlin), 17, 23, 28 novembre, 11 décembre 1797 : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1967, f. 346, 350, 352, 355.

en particulier dans les meilleurs termes avec les patriotes du Jardin des Plantes et avec Hardy, l'ex-conventionnel, adversaire juré des Clichyens, qui allait être nommé président des Cinq-Cents le 19 février 1798. Izquierdo jouissait en outre d'une certaine réputation comme naturaliste (il était à Madrid directeur du cabinet royal d'histoire naturelle) et il entretenait des rapports amicaux avec de nombreux savants parisiens. C'est en raison des intelligences qu'il possédait parmi les hommes de gauche que Godoy l'avait choisi : le favori se rendait donc compte des changements qu'avait amenés le 18 fructidor et de la nécessité d'agir sur les milieux jacobins. D'ailleurs, son but final demeurait le même, et une des lettres qu'il envoya à Izquierdo l'expose fort bien : « Je suis très satisfait de vos démarches pour écarter l'invasion du Portugal et pour persuader à ces gens-là que je suis leur ami... Informez moi de tout sans délai, et surtout de ce qui peut concerner la sûreté de ma personne et qui peut être utile à mes intérêts. » Izquierdo devait également contrecarrer l'expédition contre l'Angleterre à laquelle on songeait alors en France : Godoy ne tenait sans doute pas à y engager les escadres espagnoles, et il ne cachait pas que si la tentative réussissait le Directoire se trouverait porté à un degré de puissance dangereux (1). Izquierdo arriva à Paris au début de janvier 1798 ; le but officiel de son voyage était de visiter les établissements scientifiques et d'acheter des machines pour les fabriques de planches de cuivre qu'il possédait à Romilly et à Juvia, en Galice. Del Campo le présenta aux Directeurs et aux ministres, qui le reçurent avec affabilité (2). C'est ainsi que fit son entrée dans la diplomatie occulte celui qui devait être le grand agent officieux de Godoy et la cheville ouvrière de sa politique française de 1804 à 1808.

En même temps qu'il envoyait à Paris Izquierdo pour surveiller et amadouer les jacobins, Godoy y envoyait Cabarrus afin de se couvrir du côté de Barras et de Talleyrand. Le 12 novembre 1797, il avertit del Campo que Cabarrus le remplaçait à l'ambassade (3).

(1) Lettre de Godoy à Izquierdo interceptée par Theremin : A. N., A F III 510, arrêté du 15 mars 1798, 1^{re} lettre. Rapport de Theremin à Merlin, 27 janvier 1798 : A. N., AF III 63, 6^e d.

(2) Godoy à del Campo, 26 octobre 1797, l'avertissant qu'Izquierdo va partir pour Paris, « avec quelques commissions du service royal. » ; del Campo à Godoy, 11 janvier 1798 (annonçant l'arrivée d'Izquierdo à Paris), et 24 mars : A. *Histórico N., Estado*, c. 4019, 3985.

(3) Del Campo était nommé conseiller d'État. Cabarrus devait toucher un traitement moitié moindre que son prédécesseur, soit 90.000 livres par an. — Godoy à del Campo, 12, 16 novembre ; réponse du 26 : A. *Histórico N., Estado*, c. 4019. Le chargé

Le nouveau représentant de S. M. C. n'arriva à Paris que le 3 janvier 1798 ; diverses intrigues qui n'avaient rien à faire, paraît-il, avec le service du roi avaient retardé son départ. De plus, son audience de présentation ne put avoir lieu tout de suite, car le décadi que le Directoire consacrait chaque mois à recevoir les ambassadeurs venait de passer ; mais Talleyrand assurait qu'aucune difficulté ne surgirait de ce côté. Cabarrus employa donc son temps à se renseigner, afin de remplir le mieux possible la mission que le prince de la Paix lui avait donnée : faire connaître au Directoire « que S. M. était résolue à ne faire sous aucun prétexte la guerre au Portugal » (1). Les deux représentants de Godoy, l'officieux et l'officiel, travaillaient ainsi côte à côte à la même tâche, mais sans se douter qu'ils étaient déjà tous deux dénoncés et surveillés.

Le but politique de la mission d'Izquierdo avait été signalé à Merlin par Carency, comme on l'a vu ; il le fut également par un anonyme (2). Quant à Cabarrus, il y avait longtemps qu'il était suspect au Directoire. Au moment où il se trouvait en France comme délégué de l'Espagne au congrès de Lille, sa conversion aux idées anti-jacobines n'avait point passé inaperçue et dès avant le 18 fructidor on songeait à demander son rappel. Là-dessus, Dhermand signala de Madrid que l'ancien constituant Cazalès venait d'arriver de Londres dans la capitale espagnole, qu'il y avait touché de grosses sommes chez le banquier de l'Angleterre, Joyes et fils, et qu'il était constamment escorté du neveu de Cabarrus, un déserteur de l'armée française, Galabert (3). L'ambassade de son côté avait envoyé et allait envoyer encore des renseignements très défavorables sur le compte du nouveau représentant de S. M. C. à Paris. Il est possible

d'affaires portugais, Brito, notait à cette époque les oscillations de l'Espagne entre les jacobins et ce qu'il appelait le parti orléaniste, avec Talleyrand : à Pinto de Sousa, 31 janvier 1798, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(1) D'après Pizarro (*Memorias*, I, 127) Cabarrus voulut emmener avec lui son amie, la femme de l'aide-major de la place de Madrid, Colón. Il imagina donc de faire nommer ce dernier consul général à Paris (où il remplaça Ocaritz, qui alla à Hambourg : Havré à Louis XVIII, 14 novembre 1797, A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 225), et les formalités nécessaires retardèrent son départ. — Campo à Godoy, 3 janvier 1798 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3985. Cabarrus au même, s. d. (mi-janvier), dans MURIEL, *Historia de Carlos IV*, IV, 95-100. Theremin à Merlin, 27 janvier 1798 : A. N., AF III 63, 6^e d.

(2) Mémoire anonyme, s. d. (novembre 1797), ni adresse : A. E., *France, Mémoires et documents*, v. 1967, f. 338. Son auteur, qui semble distinct de Theremin, est bien renseigné sur Izquierdo ; il a eu connaissance, comme Theremin, de lettres envoyées par Godoy à son agent. D'ailleurs, Izquierdo paraît avoir été, au cours de cette première mission, beaucoup moins circonspect qu'il ne le fut par la suite.

(3) Dhermand à Delacroix, 23 janvier, 20 février, 30 mars, 29 juin 1797 ; Delacroix au Directoire, 20 juillet 1797 : A. E., *Consulat de Madrid*.

aussi qu'Izquierdo ait desservi en cachette son concurrent (1). Il se peut également que l'arrestation d'Araújo de Azevedo ait fourni à Merlin de nouvelles preuves contre Cabarrus. Le négociateur portugais fut en effet envoyé au Temple le 29 décembre 1797, sous l'inculpation d'avoir cherché à corrompre les Directeurs : or, lorsque Godoy apprit l'événement, il ne cacha pas sa crainte qu'on n'eût découvert chez Araújo des papiers compromettants pour lui, en particulier des lettres à Cabarrus. Il est possible en effet qu'on ait trouvé quelque chose, ou que les Portugais aient laissé échapper quelque indiscretion dans le désarroi que causa ce coup d'éclat (2). Enfin, Merlin avait encore un motif pour agir contre Cabarrus, et c'était l'hostilité qu'il nourrissait à l'égard des protecteurs du nouvel ambassadeur espagnol, Barras et surtout Talleyrand, avec qui il était en fort mauvais termes. Contre Cabarrus, Merlin obtint sans difficulté, semble-t-il, l'appui de François de Neufchâteau, son collègue de fructidor, et surtout il pouvait compter sur Reubell, qui dès avant fructidor avait mis en lui sa pleine confiance, qui détestait Talleyrand et avait la haute main sur la politique extérieure. Le 20 janvier 1798 donc, le Directoire décida de ne pas admettre Cabarrus comme ambassadeur d'Espagne (3). Une semaine après, un rapport de police vint prouver combien cette décision était fondée. Merlin avait lancé sur la piste des négociateurs espagnols un ancien conseiller d'ambassade de Prusse passé au service français, Charles Theremin. Le rapport où celui-ci résuma les résultats de ses recherches fut concluant ; le 27 janvier, les Directeurs y purent lire par le menu quels étaient les buts secrets de Godoy et de quelles missions étaient chargés Izquierdo et Cabarrus (4). Le 31, notification fut faite au cabinet espagnol du refus que la République oppo-

(1) Labene à Delacroix, mars 1797 ; Champigny à Talleyrand, 13 novembre : A. E., *Esp.*, v. 646, f. 294 ; v. 650, f. 255. Arrêté du 15 mars 1798, *Nota-bene* de la 4^e lettre : A. N., AF III 510.

(2) Toutefois, Araújo s'attendait à être arrêté ; il avait pris ses dispositions en conséquence ; un portrait de lui, au *Ministério dos Estrangeiros* de Lisbonne (cabinet du ministre) le représente regardant le Temple dans le lointain et ayant à ses pieds ses papiers prêts à être brûlés. Sur les craintes de Godoy, Havré à Louis XVIII, 10 mai 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 22. Del Campo protesta avec une noblesse qu'expliquent son manque de caractère et son peu de sympathie pour le Portugal. — Walpole à Grenville, 20, 31 janvier 1798 : *Record Office*, F. O. 63, 27. Del Campo à Talleyrand, 31 décembre 1797 : A. E., *Port.*, v. 122, f. 2 ; à Godoy, 16 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 3985. Araújo à Pinto de Sousa, 4 décembre 1797, 10 mars, 10 juin : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*, et BIKER, *Supplemento à Collecção...*, XII, 190.

(3) GUYOT, *op. cit.*, 61, 65, 471, 581.

(4) Theremin à Merlin, 27 janvier 1798 : A. N., AF III 63, 6^e d.

sait à la désignation de Cabarrus comme ambassadeur de S. M. C. à Paris (1). Les raisons de cette décision étaient claires et personne ne s'y trompa. Les hostilités se trouvaient désormais engagées entre le Directoire et Godoy.

L'AFFAIRE SEGUI-CARENCY. — Merlin poussa vigoureusement son offensive. Les circonstances en effet étaient pressantes. Le grand projet de descente en Angleterre exigeait qu'on signât au plus vite la paix avec le Portugal et qu'on s'assurât de la part de l'Espagne un concours maritime loyal et entier. Or Merlin ne pouvait guère compter sur le nouvel ambassadeur de France à Madrid, l'amiral Truguet, qui venait de rejoindre son poste en remplacement de Pérignon, rappelé par un arrêté du 8 octobre 1797. Truguet était en effet l'ami de Talleyrand et de Bonaparte, et au temps où il était ministre de la Marine il avait entretenu une correspondance suivie avec Godoy (2). La faction Merlin-Reubell décida donc de passer par dessus la tête de l'ambassadeur, et ce fut au secrétaire d'ambassade, Perrochel, qu'elle confia l'exécution du plan vraiment inusité qu'elle avait conçu. Perrochel devait aller trouver la reine, à l'insu de Godoy, et la sommer de faire pression sur le Portugal pour lui faire accepter les conditions françaises : faute de quoi, la République laisserait agir « le parti aragonais », qui était prêt à renverser la dynastie. Une autre intrigue se greffait sur celle-là, déjà passablement extraordinaire. On confia les dépêches destinées à Perrochel à un fournisseur de l'armée, Segui, qui se rendait à Madrid. Mais on ne lui confia pas que les dépêches : on lui donna aussi mission de régler avec Godoy tous les points en litige, et il est très possible qu'il ait été chargé en outre de faire tomber le favori. Il faut ajouter

(1) Talleyrand à Godoy, 31 janvier 1798 : A. E., *Esp.*, v. 651, f. 48. Le refus avait dû transpirer avant la notification officielle, entre le 23 (jour où Cabarrus écrivait à Godoy ne savait rien encore : MURIEL, IV, 100) et le 26 (Havré le connaissait à Madrid le 2 février : à Louis XVIII, A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 250). Le prétexte officiel du refus fut que Cabarrus était né en France, à Bayonne ; il y avait d'ailleurs un précédent : le 9 octobre 1796, del Campo avertit Godoy que malgré ses instances le Directoire refusait d'admettre Cibon comme ministre de Malte, parce qu'il était né en France (*A. Histórico N., Estado*, c. 3998).

(2) GUYOT, 551, 581, 582. Pour les détails des ambassades de Pérignon et de Truguet, cf. DRY, *Soldats ambassadeurs*, I, 216 et suiv. Lettres de rappel de Pérignon, 20 novembre 1797 : A. E., *Esp.*, v. 650, f. 293. BARRAS, *Mémoires*, II, 257, 379. Sur Truguet, « qui est acheté par l'Espagne », Araújo à Pinto de Sousa, 29 juin 1797 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

enfin que par intérêt personnel Segui ne pouvait manquer de pousser à la paix avec le Portugal, car il avait déjà avancé au gouvernement français l'indemnité qu'on comptait faire payer par S. M. T. F. (1).

Talleyrand fut au courant de toutes ces combinaisons, qui se firent sans mystère : Merlin et Reubell avaient donné à Segui « des instructions sur tous les points à régler entre les deux gouvernements » en plusieurs entrevues auxquelles assistait del Campo, et Araújo lui-même savait en gros de quoi il retournait (2). Or tout cela ne pouvait que déplaire profondément au ministre. En premier lieu, cette combinaison était l'œuvre de ses ennemis personnels. Ensuite, la négociation était ainsi transportée à Madrid et il verrait donc cesser les pots-de-vin dont Araújo n'était pas avare à son égard. Enfin cette mission amènerait fatalement l'expédition contre Lisbonne puisqu'elle devait provoquer la chute de Godoy, le protecteur de S. M. T. F., et que des pourparlers engagés de cette manière ne pouvaient conduire qu'à la rupture : or Talleyrand ne voulait pas de l'expédition contre le Portugal, car elle pourrait détourner l'Angleterre de la paix, et d'ailleurs Araújo le payait pour l'empêcher (3). Il chercha donc un moyen de brouiller les cartes et de faire échouer la mission de Segui. Il le trouva dans Carency.

(1) GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 582-585, 911-914 (instructions à Perrochel, in-extenso). Talleyrand à Godoy, 9, 13 février 1798, et à Pinto, 13 février : A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 193, 194, 195. Francisco Segui était né à Mahon ; après avoir fait faillite à Lisbonne, il s'établit en France, où il s'occupa de diverses fournitures (en particulier des indemnités napolitaine, batave et portugaise). Araújo, avec qui il fut en relations assez étroites, le dépeint comme « un homme de très mauvais caractère et aux vues ambitieuses. » Il cherchait à cette époque à rentrer en Espagne, sans y parvenir. Nous le retrouverons bientôt. En juin 1802, il fut chargé de porter aux *Reyes* des lettres de Bonaparte. Peu après, il fut condamné pour escroquerie à 3 ans de travaux forcés. Il s'évada et revint en Espagne où en 1804 on le retrouve en excellents termes avec Godoy, et où il fut encore chargé, paraît-il, d'extraire des piastres pour le compte de la France. — Araújo à Pinto, 14 mai, 23 octobre 1797 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Godoy à Pérignon, 9 janvier 1797 : A. E., *Esp.*, v. 645, f. 154. Martin à Talleyrand, 12 septembre 1806 : *ibid.*, v. 670, f. 305 ; *ibid.*, *Naples*, v. 124, f. 52, 64, 100, 110, 118, 136, etc. ; Havré à Louis XVIII, 13 mars 1798 : *ibid.*, *France-Bourbons*, v. 612, f. 7. Cevallos à Segui, 13 juin 1802 ; Godoy au même, février 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5207, 2881.

(2) Araújo à Pinto, 6 mars 1798 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Del Campo à Godoy, 2 avril : *A. Histórico N., Estado*, c. 3985. Walpole à Grenville, 14 mars : *Record Office*, F. O. 63, 27.

(3) Sur les pots-de-vin que le Portugal versa à Talleyrand, la correspondance d'Araújo ne laisse aucun doute ; voir en particulier ses dépêches à Pinto, 26 octobre 1797, 30 mai et 10 juin 1798, dans BIKER, XI, 526, XII, 158 et 190 ; 1^{er} avril 1798 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Dans le même but de paix avec le Portugal, Godoy ordonnait à del Campo de cultiver l'amitié du ministre : del Campo à Godoy, 5 septembre 1797, *A. Histórico N., Estado*, c. 4019.

Carency était toujours à Madrid, où il posait pour le parfait jacobin. Il portait la cocarde, se promenait « mis en sans-culotte », souhaitait publiquement une révolution en Espagne, se faisait appeler, ainsi que sa femme, « citoyen et citoyenne Carency » et quand il était ivre, ce qui lui arrivait souvent, il se vantait d'avoir provoqué le 18 fructidor et d'avoir fait guillotiner dix-neuf personnes par ses dénonciations. Mais il avait « du jargon, de l'esprit et surtout de l'audace » (1) et convenait à la mission dont il fut sans doute chargé par Talleyrand. Au début de février 1798, il apparut tout à coup à Paris. Il en repartit vers le 9 et fut de retour à Madrid le 16 : il y revenait au courant de tout le secret de Segui, qui, lui, n'avait quitté Paris que le 11 et voyageait lentement, en voiture, avec un secrétaire, deux courriers, de nombreux valets, laissant derrière lui à partir de Bayonne des relais tout préparés pour ses dépêches et précédé de très loin du bruit de sa mission « secrète » (2). Il n'arriva à Madrid que le 27 : Carency avait eu 11 jours pour brouiller son jeu, et c'était plus qu'il n'en fallait.

De retour à Madrid, Carency se présenta à Godoy et l'entretint longuement. Barras l'avait-il chargé de son côté de faire des ouvertures, et Carency proposa-t-il au favori d'acheter le Directeur ? C'est possible (3). Ce qui est certain, c'est qu'il avertit le prince de la Paix de l'arrivée prochaine de Segui et de la redoutable mission dont le fournisseur était chargé (4). Godoy eut tôt fait de trouver la parade voulue : il écrivit à Truguet, en une lettre fort digne (5)

(1) Havré à Louis XVIII, 13, 20 mars 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 9, 7. Lettre de Maignion, commerçant français compromis par ses relations avec Carency à Madrid en novembre 1797 : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1967, f. 369.

(2) Havré à Louis XVIII, 22 février (fixant la date du retour de Carency à Madrid), 13 mars : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 3, 7. Pour Segui, les dates sont précisées par son rapport au Directoire du 8 avril : A. N., AF III 63. Sur le bruit qu'avait fait à l'avance sa mission, *Moniteur* des 18 ventôse, 2, 10, 23 germinal, et 6 prairial (polémique entre Segui, son agent Boisverd, Truguet et la colonie française de Madrid.)

(3) Là-dessus, on n'a que le témoignage partial et passionné de Truguet : au Directoire, 6 mars 1798, A. N., AF III 63.

(4) Ce fait résulte de tous les témoignages : rapports au Directoire de Perrochel (3 mars), de Truguet (25 février, 30 mars), de Segui (8 avril) : A. N., AF III 63. Carency a-t-il agi ainsi sur les instructions de Talleyrand et de Barras ? On connaît ses relations avec Barras, avouées par ce dernier (*Mémoires*, II, 471). Quant à Talleyrand, Carency avait épousé une de ses familières, M^{lle} de Rochechouart-Beaucourt (qui dirigeait à Paris un service d'espionnage autrichien : *Dropmore Papers*, IV, 611) et Talleyrand mit une hâte suspecte à divulguer le « secret » de la mission de Segui (Sandoz-Rollin au roi de Prusse, 22 février 1798, dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 173). Mais nous n'avons pas de preuve absolue à l'appui de cette hypothèse. Toute l'affaire demeure d'ailleurs assez obscure.

février), qu'il venait de recevoir la visite d'un émissaire occulte de Talleyrand, que cette façon d'agir était peu correcte et qu'il ne s'y prêterait plus à l'avenir (1). Dès lors, Segui pouvait arriver : le prétexte était déjà pris pour l'évincer. Il trouva en effet tout le monde en garde. Perrochel refusa d'exécuter les instructions qu'il lui apportait. C'était un diplomate expérimenté, « un homme âgé, couvert de rides et ayant le masque du rôle qu'il joue », dit Havré, apparenté à des émigrés de marque, et d'idées modérées (2). Il n'eut pas la simplicité d'aller voir la reine, qu'il savait parfaitement au courant, et envoya Segui faire la commission à Godoy lui-même. Le favori écouta le fournisseur (28 février), s'émut très peu de ses discours qui n'étaient plus que de la poudre mouillée, et en vertu de sa décision récente de ne plus entendre d'agents secrets, il lui ferma sa porte (3).

Ce fut alors un véritable charivari. Segui protestait violemment, accusait Truguet de son échec et liait partie, afin de reprendre pied, avec son dénonciateur Carency et avec Fonvielle, un autre intrigant que Barras avait envoyé jadis à Madrid et qu'il avait désavoué par la suite (4). Truguet, qui avant même l'arrivée de Segui avait poussé les hauts cris devant ces procédés du Directoire, réclamait de plus belle contre les agissements de Talleyrand. Perrochel, qu'il accusait avec la dernière violence, ripostait de son mieux. Bref, la

(1) Truguet au Directoire, 25 février (reproduisant la lettre de Godoy) et Perrochel au même, 3 mars : A. N., AF III 63.

(2) Henri de Perrochel avait été ecclésiastique et officier sous l'ancien régime. Il était gendre du marquis d'Alargis, lieutenant-général des armées de Louis XVIII. Il devait sans doute son poste à La Revellère-Lépeaux, avec qui il était très lié. — Havré à Louis XVIII, 8 septembre, 28 décembre 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 212, 242 ; *France, Mémoires et documents*, v. 1967, f. 359. LA REVELLÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*, II, 256.

(3) Il alla jusqu'à lui refuser des chevaux pour expédier ses dépêches. — Perrochel au Directoire, 3 mars ; Segui au même, 4, 8 avril : A. N., AF III 63 ; A. E., *Esp.*, v. 651, f. 342.

(4) Bernard Fonvielle était un aventurier toulousain qui se disait le neveu de Barras par sa femme, et qui avait joué un certain rôle contre-révolutionnaire dans le Midi. Il arriva à Madrid le 4 janvier 1798, muni d'une lettre de recommandation pour l'ambassade, que Talleyrand lui avait délivrée sur la demande du ministre des Finances. Officiellement, c'était pour s'occuper d'extraire des piastres. Mais, bien que le banquier espagnol Drouillet eût repoussé son projet, Fonvielle resta à Madrid et prit pied à l'ambassade. Il est possible qu'il ait alors fait des ouvertures à Godoy de la part de Barras. Mais à la suite de l'affaire Cabarrus celui-ci s'inquiéta et désavoua Fonvielle par un billet brutal qui lui fit aussitôt fermer la porte de Godoy et celle de l'ambassade. Fonvielle dut quitter Madrid en mars. — GUYOT, *op. cit.*, 585 ; A. N., AF III 63, 25 février, 6 mars ; Barras à Talleyrand, 31 janvier : A. E., *Esp.*, v. 641, f. 47 ; *Port.*, v. 9 supplément, f. 208 ; M. DE F., *Voyage en Espagne en 1798* (écrit de son aventure par Fonvielle lui-même, et où tout n'est pas entièrement inexact).

manœuvre de Merlin et Reubell se trouvait complètement déjouée par l'habile parade de Talleyrand. Celui-ci se hâta d'expédier à Segui l'ordre de rentrer à Paris (1). Mais si la grande offensive contre Godoy et le Portugal s'achevait par un fiasco complet, si le favori se tirait indemne de l'aventure, il n'en avait pas moins compris que pour obtenir sa chute le Directoire était disposé à user de tous les moyens.

LA CHUTE DE GODOY (MARS 1798). — Or, à l'instant précis où cette hostilité du Directoire se manifestait de façon presque officielle, le pouvoir du prince de la Paix était très ébranlé. A la fin de 1797, tout le monde remarquait combien Godoy se montrait abattu. La non-admission de Cabarrus à Paris lui avait été sensible. Le silence obstiné que le Directoire gardait à son égard sur les questions de politique extérieure le blessait. Des concentrations de troupes qui s'opéraient du côté de Perpignan, sous le commandement d'Augereau, l'inquiétaient. Le rappel de Pérignon le privait d'un appui sérieux (2). A l'intérieur du royaume, le mécontentement grandissait. Le prince de la Paix en était venu à craindre une révolution, et il avait rappelé d'urgence son ami Cabarrus qui après son refus par le Directoire s'était enfui en Hollande de peur d'être arrêté (3). Le clergé lui était de plus en plus hostile, surtout depuis les nouveaux sacrifices financiers qu'il avait fallu lui imposer. A la cour, le « parti

(1) La polémique Truguet-Talleyrand qui s'ensuivit ébranla un moment Talleyrand, mais en fin de compte amena le rappel de Truguet. Dépêches de Truguet : 25, 28 février, 6, 7, 15 mars, 26 avril : A. N., AF III 63 ; A. E., *Port.* v. 9 supplément, f. 202 ; *Esp.*, v. 651, f. 244. Rapport de Sandoz-Rollin dans BAILLEU, I, 210. LA REVEILLÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*, II, 254. *Dropmore Papers*, III, 159. Segui fut rappelé le 13 mars (A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 210, 211). Il eut ensuite une polémique avec ses adversaires dans l'*Ami des Lois* (31 germinal) et le *Moniteur* (10 et 23 germinal). Il s'était auparavant réconcilié avec Carency (et un des points obscurs de cette affaire est qu'au fond ils ne furent sans doute jamais complètement brouillés) et il obtint même sa radiation de la liste des émigrés : Havré à Louis XVIII, 23 juin, 4, 14 août, A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 27, 34, 35.

(2) Havré à Louis XVIII, 28 novembre, 19 décembre 1797 : *ibid.*, v. 611, f. 237, 240. Pérignon et Truguet à Talleyrand, 6 novembre, 12 février : A. E., *Esp.*, v. 650, f. 228 ; v. 651, f. 98. Champigny au Directoire, 2 octobre 1797 : A. N., AF III, 63. Del Campo à Godoy, 28 mars, 2 avril : *A. Histórico N., Estado*, c. 3985 ; Godoy à del Campo, 15 mars, 15 janvier : *ibid.*, et MURIEL, IV, 88.

(3) Araújo à Pinto, 17 juin 1798 : BIKER, XII, 190. Cabarrus retourna en Espagne en mars : del Campo à Godoy, 16 mars, *A. Histórico N., Estado*, c. 3985. — Il y eut à Guadalajarra, au début de 1797, des troubles sérieux : *ibid.*, *Concejos Supplidos, Sala de Gobierno*, 1797.

cagot » se renforçait ; il comptait dans ses rangs un gendre du roi, le fils du duc de Parme, et voici que la reine elle-même passait de son côté. En septembre 1797, elle avait cherché à détacher son favori d'une maîtresse qu'il entretenait, Josefa Tudó, et c'est dans ce dessein, racontait-on, qu'elle lui avait fait épouser la cousine germaine de Charles IV, Marie-Thérèse de Bourbon. Mais peu après Godoy reprenait la Tudó et par là s'aliénait définitivement la reine (1).

Contre cette coalition, il pouvait cependant rester au favori une ressource, celle qui l'avait sauvé déjà un an auparavant, l'appui de la République. Il le comprit, et recommença la manœuvre : mais cette fois ce fut sans succès. Truguet était arrivé à Madrid le 4 février 1798, précédé de rumeurs alarmantes, et il montra aussitôt que le ton des ambassadeurs du Directoire fructidorisé était fort élevé. Il parut à l'audience de présentation en bottes et pantalon, et dans son discours, d'une violence qui fit sensation, il réclama des mesures énergiques contre les ennemis de la République. Or, non seulement pareille attitude n'amena aucun refroidissement avec la cour, mais encore Godoy ménagea à Truguet un accueil particulièrement cordial (2). Il fut vite évident que le favori se raccrochait à l'ambassadeur de France pour tâcher de sauver son pouvoir menacé : Truguet le comprit, et en profita (3). On vit alors le prince de la Paix donner hâtivement tous les gages que la République lui demandait. Il consentit à subordonner les mouvements de l'escadre de Cadix aux plans d'ensemble que dresserait le Directoire (4). Il

(1) Havré à Louis XVIII, 22 février 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 3. Champigny à Delacroix, 9 janvier, 14 mars, 7 août, 11, 16 septembre 1797 : *ibid.*, *Esp.*, v. 645, f. 157 ; v. 646, f. 235 ; v. 649, f. 146, 337. Lettres de Madrid au *Moniteur* des 9 octobre 1797, 22 février, 7 mars 1798. JOVELLANOS, *Diarios*, 339. Sur le mariage de Godoy, la version de la *Biographie universelle et portative des contemporains*, article *Godoy*, cadre assez bien avec les renseignements de Butzov (mars 1798, dans TRATCHEVSKI, *L'Espagne à l'époque de la Révolution Française*, 54) et avec les mémoires de la Tudó elle-même (*Biblioteca Nacional*, Madrid, mss. 12.970-6). Cf. aussi PIZARRO, *Memorias*, I, 126, et PARDO GONZÁLEZ, *Godoy*, 56. Peu après son mariage, le 25 décembre, Godoy fut nommé colonel-général de tous les régiments d'infanterie suisse.

(2) Havré à Louis XVIII, 2, 13, 19 février 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 611, f. 250, 252 ; v. 612, f. 6. DRY, I, 273. GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 148-152. GODOY, *Mémoires*, II, 184. Lettres de Madrid au *Moniteur* des 12 et 18 ventôse an 6. Rapports d'agents secrets en France, janvier : *Dropmore Papers*, IV, 70.

(3) « Je sentis que plus il verrait approcher l'instant de sa chute, plus il éprouverait le besoin de s'appuyer de la protection de la République et de l'ascendant de son ambassadeur, et combien il me serait facile alors de tirer de cette position le parti le plus avantageux pour la France » : à Talleyrand, 5 avril : A. E., *Esp.*, v. 651, f. 353 ; au Directoire, 30 mars : A. N., AF III 63 ; Labene au même, 9 avril, AF III 62.

(4) L'escadre était sortie le 6, sous la pression de l'opinion publique qui s'irritait

interdit aux prédicateurs d'aborder en chaire les sujets politiques, de peur de sorties contre la Révolution. Il nomma à Paris l'ambassadeur qu'on y souhaitait, Azara. Il fit offrir à Talleyrand un million et demi de livres, destiné à lui permettre d'entrer dans le Directoire. Il défendit de porter les décorations de l'ancien régime français (1). Mais Truguet exigeait davantage : il voulait l'expulsion de tous les émigrés. Godoy hésita, mais en fin de compte le 23 mars 1798 une cédula royale édicta l'ordre que désirait l'ambassadeur. C'était là en vérité un gage sérieux donné au Directoire, car le nombre total des émigrés dans le royaume était d'une vingtaine de mille, dont plusieurs étaient de très grands seigneurs en Espagne même, et dont beaucoup servaient dans la marine ou dans l'armée (2).

Le prince de la Paix donnait à la même époque une autre preuve de son attachement à la République : il repoussait de façon catégorique les ouvertures de paix que lui faisaient le Portugal et l'Angleterre. Le 3 février 1798, Grenville avait averti à la fois le ministre portugais Luís Pinto de Sousa et le représentant britannique à Lisbonne, Robert Walpole, qu'il désirait envoyer en Espagne un émissaire chargé de proposer à Godoy une paix séparée. Il avait choisi pour cette mission un agent du *Foreign Office*, William Gregory, qui avait été pendant vingt-trois ans consul à Barcelone, qui

de voir les Anglais bloquer impunément le port. Truguet obtint que le fait ne se renouvelât pas sans entente avec le Directoire : à Talleyrand, 12 février 1798, A. N., AF III 62

(1) Godoy à del Campo, 27 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 3985. Sur Azara. Godoy à Talleyrand, 12 février, 15 mars ; Talleyrand à Godoy, 1^{er} mars : *A. E., Esp.*, v. 651, f. 102, 241, 186. Il est impossible de souscrire à l'avis de BESQUES, *La première ambassade d'Azara*, 250, que del Campo fut rappelé parce qu'anglophile et contre-révolutionnaire.

(2) Les ordres rendus contre les émigrés au moment de l'alliance franco-espagnole n'avaient pas été appliqués. Les régiments d'émigrés (qu'Havré voulait en 1795 faire passer au service de l'Angleterre et qu'elle refusa en raison de leur peu de valeur militaire) avaient subsisté ; beaucoup d'officiers de marine étaient toutefois passés sur les vaisseaux républicains. Il y avait à Madrid nombre de femmes, et beaucoup de prêtres qui vivaient de messes. L'émoi fut grand parmi tous. Les ordres royaux considéraient comme émigrés tous ceux qui étaient entrés en Espagne après le 1^{er} juillet 1789, sans excepter ni les grands d'Espagne (Havré, Saint-Simon, La Force, Gand), ni les déportés par ordre de la République, ni ceux munis d'un passeport français. Le Portugal fermait obstinément ses frontières, ne fût-ce que pour un simple transit. Havré dut partir pour Lisbonne, et la mesure jeta un grand froid entre Godoy et Louis XVIII. — Havré au roi, A. E., *France-Bourbons*, dépêches du 22 février au 4 août 1798, particulièrement : v. 612, f. 3, 6, 7, 11, 12, 15, 21, 22, 31, 32, 34 ; Harcourt et Bertrand au même, *ibid.*, v. 611, f. 288, 292 ; v. 611, f. 16. Champigny et Labene à Delacroix, 29 janvier ; *ibid.*, *Esp.*, v. 645, f. 309 et A. N., AF III 63. Bute à Grenville, 28 octobre 1795 : *Record Office*, F. O. 72, 39. GEOFFROY DE GRANDMAISON, 155-159. CONTRASTY, *Le clergé français exilé en Espagne* (1792-1802).

possédait dans tout le royaume de nombreuses relations et dont le frère, Thomas, se trouvait à Madrid en qualité de commissaire chargé de subvenir aux besoins des prisonniers de guerre anglais. Gregory reçut ses instructions le 3 février, et le 15 il débarquait à Lisbonne. Il y trouva les affaires déjà embrouillées. Deux jours avant son arrivée, Pinto avait eu la même idée que Grenville et avait écrit à Godoy pour lui conseiller de faire la paix séparée avec l'Angleterre. Comme pour accentuer cette fausse manœuvre et faire plus de bruit, il déclara ensuite à Gregory qu'il convenait d'envoyer quelqu'un à Madrid pour préparer les voies aux offres anglaises ; il choisit pour ce faire José Manoel Pinto de Sousa, et pour introduire cet introducteur il écrivit à Godoy, le 20 février, une nouvelle lettre ; son agent partit peu après, vers le début de mars. Le tout se faisait sans discrétion aucune et même fort bruyamment. La manœuvre ne donna aucun résultat : le 20 février, Godoy répondit aux premières ouvertures de Luís Pinto de façon fort peu encourageante ; le 28, il opposa aux propositions de la deuxième lettre une fin de non-recevoir à peine dissimulée, et quand l'émissaire du ministre portugais arriva à Madrid, il refusa de le voir. Pareille attitude était claire. José Manoel Pinto se disposa à rentrer à Lisbonne, et Gregory repartit pour l'Angleterre en juin : l'intrigue anglaise avait échoué devant l'attitude de Godoy (1).

Gages à l'intérieur, gages à l'extérieur, le prince de la Paix multipliait donc les témoignages d'attachement au Directoire, dans lequel il voyait maintenant le seul soutien de sa faveur. Il n'y avait qu'un point sur lequel il ne se résignait pas à conformer sa politique à celle de la France, mais c'était précisément celui qui était le plus à cœur à la République : l'expédition de Portugal. En ce début de 1798, tout espoir de paix franco-portugaise était évanoui. Araújo de Azevedo était emprisonné au Temple, et le 26 décembre 1797 le traité qu'il avait signé avec Talleyrand avait été déclaré nul. Plus que jamais donc, l'expédition contre Lisbonne apparaissait comme indispensable : or Godoy continuait à s'y opposer de tout son pou-

(1) Grenville à Pinto de Sousa et à Walpole, 3, 4 février : dans BAKER, *Supplemento à collecção dos Tratados*, XII, 46, 61. Dépêches à Grenville de Walpole, 16, 18, 23 février, 14, 28 mars 1798 ; de W. Gregory, 18, 24 février, 4, 10 mars ; Pinto à Godoy, 20 février, et réponse le 28 : *Record Office*, F. O. 63, 27. W. Gregory à Hawkesbury, 2 juillet 1802, et à Mulgrave, 4 mars 1805 : *ibid.*, F. O. 72, 47, 55. — L'ambassadeur portugais à Madrid, Carvalho, fut tenu à l'écart de cette intrigue à cause de son manque d'activité et d'énergie. Godoy renouvelait à la même époque l'interdiction de vendre des marchandises anglaises en Espagne : à del Campo, 27 mars 1798, *A. Histórico N., Estado*, c. 3985.

voir. Ses souverains en effet étaient toujours hostiles à l'idée de faire la guerre à leur propre fille, et aller contre ce sentiment eût été pour le favori comme un suicide politique. Par ailleurs, le régent de Portugal continuait à combler Godoy de ses faveurs ; le 2 octobre 1797, il lui avait conféré le titre de comte de Evora Monte, avec un très riche apanage (1). Le prince de la Paix s'attacha donc à persuader Truguet qu'une expédition contre le Portugal était chose impossible, il lui annonça qu'il avait pleins pouvoirs de S. M. T. F. pour reprendre à Madrid les négociations de paix, et il fit si bien que Truguet, venu à Madrid avec mission de faire déclarer la guerre au Portugal, finit par se ranger à peu près au point de vue du favori et par l'écrire à Talleyrand (2).

Dans ces conditions, les Directeurs ne pouvaient désarmer, et les gages que le prince de la Paix avait donnés à la République perdaient toute valeur à leurs yeux. Il est très possible que ce soit l'obstination de Godoy à couvrir le Portugal qui les ait déterminés à un nouveau coup d'éclat contre lui, à l'expulsion de son agent secret Izquierdo. Celui-ci n'avait pas tardé à comprendre que le but véritable de son séjour à Paris était découvert. Hardy et ses amis refusaient de faire les démarches qu'il leur demandait. « Il y a quelque fantôme, disait-il, qui nuit à mes projets. » Il forma plusieurs fois le dessein d'aller voir Merlin, dont il connaissait l'hostilité, mais il n'osa. Usant alors de prudence, il resta le plus possible chez lui, alléguant une affection des yeux. Mais une entrevue qu'il eut avec Talleyrand le 14 mars 1798 acheva de l'inquiéter, et il partit pour la Normandie, sous prétexte d'inspecter sa manufacture de Romilly ; il comptait sans doute s'y faire oublier, ou peut-être passer en Angleterre. C'est là qu'il reçut l'arrêté d'expulsion que le Direc-

(1) La *Carta de Mercê* qui nommait Godoy comte de Evora Monte faisait remonter sa noblesse jusqu'à Pierre 1^{er} et à Inês de Castro ! (texte à l'*Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 104, et à la Bibliothèque Nationale de Lisbonne, *Collecção Pombalina*, n° 653, f. 210). On prétendait que les terres qui l'accompagnaient valaient 500.000 livres et que pour faire ce cadeau le Portugal avait dû emprunter à l'Angleterre 200.000 livres sterling : rapport de Theremin, 27 janvier 1798, A. N., AF III 63. Alquier à Talleyrand, 20 août 1800 : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 336.

(2) En particulier, Truguet à Talleyrand, 15 février 1798 ; cf. aussi 27 mars : A. E., *Esp.*, v. 651, f. 117, 295. Sur l'irritation du Directoire, rapport de Sandoz-Rollin dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 173. A propos du projet de négocier à Madrid, il faut signaler que d'après Araújo le Directoire n'en voulait pas parce que à Madrid les pourparlers ne lui auraient pas rapporté les mêmes profits personnels qu'à Paris ; le 4 décembre il écrivait que le Directoire (c'est-à-dire sans doute Barras) lui avait demandé un pot-de-vin de 2 millions : à Sousa Coutinho, 4 décembre, 9 mai, (*Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*), 16, 30 mai : BIKER, *Collecção*, XL, 150, 158.

toire prit contre lui, le 15 mars 1798, et qui l'invitait à quitter le territoire français dans les 20 jours, et par la frontière espagnole, sous peine d'être traité en espion (1).

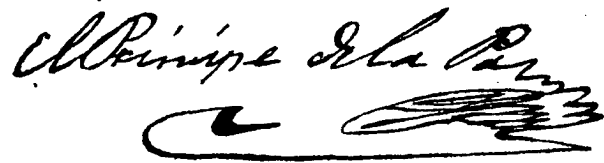
Lorsqu'il apprit que son agent à Paris était découvert et chassé, et que par conséquent le Directoire ne désarmait point à son égard, Godoy semble avoir perdu courage. Sa dernière ressource, l'amitié de la République, lui échappait, et au moment même où la cabale montée contre lui à la cour devenait chaque jour plus forte. Sans qu'aucune démarche hostile ait été faite par Truguet, sans même que celui-ci ait été prévenu de rien, le favori pria Charles IV, le 28 mars 1798, d'accepter la démission qu'il lui présentait de ses principales charges. Saavedra le remplaça au ministère (2).

CONCLUSION. — Les rapports de Godoy avec le Directoire permettent de s'expliquer le sentiment qui depuis le retour du favori au pouvoir (1800) jusqu'à 1804 dominera sa politique à l'égard de la France : la méfiance. Le traité de Saint-Ildefonse n'avait guère valu au prince de la Paix que des déboires. A l'extérieur, des vexations d'amour-propre en Italie, une guerre ruineuse avec l'Angleterre, les vues inquiétantes du Directoire sur la Louisiane, une lutte sans trêve, fatigante et vaine pour protéger le Portugal, enfin la déception de n'avoir pu amener dans le gouvernement de la France

(1) Rapport de Theremin, 27 janvier 1798 : A. N., AF III 63. Arrêté d'expulsion, 15 mars, signé de Merlin, La Reveillère Lépoux et Barras, et suivi des rapports de Theremin, spécialement celui du 15 mars : A. N., AF III 510. Azara à Saavedra, 28 octobre 1798 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5199. — Campo protesta, mais le Directoire répondit simplement que la décision prise était maintenue : Campo à Godoy, 24, 26 mars ; à Talleyrand, le 23 : *ibid.*, *Estado*, c. 3985.

(2) On a souvent accusé le Directoire d'avoir provoqué directement la chute de Godoy. C'est là la thèse de Muriel (*Historia de Carlos IV*, IV, 112), qui confond les événements de 1798 avec ceux de 1803, et que Lafuente (*Historia General de España*, XV) a reprise avec beaucoup de légèreté. En réalité tous les témoignages concordent sur ce point que Truguet n'a pris aucune part à la chute du favori : Walpole à Grenville, 2 avril 1798, *Record Office*, F. O. 63, 27 (« Cette mesure ne doit pas apparaître comme l'effet d'une intrigue française ») ; rapport de Sandoz-Rollin du 7 avril 1798, dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 184 ; Perrochel à Talleyrand, 21 mai 1798 : A. N., AF III 62 ; Theremin à Merlin, 9 avril 1798 : *ibid.*, AF III 63, 6^e dossier. (« Il paraît que le Directoire n'était prévenu en aucune manière du changement qui devait s'opérer et on peut dire que s'il n'est pas dicté par la République française il est fait contre elle »). La chute semble bien avoir été préparée par la reine, Saavedra et Jovellanos (détails dans PIZARRO, *Memorias*, I, 128). Mais il y a une coïncidence remarquable entre le moment où Godoy a appris l'expulsion d'Izquierdo et celui où il a cédé aux attaques de ses ennemis.

le changement d'orientation, peut-être même de régime, escompté. A l'intérieur, certains avantages retirés tout d'abord de l'alliance, mais aussi l'impopularité, la désaffection des souverains qu'inquiétaient les affaires de Portugal, et finalement une faveur ébranlée par le Directoire lui-même et ses brutales attaques. En se retirant des affaires, Godoy pouvait se dire que d'un tel voisin il n'y avait que des mécomptes à attendre. Il faudra les quatre années d'ordre, de stabilité, de prospérité et de gloire extérieure du Consulat pour le faire revenir sur la défiance créée par le Directoire, et pour que la politique espagnole de Napoléon trouve dans le prince de la Paix un état d'esprit plus favorable et par suite dans l'Espagne un concours plus entier.

A handwritten signature in cursive script, reading "Le Prince de la Paix". The signature is written in dark ink on a light background. Below the main text, there is a large, stylized flourish or underline that extends across the width of the signature.

Signature de Godoy

1799

CHAPITRE I

LA GUERRE DES ORANGES

I

L'ESPAGNE ET LE 18 BRUMAIRE

URQUIJO ET LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU DIRECTOIRE (1798-1799). Avantages retirés de l'alliance. Griefs réciproques, économiques et politiques. — URQUIJO ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU DIRECTOIRE. Griefs espagnols : la guerre et la ruine des finances. Griefs français : inertie maritime de l'Espagne ; ses tractations avec l'Angleterre. — LE 18 BRUMAIRE. Impression favorable causée en Espagne par l'arrivée au pouvoir de Bonaparte.

II

LA PRISE DE CONTACT ENTRE BONAPARTE ET L'ESPAGNE

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS. Idées de Bonaparte sur l'Espagne en 1799 : l'Espagne puissance italienne, navale et financière. Les ministres : animosité à Madrid contre Talleyrand, et à Paris contre Urquijo. Les ambassadeurs : Muzquiz et Alquier. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE. Amabilités de Bonaparte envers la cour espagnole. Il utilise l'influence de l'Espagne en Italie (le conclave de Venise), ses ressources financières (emprunt de piastres et tripotages de Talleyrand), sa puissance navale (les projets maritimes et Mazarredo à Brest).

III

PARME ET LA LOUISIANE

LA QUESTION DE PARME. Les désirs des Bourbons espagnols : l'agrandissement de Parme. Les désirs de Bonaparte : la Louisiane. — LES PRÉLIMINAIRES DE SAINT-ILDEFONSE. La négociation ouverte par l'Espagne. Tripotages de Talleyrand. Mission de Berthier à Madrid ; signature des préliminaires (1^{er} octobre 1800).

IV

GODOY ET LUCIEN

Lucien nommé ambassadeur à Madrid (7 novembre 1800) ; l'ambassade de France sous Lucien. Progressive rentrée en faveur de Godoy ; son retour au pouvoir (13 décembre 1800) ; ses rapports avec Lucien. Cevallos secrétaire d'État. Azara ambassadeur à Paris.

V

LES TROIS CONVENTIONS DE LUCIEN

LA CONVENTION MARITIME DU 13 FÉVRIER 1801. Efforts de Lucien pour ravitailler l'Égypte. Nécessité d'un accord maritime. La convention du 13 février ; ses résultats. — LA CONVENTION D'ARANJUEZ SUR PARME. Ralentissement des négociations sur Parme. Lunéville. Convention obtenue par Lucien (21 mars). Les nouveaux souverains de Toscane à Paris. — LA CONVENTION DE MADRID SUR LE PORTUGAL. La question portugaise depuis 1798. Godoy, Lucien et le Portugal. La convention du 29 janvier 1801.

VI

LA GUERRE AU PORTUGAL (MAI 1801)

ATERMOIEMENTS FRANÇAIS. Bonaparte tarde volontairement à organiser l'expédition contre le Portugal. Raisons de cette attitude. Rôle de Talleyrand. — HÉSITATIONS PORTUGAISES. La situation à Lisbonne. Demandes de secours à l'Angleterre ; mauvaise volonté et refus de Grenville ; colères portugaises. — LA GUERRE DES ORANGES. Préparatifs espagnols. Le corps auxiliaire français. Les opérations.

VII

LES TRAITÉS DE BADAJOZ ET DE MADRID

LES TRAITÉS DE BADAJOZ. Nouveau point de vue de Bonaparte sur les affaires portugaises : les gages à prendre en Portugal. La négociation de Lorient. Négociations et paix de Badajoz (juin 1801) ; tripotages de Lucien. — LA CRISE DE JUIN-SEPTEMBRE 1801. Colère de Bonaparte devant les traités de Badajoz. Attitude souple et habile de Lucien. Attitude raide et hostile de Godoy. Sa note insolente du 27 juin. Son ultimatum du 26 juillet et ses pourparlers avec le Portugal et l'Angleterre. Fureur de Bonaparte. Excuses de Godoy. — LE TRAITÉ DE MADRID. Difficiles négociations entre Freire et Lucien ; la signature (29 septembre 1801).

VIII

LA PAIX D'AMIENS

L'ŒUVRE DE PACIFICATION. L'Espagne devant les préliminaires de Londres et au congrès d'Amiens. Rappel des troupes françaises et de Lucien. Réconciliation de Bonaparte et de Godoy. — L'ANNÉE DE PAIX (1802). Les ambassades. Affaires économiques. Les mariages napolitains. — CONCLUSION.

I

L'ESPAGNE ET LE 18 BRUMAIRE

La chute de Godoy ne changea guère le caractère des rapports que l'Espagne entretenait avec le Directoire. Sous Saavedra et surtout sous Urquijo ils restèrent à peu près ce qu'ils avaient été sous le prince de la Paix, parfois cordiaux en apparence, toujours défiant en réalité. C'est cette aversion secrète de la cour espagnole contre le Directoire qui explique les dispositions favorables que le gouvernement du 18 brumaire rencontra auprès d'elle, et qu'il sut mettre à profit : il bénéficiait de la lassitude qu'on éprouvait de son prédécesseur.

URQUIJO ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU DIRECTOIRE. — Le 1^{er} mai 1798, Truguet fut rappelé et le 20 un deuxième arrêté des Directeurs le remplaça à l'ambassade de Madrid par un député aux Cinq-Cents, ancien conventionnel, Ferdinand Guillemardet. La difficile succession de Truguet était donc confiée à un novice, « trop novice, disait Talleyrand à Sandoz-Rollin, pour qu'on ne doive pas attendre de sa part les plus grandes écoles. » Guillemardet montra cependant de la conscience, de la méthode, une certaine pondération, et il s'acquitta honorablement de sa tâche (1). Celle-ci lui fut facilitée, au début du moins, par le nouveau ministre espagnol, Saavedra, qui affichait une hostilité prononcée à l'égard de l'Angleterre et un grand désir de participer activement à la lutte contre elle. Mais

(1) Le rappel de Truguet était une vengeance de Talleyrand, qui provoqua chez l'intéressé la plus violente colère : « Une vengeance aussi vile que basse... de grands personnages aussi cupides que scandaleux... Et cela parce que j'ai attaqué des fripons protégés ! Oh ! celui-là est trop fort ! » Il refusa de passer à Perrochel, nommé chargé d'affaires, et qui désormais recevait les dépêches, le chiffre déchiffreur, de sorte que l'un avait des dépêches sans chiffre, et l'autre un chiffre sans dépêches ; il ne consentit à le présenter comme chargé d'affaires que le 30 juin. Enfin, Guillemardet arriva et eut son audience de présentation le 8 juillet. — Cf. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 724 et suiv. Arrêtés du Directoire des 1^{er} et 20 mai : A. E., *Esp.*, v. 652, f. 43, 131. Correspondance de Truguet et Perrochel, mai-juillet 1798 : *ibid.*, particulièrement f. 103, 171, 212, 258, 275 ; v. 653, f. 18, 25, 38, 41, 47, 84. Truguet à Bruix, 27 mai, 18 juin : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1967, f. 359, 361. Rapport de Sandoz-Rollin, 16 juin : dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 211.

Saavedra ne tarda pas à tomber malade, et dès le 17 août 1798 il fut suppléé à son poste par Mariano Luís de Urquijo, qui devait diriger les affaires espagnoles jusqu'au 13 décembre 1800. Urquijo n'avait que trente ans ; le portrait de Goya le représente comme un gentilhomme de belle mine, et tous les témoignages contemporains comme brillant, fastueux et élégant : il put donc compter sur l'appui de la reine. Il possédait d'ailleurs une intelligence vive et souple, une certaine culture et se piquait de largeur d'esprit. Mais on lui reprochait son caractère brouillon, étourdi, l'excessive légèreté dont il faisait preuve dans ses paroles et ses relations ; les années et les épreuves ne le corrigèrent pas, puisque dix ans plus tard, lorsqu'il fut passé au service de Joseph, on déplorait encore sa « fâcheuse habitude de calculer peu ses démarches » (1).

En matière de politique intérieure, le Directoire continua sous Urquijo à retirer de l'alliance des avantages tangibles. C'est ainsi que lorsqu'on revint à la monnaie métallique après la suppression des assignats et des mandats territoriaux, le numéraire nécessaire à la circulation fut pour une grande partie fourni par les piastres d'Amérique, importées en France à la suite de traités conclus avec la banque Saint-Charles et le gouvernement espagnol (2). Sur le chapitre des menées royalistes, le Directoire pouvait sans doute se plaindre de la mollesse avec laquelle on appliquait les mesures que Truguet avait obtenues contre les émigrés (3), mais il ne pouvait plus guère accuser la cour de Madrid de soutenir directement la cause de Louis XVIII : le cabinet espagnol était en froid avec le prétendant, et lorsqu'en août 1799 des troubles éclatèrent dans les

(1) Urquijo était d'origine basque ; il avait été secrétaire d'ambassade à Londres à partir du 5 février 1796 (*Archivo de Simancas, Estado*, c. 8160). Son portrait par Goya se trouve à la *Real Academia de Historia* ; Beruete (*Goya pintor de retratos*) le date de 1790 environ. — PIZARRO, *Memorias*, I, 168. La Forest à Champagny, 13 juillet 1808, 25 décembre 1809 : LA FOREST, *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, I, 159, III, 148.

(2) La planche aux assignats fut détruite le 19 février 1796. La loi démonétisant les mandats territoriaux est du 16 pluviôse an 5 (4 février 1797) et la loi du tiers consolidé de septembre 1797. Cf. MARION, *Histoire financière de la France*, III, 520, et IV. Projet de contrat pour l'importation des piastres, 6 mai 1798 ; note du ministère des finances, pluviôse an 7 ; Urquijo à Guillemardet, 25 novembre 1799 : A. E., *Esp.*, v. 652, f. 54 ; v. 655, f. 91 ; v. 657, f. 255.

(3) On devait primitivement envoyer les émigrés à Majorque et effectivement le régiment de Bourbon, sous Caldagues, y fut transporté, non sans qu'un de ses bataillons eût été détrossé en route par un corsaire cisalpin. Mais les Majorquins protestèrent, et l'on décida de diriger le restant sur les Canaries. En pratique, les exceptions individuelles furent prodiguées et annihilèrent presque les mesures ordonnées pour l'ensemble. — Havré à Louis XVIII, juillet, août 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612. Truguet à Talleyrand, 23 avril, 14 mai : A. E., *Esp.*, v. 652, f. 7, 94.

Pyrénées et la région de Toulouse, non seulement il ne les favorisa pas, mais encore il accorda l'extradition de plusieurs des insurgés qui s'étaient réfugiés sur son territoire (1).

Pourtant, sur ce même chapitre de la politique intérieure, le Directoire avait des plaintes à porter contre l'Espagne. Si elle fournissait le commerce français du « signe monétaire » indispensable, elle lui causait en même temps de très graves préjudices par suite de la cédule rendue le 17 juillet 1799, qui établissait le cours forcé des *vales reales*. Ces *vales* étaient des obligations que le Trésor Royal avait émises en 1780, et qui jusqu'à juin 1794 avaient été utilisées dans les transactions au même titre que la monnaie métallique, sans subir aucune perte et parfois même avec une certaine plus-value. Mais les embarras financiers où la guerre mettait l'Espagne avaient amené leur dépréciation ; en juillet 1795 ils perdaient 18 1/2 %, et 39 % en avril 1799. Le décret du 17 juillet 1799 prétendit arrêter leur chute en leur donnant cours forcé et en limitant leur perte à 6 %. Le résultat fut instantané. La dépréciation atteignit 50 %, la monnaie métallique se cacha, un concert de protestations s'éleva dans le royaume, les ministres des États-Unis, de Danemark et de Suède réclamèrent énergiquement, et plus encore qu'eux l'ambassadeur de France. Les Espagnols en effet s'étaient empressés de payer leurs créanciers étrangers en valès à cours forcé, ce qui causa de très grosses pertes particulièrement au commerce français, surtout aux filatures de Lille, d'Amiens, du Mans, de Nogent-le-Rotrou, de la Lozère (2). Loin de progresser vers la solution que Guillemardet avait mission d'obtenir, le problème des relations économiques franco-espagnoles traversait donc sous Urquijo une crise nouvelle.

Au point de vue de la politique intérieure, le Directoire n'était

(1) En parlant des bruits de guerre entre l'Espagne et le Portugal, le cabinet de Louis XVIII écrivait à Coigny : « Cette étonnante mesure achèverait de caractériser le cabinet de Madrid, déjà suffisamment déshonoré par l'extradition des réfugiés royalistes entre les mains des républicains. » (7 novembre 1799, A. E., *France-Bourbons*, v. 609, f. 278.) Le 12 octobre 1799, Maury écrivait à Louis XVIII qu'ayant tâté le cardinal Lorenzana sur la cause royaliste, il avait reçu un accueil très peu encourageant : MAURY, *Correspondance*, I, 226. Cf. GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 173-174.

(2) Texte de la cédule aux A. E., *Esp.*, v. 657, f. 299. Protestations des centres industriels susdits, fin 1799 : *ibid.*, f. 245, 271, 295, 321, 347, 381. Adlerberg au roi de Suède, 18 novembre 1799 ; Schubart, ministre danois, à Bernstorff, même date ; Andreoli (villes hanséatiques) à Edking, et Gavazzi (République cisalpine) à Serbelloni, 25 novembre ; Azara à son neveu Bardaxi, 30 novembre : *ibid.*, v. 26 supplément, f. 320, 322, 329, 332, 337. Tableau de la perte des valès : A. N., AF IV 1608 B plaq. 2/1.

pas non plus sans conserver certains griefs contre sa voisine. L'Espagne en effet ne semblait pas avoir complètement renoncé à intervenir dans les affaires gouvernementales françaises, et à y exercer une indiscrète influence. En août 1798 éclata un scandale assez troublant. Le duc d'Osuna se vanta d'avoir acheté le Directoire par l'intermédiaire du consul français à Cadix, Roquesante, ancien officier de marine, un créole souple et intrigant. Peut-être cette affaire était-elle la suite des négociations occultes auxquelles Roquesante fut mêlé lors du traité de Saint-Ildefonse, peut-être se réduit-elle à une simple escroquerie : toujours est-il qu'elle n'était pas faite pour calmer les défiances du Directoire à l'égard du cabinet de Madrid (1). Par ailleurs, l'ambassadeur d'Espagne, Azara, se mêlait à Paris aux luttes des partis. Il soutenait ouvertement celui des « politiques » et combattait les « Jacobins » du club du Manège, auxquels il reprochait publiquement d'avoir amené les changements ministériels de juin-juillet 1799 qui avaient écarté des Relations Extérieures son ami Talleyrand. Il serait allé jusqu'à remettre aux Directeurs un mémoire sur les inconvénients qu'aurait présentés au point de vue international l'arrivée au pouvoir des Jacobins, et c'est cette intervention qui aurait amené la fermeture du club du Manège (13 août 1799). Si Azara agissait de la sorte sans être d'accord avec le gouvernement français, celui-ci avait là un grave motif de mécontentement (2). On peut croire toutefois que l'Espagnol avait plutôt combiné sa démarche avec le Directoire, avec lequel il était dans les meilleurs termes. Lorsque Saavedra était tombé malade (août 1798), les Relations Extérieures avaient même envoyé à Guillemardet l'ordre de faire tout le possible pour pousser Azara à la *Secretaría de Estado*, et ces instructions furent renouvelées plusieurs fois par la suite. Mais le cabinet de Madrid prit très mal ces intrusions étrangères : Guillemardet et le Directoire lui-même essayèrent à plusieurs reprises d'énergiques rebuffades, et

(1) Reubell, dont le fils avait été attaché militaire au consulat de Cadix, fut compromis dans l'affaire. — GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 727-728. Correspondance sur l'affaire aux A. E., *Esp.*, v. 653, f. 325, 346, 356, 403. Wickham à Grenville, 30 juin 1796 : WICKHAM, *Correspondence*, I, 388. Campo à Godoy, 25 septembre 1796 : A. *Historico N.*, *Estado*, c. 4019.

(2) BESQUES, *La première ambassade d'Azara*, 418-419 (s'appuie sur les *Mémoires* d'Azara.) Récit fait de l'affaire par Azara à Labrador, 28 août : A. E., *Esp.*, v. 26 supplément, f. 190. Urquijo à Guillemardet, 14 août : *ibid.*, v. 656, f. 346. Lettre de Madrid du 14 août, au *Moniteur* du 27. Thomas Gregory à son frère William, Madrid, 27 septembre, 1^{er} octobre (lettre de William du 27) : *Record Office*, F. O. 72, 46. Frère à Grenville, 16 janvier 1801, communiquant une lettre d'Azara à Godoy du 26 novembre 1799 (reproduite dans CASTELLANOS, *append. XIII*) : *ibid.*, F. O., 63, 35.

pour bien marquer son mécontentement Charles IV désavoua Azara pour sa conduite dans l'affaire du club du Manège et le rappela (14 août 1799) (1). A la veille du 18 brumaire, les rapports des deux pays en matière de politique intérieure étaient donc dans l'ensemble pour l'un comme pour l'autre une source de froissements bien plutôt que de satisfactions.

URQUIJO ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU DIRECTOIRE. — Il en était de même dans le domaine de la politique extérieure. Sans doute, l'Espagne restait fidèle à l'alliance française. La principale raison en était que Charles IV eût considéré comme un acte de déloyauté de l'abandonner. D'ailleurs, chose curieuse, il semblait ne plus regarder avec la même aversion les idées avancées : « En vérité, disait-on à la cour, notre roi devient un vrai Jacobin » (2). Il faut ajouter que la présence de Naples dans le camp anglais n'était pas pour y porter l'Espagne, car l'inimitié entre les deux cours parentes subsistait plus vive que jamais. Mais combien d'autres considérations, à côté de celles-là, faisaient paraître lourde au cabinet de Madrid l'alliance française ! Il y avait l'affaire de Pie VI, dont le Directoire ne savait que faire après avoir transformé ses états en République romaine, et qu'il demandait à l'Espagne d'accueillir chez elle : mais S. M. C. s'y refusait obstinément, tout en faisant témoigner à Sa Sainteté les plus grands égards par son ministre en Toscane, Labrador (3). Il y avait en second lieu la crainte que faisaient naître à Madrid la formation de la deuxième coalition (fin 1798) et les premières défaites françaises ; l'entrée en lice de la Russie valait à l'Espagne une déclaration de guerre, sans grande portée d'ailleurs, du tsar Paul I^{er} (15 juillet 1799). Mais surtout il y avait la prolongation de la guerre avec l'Angleterre, qui épuisait

(1) Le Directoire à Guillemardet, 16 août, 13 septembre 1798, 6 mars, 1^{er} avril 1799 : A. E., *Esp.*, v. 653, f. 269, 377 ; v. 655, f. 167, 250. Guillemardet à Charles IV, 22 février 1799 ; au Directoire, 29 septembre 1798, 24 février, 6 mars 1799 : v. 654, f. 43 ; v. 655, f. 110, 126, 159. Charles IV et Azara au Directoire (très sec), 22 février 1799 ; 1^{er} mars 1799 ; réponse à Charles IV, 4 mars : v. 655, f. 112, 138, 151.

(2) Rohde, ministre de Prusse, à sa cour, 5 septembre, 1^{er} novembre 1799 ; Schubarth à Bernstorff, 6 novembre : A. E., *Esp.*, v. 26 supplément, f. 211, 294, 300.

(3) Labrador accompagna le pape de Florence à Grenoble, puis à Valence, payant tous ses frais de séjour : LABRADOR, *Mélanges*, 3. Sur les négociations à propos du transfert du pape, Talleyrand à Perrochel, 7, 31 mai 1798 ; Azara et Truguet à Talleyrand, 5, 11 juin : A. E., *Esp.*, v. 652, f. 67, 182, 213, 260. MURIEL, *Historia de Carlos IV*, IV, 80.

le royaume. Cours forcé des valès, impôt extraordinaire sur les objets de luxe, les chevaux et les voitures, subside extraordinaire de 300 millions de réaux (75 millions de francs), contribution extraordinaire volontaire, établissement d'une loterie royale, tous ces expédients étaient impuissants à combler un déficit qui croissait toujours. La nation se lassait, Madrid s'agitait, à Barcelone on ne réussissait pas à faire rentrer plus du dixième des impôts. « Les officiers de terre et de mer ne sont pas payés, écrivait le ministre danois Schubart, et souvent des capitaines se rendent chez moi pour me demander l'aumône » (1). Cet état de choses, conséquence directe de l'alliance française, était peu fait pour la consolider.

De son côté, le Directoire trouvait que son alliée ne lui apportait en matière de politique extérieure qu'un concours vraiment insuffisant. En premier lieu, les deux vieilles et importantes questions de la Louisiane et du Portugal n'avançaient pas d'un pouce vers une solution satisfaisante. Le 1^{er} août 1798, Talleyrand avait demandé une fois de plus la rétrocession de la Louisiane, et à l'ordinaire la réponse espagnole avait été évasive. Quant aux affaires de Portugal, on aura l'occasion de voir plus loin qu'elles n'avaient fait que piétiner depuis la chute de Godoy (2). Le Directoire s'énervait aussi des lenteurs que subissait une négociation à laquelle l'expédition d'Égypte donnait une importance nouvelle, celle de la collaboration maritime, et il harcelait l'Espagne pour qu'elle prêtât un concours plus décidé aux efforts des flottes françaises. Mais Urquijo avait beau jeu à s'excuser sur le lamentable état des escadres et des finances, et les amiraux espagnols ne sortaient pas des ports. Ils ne surent pas profiter de la diversion que créait l'expédition d'Égypte pour débloquer Cadix, et même ils laissèrent enlever Port-Mahon, qui fournit une excellente base aux Anglais, de nouveau maîtres de la Méditerranée (16 novembre 1798). Lorsque, fatiguée par les objurgations du Directoire, l'Espagne finit par promettre un concours plus actif, les choses n'allèrent guère mieux tout d'abord. Une flotte française de 24 vaisseaux partie de Brest en avril 1799 devait rallier les escadres de Cadix et de Carthagène : le plan échoua à cause du mauvais temps, et l'amiral Mazarredo, sorti de Cadix

(1) Havré à Louis XVIII, 4 juillet 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 30. Originaux de cédules, et dépêches de Guillemardet : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 217, 232, 259, 299, 359, etc. Dépêche de Schubart, 3 septembre 1799 : *Lettres d'un diplomate danois*, 420.

(2) Talleyrand à Guillemardet, 1^{er} août 1798 ; Azara à Talleyrand, le 10 : A. E., *Esp.*, v. 653, f. 189, 210.

après coup, eut ses unités très éprouvées par la tempête du 15 mai. La réunion n'eut lieu que le 22 juin à Carthagène et le 11 juillet à Cadix ; après quoi, les escadres combinées entrèrent à Brest, le 8 août (1). La présence des vaisseaux de Mazarredo à Brest était un gage sérieux donné par l'Espagne, mais la peine que le Directoire avait eue à obtenir ce concours avait créé chez lui, sur le chapitre des affaires maritimes, un énervement marqué.

Les tractations de l'Espagne avec l'Angleterre amenèrent, elles, une défiance profonde et assez motivée. La chute de Godoy avait fait renaître chez Grenville l'espoir d'amener la cour de Madrid à une paix séparée, et il avait aussitôt renvoyé à Lisbonne son agent William Gregory (17 avril 1798), en l'autorisant cette fois à une concession importante : il consentait à signer avec l'Espagne un traité qui ne lierait S. M. C. que du jour où la Prusse ou l'Autriche se déclareraient contre la France. L'affaire reprit donc, par les mêmes voies que précédemment, c'est-à-dire par le ministre portugais Luís Pinto de Sousa et par son émissaire à Madrid José Manoel Pinto Sousa. Ce dernier réussit à se faire recevoir par Saavedra, qui lui déclara bien que Charles IV ne consentirait jamais à une paix séparée, mais qui n'en réfléchit pas moins sérieusement à ses offres (2). De tous côtés d'ailleurs la même intrigue s'infiltrait : intermédiaires et agents officieux sortaient de terre. L'un d'eux était un fonctionnaire du ministère d'*Estado*, Vicente Salucci, un Italien jadis mêlé aux intrigues qui firent tomber Florida Blanca. Il était venu à Lisbonne en avril 1798, sous prétexte d'achats de cacao, y avait pris contact avec William Gregory, puis était retourné à son poste, d'où il entretenait avec l'émissaire britannique une active correspondance. Au début, il est vrai, Gregory n'avait pas grande confiance en lui, mais Salucci répéta si souvent que Saavedra était au courant de l'affaire et s'en entretenait avec lui que l'Anglais finit presque par le croire. En fin de compte, Salucci prétendit que le

(1) Les objurgations d'ordre maritime emplissent la correspondance du Directoire avec ses agents à Madrid. Cf. en particulier les pièces des 6, 19 juillet, 2, 21 août ; à Guillemardet, 15 septembre 1798, 13, 15, 17 février 1799, 19 mars, 23, 24 mai, 1^{er}, 8, 10, 11, 15 juin, 14 juillet, etc. : A. E., *Esp.*, v. 653, f. 74, 124, 203, 285, 386 ; v. 655, f. 78, 80, 85, 210 ; v. 656, f. 21, 34, 55, 94, 98, 103, 124, 221. Projet de lettre du Directoire à Charles IV, 3 juin 1799 : A. N., AF III 606, d. 4224 ; Mazarredo à Bonaparte, 28 décembre 1799 : AF IV 1679. Cf. BOULAY DE LA MEURTHE, *Le Directoire et l'expédition d'Égypte*, chap. V.

(2) Grenville à Walpole et à Pinto, 17 avril 1798 ; à Walpole, 1^{er} mai. Walpole à Grenville, 2, 19 mai, 12 juin. W. Gregory au même, 2, 10, 19 mai. Thomas Gregory à W. Gregory, 1^{er} juin. *Record Office*, F. O. 63, 27 et 28.

ministre exigeait, pour se déclarer contre la France, un prêt de 2 ou 3 millions de livres sterling (août 1798) : il devait y avoir là-dessous quelque plan d'escroquerie, mais peut-être aussi, à l'avis de Gregory, une ouverture assez sérieuse (1). Un autre intermédiaire, plus marquant sinon plus sympathique, était le capitaine-général de Catalogne, le marquis de La Romana, celui qui en 1807 allait commander la division espagnole envoyée en Allemagne. Anglophile déterminé, ennemi enragé de la France, La Romana était entré en relations avec Thomas Gregory, commissaire britannique à Madrid pour les prisonniers de guerre, et il avait reçu de lui des propositions de paix séparée. Il les transmit à Saavedra qui lui fit dès le lendemain « une réponse extrêmement honnête » (mai 1798). La conversation se poursuivit, et il fut décidé que S. M. C. enverrait comme ambassadeur à Lisbonne, à la place du marquis de Oyra, le général Ventura Caro, neveu de La Romana et aussi anglophile que lui ; Caro serait chargé d'apprécier le concours que le Portugal pourrait prêter au cas d'une guerre contre la France ; il fut effectivement nommé, mais le manque d'argent retarda son départ. Là-dessus, un quatrième intermédiaire entra en scène : le négociateur que S. M. T. F. envoyait à Paris pour y traiter de la paix, Diogo de Noronha (juin). C'est encore à La Romana qu'il s'adressa pour faire transmettre ses offres : le cabinet de Lisbonne proposait à l'Espagne, si elle se déclarait contre la France, de mettre à sa disposition 40.000 hommes et de l'argent. Ces ouvertures parurent intéressantes, et Noronha les répéta à Saavedra, auprès duquel il fut introduit sous prétexte de l'entretenir de la paix franco-portugaise (2). Enfin, un autre personnage offrait aussi ses bons offices : c'était Segui, qui se trouvait encore à Madrid après sa mission manquée de mars 1798. Il avait chargé Salucci, quand en avril celui-ci se rendit à Lisbonne, de communiquer à W. Gregory ses ouvertures et celles de Barras sur la question de la paix séparée anglo-espagnole. Une fois de retour à Madrid, Salucci correspondit encore quelque temps avec l'agent britannique sur les propositions de Segui, qu'il trouvait alléchantes :

(1) LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 173. Salucci à W. Gregory, 7 avril, 8 mai, 1^{er} juin, 7 août (en italien). W. Gregory à Grenville, 13, 20 juin, 5, 15 août, 5, 6 septembre. Walpole au même, 12 avril. Th. Gregory à W. Gregory, 27 juillet (c'est le seul document où le nom de Salucci figure en toutes lettres), 3, 7, 10 août. *Record Office*, F. O. 63, 27 et 28.

(2) Th. Gregory à W. Gregory, 29 mai, 1^{er}, 5, 17, 20, 24 juin (en langage convenu). La Romana à Th. Gregory, 11 juin. W. Gregory à Grenville, 5 juillet. Walpole au même, 23, 28 juillet, 4 août. *Ibid.*

« Le Baléare a écrit comme Saint Augustin », disait-il. Mais Segui inspirait trop peu de confiance, et en fin de compte on l'écarta : « S'il était moins fou il pourrait servir à quelque chose. Mais nous pouvons et nous devons nous passer de lui » (1).

Devant tant de propositions, Saavedra hésitait. Avant de basculer du côté de l'Angleterre, il voulait du moins attendre que le cabinet de Londres eût mis sur pied la grande coalition européenne à laquelle il travaillait alors. Ses atermoiements lui firent manquer l'occasion : sitôt la coalition montée, Grenville, n'ayant plus besoin de l'Espagne, quitta son rôle de solliciteur et rappela William Gregory de Lisbonne (30 août 1798) (2). Ce fut alors au tour de Saavedra de faire des avances, de demander à Thomas Gregory s'il avait des pouvoirs pour traiter, de regretter qu'il n'en eût point ; il continua les conversations jusqu'à la fin de 1798, par l'intermédiaire de Thomas Gregory, du consul anglais John Hunter et d'un agent nommé White, que La Romana avait accrédité auprès de lui. Mais sa maladie et le silence du ministère britannique amenèrent finalement l'arrêt des pourparlers (3).

Urquijo les reprit au mois d'août 1799. Il se trouvait depuis quelque temps en conférences avec Thomas Gregory au sujet de 253 prisonniers espagnols que les Anglais avaient contraints à entrer à leur service. Au cours d'une de leurs conversations, il aborda brusquement le thème d'une paix séparée, et il exprima « l'ardent désir » qu'elle pût être conclue. Grenville, aussitôt averti, posa comme condition préliminaire que la Russie serait mise au courant et que l'Espagne s'engagerait à garantir le Portugal contre toute attaque (29 septembre). Urquijo accepta ces deux points, mais se refusa à laisser la négociation se dérouler ailleurs qu'à Madrid (octobre). Grenville au contraire désirait qu'elle n'eût pas lieu dans cette ville (1^{er}

(1) Salucci à W. Gregory (en italien), 15 juin 1798, avec note de W. Gregory, et 27 juillet : *ibid.*

(2) Grenville à W. Gregory, 30 août, et à Walpole, 31 août 1798. W. Gregory à Grenville, 15 août, 5, 28 septembre. Walpole au même, 14 août. Th. Gregory à W. Gregory, 31 juillet. *Ibid.*

(3) Ce White écrivait en un anglais fort correct, mais qui n'est cependant pas d'un Anglais. A ces intrigues essaya également de se mêler, de Lisbonne, un certain Raymundo qui à n'en pas douter n'est autre qu'un aventurier qu'on retrouvera par la suite, Cailhé de Geine. — W. Gregory à Grenville, Londres, 14 novembre, 23 décembre 1798, résumant des lettres de son frère des 9, 12, 16, 19, 23 octobre. Hunter au même, 22 décembre. Lettre anonyme (de Cailhé), Lisbonne, 22 décembre : *Record Office*, F. O. 63, 29. Extraits des lettres de Th. Gregory, (décembre 1798, janvier 1799) adressés par W. Gregory à Grenville, 31 octobre 1798 et 2 pièces s. d. Billet de La Romana, s. d. Trois billets de White, 24 novembre, 3, 8 décembre : *ibid.*, F. O. 72, 45 et 46.

décembre). L'affaire accrochait donc, et au moment précis où la nouvelle du 18 brumaire venait inciter Urquijo à la réflexion et à la temporisation. Il y eut encore quelques efforts de Thomas Gregory pour la remettre en marche, mais en fin de compte, une fois de plus on en resta là (1).

Le Directoire n'était pas au courant des conversations anglo-espagnoles, mais il n'était pas sans concevoir de forts soupçons. Truguet, puis Guillemardet l'avertissaient qu'il était question d'une paix séparée, dont le bruit courait d'ailleurs publiquement à Madrid comme à Paris. L'envoi par Charles IV d'un ambassadeur au tsar, la conduite peu nette des agents espagnols en Italie étaient des indices peu rassurants. Le blocus britannique devant Cadix se relâchait, une frégate venant d'Amérique avec un chargement de piastres se laissait capturer sans résistance, en vue du Ferrol et d'une division espagnole qui ne bougea pas (2). Sans doute, Azara et Urquijo protestaient de leur loyauté et démentaient énergiquement les racontars, mais le Directoire n'en conservait pas moins des doutes sérieux sur la fidélité de son alliée (3). Il la voyait par ailleurs louvoyer dans la politique européenne, intriguer avec les puissances ennemies ou neutres. L'Espagne cherchait à nouer de bons rapports avec la Prusse ; lorsqu'en 1799 l'extradition des Irlandais-Unis et de Napper-Tandy par le Sénat de Hambourg eut amené une forte tension entre ce dernier et la République, elle imita la neutralité que la Prusse entendit garder dans l'affaire, et elle refusa de s'associer à l'embargo que le Directoire avait fait mettre sur les vaisseaux hambourgeois (4). Elle eût voulu amener l'Autriche à la paix avec

(1) Th. Gregory à Grenville, 24 juin 1799 ; à W. Gregory, 20 août, 6, 10, 13 septembre, 1^{er} novembre, 4 décembre. Note du *Foreign Office* pour W. Gregory, s. d. (septembre) ; Grenville au même, 1^{er} décembre. W. Gregory à Mulgrave, 4 mars 1805. *Record Office*, F. O. 72, 46 et 55.

(2) Truguet à Talleyrand, 31 mai 1798 ; Guillemardet au même, 25 janvier, 12 novembre 1799 ; le Directoire à Guillemardet, 9 février 1799 : A. E., *Esp.*, v. 652, f. 184 ; v. 655, f. 13, 70 ; v. 657, f. 232. Rapport de Rhode au roi de Prusse, 5 septembre 1799, exposant les conversations de Gregory, intercepté en France : *ibid.*, v. 26 supplément, f. 211. Rapport anonyme au Directoire, 8 février 1799 : A. N., AF III 63, 7^o d. Sur les bruits à Paris et à Madrid, Noronha à Pinto de Sousa, 28 septembre 1798 : BIKER, *Collecção*, XII, 312 ; lettre de Madrid du 3 août : *Bibliotheca Nacional* de Lisbonne, mss, *collecção Pombalina*, n^o 683, f. 38. Sur le blocus de Cadix, FISCHER (témoin oculaire), *Voyage en Espagne*, II, 205. Cf. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 727.

(3) Azara à Talleyrand, s. d. (an 6) : A. E., *Port.*, v. 122, f. 68 ; 15 juin, 2 août 1798 : *Esp.*, v. 652, f. 280 ; v. 653, f. 195. Urquijo à Azara, 21 mars 1799 : v. 26 supplément, f. 10. Azara au Directoire, 24 juin 1799 : *Bibliotheca Nacional*, Madrid, mss, K. K. 65 V^o, f. 10.819/1.

(4) Talleyrand essaya d'ailleurs d'utiliser cette sympathie hispano-prussienne

la France, et cherchait à lui faire accepter sa médiation ; son ministre à Berlin, Muzquiz, l'offrait au secrétaire de l'ambassade d'Autriche, Hudelist, et son ministre à Vienne, Campo Alange, la proposait carrément à Thugut, sans aucun succès d'ailleurs. Si certaines de ces démarches étaient concertées avec le Directoire, d'autres ne semblent pas l'avoir été (1). En tout cas, il était visible que le cabinet de Madrid songeait beaucoup moins à une guerre vigoureuse qu'à une paix rapide ; une phrase écrite par Azara à l'un de ses amis de Lisbonne caractérisait exactement cette attitude : « Si les gens de là-bas aiment la guerre et s'ils veulent voir les moustaches des républicains, grand bien leur fasse, mais *pour nous nous tâcherons de nous tirer d'affaire le mieux possible* » (2).

LE 18 BRUMAIRE. — Tel était l'état des rapports franco-espagnols lorsqu'arriva à Madrid, le 21 novembre 1799, la nouvelle du 18 brumaire. L'impression produite fut profonde. On s'attendait à un changement dans les affaires intérieures françaises, mais on ne le prévoyait pas aussi complet. Charles IV l'accueillit avec une satisfaction visible : il avait conçu une admiration sincère pour le génie militaire de Bonaparte, et il vit dans son accession au pouvoir le gage d'une pacification générale qu'il désirait ardemment. A la notification de Guillemardet il fit donc répondre qu'il attendait du nouveau gouvernement « une paix solide, dont la nécessité se fait sentir de plus en plus impérieusement de jour en jour. » Il témoigna à Bonaparte des prévenances marquées. En lui écrivant pour l'informer de la nomination de Muzquiz à l'ambassade de Paris, il usa d'une formule particulièrement flatteuse : « *Grande y bien amado Amigo* » (29 décembre 1800). Lorsque la constitution de l'an VIII fut promulguée, il envoya immédiatement à Muzquiz de nouvelles lettres de créance adressées au Premier Consul, avec l'ordre de les présenter très publiquement, « afin de prouver, non seulement à la

lorsqu'en 1798 il tenta d'obtenir la garantie de la Prusse : GUYOT, *op. cit.*, 861. Correspondance entre Muzquiz, Reinhardt et le ministère prussien, novembre-décembre 1799 : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 248, 251, 254, 352.

(1) MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 18. HÜFFER, *Der Krieg des J. 1799*, II, 235-236. L'évêque de Nancy à Saint-Priest, Vienne, 17 juillet 1799 : A. E., *France-Bourbons*, v. 612, f. 315. Savazzi au Directoire cisalpin, 12 août 1799 : *Esp.*, v. 26 supplément, f. 180. GUYOT, *op. cit.*, 866, 902.

(2) Azara au chargé d'affaires d'Espagne à Lisbonne, 3 juillet 1798 : *Bibliotheca Nacional*, Lisbonne, mss, *collecção Pombalina*, n^o 683, f. 39.

France, mais à l'Europe entière, le plaisir que ces événements ont causé à S. M. » (11 janvier 1800) (1). Urquijo exprima les mêmes souhaits de paix que son maître, et il ralentit les conversations qu'il menait avec l'Angleterre. Partout le prestige guerrier de Bonaparte agit de façon analogue. Une des garanties de l'alliance franco-espagnole sous le Directoire avait été en effet la supériorité des armées de la République ; lors d'un grand conseil d'État tenu en juillet 1798, c'est cette considération qui avait empêché de suivre l'avis d'Urrutia, du prince de Parme, d'Osuna, qui réclamaient la rupture avec la France ; en 1799, il avait suffi des succès des coalisés en Italie et en Allemagne pour démasquer à Madrid une foule d'anglophiles. Le 18 brumaire, en plaçant Bonaparte à la tête des forces républicaines, sembla leur assurer de nouveau la victoire : du coup il réduisit au silence les partisans de l'Angleterre et rendit l'espérance de la paix à tout le royaume (2). Enfin, il parut en Espagne que les affaires intérieures françaises allaient désormais évoluer dans un sens satisfaisant. La multiplicité des coups d'État sous le Directoire déconcertait l'opinion et faisait toujours redouter de nouveaux troubles : le gouvernement consulaire parut plus stable — un peu trop même, à l'avis de « patriotes inquiets et chaleureux », qui dès ce moment redoutèrent la dictature. Les mesures prises en Espagne contre les émigrés avaient excité dans l'opinion un vif mécontentement contre le Directoire : on pensa que Bonaparte serait plus tolérant (3). Bref, la nation espagnole dans son ensemble paraît avoir accueilli favorablement le 18 brumaire et s'être associée, partiellement du moins, aux espérances que Guillemardet exprimait dans sa circulaire du 7 décembre aux agents consulaires français, circulaire qu'inséra la *Gaceta de Madrid* : « Le but précis et

(1) Guillemardet à Urquijo, 29 novembre 1799 : « ...paix honorable et solide... l'ordre dans toutes les parties de l'administration... la tranquillité intérieure... une direction éclairée et énergique à la force publique... une Constitution qui en même temps qu'elle fixera le bonheur et commandera le respect des Français, présentera aux gouvernements étrangers la plus forte garantie de leurs relations politiques. » Urquijo à Guillemardet, 30 novembre 1799, 13 janvier 1800 : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 289, 313, 428. Charles IV à Bonaparte, 29 décembre 1799 : *ibid.*, f. 385. Rhode, ministre de Prusse, à Sandoz-Rollin, s. d. : v. 26 supplément, f. 326.

(2) Rhode à Sandoz Rollin : v. la note précédente. Gavazzi au Directoire de la République Cisalpine, 24 juin, 26 novembre 1799 : *ibid.*, f. 101, 331. Havré au cabinet du roi, 14 août 1798 : *France-Bourbons*, v. 612, f. 35. Th. Gregory à W. Gregory, 31 juillet 1798 : *Record Office*, F. O. 63, 28.

(3) GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 183. Perrochel et Guillemardet à Talleyrand, 21 mai 1798 et 26 août 1799 : A. E., *Esp.*, v. 652, f. 134 ; v. 656, f. 415. W. Gregory à Grenville, 14 novembre 1798 ; rapports anonymes de Madrid, 13 avril, 8 mai 1798 : *Record Office*, F. O. 63, 27 et 29.

promis de cette révolution est de fixer la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété sur une base moins chancelante, de soustraire la République à des déchirements intérieurs, d'assurer inviolablement la sûreté du peuple, de dicter enfin une paix honorable... » (1).

II

LA PRISE DE CONTACT ENTRE BONAPARTE
ET L'ESPAGNE

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS. — Lorsque Bonaparte prit le pouvoir, il possédait sur l'Espagne certaines notions dont il n'est pas impossible, avec beaucoup de réserves toutefois, de dégager les principales. Jusqu'à la campagne d'Italie, ses relations avec les Espagnols s'étaient bornées aux inquiétudes que lui avait données leur escadre lorsqu'en juin 1793 il revint de Corse en France, et aux coups de canon qu'il avait échangés avec eux lors du siège de Toulon (2). La paix de Bâle ne paraît guère avoir éveillé en lui qu'un sentiment : la satisfaction de penser que les troupes des Pyrénées, désormais disponibles, pourraient venir renforcer son armée sur les Alpes (3). Mais sitôt qu'il eût débouché dans la plaine du Pô, Bonaparte eut de nombreuses occasions de constater la place que l'Espagne tenait en Italie et d'entrer en contact avec ses représentants. Le premier Espagnol avec lequel il se trouva en relations fut Ignacio López de Ulloa, ministre de S. M. C. à Turin, qui intervint dans l'armistice de Cherasco et qui eut avec lui une conférence

(1) Circulaire de Guillemardet, 7 décembre 1799 : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 266. Le même à Talleyrand, 2 décembre. La notification du changement de gouvernement fut faite à l'ambassadeur d'Espagne, Muzquiz, le 23 brumaire. Guillemardet communiqua officiellement à Urquijo la loi du 19 brumaire le 28 novembre : *ibid.*, f. 233, 313.

(2) En 1793, l'escadre espagnole coopérait avec l'escadre britannique au blocus des côtes françaises ; de même, en 1794, l'expédition de Corse dont faisait partie Joseph dut reculer devant la flotte anglaise, bientôt renforcée de l'espagnole. Cf. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, I, 73. Bonaparte fait à plusieurs reprises mention des forces espagnoles, lors du siège de Toulon : décembre 1793, *Corr.*, 10, 11, 12.

(3) A. Joseph, 6, 30 juillet, 25 août 1795 ; « Mémoire » de juillet : *Corr.*, 43, 54, 58, 49 (dans le *Supplément à la Correspondance*, 1887, p. 14, la deuxième de ces lettres est portée inexactement comme du 10 décembre 1796).

le jour de Lodi (1). Puis, lors de l'armistice avec le duc de Parme (9 mai 1796), deux diplomates espagnols, Valdeparaiso et Cardi, prirent une large part aux négociations, s'efforçant de modérer les exigences françaises à l'égard du beau-frère de Charles IV. L'occupation de Livourne par une division française (27 juin) eut des répercussions à Madrid : Godoy enjoignit aussitôt à del Campo de protester contre « le peu de bonne foi que le général Bonaparte a montrée... V. E., ajoutait-il, peut faire sentir au gouvernement français la faute politique qu'a commise ce général, et l'informer de l'intérêt que S. M. prendrait à savoir que les Français ne rompent pas leurs engagements et n'agissent pas à l'encontre des lois des traités et de l'honneur » (2). On voit que les relations entre Napoléon et le prince de la Paix ont débuté par des propos plutôt aigres. Quelques mois après, il est vrai, elles devinrent plus cordiales. C'est par Bonaparte que Godoy aurait été averti du complot que le « parti cagot » trama contre lui à la fin de 1796 : Bonaparte aurait intercepté une lettre du pape s'y rapportant et l'aurait envoyée au favori qui, ainsi averti, put prévenir et déjouer l'attaque (3). Ce qui est plus certain, c'est la proposition que Bonaparte fit au Directoire le 26 mai 1797 de faire de Godoy un Grand Maître de Malte. Au début de 1797, la mort du Grand Maître Emmanuel de Rohan semblait proche. Bonaparte en fut probablement informé par Vincente Barbara, un chevalier qui avait été banni à cause de ses idées jacobines et qui s'était réfugié en Italie ; il proposa alors au Directoire de pousser le prince de la Paix à la maîtrise, de peur qu'elle ne tombât entre les mains d'un Russe ou d'un Autrichien (4). De son côté, Godoy était au courant de la situation, sans doute par des chevaliers d'origine française qui au début de 1797 avaient quitté l'île pour l'Espagne (5). S. M. C. s'était toujours intéressée parti-

(1) Bonaparte prit plaisir à le rappeler à Ulloa lorsque celui-ci lui fut présenté à Paris, le 7 octobre 1802 : Ulloa à Cevallos, 8 octobre 1802, A. *Histórico N., Estado*, c. 5207.

(2) Godoy à del Campo, 21 juillet 1796 : A. *Histórico N., Estado*, c. 3998. Bonaparte avait fait saisir à Livourne, avec l'assentiment d'Azara, un stock de 21.670 fusils appartenant à l'Espagne. L'Espagne réclama une indemnité et il s'ensuivit une négociation qui en 1801 n'était pas réglée encore : *ibid.*, c. 4019 (en particulier 5. 8 juillet 1797) et 5205 (Muzquiz à Cevallos, 22 février 1801). *Corr.*, 1094.

(3) Cette histoire a été racontée par MURIEL (*Historia de Carlos IV*, III, 191) et répétée par Auvergne (*Godoy, the Queen's favourite*, 102), par PARDO GONZALEZ (*D. Manuel Godoy, Príncipe de la Paz*, 52), etc, sans qu'on voie au juste sur quel fondement elle repose.

(4) Sur le rôle de Barbara, cf. HARDMANN, *History of Malta*, 8.

(5) Caruson, agent consulaire de France à Malte, à Delacroix, 23 janvier 1797 : A. N., AF III 73.

culièrement à l'ordre, surtout depuis que les vues de la Russie sur lui s'étaient précisées (1). Godoy hésita donc lorsque Pérignon lui transmit les propositions du Directoire, puis celles de Bonaparte. Il était pris entre sa vanité, « délicieusement chatouillée », dit le secrétaire Labène, et la crainte des obligations que la règle de l'ordre lui imposerait : résidence, célibat, etc. Accepter l'honneur sans accepter les charges lui eût parfaitement convenu, et le Directoire ne s'offusqua pas de la combinaison, mais pendant qu'on négociait le Grand Maître mourut (13 juillet 1797) et fut remplacé quelques jours après par un Allemand, Ferdinand Hompesch. L'offre que Bonaparte avait fait faire à Godoy n'eut donc pas de suite. L'Espagne n'en donna naturellement pas non plus aux demandes qui l'accompagnaient en contre-partie : 5.000 hommes d'infanterie et 1.200 de cavalerie à envoyer en Italie (2). De nombreuses autres affaires, au cours de cette campagne, attirèrent encore l'attention de Bonaparte sur l'Espagne, dont le nom apparaît fréquemment dans ses dépêches de cette époque — soit qu'il propose de lui donner Rome, soit qu'il lui demande de l'artillerie pour armer Trieste, soit qu'il escompte son adhésion au traité secret avec le roi de Sardaigne, soit qu'il mène avec Azara les délicates négociations de la paix avec le pape (3). A l'issue de la campagne, une idée était donc désormais bien établie dans son esprit : celle que l'Espagne était une puissance italienne, et même une grande puissance italienne, et que les intérêts qu'elle possédait en Italie lui étaient particulièrement à cœur.

Une autre face de la puissance espagnole apparut à Bonaparte lorsqu'en octobre 1797 il reçut le commandement des troupes qui devaient opérer un débarquement en Angleterre. Il se plongea dès

(1) Sur l'influence de l'Espagne à Malte, cf. les *Mémoires* de Doublet, chef de la Secrétairerie française du Grand Maître, 411. La Russie venait d'accroître considérablement son influence à Malte par le traité du 15 janvier 1797 ; sur ces négociations, cf. HÜFFER, *Der Krieg des J. 1799*, I, 371.

(2) Le Directoire avait mis l'affaire en train avant que Bonaparte lui en eût parlé, probablement parce qu'il avait connu les négociations russes par les lettres interceptées du négociateur, le comte Litta (rapport de Monnier, 15 janvier 1797 : A. N., AF III 73). Pérignon fit le 14 mars des ouvertures qui n'étaient déjà pas les premières, et c'est le 10 juin seulement qu'il transmit les offres de Bonaparte : A. E., *Esp.*, v. 646, f. 232 ; v. 648, f. 149 ; sur la suite de la négociation, f. 306, 313, 353 ; v. 649, f. 212. Correspondance de Campo et Godoy, particulièrement 2, 13 juin, 13 août : A. *histórico N., Estado*, c. 4019. DRV, *Soldats ambassadeurs*, I, 197. — Jusqu'à la paix d'Amiens l'Espagne maintient ses droits sur Malte ; elle soutint Hompesch contre la Russie et voulut le faire reconnaître par le pape : Maury à Avaray, 1^{er} décembre 1800, 28 février 1801, dans sa *Correspondance*, II, 57, 102 ; rapport de Sandoz, 4 juillet 1798 : BAILLET, *Preussen und Frankreich*, I, 213.

(3) 7, 21, 26 juin, 1^{er}, 2, 21 juillet, 12, 26 août 1796 ; 1^{er} février, 29 mars, 4 avril 1797 : *Corr.*, 583, 665, 685, 706, 710, 780, 875, 876, 927, 1435, 1653, 1686.

lors dans les combinaisons maritimes, et tout aussitôt le rôle essentiel qu'y pouvaient jouer les escadres de S. M. C. le frappa. Le plan qu'il présenta en décembre comportait une action énergique à Madrid pour obtenir leur concours, et del Campo signale la coïncidence entre son arrivée à Paris et les objurgations d'ordre naval dont on commença alors à assaillir la *Secretaria de Estado*. C'est à cette époque, au cours d'une fête donnée le 10 décembre, que pour la première fois Bonaparte se trouva en présence de l'ambassadeur d'Espagne à Paris. Del Campo le décrivait en ces termes : « Il m'a paru un garçon réfléchi, de commerce agréable, y, como solemos decir, de pocas palabras » (1). L'expédition d'Égypte, qui suivit, accrût encore l'intérêt que Bonaparte portait aux questions navales, et l'on peut penser que c'est vers cette époque que le deuxième de ses concepts sur l'Espagne, d'ailleurs universellement répandu alors, celui des immenses possibilités maritimes qu'elle offrait, se trouva fixé dans son esprit.

Chez Napoléon, une troisième idée fut toujours étroitement associée à ces deux premières : celle de la richesse espagnole, ou plus exactement des ressources indéfinies que pouvaient facilement fournir les colonies d'Amérique. C'était là une notion courante et acceptée par tous en France comme vérité établie : les mots *piastres du Mexique, piastres du Pérou* aussi bien que ceux *diamants du Brésil* y évoquaient aussitôt des trésors fabuleux, et les rapports franco-espagnols comme les rapports franco-portugais se ressentirent plus d'une fois — et fâcheusement — de cet état d'esprit. Il ne semble pas qu'avant le 18 brumaire Bonaparte ait été amené par son expérience personnelle à s'intéresser particulièrement aux possibilités financières espagnoles. Il serait étonnant toutefois qu'il eût ignoré que l'Espagne intervenait dans les affaires intérieures françaises, et qu'Azara cherchait à Paris un général, un homme de main à acheter : il dut en tirer des conclusions sur les ressources pécuniaires que S. M. C. savait trouver à l'occasion pour en pourvoir son ambassade (2). Les premiers actes de son gouvernement allaient mon-

(1) Del Campo à Godoy, 10, 12 décembre 1797 : *A. Histórico N., Estado*, c. 4019. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 576.

(2) D'après ses *Mémoires*, Azara aurait été en pourparlers avec Joubert pour placer le prince héritier de Parme sur le trône de France (BESQUES, *La première ambassade d'Azara*, 415). Fouché, dans une conversation avec Clément de Ris, ajouta plus tard au nom de Joubert ceux de Moreau et Bernadotte (source suspecte, il est vrai : DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Souvenirs*, V, 47). Bonaparte, de retour d'Égypte, avait vu longuement Azara à Paris : BESQUES, *op. cit.*, 422.

trer que pour n'être guère fondée que sur la rumeur publique sa croyance à la richesse du cabinet de Madrid était cependant solidement établie dans son esprit (1).

De ces notions que Bonaparte possédait en 1800 sur la nation voisine, à savoir les préoccupations italiennes de l'Espagne, sa puissance maritime et ses possibilités financières, la première était juste, mais les deux autres beaucoup moins. Le malheur fut que par la suite les appréciations inexactes ne se rectifièrent pas, que les lacunes dans les connaissances ne se comblèrent point et que Napoléon finit par s'imaginer qu'il connaissait l'Espagne alors qu'il ne savait à peu près rien d'elle. Cette ignorance ne lui est pas entièrement, ou tout au moins pas directement imputable, on aura l'occasion de le voir : les effets qu'elle produisit n'en furent pas moins désastreux.

Si Bonaparte escomptait les trésors que l'Espagne tirait d'Amérique, Talleyrand les escomptait aussi, mais à un point de vue beaucoup plus personnel. Sitôt revenu aux Relations Extérieures, il avait mis une courtoisie empressée à en prévenir l'ambassadeur de S. M. C., et il chargea aussitôt Guillemardet de lui envoyer des journaux et almanachs espagnols (2). Ce n'était pas qu'il s'intéressât particulièrement à l'alliance, qu'il traitait à l'occasion avec désinvolture (3), mais il comptait bien sans doute trouver dans les affaires d'Espagne de nombreuses occasions à profits pécuniaires. De fait, l'ambassadeur de la cour de Madrid, Muzquiz, récemment arrivé, montra rapidement les dispositions les plus favorables à ces vues et ne tarda pas à organiser un *Bureau de corruption* « qui était pur vol », dira Azara en en signalant les « dépenses insensées » (4). Malheureuse-

(1) Cf. sa boutade après le traité de Lunéville : « Il faudra voir si par reconnaissance elle [l'Espagne] ne devra pas nous céder un filon du Mexique ou du Pérou » : THIBAudeau, *Mémoires sur le Consulat*, 384. — En dehors de ces trois notions que Bonaparte avait indubitablement sur l'Espagne en 1800, on ne saurait dire de façon certaine quelle idée il s'en faisait par ailleurs ; mais on a l'impression que ce fut celle que s'en fit tout le XVIII^e siècle français, qui connut si mal la nation voisine (beaucoup moins bien que le XVII^e) : moines, Inquisition, fanatisme, atrocités en Amérique, etc. (Quelques notes de lectures prises par lui de 1786 à 1791 sont significatives : NAPOLÉON, *Manuscrits inédits*, éd. F. Masson et Biagi, p. 274, 276, 391, 510, 512, 558 etc. Le seul livre sur l'Espagne qu'il emporta en Égypte aurait été Gil Blas : BOURIENNE, *Mémoires* [?], II, 52).

(2) Talleyrand à Muzquiz, 25 novembre 1799, et réponse ; à Guillemardet, le 29 : *A. R., Esp.*, v. 657, f. 258, 261, 294.

(3) Sur ses rapides volte-faces à ce sujet en 1799, cf. MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 16.

(4) Azara à Cevallos, *reservadísima*, 29 avril 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205. A ce propos, on peut rappeler la fable recueillie dans les *Mémoires* de Savary

ment, l'Espagne ne devait point répondre aux espérances de Talleyrand. Au moment du 18 brumaire, celui-ci se trouvait en effet fortement desservi à Madrid. Il l'était d'abord par les maladroites de ses amis les Osuna. Ceux-ci venaient de faire un séjour de neuf mois à Paris. De retour à Madrid, ils s'étaient bruyamment vantés de leur intimité avec Talleyrand, ils avaient cherché à établir une correspondance réglée avec lui, et les lettres qu'ils recevaient de leurs amis parisiens leur répétaient sans cesse que le ministre était tout à eux. Or cette correspondance était ouverte par le cabinet noir, et comme les Osuna étaient très mal vus d'Urquijo, qu'ils tentaient de miner, et des *Reyes*, leur ami Talleyrand éprouvait le contre-coup de cette hostilité (1). Mais surtout, Charles IV détestait personnellement le ministre des Relations Extérieures. En novembre 1799, comme le Directoire songeait à remplacer Guillemardet à l'ambassade, il lui aurait fait tenir une liste de personnes à ne pas lui envoyer, « et à la tête de celle-ci, dit le ministre danois Schubart, comme vous le pensez bien, le citoyen Talleyrand. » Pendant tout son règne il montra la même répulsion, et l'origine n'en est pas difficile à découvrir : c'était le passé de l'ancien évêque d'Autun, et la tache indélébile d'apostasie dont le roi le vit toujours couvert. L'affirmation d'Alquier peut être acceptée ici : « Le moyen le plus sûr d'exciter ses préventions [de Charles IV], c'est de lui dire de quelqu'un qu'il n'a pas de religion. Il n'en revient plus, la disgrâce est complète et rien au monde n'en peut arrêter les suites » (2). Dès le 18 brumaire donc apparaissait l'éloignement que le cabinet de Madrid eut toujours pour Talleyrand, et dont celui-ci ne sut tirer que trop souvent et trop complètement vengeance.

Il est vrai qu'en compensation le ministre d'État de S. M. C., Urquijo, était aussi mal vu à Paris que Talleyrand l'était en Espagne. Bonaparte avait contre lui d'autres motifs de prévention que

(VII, 45-49), que l'Espagne payait depuis Bâle un subside secret, que Bonaparte en supprima la moitié en 1800, mais qu'elle n'en continua pas moins à le payer intégralement, Talleyrand et Godoy se partageant la différence.

(1) Osuna s'était arrêté à Paris en rejoignant l'ambassade de Vienne, à laquelle il venait d'être nommé, et c'est là qu'il reçut la nouvelle de son rappel (janvier 1800). — LEMA, *Antecedentes*, 345. Mazarredo à Bonaparte, 21 janvier 1800 : A. N., AF IV 1679. Alquier à Talleyrand 20, 21, 22 mars, et réponse du 4 avril (reconnaissant l'existence d'une correspondance Osuna), personnelles : A. E., *Esp.*, v. 658, 107, 117, 130, 194. Alquier prétendit encore que Talleyrand avait été desservi auprès d'Urquijo par Truguet et Guillemardet, mais ces accusations contre des prédécesseurs qu'il avait intérêt à dénigrer sont suspectes : *ibid.*, f. 229.

(2) Schubart à Bernstorff, 6 novembre 1799 : A. E., *Esp.*, v. 26 supplément, f. 300. Alquier à Talleyrand, 24 septembre 1800 : *ibid.*, v. 660, f. 73.

son caractère emporté et orgueilleux. Azara lui avait fait la leçon, ainsi qu'à Talleyrand, sur le jeune favori qu'il détestait ; il avait dénoncé ses relations avec les partis avancés : à Madrid avec le ministre de la république Batave, Valkenaer, jacobin et anglophile à la fois, et à Paris avec le consul général d'Espagne, José Lugo, un Canarien, ancien consul à Dunkerque ; ce dernier, couvert de dettes criardes, était lié avec tout le parti jacobin et en particulier avec le beau-frère de Mangourit, Paganel, un curé gascon défroqué, ancien député à la Législative et à la Convention, « régicide », devenu ensuite secrétaire général des Relations Extérieures. Urquijo avait été entraîné vers ces éléments avancés par son caractère impulsif et son désir d'agir sur le Directoire : « Il l'avoue, écrivait assez justement Alquier, ses opinions ont suivi toutes les chances que nous avons parcourues. Il méprisait le Directoire ; mais la nécessité d'agir auprès de cette puissance bizarre... l'avait maintenu dans ses affections révolutionnaires » (1). Ce n'était pas là une ligne de conduite propre à plaire à Bonaparte. Pour comble, à la fin de 1799 le ministère espagnol interdit à un libraire de Madrid de publier deux traductions des campagnes d'Italie et d'Égypte, et en mars 1800 Urquijo confia à l'ambassadeur Alquier que l'autorité du Premier Consul lui paraissait mal assurée et que Lucien pourrait bien être pour son frère un rival dangereux (2). On conçoit dès lors l'animosité de Bonaparte contre le secrétaire d'*Estado*. Dès le 28 décembre 1799, recevant le chef de l'escadre espagnole de Brest, Mazarredo, il avait fait contre lui une violente sortie. Il la renouvela le surlendemain, attribuant à Urquijo tous les griefs qu'on avait alors contre l'Espagne : le rappel d'Azara, l'ordre donné aux Osuna de quitter Paris, la conduite de Lugo (3). Un peu plus tard, il fit envoyer à Alquier l'ordre d'exiger d'Urquijo des explications

(1) A en croire Lugo, il était persécuté par Talleyrand parce qu'il avait dénoncé les triponneries du ministre dans les affaires de ravitaillement de l'escadre à Brest, l'exportation de blé en Catalogne, etc. Il fut expulsé. Il avait cependant trouvé un défenseur auprès de Bonaparte dans la personne de Le Coulteux de Canteleu, ancien député aux États Généraux et aux Anciens, sénateur après le 18 brumaire, et régent de la Banque de France : Le Coulteux à Bonaparte, 28 décembre 1799 ; Lugo au même, le 16, et à Muzquiz, le 14 : A. N., AF IV 1679. Sur les dettes de Lugo, voir les réclamations de ses créanciers et l'intervention de Talleyrand, début de 1800 : A. E., *Consulat de Madrid*, et *Esp.*, v. 657, f. 463, 484, 487. — Alquier à Talleyrand, 12 juin 1800 : *ibid.*, v. 659, f. 42. Décret révoquant l'*exequatur* de Lugo et lui donnant douze jours pour sortir de France : *Consulat de Madrid*. BRSQUES, *La première ambassade d'Azara*, 422.

(2) Guillemardet et Alquier à Talleyrand, 6 janvier, 21 mars 1800 : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 399 ; v. 658, f. 117.

(3) Mazarredo à Bonaparte, 11 janvier 1800 : A. N., AF IV 1679.

sur les rapports qu'il entretenait avec les Jacobins de Paris, et en avril 1800 Talleyrand fut sur le point de faire renouveler cette démarche, toute délicate qu'elle fût (1).

L'ambassadeur de S. M. C. à Paris, Ignacio de Muzquiz, était trop médiocre pour s'attirer de semblables inimitiés. Son principal mérite était, semble-t-il, d'être l'ami de Sieyès et le neveu de l'archevêque de Séleucie, ancien confesseur de la reine. Il menait une vie solitaire et retirée, mesquine même, — peut-être parce que le plus clair de ses ressources était absorbé par son fameux Bureau de corruption (2). L'ambassadeur de la République à Madrid avait plus de relief. Un des derniers arrêtés du Directoire avait été pour rappeler Guillemardet, à la place duquel les Consuls nommèrent (30 novembre 1799) Charles Alquier, ancien député aux États-Généraux, à la Convention et aux Cinq-Cents, alors chargé d'affaires à Munich (3). Alquier est bien connu par les dépêches d'un pittoresque achevé qu'il envoya de Madrid, et qui ont été abondamment mises à contribution. Il aimait en effet l'anecdote, surtout lorsqu'elle était quelque peu risquée, et la chronique scandaleuse de la cour ne tarda pas à emplir sa correspondance. Mais il est véritablement difficile d'ajouter la moindre foi à ses racontars vraiment insensés, d'autant qu'Alquier dissimule à peine l'hostilité dont il était animé à l'égard de l'Espagne. Il avertit d'ailleurs plusieurs fois les Relations Extérieures, par des courriers sûrs, que ses lettres étaient ouvertes et son chiffre connu, mais qu'il rédigeait ses dépêches en conséquence et usait même de ce moyen pour apprendre au roi « ce que son ministre n'eût jamais osé lui dire » (4). Alquier fut bien accueilli à son arrivée à Madrid (26 février 1800) et lors de sa pré-

(1) Alquier à Talleyrand, 20 mars 1800 ; Talleyrand à Alquier, germinal an 8 (lettre non envoyée) : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 107, 276.

(2) La nomination de Muzquiz fut annoncée le 29 décembre 1799 ; le 21 février 1800, il présenta à Bonaparte ses nouvelles lettres de créance. — Charles IV à Bonaparte, 29 décembre 1799 ; Alquier à Talleyrand, 19 mai, 1^{er} septembre 1800 : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 385 ; v. 658, f. 380 ; v. 659, f. 402. Frère à Grenville, 16 janvier 1801 : *Record Office*, F. O. 63, 35. Muzquiz à Urquijo, 25 février 1800 : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963.

(3) Guillemardet fut rappelé par un arrêté du 29 octobre 1799. Le personnel de l'ambassade fut renouvelé : le premier secrétaire, Villot-Fréville, fut rappelé, parce qu'on le regardait comme trop espagnol (il avait épousé une fille de Las Heras) et remplacé par Jacob ; le deuxième secrétaire nommé fut André Durant : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 231, 296, 434, 492.

(4) Les racontars d'Alquier sont par exemple reproduits avec le plus grand sérieux dans IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 10. Sur le cabinet noir, Alquier à Talleyrand, 20 mars, 12 juin 1800 ; réponses des 23, 24 juin : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 107 ; f. 659, f. 42, 86, 101.

sentation aux souverains (4 mars). Il apportait d'ailleurs des procédés nouveaux qui ne pouvaient qu'être agréables à la cour : il était déterminé à renoncer au « manque absolu de formes et de cette dignité personnelle qui suffit souvent pour en imposer à la malveillance », défaut qui à l'entendre avait distingué son prédécesseur et qui avait mis l'ambassadeur de France « dans une situation vraiment funeste, puisqu'elle est fort au-dessous de celle à laquelle nous devons nous élever » (1). Ce retour à l'étiquette et aux égards réciproques ne se limita pas à l'ambassade de Madrid : elle caractérisa la prise de contact de Bonaparte avec l'Espagne.

PREMIÈRES NÉGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE. — Le Consulat débuta en effet par une période d'attentions à l'égard de l'Espagne. On lui envoya quelques renseignements confidentiels sur divers personnages compromettants qui opéraient chez elle (2), on l'autorisa à faire en France des achats destinés à sa marine et on lui donna satisfaction dans quelques litiges de peu d'importance (3). Bonaparte fit prévenir Charles IV (un peu tard d'ailleurs) des propositions de paix qu'il avait faites à la coalition et des réponses qu'il en avait reçues (4). Il rétablit en faveur de Campo et d'Azara le vieil usage d'envoyer un présent à tout ambassadeur appelé par sa cour (5).

(1) Alquier à Talleyrand, 27 février, 5 mars 1800 : *ibid.*, v. 658, f. 16, 39.

(2) Muzquiz à Urquijo, 20 mai 1800 (sur le projet de Barras de se rendre en Espagne sous le nom de Paul Saint-Paul, projet qui inquiéta Urquijo) : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963 ; au même, 12 juin et *passim*, (sur un espion du nom de Jean Burlet, opérant à Madrid, qui fut mêlé, avec la femme Tachereau, aux intrigues de Truguet et Guillemardet) : *ibid.* et A. E., *Esp.*, v. 658, f. 406, 409. Talleyrand à Alquier, 27 février 1800, sur des fuites qui se produisent dans les bureaux du ministère d'*Estado* au profit de la Prusse et de la Hollande : *ibid.*, f. 353.

(3) Le Directoire avait autorisé l'Espagne (3 août 1799) à acheter de grosses quantités de cuivre (3.000 planches, 3.200 tonnes de clous et 2.500 d'anneaux). Le Consulat y ajouta (13 décembre) 1.000 tonnes en planches ou en clous et 500 à 1.000 tonnes de poudre. Les 8 et 11 décembre, on régla deux petits litiges sur le corsaire le *Vautour* et sur une avance faite par la compagnie des Philippines. A. E., *Esp.*, v. 657, f. 275, 331, 337, 339, 345, 384, 438.

(4) La notification faite par Guillemardet le 26 janvier 1800 arriva après que Charles IV eût appris par les journaux les négociations franco-anglaises. Urquijo s'en plaignit à Guillemardet et à Muzquiz (A. E., *Esp.*, v. 657, f. 469, 470, 475). Aussi, quand en mai l'on parla de négociations avec Vienne, l'Espagne eut-elle l'assurance qu'elle serait exactement tenue au courant : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963.

(5) A noter également que le mot *Sive* ayant été omis dans les lettres de créance d'Alquier, Talleyrand en fit exprimer son regret : Muzquiz à Talleyrand, 25 mars ; réponse du 3 avril : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963.

En même temps, les deux gouvernements reprenaient également la coutume des cadeaux réciproques. Alquier ayant montré à Charles IV des pistolets de la manufacture de Versailles, le roi, grand chasseur, les avait trouvés si fort à son goût qu'il les avait gardés. Le gouvernement français ne pouvait se dispenser de faire aussitôt hommage à son allié d'échantillons plus importants de l'industrie nationale, mais Talleyrand insinua en même temps qu'un présent de huit beaux chevaux serait bien accueilli par le Premier Consul. Charles IV en envoya seize ; il les fit conduire à Paris par des valets revêtus de sa livrée, bien que Talleyrand eût insisté auprès de Bonaparte sur le fâcheux effet que pourrait produire en France la vue des fleurs de lis. Le Premier Consul donna toute la publicité possible à cette manifestation d'attachement qu'il recevait du cousin de Louis XVI. Il passait une revue sur le Carousel (16 novembre) lorsque les chevaux lui furent amenés, escortés par un détachement de trente dragons ; il les fit passer entre l'infanterie et la cavalerie, les examina un à un, en fit mille éloges et remerciements, et le soir il donna à tous les Espagnols « présentés » qui se trouvaient à Paris un grand dîner en l'honneur de l'alliance (1).

Ces manifestations tendaient naturellement à un but pratique, qui était de s'assurer l'appui de l'Espagne dans les circonstances assez délicates où se trouvait le nouveau gouvernement français. Sitôt au pouvoir, Bonaparte avait en effet demandé l'aide de son alliée sur les trois terrains où il pensait qu'elle pouvait être efficace : italien, financier et naval. En Italie, le concours de S. M. C. pouvait être fort utile au moment où l'on élisait enfin le successeur de Pie VI.

(1) Alquier avait également demandé pour Marie-Louise des toilettes : « les plus brillantes... celles que choisirait une brune piquante de vingt ans » ; Bonaparte autorisa l'envoi : « Cependant, il faut y mettre le décorum nécessaire pour que cela ne soit pas ridicule. » (Sur la tentative de contrebande que fit à cette occasion la fameuse modiste M^{lle} Minette, détails plus ou moins sûrs dans IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 27-45). Pour Urquijo, on commanda une paire de pistolets. Les armes destinées à Charles IV ne furent remises que le 17 mai 1802 (6 fusils longs et 4 fusils courts). Quant aux pistolets destinés à Urquijo, ce sont peut-être ceux que M^{me} Junot aurait vu donner par Bonaparte à Moreau en octobre 1800, et qu'elle croyait destinés au roi d'Espagne. — Correspondance entre Talleyrand, Alquier et Saint-Cyr, 7, 8, 27 avril, 10, 15 mai 1800, 24 avril, 20 mai 1802 ; Carnot à Talleyrand, 8 juin ; Urquijo à Alquier, 5 août, Alquier à Hauterive, le 12 : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 223, 229, 298, 354, 368 ; v. 659, f. 31, 231 ; v. 662, f. 408, 432 ; v. 18 supplément, f. 223. Talleyrand à Bonaparte, sur la livrée des Bourbons, 1^{er} mai : A. N., AF IV 1706 E. Muzquiz à Urquijo, 17 novembre, 9 décembre 1800 ; Azara à Cevallos, 4 avril 1802 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963, 5207. DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Mémoires*, III, 27 (la présentation des chevaux) et 37. Bonaparte à Talleyrand, 23 avril, 4 juin : *Corr.*, 4727, 4872. Cf. GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 190-195.

L'Espagne, qui représentait les intérêts religieux français à Rome (1), pourrait également les défendre au conclave qui s'était ouvert à Venise le 30 novembre 1799. Elle le pourrait efficacement, car son influence allait y être grande : les cardinaux jadis envoyés en mission auprès du pape détrôné étaient là qui intriguaient, qui semaient l'argent, qui se créaient un parti (2). Par ailleurs, le cabinet de Madrid n'éprouverait aucun scrupule de conscience à faire coïncider sa ligne de conduite avec celle de la République ; le ministère Urquijo s'était en effet engagé dans une politique anticléricale, presque schismatique, et le décret du 5 septembre 1799, ôtant au pape les plus importants de ses droits sur les évêques espagnols pour les transférer au roi, avait ouvert une crise aiguë. Bonaparte fit donc proposer à Urquijo (18 février 1800) de s'unir à lui pour contrebattre l'influence autrichienne au conclave de Venise et, le cas échéant, pour refuser de reconnaître le pape qui y serait élu. Cette dernière suggestion allait trop loin, et Urquijo la repoussa. Mais au conclave les Espagnols combattirent sérieusement le candidat autrichien, et lorsque le 14 mars 1800 le cardinal Chiaramonti, qui allait prendre le nom de Pie VII, fut élu pape, Bonaparte s'empressa encore d'utiliser l'autorité de S. M. C. et les bons offices de son ministre Labrador pour lui faire faire les premières ouvertures du Concordat (3).

Dès son installation, le gouvernement consulaire s'était trouvé aux prises avec de sérieuses difficultés financières. Là encore, ce fut à l'Espagne que l'on eut recours ; on lui demanda une avance destinée à secourir une division navale française stationnée dans le Rio de la Plata et à permettre une expédition qu'on venait de confier à l'amiral Villaret-Joyeuse. Charles IV accorda un million et demi de piastres, soit 7.500.000 francs, et il chargea des versements un gros financier espagnol installé à Paris, José Martinez de Hervas. Celui-ci dirigeait une succursale de la banque Saint-Charles qu'il avait été

(1) Le visiteur apostolique des établissements français (Saint-Louis-des-Français et la Trinité-du-Mont) y était le cardinal Zelada, puis à partir de 1801, le cardinal Lorenzana ; Maury au comte d'Avaray, 28 février 1801, dans sa *Correspondance*, II, 105.

(2) Cf. les plaintes de Thugut, 25 décembre 1799, et d'Herzan, envoyé autrichien au conclave, 8 janvier 1800 : dans MATER, *La République au Conclave*, p. 89 et suiv. La politique espagnole était menée par Lorenzana et Despuig, qui patronnaient les cardinaux Giovanetti, Valenti, Bellisoni et opposaient leur veto au candidat autrichien Mattei. Maury à Louis XVIII, Venise, 8, 19 octobre, 30 novembre, 14 décembre 1799 : *Correspondance*, I, 214, 234, 260, 270.

(3) Le Directoire avait déjà amorcé cette collaboration franco-espagnole à Venise. Talleyrand à Muzquiz, 18 février 1800 ; Urquijo au même, 15 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963. Alquier à Talleyrand, 15 mars : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 76.

autorisé à fonder au début de 1797 (1) ; il était commissaire de S. M. C. pour les affaires de finances, et à ce titre il avait noué avec le gouvernement français d'étroites relations qui allaient faire de lui jusqu'en 1806 l'homme indispensable de toutes les tractations financières franco-espagnoles. Or Hervas se montra fort soucieux des intérêts de son souverain, d'autant plus qu'ils se confondaient en l'espèce avec ceux de sa banque, et il se refusa à verser les sommes accordées sans recevoir en échange des garanties satisfaisantes. En fait de garantie, le gouvernement français offrait tantôt la promesse de rembourser à la paix, tantôt des billets sans valeur, tantôt des marchandises d'une réalité plus solide, mais qui se trouvaient à la Guadeloupe : Hervas refusait donc de payer, malgré les instances dont il était l'objet. Au début de mars, le ministre de la Marine lui-même, Forfait, accompagné de Villaret-Joyeuse, fit une démarche auprès de lui, sans rien obtenir. Puis le consul Lebrun les invita à déjeuner tous trois, ainsi que le directeur du Trésor Public, et l'on proposa à Hervas des billets sur les receveurs des contributions à quatre, huit, douze et seize mois ; tous insistèrent, Villaret-Joyeuse se fâcha, mais Hervas refusa encore. L'affaire fut alors portée devant Talleyrand et Cambacérés : ils donnèrent raison au banquier, et Talleyrand ajouta qu'il eût fallu s'attendre à ces difficultés, du moment qu'on s'était dispensé de faire passer l'affaire par son département (2). Hervas dut savourer cette ironie, car il savait mieux que personne que la négociation avait parfaitement passé par les Relations Extérieures — par la petite porte, il est vrai. Il avait eu en effet plusieurs conversations sur ce sujet avec le ministre lui-même ou avec son émissaire Simons (3), afin de déterminer le montant du pot-de-vin qu'il convenait de verser à Talleyrand. Celui-ci en avait trouvé le principe dans le prix que le gouvernement français offrait de la piastre, et qui était de trois livres. Il fit dire à Hervas que l'Espagne devait en exiger trois livres dix sous, et que la

(1) Godoy à del Campo, transmettant l'autorisation de Charles IV : *A. Histórico N., Estado*, c. 4019. — Hervas se trouvait à Paris depuis 1795, avec le titre de conseiller des finances de S. M. C., et chargé des affaires financières de l'Espagne : Azara à Talleyrand, 29 mars 1802 A. E., *Consulat de Madrid*. C'est en avril 1797 que le Directoire l'avait autorisé à installer à Paris un « comptoir » de la banque Saint-Charles : A. E., *Esp.*, v. 18 supplément, f. 119.

(2) Hervas à Urquijo, *reservada particular*, 11 juin 1800 : *A. Histórico N.*, c. 3963.

(3) Il s'agit probablement de Michel Simons, fils d'un riche entrepreneur de voitures de Bruxelles, qui avait épousé en 1797 M^{lle} Lange, la célèbre actrice (Talleyrand était un de ses témoins) et qu'on retrouvera en 1804 et 1806 dans des affaires analogues.

différence serait pour lui. « Je vous l'avoue franchement, répondit Urquijo lorsque Hervas lui eut transmis ces propositions, bien que je connaisse beaucoup de corruption dans le monde, cet excès que je vois ne laisse pas de me surprendre. » Mais il accepta la combinaison. L'Espagne répondit donc qu'elle ne prêterait pas ses piastres à moins de trois livres dix sous, et Hervas accepta les billets sur les receveurs des contributions, à trois, six, neuf et douze mois (1).

Pour obtenir ce prêt, Bonaparte eût d'ailleurs souscrit à n'importe quelles conditions, car le moment n'était pas de laisser manquer d'argent les flottes françaises, auxquelles il demandait un effort démesuré : à la fois inquiéter les Anglais par diverses expéditions lointaines, porter des renforts et des vivres à Malte, secourir l'armée d'Égypte. Au mois d'août 1799, le Directoire avait déjà demandé à l'Espagne de faire passer à Malte douze ou quinze cents hommes, mais il n'avait reçu aucune réponse. Dès brumaire, Bonaparte fit une démarche du même genre : il s'agissait d'envoyer en Égypte une frégate, deux bricks et deux avisos espagnols, pour porter à Kléber des nouvelles, des munitions et un renfort de deux cents hommes qui seraient rendus à Charles IV « parmi les prisonniers allemands. » L'Espagne refusa (22 et 23 novembre 1799). Les affaires de Malte lui avaient déjà attiré la déclaration de guerre de la Russie, et la part que son chargé d'affaires avait prise à la reddition de l'île, en 1798, lui avait valu des difficultés avec Vienne : envoyer des renforts espagnols au général Vaubois eût amené la guerre avec l'Autriche et la Turquie, et cette dernière puissance eût certainement pris la même mesure si S. M. C. s'était mêlée des affaires d'Égypte. Or la paix avec les puissances barbaresques était nécessaire au commerce de l'Espagne dans la Méditerranée et au ravitaillement de ses provinces méridionales (2). Bonaparte fut très mécontent de ce

(1) En outre, Hervas avait versé à Simons 120.000 livres pour certains services qui ne furent pas rendus ; Urquijo décida de ne pas en exiger le remboursement. Hervas à Urquijo, 11 juin, 10-12 juin 1800 ; Urquijo à Hervas, deux lettres du 22 (officielle et réservée) : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963.

(2) Le Directoire avait renouvelé ses sollicitations le 15 brumaire, sur la demande de Bonaparte. Déjà les relations turco-espagnoles étaient assez tendues, à cause des sentiments francophiles qu'avaient montrés plusieurs consuls espagnols et le ministre de Charles IV à Constantinople, Boulogny. La Porte demanda le rappel de Boulogny qui fut remplacé au début de 1800 par del Corral, mais auquel Urquijo, sur la recommandation de Bonaparte, donna une compensation (il mourut en 1805 ministre à Stockholm). L'Espagne se contenta d'une offre de médiation entre la France et la Turquie (mars). — Bonaparte à Reinhard, 15 novembre 1799 : *Ordres et apostilles de Napoléon*, éd. Chuquet, t. I (cf. *Corr.*, 4393) ; à Talleyrand, 10 mai 1800 : *Corr.*, 4770. État des affaires relatives à l'Espagne, 22 novembre 1799 ; Urquijo à Muzquiz, 22, 23 novembre ; rapport de Talleyrand, frimaire an 8 ; Muzquiz à Talleyrand, 25

refus, et il en prit prétexte pour faire trois scènes violentes (28 et 30 décembre 1799, 7 janvier 1800) à l'amiral Mazarredo, commandant l'escadre espagnole de Brest, qui était venu à Paris l'entretenir des affaires navales (1).

Ne pouvant obtenir directement que l'Espagne aidât à secourir Malte et l'Égypte, le Premier Consul tenta alors d'utiliser subrepticement à cette même fin les quinze vaisseaux qu'elle avait mis à la disposition de la République et qui se trouvaient à Brest depuis le 8 août 1799. Mazarredo avait des lettres de créance du 25 septembre l'autorisant à combiner les opérations maritimes avec le gouvernement français ; il s'était rendu à Paris au lendemain du 18 brumaire et, sur la demande de Bonaparte, il avait rédigé des plans d'action commune. Le 17 novembre, il avait proposé de sortir de Brest avec les trente vaisseaux français et les quinze espagnols, d'en rallier encore quatre à Cadix, d'autres à Alicante, d'aller reprendre Minorque et de revenir à Cadix ; Bonaparte avait refusé. Le 27, l'amiral espagnol soumit un nouveau projet, qui reçut l'approbation de sa cour : il sortirait avec ses quinze vaisseaux seulement, en rallierait sept au Ferrol et quatre à Cadix pour aller enlever Minorque. Le Premier Consul répondit qu'on avait tout le temps d'envisager cette combinaison. En réalité, il attendait la réponse que ferait l'Espagne à ses demandes de secours direct à l'Égypte, et il sentait bien qu'en cas de refus il avait sous la main un moyen d'action sur elle : car il devenait évident que Mazarredo tenait surtout à sortir de Brest où il regrettait de s'être laissé enfermer, sous la coupe du gouvernement français, et que d'autre part Minorque l'intéressait plus que l'Égypte. Lorsqu'il eut appris qu'Urquijo refusait d'expédier à Kléber les bâtiments demandés, Bonaparte, manifestant une violente colère, déclara à Mazarredo qu'il liait la reprise de Minorque au ravitaillement de l'Égypte et qu'en tout cas il ne ferait rien jusqu'à ce qu'Alquier, qui allait partir pour Madrid, l'eût informé des véritables sentiments du cabinet espagnol (2). Dès lors, il ne songea plus qu'à utiliser à ses vues sur Malte

novembre 1799, transmettant une note de la Porte ; Alquier au même, 10 mai 1800 ; Urquijo à Corral, 15 mars : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 239-243, 287, 290, 367, 261-262 ; v. 658, f. 353 et 80. Muzquiz à Urquijo, début janvier 1800 : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963.

(1) Mazarredo à Bonaparte, 11 janvier 1800 : A. N., AF IV 1679. Bonaparte à Talleyrand, 20 décembre 1799 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 1.

(2) Bonaparte avait objecté au premier plan qu'il désirait retenir les Anglais devant Brest et qu'il ne voulait pas masser toutes les escadres de peur d'un écrasement total ; les Anglais avaient alors 54 vaisseaux dans la Manche, et 7 devant

et l'Égypte les quinze vaisseaux espagnols de Brest, puisqu'il ne trouvait pas de concours dans la Péninsule même. L'entreprise n'était pas facile, car Mazarredo était méfiant, entêté et, paraît-il, appuyé par Sieyes (1) ; mais il avait laissé son escadre au commandement de Federico Carlos Gravina, que Bonaparte croyait en rivalité avec son chef et chez qui il espérait en conséquence trouver moins d'opposition à ses plans. Il s'agissait donc d'engourdir Mazarredo à Paris et de faire filer Gravina avec ses vaisseaux de Brest. Le 23 février, Bonaparte assisté de Clarke eut avec l'amiral espagnol une conférence au cours de laquelle il lui proposa une descente en Irlande ; puis, devant les objections qui lui furent aussitôt faites (il eût fallu, outre la flotte de guerre, une flotte marchande de 21.875 tonneaux !) il mit sur le tapis une expédition contre Malte, faite sans escale par vingt-cinq vaisseaux français et huit espagnols seulement. Or, la veille, l'amiral Bruix, commandant l'armée navale à Brest, avait invité Gravina à préparer *tous* ses vaisseaux pour sortir avec Lacrosse, rallier la division du Ferrol et passer le détroit de Gibraltar, peut-être à destination de l'Égypte. Pareille contradiction indigna Mazarredo quand il l'apprit, et sa colère fut accrue encore quand il connut le véritable plan de Bonaparte, qu'à la fin il avait bien fallu lui confier : dix-sept ou dix-huit vaisseaux français et *toute* l'escadre espagnole forçant le blocus de Brest, filant tout droit sur Malte pour la débloquer, puis allant se refaire à Toulon et alors seulement entreprenant l'expédition contre Minorque. Autant valait dire que Mahon ne serait jamais repris ; encore Mazarredo ignorait-il, à ce qu'il semble, qu'à Malte l'escadre alliée aurait à détacher cinq ou six de ses meilleures unités au profit de l'Égypte. Quant aux escadres espagnoles enfermées au Ferrol, à Cadix et à Carthagène, Bruix ne s'occuperait pas de les débloquer : elles auraient à se dégager par leurs propres moyens pour rejoindre à Minorque le gros des forces (2). Mazarredo s'opposa de tout son pouvoir à un projet qui sacrifiait aussi ouvertement les intérêts espagnols ; il objecta le manque d'agrès, de vivres (soixante jours au plus sur

Cadix. — Mazarredo à Bonaparte, 17, 27 novembre, 27 décembre 1799, 11, 21 janvier 1800 ; à Clarke, 17 février : A. N., AF IV 1679. Urquijo à Muzquiz, 27 janvier : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 475.

(1) Walpole à Grenville, 8 février 1800 : *Record Office*, F. O. 63, 32.

(2) Mazarredo à Clarke, 24 février 1800 (avec réponse marginale de Bonaparte), 27 février ; à Bonaparte, 1^{er} mars : A. N., AF IV 1679. Bonaparte à Bruix et Gravina, 22 février ; à Ganteaume, le 24 ; à Mazarredo, le 28 : *Corr.*, 4612, 4613, 4618, 4625 ; à Bruix, le 22 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 12.

ses vaisseaux), le défaut d'unité dans les manœuvres et les signaux. Un entretien qu'il eut avec le Premier Consul le 5 mars au soir ne le convainquit pas ; toutefois, comme Bonaparte lui déclarait qu'il le rendait responsable des retards qu'entraînait son attitude, il laissa envoyer à Gravina, par le télégraphe, l'ordre de sortir. Mais le 20 mars il revint sur cette concession : il prétendit que le 10, au cours d'une nouvelle entrevue qu'il avait eue avec Bonaparte, celui-ci l'avait trompé sur le degré d'avancement des affaires, qu'en conséquence il allait reprendre en personne le commandement de son escadre, qu'il sortirait avec les Français, mais ne les accompagnerait que jusqu'à Gibraltar, puis rentrerait à Cadix, — et on le savait très capable d'exécuter cette menace. Le 25, il avertit Clarke qu'il sortirait seul de Brest si l'on n'acceptait pas son plan : une sortie générale, le déblocus du Ferrol, puis l'entrée de tous les vaisseaux espagnols à Cadix. Le 28 enfin, il émit la prétention d'avoir le commandement des deux escadres, sous prétexte qu'« il était bien au fait de conduire des flottes... quand l'amiral Bruix n'était pas garde de la marine. Il était Lieutenant-général quand Bruix lieutenant de vaisseau. Il est le premier Capitaine-Général des ports de S. M. C., et Bruix le dernier vice-amiral des flottes françaises » (1).

Tel était le concours que Bonaparte trouvait dans l'escadre espagnole de Brest. Ses lettres à Mazarredo et à Gravina, les concessions qu'il finit par faire sur le déblocus du Ferrol, de Cadix et de Carthagène ne servaient de rien. Il invitait Talleyrand à agir sur la cour d'Espagne, mais Urquijo se montrait aussi intraitable que Mazarredo (2). D'ailleurs, cette résistance des Espagnols rendit peut-être un grand service à la cause commune, en empêchant les flottes combinées d'aller se faire battre par l'escadre anglaise de blocus. Bonaparte en avait toujours sous-estimé la force ; quand il ne put plus douter de sa supériorité (45 vaisseaux) il dut ajourner l'expédition (20 mars) et les discussions s'apaisèrent (3). Les préparatifs de la lutte contre l'Autriche absorbaient maintenant le Premier Consul et les affaires maritimes passèrent au second plan.

(1) Mazarredo à Clarke, 6, 20 (deux lettres), 25, 28 mars ; à Bonaparte, 9 mars, 12 avril, 14 août : A. N., AF IV 1679.

(2) Urquijo à Muzquiz, 24 mars 1800 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963. Bonaparte à Talleyrand, 7 mars (lettre placée par Lecestre, *Lettres inédites*, I, 35, à la date injustifiable du 7 mars 1802) et 12 mars ; à Mazarredo, 4, 17, 20 mars : *Corr.*, 4647, 4658, 4636, 4675, 4689.

(3) Le 28 février 1800, Bonaparte comptait sur 21 à 25 vaisseaux anglais devant Brest, et Mazarredo sur 30 à 32. Bonaparte à Bruix, 20, 28 mars : *Corr.*, 4691, 4701.

Ainsi, lorsqu'au lendemain du 18 brumaire Bonaparte entre en contact avec l'Espagne, c'est pour obtenir d'elle des services sur les terrains où son expérience antérieure lui a appris qu'elle était susceptible d'en rendre, en Italie, dans le domaine financier et dans le domaine maritime. Mais ses relations avec son alliée sont correctes, voire courtoises et empressées ; si Talleyrand a dès le début donné à ses rapports avec l'Espagne le caractère véreux qu'ils auront toujours, Bonaparte n'a pas encore pris l'attitude impérieuse qu'il aura par la suite. Surtout, sa politique espagnole ne s'exerce encore que sur des objets secondaires : ce n'est qu'une fois débarrassé des Autrichiens qu'il pourra la faire concourir à sa politique d'ensemble en Europe.

III

PARME ET LA LOUISIANE

LA QUESTION DE PARME. — Les préparatifs et le début de la deuxième campagne d'Italie marquèrent donc un arrêt dans les conversations franco-espagnoles. Bonaparte était tout entier aux affaires militaires, et de son côté Urquijo eût pu dire de toute sa politique française ce qu'il écrivait à Muzquiz au sujet de l'escadre de Brest : qu'il ne voulait rien décider avant de connaître l'issue de la lutte avec l'Autriche (1). Dès cette époque toutefois, on commençait de part et d'autre à préparer la grande négociation qui ne pouvait manquer de s'engager à bref délai entre les deux pays, celle relative à l'agrandissement des états de Parme.

On sait déjà que Marie-Louise désirait très vivement voir accroître les possessions de son frère Ferdinand de Parme et que ce désir était partagé, quoique avec plus de modération (2), par Charles IV, qui était le cousin du duc. Depuis que le fils de Ferdinand, le prince Louis de Parme, avait épousé leur fille Marie-Louise, les souverains espagnols souhaitaient plus que jamais cet agrandissement qui leur eût permis de résoudre un problème difficile, celui de l'établissement de leur gendre : « Avec des possessions aussi petites que les siennes, avec la ruine qu'a amenée cette guerre, avec les

(1) 28 avril 1800 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963.

(2) Berthier à Bonaparte, 12 septembre 1800 : A. N., AF IV 1679.

contributions exorbitantes dont on l'a chargé, il [le duc de Parme] n'a plus de quoi vivre et se trouve hors d'état d'entretenir son fils : celui-ci va donc être à la charge de l'Espagne en raison des liens de famille qui l'unissent à LL. MM., et parce qu'en outre il a épousé une de leurs filles. En conséquence, l'unique but de l'Espagne est qu'à la paix on lui rende Mahon et la Trinité, et qu'on donne à S. A. R. de quoi vivre » (1).

De son côté, Bonaparte ne demandait pas mieux que de poser et de régler la question de Parme. Il le voulait d'abord pour sa politique italienne. Les états du duc le gênaient beaucoup, situés qu'ils étaient en plein milieu de l'Italie, entre la République cisalpine et la République ligurienne, et il eût volontiers transféré Ferdinand en des régions plus excentriques, d'autant plus que si le duc lui-même était inoffensif, « nul sous tous les rapports », comme il l'avait écrit en 1796, sa femme était plus dangereuse : « La duchesse équivalait à une garnison ennemie par sa haine de la France » (2). En outre, le Premier Consul savait bien que pour un bon traité sur Parme l'Espagne donnerait le prix qu'il voudrait, et ce prix était la Louisiane. Par cette acquisition en effet il trouverait en Amérique une compensation à la perte possible de l'Égypte ; il obtiendrait une base pour les opérations qu'il méditait contre Saint-Domingue, et un point d'appui maritime pour le jour où la lutte contre l'Angleterre succéderait à la lutte contre l'Autriche ; le cas échéant, il aurait là, quand s'ouvriraient les négociations de paix, cette monnaie d'échange que le Directoire avait vainement cherché à obtenir. Enfin, donner au prince de Parme un établissement en Italie, c'était dans une certaine mesure s'assurer la fidélité des Bourbons espagnols : non pas certes qu'on pût escompter de leur part une reconnaissance à toute épreuve, mais parce que leur gendre et leur fille se trouveraient sous la coupe des armes françaises et serviraient pour ainsi dire d'otages. Cette dernière considération était d'autant plus importante que Bonaparte pouvait se demander à juste titre si le cabinet de Madrid était un allié bien sûr. Il était visible que l'Espagne ménageait la cour de Vienne, afin qu'en cas de victoire autrichienne l'infant de Parme fût bien traité (3). Surtout,

(1) Urquijo à Hervas, 22 juin 1800 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963.

(2) Bonaparte au Directoire, 2 octobre 1796 : *Corr.*, 1060. Paroles de Bonaparte à Bolla, citées dans MURIEL, *Historia de Carlos IV*, VI, 136 ; cf. ses plaintes contre la duchesse : au duc de Parme, 20 juin 1800, *Corr.*, 4933.

(3) Cf. une dépêche interceptée de Savazzi au Directoire cisalpin, 12 août 1799 :

on soupçonnait qu'elle était en commerce secret avec l'Angleterre : Alquier transmettait des bruits suspects, Urquijo croyait utile de déclarer qu'il venait de repousser des propositions britanniques et faisait tâter Talleyrand sur la question d'une paix séparée (1). Pour n'être pas nouvelle, semblable attitude était inquiétante, et c'est probablement afin de rassurer le public sur la fidélité espagnole plus que par courtoisie que Bonaparte fit célébrer aussi bruyamment à Paris le succès remporté par les Espagnols sur un corps anglais qui avait tenté un débarquement au Ferrol (2). Engager une négociation sur Parme était un bon moyen de consolider l'alliance. Bonaparte hésita d'autant moins à l'employer que l'initiative vint de S. M. C. elle-même.

LES PRÉLIMINAIRES DE SAINT-ILDEFONSE. — Après tant de conversations inutiles sur Parme, le cabinet de Madrid avait fini, moitié par lassitude et moitié par prudence, par n'en plus parler au Directoire (3). L'avènement de Bonaparte et l'ère de bons rapports qu'il inaugura lui parurent permettre de nouveaux espoirs. A la fin de mars 1800, comme de vagues pourparlers de paix traînaient entre Thugut et Talleyrand, Urquijo prit prétexte de ces possibilités de

A. E. *Esp.*, v. 26 supplément, f. 180. — Marie-Caroline, alors à Vienne, signalait les rapports louches d'Azara avec cette cour : 3 juin 1801, dans sa *Correspondance*, II, 251.

(1) Mazarredo à Bonaparte, 12 janvier 1800 : A. N., AF IV 1679. Le commissaire français de La Corogne à Alquier, 12 mars ; Alquier à Talleyrand, 1^{er} mai : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 64, 317. Urquijo à Muzquiz, 22 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963.

(2) Il fit pavaiser l'escadre de Brest et envoya la musique de la garde consulaire jouer devant l'hôtel de l'ambassade espagnole. Muzquiz à Urquijo, 13 septembre 1800 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963. — De fait, les conversations entre l'Espagne et l'Angleterre continuaient, par différentes voies. Il y avait d'abord Cailhé, alors secrétaire de l'ambassade espagnole à Lisbonne, qui fit deux voyages à Madrid, au début et au milieu de 1800, fut présenté probablement par La Romana et porta des propositions à Godoy. Salucci continuait ses intrigues, et reçut des encouragements officiels du *Foreign Office* (1^{er} février 1800). Thomas Gregory vit plusieurs fois Urquijo et le poussa à la paix séparée. Enfin, le chargé d'affaires qui remplaça Walpole à Lisbonne, Arbutnot, était en connexion avec Madrid par l'intermédiaire des ministres suédois à Madrid, Adlerberg, et à Lisbonne, Kantzow. — Dépêches du *Foreign Office*, 1^{er} février ; Th. Gregory, 11 mars, 31 août ; Hunter, 10 mai ; Arbutnot, 23 juin, 9 juillet : *Record Office*, F. O. 72, 46 ; F. O. 63, 32 et 33.

(3) Instances de Godoy en faveur de Parme, 1^{er} janvier 1798 ; prétention de l'Espagne de ne donner asile au pape que si le Directoire indemnise Parme, 5 juin 1798 : A. E., *Port*, v. 9 supplément, f. 188 ; *Esp.*, v. 652, f. 213. Proposition de Talleyrand : l'Espagne céderait la Louisiane et se dédommagerait sur les colonies portugaises : Azara à Saavedra, 27 mai 1798, *A. Histórico N., Estado*, c. 4018.

pacification pour entretenir Alquier de l'intérêt que prenait la reine à l'agrandissement de Parme. Le 5 avril, il fit une ouverture plus nette : il exposa par écrit à l'ambassadeur le désir qu'avaient ses souverains de voir opérer en Italie quelques transformations à l'avantage du duc. Le 22, Muzquiz s'exprima dans les mêmes termes au cours d'une audience qu'il eut de Bonaparte ; la réponse du Premier Consul fut favorable. La négociation était engagée (1).

Elle n'alla pas vite au début. Bonaparte était à l'armée. En Espagne, on attendait le résultat de la campagne et tout le monde ne partageait pas l'optimisme du brave Charles IV qui se pâmait d'admiration à la nouvelle du passage du Grand Saint-Bernard et répétait à Alquier : « Nos affaires vont bien. Nous les avons battus et nous les battons encore... C'est bon, nous allons bien... » (2). Il y avait toutefois un homme qui eût bien voulu faire aboutir le marché au plus vite, de façon qu'il passât entièrement par lui : c'était Talleyrand. Il avait engagé des conversations avec le banquier espagnol Hervas, en lui recommandant de n'en rien dire à son ambassadeur, et par cette voie extra-officielle il échangeait avec Urquijo propositions et contre-propositions sur Parme et surtout sur les pots-de-vin. Les Espagnols, prudents, avaient commencé par demander à combien s'élèverait l'inévitable gratification au ministre, mais celui-ci fit répondre par son factotum Simons qu'elle serait à leur discrétion « et en proportion du service rendu. » On estima alors à Madrid que si l'on obtenait un traité vraiment satisfaisant on pourrait bien donner 10 à 15 millions de livres, à partager entre tous les intéressés. Mais, ce qu'on entendait par traité satisfaisant n'était pas peu de chose : les états actuels du duc, accrus soit du Milanais soit des Légations, de Modène et de Reggio ; on exigeait en outre que S. A. R. fût mise en possession de ses nouveaux domaines par un traité solennel, et l'on ne voulait verser l'argent qu'à la paix avec l'Angleterre, ou sinon en traites sur l'Amérique : c'était là, disait Urquijo, le vieux proverbe castillan : « *Toma y dacá.* » Le cabinet espagnol avait même songé à demander en outre pour le duc le titre de roi, mais Talleyrand avait déclaré la chose impossible : « Ce serait une contradiction politique très nuisible à cause de l'o-

(1) Urquijo à Alquier, 5 avril ; Alquier à Talleyrand, 30 mars, 7 avril ; Talleyrand à Muzquiz, 27 avril : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 204, 177, 210, 301. Bonaparte à Talleyrand, le 23 : *Corr.*, 4727.

(2) Alquier à Talleyrand, 19 mai, 2, 9, 12, 23 juin : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 378 : v. 659, f. 14, 32, 42, 93 ; à Bonaparte, 20 mai : A. N., AF IV 1679.

pinion publique en France » (1). Quant à la Louisiane, Urquijo ne faisait pas de difficulté à l'accorder en échange : « Entre nous, écrivait-il à Hervas, elle nous coûte plus qu'elle ne vaut. En la donnant aux Français, nous avons bien l'inconvénient qu'ils introduisent par là la contrebande dans le Mexique, mais les Anglais le font maintenant par l'intermédiaire des Américains (2), et il nous serait très utile de mettre entre ceux-ci et nous une barrière contre leurs projets de colonisation, au moyen d'une nation comme la française, qui n'a ni grand esprit de colonisation, ni les ressources nécessaires en raison de ses affaires du continent... Aussi, à mon avis, si nous obtenons des Français une paix qui nous rende la Trinité et Minorque et qui ajoute aux états de Parme, soit les Légations avec Modène et Reggio, soit le Milanais, non seulement nous pourrions donner trois millions par dessus le marché à Bonaparte et à Talleyrand, mais aussi la Louisiane, avec encore un grand merci, et nous pourrions nous flatter de ce qu'une paix pareille n'a jamais été obtenue » (3).

Marengo vint donner aux négociations une soudaine et vigoureuse impulsion. La convention d'Alexandrie (15 juin 1800) qui suivit la bataille semblait mettre l'Autriche hors de cause et promettre la paix. Le moment était donc venu d'engager avec l'Espagne des pourparlers qui pourraient déblayer le terrain dans l'Italie du nord et y faciliter les règlements futurs. Sitôt sa victoire, le Premier Consul avait reçu de Ferdinand de Parme des félicitations et la demande de ne pas l'oublier. Il y fit une réponse obligeante et peu après, le 22 juillet, il donna l'ordre d'envoyer à Alquier les pouvoirs nécessaires pour la négociation ; le 6 août, Urquijo accepta d'ouvrir le protocole (4).

(1) Cette affaire se traitait en même temps que celle des piastres. Malgré les recommandations de Talleyrand, qui affirmait que ni Alquier ni même Cambacérés n'étaient au courant, Hervas mit dans le secret Muzquiz et le délégué espagnol au conclave de Venise, Labrador, qui se trouvait à Paris. Les souverains espagnols étaient avertis : « Croyez que rien de ce qui se passera là-bas comme immoralité ne les surprendra, car ils savent qu'elle est très ancienne dans ce cabinet. » — Hervas à Urquijo, 12 juin 1800, *reservada* ; deux réponses du 22 : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963.

(2) Pour 2 millions de livres sterling par an, d'après Talleyrand ; ce chiffre semble exagéré. Azara à Saavedra, 27 mai 1798 : *ibid.*, c. 4018.

(3) Urquijo à Muzquiz, 22 juin 1800 : *ibid.*, c. 3963 ; reproduit partiellement dans MURIEL, *Historia de Carlos IV*, VI, 69.

(4) Le prince Louis de Parme chargea aussitôt Alquier de remercier Bonaparte. Bonaparte au duc de Parme, 20 juin ; à Talleyrand, 22 juillet : *Corr.*, 4933, 5010. Talleyrand à Alquier, 22 juillet, réponse du 7 août ; Urquijo à Alquier, 6 août : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 180, 244, 236.

A la réflexion, il parut cependant à Bonaparte qu'Alquier ne convenait point au rôle qu'il lui avait destiné. Le jugea-t-il de trop peu de relief, ou trop peu de sa confiance pour des conversations aussi importantes, toujours est-il que le 28 juillet 1800 il envoya à Madrid pour négocier l'affaire un de ses intimes, le général Berthier. Celui-ci reçut le 13 août des pleins pouvoirs pour signer une convention « relative à un accroissement d'états à donner en Italie au duc de Parme. » Ses instructions définitives furent signées le 24 août seulement, alors qu'il avait quitté Paris le 18 pour la frontière espagnole, mais elles ne faisaient que développer celles esquissées par Bonaparte le 28 juillet : offrir l'agrandissement du duc de Parme, mais obtenir en échange la Louisiane et dix vaisseaux de guerre ; en outre, « exciter par tous les moyens possibles l'Espagne à une guerre contre le Portugal, ... visiter les principaux ports militaires de l'Espagne, afin de voir quelles ressources cette puissance peut nous offrir pour la guerre maritime », et enfin prendre des mesures pour faire partir des ports espagnols des convois de ravitaillement pour Malte (1). Ainsi, la négociation sur Parme devait engager S. M. C. dans l'engrenage des intérêts français, depuis Lisbonne jusqu'à l'Égypte.

Lorsque Berthier arriva à Bayonne, le 27 août 1800, il ne cachait pas que sa mission l'intéressait fort peu. Deux jours après avoir passé la frontière, à Vitoria, l'accueil d'une distinction particulière qu'il recevait commençait à modifier ses idées, et lorsqu'il fut parvenu au but de son voyage, il ne tarda pas à envoyer des dépêches pleines de louanges pour l'amabilité du gouvernement espagnol (2). De fait, l'envoyé de Bonaparte ne pouvait être que bien reçu. Son voyage avait été préparé par une nouvelle attention du Premier Consul à l'égard de Charles IV : l'envoi d'une des trois médailles de platine qu'on avait frappées à Paris le 14 juillet « en mémoire de la

(1) Instructions de Talleyrand pour Berthier, 15 août, complétées le 24 ; note sur l'envoi de Berthier, s. d. : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 313, 314-317, 351-355. Fureur d'Alquier à se voir remplacer par Berthier : « Injustice affreuse... affront sanglant... les bavards à tête vide et les imbéciles de cette espèce... » : cf. ses lettres à Hauterive. *ibid.*, v. 18 supplément, f. 225, 226. Muzquiz à Urquijo, 7, 22 août : A. *Histórico N.*, c. 3963. Pouvoirs de Berthier, du 13 ; dans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 320. Bonaparte à Charles IV, le 20 (et projet du 15) ; à Talleyrand, 28 juillet : *Corr.* 5034, 5070 ; *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 15.

(2) Berthier à Bonaparte, 27, 29 août, 24 septembre : A. N., AF IV 1679 ; une lettre de lui à Junot, sur l'accueil qu'il reçut à Madrid, reproduite dans les *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, II, 268, ne semble pas trop suspecte. Cf. les lettres de Marie-Louise sur lui, assez sympathiques, dans LEMA, *Antecedentes... de los sucesos de 1808*, 17.

pose de la première pierre de la colonne nationale. » (1). La nouvelle de Marengo avait accru encore l'enthousiasme du roi : « Bonaparte, disait-il, n'a pas un ami plus franc et plus dévoué que Charles IV... Il sait gouverner aussi bien que se battre... C'est un brave homme que j'aime de tout mon cœur, et qui est aussi bon catholique que moi » (2). Mais surtout, Berthier fut bien accueilli parce que sa mission répondait au vœu le plus cher de Marie-Louise. Il eut dès le 6 deux longues conférences avec Urquijo ; le 8, il fut présenté aux souverains, au *sitio* où la cour passait l'été, Saint-Ildefonse. Les négociations furent vivement menées, et les brèves dépêches de Berthier suffirent à confirmer ce qu'il était aisé de prévoir, que les discussions ne pouvaient porter que sur des points de détail. Le principal fut la question de La Spezia, que l'Espagne eût voulu adjoindre à la Toscane si l'agrandissement du Parmesan venait à se faire de ce côté (3). Le 1^{er} octobre 1800 furent signés les préliminaires de Saint-Ildefonse : le duc de Parme recevrait soit la Toscane, soit les Légations, soit un autre état continental en Italie, dont la population compterait de un million à 1.200.000 âmes ; un mois après sa mise en possession, l'Espagne céderait à la France six vaisseaux de 74, armés et équipés, et, six mois après, la Louisiane (4). Hypnotisés par des considérations étroitement familiales et dynastiques, les Bourbons espagnols venaient de livrer un empire en Amérique en échange d'une province en Italie ; comme au temps d'Alberoni, ils venaient d'orienter leur politique vers une région où elle n'avait plus rien à faire ; ils venaient d'implanter dans cette Italie dominée par les armes françaises une branche de leur famille qui ne ferait rien qu'y servir d'otage à Bonaparte.

Le 7 octobre, Charles IV congratula le Premier Consul en une lettre très amicale et aussi très vide. Au même moment, Berthier quittait la cour ; le roi lui avait fait publiquement don de son por-

(1) Muzquiz à Urquijo, 7 août : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 3963. Cf. l'attention qu'eut Bonaparte de tenir l'Espagne scrupuleusement au courant des négociations de paix : à Talleyrand, 2, 30 septembre, dans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 320, et *Corr.*, 5120.

(2) Alquier à Talleyrand, 12 septembre, 1^{er} octobre : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 451 ; v. 660, f. 21.

(3) Carvalho e Sampaio à Pinto de Sousa Coutinho, 7 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Berthier à Bonaparte, les 12, 17 ; Lucien au même, 23 mars 1801 : A. N., AF IV 1679. RENAULT, *La question de la Louisiane*, 190-192.

(4) Stipulations du traité dans la dépêche d'Alquier à Talleyrand du 16 octobre : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 61. Berthier à Bonaparte, 1^{er} octobre : A. N., AF IV 1679. Le traité fut ratifié à Paris le 31 octobre 1800 : Talleyrand à Lucien, 6 mai 1801, A. E., *Esp.*, v. 661, f. 230. Texte du traité dans RENAULT, *op. cit.*, 217.

trait garni de diamants et de deux chevaux. A Talleyrand on envoya un service de table en argent ; pour en fixer discrètement la valeur, il avait glissé à Muzquiz que la tapisserie des Gobelins dont le gouvernement français faisait don de son côté à Urquijo valait 90 à 96.000 livres, et la suggestion fut comprise. Hauterive, le chef de division aux Relations Extérieures qui s'était occupé du traité, eut 300 louis. M^{me} Bonaparte souhaita des boucles d'oreilles : on lui présenta deux diamants à faire monter à son goût, et un autre pour bague, le tout valant 100.000 livres. M^{me} Grant désira des perles ; comme Muzquiz ne savait trop quel prix y mettre, S. M. C. lui fit dire que pour l'ex-maîtresse de l'ex-évêque d'Autun, Elle irait bien jusqu'à 20.000 livres : tel fut en effet le prix approximatif (20.250 livres) du solitaire qu'en fin de compte on préféra aux perles (1). Les cadeaux officiels étaient donc de conséquence. Mais ils furent peu de chose à côté des pots-de-vin secrets. La cour d'Espagne y affecta six millions de livres, dont trois devaient être remis tout de suite, et les trois autres une fois que l'infant de Parme serait en possession de ses nouveaux états. Au 10 décembre, Hervas avait versé à ce titre 2.233.333 livres, dont 500.000 à Berthier, et au début de janvier 1800 ordre lui fut donné de compléter sans tarder les trois premiers millions. Nous ignorons comment ils furent répartis. Quant aux trois millions restants, Azara en suspendit les paiements lors de sa deuxième ambassade à Paris (2), mais les intéressés, on le verra, surent plus tard exiger tout leur dû. La négociation sur Parme et la Louisiane pouvait sembler achevée. En réalité elle était amorcée seulement, et il était réservé à d'autres qu'à Urquijo et Berthier de la mener à bonne fin.

(1) Carvalho e Sampaio à Pinto de Sousa Coutinho, 10 octobre 1800 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Berthier à Bonaparte, les 6, 8 ; Charles IV au même, le 7 : A. N., AF IV 1679. Alquier à Talleyrand, 12 septembre : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 451. Muzquiz à Urquijo, 9 décembre 1800 ; à Cevallos, 8 février 1801 ; Cevallos à Muzquiz, 2, 20 janvier 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205.

(2) Le 17 janvier 1801, on envoya à Hervas 2 millions et demi « pour dépenses secrètes » : LEMA, *Antecedentes*, 13. Cevallos et Marie-Louise instruisirent plus tard Lucien de ces tripotages, et Lucien écrivit à son frère qu'il lui dirait tout à son retour (21 et 23 mars 1801, A. N., AF IV 1679). Mais Bonaparte le somma aussitôt de lui écrire d'urgence tout ce qu'il savait (1^{er} avril 1801 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 23) ; Lucien répondit, le 13 avril (dans IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 116) que l'Espagne avait versé, avant même la signature des préliminaires, 1.500.000 livres, et qu'Alquier en avait touché une partie (cette dernière assertion est particulièrement suspecte sous la plume de Lucien). Azara put bientôt se rendre compte (en mai) que Bonaparte était au courant (LEMA, 101). — Soler, ministre des finances, à Hervas, 18 novembre ; *Cuenta reservada* envoyée par Hervas le 10 décembre (Berthier y est seul désigné nommément) ; Hervas à Cevallos, 14 janvier 1801 ; Muzquiz à Urquijo, 10 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205, 3963.

IV

GODOY ET LUCIEN

Les préliminaires de Saint-Ildefonse ne donnaient pas complètement satisfaction à Bonaparte. Ils ne mettaient pas de façon assez positive le duché de Parme en son pouvoir : il restait à faire déclarer de façon bien nette que le duc consentait à recevoir dans une autre partie de l'Italie les états agrandis qu'on lui avait promis, et à laisser à la République les territoires parmesans. En second lieu, il fallait que la cour de Madrid s'engageât de façon formelle à agir vigoureusement contre le Portugal. Cette double mise au point était une tâche délicate, qui exigeait un homme habile ; or, il en était un qui précisément allait se trouver disponible, car il n'était plus possible de le maintenir à son poste de ministre de l'Intérieur : c'était Lucien Bonaparte. La brouille venait d'éclater entre le Premier Consul et lui. Le prétexte en fut la fameuse brochure du *Parallèle entre César, Cromwell, Monk et Bonaparte*, qu'on prétendit inspirée, sinon écrite, par Lucien, et dans laquelle Joseph et lui posaient leur candidature à la succession de leur frère. En réalité, les causes de la tension étaient plus profondes : c'était l'attitude de Lucien, qui se posait en censeur, en frondeur, en opposant, c'étaient sa cupidité et sa vénalité vraiment excessives. La nouvelle de sa disgrâce commença à courir le 6 novembre 1800 ; le 7, Lucien fut officiellement par Talleyrand qu'il était nommé ambassadeur à Madrid (1). Le 15, il arrivait à Bordeaux, qu'il quitta le 18 ; le 23 il était à Bayonne, et le 3 décembre à l'Escorial (2).

(1) Des témoignages contemporains il résulte seulement avec certitude que Lucien eut au début de novembre une explication très violente avec Fouché, qui d'après Sieyès l'accusa publiquement (le 8) de conspiration ; qu'il avait contre lui Talleyrand, qui dit à Roederer un mot savoureux dans sa bouche : « Ce Lucien est un grand estafier » ; que Joséphine fut la première à répandre le bruit de sa disgrâce ; peut-être Moreau et Lebrun trempèrent-ils aussi dans l'affaire. MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 354 ; ROEDERER, *Journal*, 34-40 ; MIOT DE MELITO, *Mémoires*, I, 265. — Lucien attribua plus tard sa disgrâce à Talleyrand et se donna naturellement le rôle du censeur dont la franchise et la probité déplaisaient à Bonaparte : PIERRE-NAPOLÉON BONAPARTE, *Souvenirs, traditions...*, 319 ; DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Mémoires*, II, 323 et III, 7. Mais sur sa vénalité l'opinion générale est bien donnée par une dépêche de Luchesiini au roi de Prusse, dans G. KIRCHRISEN, *Napoleon und die Seinen*, I, 143.

(2) Talleyrand à Lucien, 7 novembre 1800 : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 146. Lucien à

Il trouva une cour inquiète et renfrognée. Le rappel subit d'Alquier et la nomination si rapide d'un remplaçant aussi inattendu avaient étonné (1). On était froissé que Madrid fût regardé comme un lieu d'exil, et que Bonaparte y déportât ceux qu'il craignait de voir exciter des troubles en France. Godoy, dont la faveur était revenue tout entière, mettait en garde ses souverains. Alquier, mécontent de son rappel, desservait sous main son successeur, déclarait que la mission de Lucien était une disgrâce, qu'elle allait être fort courte et que ses lettres de créance seraient de pure forme. Talleyrand enfin préparait à sa façon le terrain au nouvel ambassadeur, soit en donnant à Muzquiz des « avis secrets » sur son compte, soit en en faisant envoyer à Urquijo par Hervas et par son intime, Laborie (2). Mais les préventions de la cour contre Lucien ne tardèrent pas à tomber. On ne fut pas long à voir que sa disgrâce était toute relative et que dans son nouveau poste il pouvait compter entièrement sur l'appui de son frère ; lui-même était trop fin d'ailleurs pour laisser percer à l'égard de Bonaparte la moindre rancune, et il le comblait de démonstrations d'affection ; avec son ennemi Talleyrand il échangeait aussi des lettres particulières pleines d'expressions d'amitié (3). Il en imposa vite à Madrid par la vivacité de son intelligence, par ses facultés d'assimilation et aussi par son extraordinaire aplomb : il n'était pas depuis cinq semaines en Espagne qu'il assurait déjà comprendre l'espagnol « à merveille », il y était depuis six semaines à peine qu'il annonçait qu'en un mois les affaires de Portugal seraient finies, la paix signée et qu'il pourrait revenir auprès de son frère. Enfin, il éblouissait et il attirait à la fois par son faste ; plus qu'aucun des Napoléonides, ce jeune hom-

Talleyrand, 15, 18, 23 novembre, 3, 7 décembre : *ibid.*, f. 170, 187, 249, 266 ; à Bonaparte, 18 novembre : A. N., AF IV 1679. Bonaparte avertit Charles IV de l'envoi de Lucien le 8 novembre : *Corr.*, 5165.

(1) On ne saurait ajouter foi au raconter rapporté à Marie-Caroline par sa belle-fille espagnole : qu'Alquier s'était rendu insupportable à Madrid et qu'il avait fallu demander son rappel : MARIE-CAROLINE, *Correspondance*, II, 539 ; Alquier fut rappelé le 9 novembre.

(2) Alquier quitta Madrid fin décembre et arriva à Paris le 21 janvier 1801 ; il occupa ensuite les postes de Naples et de Rome. — Carvalho e Sampaio à Pinto de Sousa Coutinho, 18 novembre 1800 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Godoy à Marie-Louise, 17 novembre, 4 décembre : dans LAFUENTE, *Historia General de España*, XV, 375-376. PIZARRO, *Memorias*, I, 187. Lucien à Bonaparte, 23 mars 1801 : A. N., AF IV 1679. Muzquiz à Urquijo, confidentielle, 9 décembre 1800 ; Cevallos à Muzquiz, 2, 24 janvier 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963, 5205. Alquier à Hauterive, 21 novembre : A. E., *Esp.*, v. 18 supplément, f. 246.

(3) Lucien à Bonaparte, 3 décembre 1800 : « Rome, mon cher frère, est toute [sic] entière en vous ! Vous êtes consul : cessez, au nom du ciel, d'être soldat et n'exposez plus une tête aussi chère aux hasards d'une bataille ! » A. N., AF IV 1679.

me de vingt-cinq ans, au physique peu imposant, à l'« aspect de juif italien », sut dépenser, gaspiller, commander, dominer. Il avait amené avec lui une véritable cour : une escouade de secrétaires, des peintres, un médecin particulier. Il loua un hôtel princier, le meubla luxueusement, y tint une table raffinée, avec grand couvert tous les jours, y donna des fêtes splendides, des réceptions, des concerts où paraissait le célèbre Boccherini, le musicien le plus recherché de l'Espagne. Cet éclat, ces qualités intellectuelles, l'appui de Bonaparte ne tardèrent pas à valoir à Lucien une situation privilégiée à la cour : « Je suis on ne peut mieux traité. La reine a pris l'habitude de baisser ses glaces à la promenade quand je la rencontre et de me parler de sa voiture : chose inouïe pour un ambassadeur, et que la foule ne manque pas de recueillir... J'ai rompu la barrière des étiquettes. Je suis reçu quand il me plaît et en particulier. » Aussi pouvait-il en toute vérité écrire à son frère et à sa mère qu'il se trouvait fort bien en Espagne. Et les perspectives y étaient d'autant plus belles pour lui qu'il avait su se lier d'une étroite amitié avec l'homme qui de nouveau, plus que les *Reyes*, était le maître de la monarchie, Godoy (1).

La chute de Godoy, en mars 1798, n'avait pas été accompagnée d'une complète disgrâce. Il continua à résider à Aranjuez, où se trouvait la cour, les souverains allèrent dîner chez lui le jour de son anniversaire, il se montra beaucoup aux spectacles et aux bals de Madrid, les bureaux de la *Secretaría de Estado* restèrent peuplés de ses créatures. Ce ne fut que lorsqu'il eut passé quelques mois loin du pouvoir que sa faveur commença à décroître sérieusement. En septembre, une soixantaine de ses partisans furent éloignés de la cour, renvoyés dans leurs terres ou nommés à des postes lointains, et les lettres qu'il n'avait pas cessé d'échanger avec la reine devinrent amères et désabusées ; il demanda même, sans nulle envie de l'obtenir probablement, la permission de quitter l'Espagne pour aller voyager à l'étranger. La fin de l'année et le début de 1799 se

(1) PIERRE-NAPOLÉON BONAPARTE (*Souvenirs...*, 125) a recueilli de son père Lucien ce trait amusant : un jour de grand gala, Charles IV marchant droit sur Lucien lui présenta... une paire de souliers ; Lucien interloqué comprit vite, sur un signe de Godoy, que c'était là une grande marque de faveur, car ces souliers avaient été fabriqués par le roi lui-même ; et il se confondit en remerciements. — Lucien à Bonaparte, 8, 22 janvier, 1^{er} février 1801 : A. N., AF IV 1679 ; à Talleyrand et à Cevallos, 10 février : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 476 ; v. 28 supplément, f. 21. Lætitia à Lucien, 17 janvier [1801] : *Letters of the Bonaparte family*, 19. THIÉBAULT (témoin oculaire), *Mémoires*, II, 239. IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 8. *Mémoires secrets sur la vie... de Lucien*, I, 139 (avec réserves). YORKE, *Paris... sous le Consulat*, 306.

passèrent pour lui dans une demi-disgrâce (1). Mais vers l'été de 1799 son étoile reprit peu à peu son éclat. En mai, deux de ses beaux-frères reçurent d'éminentes dignités : le frère de sa femme, Louis de Bourbon, fut sacré archevêque de Séville, et Miguel de La Grua y Talamanca, marquis de Branciforte, qui avait épousé sa sœur Antonia, fut nommé sergent-major (c'est-à-dire major) des compagnies de gardes du corps, et capitaine-général. En juin, l'ancien favori adressa à la reine une longue lettre de conseils sur toutes les affaires en cours. En juillet on commença à parler de son retour prochain au pouvoir : « A Madrid, notait Azara, de grandes intrigues de p..... et des menaces de changements. » Les gens avisés, comme le ministre des finances Soler, commencèrent à se tourner vers le soleil levant. En août, un décret reconnut comme membres de la famille de Bourbon les enfants de l'oncle de Charles IV, Louis, qui avait contracté un mariage morganatique : or la femme de Godoy était fille de cet infant Louis. Le 25 août, il alla assister aux fêtes de la Saint-Louis à Saint-Ildefonse, et les souverains lui firent publiquement un accueil chaleureux ; le bruit courut que celui qui l'avait remplacé dans les bonnes grâces de la reine, Mallo, était disgrâcié, et que Marie-Louise était entièrement revenue à son ancien favori (2). Pourtant, Godoy n'était pas satisfait, et dans ses lettres à la reine les plaintes se mêlaient aux offres de service : « Je dois à Vos Majestés tout ce que je suis, et je suis tout à Elles... Que V. M. m'éprouve. Qu'Elle me confie des missions dangereuses où ma seule personne soit exposée, et Elle comblera mes desirs ! Mais V. M. ne veut pas ; non, Elle ne veut pas de moi pour cela : que sa volonté soit faite ! » — « Le livre de la vie, Madame, l'histoire du monde, les mémoires de nos ancêtres forment l'occupation de Manuel, entouré de livres où les souvenirs de l'existence d'hommes utiles à la Patrie m'enseignent à vivre. J'y cherche un allègement à mes jours livrés à la mollesse, puisque je me vois inutile et blâmé par

(1) Godoy aux *Reyes*, 24 septembre, 29 octobre 1798 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Havré à Louis XVIII, 19 mai, 10 juin, 4 juillet 1798 : *A. E., France-Bourbons*, v. 612, f. 22, 24, 30. Lettre de Madrid au *Moniteur* du 18 avril 1798. Th. Gregory à W. Gregory, 8 mai, 17 juin ; Walpole à Grenville, 5 septembre 1798 : *Record Office*, F. O. 63, 27, 28, 29.

(2) Billet de Godoy à Marie-Louise, 10 juin 1799, accompagnant la lettre sur les affaires, laquelle manque : *A. Histórico N.*, c. 2821. Van Nieuwerkerke à van der Goes, 18, 29 juillet 1799 ; Azara à Boulogne, le 19, et à Campo Alange, le 25 ; Gavazzi à Serbelloni 12 août ; Schubart à Bernstorff, 2 septembre : *A. E., Esp.*, v. 26 supplément, f. 136, 160, 139, 151, 178, 204 ; Guillemerdet à Talleyrand, 18 juillet : *ibid.*, v. 656, f. 246. LEMA, *Antecedentes*, 34 et suiv.

mon propre cœur. Ah, Madame, que je suis inutile ! » (1) Pour consoler Manuel, les souverains lui demandaient ses avis sur les affaires, en particulier sur celles de finances, qui marchaient assez mal, et au cours de l'automne ils le mandèrent fréquemment à l'Escorial pour en conférer avec lui. En février 1800, un décret royal l'autorisa, en considération de la naissance de sa femme, à ajouter le nom et les armes des Bourbons à son nom et à ses armes propres. En juin, la reine lui donna une garde suisse pour remplacer les simples ordonnances qui faisaient le service à son hôtel. Puis il reçut le droit de faire porter à ses gens les livrées du roi. Sa femme se trouvant enceinte fut admise à pénétrer en chaise dans l'intérieur du palais, honneur dont les reines d'Espagne elles-mêmes ne jouissaient pas ; et quand elle donna le jour à une fille, à Madrid (6 octobre), la cour entière accourut de l'Escorial ; le jour du baptême, l'enfant fut portée dans la chambre de la reine et escortée par les hallebardiers, deux honneurs réservés aux infants ; elle eut pour parrains LL. MM. en personne. Enfin, le nouveau ministre d'Espagne à Rome, Labrador, fut chargé de demander pour le beau-frère de Godoy le chapeau de cardinal : un consistoire réuni le 20 octobre accorda cette satisfaction à S. M. C. et les 7 et 8 décembre Louis de Bourbon reçut le chapeau des mains du nonce (2).

De telles marques de faveur eussent suffi à justifier les bruits qui couraient plus que jamais sur le retour prochain de Godoy au pouvoir. Mais le prince de la Paix les confirmait encore par l'attitude ouvertement hostile que depuis la fin de 1799 il avait prise à l'égard d'Urquijo. Celui-ci se trouvait dans une position assez difficile. Outre qu'il était mal vu de la France, comme on l'a déjà dit, il avait contre lui une partie de la cour, les Osuna, Altamira etc., qu'inquiétaient les décrets de disgrâce ou d'exil dont il n'était pas avare. Il avait contre lui l'opinion, qui se plaignait du mauvais état des finances. Surtout, il avait contre lui le clergé, mené par le Grand

(1) 2 et ? août 1799 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) L'ancien favori de Godoy, Zamora, fut bien arrêté en septembre 1799 ; mais les relations entre eux étaient depuis longtemps rompues. — Godoy aux *Reyes*, 6, 19 août, 16 septembre 1799, février et 31 mars 1800 (conseils sur les affaires), 4 février, 6, 10 juin : *A. Histórico N.*, c. 2821. Lettres de Th. et W. Gregory, 6, 10, 12, 13, 20 septembre, 19 octobre 1799 : *Record Office*, F. O. 72, 46. Alquier à Talleyrand, 8 août, 7, 18 octobre 1800 ; Schubart à Bernstorff, 6 octobre 1799 : *A. E., Esp.*, v. 659, f. 272, 274 ; v. 660, f. 65 ; v. 26 supplément, f. 265. Carvalho à Pinto de Sousa, 9 décembre 1800 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Lettres de Madrid au *Moniteur* des 22 juin, 12 juillet 1799. LEMA, 36-39. Maury à Louis XVIII, 16 août, 8, 18 octobre : *Correspondance*, I, 214, 432 et II, 6. GODOY, *Mémoires*, II, 214. PARDO GONZALEZ, *Godoy*, 272.

Inquisiteur, qu'avaient soulevé les décrets restreignant les pouvoirs du Tribunal de l'Inquisition et ôtant au pape les plus importants de ses droits sur les évêques espagnols (1). Godoy exploitait habilement le mécontentement général et s'efforçait d'inquiéter ses souverains en leur peignant l'avenir sous de noires couleurs, en leur dénonçant Urquijo comme irréligieux et malhonnête, son ami Valkenaer, ministre de la République batave, comme vendu à l'Angleterre, en leur annonçant que la révolution était proche et que, éloigné du pouvoir comme il l'était, lui-même ne pourrait rien faire que mourir pour son roi : « Les titres que je possède ressemblent aux ornements dont on peut parer un singe ; tout est en mouvement, et j'ignore tout. Je m'en réjouirais si je ne voyais Vos Majestés entourées de tant de coquinerie... Je vois et je connais la grandeur du danger où nous sommes ; je me regarde comme le premier à mourir, car je suis le seul que puissent redouter les ennemis de Vos Majestés, mais je mourrai en défendant leurs idées et la pureté de notre religion » (2). Il est possible que l'arrivée de Lucien Bonaparte ait décidé Godoy à déclencher sans tarder l'offensive qu'il préparait depuis si longtemps, et à occuper ses objectifs avant que l'intervention du nouvel arrivant vint modifier la situation (3). Son attaque fut favorisée par un voyage de la cour à Madrid et par une maladie de son adversaire. Le 13 décembre 1800, Urquijo était remplacé à la *Secretaria de Estado* par Pedro Cevallos, disgracié et bientôt jeté en prison (4).

(1) Une marque caractéristique de la rentrée en faveur de Godoy est la note du 1^{er} février 1800, par laquelle l'Angleterre demande à traiter secrètement avec lui plutôt qu'avec Urquijo. Sur la politique anticléricale d'Urquijo, appréciation de Marie-Caroline (13 novembre 1799, *Correspondance*, II, 129) : « L'ordre de la suprématie ecclésiastique, les fautes du pape dans le roi est un bon commencement de schisme. En Angleterre on en fit moins. » — Le *Foreign Office* à ? (Salucci), 1^{er} février 1800 ; Th. Gregory à son frère, 29 juillet ; ? (Adlerberg) à ? (Kantzow), 25, 29 juillet ; *Record Office*, F. O. 72, 46 ; F. O. 63, 33. Dépêches à Talleyrand de Guillemardet, 6 janvier, 10 février 1800, et d'Alquier, 5, 20 mars, 19 mai : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 399, 511 ; v. 658, f. 39, 107, 381. Rhode au roi de Prusse, 7 octobre 1799 ; Schubart à Bernstorff, 11 novembre ; Adlerberg au roi de Suède, le 25 : *ibid.*, v. 26 supplément, f. 267, 303, 330. LEMA, 19-22.

(2) Godoy aux *Reyes*, 2, 9 septembre ; cf. 27, 31 mai, 29 août, 5, 14 septembre : A. *Histórico N.*, c. 2821 ; 6 août : dans LEMA, 21.

(3) L'affirmation de Lafuente (*Historia general de España*, XV, 372) qu'Urquijo a été renvoyé sur l'ordre de Bonaparte, transmis par Lucien, ne repose sur aucun fondement. Rien ne vient l'appuyer, ni dans la correspondance de Lucien ni dans celle d'Alquier. Quand Urquijo tomba, il n'y avait que sept jours que Lucien était présent, et la cour lui était encore hostile. D'après Adlerberg, francophobe enragé, tous les amis d'Urquijo convinrent que la France n'était pour rien dans sa chute : à Kantzow, 9 janvier 1801, *Record Office*, F. O. 63, 35.

(4) Les racontars furent nombreux sur les circonstances de cette disgrâce. D'après

Le nouveau secrétaire d'État allait être pendant huit ans le cauchemar des ambassadeurs étrangers. Enfoncé dans un fauteuil qu'une faiblesse des jambes ne lui permettait guère de quitter, le visage pâle et immobile, le front barré de grosses rides soucieuses, il leur opposait un accueil de glace, un flegme inébranlable et une méfiance entêtée. Prévenances et colères, ruses et menaces échouaient également contre ses discours bégayants et confus, ses notes entortillées, pédantes et vides, sa paresse et son inertie. Aussi les dépêches diplomatiques sont-elles dures sur son compte : « Infiniment médiocre », disait Alquier. « Absolument nul », assurait Adlerberg. « Être nul, sans système, sans âme et sans tête », renchérissait Strogonoff. Mais Cevallos avait aux yeux de Godoy, dont il avait épousé la cousine, une qualité de premier ordre : sa soumission absolue au favori. Suivant l'expression de Pizarro, il fut pour lui « un prête-nom et une machine à signer », et sous son couvert le prince de la Paix dirigea en maître absolu aussi bien la politique extérieure du royaume que les affaires intérieures (1).

Le premier problème, et même l'unique problème, qui se posait au favori revenu au pouvoir était celui des relations avec la France. Pendant sa disgrâce, ses rapports avec le Directoire avaient été naturellement très froids ; Guillemardet avait été chargé d'insinuer à Charles IV que la République verrait avec déplaisir Godoy revenir au ministère (2). Le 18 brumaire sembla inaugurer des relations meilleures. Dans le rapport qu'il adressa aux Consuls sur les affaires espagnoles, le 22 novembre 1799, Talleyrand rappela qu'au lendemain de l'alliance on avait eu l'intention de faire présent au prince

Pizarro, qui voyait les choses de près, une lettre d'Azara contre Urquijo y contribua (*Memorias*, I, 172-176). D'après lady Holland (*Spanish Journal*, 153) Urquijo aurait eu le tort de ne pas écouter la sœur de Godoy, Antonia, qui était son amie, et qui le pressait de mettre Godoy, qu'elle détestait, hors d'état de nuire. D'après Alquier (à Talleyrand, 5 janvier 1801, A. E., *Esp.*, v. 660, f. 322), Godoy aurait été décidé par une insolence de Branciforte, intime d'Urquijo, et par une lettre du pape contre Urquijo. D'après une confidence de Cevallos à Lucien (à Bonaparte, 23 mars 1801, A. N., AF IV 1679) Urquijo aurait été convaincu de relations secrètes avec l'Angleterre, et d'avoir touché 1.200.000 £ (?). Urquijo resta en prison jusqu'à 1808 ; il se rallia à Joseph et mourut en 1817.

(1) On peut ajouter que sitôt Godoy tombé Cevallos abandonna son protecteur et publia diverses apologies de sa propre conduite, où il se montra le plus fiefé des menteurs. Cf. les jugements de Napoléon en mai 1808 : « Cevallos est mauvais... Cevallos est tout-à-fait incapable » : *Corr.*, 13.885, 13.930. — Strogonoff à Budberg, 30 novembre/12 décembre 1806 : *Tsentvarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Adlerberg à Kantzow, 9 janvier 1801 : *Record Office*, F. O. 63, 35. Alquier à Talleyrand, 5 janvier : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 322. PIZARRO *Memorias*, I, 179, 190-194.

(2) Guillemardet au Directoire, 24 février 1799 ; le Directoire à Guillemardet, 1^{er} avril, 5 octobre : A. E., *Esp.*, v. 654, f. 24 ; v. 655, f. 126, 398.

de la Paix d'une armure damasquinée, qui n'avait pas été envoyée ; Bonaparte trouvait bien qu'il était un peu excessif de mettre 20.000 francs à ce cadeau, mais enfin des ordres furent donnés à la fabrique d'armes de Versailles, et en octobre 1800 le favori reçut l'armure promise, dont il se hâta d'ailleurs de faire hommage à Charles IV (1). Cette amabilité de Talleyrand montrait bien que la disgrâce de Godoy semblait toucher à sa fin et qu'il y avait tout intérêt pour les affaires de la France, et pour celles personnelles du ministre, à être en bons termes avec lui. Mais peut-être y a-t-il une relation entre ces procédés amicaux et une mission dont Godoy, au lendemain du 18 brumaire, aurait chargé le fameux Carency. En 1799, celui-ci avait été emprisonné au Temple, puis (9 juin) conduit sous bonne escorte à Bayonne et, par ordre du Directoire, « exporté » en Espagne. Or, vers la fin de l'année, il reparut à Paris et adressa à Bonaparte une lettre où il se disait « chargé par le prince de la Paix de faire connaître confidentiellement au Consul Bonaparte la part qu'il a pris [sic] aux événements des 18 et 19 brumaire », ainsi que « l'admiration et l'enthousiasme de cet ex-ministre pour la gloire du général Bonaparte. » Y eut-il là de la part de Carency une simple tentative d'escroquerie ? Ou ces ouvertures parurent-elles à Talleyrand assez sérieuses pour le déterminer à prendre à l'égard de Godoy l'attitude amicale qu'on a vue ? (2) Il est plus probable cependant qu'il y fut porté simplement par les rapports de l'ambassade sur la faveur croissante du prince de la Paix. Au mois d'avril, Alquier se décida même à rendre visite à l'ex-favori, chose que son prédécesseur n'avait jamais voulu faire. Ces attentions semblaient pourtant ne pas

(1) L'armure fut apportée par le valet de chambre de Talleyrand, Courtiade, à qui, sur les instances d'Alquier, Godoy donna 20.000 réaux. Rapports aux Consuls, 22 novembre 1799 et brumaire an 8 ; au directeur de la fabrique d'armes de Versailles, 3 décembre ; Berthier à Talleyrand, le 12 ; Talleyrand à Godoy, 19 décembre 1799, 16 septembre 1800, et réponses des 6 janvier et 22 octobre ; Alquier à Hauterive, 19 octobre : A. E., Esp., v. 657, f. 238, 239, 315, 344, 361, 405 ; v. 659, f. 472, 495 ; v. 660, f. 93 ; v. 18 supplément, f. 236. Godoy aux Reyes, 21, 23 octobre : A. Histórico N., c. 2821. Décision de Bonaparte, 20 novembre 1800 : *Dernières lettres inédites*, éd. de Brotonne, I, 64.

(2) Carency fit passer sa lettre à Bonaparte par Joséphine, avec laquelle sa femme, née Rochechouart, était liée. Il y prétendait que lors de l'entrée de Bonaparte en Syrie (février 1799) Godoy l'avait chargé d'aller féliciter le conquérant et lui recommander les intérêts espagnols en Terre-Sainte ; il n'est pas impossible en effet qu'il ait été vaguement chargé de passer en Égypte, au cours d'une rapide apparition qu'il fit à Madrid au début de 1799. — Guillemardet à Talleyrand, 7 janvier 1799 : A. E., Esp., v. 654, f. 471. *Moniteur*, 11 juin 1799. Lettre de Carency pour Bonaparte, s. d. (antérieure à la Constitution de l'an VIII, qui fut achevée le 13 décembre 1799) : A. N., AF IV 1679.

suffire à Godoy, qui lors de la victoire de Marengo, de la mission de Berthier et de l'arrivée de Lucien montra une mine renfrognée que tous remarquèrent, et qui ne cessait de mettre les Reyes en garde contre les Français (1). On ne peut guère attribuer pareille attitude qu'au plan qu'il suivait alors d'alarmer ses souverains, de leur montrer tout en noir afin de desservir et de faire tomber Urquijo. Au fond, il devait être dès ce moment décidé à cultiver l'amitié de Bonaparte sitôt qu'il aurait repris le pouvoir : on ne s'expliquerait guère autrement, chez un esprit retors comme le sien, qu'une fois revenu aux affaires il se soit instantanément et publiquement réconcilié avec Lucien et qu'il ait noué avec lui une amitié aussi subite et aussi affichée. Ils en furent bientôt à se voir tous les jours, et Lucien à se présenter à l'hôtel de Godoy à toute heure, sans faire annoncer sa visite, « familièrement et sans sujétion d'étiquette. » L'un et l'autre vantaient l'influence favorable qu'exerçait cette intimité sur le règlement des affaires (2), et afin que l'accord fût parfait aussi bien à Paris qu'à Madrid, le mois de décembre ne s'était pas écoulé que Godoy consentait à y nommer comme ambassadeur, au lieu de l'insignifiant Muzquiz, l'ami de Bonaparte et de Talleyrand, Nicolas de Azara.

C'était la seconde fois que celui-ci se trouvait chargé de représenter l'Espagne auprès de la République, mais en 1801 les circonstances lui étaient infiniment plus favorables qu'en 1798. Il jouissait à sa cour d'une faveur plus assurée : le vent étant à l'amitié française, on mettait au pinacle celui qu'auparavant l'on traitait de jacobin ; lorsqu'il apparaissait à la *Secretaría de Estado*, un cercle déferent se formait aussitôt autour du vieux diplomate qui, assis sur une table, un extraordinaire chapeau sur la tête, donnait libre cours à sa verve caustique et spirituelle ; avant son départ de Madrid, il reçut la grand-croix de l'ordre de Charles III, et c'est la reine elle-même, dit-on, qui en attacha la plaque à son habit. Il pouvait compter sur l'amitié de Bonaparte : il le connaissait depuis 1796, date à laquelle il avait discuté avec lui les stipulations de l'armistice avec

(1) Alquier à Talleyrand, 17 avril, 3 juillet, 8 août 1800 : A. E., Esp., v. 658, f. 255 ; v. 659, f. 133, 274. Godoy aux Reyes, 5 septembre : A. Histórico N., c. 2821 ; 4 décembre, etc., dans LAFUENTE. *Historia general de España*, XV, 376 et suiv. Lucien à Bonaparte, fructidor an 9 : A. N., AF IV 1679.

(2) Godoy aux Reyes, 7, 16 février 1801, et *passim* : A. Histórico N., c. 2821. Lucien à Talleyrand, 30 décembre 1800, et *passim* : A. E., Esp., v. 660, f. 308, etc. LEMA, *Antecedentes*, 69. PÉREZ DE GUZMAN, *El príncipe de la Paz y Luciano Bonaparte*.

le Saint-Siège. Obligé de quitter l'ambassade de Rome après le meurtre de Duphot, il s'était rendu à Paris où il avait fait la connaissance de Talleyrand ; les services qu'ils s'étaient réciproquement rendus sous le Directoire avaient achevé de les lier intimement. Azara débutait donc sous d'heureux auspices, bien vu par sa cour, bien accueilli aux Tuileries. C'était là à vrai dire un équilibre difficile à conserver, mais il possédait le talent et le savoir-faire voulus. Très répandu à Paris dans le monde et dans les milieux politiques, il y avait une foule d'acointances et de relations utiles. On y recherchait sa conversation vive et piquante, dont ses dépêches au tour aisé et à l'expression originale nous ont conservé un reflet : à la *Secretaría de Estado*, on les considérait comme le modèle du genre et on en donnait lecture, pour leur édification, aux jeunes diplomates. Son long séjour en Italie, ses fouilles de Tivoli, la protection qu'il avait accordée à Mengs, ses ouvrages personnels lui valaient la réputation d'un ami éclairé des lettres et des arts ; ses collections d'antiques — marbres, médailles et camées — étaient d'autant plus célèbres que la mode du jour donnait plus que jamais dans le gréco-romain. Doyen du corps diplomatique, il savait s'y ménager de précieuses sources d'informations. Partout enfin il apportait, avec sa finesse et sa souplesse naturelles, l'incomparable expérience de plus de cinquante années passées dans les ambassades et les chancelleries (1). Pendant plus de trois ans, Azara allait être à Paris le grand artisan de la collaboration franco-espagnole, — collaboration dont au fond il n'était pas aussi enthousiaste qu'il le disait sans cesse, mais dont il comprenait la nécessité (2). Avec son entrée en scène, le groupe des grands rôles se trouvait au complet. Tous les acteurs étant en place, Lucien, Godoy, Cevallos, Azara, les préliminaires

(1) Azara fut nommé le 29 décembre 1800 ; la nouvelle en parvint à Bonaparte le 10 janvier 1801 et il arriva à Paris le 21 mars. — Lucchesini au roi de Prusse, 12 janvier 1801 : dans MARMOTTAN, *Lucchesini...* PIZARRO, *Memorias*, I, 170, 193. REICHARDT, *Un hiver à Paris sous le Consulat*, 269. LEMA, *Antecedentes*, 70-83. Les ouvrages de BOURGOING, *Notice historique sur... Azara* et de CASTELLANOS, *Historia de la vida de... Azara, et Biografía... de Azara*, sont apologétiques.

(2) Les propos anti-français ne manquent pas dans la correspondance d'Azara. et le Directoire intercepta plusieurs dépêches assez significatives : A. E., *Esp.*, v. 26 supplément, *passim*. Dans ses propos, il était encore plus libre : « Vous me voyez ? dit-il en 1802 à lord Holland, moi, chevalier de Malte, serviteur de S. M. C., ambassadeur et conseiller intime de S. S. le Pape, couvert d'ordres et de titres conférés par les Bourbons — vous me voyez, dis-je, à l'âge de plus de soixante ans, vous me voyez jacobin français ! faisant ma cour à un aventurier placé à la tête de la République et vous invitant à dîner aux noces de son aide-de-camp [Duroc] !... » LORD HOLLAND, *Souvenirs des cours*, 103. Cf. aussi Sandoz Rollin au roi de Prusse, 12 juillet 1798 dans BAILLEU, *Preussen und Frankreich*, I, 216.

de Saint-Ildefonso ayant servi de prologue, le rideau pouvait se lever sur le premier acte.

V

LES TROIS CONVENTIONS DE LUCIEN

LA CONVENTION MARITIME DU 13 FÉVRIER 1801. — La tâche que Lucien avait à remplir à Madrid était triple : amener l'Espagne à une action énergique contre le Portugal, obtenir d'elle un vigoureux effort maritime et régler l'affaire de l'agrandissement des états parmesans. Le premier de ces buts fut atteint par la convention de Madrid du 29 janvier 1801, le second par la convention maritime du 13 février, le troisième par la convention d'Aranjuez du 1^{er} mars. Toutes ces affaires, menées de front par Lucien, s'enchevêtrèrent de telle sorte qu'il serait impossible de les suivre simultanément et qu'il est nécessaire, d'étudier séparément le développement de chacune d'elles. Les deux dernières furent du reste assez vite réglées et ne tardèrent pas à laisser entièrement place à la plus importante, celle du Portugal.

La pensée des secours qu'il fallait à tout prix apporter à Malte et à l'armée d'Égypte ne quittait pas Bonaparte. En août 1800, il n'avait pas hésité à entamer des pourparlers avec l'Angleterre dans le seul dessein d'obtenir un armistice qui permit de les ravitailler (1). Malte avait succombé le 5 septembre 1800, mais restaient Menou et ses 20.000 hommes, qui tenaient encore le Delta. Une fois de plus, Bonaparte songea à employer pour les secourir la puissance navale de l'Espagne et, comme un an auparavant, il entreprit à la fois d'utiliser les ports de la Péninsule pour en faire partir des convois et d'obtenir des escadres espagnoles une aide efficace. Le premier point fut chaudement recommandé à Lucien, qui s'en occupa avec activité. Le cabinet de Madrid montra une bonne volonté qui facilita d'abord les choses ; il mit à la disposition des agents français, soit à Cadix, soit à Barcelone, 20.000 boulets, 600 paires de pistolets, 600 sabres et 200 fusils, sans compter la quinine et les

(1) Ouvertures faites par Otto, le 24 août 1800, et projets d'armistice des 4 et 21 septembre, comportant des possibilités de ravitaillement. Cf. BOWMAN, *Preliminary stages of Amiens*, 49.

médicaments. Mais les Anglais faisaient bonne garde dans la Méditerranée, et à Barcelone la besogne leur était facilitée par le capitaine-général de Catalogne lui-même, La Romana, qui, non content de prendre aux négociations secrètes avec Londres la part qu'on connaît, signalait aux croisières britanniques les préparatifs français (1). Ce n'était donc pas par ce procédé que l'Égypte pouvait être secourue efficacement, et mieux valait utiliser l'influence de Lucien à Madrid pour obtenir des flottes de guerre espagnoles un concours plus actif.

Le besoin d'une impulsion énergique se faisait en effet sentir. Les escadres abritées dans les ports de la Péninsule n'en bougeaient pas. Le gouvernement espagnol refusa de céder à la France trois ou quatre de ses frégates de Cadix que Bonaparte aurait voulu envoyer à Toulon et qu'il proposait soit d'emprunter, soit d'acheter, soit de considérer comme une avance sur les cessions prévues par le traité de Saint-Ildefonse (2). A Brest, les tiraillements continuaient entre les Français et Mazarredo. En novembre, celui-ci refusa catégoriquement de laisser sortir ses vaisseaux pour aller à la rencontre d'un convoi de vivres. A vrai dire, les motifs qu'il alléguait étaient sérieux : ses bâtiments se trouvaient en très mauvais état, nécessitaient des réparations et des doublages, avaient un besoin urgent de câbles neufs, et ils ne possédaient jamais de vivres au-delà de la journée courante tant le ravitaillement était difficile et surtout tant on y tripotait : le célèbre fournisseur Ouvrard, qui en était chargé, dit y avoir gagné quinze millions (3). Ce qui était plus gé-

(1) Les représentants de Lucien étaient à Cadix le vice-commissaire des relations commerciales, Lesseps, et à Barcelone un négociant américain, Rondchamp. Peu après, La Romana avertissait Th. Gregory que les Français avaient un espion dans le secrétariat même de Grenville. Sur ses actes de trahison, W. Gregory à Grenville, 10, 17, 27 février 1801 ; à Mulgrave, 4 mars 1805 : *Record Office*, F. O. 72, 46, 55. Une affaire assez louche survint également dans la capitainerie-générale de La Romana, à Barcelone même, le 4 septembre 1800 : les Anglais, cachés dans une galiote suédoise, y capturèrent en pleine rade deux frégates espagnoles ; le gouverneur, Domingo de Izquierdo, fut destitué ; cf. HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires*, I, 438 ; MARTENS, *Supplément au recueil des principaux traités*, II, 374-381 (sur la discussion hispano-suédoise qui suivit), A. E., *Esp.*, v. 649, f. 461 et v. 663, f. 395, 453. — Lucien à Cevallos, 1^{er}, 2, 5 janvier, 14 février, 17 juin 1801 : *ibid.*, v. 28 supplément, f. 14, 16, 22, 66 ; à Bonaparte, 8 janvier : A. N., AF IV 1679. Bonaparte à Talleyrand, 15 décembre 1800 (dans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 323), 22 décembre, 9, 17 janvier 1801, 13, 17 février, 19 mars ; à Porfait, 20, 24 mars : *Corr.*, 5235, 5265, 5363, 5364, 5384, 5473, 5478, 5485 ; à Lucien, 22 décembre, 15 janvier : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 17, 19. IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 60.

(2) Muzquiz à Cevallos, 25 décembre 1800, 14 janvier 1801 ; Cevallos à Muzquiz, 2 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205.

(3) Mazarredo à Bonaparte, 9 juillet 1800 : A. N., AF IV 1679. Correspondance de Talleyrand et de Muzquiz, décembre 1800 : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 254, 255, 269 ;

nant encore, c'est que S. M. C. se mettait à réclamer son escadre ; Urquijo avait fait des insinuations dans ce sens dès mai 1800, Muzquiz avait passé une note officiellement en septembre et enfin le 28 novembre Mazarredo avait exhibé un ordre catégorique daté du 18, lui enjoignant de rentrer en Espagne avec ses vaisseaux ; les pourparlers en cours avec l'Angleterre avaient servi de prétexte à Talleyrand pour esquiver la demande, mais de toute évidence il devenait nécessaire d'obtenir de l'Espagne un concours maritime plus sérieux, fondé sur des engagements formels (1).

Lucien en fut chargé. Bonaparte lui donna le 27 janvier 1801 les directives nécessaires : l'escadre espagnole de Brest devait être prête à prendre part à deux expéditions, l'une (pour laquelle on lui demanderait cinq vaisseaux) contre le Brésil ou l'Inde, et l'autre (pour laquelle elle fournirait dix vaisseaux) contre l'Irlande ; au Ferrol, on préparerait quatre bâtiments de ligne pour collaborer à la reprise de la Trinité ; enfin, à Cadix et sur toutes les côtes orientales de l'Espagne, on se tiendrait prêt à agir en Méditerranée ; le commandement de l'escadre de Brest serait ôté à Mazarredo, qui « n'a nullement ma confiance », dit Bonaparte, « qui est une ganache », écrivit-il plus crûment peu après, et on le donnerait à Gravina. Telles furent à très peu près les clauses que Lucien obtint du gouvernement espagnol dans la convention signée le 13 février 1801. L'appât des agrandissements parmesans, joint à un « coup de sang » que venait d'avoir la reine et qui en effrayant Godoy le rapprocha encore de la France, avait permis d'aller vite. Mazarredo fut rappelé et remplacé par Gravina (2).

La convention du 13 février fut le signal d'un regain de l'activité maritime en Espagne. Le jour même où elle était signée, un arrêté de Bonaparte chargeait le contre-amiral Le Pelley Dumanoir d'une mission à Cadix et dans les ports de la Péninsule. Il devait presser l'exécution de diverses mesures que la cour de Madrid venait de prendre à la demande de la France. Elle avait décidé en principe

des mêmes avec Urquijo, novembre, et Azara à Cevallos, 9 avril 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963, 5205. OUVRARD, *Mémoires*, I, 27.

(1) Urquijo à Alquier, 16 mai 1800 : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 372. Muzquiz à Urquijo, 11 septembre ; à Talleyrand, 6 décembre, et réponse du 8 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963.

(2) La convention fut ratifiée par Bonaparte le 3 mars. — Bonaparte à Lucien, 15 janvier 1801 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 19 ; à Talleyrand, le 27 : *Corr.*, 5327. Lettre de rappel de Mazarredo, février : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206. Lucien à Bonaparte, 13 février : A. N., AF IV 1679. Talleyrand à Lucien, 3 mars : A. E., *Esp.*, v. 661, f. 35. MURIEL, *Historia de Carlos IV*, VI, 151.

d'envoyer trois frégates débloquent Livourne, devant laquelle croisaient de faibles forces anglaises : on affirmerait ainsi en Italie la puissance espagnole, au moment où le gendre de S. M. C. allait y recevoir des états. Bonaparte avait demandé, le 27 janvier, qu'on lui cédât à Carthagène ou à Barcelone trois ou quatre frégates désarmées ; l'Espagne avait en outre été priée de remettre trois vaisseaux sur les six que promettait le récent traité de Saint-Ildefonse, et même tous les six si possible. Dumanoir avait ordre de prendre le commandement de ces forces et de constituer les équipages ; il devait aussi obtenir que l'escadre du Ferrol passât à Cadix. L'Espagne céda effectivement, en mars, trois navires à Cadix, puis en avril trois autres ; au lieu des quatre frégates désarmées elle donna un vaisseau de 54 et une frégate à Carthagène. Elle consentit à envoyer à Cadix les forces du Ferrol. Dumanoir se dépensa beaucoup pour remettre la marine en mouvement ; des combats heureux furent livrés aux Anglais, en particulier le 6 juillet 1801, en vue d'Algésiras, où le vice-amiral Linois remporta un très beau succès sur des forces supérieures (1). Mais le vaste plan que prévoyait la convention maritime du 13 février ne s'exécuta pas (2). L'Espagne se trouvait en effet hors d'état de faire tout l'effort maritime demandé, et la mission de Dumanoir avait même été fraîchement accueillie. A la Carraca, le grand arsenal de Cadix, l'envoyé de Bonaparte avait trouvé « partout la misère et l'inaction, les ateliers déserts, les vaisseaux abandonnés à l'injure du temps, faute d'entretien, la solde arriérée de 14 mois, point d'ouvriers. » Pour armer la division destinée à débloquent Livourne, il avait fallu prendre l'argent dans la cassette de la reine. « Il n'y a pas le sol ici », consta-

(1) En l'an 4, Dumanoir faisait partie de l'escadre Richery, bloquée à Cadix, et était allé à Madrid demander les secours nécessaires. Ce fut lui qui obtint que l'escadre espagnole sortit de Cadix pour secourir Linois après son combat ; il participa à un nouvel engagement heureux sous Cadix le 13 juillet. — Etat des services de Dumanoir ; décisions de Bonaparte, 4, 12, 24 mars, 18 avril : *Archives du Ministère de la Marine*, dossier Dumanoir. Lucien à Bonaparte, 11, 17 mars, 1^{er} avril, et à Talleyrand, 1^{er} mars : A. N., AF IV 1679 ; à Cevallos, 28 février, 17, 18, 23, 29 mars, 4 avril : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 23, 26, 30, 31, 32, 35. Talleyrand à Dumanoir, 14 février ; à Lucien, 10, 19 mars : *ibid.*, v. 660, f. 486, 492 ; v. 661, f. 53 ; v. 27 supplément, f. 213. Bonaparte à Talleyrand, Forfait et Bruix, janvier-avril 1801 : *Corr.*, 5327, 5341, 5363 à 5366, 5473, 5485, 5496, 5515, 5521, 5539, 5555, 5578 ; à Lucien, février-juin : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 20, 22, 23, 25, 26. Godoy aux Reyes, 11, 12 mars : *A. Histórico N.*, c. 2821 ; à Azara, le 17, et correspondance Azara-Cevallos, 31 mars, 9, 13, 23, 30 avril, 14 mai : *ibid.*, c. 5205.

(2) Il n'est pas sûr que Bonaparte ait jamais songé à l'exécuter. D'après Azara, il la regardait « comme nulle et absurde », comme destinée uniquement à obtenir que les vaisseaux espagnols sortissent de Brest, et son unique objectif était l'Égypte. — Azara à Cevallos, 27 mars 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205.

taient Lucien, à qui le roi lui-même dit un jour : « Je ne puis faire l'impossible » (1). Par ailleurs, l'échec de la grande expédition confiée à Ganteaume en vue de débloquent l'Égypte (23 janvier-22 juillet 1801) montra que la France ne possédait pas sur mer les chefs qu'il eût fallu. La convention maritime du 13 février 1801 resta donc lettre morte, ou à peu près.

LA CONVENTION D'ARANJUEZ SUR PARME. — Depuis que Berthier avait quitté l'Espagne après avoir signé la convention du 1^{er} octobre 1800, on ne parlait plus guère des affaires de Parme. C'est que des difficultés sérieuses s'étaient élevées. En décidant que le duc Ferdinand de Parme recevrait un agrandissement, on avait seulement omis de demander l'avis de l'intéressé : or voici que ce dernier refusait toute extension de ses états, et que son fils était obligé, « en en gémissant », d'instruire l'ambassadeur de France de cette extraordinaire décision. La raison alléguée était que Ferdinand éprouvait des scrupules de conscience à cet arrangement, et il était bien vrai qu'il avait de ces délicatesses ; mais surtout il était extrêmement jaloux de son autorité, au point que ses ministres n'osaient pas autoriser une représentation au théâtre sans sa permission expresse, et la façon dont on avait réglé ses affaires sans même l'en prévenir l'avait certainement froissé (2). Par ailleurs, la situation en Italie ne favorisait guère les projets de Bonaparte. Ces projets, Azara ne tarda pas à les pénétrer : envoyer Ferdinand en Toscane, réunir Parme à la Cisalpine, unir l'Italie du nord en un grand état et s'y faire décerner l'autorité suprême. Le 30 novembre 1800, Bonaparte exposait effectivement à Talleyrand la première partie de ce plan, celle qui devait se réaliser à Lunéville : le Parmesan transféré à Florence à la place du grand-duc de Toscane, et celui-ci indemnisé en Allemagne. Le malheur était que Cobenzl, venu à Paris en octobre, n'avait point consenti à abandonner le demi-protectorat que Vienne exerçait en Toscane, que les hostilités avec l'Autriche avaient recommencé le 22 novembre et que les Français avaient été

(1) Dumanoir à Talleyrand, 17 mars ; à Lucien, 7 avril : A. E., *Esp.*, v. 661, f. 80 ; v. 27 supplément, f. 238. Lucien à Bonaparte, s. d. ; à Talleyrand, 11 mars : A. N., AF IV 1679.

(2) Alquier à Talleyrand, 5 janvier 1801 : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 322 ; Orozco, représentant de l'Espagne à Parme, à Cevallos, 15 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205.

à peu près expulsés de Toscane par un corps austro-anglo-napolitain. Ainsi donc la négociation sur Parme accrochait de partout, et trois mois passèrent pendant lesquels on n'en parla plus (1).

La situation changea au début de 1801. Murat réoccupa la Toscane en février. La victoire d'Hohenlinden avait déterminé l'Empereur à la paix, et le 2 janvier des négociations officielles s'ouvrirent à Lunéville entre Cobenzl et Joseph Bonaparte, assisté de La Forest. Le moment était venu de briser la résistance que l'Autriche opposait au projet toscano-parmesan, et Bonaparte ne manqua pas de donner pour instructions à son frère que Florence devait tomber sous l'influence française. Azara de son côté promit à Joseph et à La Forest 300.000 livres s'ils ménageaient les intérêts espagnols. Le traité de Lunéville (9 février 1801) porta donc que le grand-duc de Toscane renonçait à ses états en faveur du duc de Parme, quitte à recevoir comme indemnité Salzbourg (2). L'obstacle autrichien était levé. Restait à faire accepter par l'Espagne que l'agrandissement promis à Ferdinand lui fût donné en Toscane : ce fut le rôle de Lucien.

La cour de Madrid n'avait pas été pleinement satisfaite des conditions de Lunéville. D'abord, elle eût désiré que l'agrandissement du Parmesan comportât la couronne royale, et de cela il n'était pas question dans le traité. Ensuite, le transfert en Toscane ne l'enchantait pas, d'autant moins que la convention jadis signée avec Berthier parlait d'un état de un million à douze cent mille âmes, et qu'à son estimation le grand-duché n'en comptait que 800.000. Pour le titre de roi, Bonaparte promit qu'on l'accorderait, « si cela flatte beaucoup S. M. C. » Sur le second point, il rétorqua à l'ambassadeur espagnol, et avec raison semble-t-il, que la Toscane avait parfaitement le million d'âmes promis. Et en même temps (ceci se passait à l'audience diplomatique du 21 février) il lui dévoila tout son plan. Il était fort probable que Ferdinand ne consentirait pas à quitter sa chère Parme pour Florence, mais précisément le Premier Consul ne tenait pas à l'y placer, parce qu'il était trop incapable et que sa femme était trop anti-française. Ce n'était donc pas lui que

(1) On se contenta d'envoyer à l'agent français à Parme, Moreau Saint-Méry, l'ordre de ménager le duché. — Muzquiz à Urquijo, 9 décembre 1800 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963. Bonaparte à Talleyrand, 30 novembre : *Corr.*, 5200. LEMA, 96.

(2) Azara dut revenir d'ailleurs sur l'offre des 300.000 livres, qui fut désavouée par Godoy : LEMA, 101 — Bonaparte à Joseph, 20 janvier 1801 : dans les *Mémoires* de Joseph, éd. Du Casse, I, 193. Cf. MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 51 et MARMOTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 51.

Bonaparte entendait installer sur le trône de Toscane, mais bien son fils, le prince Louis, le gendre et neveu des *Reyes*. Telle était la raison pour laquelle depuis le début de février il exprimait et répétait le désir de voir le jeune prince venir à Paris, « pour se concerter avec lui sur les nouveaux états qu'on lui destine » ; déjà, il avait répandu le bruit de cette prochaine visite (1). Ces propositions étaient en même temps transmises par Lucien à Godoy et aux souverains, qui se trouvèrent assez embarrassés : fallait-il déposséder le père, qui était le frère de la reine, pour mettre sur un trône le fils, qui était son gendre ? La perplexité de Marie-Louise était extrême : « Ces affaires me mettent sens dessus dessous, écrivait-elle à son frère, et je ne serai pas en paix qu'elles ne soient réglées. » Godoy hésitait à sacrifier Ferdinand de Parme, avec lequel il était en bons termes. Les souverains demandaient instamment à Lucien qu'on laissât du moins le duc jouir de ses états jusqu'à sa mort ; ils se seraient même contentés pour lui de la seule ville de Parme, mais Talleyrand insistait pour obtenir « la renonciation pure et simple du vieux élève de l'abbé de Condillac » (celui-ci avait été le précepteur des infants) et ne permettait à Lucien que des assurances verbales et conditionnelles. Le 20 mars 1801, Godoy parut faiblir et promit de signer ; mais le 21 au matin, Lucien apprit que Charles IV refusait décidément son consentement. La discussion reprit alors avec le favori, âpre et prolongée ; enfin, à quatre heures du soir, Lucien consentit à insérer un article qui promettait au duc « des indemnités honorables » en possessions ou en rentes. Moyennant cette concession, les signatures furent échangées. Par cette convention, dite d'Aranjuez, Ferdinand renonçait à ses états de Parme et il cédait sa compensation de Toscane à son fils Louis. Celui-ci serait proclamé roi de Toscane et aurait en outre la principauté de Piombino. La France recevrait l'île d'Elbe et la Louisiane (2).

(1) Muzquiz à Cevallos, 7, 8, 13, 16, 22 février 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205 ; Hervas au même, le 8 : *ibid.*, c. 5206 ; Godoy aux *Reyes*, le 16 : *ibid.*, c. 2821. Talleyrand à Lucien, le 11, et réponse du 24 : *A. E., Esp.*, v. 660, f. 472 ; v. 661, f. 9. Bonaparte à Talleyrand, les 4, 13 : *Corr.*, 5336, 5365.

(2) Sur les bonnes relations de Godoy avec Ferdinand de Parme, cf. leur correspondance, de 1791 à mars 1801 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 99. — Talleyrand à Lucien, 28 février, 3, 10, 30, 31 mars : *A. E., Esp.*, v. 27 supplément, f. 189, 191, 197, 227, 229. Lucien à Cevallos, 24 février : *ibid.*, v. 28 supplément, f. 23 ; à Bonaparte, 21 mars, et à Talleyrand, les 1^{er} et 21 : *A. N., AF IV 1679*. Cevallos à Azara, le 20 ; Godoy au même (avec texte de la convention), le 21 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205. Bonaparte à Talleyrand, les 2, 17 : *Corr.*, 5426, 5463. Marie-Louise à Ferdinand de Parme, 28 février : dans LAFUENTE, *Historia General de España*, XV, 380. Cf. LEMA, 83, et MARMOTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 54.

Bonaparte avait obtenu ce qu'il voulait. Parme allait lui servir d'arrondir ce grand état qu'il projetait de créer dans l'Italie du nord. En établissant en Toscane le gendre de son allié, il poussait l'influence de la République vers l'Italie centrale et ôtait à celle de l'Angleterre le grand port de Livourne. Ainsi, sa politique espagnole lui avait été un instrument commode et efficace pour mener à bien sa politique italienne. De même, elle lui servait pour sa politique anglaise en lui procurant la Louisiane, à la fois point d'appui pour les flottes, base d'expansion coloniale et monnaie d'échange pour la paix (1).

Après avoir obtenu de pareils résultats, il pouvait bien faire quelques sacrifices. Le premier que l'Espagne lui demanda fut de laisser en paix le duc de Parme. Celui-ci n'avait pas voulu avaler la pilule de la dépossession, encore que Godoy y eût employé toute sa diplomatie (il lui présentait la chose comme une conséquence d'une offre d'abdication pure et simple que Ferdinand avait faite un jour), et à l'idée de quitter Parme il était tombé dans une « mélancolie extrême. » Azara demanda donc qu'on le laissât jouir de ses états jusqu'à sa mort. Bonaparte ne répondit pas tout de suite. Un « confident » s'entremet, qui est probablement Talleyrand, et qui fit payer ses services 300.000 livres. Enfin, au mois de juin, Bonaparte dit en riant à l'ambassadeur espagnol : « Et qui donc dit quelque chose à l'infant ? N'est-il pas tranquille chez lui ? Eh bien, qu'il continue. Vous savez combien les affaires d'Italie sont embrouillées, et je ne puis dire encore comment elles se débrouilleront. En attendant, que l'infant se conduise bien, et personne ne lui dira rien » (2). Ferdinand eut d'ailleurs le bon goût de ne pas embarrasser longtemps la République : il mourut le 9 octobre 1802, après deux jours de maladie (3). Bonaparte se montra également assez coulant sur quelques points de détail ; à vrai dire, il refusa au nouveau royaume la possession de la Spezia, port dont il connaissait l'importance, et

(1) Dans son grand projet du 7 thermidor an 4, le Directoire avait déjà songé à créer un royaume d'Etrurie, qui serait donné à l'électeur palatin : Guyon, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 192. D'après Godoy, Lucien hésita longtemps à accepter l'article sur la cession de la Louisiane, « car il y consent à des choses contraires à ses idées » : aux *Reyes*, 25 mars, *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Pour récompenser Azara, le duc de Parme le fit marquis de Nibbiano (dans le duché de Plaisance). — Godoy aux *Reyes*, 22 mars : *A. Histórico N.*, c. 2821 ; Muzquiz à Cevallos, 22 février ; Azara à Talleyrand, 12 avril ; à Cevallos, *reservadísima*, 19 avril (avec annotation de Godoy) et 14 juin : *ibid.*, c. 5205. Bonaparte à Lucien, 1^{er} avril : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 23. CASTELLANOS, *Biografía de Azara*, 4.

(3) Azara à Cevallos, 16 octobre 1802 : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5207.

il ne lui donna pas Piombino, que lui attribuait la convention d'Aranjuez, mais en échange il lui remit les Présides, que le traité de Florence venait d'ôter à Naples, et c'était là un ample dédommagement (1).

Bonaparte avait trop le sens du théâtre pour ne pas célébrer avec toute la publicité et tout l'apparat possibles cet événement extraordinaire : le Premier Consul de la République élevant un trône en faveur des Bourbons. « Il veut, disait Azara, bien montrer qu'il joue en toute chose le rôle d'une espèce d'oracle. » Après la signature de la convention d'Aranjuez, il renouvela donc ses instances pour faire venir à Paris le nouveau roi de Toscane. Celui-ci ne mit pas un empressement excessif à répondre à ces invites, et même il tarda plus qu'il n'eût convenu à écrire à Bonaparte une lettre de remerciements qui était pourtant bien due. Pour le décider, Lucien dut glisser une insinuation : « Chaque jour de retard peut diminuer les avantages du vieux duc de Parme... » Les nouveaux souverains se décidèrent alors à se mettre en route. Le 29 avril ils étaient à Burgos, le 11 mai à Bayonne. Le 17, ils arrivèrent à Bordeaux, où la présence de Bourbons provoqua immédiatement des manifestations royalistes, en particulier au théâtre : bien que le parterre fût occupé par des gens sûrs et bien que les acteurs eussent défense expresse de réciter aucune pièce de circonstance, l'un d'eux vint en déclamer une, et les mots « *les Bourbons... le roi... la reine* » furent accueillis par des applaudissements frénétiques et par les cris répétés de : « Vive le Roi ! » (2) Aussi toutes les précautions furent-elles prises à Paris pour éviter le retour de pareils incidents. Cambacérès fut invité à se trouver dans la loge des Consuls toutes les fois que les souverains assisteraient à une représentation théâtrale, afin qu'on pût croire que les applaudissements s'adressaient au premier magistrat de la République. La Chaussée d'Antin, où se trouvait l'ambassade d'Espagne, et l'hôtel Montesson, qu'elle occupait, furent remplis de mouchards.

(1) Elle recevait là en particulier une place très forte, Orbetello. En revanche Azara eut peu de succès quand il réclama, comme dépouilles du grand-duc, la villa Médicis et le palais de Toscane à Rome, ainsi que les objets d'art de la Galerie de Florence, qui avaient été transportés à Palerme. — Azara à Cevallos, 4, 12, 13 avril : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5205. RUMONT, *Geschichte Toscanas*, II, 406.

(2) Louis voyageait sous le titre de comte de Livourne, bien que Bonaparte, plus désireux de publicité, eût tâché de l'en dissuader. — Muzquiz à Cevallos, 18 mars ; Azara au même, le 27, et 24 avril : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5205 ; Lucien au même, 1^{er}, 6 avril : *A. E.*, *Esp.*, v. 28 supplément, f. 35, 39 ; à Bonaparte le 23, et s. d. : *A. N.*, AF IV 1679. Le général Monet à Leclerc, 28 avril ; Leclerc à Bonaparte, Bordeaux, 19 mai : *A. N.*, AF IV 1604. Bonaparte à Lucien, 18 mars, 15 mai : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 22, 25 ; à Fouché, 22 mai : *Corr.*, 5586.

Pour ne pas donner trop d'importance à Louis 1^{er}, Bonaparte renonça à placer sous ses fenêtres une garde à cheval et sabre au clair, et Sa Majesté Toscane dut se contenter de simples fantassins. Tous les détails d'étiquette furent soigneusement réglés, y compris les visites et invitations *imprévues* qui devaient s'échanger entre le Premier Consul et ses hôtes. Moyennant ces précautions, tout se passa bien. Le roi et la reine furent très acclamés, mais sans qu'aucun incident se produisît. Ils firent d'ailleurs sur tous ceux qui les approchèrent d'un peu près une impression désastreuse. Marie-Louise arborait en permanence un aimable sourire, mais elle était d'un esprit médiocre, et par surcroît boîteuse, bossue et d'une « laideur amère ». Son mari montrait entre deux petits favoris une figure blême et niaise ; les courtisans avaient pu louer sa culture et l'aimable simplicité avec laquelle il allait visiter à Madrid libraires et savants, mais personne n'avait jamais osé dire que ce Bourbon instruit fût un homme intelligent, et pendant les cinq semaines que les souverains passèrent à Paris en fêtes et réjouissances tout le monde eut le loisir de se persuader le contraire. Ils partirent le 30 juin et après un court arrêt à Parme ils arrivèrent le 10 août dans leur nouvelle capitale, où Murat leur avait ménagé une réception enthousiaste (1). Le royaume de Toscane (on allait bientôt dire d'Étrurie, malgré les observations de Bonaparte) (2) était créé, et Lucien put faire valoir aux souverains espagnols la gloire et l'utilité que sa convention d'Aranjuez leur procurait. Mais il avait eu garde de donner aux *Reyes* cette satisfaction dynastique sans en exiger à l'avance le prix : la guerre contre le Portugal.

LA CONVENTION DE MADRID SUR LE PORTUGAL. — Depuis la chute de Godoy, les négociations pour la paix franco-portugaise n'avaient

(1) Le portrait de Louis de Parme par Goya, au Prado, est bien connu. — Azara à Cevallos, 19 avril, 26 mai, 12, 21, 28 juin 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205. Alquier à Talleyrand, 5 août 1800 : *A. E., Esp.*, v. 659, f. 244. Talleyrand à Lucien, 29 mai : *ibid.*, v. 27 supplément, f. 318. SCHUBART, *Lettres d'un diplomate danois*, 421. OUVREAU, *Mémoires*, I, 61. THIBAUDEAU, *Mémoires sur le Consulat*, 67. DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Mémoires*, IV, 145. ESCOICQIZ, *Memorias*, 20. NORVINS, *Mémorial*, II, 284. MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 62-82, et *Lucien Bonaparte et Napoléon*, 62. LEMA, *Antecedentes*, 110-116. REUMONT, *Geschichte Toscanas*, II, 404. PRINCE SIXTE DE BOURBON, *La reine d'Étrurie*, *Revue de Paris*, 1928, p. 11. *Mémoires de la reine Hortense*, I, 99.

(2) Bonaparte à Talleyrand, 17 octobre 1801, texte complété dans FOURNIER, *Zur Textkritik*..., 19-20.

pas progressé. Pourtant, l'Espagne n'avait cessé de s'y intéresser vivement ; Charles IV avait écrit à son gendre le prince Jean pour le presser d'accepter les conditions françaises, et il avait fait offrir sa médiation à Talleyrand qui, comme on le sait, était gagné au parti portugais (1). Mais à la première velléité d'accommodement que montra Pinto de Sousa, l'Angleterre intervint : elle menaça de retirer ses troupes de Lisbonne, sous prétexte qu'elle en avait besoin dans les Indes. Du coup le Portugal revint au parti britannique, et donna un gage sérieux : le 2 juillet 1798, une de ses escadres, au commandement du marquis de Niza, reçut l'ordre de se joindre aux vaisseaux de lord Saint Vincent, et elle prit une part active aux opérations contre les Français, à Malte et en Égypte. En même temps, Diogo de Noronha était envoyé à Madrid, comme on l'a vu, pour travailler à détacher l'Espagne de la République (2). L'espoir d'une paix franco-portugaise s'évanouissait donc une fois de plus ; la mission de Noronha à Paris, brève et sans bonne foi, n'eut aucun résultat (3), et au début de 1799 les rapports franco-portugais se trouvaient plus tendus que jamais.

Ils restèrent tels toute l'année, bien que les deux gouvernements fussent demeurés en relations par des intermédiaires qui menaient de vagues pourparlers (4), et c'est en cet état que Bonaparte les trouva au lendemain du 18 brumaire. Tout d'abord il s'en occupa peu : d'autres problèmes plus essentiels le retenaient, et d'ailleurs il n'avait pas de

(1) Walpole à Grenville, 23 juin, 23, 28 juillet 1798 : *Record Office*, F. O. 63, 28. Del Campo à Talleyrand, 25 mai 1798 : *A. E., Esp.*, v. 652, f. 101. Araújo à Luis Pinto de Sousa, 1^{er} avril 1798 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Coigny à Louis XVIII, 23 juin 1798 : *A. E., France-Bourbons*, v. 612, f. 28. Rapport à Bonaparte, 12 janvier 1801 : *ibid.*, *Esp.*, v. 660, f. 347. Walpole à Grenville, 12 avril, 4, 9 juillet 1798 ; Grenville à Walpole, 17 avril, 26 juin, 14, 24 juillet, 31 août ; St Vincent à Niza, devant Cadix, 2 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 27 et 28.

(3) Azara ayant obtenu qu'on admettrait à Paris un négociateur portugais, Pinto de Sousa ne put se dispenser d'y envoyer Noronha, mais il lui donna comme unique mission de gagner du temps. Noronha partit donc très tard, voyagea très lentement parce qu'il avait de l'asthme, cassa sa voiture à Bordeaux, n'arriva à Paris que le 23 septembre et là, quoique ayant ses pouvoirs en poche, imagina de déclarer qu'il ne les avait pas et qu'il fallait les attendre. Mal lui en prit : on saisit ce prétexte pour le renvoyer (le motif réel étant que son secrétaire José Manoel Pinto de Sousa renouait les intrigues d'Araújo). Le cabinet de Lisbonne ne cacha pas sa satisfaction de cette rupture. — Walpole à Grenville, 4, 14 août, 5, 12, 27 septembre, 13 octobre, 2, 14 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 28 et 29. Coigny à Louis XVIII, 6, 14 octobre : *A. E., France-Bourbons*, v. 609, f. 268. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 728-731.

(4) Ces affaires se traitaient à Paris entre le banquier du gouvernement portugais, Jacintho Fernandez Bandeira, un membre des Cinq-Cents, Jubié, et la banque Bastarèche. — « Note sur les dispositions du Portugal », 12 janvier 1801 : *A. E., Port.*, v. 9 supplément, f. 242 ; Jubié au Directoire, 18 mai 1799 : *ibid.*, v. 122, f. 90 et suiv.

troupes disponibles pour exercer sur le cabinet de Lisbonne la pression nécessaire. Cette affaire lui semblait plutôt du domaine de l'Espagne, et s'il offrait d'envoyer une division (23 avril 1800), c'était sans conviction aucune. Pourtant, comme une bonne indemnité de guerre eût été à ce moment-là la très bien venue, il avait ordonné en janvier 1800 de reprendre les pourparlers officiels : il exigeait 18 millions de livres. Talleyrand fit donc passer une note par l'intermédiaire de l'Espagne, tout en essayant d'attirer la négociation à Paris et en commençant à parler discrètement du pot-de-vin qu'il faudrait lui verser. Le bruit se mit à courir d'une prochaine expédition, et le consul Lebrun, qui s'intéressait aux affaires de Lisbonne et parlait bien le portugais, déclara au chargé d'affaires de S. M. T. F., Santos Branco : « Le Portugal ne veut pas faire la paix avec nous : nous en ferons la conquête » (mai 1800) (1). On avait déjà vu vingt fois les affaires suivre cette marche à Paris. Mais à Madrid, chose curieuse, les ouvertures de Bonaparte ne furent pas accueillies avec l'habituelle apathie, et Charles IV prit fort à cœur la sommation au Portugal : pour cette guerre, aurait-il dit, « je vendrais ma couronne, et jusqu'à la chemise que j'ai sur moi. » On expliquait cette ardeur par quelques incidents hispano-portugais récemment survenus à Barcelone, à Vigo, à Carthagène, et par la colère qu'avait soulevée un pacte d'amitié conclu le 18 septembre 1799 entre le Portugal et la Russie (alors en guerre avec l'Espagne). Mais l'ambassadeur portugais, Carvalho, devinait probablement plus juste lorsqu'il montrait le roi convaincu qu'il faudrait un jour ou l'autre en arriver à la guerre et désirant la faire tout de suite et tout seul, sans que les troupes françaises, alors occupées ailleurs, pussent venir s'en mêler ; si telle était la pensée de Charles IV, il voyait plus loin, tout borné qu'il fût, que ses ministres (2). Ceux-ci en effet opinaient pour les temporisations habituelles, en particulier Urquijo, à cause sans doute de ses con-

(1) Carvalho à Pinto de Sousa, 10 février 1800 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid* ; ? (Santos Branco) au même, 2, 15 mai : *ibid.*, *legação em Paris*. Walpole à Grenville, 8, 22 février : *Record Office*, F. O. 63, 32. Talleyrand à Alquier, 14 mars, 27 avril : A. E., *Esp.*, v. 658, f. 68, 299 ; à Pinto, 13 février : BIKER, *Supplemento à collecção*, XIII, 36. Muzquiz à Urquijo, 28 janvier : *ibid.*, 33. Bonaparte à Talleyrand, 13 janvier, 23 avril : *Corr.*, 4521, 4727. BOWMAN, *Preliminary stages of the peace of Amiens*, 41.

(2) La situation de Carvalho à Madrid devint alors si désagréable qu'il demanda à se retirer : à Pinto, 10 février, 25 mars (*Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*) et 21 mars (BIKER, XIII, 38). Th. Gregory à W. Gregory, 11, 14 mars ; Walpole à Grenville, 14 mars, 7 avril : *Record Office*, F. O. 72, 46 ; F. O. 63, 32. Urquijo à Pinto, 10 février, 19 mars ; Alquier à Talleyrand, 15 mars : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 513 ; v. 658, f. 97, 76.

nexions avec l'Angleterre. D'ailleurs, on n'avait pas d'argent pour la guerre. On échangea donc des notes, à l'ordinaire, et les réponses dilatoires du Portugal menèrent jusqu'au mois d'août : Bonaparte avait trop à faire avec l'Autriche pour songer à Lisbonne. La nouvelle de Marengo elle-même, qui sur le moment consterna et affola Pinto de Sousa, n'avait eu qu'un effet passager (1).

En septembre 1800, la mission de Berthier à Madrid troubla un instant ces léthargies. Des bruits menaçants l'avaient annoncée. Un espion que le nouveau chargé d'affaires anglais à Lisbonne, Arbuthnot, avait à l'ambassade espagnole (et qui est probablement le fameux Cailhé) communiqua une dépêche de la *Secretaria de Estado* qui portait cette phrase inquiétante : « L'heure du Portugal est venue. » L'ambassadeur portugais à Madrid, Carvalho, avait entendu dire qu'on organisait une armée de Portugal, qu'Urrutia en était nommé commandant, que de l'artillerie amenée de Barcelone et de Séville arrivait à Badajoz. Le « voile impénétrable », le « silence de mort » dont se couvrait la mission de Berthier, les conférences de celui-ci avec Urrutia lui semblaient de mauvais augure ; il dina avec l'envoyé français et fut vivement impressionné en l'entendant conter ses exploits révolutionnaires aux quatre coins du monde : « Ce Berthier, écrivit-il à sa cour, est un boute-feu. » Pinto de Sousa, alarmé, avait envoyé à Madrid un négociateur, Alexandre de Sousa : cette démarche fut très mal reçue, Charles IV ne répondit pas à une lettre inquiète de son gendre, et l'ambassadeur espagnol à Lisbonne, duc de Frias, présenta même un ultimatum qu'il fallut beaucoup de promesses pour faire retirer (2). Mais Berthier une fois parti, tout se calma de nouveau. Les promesses qu'en échange de l'agrandissement de Parme il avait obtenues sur le Portugal ne pouvaient se réaliser qu'avec beaucoup de bonne volonté et beaucoup de ressources : or

(1) Le Portugal avait séquestré dix-neuf millions de piastres envoyées d'Amérique en Espagne sur des bâtiments portugais, et cette mesure contribua largement à le mettre à l'abri. — Hinterleutner, chargé d'affaires prussien, à Balbo, 10 octobre 1800 : *Miscellanea Napoleonica*, V, 320. Carvalho à Pinto, 10 mai, 1^{er}, 18 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Arbuthnot à Grenville, 2 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 33. Voir la plupart des pièces de cette interminable correspondance dans BIKER, XIII, 44, 46, 57, 63, 70, 76, 81, 84, 86, 89, 94.

(2) Arbuthnot à Grenville, 6, 22, 23, 26 août, 2 octobre ; Urquijo à Carvalho, 19 août ; renseignements transmis par Muñoz (Cailhé), 20, 22 juillet, par ? (Adlerberg), 19 septembre (*Record Office*, F. O. 63, 33, 34) et par Th. Gregory, 31 août, 9, 30 septembre 1800, 6 janvier 1801 (*ibid.*, F. O. 72, 46). Carvalho à Pinto, 28 juillet, 1^{er}, 14, 18 août, 1^{er}, 7, 17 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. BIKER, XIII, 91, 103, 107, 111, 115. Alquier à Talleyrand, 28 août : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 365.

la cour de Madrid manquait de l'une et des autres. Urquijo se contenta d'exhorter le cabinet de Lisbonne à céder, en lui exposant que le nouvel armistice franco-autrichien allait aggraver sa situation et qu'il serait sage d'envoyer un plénipotentiaire à Lunéville pour accepter toutes les conditions de la France. Mais d'armée sur la frontière portugaise pour appuyer ces conseils, point. La fièvre jaune régnait en Andalousie ; du 4 août au 4 septembre, elle avait tué 3.030 personnes à Cadix, et du 4 au 20, 4.285. Il était donc difficile d'opérer les grands mouvements de troupes qu'il eût fallu pour former l'armée d'Estrémadoure. D'ailleurs, on n'avait pas d'argent : au mois de juin, les billets royaux, les *vales reales*, perdaient 70, 75 %, ce qui fut la plus forte perte qu'on enregistra de 1794 à 1808. Aussi le ministre de Suède à Madrid, Adlerberg, un anglophile déterminé, pouvait-il écrire à son collègue de Lisbonne, Kantzow (qui communiquait toutes ses lettres à la légation anglaise) : « On n'y pense pas plus [à la cour de Portugal] qu'à celle du Grand Mogol... Tout est tranquille ici ; on paraît avoir oublié que le Portugal existe » (1).

Bonaparte avait écrit le 30 septembre 1800 : « Il est nécessaire que les troupes espagnoles soient maîtresses du Portugal avant le 15 octobre. » On était loin de compte. Aussi Lucien reçut-il, à côté de ses instructions sur la marine et sur Parme, d'autres fort pressantes sur le Portugal, et la lettre par laquelle le Premier Consul annonçait à Charles IV l'envoi de son frère roulait-elle tout entière sur cet objet. On ne fut pas long à savoir à Madrid, soit par les dépêches de Muzquiz, soit par les déclarations de Lucien lui-même, ce que le nouvel ambassadeur venait faire. Et d'ailleurs, il se mit à la besogne dès les premiers jours. Il entendait aller vite : « Que la paix ou la guerre avec le Portugal soit promptement décidée », écrivait-il à la *Secretaría de Estado*. Mais celle-ci lui opposait son inertie coutumière, et Lucien de s'énerver : « La négociation recule au lieu d'avancer... Je supplie V. E. de sortir des termes généraux, satisfaisants, mais généraux, contenus dans ses deux réponses... » Il est peu probable

(1) Au 20 septembre, sur les 78.943 habitants de Cadix, il y en avait 4.317 qui n'eussent pas été atteints ou qui n'eussent pas émigré. — Carvalho à Pinto, 30 septembre, 4 novembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Arbuthnot à Grenville, 8 octobre ; ? (Adlerberg) à ? (Kantzow), 7, 21 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 34. Th. Gregory à W. Gregory, 30 septembre : *ibid.*, F. O. 72, 46. Muzquiz à Talleyrand, 16 février 1801 : A. E., *Consulat de Madrid*. Tableau du cours des *vales*, mai 1808 : A. N., AF IV 1608 B, plaq. 2/1. DOBLADO (témoin oculaire), *Letters from Gain*, 171.

qu'on en fût jamais sorti si Lucien n'avait eu l'adresse de décider Godoy à prendre l'affaire en mains (1). Le temps n'était plus en effet où le prince de la Paix se faisait le champion de la cause portugaise, jusqu'à y sacrifier l'amitié de la République. La disgrâce l'avait rendu plus prudent, et sa subite intimité avec Lucien, contrastant avec la francophobie qu'il affectait sous Urquijo, montrait bien qu'il était résolu à se ménager à tout prix l'amitié de Bonaparte. « Vous avez trop de pénétration, lui aurait d'ailleurs dit Lucien, pour ne pas sentir qu'au milieu des dangers que l'avenir peut vous présenter dans cette cour, l'appui du Premier Consul peut vous devenir nécessaire. » Godoy ne tarda pas en effet à « rechercher avec avidité des appuis au dehors contre les tempêtes du dedans » et l'ambassadeur put bientôt écrire à son frère : « Il ne me voit pas une fois sans me prier de vous exprimer son dévouement, son admiration, son désir de vous être agréable... Tremblant pour sa position en Espagne, il me paraît vouloir plaire absolument au Premier Consul... Il soupire après un témoignage de votre bienveillance. Il est à nous complètement. » C'est dire que Lucien n'eut pas de peine à lui faire embrasser le projet de guerre contre le Portugal. Il était d'ailleurs secondé par Azara, qui se trouvait encore à Madrid à ce moment (2). Les négociations entre le prince de la Paix et Lucien furent vivement menées. Elles s'ouvrirent à la fin de décembre 1800, par un exorde du favori qui n'est pas sans saveur dans sa bouche : « Monsieur l'ambassadeur, je vous promets toute la franchise d'un militaire qui ne regrette de sa vie que de n'avoir pu quelquefois partager les dangers de votre frère. » Le 6 janvier 1801, Lucien signait avec lui un projet de convention qui partit pour Paris le 8. Il parvint le 14 à Talleyrand, fut soumis le 15 à Bonaparte, fit l'objet d'un rapport du ministre et repartit le 17 pour Madrid, quelque peu modifié par des intrigues sur lesquelles il y aura lieu de revenir, et accompagné de pleins pouvoirs pour Lucien. La convention fut signée aussitôt par celui-ci et par Godoy ; ils décidèrent

(1) Muzquiz à Urquijo, 9 décembre 1800 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963. Carvalho à Pinto, le 23 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Lucien à Cevallos, les 17, 21, 22, 23, 30 : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 4, 6, 7, 8, 13 ; à Bonaparte, les 3 et 14 : *ibid.*, v. 27 supplément, f. 22, et A. N., AF IV 1679. BIKER, XIII, 120, 123, 129. Bonaparte à Talleyrand, 30 septembre ; à Charles IV, 8 novembre : *Corr.*, 5120, 5165.

(2) Carvalho à Pinto, 23 décembre 1800 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Muzquiz à Urquijo, le 9 : *A. Histórico N., Estado*, c. 3963. Lucien à Bonaparte, le 3 : A. N., AF IV 1679 ; à la *Secretaría de Estado*, les 17, 21, 22, 23, 30 : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 4, 6, 7, 8, 13. BIKER, XIII, 120, 123, 129. Bonaparte à Talleyrand, 30 septembre : *Corr.*, 5120.

qu'elle porterait la date du 29 janvier 1801 et que la ratification en serait censée du 1^{er} février (1).

La convention de Madrid spécifiait les conditions de paix à imposer au Portugal : rupture absolue avec l'Angleterre ; fermeture des ports aux navires britanniques ; occupation par les troupes espagnoles d'une ou plusieurs provinces représentant le quart de la population du royaume, comme gage de la restitution par l'Angleterre de la Trinité, de Mahon et de Malte. Le prince régent aurait quinze jours pour se décider. Passé ce délai, c'était la guerre. La France mettrait alors 15.000 hommes à la disposition de son alliée ; ils avaient été demandés par Godoy, qui en aurait même désiré 25.000 (2).

En trois mois d'ambassade, Lucien avait signé trois conventions. Celle sur les opérations maritimes n'eut que des effets limités. Celle sur Parme devait avoir des répercussions profondes, mais non immédiates. Celle sur le Portugal au contraire ouvrit sur l'heure une ère de complications et de tiraillements.

VI

LA GUERRE AU PORTUGAL

(Mai 1801).

ATERMOIEMENTS FRANÇAIS. — Lorsque Bonaparte avait envoyé Lucien en Espagne, il paraissait vraiment considérer les affaires de Portugal comme les plus importantes de celles dont il chargeait son frère. Le 7 janvier 1801 encore, il ordonnait à Talleyrand de morigéner l'ambassadeur espagnol au sujet de la lenteur des préparatifs sur la frontière portugaise, et de l'avertir que le corps expéditionnaire français se constituait déjà. Or, vers le milieu de janvier, cette ar-

(1) La force du corps auxiliaire français était connue dans les milieux politiques de Paris avant même la signature de la convention : Lucchesini au roi de Prusse, 25 janvier, dans MARMOTTAN, *Lucchesini*... — Talleyrand à Muzquiz, 9 janvier 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5205 ; à Lucien, le 17 : *A. E., Esp.*, v. 27 supplément, f. 124 ; le 18 : *ibid.*, v. 660, f. 380. Lucien à Cevallos, le 6 : *ibid.*, v. 28 supplément, f. 16 ; à Talleyrand, 30 décembre, 22 janvier : *ibid.*, v. 660, f. 312, 408 ; 1^{er} février : *A. N.*, AF IV 1679 ; à Bonaparte, 22 janvier, 1^{er} février : *ibid.* Bonaparte à Talleyrand, 15 janvier : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, I, 67.

(2) Texte dans CLERCQ, *Recueil des traités*, I, 420. Lucien à Talleyrand, 30 décembre 1800 : *A. E., Esp.*, v. 660, f. 312. — Bonaparte ratifia le 15 février : *ibid.*, v. 15 supplément, f. 278.

deur fait place à une politique de lenteurs et d'atermoiements. C'est le 27 février seulement que Leclerc, le beau-frère de Bonaparte, nommé commandant du *corps de la Gironde*, arrive à Bordeaux pour organiser ses troupes, et ce n'est que le 18 mars, plus d'un mois et demi après la convention de Madrid, que Bonaparte donne à Berthier les premiers ordres pour la mise sur pied du corps auxiliaire promis à l'Espagne. Que cette lenteur dans les préparatifs français fût voulue, les instructions envoyées à Lucien le démontrent. Dans deux lettres du 13 janvier, puis dans une du 14, Talleyrand lui donne l'ordre de faire traîner les pourparlers sur le Portugal ; la raison alléguée est qu'il faut attendre que l'armistice soit signé avec l'Autriche en Italie pour avoir plus de liberté de mouvements. Mais la signature de cet armistice (15 janvier) n'accélère en rien la marche des affaires portugaises. Le 4 février, Bonaparte donne bien l'ordre d'envoyer à Madrid le général Gouvion Saint-Cyr, afin qu'il dirige les opérations si l'on en vient à la guerre, ou que sa présence permette d'obtenir de meilleures conditions si le Portugal se décide à céder ; mais Saint-Cyr n'est point chargé de presser les événements, et ses instructions sont d'une surprenante mollesse. Bien plus, le 22 février, Talleyrand confie à Lucien que Bonaparte désirerait retarder l'entrée des troupes françaises en Espagne, et se servir du prétexte de l'expédition sur Lisbonne pour couvrir une autre opération. Le 11 avril, Leclerc écrit à Lucien : « Je ne pense pas que nous fassions la guerre au Portugal. Si Bonaparte en avait envie, il y a longtemps que nous serions en mesure » (1). — Pourtant Godoy, en voyant que le corps auxiliaire promis n'apparaissait pas, avait commencé au bout de six ou sept semaines à s'inquiéter visiblement. Sans doute, l'armée espagnole se préparait ; on avait donné des ordres pour concentrer trente bataillons à la frontière portugaise et le favori avait passé en revue, en présence des souverains et d'une grande foule, la moitié des gardes du corps, qui étaient aussitôt partis pour l'Estrémadoure. Mais la malignité publique affirmait que si les Français n'arrivaient pas les talents militaires du prince de la Paix ne suffiraient pas à la tâche, et lui-même semblait le penser car à mesure que le temps s'écoulait il pressait davantage Lucien pour obtenir la mise en marche du corps

(1) Talleyrand à Lucien, 13 janvier (deux lettres), 14 janvier, 22 février : *A. E., Esp.*, v. 27 supplément, f. 118, 123 ; v. 660, f. 354 ; v. 661, f. 5 ; à Gouvion Saint-Cyr, 5 février : v. 660, f. 449 ; Lucien à Cevallos, 22 janvier, 2 février : v. 28 supplément, f. 18, 20. Rapport à Napoléon, s. d. (octobre 1807) : *A. N.*, AF IV 1604. Bonaparte à Talleyrand, 7 janvier ; au même et à Berthier, 4 février : *Corr.*, 5258, 5335, 5336, 5339. LUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 76, 78.

auxiliaire (1). Quelle était donc la raison qui poussait Bonaparte à des pareils attermolements, au risque de mettre son frère dans une position fautive, de mécontenter l'Espagne et de compromettre l'expédition ?

Depuis longtemps déjà des pourparlers étaient engagés à Londres entre le ministère britannique et l'agent français Otto. Le litige portait principalement sur les questions coloniales, la France voulant conserver l'Égypte et faire restituer les possessions espagnoles ou hollandaises dont les Anglais s'étaient emparés, ceux-ci entendant au contraire en conserver une partie. Au premier rang de leurs prétentions ils plaçaient une des Antilles espagnoles, la Trinité : de cette île en effet ils pouvaient en 36 heures gagner le continent américain pour y faire le commerce interlope, et ils avouaient qu'à ce trafic ils avaient gagné en deux ans trois millions de livres sterling. L'Espagne se doutait bien des vues britanniques ; aussi avait-elle demandé et obtenu la promesse qu'on la tiendrait exactement au courant des négociations, et qu'en aucun cas on ne céderait la Trinité ; Talleyrand écrivit en propres termes : « Nous ne laisserons jamais le gouvernement espagnol perdre une aussi belle propriété » (2). Mais pour conserver l'Égypte, pour recouvrer la Trinité, Mahon, le Cap, etc., il fallait avoir des équivalents à offrir au cabinet britannique : la guerre au Portugal était avant tout, aux yeux de Bonaparte, un moyen de se procurer ces équivalents en occupant une ou plusieurs provinces du plus fidèle allié de l'Angleterre ; on sait que la convention de Madrid avait été rédigée dans ce sens. Or, vers la fin de janvier 1801, il sembla que la balance maritime allait pencher du côté français, et par conséquent que l'expédition contre le Portugal allait devenir moins utile. Le 23 janvier, Ganteaume réussit à s'échapper de Brest avec une forte division portant des troupes de débarquement, et il cingla vers l'Égypte, que menaçait alors sir Ralph Abercrombie. S'il réussissait à y jeter les renforts qui l'eussent mise en sûreté, c'était un bel atout qui venait s'ajouter aux cartes françaises : « La balance est actuellement tout entière dans l'expédition anglaise en Égypte » allait écrire Bonaparte, qui de fait n'hésita pas à sacrifier l'expédi-

(1) Lucien à Bonaparte, 8 janvier 1801, 12 février, 17 mars : A. N., AF IV 1679 ; à Talleyrand, 22 janvier, 1^{er} février, 17 mars : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 408, 437 ; v. 661, f. 72, 82.

(2) Muzquiz et Azara à Cevallos, 14 janvier et 19 avril 1801 : *A. Histórico N. Estado*, c. 5205 ; Godoy aux Reyes, 12 mars : c. 2821. Talleyrand à Lucien, 19 avril : dans IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 461. Bonaparte à Talleyrand, s. d. (août 1800) : ans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 319.

tion de Portugal à celle d'Égypte. Il harcela alors le cabinet espagnol d'exhortations, de demandes et d'exigences d'ordre maritime : peut-être est-ce pour obtenir de lui un effort plus sérieux dans ce domaine qu'il ne le pressa point de préparer en même temps la guerre au Portugal. Peut-être aussi réservait-il de son côté toutes ses forces à l'Égypte, et le Delta pouvait bien être ce but mystérieux auquel, suivant la lettre de Talleyrand du 22 février, l'expédition de Portugal devait servir de paravent, auquel était destiné en réalité le corps auxiliaire. Enfin, il était évident que si la carte maîtresse de l'Égypte venait à tomber dans le jeu français il devenait moins indispensable de s'assurer celle de Portugal (1).

Par ailleurs, la situation politique de l'Europe semblait subir une évolution favorable aux intérêts français, et qu'une marche sur Lisbonne eût pu troubler. Le 8 février 1801, le ministère Pitt démissionna sur une question de politique intérieure ; il allait être remplacé par un cabinet Addington (avec Hawkesbury aux Affaires Étrangères), dont on pouvait espérer une attitude plus conciliante. Le tsar se rapprochait de Bonaparte ; le 20 janvier, une lettre amicale de lui fut remise au Premier Consul, et elle fut suivie le 6 mars de l'arrivée d'un négociateur, Kolytchef. En décembre 1800 s'était formée dans le nord la ligue des Neutres, qui comprenait la Russie, la Suède, le Danemark et la Prusse, et la guerre semblait inévitable entre elle et l'Angleterre (janvier 1801) : c'était là pour la France une diversion fort utile, d'autant plus que la Prusse s'était engagée à saisir le Hanovre, qui eût constitué un précieux équivalent. Or, toutes ces combinaisons eussent été fâcheusement troublées par une expédition contre le Portugal. Talleyrand le répétait à Bonaparte : cette entreprise détournerait le ministère britannique de toute idée de paix, elle indisposerait l'Europe contre la France et ralentirait probablement l'action de la ligue des Neutres. Mieux valait donc éviter du bruit de ce côté et gagner du temps : c'est ce que faisait le Premier Consul en ce début de 1801.

Talleyrand faisait valoir d'autres considérations pour détourner Bonaparte de la guerre avec le Portugal. Ne serait-ce pas, disait-il, travailler au profit du seul Godoy, qui abritait probablement des

(1) Le 15 janvier, Bonaparte avait ordonné des concentrations de troupes à Lyon, Montpellier ; elles étaient destinées au Portugal, mais eussent aussi bien pu filer sur Toulon. Le 22 février, on ignorait encore à Paris que Ganteaume avait échoué et était entré à Toulon le 19. — Bonaparte à Berthier, 15 janvier ; à Ganteaume, 25 février, 2 mars : *Corr.*, 5297, 5415, 5430.

ambitions toutes personnelles ? En outre, les Anglais se dédommageraient en occupant le Brésil ; de là ils auraient toutes facilités pour attaquer l'Amérique espagnole, ce qui causerait à Madrid de la rancune et de l'hostilité à l'égard de la France. Les trois rapports que le ministre adressa à Bonaparte sur ce sujet, à la fin de 1800 ou au début de 1801, et le 16 janvier 1801, concluaient donc que la conquête du Portugal n'était nullement désirable, tout au moins « la conquête effective » (1). Il est possible que cette argumentation de Talleyrand ait déterminé dans une certaine mesure la politique d'atmosphère de Bonaparte. Celui-ci ne connaissait sans doute pas les dessous de l'affaire, qui étaient plus compliqués. Que Talleyrand ait été de nouveau payé par le Portugal pour écarter de lui l'invasion, c'est possible, mais aucun document ne vient le prouver. Ce qui est certain, c'est qu'il tripotait avec l'Espagne dans ces négociations. L'intermédiaire était le banquier espagnol Hervas, qui rendait compte de ses conversations à Cevallos, c'est-à-dire à Godoy. Le 14 janvier 1801, comme Talleyrand venait de recevoir le projet de convention sur le Portugal que Lucien avait envoyé le 8, il convoqua Hervas et lui communiqua le document avant même d'en donner connaissance au Premier Consul. Tous deux discutèrent ; le ministre chargea tout d'abord le banquier espagnol de rappeler à sa cour « les deux millions et demi qu'on avait proposés antérieurement de façon réservée » ; en échange, il semble bien qu'il ait apporté au projet certaines modifications que nous ignorons (car le texte que proposait Lucien a disparu). On peut supposer qu'elles adoucissaient les conditions à imposer au Portugal, car l'intérêt de Godoy était de ménager les sentiments d'affection que les *Reyes* portaient à leur gendre le prince régent. Il n'est pas défendu de croire non plus que Talleyrand apporta un soin tout particulier aux clauses relatives à l'indemnité qu'on exigerait de S. M. T. F. et surtout aux modes de paiement. Il exigea d'Hervas une discrétion absolue et en particulier la promesse que Lucien ne saurait rien : sans doute craignait-il que celui-ci ne demandât à partager (2). C'est ainsi que tout en affectant un éloignement

(1) Rapports de Talleyrand à Bonaparte sur le Portugal (deux de nivôse an 10 et un du 16 janvier 1801) : A. E., *Port.*, v. 122, f. 155 ; *Esp.*, v. 660, f. 363, 395.

(2) Il est possible que les modifications apportées à la convention par Talleyrand aient porté sur la subrogation espagnole en matière d'indemnités à payer par le Portugal. D'après une lettre de Lucien à Bonaparte (7 juin, A. N., AF IV 1679), les accointances Godoy-Talleyrand furent plus tard dénoncées au Premier Consul par Joseph. Noter un billet de Godoy au ministre des finances, Soler, le 14 avril 1801 : « Pour les objets qu'on sait, S. M. désire mettre à la disposition du citoyen Tiboult,

marqué pour Talleyrand (1) Godoy était en réalité son compère, et que tout en acceptant de faire la guerre au Portugal pour plaire à Bonaparte il le protégeait sous main pour ne pas déplaire aux *Reyes*.

HÉSITATIONS PORTUGAISES. — Si Bonaparte n'était pas pressé de voir commencer les hostilités, le Portugal l'était beaucoup moins encore. Le prince Jean n'avait rien d'un politique ni d'un guerrier. D'un politique il ne possédait ni les connaissances ni l'autorité : « Il n'y a point de pays, écrivait Lannes, où le prince soit plus nul qu'à Lisbonne. Sa volonté n'est rien. » D'un guerrier il n'avait ni l'apparence ni les goûts : petit et gros, le visage épais et fort bronzé, il ne se plaisait qu'en la compagnie de ses valets de chambre et ne connaissait au monde « que la chasse et le lutrin. » Afin d'éviter à la fois les efforts de réflexion et les aventures militaires, le mieux lui parut de se cramponner les yeux fermés à l'amitié anglaise : sa politique ne fut donc qu'une longue résistance aux demandes franco-espagnoles, résistance obstinée, mais jamais ouverte, toute en attermoiements et en dérobades. Le parti anglais comprenait également le frère de l'ambassadeur de S. M. T. F. à Londres, Almeida Melo e Castro, et le ministre de la marine et des colonies, Rodrigo de Sousa Coutinho. Le *Secretário de Estado dos Estrangeiros*, Luís Pinto de Sousa Coutinho, était anglophile aussi, mais se rendait compte du danger que pouvait présenter une résistance trop intransigeante à Bonaparte. Le très vieux maréchal-général duc de Lafões était ennemi de la Révolution, mais n'avait pas grande confiance dans le cabinet de Londres. Il y avait enfin des orientations mal définies, comme celle de l'ancien ambassadeur à Madrid, Noronha ; celui-ci, dit-on, vint un jour au Conseil d'État avec dans sa poche de droite un rapport en faveur de la guerre et dans sa poche de gauche un rapport en faveur de la paix, afin de remettre celui qui semblerait devoir plaire le plus au régent (2). La faiblesse militaire du royaume excusait d'ailleurs un peu de telles incertitudes. D'après les estimations officielles, les effectifs attei-

résident à Paris, la somme de quatre millions de réaux » (un million de francs) : A. *Histórico N., Estado*, c. 5206. Hervas à Cevallos, chiffrée, 14 janvier : *ibid.*, c. 5205.

(1) Godoy feignait de se laisser amener peu à peu par Lucien à un rapprochement avec Talleyrand, et il écrivit à ce dernier, le 20 février, une lettre de réconciliation : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 446. Cf. Lucien au même, le 13 : *ibid.*, f. 478.

(2) Arbutnot à Grenville, 5 août 1800 : *Record Office*, F. O. 63, 33. Lannes à Talleyrand, vendémiaire an 11 : A. E., *Port.*, v. 123, f. 410.

gnaient 35 à 42.000 hommes, sans compter 30 à 38.000 miliciens. Mais le général prussien von Goltz, venu en septembre 1800 pour réorganiser l'armée, ne comptait pas sur plus de 16.000 fantassins et 2.000 cavaliers ; encore ajoutait-il que les seconds étaient inutilisables parce que trop mal montés et que les premiers n'avaient ni états-majors, ni officiers, ni discipline (1). Von Goltz essaya d'opérer quelques réformes mais il se heurta à l'opposition tenace de Lafões et des officiers, il ne reçut pas les pouvoirs qu'on lui avait promis, il n'aboutit à rien et quand la guerre éclata on ne lui confia qu'un commandement secondaire, et pour peu de temps (2).

L'espoir du Portugal résidait donc uniquement dans une armée anglaise de secours que depuis longtemps Pinto avait commencé à réclamer. L'année 1800 avait passé à cette négociation. Les Portugais dénonçaient à Londres les préparatifs inquiétants de l'Espagne et annonçaient des concentrations fantastiques sur leur frontière : en mars, des magasins pour 50.000 hommes, en juillet des rassemblements atteignant 67.300 hommes ; ils demandaient 30.000 Anglais (par exemple ceux d'Abercrombie ou ceux qui venaient d'attaquer le Ferrol), des troupes russes, du blé. Certains jours au contraire Pinto affectait une attitude dégagée afin d'inquiéter le cabinet de Londres, lui reprochait d'avoir agi « peu loyalement » et insinuait qu'il n'était plus besoin d'Abercrombie. Les ministres britanniques à Lisbonne, Walpole, puis à partir de la mi-juin Arbuthnot, ancien surintendant des intérêts anglais en Portugal, écoutaient le tout avec scepticisme, assuraient que le danger n'était pas si grand, communiquaient des lettres rassurantes que le ministre de Suède Adlerberg envoyait de Madrid, et exhortaient le Portugal à faire lui-même

(1) Quelques essais de réformes, confiés à de bons officiers français d'artillerie, émigrés, avaient échoué devant l'hostilité des officiers portugais. Les compagnies de cavalerie étaient au compte des capitaines, qui réalisaient de tels bénéfices sur leur entretien qu'ils refusaient tout avancement. Il n'existait pas d'écoles militaires. Le recrutement était régional, d'où des charges excessives pour les provinces frontalières. Noter l'importance des effectifs théoriques, proportionnellement à une population qui en 1801 était évaluée à 2.894.166 âmes. Il faut ajouter aux effectifs portugais les trois régiments d'émigrés français (à 2.400 hommes chacun environ) dont il a été question plus haut. — Statistique dressée par Peñuelas de Zamora, attaché à l'ambassade de Lisbonne, 18 décembre 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5370. Dépêches à Grenville de Walpole, 23 février 1798, d'Arbuthnot, 1^{er} octobre 1800, 5 janvier 1801, de Frere, 9 février ; à Hawkesbury, de Frere, 7 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 27, 34, 35, 37. CARDINAL PACCA (nonce à Lisbonne de 1795 à 1802), *Notizie sul Portogallo*, 101.

(2) Goltz reçut le commandement de l'armée de Porto et du Nord, où il fut bientôt remplacé par Rozières. — Arbuthnot à Grenville, 8 octobre 1800 ; Frere au même, 16, 26 février : *Record Office*, F. O. 63, 34, 36.

quelques efforts : car il s'était borné à envoyer les officiers rejoindre leurs régiments et à presser pour l'armée les vagabonds de Lisbonne (1).

A la fin de 1800, au moment où Lucien arrivait à Madrid, l'attitude de l'Angleterre devenait moins encourageante encore. Son nouveau ministre, John Hookham Frere, avait débarqué en Portugal avec des instructions (des 4 et 5 octobre) assez désagréables ; pousser le Portugal à armer vigoureusement, lui donner « *a just confidence in its own situation and resources* »,... et confier en grand secret au régent que si l'Autriche faisait sa paix avec la France, l'Angleterre serait obligée de retirer les quelques troupes qu'elle avait à Lisbonne. Grenville n'attendit même pas que cette paix fût chose faite : le 19 novembre 1800, il faisait expliquer au Portugal que la situation s'était améliorée, qu'une invasion française était maintenant rendue impossible par la mauvaise saison et qu'en conséquence sir James Pulteney avait ordre de rembarquer toutes les forces anglaises stationnées à Lisbonne, jusques et y compris deux régiments de dragons qui s'y trouvaient depuis longtemps et que le manque de fourrage pourrait ruiner (2). Signifiée à Pinto de Sousa à l'instant même où Lucien arrivait en Espagne, cette mesure était on ne peut plus maladroite. Sans doute, elle détermina le Portugal à faire quelques efforts pour assurer lui-même sa sécurité ; le cabinet fut remanié (6 janvier) et les pouvoirs concentrés dans la personne du duc de Lafões, nommé premier ministre avec la surintendance de toutes les branches de l'administration, et *Mordomo Mór da Casa Real*, ce qui était la plus haute dignité du royaume ; Rodrigo de Sousa passa aux finances, comme *presidente do Real Erario*, et il y montra de l'activité et du talent ; Almeida reçut les Affaires Étrangères (3). Mais l'Angleterre

(1) La situation du Portugal semblait critique à beaucoup. Louis XVIII s'en inquiétait fort, d'autant plus qu'en août 1798 le Portugal avait recommencé à lui verser secrètement un subside qu'il touchait à Vérone, puis à Hambourg, et qui lui était précieux : « Sans les secours généreux de S. M. T. F., je ne sais trop ce que nous serions devenus. » Louis XVIII à Coigny, août 1798, 27 mars 1800, 10 janvier 1801 (éléments de dépêche) ; Coigny à Louis XVIII, 6, 14 octobre, 4 novembre 1798 : A. E., *France-Bourbons*, v. 609, f. 268 ; v. 621, f. 38. — Walpole à Grenville, 8, 25, 26 mars, 3 mai ; Arbuthnot au même, 23 juin, 2, 9, 24 juillet, 2, 5, 6 août, 3, 9 septembre ; Grenville à Almeida, 12 août ; ? (Adlerberg) à ? (Kantzow), 12 août : *Record Office*, F. O. 63, 32, 33. Biker, XIII, 91, 115.

(2) Grenville à Frere, 4, 5 octobre 1800 et même date, *most secret* ; à Arbuthnot, 19 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 34. L'Angleterre avait également aidé le Portugal par des envois de matériel dont le montant s'éleva pour la période 20 août 1796-1^{er} mai 1801 à 182.999 £ : *ibid.*, 38.

(3) Pinto de Sousa conserva quelque temps l'intérim des Affaires Étrangères. — Arbuthnot à Grenville, 29 septembre, 4 décembre 1800 ; Frere au même, 18 janvier ; Grenville à Frere, 15 décembre ; à Almeida, le 26 ; Pinto au même, le 10 : *Record*

n'avait pas à se féliciter entièrement de ces changements, car Lafões était plutôt tiède à son égard. Surtout, Frere apprit avec un étonnement qui s'il était sincère était bien naïf, que S. M. T. F. dépêchait un agent à Paris pour traiter de la paix ; c'était le chevalier José Maria de Sousa Botelho, ancien ministre à Copenhague. Cette dernière mesure eût pu arrêter les pourparlers que Lucien menait alors avec Godoy en vue d'une action contre le Portugal, mais Pinto tarda à faire partir son émissaire, peut-être à cause des protestations de Frere, si bien que lorsque Sousa arriva à Madrid et essaya de s'entendre avec Lucien il était trop tard : on était au 21 février 1801, la convention de Madrid sur le Portugal était signée depuis le 29 janvier, et Sousa ne put rien faire, pas même continuer sur Paris, car on lui refusa les passeports nécessaires (1).

Le Portugal n'ayant pu empêcher les Français et les Espagnols de s'entendre sur son compte, il lui restait cependant une ressource, celle d'accepter les conditions que d'après la ligne de conduite arrêtée à Madrid les alliés lui proposèrent. Le 6 février 1801, le duc de Frias, ambassadeur de S. M. C., remit au régent une note lui demandant catégoriquement s'il souscrivait aux conditions stipulées dans la convention de Madrid. Mais le prince Jean, malgré l'attitude peu encourageante de l'Angleterre, espérait encore en un secours britannique, et Frias ne reçut qu'une réponse évasive. Il demanda ses passeports, et cette fois les choses se gâtèrent sérieusement. A Madrid, Carvalho était sur des épines ; le roi lui-même lui avait déclaré, en pleine audience diplomatique : « Si l'on ne veut pas faire la paix à Madrid, nous irons la faire à Lisbonne. » La *Secretaria de Estado* considéra que le rejet de son ultimatum du 6 février entraînait la rupture définitive. Le 25, Carvalho fit retirer l'écusson de la porte de l'ambassade. Le 27, Charles IV signa la déclaration de guerre au Portugal, qui fut notifiée le lendemain au corps diplomatique (2).

Office, F. O. 63, 34, 35. *Gazeta de Lisboa* du 13 janvier. TEIXEIRA DE SAMPAVO, *O arquivo histórico do Ministério dos Negócios Estrangeiros*, 18.

(1) Lucien à Talleyrand, 1^{er}, 24 février ; à Cevallos, le 21, et 3 mars : A. N., AF IV 1679 ; A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 22, 26. Frere à Grenville, 5, 24 janvier ; à Pinto, le 4 ; ? (Adlerberg) à ? (Kantzow), le 24 : *Record Office*, F. O. 63, 35, 36. BIKER, XIII, 131, 134, 152.

(2) Ce fut Pizarro, premier oficial à la *Secretaria de Estado*, qui rédigea, très rapidement, le texte de la déclaration de guerre : *Memorias*, I, 197. — Le texte aux A. E., *Esp.*, v. 661, f. 23. Cevallos à Lucien, 28 février : *ibid.*, v. 28 supplément, f. 220. Lucien à Talleyrand, les 1^{er} et 10 : *ibid.*, v. 660, f. 437, 476 ; à Bonaparte, les 7 et 12 : A. N. AF IV 1679. Frias à Pinto, le 6, et réponse du 7 ; Frere à Grenville, le 8 : *Record Office*, F. O. 63, 35. Th. Gregory à W. Gregory, 13 janvier, 27 février : *ibid.*, F. O. 72, 46. BIKER, XIII, 145, 147, 155, 157, 159.

Le Portugal se trouvait de plus en plus compromis, et cela au moment où l'Angleterre se montrait de moins en moins disposée à lui venir en aide. John Hookham Frere apparaissait à Lisbonne tel qu'il devait se montrer trois ans plus tard à Madrid, en des circonstances encore plus graves, peu perspicace, maladroit et brutal. Il poussait à la rupture : comme Frias exprimait le désir de ne pas quitter Lisbonne, même après avoir reçu ses passeports, il craignit que cela n'entretint de faux espoirs d'arrangement et exhorta Pinto à ne point tolérer ce qu'il appelait « *a very serious and dangerous evil.* » Mais en même temps il ne faisait rien pour obtenir en faveur du Portugal l'aide qui lui était si évidemment indispensable. Rodrigo de Sousa ayant sollicité un subside de un million de livres sterling, il traita sa demande de « *extravagant and ridiculous* », la réduisit à 2 ou 300.000 livres, et s'il promit de lui faire obtenir 6 à 800.000 livres de plus, ce fut à titre de prêt seulement, avec intérêt de 6 % et en exigeant comme garantie un lot de diamants. Pinto demandant 10.000 soldats anglais (tous beaux hommes, pour l'effet moral), Frere se borna à transmettre ce désir à son gouvernement sans l'appuyer aucunement — quitte à découvrir enfin, le 18 février 1801, que la situation était grave et qu'il fallait en effet envoyer d'urgence des troupes britanniques. Pour comble, il entra avec le régent lui-même en un conflit oiseux et prolongé à propos du commandement de l'armée portugaise, qu'il voulait absolument faire ôter à Lafões, et il insista de façon si déplacée que le prince finit par lui refuser audience (1). Cette attitude du ministre permettait déjà de prévoir quelle serait celle du cabinet anglais, et pouvait faire regretter aux Portugais la fin de non-recevoir obstinée qu'ils avaient opposée aux demandes franco-espagnoles. Peut-être cependant n'était-il pas trop tard : les attermoissements de Bonaparte, qui faisaient pendant aux leurs, leur donnaient encore le temps de changer de tactique avant que les hostilités fussent engagées. Le régent n'en fit rien, et pour le tirer de son aveugle confiance dans les secours anglais il fallut le refus brutalement définitif que Grenville notifia à Frere le 27 février : « *In the present state of war in Europe*, lui écrivait-il, *it is not in his Majesty's power, consistently with a due regard to the safety of his own Dominion, to appropriate any part of his military force to the assistance of Portugal.* » En conséquence, S. M. T. F. était invitée à signer la

(1) Frere à Grenville, 8, 9, 16, 18, 26 février, 5 mars 1801 ; correspondance de Frere et du régent, février-mars : *Record Office*, F. O. 63, 35, 36.

paix avec la France et l'Espagne, aux conditions les meilleures qu'Elle pourrait (1).

La note anglaise, communiquée au cabinet portugais le 22 mars, souleva de furieuses colères. Lafões se contenta de répéter qu'il avait toujours prédit ce qui venait d'arriver. Mais Almeida déclara à Frere, sans mâcher les mots, « qu'à l'injustice l'Angleterre ajoutait le mépris, et la rupture de ses promesses. » Le plus violent et le plus dur dans ses termes fut l'anglophile avéré qu'était Rodrigo de Sousa : « En violant vos engagements, dit-il, vous nous déliez de ceux que nous avons envers vous, et ce n'est pas là une faveur que vous nous faites, mais une conséquence nécessaire de votre faiblesse ou de votre injustice... J'aurais ressenti moins vivement une déclaration de guerre de la Grande-Bretagne qu'une attitude qui implique tant de dédain et de mépris... Tout ce que nous vous demandions, c'était 4.000 chevaux, 1.000 artilleurs et un bon général, avec des promesses et des démonstrations pour agir sur le moral du peuple. La sûreté du Portugal et son amitié pour la Grande-Bretagne eussent été acquises à bon compte à ce prix... » Et Sousa n'hésita pas à reprocher à l'Angleterre, à cette puissance qui prétendait mener la coalition, « son incapacité et sa dégradation. » Des levées d'hommes furent faites, et d'après les états de solde l'effectif de l'armée monta à 70.000 hommes. En même temps (28 mars), on dépêchait le plus habile diplomate portugais, le mieux au fait des affaires françaises, Araújo de Azevedo, pour négocier la paix, — la paix à tout prix, craignait Frere (2). Mais il était bien tard, et les hostilités ne pouvaient plus être évitées.

LA GUERRE DES ORANGES. — Dans son désir de plaire à Bonaparte, et stimulé qu'il était par Lucien, Godoy avait poussé le plus activement possible les préparatifs de guerre. L'argent manquait, au point que le 30 avril il fallut imposer au commerce de Madrid un emprunt forcé de 15 millions et demi de réaux (3.875.000 francs), mais par ailleurs l'inaction des Portugais, toujours dans l'attente des secours britanniques, procura plusieurs semaines de tranquillité pendant les-

(1) Grenville ajoutait que si malgré tout le Portugal voulait résister, on lui accorderait un subside de 300.000 £ et un prêt de 500.000 £ : à Frere, 27 février, *ibid.*, F. O. 63, 36.

(2) Frere à Grenville, 22, 28 mars 1801 : *ibid.*, F. O. 63, 36. BIKER, XIII, 161.

quelles on put procéder aux concentrations. A la fin d'avril 1801, les corps destinés à agir contre le Portugal étaient prêts, officiellement du moins. Sur le papier, ils comptaient 55.000 hommes, mais 34.000 seulement en pratique, à l'estimation de Gouvion Saint-Cyr. Quant à leur qualité, leurs auxiliaires français la trouvèrent médiocre, et Gouvion Saint-Cyr fait de l'armée espagnole un portrait peu flatté : « Elle est sans aucune espèce d'instruction, sans aucune espèce de confiance dans la presque totalité de ses chefs et même de ses officiers subalternes. Elle est mal nourrie, mal payée, l'infanterie est dénuée de toute espèce de vêtement et dans un état qui fait pitié. Le matériel d'artillerie est assez mauvais ; il n'y a ni chevaux ni mulets pour le traîner, point de charretiers pour le conduire. » D'autres témoignages sont dans la même note, mais les quolibets ont toujours été de rigueur entre soldats alliés, et Leclerc, lui, comprit mieux les possibilités de l'armée espagnole : « Le soldat est bon et s'il était bien commandé il ferait de grandes choses. » Au vrai, il semble que le désordre qui marqua cette campagne ait été dû essentiellement au manque de magasins et surtout d'attelages (1). Quant aux généraux, l'armée eût été mal venue à se plaindre, puisqu'elle avait à sa tête Godoy lui-même. Le prince de la Paix, pour ses débuts d'homme de guerre, était bien flanqué de Gouvion Saint-Cyr, mais il avait vu sans plaisir arriver ce mentor, il resta toujours à son égard défiant autant qu'aimable et il ne suivit point ses avis. Il était pour cela trop persuadé de ses propres talents militaires. « Il suffit, écrivit-il au roi après les premiers succès, que V. M. sache ce dont est capable son armée, et juge si en Roussillon [en 1793-1795] on a fait tout le possible. Plût à Dieu que j'y fusse allé quand je l'ai demandé à V. M. Mais n'y pensons plus. » Bientôt il ne cacha pas que Bonaparte lui-même ne le valait point : « Bonaparte n'est pas le maître de la guerre... » Ce qui ne l'empêchait pas, on l'a vu, de désirer avec impatience l'arrivée des Français : l'entrée de ceux-ci en Espagne, en avril, fut accueillie avec soulagement (2).

(1) Rapports à Bonaparte de Gouvion Saint-Cyr, 16 mai, Le Brun, 20 mai, Leclerc, 5 juillet : A. N., AF IV 1604. Godoy à Charles IV, 15 mai 1801 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Cédule sur l'emprunt forcé : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 102. *Historia de la guerra... contra Napoleón Bonaparte*, appendice.

(2) Un monument d'éloquence militaire est la proclamation où entre autres choses Godoy instruisit ses troupes d'une ruse jadis employée par l'ennemi : « Il savait faire le mort... et à peine nos bataillons se retiraient-ils, regardant avec compassion les ravages qu'avait faits notre valeur, que ces pseudo-cadavres se relevaient et les attaquaient par derrière, de sorte que personne, général ou soldat, n'échappa à leur perfidie. » — Lucien à Talleyrand, 1^{er}, 17 mars : A. E., *Esp.*, v. 661, f. 33, 82 ; à

L'avant-garde de Leclerc quitta Saint-Jean-de-Luz et passa la frontière du 16 au 18 avril 1801. On pourrait donc penser que les attermolements de Bonaparte avaient pris fin à cette époque, et que les raisons qu'il avait de retarder l'expédition n'existaient plus. Mais en réalité il s'était arrêté à un moyen terme. Le 18 mars, il avait bien donné l'ordre de faire filer sur Bayonne la première brigade du corps d'observation de la Gironde. Mais en même temps il prenait à l'égard de la seconde brigade des dispositions singulières : il la dirigeait dans le plus grand secret sur Rochefort, la mettait sous les ordres de l'amiral Bruix, la faisait tenir prête à s'embarquer afin, disait-il, de la faire transporter sur les côtes de Galice et de la joindre à l'armée espagnole qui devait menacer le Portugal par le nord. Un plan aussi étrange et d'une exécution aussi risquée surprend au premier abord ; mais lorsqu'on voit qu'avec cette brigade de 3.200 hommes on embarque 6.000 fusils, 2.000 sabres et 1.000 paires de pistolets, on en vient vite à se demander si sa destination réelle n'est pas Aboukir bien plutôt que le Ferrol et si, suivant le plan déjà exposé, Bonaparte n'utilisait pas l'expédition de Portugal comme paravent de l'expédition d'Égypte. De même, parmi les forces qui entreront en Espagne avec Leclerc, il y a trois bataillons qui sont destinés, non pas à l'Estremadoure, mais à Cadix, où ils formeront la garnison de l'escadre Dumanoir. Enfin, les ordres donnés à Leclerc le 1^{er} avril sont d'une mollesse singulière : après avoir passé son avant-garde en revue à Bayonne, Leclerc doit la laisser s'enfoncer seule pendant huit à dix jours en Espagne, et pendant ce temps retourner à Bordeaux afin d'organiser les autres corps. Quand on compare ces lenteurs avec l'activité trépidante dont Napoléon fit preuve en 1807 pour organiser l'expédition de Junot, on ne peut s'empêcher de penser qu'il faisait entrer quelques demi-brigades en Espagne pour donner satisfaction à la cour de Madrid, mais que son plan d'ensemble, dicté par la situation politique générale, subsistait dans ses grandes lignes : ne pas engager trop vigoureusement les troupes françaises contre le Portugal et ne pas faire trop de bruit de ce côté (1).

Bonaparte, s. d. (fin février) : A. N., AF IV 1679. Le Brun au même, 5 avril, *ibid.*, 1604. Gouvion Saint-Cyr à Godoy, 26 mai, *ibid.* Th. Gregory à W. Gregory, 10 février : *Record Office*, F. O. 72, 46. Godoy aux Reyes, 26 mai, 13 juin : *A. Histórico N.*, c. 2821. ESCOQUIZ, *Memorias*, 290.

(1) Ceci est à rapprocher des instructions si curieusement bénignes du 2 mars : Charles IV pourra ne pas occuper les provinces portugaises prévues, à condition d'obtenir la livraison des vaisseaux portugais qui ont opéré contre l'expédition d'Égypte : à Talleyrand, *Corr.*, 5426. Sur la destination réelle de la brigade envoyée à

L'armée de Leclerc était composée de troupes venant d'Italie et du Rhin. Au 10 avril, elle comptait 17.796 hommes et 2.841 chevaux ; ce nombre parut suffisant à Gouvion Saint-Cyr. Des précautions assez minutieuses avaient été prises afin d'éviter tout incident : Bonaparte avait eu soin de ne mettre que des brigadiers sous les ordres de son beau-frère, divisionnaire depuis peu de temps, et il avait recommandé de respecter « les coutumes et préjugés » des Espagnols ; Leclerc expliqua donc lui-même à chacun des corps qu'il convenait d'observer une parfaite retenue sur le chapitre des pratiques religieuses ; le général Monnet, commandant l'avant-garde, rendit visite aux évêques et envoya les musiques des demi-brigades à la messe, les jours de grande fête (1). L'avant-garde, forte de 4.000 hommes, était suivie à dix jours de distance par la deuxième division, d'un effectif égal. La troisième division partit de Perpignan le 17 mai ; on essaya de la porter sur Burgos par l'Aragon, mais les premières troupes furent accueillies à coups de pierre par la population et l'on dut faire passer le reste par Bayonne. Le 20 mai, l'avant-garde était à Ciudad Rodrigo, où Gouvion Saint-Cyr la rejoignit ; le 25, il y avait 13.000 Français en Espagne, dont 7.500 étaient arrivés à Salamanque. Le 2 juin, Leclerc, toujours à Bayonne, apprit que les hostilités avaient commencé, mais quand il parvint à Badajoz, le 11, elles étaient déjà finies : le corps auxiliaire français n'avait pas tiré un coup de fusil (2).

C'est dire que Godoy avait mené les choses rondement, ou plus exactement que les Portugais avaient fait la guerre sans beaucoup de conviction : il paraît que Lafôes, leur généralissime, déclara un jour « qu'il ne pouvait regarder les Français et Espagnols comme des ennemis, puisque leur seul objet était de désarmer les Anglais » (3). Les opérations commencèrent le 19 mai 1801. Godoy était plein d'une ardeur guerrière : « Il est prouvé que le raisonnement n'a aucun effet

Rochefort, cf. tous les ordres pour une expédition lointaine donnés à Bruix et Forfait, 13 mars, 1^{er}, 11, 18 avril : *Corr.*, 5460, 5496, 5521, 5539. — A Berthier, 18, 19 mars : 1^{er} avril ; à Leclerc, 1^{er}, 13 avril : *Corr.*, 5471, 5474, 5493, 5494, 5530. A Lucien, 18, 19 mars, 1^{er} avril : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 22, 23.

(1) La 37^e demi-brigade, venue du Rhin et très attachée à Moreau, se signala par son mauvais esprit et ses sentiments anti-bonapartistes ; le 6 juillet, elle s'était déjà mutinée deux fois et avait perdu par désertion 700 hommes sur 2.200. Leclerc se sentait peu sûr dans son commandement, et la présence de Gouvion Saint-Cyr l'inquiétait. — Leclerc à Lucien, 18 mars : A. E., *Esp.*, v. 27 supplément, f. 204 ; à Bonaparte, 19 avril, 6 juillet : A. N., AF IV 1604 ; Gouvion Saint-Cyr au même, 15 mai, et situation des corps au 10 avril : *ibid.* Bonaparte à Leclerc, 1^{er}, 13 avril : *Corr.*, 5494, 5530. THIÉBAULT, *Mémoires*, II, 202.

(2) Rapport à Napoléon, vers octobre 1807, sur l'expédition de Portugal, d'après la correspondance de Leclerc : A. N., AF IV 1604.

(3) Frère à Hawkesbury, 13 juin 1801 : *Record Office*, F. O. 63, 37.

sur ce peuple [les Portugais] et qu'on ne peut attendre de résultats que de la force. Je vais, Sire, chercher la paix. » Dès le 20, il entonnait un chant de triomphe : « Il est neuf heures du soir et me voici de retour, ayant poussé en avant 30.000 hommes depuis trois heures du matin. Le Roi est maître d'Olivenza ; Yelves et Campomayor ont été sommés de se rendre. Les Portugais sont enfermés dans leurs murailles et ont perdu 3.000 hommes contre 100 Espagnols seulement. Une quantité de gros et de petit bétail est tombée entre nos mains et j'aurais pris les deux places si nous avions eu quelques pièces de gros calibre, mais mon armée n'en possédait pas. Je suis ravi des troupes, on n'entend que des vivats, jamais elles n'ont autant vu leurs chefs au milieu d'elles. » C'est sur les glacis d'Yelves que les soldats cueillirent, pour les envoyer au prince de la Paix, ces branches d'orangers chargées de fruits qui ont donné à cette guerre son nom, ou plutôt son sobriquet. La suite des opérations fut plus difficile, en raison du désordre qui ne tarda pas à régner. Mais Godoy ne se décourageait pas : « *Todo me falta*, disait-il, *pero sin nada me iré á Lisboa.* » Le 29 mai, une division portugaise fut battue à Arronches. Puis Portalegre et Castelvide tombèrent ; enfin, le 6 juin les Espagnols reçurent la capitulation de Ouguella et de Campomayor (1). Godoy arrêta là ses troupes : car déjà les négociations étaient entamées, et Lucien et lui ne songeaient plus qu'à faire la paix, et à la faire vite.

VII

LES TRAITÉS DE BADAJOZ ET DE MADRID

LES TRAITÉS DE BADAJOZ. — En donnant à Leclerc l'ordre d'entrer en Espagne, Bonaparte était déjà à demi sorti de la politique d'atermoiements où il s'était cantonné depuis la signature de la convention de Madrid. Les événements ne tardèrent pas à le pousser plus avant encore, et au moment où les hostilités commençaient sur la frontière d'Estrémadoure il avait perdu toute idée de ména-

(1) Godoy à Lucien, 20 mai 1801 : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 104 ; aux Reyes, les 5, 25 : A. *Histórico N.*, c. 2821. LEMA, *Antecedentes*, 167-181. Sur la part que les régiments émigrés français prirent à cette campagne, détails amusants dans ROCHECHOUART, *Souvenirs*, ch. II. La campagne de 1801 rappelait sur bien des points celle de 1762 : cf. ROUSSEAU, *Charles III*, I, 74-82.

gements à l'égard du Portugal. Une série de mécomptes venait en effet de changer pour lui la face des choses. L'Égypte était perdue : Menou avait été battu le 21 mars à Canope et sa capitulation n'était plus qu'une question de semaines. Or dans les pourparlers engagés le 21 mars avec Hawkesbury, le fait que les Français tenaient toujours le Delta avait pesé d'un grand poids. Il était donc essentiel de compenser l'abandon de l'Égypte, et ce ne pouvait être que par l'occupation de quelques provinces portugaises. Par ailleurs, le tsar Paul 1^{er}, ami de Bonaparte, avait été assassiné le 23 mars, et son successeur Alexandre se montrait à l'égard de la République d'une froideur significative : plus n'était donc besoin de ménager le Portugal afin de ne pas froisser la Russie (1). Inutile également de le ménager pour ne pas effaroucher la ligue des Neutres : car celle-ci n'existait plus, dissoute par la mort de Paul 1^{er} et par la prise de Copenhague par Nelson. Ainsi donc, plus de modération à affecter en Europe, et nécessité de se nanter de gages pour les négociations de paix : double raison pour Bonaparte d'abandonner toute idée de modération vis-à-vis du Portugal.

Alors que le canon espagnol battait encore Campomayor, la négociation d'Araújo à Lorient vint montrer fort clairement que le Premier Consul regardait maintenant cette guerre, et surtout la paix qui suivrait, comme une affaire très sérieuse. Le 11 mai 1801, la frégate portugaise *Thétis*, battant pavillon parlementaire, entra en rade de Lorient. Elle avait quitté Lisbonne le 19 avril, ayant à son bord Araújo de Azevedo, qu'elle devait déposer dans un port français d'où il gagnerait Paris pour négocier la paix. Le soin qu'avait pris Araújo de ne pas passer par l'Espagne était significatif ; il savait que Lucien et Godoy l'auraient empêché de poursuivre son voyage, et il ne voulait point s'arrêter à négocier avec eux, craignant d'avoir à payer à trop haut prix la médiation de S. M. C. (2). Le préfet maritime de Lorient était le contre-amiral Decrès, le futur ministre de la marine, qui rendit compte aussitôt à Paris. Bonaparte n'hésita pas : négocier avec Araújo, c'était blesser mortellement Lucien, qui avait l'assurance qu'on ne traiterait que par lui, et surtout c'était irriter

(1) Effectivement, l'expédition de Portugal irrita Alexandre. C'était, dit-il, « un malheur », parce que « offrant au gouvernement français de nouvelles ressources et livrant une nouvelle proie au génie malfaisant de la Révolution » : instructions à Markoff, 9 juillet, dans SOREL, *L'Europe et la Révolution Française*, VI, 151.

(2) Frère à Grenville, 16 avril : *Record Office*, F. O. 63, 36. Araújo à Lucien, le 15 ; à Talleyrand, Lorient, 12 mai : A. E., *Port.*, v. 122, f. 177, 189. Pinto à Araújo (instructions), 10 avril ; à Cevallos, etc. : BIKER, XIII, 166, 167, 169, 185.

profondément l'Espagne ; mais c'était aussi la possibilité d'obtenir très vite la paix, et peut-être aux conditions souhaitées. Talleyrand crut devoir rappeler les promesses faites à Lucien, mais Bonaparte répondit par cette phrase lapidaire : « Le Premier Consul pense que l'État va toujours avant les considérations particulières », et Maret reçut ordre de préparer, d'urgence et en grand secret, des pleins pouvoirs pour Decrès, à qui la négociation était confiée. En la menant à Lorient plutôt qu'à Paris, on se préparait une retraite plus facile en cas de désaccord : et le désaccord fut immédiat. Decrès avait ordre d'exiger l'embargo sur tous les navires britanniques stationnés en Portugal, la livraison des vaisseaux qui avaient opéré contre l'expédition d'Égypte, une indemnité de 20 millions de livres et surtout l'occupation par les troupes alliées des trois provinces de Tras Os Montes, Beira et Entre Douro e Minho ; les pourparlers ne devaient pas durer plus de six jours (1). Ainsi apparaissait clairement la tactique de Bonaparte dans les affaires de Portugal : se munir de gages qui pussent servir de monnaie d'échange avec l'Angleterre.

Araújo repoussa ces conditions. La fermeture des ports à la marine britannique et l'occupation des provinces entraîneraient aussitôt, expliqua-t-il, la guerre avec la Grande-Bretagne. « Le Portugal est placé entre deux terreurs », disait Talleyrand, mais celle des escadres anglaises était la plus forte. Les six jours passés, Talleyrand en accorda deux autres, tâchant de convaincre Araújo par l'exemple de Naples et de la Sardaigne ; ce nouveau délai n'amena rien. « La chute du Portugal ne fera qu'enrichir l'Angleterre », répondait Araújo, et il ne signa pas. On était au 29 mai. Des négociations allaient certainement s'ouvrir en Espagne, et la présence à Lorient de l'envoyé de Pinto devenait inutile et même nuisible. On le fit comprendre à Araújo qui se rembarqua le 11 juin ; il se rendait à La Corogne pour demander de là, si possible, de nouvelles instructions à sa cour (2).

Talleyrand s'était naturellement bien gardé de dire à Lucien ce qu'on faisait au juste à Lorient. Il lui avait écrit, le 13 mai, que Bonaparte s'était refusé à traiter ailleurs qu'à Madrid et que la mission

(1) Talleyrand à Bonaparte (et réponse marginale), à Maret, *très secret*, et à Decrès, 13 mai : A. E., *Port.*, v. 122, f. 194, 195, 196. Bonaparte à Talleyrand, 13 mai : *Corr.*, 5562.

(2) Correspondance entre Bonaparte, Talleyrand, Araújo et Decrès, 18 mai-11 juin : A. E., *Port.*, v. 122, f. 200, 205-210, 212, 214, 218, 226, 237, 241, 256, 267.

d'Araújo n'avait pas été reconnue par la France (1). Lucien, qui avait eu grand-peur de voir la négociation lui échapper, fut un peu rassuré. Pourtant, il lui restait quelques inquiétudes ; il savait que le chevalier de Virdo, secrétaire d'Araújo, était parti incognito pour Paris ; il savait qu'Araújo avait écrit à Talleyrand et peut-être à Azara ; il savait surtout que le ministre des Relations Extérieures était tout prêt à lui jouer un tour et s'efforceraient d'autant plus de lui arracher la négociation qu'elle pouvait être fructueuse pour les négociateurs (2). Que ce dernier point de vue fût l'essentiel pour Lucien, il n'y a pas témérité à le croire : sa correspondance avec Godoy est instructive à cet égard. Bien avant le commencement des hostilités, tous deux avaient tracé leur plan de conduite : on en viendrait effectivement aux coups de canon, pour que la chose ne sentît pas trop la comédie, mais dès les premiers succès on arrêterait les opérations, on traiterait sur place, et très vite, et l'on accorderait aux Portugais une paix avantageuse. Car des stipulations prévues par la convention de Madrid Lucien se souciait peu maintenant : si le prince Jean consentait à fermer ses ports aux Anglais, « nous pourrons, dit-il, nous désister de quelqu'une de ces conditions, en échange d'autres moins répugnantes à S. M. T. F. » (3). Il serait naïf de croire que c'était par pure sympathie envers le Portugal que Lucien montrait de si bonnes dispositions à son égard.

Pour que ce plan réussît, il était essentiel que tout allât très rapidement, et que tout se passât exclusivement entre le prince de la Paix et l'ambassadeur. Aussi ce dernier ne cessait-il de harceler son ami : « Il faut que les négociations soient courtes et pour ainsi dire militaires... En avant !... Dans votre position il serait déshonorant que quinze jours après votre départ de Madrid vous n'eussiez pas dans votre camp un plénipotentiaire, autre qu'Araújo... Admettez les négociations, mais en prenant bien garde qu'elles aient lieu sous votre tente... » Aussi, lorsque Godoy l'avisa que les Portugais demandaient à traiter, Lucien se précipita-t-il à Badajoz, où il arriva le 27 mai 1801 (4).

(1) Talleyrand à Lucien, 13, 29 mai 1801 ; plus tard (28 juin), Talleyrand fut plus explicite : A. E., *Esp.*, v. 27 supplément, f. 300 ; v. 661, f. 273 ; *Port.*, v. 122, f. 275. Bonaparte à Lucien, 15 mai : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 25.

(2) Lucien à Bonaparte, 21 mars, 4 avril 1801 : A. N., AF IV 1679.

(3) Textes cités dans LEMA, *Antecedentes*, 142-148, et dans IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 82.

(4) Lucien à Cevallos, 12, 20 mai 1801 : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 51, 57. LEMA, *Antecedentes*, 158-159.

Après quelques pourparlers avec Lafões, qui n'avaient servi qu'à faire perdre du temps, Godoy avait été informé que Pinto de Sousa allait se présenter à son quartier-général, avec des pouvoirs du prince régent pour traiter. Lucien était déjà là quand eut lieu la première conférence, le 29 mai. Sur la conduite de l'ambassadeur français au cours de ces négociations nous possédons le témoignage de Pinto et celui de Godoy dans ses lettres aux *Reyes* (celui de l'intéressé ne saurait être retenu un instant). A en croire le favori, Lucien fit preuve d'un cynisme déconcertant. « Lucien, écrit-il, a ordre de demander 15 millions de livres pour son gouvernement, et il en a demandé 30 comme entrée en matière. Comme je lui faisais remarquer l'énormité de cette somme, il descendit à 25 et me dit : *Quinze pour le gouvernement et dix pour nous... Il faut saisir des occasions pareilles, car elles ne se présentent pas tous les jours... Vous n'avez que deux millions de rente ; moi, j'en ai quatre, que j'ai faits en une seule année de ministère, et jusqu'à ce que j'en aie douze il faut utiliser tous les moyens...* Ce diable-là fait déjà ses comptes en diamants et en argent, de sorte qu'à l'exception des conditions *sine qua non* qu'il a ordre d'observer, toutes les autres pourraient être modifiées sans difficulté moyennant de l'argent » (1). Peut-être les prétentions de Lucien furent-elles un peu plus enveloppées que ne le dit son ami, mais quant au fond elles devaient se ramener à cela. Nous possédons d'ailleurs dans la correspondance de Pinto de Sousa une autre preuve de la forfaiture de l'ambassadeur. Celui-ci ne redoutait qu'une chose : recevoir de son gouvernement, avant que le traité fût signé, des instructions qui ne lui permettent plus la concession sur laquelle il prétendait édifier sa fortune, la renonciation à l'occupation des provinces portugaises : « Il dit, écrivait Godoy, qu'il nous faut vite faire la paix *afin d'éviter de nouvelles difficultés dans le cas où ses ennemis à Paris voudraient profiter de l'occasion* » (2). Le prince de la Paix trouva le moyen de le rassurer : en présence de Pinto, il lui expliqua que si de pareilles instructions arrivaient avant la signature, on pourrait n'en pas tenir compte, quitte à antidater ensuite le traité et à prétendre qu'il était déjà conclu à l'arrivée du courrier. Après avoir hésité, Lucien accepta, en demandant le plus inviolable secret. Effectivement, le courrier qu'on redoutait entra à Badajoz le 7 juin, vers le milieu de la journée :

(1) « Cette affaire des millions de l'ambassadeur de France est un scandale, répondit la reine. Et dire qu'il faut dissimuler ! » Godoy aux *Reyes*, 1^{er} juin 1801 : dans LEMA, *Antecedentes*, 185-187.

(2) Aux *Reyes*, 27 mai 1801 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

les instructions qu'il apportait étaient du 28 mai, mais il avait fait près de Merida une chute de cheval où il s'était cassé le bras, d'où son retard. Lucien lut les dépêches à Godoy et à Pinto : elles contenaient bien ce que tous trois craignaient, l'ordre formel d'exiger l'occupation des provinces portugaises. Ils se mirent alors aux conférences avec un redoublement d'activité, et à onze heures et demie du soir ils étaient d'accord : Pinto signa le lendemain 8 juin. Restait à antidater le traité, ce qui était chose facile : on le porta du 6 juin 1801, veille de l'arrivée des nouvelles instructions (1).

Quand bien même la malhonnêteté de Lucien ne résulterait pas des témoignages de ses partenaires, elle apparaîtrait dans les conditions auxquelles il souscrivit. Il n'y était en rien question de la stipulation essentielle qu'on avait convenue avec l'Espagne dans l'acte de Madrid, l'occupation des provinces portugaises. S. M. T. F. se tirait d'affaire simplement en acceptant de fermer ses ports aux Anglais, de céder à la France une portion de la Guyane, d'accorder aux marchandises françaises, particulièrement aux draps, le traitement de la nation la plus favorisée, et de payer 15 millions de livres en 15 mois ; en échange, la République garantissait à la paix l'intégrité des possessions portugaises. L'Espagne recevait Olivenza (2). Pour Lucien, le tour était joué. Restait à voir ce qu'allait en dire Bonaparte.

LA CRISE DE JUIN-SEPTEMBRE 1801. — La colère du Premier Consul, lorsqu'il connut le traité de Badajoz, fut très vive. Dans ses lettres personnelles à son frère, il garda encore quelque modération de style : « Je ne vous ai pas dit ce que je pensais de votre traité de paix, parce que je n'aime pas dire des choses désagréables [!]... Je me suis convaincu par toutes vos lettres que vous êtes bien loin de sentir

(1) Pinto de Sousa au régent, 9 juin 1801 : dans BIKER, *Suplemento à Collecção...*, XIII, 259. Son récit est confirmé par le fait que Godoy, qui écrivait journellement aux *Reyes*, ne les informa que le 8 de la signature de la paix, avec fort peu de détails sur les ultimes pourparlers : *A. Histórico N.*, c. 2821. Lucien à Bonaparte et à Talleyrand, 7 juin : *A. N.*, AF IV 1679 et *A. E.*, *Port.*, v. 121, f. 259. Talleyrand à Lucien, 28 mai : *ibid.*, *Esp.*, v. 661, f. 269. Pour le détail des négociations, voir dans BIKER, XIII, 213-259 toutes les dépêches de Pinto et les concessions croissantes du régent. Cf. aussi dans LEMA, *Antecedentes*, une réfutation minutieuse des *Mémoires* de Godoy (qui ne méritaient peut-être pas tant d'honneur) et l'exposé des manœuvres par lesquelles le favori parvint à convaincre ses souverains de la nécessité de signer la paix à des conditions aussi peu avantageuses. L'exposé de IUNG, II, 87, est inexact.

(2) Texte dans FERREIRA, *Collecção dos Tratados*, IV, 134.

toute la force, toute l'obstination même, qu'il faut mettre dans une négociation... Des affaires de cette importance ne sont pas des jeux d'enfants... » Mais par la voie officielle il fit dire à Lucien tout ce qu'il pensait. « Je vous expédie, écrivit-il à Talleyrand, la copie du magnifique traité que nous a fait notre ambassadeur. Je vous prie de lui faire connaître, par un courrier extraordinaire, que ce traité est contraire à ses instructions, contraire au traité fait avec l'Espagne, contraire aux intérêts de la République et tout à fait dans ceux de l'Angleterre... Que ce traité est un coup inattendu que le Premier Consul regarde comme un des revers les plus éclatants qu'il ait éprouvés dans sa magistrature... Que cela déshonore entièrement le cabinet et que j'aimerais mieux, pour l'honneur de ce gouvernement, avoir perdu une province que de ratifier ce traité. Que mon nom n'est accoutumé à se trouver qu'à des choses utiles pour la nation et honorables pour le peuple français... » (1) De fait, les conditions accordées par Lucien étaient inconcevables : non seulement il n'avait pas donné à son gouvernement, en faisant occuper les provinces portugaises, les gages qui étaient nécessaires pour la paix, mais encore il avait garanti les possessions de S. M. T. F. Comme le lui écrivait son frère, « c'est justement renverser la question : nous voulons des compensations vis-à-vis de l'Angleterre et vous en donnez à cette puissance, qui pourrait s'emparer de quelques possessions portugaises. » Précisément, le cabinet de Londres se disposait à occuper Goa, dans l'Inde, et à envoyer 1.200 hommes sous le colonel Clinton prendre possession de Madère (2) : il faudrait donc, à la paix, faire des concessions pour recouvrer ces deux territoires ? — Talleyrand mit en forme diplomatique, et probablement avec un plaisir secret, les paroles fulminantes du Premier Consul. Lucien était invité à regarder le traité de Badajoz comme nul et à rouvrir les pourparlers avec les Portugais pour en obtenir un autre qui comportât les gages indispensables : « Il est impossible de compter sur les grandes restitutions que nous avons à attendre pour nous et nos alliés si nous n'avons rien à restituer sur le continent. Et tout étant aujourd'hui pacifié, il ne reste plus à prendre et à offrir que des provinces portugaises. » En même temps, ordre était envoyé à Gouvion Saint-Cyr d'accélérer la concentration des troupes françaises et, avec l'appui d'une division

(1) Bonaparte à Lucien, 17, 22 juin 1801 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 29, 32 ; à Talleyrand, le 15 : *Corr.*, 5604.

(2) Hawkesbury ordonna le 30 juin 1801 à Frère d'en informer le cabinet portugais : *Record Office*, F. O. 63, 37.

espagnole qu'il obtiendrait de Godoy, d'occuper Porto et le nord du Portugal (1).

Après la signature du traité de Badajoz, Lucien et Godoy s'attendaient bien à la colère de Bonaparte et tous deux prirent leurs dispositions en conséquence, le premier fort habilement, et le second avec une parfaite maladresse. Pour Lucien, il était évident que la meilleure solution eût été de quitter l'Espagne au plus tôt et de passer à un autre, avec l'ambassade, le soin d'arranger les affaires ; dès le 7 juin, lendemain du jour où il était censé avoir signé la paix, il commença à préparer les voies dans ce sens : « Ma faveur politique et individuelle [à la cour d'Espagne] commence à me peser : rappelez-moi vite : j'ai trop réussi dans cette cour : il est temps pour votre frère de battre en retraite... le métier est trop épineux... » Mais en même temps il avait soin d'afficher un dévouement touchant aux intérêts de la République : le Premier Consul voulait un nouveau traité, donc une nouvelle guerre ? Lucien s'offrait à la mener en personne : « Je dirigerai tout ici et ne quitterai pas le prince. Saint-Cyr est peu courtisan, il ne se plie pas aux formes, il ne peut alors diriger efficacement les affaires » (2). En écrivant ces lignes, Lucien savait bien quelle circonstance l'empêcherait de mettre à exécution son offre, dans le cas véritablement peu probable où Bonaparte l'accepterait : l'Espagne ne voulait plus entendre parler de guerre et s'en tenait au traité qu'elle venait de signer ; Godoy déclara très nettement « que LL. MM. ne reviendraient pas de la paix de Badajoz », et Lucien s'en montra vraiment désolé : « Je m'attendais à des difficultés, mais non à une réponse aussi positive. » Le traité hispano-portugais fut effectivement ratifié le 5 juillet, le corps diplomatique aussitôt informé, le Conseil de Castille chargé de faire publier la nouvelle dans tout le royaume. Et voici que le troisième partenaire ne montrait pas moins de mauvaise volonté à revenir sur le résultat acquis : Pinto informait l'ambassadeur de France que le prince Jean était « fermement résolu à s'ensevelir sous les ruines de son trône » plutôt que de souscrire aux nouvelles conditions (3). Cette situation était déplorable, Lucien en convenait ; mais elle ne lui était vraiment pas imputable, car il n'avait jamais eu d'autres instructions

(1) Talleyrand à Lucien, 16 juin (une officielle et une personnelle) et 17 juin : *A. N., Esp.*, v. 27 supplément, f. 344, 350, 362. Bonaparte à Berthier, le 16 : *Corr.*, 5605.

(2) A Bonaparte, 7, 8 juin 1801 : *A. N., AF IV* 1679.

(3) Cf. Pinto au régent et à Lucien, 26 juin 1801 : *BIKER*, XIII, 275, 280.

que d'obtenir la fermeture des ports, et il l'avait obtenue : « Pendant les conférences de Badajoz je n'ai pas eu d'autres règles ; les ordres ultérieurs sont arrivés le lendemain de la signature. J'ai donc traité et dû traiter sur ces règles... J'ai obtenu les limites de la Guyane et l'introduction des draps français... J'ai donc signé avec une satisfaction profonde. Le lendemain, j'ai reçu vos nouvelles instructions. Il était trop tard : je ne pouvais pas courir après le traité... » Il ne restait donc à Bonaparte qu'à excuser son frère et à le rappeler, car Lucien ne pouvait plus servir de rien à Madrid : ses rapports personnels avec les souverains et avec Godoy lui interdisaient d'entraîner cette cour par la crainte, seule diplomatie qui nous reste en Espagne. — « Un courtisan en faveur en peut plus vous servir, assurait-il, il faudrait un proconsul... Il m'est impossible de prendre le ton qu'il faudrait désormais avec cette cour, impossible... Une deuxième disgrâce apparente comme la première ne m'effraye pas davantage, je la sollicite, puisqu'elle est indispensable à la réussite de vos nouveaux projets » (1). Bonaparte n'alla pas jusqu'à procurer à son frère ce suprême succès qu'eût été un rappel. « Il faut que vous restiez en Espagne », lui répondit-il. L'habile tactique de Lucien lui permit du moins de se tirer d'affaire. Bonaparte était parfaitement au courant de sa forfaiture (« Ratifierai-je, disait-il, pour que ce coquin empoche cinq millions ? »), mais il n'en laissa rien paraître (2). Lucien fut seulement contraint, bien que la tâche ne lui sourît guère, de sauver ce qui pouvait l'être encore dans les affaires portugaises, et le 25 juillet 1801 il avisa officiellement Godoy qu'il était chargé de « réformer quelques articles » du traité de Badajoz (3).

La réponse que le prince de la Paix lui envoya le lendemain fut un tel monument d'insolence que lorsqu'elle eut été transmise à Paris Azara n'osa pas se présenter devant le Premier Consul, et que malgré ses prières Talleyrand refusa tout net de lui préparer les voies. C'est que le favori avait singulièrement évolué depuis l'époque où pour plaire à Bonaparte il acceptait le principe de la guerre con-

(1) Cevallos à Lucien, 5 juillet : A. N., AF IV 1679. Lucien à Bonaparte, 7, 13, 17, 28, 29 juin, 2 juillet : *ibid.* ; à Talleyrand, les 7 (officielle et personnelle), 8 et 28 juin, 2, 9 juillet : *ibid.*, et A. E., *Esp.*, v. 661, f. 283, 314, et *Port.*, v. 121, f. 259, 263, v. 122, f. 277.

(2) On peut penser que Talleyrand et Azara s'étaient chargés d'éclairer Bonaparte. D'ailleurs, une lettre de Lucien au Premier Consul du 7 juin (A. N., AF IV 1679), où il protesta de son intégrité, laisse à penser que même avant cette affaire Bonaparte connaissait la vénalité de son frère en Espagne. — LEMA, 227.

(3) A. E., *Esp.*, v. 27 supplément, f. 346.

tre le Portugal. Peut-être avait-il été blessé de l'échec d'un projet que Lucien, la reine et lui ébauchèrent ensemble en mars et avril 1801. Le premier avait mis en avant l'idée d'un mariage entre Bonaparte et une fille des *Reyes*, l'infante Isabelle ; si extraordinaire que cela puisse paraître, Marie-Louise et le prince de la Paix avaient accueilli avec faveur cette étrange idée. Mais le premier Consul ne voulut rien entendre : « Si j'étais dans le cas de me marier encore une fois, aurait-il dit à Volney, ce n'est pas dans une maison en ruine que j'irais chercher une femme. » Il se peut que ce refus ait commencé à indisposer le favori (1). Il est plus certain toutefois qu'il fut blessé par un mot très dur que Bonaparte eut sur lui le 9 avril. Depuis longtemps, Lucien importunait son frère pour qu'il envoyât au prince de la Paix, en témoignage d'estime, son portrait enrichi de diamants ; le 1^{er} avril, à l'occasion des récentes conventions, il lui renouvela sa demande. C'est alors que Bonaparte répondit par la phrase bien connue : « Je n'enverrai jamais mon portrait à un homme qui tient son prédécesseur au cachot et qui emploie les moyens de l'Inquisition. Je puis m'en servir, mais je ne lui dois que du mépris. » D'après le commentaire dont Talleyrand accompagna cette aménité, elle n'était destinée qu'à arrêter les poursuites engagées contre Urquijo, dont Bonaparte n'oubliait pas qu'il avait consenti à envoyer l'escadre espagnole à Brest. Lucien le comprit, et bien que lui-même trouvât « tout simple » le procédé de Godoy il intervint auprès du favori et des souverains en faveur « du pauvre Urquijo », et s'il n'obtint pas son élargissement il se vanta du moins d'avoir arrêté un procès qui eût pu mal tourner. Bonaparte tâcha d'ailleurs, en octobre, de rattraper son billet du 9 avril, et Charles IV resta persuadé que *Manuel* avait été calomnié à Paris. Mais on peut penser que l'intéressé fut piqué au vif par la phrase injurieuse du Premier Consul, et qu'elle ne fut pas étrangère à la francophobie qu'il commença à affecter vers la fin d'avril (2).

(1) Les lettres de Marie-Louise citées par LEMA, *Antecedentes*, 227, prouvent de façon irréfutable que ce projet fut bien accueilli par la reine. L'hostilité de Lucien contre Joséphine est bien connue. Quant aux motifs qu'eut Bonaparte pour refuser, il semble que la phrase citée ci-dessus exprime réellement un des principaux. Cf. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, I, 399. LUNG (suspect), II, 67, 130. M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, 134. PIERRE-NAPOLÉON BONAPARTE, *Souvenirs, traditions...*, 239-331.

(2) Lorsqu'Azara reçut l'ordre de détromper Bonaparte sur le compte du favori, il vit là une belle occasion d'exercer sa malice, et une correspondance fort amusante s'engagea entre Madrid et lui. Il réclamait à Cevallos, pour remplir sa mission, des renseignements précis sur la belle conduite du prince ; Cevallos lui répondait avec irritation qu'il en avait de reste ; mais alors Azara avertissait qu'il serait obligé

Jusqu'au traité de Badajoz, cette francophobie semble avoir été provoquée également par l'hostilité croissante que le favori portait à l'ami de Bonaparte et de Talleyrand, Azara. Il semble surtout qu'elle ait été à ses yeux une tactique commode pour amener les souverains à l'idée d'une paix blanche. Car Charles IV, au début de la guerre, paraissait fort animé contre les Portugais, et le principal argument que Godoy employa pour le décider à traiter si vite et si bénévolement fut que les Français devenaient inquiétants, et qu'il convenait de mettre fin sans retard à cette aventure en priant Leclerc de rentrer chez lui au plus tôt (1). Après la paix de Badajoz, le favori s'attendit, tout comme Lucien, à la colère de Bonaparte, et son agitation, ses contradictions montrent combien au fond il était peu rassuré. Mais alors que l'ambassadeur affectait à l'égard de son frère une attitude souple et soumise, Godoy adoptait la tactique contraire et prenait les devants sur le chemin de la violence et des gros mots. Lorsqu'il eut été officiellement avisé que le gouvernement français refusait de ratifier le traité de Badajoz, il répondit (27 juin 1801) par une longue note de pathos, de menaces et d'insolences. Après avoir conté ses exploits (« Je suis allé à l'armée, j'ai pris neuf places, autant d'ouvrages fortifiés et toute la province de l'Alem Tejo ») il portait un jugement des plus vifs sur les nouvelles exigences françaises : « Cette demande n'est pas dans la balance de la justice, et moins encore dans l'histoire des exploits mémorables de nos aïeux, qui, eux, n'ont jamais abattu le plus faible pour s'agrandir ; l'Angleterre possède des forces et de la puissance, mais la France n'en manque pas : qu'elle lui fasse donc la guerre directement et laisse en paix le plus faible qui ne peut intervenir dans le conflit. » Il déclarait ensuite que son souverain s'en tiendrait au traité qu'il avait signé, « tout en regrettant de voir qu'un frère du Premier Consul n'a pas été un instrument suffisant pour garder l'inviolabilité des paroles données solennellement par S. M. et le Premier Consul. » La fin

de blanchir Godoy en présence de toute la foule qui assistait aux audiences publiques. Bonaparte n'en accordant pas de particulière, etc. — Décision du 9 avril : *Corr.*, 5516 ; Bonaparte à Talleyrand, 12 octobre (FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 327, daté du 2, avec un texte un peu différent) : *ibid.*, 5800. Lucien au même, 10 février, 1^{er} avril, 7 mai : *A. E., Esp.*, v. 660, f. 476 ; v. 661, f. 119, 231 ; Talleyrand à Lucien, 17 avril : v. 27 supplément, f. 261. Lucien à Bonaparte, 1^{er}, 23 avril, 7 mai : *A. N.*, AF IV 1679. Correspondance d'Azara avec Cevallos, 6 novembre-12 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206.

(1) Sur ces deux points, excellent exposé dans LEMA, *Antecedentes*, 98, 172, 192, 200. Sur Azara, on peut y ajouter la correspondance de Lucien avec Bonaparte (13 avril, 29 juin : *A. N.*, AF IV 1679) et avec Talleyrand (*A. E., Esp.*, v. 661, f. 175-208, etc.).

de cette lettre devait piquer plus vivement encore Bonaparte : Godoy y insinuait que si l'Espagne désirait signer avec l'Angleterre une paix séparée elle n'avait qu'un signe à faire au cabinet de Londres (1).

Envoyée par Lucien, qui la traduisit à sa façon en français, en renforçant plutôt les passages les plus aigres, la note de Godoy parvint à Paris le 7 juillet 1801. « Vous y apprendrez, écrivit Bonaparte à Talleyrand en la lui transmettant, que le prince de la Paix, qui a pris neuf forteresses et livré je ne sais combien de batailles, prend avec notre ambassadeur le ton de Souvaroff. » Et il fit répliquer aussitôt que si Godoy « entraînait le Roi et la Reine dans des mesures contraires à l'honneur et aux intérêts de la République, la dernière heure de la monarchie espagnole aurait sonné. » Mais il ne suffisait pas de prendre un ton plus haut encore que celui du favori : il importait de sortir rapidement d'un imbroglio dont la prolongation eût pu exercer une action funeste sur les pourparlers en cours avec l'Angleterre. Bonaparte se fit présenter le texte des traités de Badajoz et demanda son avis à Talleyrand, alors aux eaux de Bourbon-Archambault (2). Que Talleyrand ait été satisfait au fond d'une paix qui mettait le Portugal à l'abri, c'est assez probable ; d'autre part, la convention de Madrid, pour laquelle il avait été payé, n'existait plus : il se trouvait donc dégagé de toute obligation à l'égard de la cour espagnole et il pouvait suivre sans inconvénient sa ligne de conduite habituelle, en faisant supporter à l'Espagne les conséquences de l'attitude insolente de Godoy. La chose était aisée : l'Espagne, expliqua Talleyrand, « nous a extrêmement dégagés dans cette circonstance. Elle nous a tracé elle-même la conduite que nous avons à tenir. Nous pouvons faire avec l'Angleterre ce qu'elle fait avec le Portugal ; elle sacrifie son allié, c'est mettre à notre disposition l'île de la Trinité dans les stipulations avec l'Angleterre. » Bonaparte fut probablement séduit par la perspective de cette vengeance et par celle des facilités que pareille combinaison lui fournirait pour les pourparlers avec Londres. C'est ce qui explique que sa réponse à la note de Godoy, raide dans la forme, ait été modérée dans le fond : puisque l'Espagne se regardait désormais comme en paix avec le Portugal, il ne lui demandait plus rien, et il allait reprendre pour son compte les négociations avec Lisbonne. En même temps, Talleyrand conseillait à Lucien de prendre les

(1) Texte dans LEMA, *Antecedentes*, 213-215.

(2) Lucien à Talleyrand, 28 juin : *A. N.*, AF IV 1679. Bonaparte à Talleyrand, deux dépêches du 7 juillet : *Corr.*, 5629, et dans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 325.

insolences de Godoy sur le ton du badinage : « Il y a de la dignité à dédaigner la note injurieuse et ridicule du prince de la Paix, à ne pas y répondre, à en plaisanter avec lui, à le rendre honteux de l'avoir écrite et à passer outre ; la perfection serait que vous l'amenassiez à vous la redemander, et alors vous la lui rendriez en l'assurant que le Premier Consul et vous êtes les deux seules personnes qui en aient eu connaissance » (1). Il semblait donc que l'incident se réglerait sans trop de bruit, sinon sans dommage pour l'Espagne : mais c'était compter sans la mauvaise humeur persistante de Godoy.

Le favori avait trouvé une source inépuisable de plaintes et de récriminations dans la conduite des troupes françaises en Espagne. Sans doute, on n'eut que très rarement à leur reprocher de faits vraiment graves, mais il est bien certain que leur seule présence constituait une lourde charge pour les régions assez pauvres où elles cantonnaient, et qu'en outre elles commettaient mille incongruités qui justifiaient le fond, sinon la forme, des réclamations espagnoles (2). Pour gêner encore les choses, leur situation matérielle ne tarda pas à devenir fort mauvaise : elles n'avaient ni vêtements ni chaussures, la solde était en retard, et surtout les vivres commencèrent bientôt à manquer. Le corps de Leclerc devait être nourri par l'Espagne, et jusqu'en juin il l'avait été de façon très satisfaisante ; mais lorsque la tension commença, il semble bien que Godoy ait mis une mauvaise volonté marquée à faire assurer les subsistances. Il s'ensuivit naturellement des protestations énergiques des troupes, du maraudage de leur part et de nouvelles plaintes contre elles. Le prince de la Paix prit prétexte de cette situation. Il passa à Lucien, le 8 juillet, une note qui réfutait de façon très aigre les réclamations de Leclerc, et il ordonna à Azara d'exiger le retrait immédiat des corps français et de signifier que S. M. C. n'en laisserait pas entrer de nouveaux dans le royaume (3). C'était déjà là un acte nettement inamical, mais Godoy alla plus loin encore. Quand Lucien, le 25 juillet 1801, l'informa que les pourparlers allaient reprendre entre

(1) Talleyrand à Bonaparte, 9 juillet 1801 : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, 5 ; à Lucien, le 13 : A. E., *Esp.*, v. 27 supplément, f. 366, 370.

(2) Leclerc ne signale guère qu'une tixe à Valladolid, où cinq dragons et quelques habitants furent blessés, et l'assassinat d'un alcalde par un hussard : à Bonaparte, 2 juin, 1^{er} août, A. N., AF IV 1604. En revanche, les *Mémoires* de Thiébault (t. III, ch. III) confirment amplement les plaintes espagnoles sur les railleries, moqueries, vexations et indécences de toutes sortes que se permirent les troupes françaises.

(3) Godoy à Lucien, 8 juillet ; Cevallos au même, le 10 : A. E., *Esp.*, v. 28 supplément, f. 109 ; v. 18 supplément, f. 325 et suiv. Instructions à Azara dans LEMA, 220. Leclerc à Bonaparte, 24 juin, 5 juillet : A. N., AF IV 1604.

la République et le Portugal, le favori lui répondit par la fameuse note du 26, véritable ultimatum, qui eût pu constituer un *casus belli* : « S. M. C. regardera comme une violation de son territoire l'entrée de troupes françaises dépassant le nombre de 15.000 fixé par le traité, et en conséquence de ce même traité elle veut que ces 15.000 hommes rentrent chez eux avec la plus grande promptitude, le but de la guerre se trouvant atteint. » Puis, après avoir dénoncé les excès du corps auxiliaire, Godoy réclamait le retour de l'escadre de Brest, et il concluait qu'en présence des calamités qu'occasionnait la guerre avec la Russie et l'Angleterre, son souverain se trouvait dans la nécessité « de reprendre ses correspondances » avec elles (1). Cette dernière phrase était un défi ouvert à Bonaparte. Or Godoy semblait bien disposé à mettre sa menace à exécution : dès le 27 il envoyait à Pinto de Sousa le texte de cette note fulminante, et lui demandait ce qu'allait faire le Portugal et ce qu'était disposée à faire l'Angleterre (2).

Le cabinet de Lisbonne accueillit cette ouverture sans enthousiasme. La facilité avec laquelle les Espagnols avaient envahi l'Alem Tejo avait achevé de lui faire perdre toute confiance dans ses moyens militaires ; l'armée était mécontente et découragée, et les soldats rentraient en masse chez eux : on vit une division de 12.000 hommes perdre en quelques jours 3.000 déserteurs. Personne ne comptait plus sur l'appui de l'Angleterre, dont le ministre, Frère, passa quelques moments pénibles ; il ne put même pas obtenir communication du traité de Badajoz : on lui expliqua sans rire qu'en le renvoyant au négociateur après ratification on avait oublié d'en prendre copie. La nouvelle que Bonaparte n'acceptait pas les conditions accordées par Lucien amena toutefois un regain d'influence anglaise : on fit demander à Londres des canons lourds, de la cavalerie, des pontonniers et des artilleurs ; en même temps, on procédait à des levées d'hommes, on rappelait les anciens soldats, on promettait aux troupes de leur distribuer les biens de la couronne. Mais au fond chacun sentait bien que toute résistance eût été inutile : les approvisionnements de poudre pour tout le royaume n'atteignaient pas 400 tonnes ! Tout l'espoir reposait donc en réalité dans le négociateur qu'à la fin de juillet 1801 on envoya à Madrid pour débattre les nouvelles conditions françaises, Ribeiro Freire, et lorsque les propositions

(1) Texte dans LEMA, 231. Traduction de Lucien : A. N., AF IV 1679.

(2) Godoy à Pinto, 27 juillet 1801 : *Record Office*, F. O. 63, 38.

belliqueuses de Godoy arrivèrent à Lisbonne personne ne put y prêter sérieusement attention (1).

Le ministre d'Angleterre, Frere, y porta au contraire un vif intérêt. On sait que le cabinet de Londres avait toujours placé ses espoirs en Godoy et de fait celui-ci, même après son arrivée au ministère, même au temps de sa grande amitié avec Lucien, avait entretenu des tractations secrètes avec les Anglais. Frere correspondait par chiffre avec les intelligences qu'il avait à Madrid : Thomas Gregory, et, jusqu'au début de 1801, un agent secret surnommé Edmond. De janvier à avril 1801, le *Foreign Office* avait été en pourparlers, à Londres même, avec un agent de la cour d'Espagne, Bernardo de Lizaur, directeur pour l'Espagne de la Compagnie des Philippines, que le ministre des finances Soler avait chargé de négocier un traité secret : il s'agissait d'autoriser des navires neutres à apporter des marchandises anglaises en Amérique espagnole, moyennant quoi les croisières britanniques auraient laissé entrer à Cadix trois vaisseaux chargés de piastres mexicaines (2). Frere était donc préparé à saisir avec empressement les offres de Godoy. Afin d'encourager les Portugais, et aussi sans doute de les compromettre, il prit sur lui de leur garantir l'aide de l'armée anglaise d'Égypte, et il écrivit d'urgence au général Hutchinson et à lord Keith, qui la commandaient, d'envoyer à Lisbonne le plus de troupes qu'ils pourraient (5 août 1801). Hawkesbury approuva cette initiative, mais quand ses instructions arrivèrent à Frere le prince de la Paix était déjà revenu de ses accès belliqueux (3).

Ce revirement était certainement dû pour une bonne part à la

(1) Il faut cependant faire exception pour un anglophile déterminé, Almeida. Le prince Jean était d'ailleurs à ce moment très déprimé par la mort récente (11 juin) de son fils aîné le prince de Beira. — Frere à Hawkesbury, 13, 22, 26, 29 juin, 7, 29 juillet, 25 août ; Almeida au même, 2 août : *Record Office*, F. O. 63, 37, 38. LEMMA, 239.

(2) L'idée avait été suggérée par James Duff, ancien consul d'Angleterre à Cadix. L'affaire fut négociée par Lizaur, Manuel de la Torre, agent à Londres pour les prisonniers espagnols, Anthony Merry, ancien consul à Madrid et George Hammond, *Under-secretary at the Foreign Office*. Les vaisseaux espagnols auraient apporté en Amérique 8.000 quintaux espagnols (de 45 kilogrammes) de mercure, 2.000 de fer, 500 d'acier, 1.000 balles de papier timbré, 1.000 de bulles pontificales, 1.000 de cartes à jouer, et auraient rapporté 15 millions de piastres. En échange, Lizaur avait des licences pour 16 navires pouvant porter pour 7.500.000 piastres de marchandises anglaises. — Lettres des 24, 31 janvier, 25, 27 février, 8 mars, 1^{er} avril : *Record Office*, F. O. 72, 46.

(3) W. Gregory à Mulgrave, 4 mars 1805 : *Record Office*, F. O. 72, 55. Frere à Grenville, 16 janvier 1801 ; à Hawkesbury, 5, 25 août, 4 octobre ; à Almeida, Hutchinson, lord Keith, 5 août ; Hawkesbury à Frere, 5 septembre : *ibid.*, F. O. 63, 35, 38.

terrible colère que les insolences du favori avaient provoquée chez Bonaparte. Déjà la note du 27 juin était bien de nature à causer un éclat. Mais les nouvelles qu'apportaient les dépêches de Leclerc étaient plus irritantes encore. Les troupes françaises étaient laissées sans vivres, sans médicaments pour leurs malades ; pour obtenir l'indispensable, il fallait « montrer les dents tous les jours. » Les populations devenaient de plus en plus hostiles ; le bruit courait que les Français venaient supprimer les moines, et les assassinats se multipliaient ; on en comptait une soixantaine au 6 juillet, et Leclerc en était à se garder comme en pays ennemi : pas de détachements inférieurs à soixante hommes, fortes escortes aux convois de malades, défense aux soldats de s'éloigner des cantonnements. Bien plus, l'attitude de l'armée espagnole devenait suspecte. Dès le début de juillet Leclerc avait cru prudent de s'établir solidement à Ciudad Rodrigo, et à la fin du mois il concentra toutes ses troupes à Salamanca (10.000 hommes), Zamora et Tordesilla, afin de pouvoir résister le cas échéant à une attaque des Espagnols et des Portugais : car il n'avait que 14.684 combattants, et on lui signalait, pour les seuls Portugais, 15.000 hommes concentrés entre Castello Branco et Guarda. Symptôme plus inquiétant que tout le reste, Godoy le pria, le 23 juillet, de disperser ses unités par toute la province, sous prétexte de mieux assurer leur subsistance. Aussi Leclerc était-il plus que jamais en garde contre « la perfidie espagnole » et tenait-il exactement son beau-frère au courant (1). La colère de Bonaparte, sans cesse accrue par ces nouvelles, éclata une première fois quand Azara entreprit de lui présenter, conformément aux ordres de Godoy du 10 juillet, des réclamations sur la conduite de l'armée française. Le 21, à l'audience publique, l'ambassadeur espagnol le prévint de la remise prochaine de cette note ; le Premier Consul le retint alors après l'audience et lui adressa de vives récriminations sur l'attitude de sa cour. Il déclara, dit Azara, que si de telles provocations étaient venues d'une autre puissance, « fût-ce la Prusse », il lui aurait déclaré la guerre, « mais que nous étions parents et qu'il fallait dissimuler les fautes. » Il se montra en revanche « implacable » sur le chapitre des conversations qu'il soupçonnait le prince de la Paix d'avoir

(1) Au 29 juin, l'effectif total était de 18.629 hommes, dont 15.842 en Espagne ; au 27 juillet, Leclerc avait avec lui 12.250 fantassins, 1.960 cavaliers ; 800 hommes se trouvaient aux hôpitaux, et 1.400 étaient sur le point de rejoindre. — Leclerc à Bonaparte, 5, 6, 15, 20, 27 juillet, et messidor an 9 ; à Godoy, 6 juillet ; état du 29 juin ; Godoy à Leclerc, 23 juillet : A. N., AF IV 1604.

entamé avec l'Angleterre, et il menaça nettement de la guerre si l'Espagne n'y coupait pas court (1). L'incroyable note que Godoy rédigea le 26 juillet arrivant là-dessus produisit l'effet qu'on devine. Elle fut remise au Premier Consul le 4 août par Talleyrand, qui refusa à Azara de risquer la moindre démarche pour en atténuer l'impression. L'ambassadeur se résigna donc à une explication directe avec Bonaparte, et le 5, comme le Premier Consul recevait le corps diplomatique, il sollicita de lui une audience. « Je sais, lui fut-il répondu. Vous pouvez venir après-demain à la Malmaison où je vais demain. — L'affaire n'admet pas ces délais. — Eh bien, après la conférence. » Sitôt qu'ils furent seuls, Bonaparte éclata : « Est-il possible, ami Azara, que vos maîtres soient si fatigués de régner qu'ils veuillent exposer leur trône en provoquant une guerre dont les résultats peuvent être les plus funestes ? » Pendant plus d'une heure, le vieux diplomate espagnol ergota, expliqua, et le Premier Consul finit par se calmer un peu et par ne plus parler de guerre : « Je reconnais que la nature et l'intérêt doivent maintenir éternellement unies deux nations placées par leur situation pour se soutenir mutuellement. » Il approuva le texte d'une réponse assez modérée destinée à répondre aux remarques que l'Espagne avait faites sur les conversations entre Paris et Londres, et qui affirmait qu'il n'existait avec l'Angleterre « aucune négociation réglée » (2). Mais la trêve fut courte et bientôt, sur de nouvelles dépêches de Leclerc, la colère de Bonaparte reprit : « On se conduit avec la République française comme on pourrait le faire impunément avec la république de Saint-Marin... Faites connaître à Lucien... que si l'on continue à mettre la République dans la nécessité d'endurer la honte des outrages qu'on lui fait publiquement ou de les venger par les armes, on pourrait voir des choses auxquelles on ne s'attend pas. » Talleyrand adoucit un peu les termes, mais il tourna davantage la note contre la personne même de Godoy : « Le gouvernement de la République croit avoir acquis le droit d'attendre que S. M. saura prescrire aux hommes qu'il [sic] honore de sa confiance l'usage qu'ils doivent en faire, et les punir du manque de considération qu'ils osent se permettre à l'égard de la nation française et de son gouvernement » (3).

(1) Azara à Cevallos, 18, 23 juillet 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206 ; à Talleyrand, le 30 : *A. E., Esp.*, v. 661, f. 373.

(2) 5 août : Talleyrand à Azara (*A. E., Esp.*, v. 661, f. 385) et Bonaparte à Talleyrand (dans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 326). Azara à Cevallos, le 6 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206. LEMA, *Antecedentes*, 234.

(3) Azara à Talleyrand, 14 août 1801 ; réponses des 15 et 16 : *A. E., Esp.*, v. 661.

Les choses commençaient à se gâter sérieusement, et la situation d'Azara à devenir intenable. Obligé de transmettre aux Relations Extérieures les notes dont Godoy lui envoyait le texte, il passait son temps à poursuivre Talleyrand pour en atténuer les effets, sans cesse à ses bureaux, sans cesse à son hôtel particulier, le relançant jusque dans sa voiture pour avoir avec lui quelques minutes d'entretien. Du moins ses dépêches commençaient-elles à calmer Godoy, malgré toutes les fanfaronnades avec lesquelles le favori continuait à les accueillir. Voyant la fureur du Premier Consul se diriger contre lui personnellement, informé de concentrations inquiétantes sur les Pyrénées, pressé par Lucien qui lui déclara un jour qu'en deux mois Bonaparte pouvait être à Madrid, comprenant que l'essentiel était obtenu puisque de toute façon le Portugal se trouvait hors de danger, alarmé bientôt par une grave maladie que fit Charles IV, le prince de la Paix se décida vers la fin d'août à changer de tactique. Sa lettre du 26 à Azara proposa une réconciliation. La réponse française fut un véritable réquisitoire contre sa politique, contre ses sentiments à l'égard de la République et contre ses procédés personnels. Sans se démonter, Godoy composa un long plaidoyer, rédigé dans le pathos des grands jours, qui repoussait énergiquement toutes ces accusations (14 septembre 1801) (1). Bonaparte n'insista pas pour le moment ; il savait quelle serait sa vengeance : la cession de la Trinité aux Anglais. Pour le moment, le plus pressé était de signer la paix définitive avec le Portugal, afin d'avoir les mains libres de ce côté.

LE TRAITÉ DE MADRID. — Le Premier Consul signa le 27 août 1801 les pleins pouvoirs donnés à son frère pour conclure la paix avec le Portugal. Les instructions (Lucien allait les demander très précises, afin, disait-il, que le *malentendu* de Badajoz ne se renouve-

f. 419, 423. Azara à Cevallos, le 18 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206. Projet de notes pour Azara par Bonaparte, et à Talleyrand, les 14 et 15 : *Corr.*, 5690, 5691, et dans FOURNIER, *Napoleon I.*, I, 326. LEMA, 244.

(1) Les rapports avec Leclerc se détendaient en même temps. Pourtant les notes aigres ne cessèrent qu'à la fin de septembre : cf. 27 août, 28 septembre, *A. E., Esp.*, v. 28 supplément, f. 117 ; v. 661, f. 454. — Mémoire de Talleyrand, fructidor an 9 : *ibid.*, f. 521. Godoy à Azara, 26 août (*ibid.*, f. 452) et 14 septembre (*A. N.*, AF IV 1679). Leclerc à Bonaparte, 7 août, 24 septembre : *A. N.*, AF IV 1604. Azara à Cevallos, 26 août ; Godoy aux *Reyes*, 27 septembre : *A. Histórico N.*, c. 5206, 2821. Talleyrand à Bonaparte, 16 septembre : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, II. LEMA, *Antecedentes*, 236-249.

lât point !) avaient été dressées par Talleyrand le 5 : le nouveau traité devait différer essentiellement de l'ancien en ce qu'il comporterait des cessions de territoire plus étendues en Guyane, 20 millions d'indemnité au lieu de 15 et la remise des vaisseaux portugais qui avaient pris part aux opérations contre l'armée d'Égypte. Le représentant de S. M. T. F., Cipriano Ribeiro Freire, arriva à Madrid le 18 août ; partisan de l'Angleterre, où il avait passé huit ans et où il avait des attaches de par son mariage, fort bon diplomate, il allait opposer à son partenaire français une défense des plus sérieuses (1). Lucien ne consentit à ouvrir le protocole que lorsqu'il eut reçu ses pleins pouvoirs (4 septembre). Dès le premier jour, le Portugais l'amena à renoncer à la cession des vaisseaux, ainsi qu'à celle de quelques places dans l'Alem Tejo qui avaient été demandées pour la forme. Dans les conférences suivantes en revanche, il ne put rien obtenir de plus ; et comme son cabinet s'obstinait à repousser les autres conditions posées par Lucien, il sollicita l'intervention de l'Espagne ; mais Godoy en était revenu à l'amitié française et se garda bien de bouger (16 septembre). La discussion piétinait. Lucien tentait d'enlever la décision par l'intimidation, peignant la puissance irrésistible de la France, insistant sur le tempérament violent de Bonaparte, assurant qu'il ne recevait pas un courrier, n'ouvrait pas une dépêche sans craindre que ce ne fût l'ordre de reprendre les hostilités. Mais Freire, conformément aux instructions qu'il venait de recevoir, attermoyait le plus possible, car il savait que les pourparlers franco-anglais étaient à la veille d'aboutir à un accord auquel le Portugal ne pouvait que gagner. Bientôt cependant il sentit que la patience de Lucien, qui était courte, avait atteint ses limites ; une dernière conversation avec Godoy lui fit comprendre qu'il n'y avait absolument aucun secours à espérer de l'Espagne et sa situation devenait des plus désagréables quand il reçut, le 28 septembre 1801, un courrier l'autorisant à accepter les conditions françaises. Il dissimula cette nouvelle et le lendemain, au cours d'une dernière conférence, il renonça comme de lui-même à l'article derrière lequel il s'était jusque-là retranché, le retour immédiat en France du corps Leclerc, et il signa (2).

(1) Godoy à Lucien, 10 août ; Lucien à Bonaparte, le 19 : A. N., AF IV 1679. Pleins pouvoirs de Lucien, le 27 : A. E., *Port.*, v. 9 supplément, f. 254. Frère à Hawkesbury, 29 juillet, 25 août : *Record Office*, F. O. 63, 37, 38. Talleyrand à Bonaparte, 4 août : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, 10. Instructions de Freire, 27 juillet, 10, 24 septembre : *ВКР*, XIII, 348, 354, 372.

(2) Godoy aux *Reyes*, 29 septembre : *A. Histórico N.*, c. 2821. Lucien à Bonaparte.

Tout n'était pas fini cependant. Le traité Lucien-Freire venait d'être ratifié à Lisbonne et le courrier qui le rapportait à Madrid était déjà parti (9 octobre) quand un paquebot entra dans le Tage (14 octobre au soir) avec la nouvelle que des préliminaires franco-anglais venaient d'être signés à Londres. Almeida craignit alors que les conditions qu'on y avait faites au Portugal ne fussent plus avantageuses que celles obtenues à Madrid : un deuxième courrier partit à bride abattue à la poursuite du premier, le rattrapa à soixante lieues de Madrid et lui remit pour Freire l'ordre de ne signer la ratification que moyennant une clause de sauvegarde. Cela ne faisait naturellement pas l'affaire de Lucien : il venait de recevoir de son frère la ratification française (du 10 octobre), accompagnée de félicitations. Une dernière discussion eut lieu, terriblement orageuse, et enfin, après « une agonie d'anxiété », Freire ratifia purement et simplement le traité du 29 septembre 1801 (1). S. M. T. F. s'engageait à ne fournir aucun secours aux ennemis de la République ; elle céda en Amérique une portion de territoire qui étendait la Guyane française jusqu'à la rivière Carapanatuba ; elle promettait un traité de commerce et en attendant autorisait l'entrée des draps français sur le pied de la marchandise la plus favorisée ; elle s'engageait enfin à payer une indemnité de 20 millions de livres (2).

Le traité de Madrid ne mettait pas fin à toutes les difficultés franco-portugaises. En particulier, le versement de l'indemnité donna lieu à bien des tiraillements. La nouvelle frontière en Amérique n'était pas établie de façon irréprochable, car on s'aperçut bientôt qu'elle céda à la France des territoires appartenant à l'Espagne (il est vrai que cette complication se trouva réglée par les préliminaires de Londres et la paix d'Amiens) (3). Mais enfin l'irritante question portugaise se trouvait résolue. Par suite des tripotages de Badajoz, elle ne l'avait pas été aussi avantageusement pour la France qu'on eût pu l'espérer, mais en fin de compte Bonaparte n'avait rien perdu dans l'aventure : n'ayant pu acquérir en Portugal une monnaie d'échange à offrir aux Anglais, il venait de se tirer d'affaire en leur

les 4, 16 : A. N., AF IV 1679 ; à Talleyrand, 19 août, 4, 16, 29 septembre : A. E., *Port.*, v. 122, f. 360, 374, 376, 389. Frère à Hawkesbury (d'après les dépêches de Freire), 13, 17, 27 septembre, 11 octobre : *Record Office*, F. O. 63, 38.

(1) Frère à Hawkesbury, 19, 28 octobre 1801 : *ibid.* Talleyrand à Lucien, le 10 : A. E., *Port.*, v. 122, f. 394. Ratification d'Almeida, le 8 : *ВКР*, XIII, 378.

(2) Texte dans FERREIRA, *Collecção dos Tratados*, IV, 144.

(3) Cevallos à Azara, 9 août 1802, et réponse du 3 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5207. Hauterive à Talleyrand, 4 août 1806 : A. E., *Angleterre*, v. 603, f. 108.

cédant la plus belle des Antilles espagnoles, la Trinité. Il lui était donc aisé de se montrer bon prince, et de passer l'éponge sur sa déconvenue de Badajoz. Mais ce qu'il ne pouvait oublier aussi facilement, c'était combien le maître de l'Espagne, Godoy, était un allié peu fidèle et peu sûr.

VIII

LA PAIX D'AMIENS

L'ŒUVRE DE PACIFICATION. — Les préliminaires de Londres furent signés par Otto et Hawkesbury le 1^{er} octobre 1801. La France renonçait aux points d'appui qu'elle avait convoités dans la Méditerranée : l'Égypte, Malte, les Sept-Iles. En revanche, l'Angleterre rendait ses conquêtes coloniales, sauf Ceylan et la Trinité espagnole. Talleyrand informa aussitôt Azara de la signature (4 octobre), et un courrier dépêché par Hervas, couvrant la distance Paris-Madrid en cinq jours et demi, apporta le 11 la nouvelle de la paix dans la capitale espagnole (1).

La joie fut générale dans le royaume. A Cadix, l'escadre anglaise du vice-amiral Pole, qui croisait depuis si longtemps devant la rade, leva enfin le blocus, cependant que sur l'ordre du capitaine-général d'Andalousie, Iturregaray, les salves de la flotte et des forts saluaient la fin des hostilités (2). Seul le prince de la Paix avait accueilli les préliminaires avec une mauvaise humeur marquée : sans vouloir considérer que l'Espagne gardait Olivenza et recouvrait Mahon, il ne voyait qu'une chose, la perte de la Trinité. Il avait pourtant été prévenu à temps que son attitude à l'égard de la France pouvait coûter cette colonie à son maître, mais il répondait alors à Lucien qu'il se fiait aux promesses antérieures de Bonaparte et que d'ailleurs il aurait la Trinité quand il le voudrait, au prix d'une paix séparée avec l'Angleterre. Au vrai, avec son habituelle imprévoyance, il semble n'avoir pas cru que Talleyrand mettrait sa menace

(1) Talleyrand à Azara, 4 octobre ; Lucien à Talleyrand, le 11 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 25, 37.

(2) Correspondance entre Truguet, en mission à Cadix depuis août, et Pole, 17 octobre, 3, 6, 11 novembre, 2 décembre : *Record Office*, F. O. 72, 46. Lucien à Bonaparte, 11 août : A. N., AF IV 1679.

à exécution : or Otto, à qui Hawkesbury réclamait soit la Martinique soit la Trinité, avait bel et bien reçu l'ordre positif de céder cette dernière. Le dépit du favori se manifesta par des démarches dont la portée ne pouvait être que fort restreinte. Azara eut ordre d'exposer la « profonde douleur » avec laquelle S. M. C. s'était vu « sacrifiée » par son allié, et de ne signer les préliminaires qu'en protestant hautement. La ratification espagnole fut retardée autant que possible, et en décembre le cabinet de Madrid n'avait pas encore signifié son adhésion. En même temps, Godoy nommait comme plénipotentiaire aux conférences qui s'ouvraient à Amiens, non pas Azara comme Bonaparte le désirait, mais le comte de Campo Alange, alors en mission à Gênes (1). Les nouvelles combinaisons politiques qu'il échafauda à cette occasion sont plus puérides encore. Il proposa à ses souverains de se rapprocher de la Russie, à cause de sa puissance sur mer (!) et de la Prusse, à cause de sa force militaire. Puis, au début de décembre, il envoya un émissaire à Thomas Gregory pour faire demander à l'Angleterre de restituer la Trinité, moyennant quoi elle recevrait le droit d'importer ses cotonnades en Amérique espagnole (2).

Cette attitude grincheuse énervait d'autant plus Bonaparte que l'obstination de l'Espagne à ne pas se faire représenter à Amiens pouvait compliquer encore des négociations déjà difficiles. Au début de décembre, il commença à se fâcher sérieusement. A la fin du mois, Azara essuya, par l'intermédiaire d'Hauterive, la scène obligatoire : le Premier Consul ne voulait pas de Campo Alange, il ne lui accorderait pas de passeports, il accusait l'Espagne d'entraver la signature de la paix et il exigeait qu'Azara partît immédiatement pour Amiens ; comme l'ambassadeur espagnol s'y refusait, faute de pleins pouvoirs, Bonaparte finit par lui donner quinze jours pour les recevoir, passés lesquels il signerait lui-même au nom de l'Espagne. Du coup les pleins pouvoirs arrivèrent, datés des 4 et 6 janvier 1802, et Azara put se rendre à Amiens. Il y fut d'ailleurs réduit au rôle de spectateur, ayant dû avant d'entrer en conférences donner son adhésion aux préliminaires de Londres, et il put seulement constater par lui-même que la pièce était moins près de sa fin que Bonaparte ne

(1) Azara à Cevallos, 26, 27 octobre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206 ; à Talleyrand, le 23 : dans LAPUENTE, *Historia General de España*, XV, 393. Lucien à Bonaparte, 2 juillet : A. N., AF IV 1679. Talleyrand à Azara, 6 novembre ; à Saint-Cyr, le 27 et 6 décembre : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 140, 181, 203.

(2) Godoy aux Reyes, 11 octobre 1801 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Th. Gregory à W. Gregory, 7 décembre : *Record Office*, F. O. 72, 46.

l'avait dit : la paix d'Amiens ne fut signée que le 25 mars 1802. Après quoi, l'on se disputa encore quelque peu sur le chapitre des ratifications, Azara demandant qu'on établît un texte en espagnol, et le Premier Consul ne voulant que celui en français. Enfin, le jour de Pâques, Bonaparte échangea les ratifications avec les Anglais et Azara suivit aussitôt son exemple (1).

La lutte contre l'Angleterre avait duré tout près de cinq ans pour l'Espagne. Elle lui avait coûté 11 vaisseaux de ligne et la ruine de ses finances ; le déficit déjà énorme dû à la guerre contre la France était passé en 1801 à quatre milliards de réaux (un milliard de francs) (2). En revanche, les possessions de S. M. C. étaient demeurées à peu près intactes : la perte de la Trinité était sans doute regrettable, mais enfin d'une importance assez réduite, et si la Louisiane avait passé à la France ç'avait été à la suite de cet échange avec la Toscane que les *Reyes* avaient eux-mêmes souhaité. On eût pu craindre pis. D'ailleurs, les regards se portaient moins vers le passé que vers les espérances qu'autorisait la paix enfin conquise, et qu'on pouvait souhaiter durable. Bonaparte n'affirmait-il pas qu'Anglais, Espagnols et Français étaient faits pour s'entendre ? « Il n'y a que deux nations, l'Orient et l'Occident, dit-il à Fox pendant une audience du corps diplomatique. La France, l'Espagne et l'Angleterre ont les mêmes mœurs, la même religion, les mêmes idées, à peu près. Ce n'est qu'une famille. Ceux qui veulent les mettre en guerre veulent la guerre civile » (3).

(1) Il est à noter que la restitution de Malte à l'Ordre, qui fut une des stipulations essentielles, avait été réclamée par l'Espagne ; Frias fit cette proposition dès le 3 mai 1800 à Walpole, en une conférence secrète. — L'Angleterre eût voulu représenter le Portugal à Amiens, et le régent désigna pour ce faire José Maria de Sousa, en lui donnant pour instruction principale d'obtenir la restitution d'Olivenza ; cette perte avait été si sensible au régent que depuis il se refusait à porter l'uniforme et à se présenter devant les troupes. Mais Bonaparte refusa d'admettre Sousa, qui ne passa pas Londres. — Sousa à João de Almeida, 10 décembre 1801, 28 janvier 1802 : *Neg. Estw.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Azara à Cevallos, 28 décembre 1801, 16 janvier, 16, 24 avril 1802 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206, 5207. Walpole à Grenville, 3 mai 1800 ; Frere à Hawkesbury, 19 octobre 1801 ; Hawkesbury à Frere, 4 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 32, 38. Talleyrand à Saint-Cyr, 23 janvier 1802 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 285. Bonaparte à Talleyrand, 17 septembre, 6 octobre, 1^{er} décembre ; à Saint-Cyr, 1^{er} décembre ; à Hauterive, le 26 : *Corr.*, 5749, 5784, 5885, 5886, 5901.

(2) En septembre 1800, on prévoyait qu'il serait pour l'année de 566 millions de réaux. Mémoire sur les finances d'Espagne, par Alquier, 2 septembre 1800 : A. E., *Esp.*, v. 659, f. 411. LAFUENTE, *Historia General de España*, XVI, 106, 464. Détail des multiples expédients financiers employés par l'Espagne dans DESDEVISES DE DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, II, 421-425 et dans LEMA, 337-356. Pour la marine, chiffres donnés par Addington, dans BRANDT, *England und die napoleonische Weltpolitik*, III.

(3) Le 2 septembre 1802 : THIBAUDEAU, *Mémoires sur le Consulat*, 396.

Une liquidation semblable s'opérait dans le domaine des griefs franco-espagnols. Sur une demande (de forme modérée cette fois) d'Azara, ordre fut envoyé au corps auxiliaire français de quitter l'Espagne (22 novembre 1801) ; il le fit sans regret : la nouvelle du départ « mit l'armée non en joie, mais en délire. Jamais pays ne fut plus odieux à nos troupes... Les chants retentirent pendant toute la route qui nous ramena des bords du Duero à la Bidassoa » (1). Peu avant les demi-brigades françaises, Lucien avait lui aussi repassé la frontière. Il devenait absolument impossible de le laisser en Espagne. Talleyrand était submergé par les dépêches où il demandait son rappel, sur un ton et avec des phrases de prince du sang. Bonaparte était excédé par les détails que lui apportait chaque courrier sur la « fièvre bilieuse » que son frère avait contractée au service de la patrie, au cours des mémorables conférences de Badajoz, sur ses accès de température et ses « coliques diaboliques ». Lucien commençait à casser les vitres à Madrid : n'avait-il pas imaginé, pour bien marquer sa mauvaise humeur, de démentir officieusement la nouvelle des préliminaires de Londres et de faire arrêter le courrier, parce qu'il avait été dépêché par Hervas et non par l'ambassadeur ? Enfin, il menaçait de se passer de son ordre de rappel si on ne le lui envoyait pas : « Il y a des bornes aux devoirs comme aux droits, écrivait-il à son frère, et ces bornes sont arrivées [*sic*]... Tous les liens qui m'attachent à vous ne sauraient m'empêcher d'être à Paris en octobre ; épargnez-moi cette sottise et rappelez-moi sans désagrément : je ne mérite pas tous ceux que j'ai eu [*sic*], mais je braverai comme le dernier celui de quitter l'Espagne sans lettres de récréance » (3). On le rappela donc. Ses adieux à la famille royale furent touchants. Il reçut du roi, de son propre aveu, cinq millions de livres en diamants : chose curieuse, c'est à cette somme qu'à Badajoz, lors de ses conversations avec Godoy, il avait taxé ses concessions au Portugal. Qu'avait-il touché pour la convention

(1) Moncey avait remplacé Leclerc, chargé de l'expédition contre Saint-Domingue. — Azara à Talleyrand, 5 novembre 1801 ; Berthier au même, le 22 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 135, 172. Moncey à Bonaparte, 13 octobre : A. N., AF IV 1679. Bonaparte à Talleyrand, le 30 : *Corr.*, 5846. THIÉBAULT, *Mémoires*, II, 258.

(2) Pour le traité avec le Portugal, disait-il, « qu'on envoie Talleyrand... mon caractère est de la franchise et de la loyauté ; il ne peut se plier à la fourberie et à la trahison. » — « Je réponds comme je le dois au ministre, dont je suis excédé... » A. Bonaparte, 29 juillet, 16 septembre : A. N., AF IV 1679.

(3) *Ibid.*, et 2 juillet, 19 août, 4 septembre ; à Talleyrand, II, 24 octobre : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 37, 74, 78. Le texte cité est inexactly reproduit par IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 100.

sur la Toscane ? Il avoua à son frère « vingt bons tableaux de l'ancienne galerie du Retiro » et 100.000 écus en diamants : on peut se demander si cette confession était bien complète. On trouvera donc une saveur toute particulière au mot qu'eut plus tard Lucien sur sa mission en Espagne : « J'eus le bonheur de l'accomplir et d'acquiescer en même temps, *honorablement*, l'indépendance de fortune. » Il ramenait aussi le portrait de Leurs Majestés Catholiques par Goya, et quantité de toiles de maîtres, qu'il avait achetées à bon compte, avec beaucoup de flair et après des marchandages de fripier. Enfin, dernier butin, il emportait l'amitié de la charmante marquise de Santa Cruz, l'ancienne amie de Guillemardet et de beaucoup d'autres, qui fit elle aussi le voyage de France et dont la grâce allait rehausser les fêtes du Plessis-Chamart (1).

En quittant Madrid, Lucien avait la recommandation expresse d'achever la réconciliation ébauchée entre Godoy et le Premier Consul. C'était là une entreprise peu aisée. Bonaparte n'était pas homme à oublier de sitôt les insolences de la rancune. Il reprochait au prince de la Paix son hostilité à l'égard d'Azara : celui-ci était traité par Godoy avec une dureté telle que craignant d'être rappelé dans des conditions ignominieuses il avait demandé en pleurant à Talleyrand l'appui de Bonaparte ; le ministre en écrivit à Madrid et le vieux diplomate conserva son ambassade (2). Le prince de la Paix était encore rendu responsable de la mauvaise volonté que mettait l'Espagne à joindre cinq de ses vaisseaux de Brest à l'expédition destinée à soumettre Saint-Domingue (octobre) ; ce ne fut qu'à la fin de l'année que Gravina reçut l'ordre de ne plus refuser sa collaboration (3). Enfin, Bonaparte s'inquiétait du pouvoir croissant du

(1) Goya à Cevallos, 4 octobre 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206. Lucien à Bonaparte, 7 juin : A. N., AF IV 1679. RÖDERER, *Journal*, 43, 48. PIERRE-NAPOLÉON BONAPARTE, *Souvenirs, traditions*, 128, 189, 319. REICHARDT, *Un hiver à Paris sous le Consulat*, 452. Sur la marquise de Santa Cruz (qui devint veuve en février 1802), Nieuwerkerke à Van der Goes, 15 avril 1799 : A. E., *Esp.*, v. 26 supplément, f. 41 ; Desportes à Lucien, 4 décembre 1801 : A. N., AF IV 1679 ; LEMA, *Antécédentes*, 305 ; IUNG, II, 34 ; SCHUBART, *Lettres d'un diplomate danois*, 414 ; MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 67 ; *Mémoires secrets sur la vie de Lucien Bonaparte*, II, 58 (très suspect) ; CASTELLANE, *Journal*, I, 14 ; LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 196. Sur le voyage de Lucien et de ses diamants, sur la vente de ceux-ci à Amsterdam, détails (peu sûrs) dans IUNG, II, 119, 122.

(2) Talleyrand à Bonaparte, 3 novembre 1801 : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, 111 ; à Saint-Cyr, 18 février 1802 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 296.

(3) Talleyrand à Saint-Cyr, 6 décembre 1801, 23 janvier, 7 février 1802 : *ibid.*, f. 203, 285, 288. Bonaparte à Decrès, 7 octobre ; à Talleyrand, le 30 : *Corr.*, 5846, 5786.

favori. Le 12 novembre 1801, un décret royal avait décidé que toutes les pièces signées par Charles IV seraient contre-signées par Godoy. Le 6 août, celui-ci avait été chargé de procéder à la réorganisation de l'armée ; le 14 octobre 1801, il reçut le titre impressionnant et nouveau en Espagne de généralissime, dont le signe distinctif serait l'écharpe bleue (celle des officiers généraux était rose). Rempli du coup d'ardeur guerrière, le favori avait entrepris la réforme de l'armée, en particulier celle de l'artillerie, et pour mettre le comble à sa gloire militaire il avait sollicité et obtenu, pour ses victoires de la guerre des Oranges, un sabre d'honneur (1). Mais un renforcement de l'armée espagnole ne pouvait beaucoup plaire à Bonaparte. De même, les bruits qui couraient sur l'intention qu'avait Godoy de s'emparer de la régence si le roi venait à mourir étaient de nature à inquiéter le Premier Consul. Une série de dépêches était donc partie pour Madrid dans les trois derniers mois de 1801, se plaignant du favori, rejetant sur lui la responsabilité de la perte de la Trinité et ordonnant à Gouvion Saint-Cyr, qui avait succédé à Lucien, de faire savoir qu'en cas de mort de Charles IV la France ne reconnaîtrait pour roi d'Espagne que l'héritier légitime, Ferdinand, prince des Asturies (2).

Mais Godoy trouva des avocats pour plaider sa cause. L'un d'eux fut un ami de Murat, le banquier Michel le jeune, qui à son retour de Madrid où il avait beaucoup vu le prince parut suspect et fut interrogé par la police ; il récita congrûment la leçon apprise en Espagne : que le favori désirait l'amitié de la France, qu'il avait chargé Michel d'y acheter de la rente, une bibliothèque, deux hôtels, qu'il avait rejeté la proposition des Anglais de le déclarer roi des colonies espagnoles etc. (3) Pour circonvenir Talleyrand, le prince de la Paix agit sur un ami du ministre, qui venait d'être envoyé à Madrid comme premier secrétaire d'ambassade, Herman ; il lui fit des ouver-

(1) *Archivo del Ministerio de la Guerra, expediente de Godoy*, 4, 14 octobre, 12 novembre 1801. Godoy aux Reyes, 19 décembre : *A. Histórico N.*, c. 2821. PARDO GONZALEZ, *Godoy*, 79. Sur les essais de réformes, article de LEGUINA dans le *Boletín de la Academia de Historia*, 1917, 213 ; DESDEVISES DU DÉZERT, *op. cit.*, II, 219, 228 ; LEMA, 322-337.

(2) « Si l'on continue dans ce système, dites hardiment à la Reine et au Prince de la Paix que cela finira par un coup de tonnerre. » — Projets de lettres à Charles IV, vendémiaire an 10, à Saint-Cyr, 7 décembre 1801, non envoyées ; Talleyrand à Saint-Cyr, le 9 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 69, 206, 211. Bonaparte au même et à Talleyrand, le 1^{er} : *Corr.*, 5886, 5885. LEMA, 291. MURIEL, *Historia de Carlos IV*, VI, 185 (suspect).

(3) Le témoignage de DESMAREST, *Quinze ans de haute police*, 176, assez suspect en lui-même, est suffisamment recoupé par ce qu'on verra du rôle ultérieur de Michel.

tures que le voyage à Barcelone vint interrompre, mais qu'Herman, un homme prudent et pondéré, avait trouvées intéressantes (1). Enfin et surtout, Godoy comptait sur les plaidoyers de Lucien. Tous deux entretenaient une active correspondance où ils traitaient des affaires sous des noms supposés : Bonaparte était *Achmet*, Godoy *Gustave*, Talleyrand *Ali* et Saint-Cyr *Omar*. Avec des précautions pareilles on pouvait parler de tout en sûreté... Lucien dépeignait donc à son ami les progrès qu'il lui faisait faire dans l'estime du Premier Consul, et le discrédit où il plongeait au contraire Azara, « un infâme coquin, un insolent menteur, un traître... » Puis il lui exposa toute une combinaison dont il est probable qu'il a réellement entretenu Bonaparte, mais dont il est difficile de dire dans quelle mesure elle a été prise au sérieux par le Premier Consul. Il s'agissait de garantir par un traité secret la régence du royaume à Marie-Louise, puis de céder à un infant d'Espagne le duché de Parme : après quoi, Godoy se ferait déclarer infant, et à la mort de Ferdinand de Parme il irait prendre sa place dans ses états. En échange, il faudrait consentir à la France « un bon traité de commerce », car Bonaparte ambitionnait le titre de « Restaurateur du Commerce de son pays. » Godoy refusa (27 mars 1802), mais il lui sembla que dès lors les voies étaient suffisamment préparées auprès du Premier Consul pour qu'il pût risquer une démarche personnelle de réconciliation. Il lui écrivit donc, le 29 mars, une lettre « de soldat à soldat » (*sic*), fort plate, mais en un français meilleur qu'à l'ordinaire, car c'était Pizarro qui l'avait rédigée. Lucien prétendit naturellement que l'effet en avait été excellent : « Toutes les impressions sinistres qu'on avait données sur vous se détruisent. » M^{me} de Sousa écrivait en même temps de Paris : « Bonaparte paraît aujourd'hui sincèrement attaché à Godoy... Il parle de lui avec plus de considération qu'il ne l'a encore fait pour personne... Lucien entretient cet état de choses avec un soin particulier » (2). De fait, il est possible

(1) Pour atteindre Talleyrand, on ne pouvait guère compter sur Lucien : celui-ci, vers cette époque, aurait fait impliquer Hervas dans un complot contre Bonaparte, afin que parmi ses papiers on trouvât la preuve de pots-de-vin espagnols versés à Talleyrand pour les préliminaires de Saint-Ildefonse : VILLA URRUTIA, *La reina de Etruria*, 23. Noter qu'au début de 1802 la *Tesorería* expédia un courrier extrêmement urgent et important à Hervas et que Cabarrus alla passer quelques mois à Paris sous prétexte d'affaires. — Azara à Talleyrand, protestant contre l'arrestation d'Hervas, 13 mai 1801 ; Herman au même, 15 mars 1802 : A. E., *Esp.*, v. 18 supplément, f. 302 ; v. 19 supplément, f. 25. Cabarrus à Godoy, 21 décembre 1801 ; Norriega à Cevallos, 16 janvier 1802 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5206, 5207.

(2) « Mon frère est tout à fait revenu sur votre compte... Je vous assure que l'effet est complet : il me charge de vous le dire. » — M^{me} de Sousa à ?, 30 juin 1802 ;

que Bonaparte ait vu dans cette intrigue un moyen de préparer un traité de commerce qu'il désirait vivement ; surtout, il dut penser que Godoy paraissant solidement ancré dans la faveur des *Reyes* il n'était pas utile d'ouvrir une nouvelle crise pour le renverser, qu'il suffisait d'être édifié sur son compte et qu'il valait mieux rentrer les griffes pour le moment. Il répondit donc courtoisement à la lettre du favori : « Je suis sensible aux marques d'attachement que vous me donnez... Je donnerai dans toutes circonstances, à l'Espagne, des preuves de mon désir de la voir forte et puissante, et vous, Monsieur le Prince de la Paix, heureux et content » (23 mai 1802). Le favori remercia Bonaparte de sa « réponse bienveillante » (10 juin) (1). Il semblait donc que tout fût arrangé et que la paix d'Amiens eût étendu son influence bienfaisante aux rapports franco-espagnols.

L'ANNÉE DE PAIX (1802). — Le traité d'Amiens rendit peu à peu aux chancelleries et aux ambassades un calme dont elles étaient déshabituées. A Madrid, la République était représentée par le général Gouvion Saint-Cyr, que Bonaparte avait désigné pour ce poste le 30 octobre 1801. D'un caractère réservé, peu enclin à la représentation et même, à en croire les potins, plus économe qu'il n'eût convenu, ne s'intéressant guère d'ailleurs aux choses de la diplomatie, il fit peu parler de lui. Les affaires de l'ambassade étaient gérées avec régularité par le premier secrétaire, Herman, nommé le 21 novembre 1801 et arrivé à Madrid au début de 1802. Ce fut Herman qui après le départ de Saint-Cyr, en août 1802, remplit le rôle de chargé d'affaires. Puis, le 30 septembre, Bonaparte informa Charles IV qu'il nommait à l'ambassade de Madrid le général Beurnon-

Lucien à Godoy, 14 janvier, s. d. (début mars), 23, 26 mai ; Godoy à Lucien, 27 mars, et à Bonaparte, le 29 : *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 105, f. 30-40, 70. Clef de la correspondance Godoy-Lucien : *ibid.*, f. 29. Godoy à Charles IV, 23 mars : A. N., AF IV, 1679. Lucien à Marie-Louise, 16 janvier : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5207. PIZARRO, *Memorias*, I, 202.

(1) Lucien écrivit de son propre chef à Saint-Cyr pour lui recommander de ménager Godoy ; l'ambassadeur se contenta de rendre compte à son ministre. Les relations de Lucien avec Godoy cessèrent peu à peu. En 1803 cependant l'ambassade s'inquiéta de la présence à Madrid du secrétaire de Lucien, Colonieu, venu, disait-on, négocier le mariage de Lucien soit avec la marquise de Santa Cruz, soit avec la belle-sœur de Godoy. — Saint-Cyr à Talleyrand, 28 mars 1802 ; Beurnonville au même, 7 février 1803 : A. E., *Esp.*, v. 19 supplément, f. 29 ; v. 663, f. 314. Bonaparte à Godoy, 23 mai 1802 : *Corr.*, 6097. Réponse du 10 juin : A. N., AF IV 1679.

ville. Celui-ci rejoignit le 29 octobre la cour à Barcelone où elle se trouvait alors, il la suivit dans son voyage et rentra avec elle à Madrid le 4 janvier 1803. Ces pérégrinations ne lui avaient pas permis de traiter autre chose que les affaires courantes (1). A Paris, Azara restait toujours en excellents termes avec Talleyrand et, malgré Lucien, avec Bonaparte. Sa cour, suivant un exemple donné par le Portugal, lui avait envoyé des lettres de créance spéciales pour l'accréditer auprès du Premier Consul en tant que président de la République italienne, et cette démarche avait été très agréable à Bonaparte (2).

La France se relevait de dix ans de guerre, grâce à la réorganisation consulaire et à une pacification religieuse à laquelle S. M. C. avait collaboré dans une certaine mesure (3). L'Espagne de son côté sortait peu à peu de la crise économique et financière, grâce au rétablissement progressif de son commerce dans le Levant (elle avait signé la paix avec la Russie le 4 octobre 1801) (4) et surtout grâce à la reprise des relations avec ses colonies d'Amérique ; à Cadix arrivaient convoi sur convoi de marchandises et de piastres fortes. Son commerce avec la France reprenait activement, et la balance en était à son avantage : en 1801, elle lui vendit pour 289 millions de réaux de marchandises et ne lui en acheta que pour 217 millions (54.250.000 francs). Cette différence provenait principalement des barrières douanières dont elle s'était entourée. Bonaparte entreprit donc, la tranquillité étant revenue, d'ouvrir plus largement le marché

(1) Nomination d'Herman, 21 novembre 1801, transmise à l'intéressé le 28 ; Talleyrand à Saint-Cyr, 18 décembre ; Herman à Talleyrand, 11 août 1802 ; Talleyrand à Beurnouville, 24 septembre ; Bonaparte à Charles IV, le 30 ; Beurnouville à Talleyrand, 29 octobre, 30 novembre 1802, 6 janvier 1803 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 168, 186, 235 ; v. 19 supplément, f. 14, 79 ; v. 663, f. 5, 21, 54, 103, 192. Bonaparte au même, 30 octobre 1801 : *Corr.*, 5846. THIÉBAULT, *Mémoires*, II, 240.

(2) La présentation de ces lettres eut lieu le 13 septembre 1802 ; l'Espagne n'en conserva pas moins un ministre à Milan. — Azara à Cevallos, 19 juillet, 24 septembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5207.

(3) Au lendemain de Marengo, le ministre d'Espagne à Rome, Labrador, qui se trouvait alors à Paris, fut chargé par Talleyrand d'aller faire des ouvertures au nouveau pape, et de lui dire « que le Premier Consul serait très libéral envers le Saint-Siège en ce qui regardait les affaires temporelles, si le Saint-Père l'était envers la France en ce qui regardait les affaires spirituelles. » Labrador s'acquitta de sa mission vers août 1800. En mai 1801, l'Espagne refusa d'envoyer ses évêques à un concile des évêques français, et détourna la France de l'idée de le réunir. Enfin, Azara servit souvent d'intermédiaire dans les négociations du Concordat (signé le 16 juillet 1801). — Cevallos à Lucien, 23 mai 1801 : A. N., AF IV 1679. Maury à Louis XVIII : *Correspondance*, II, 149, 186. LABRADOR, *Mélanges*, 6-9.

(4) Ce fut évidemment une paix blanche. Azara la signa avec Markoff le 4 octobre 1801, Charles IV approuva le 14, et la ratification russe arriva le 4 avril 1802 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5206, 5207.

espagnol aux produits français, et le 3 février 1802 il chargea Chaptal, ministre de l'Intérieur, d'établir un projet de traité de commerce ; Saint-Cyr recevait en même temps l'ordre de porter toute son attention sur les affaires commerciales. Mais on ne tarda pas à mêler à cette négociation beaucoup d'autres points étrangers aux questions de négoce : la cession à la France du port de Pasajes, celle de la Floride, celle d'une partie de la Toscane au roi de Sardaigne, de sorte que le cabinet de Madrid eut beau jeu pour faire traîner les pourparlers et pour esquiver un traité de commerce auquel il ne tenait pas (1).

A cette époque d'ailleurs, l'attention de la cour espagnole se portait sur un autre point : les mariages napolitains. Le fils aîné des souverains, Ferdinand, prince des Asturies, avait alors 18 ans. Depuis longtemps il était question pour lui de la fille de l'électeur de Saxe. Urquijo avait sérieusement préparé les voies : sachant que l'infant avait un rival dans la personne de l'archiduc Charles, il avait fait exposer à Talleyrand, dans leurs tripotages de juin 1800, son désir qu'à la paix l'archiduc ne reçût pas le moindre territoire en Italie, de façon que l'électeur ne pût songer à donner sa fille à un prince aussi désargenté ; la France soutenait la politique espagnole, car un mariage entre l'archiduc Charles et la Saxonne eût établi entre Dresde et Vienne des liens de parenté peu faits pour lui plaire (2). Or, on apprit un jour qu'une autre union était décidée pour Ferdinand : il allait épouser sa cousine germaine Marie-Antoinette, fille du roi de Naples Ferdinand IV et de Marie-Caroline ; en même temps, sa jeune sœur l'infante Isabelle épouserait le prince héritier de Naples, François. La nouvelle avait de quoi surprendre, car tout le monde savait que l'hostilité avouée qui existait entre les deux cours lors de la paix de Bâle ne s'était nullement apaisée avec le temps. Au début de 1799, alors que la ruine des Bourbons napolitains semblait

(1) A ce moment, l'Espagne adaptait son organisation économique au nouvel état de l'Europe en nommant dans ses places de commerce de nombreux consuls étrangers : des Sept-Iles, de Raguse, des républiques ligurienne, batave, etc. : A. *Histórico N., Estado, Junta de Comercio*, c. 634. — Talleyrand à Saint-Cyr, 18 février 1802 ; projet de traité, 26 novembre ; à Bonaparte, frimaire an 11 : A. E., *Esp.*, v. 662, f. 297 ; v. 663, f. 97, 159. Lucien à Talleyrand, 1^{er} mars 1801 : A. N., AF IV 1679. Bonaparte au même, 13 février 1801 : *Corr.*, 5365 ; à Chaptal, 3 février 1802 : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, I, 82 (le projet est très probablement celui en 35 articles, s. d., des A. N., AF IV 1610, plaq. I^o). DESDEVICES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, III, 163.

(2) Urquijo à Muzquiz et Hervas, 22 juin 1800 ; Azara à Cevallos, 4, 24 avril 1801 : A. *Histórico N., Estado*, c. 3963, 5205. Guillemardet et Alquier à Talleyrand, 10 février, 2 juin 1800 : A. E., *Esp.*, v. 657, f. 511 ; v. 659, f. 10.

proche, le cabinet de Madrid avait officiellement demandé au Directoire qu'en cas de démembrement de leur royaume on donnât la Sicile à un infant espagnol ; au même moment, Marie-Caroline soupçonnait S. M. C. de machiner un soulèvement des nobles napolitains (« Veillez qu'ils ne se vendent pas à l'Espagne ; ils en sont capables ! ») et elle écrivait à Gallo : « Nous avons les puissants ennemis : Français..., leurs chers alliés, nos pires ennemis, les Espagnols » (1). De fait, ce fut sans aucune espèce d'enthousiasme qu'elle accepta l'idée des mariages espagnols, les regardant comme un pis-aller auquel elle ne se résigna qu'après avoir vu échouer plusieurs autres projets. De son côté, Marie-Louise ne tenait guère à avoir pour bru la fille de celle qui l'appelait « une vieille catin », mais elle désirait en revanche vivement pour l'infante Isabelle une union qui lui assurait la couronne des Deux-Siciles ; or on lui avait fait clairement comprendre qu'Isabelle ne viendrait à Naples que si Marie-Antoinette de Naples allait à Madrid : il avait donc bien fallu renoncer pour Ferdinand au projet saxon et introduire à Madrid une princesse napolitaine (2). Bonaparte ne fut au courant qu'en novembre 1801 ; il croyait si peu à une réconciliation entre les deux branches des Bourbons qu'en février encore il faisait entrevoir à Godoy la possibilité de placer le prince Louis de Parme sur le trône des Deux-Siciles. Talleyrand insista bien sur l'inconvénient que ces mariages présentaient au point de vue français, mais on ne possédait aucun moyen sérieux de s'y opposer (3). Le 25 août, l'ambassadeur d'Espagne à Naples fit au nom de sa cour la demande officielle. Une escadre conduisit les princes napolitains à Barcelone, où ils trouvèrent les *Reyes* et les souverains de Toscane. Le 4 octobre 1802, les mariages furent ratifiés avec la plus grande solennité (4). Déjà l'on pou-

(1) Azara à Talleyrand, 1^{er} janvier 1799 ; Guillemardet au même, 27 décembre 1798, 17 janvier, 6 septembre 1799 ; Urquijo à Azara, 8 avril 1799 : A. E., *Esp.*, v. 654, f. 443, 429, 510 ; v. 656, f. 445 ; v. 26 supplément, f. 28. Marie-Caroline à Gallo, 8, 23, 28 janvier 1799, 17, 30 mai : *Correspondance*, II, 10, 30, 33, 93, 101. *Gazeta de Madrid*, 28 août 1798.

(2) Noter qu'à cette époque le prince héritier de Naples, François, n'était pas encore veuf : sa première femme, Marie-Clémentine, archiduchesse d'Autriche, était au plus mal, mais ne mourut que le 15 novembre 1801. Cf. sur cette question VILLA URRUTIA, *Las Mujeres de Fernando VII*, 21, et surtout PITOLLET, *Notes sur la première femme de Ferdinand VII*. Marie-Caroline à Gallo, 20 mars 1801 : *Correspondance*, II, 223.

(3) Talleyrand à Lucien, 5 février 1801 ; à Bonaparte, frimaire an 10 : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 452 ; v. 662, f. 170. Bonaparte à Talleyrand, 4 février 1801 : *Corr.*, 5335.

(4) Marie-Caroline à Gallo, 27 août 1802 : *Correspondance*, II, 335. PIZARRO, *Memorias*, I, 212. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 79. LEMA, 295-303.

vait deviner qu'avec Marie-Antoinette entrerait à la cour de Madrid un nouvel élément de discorde et de désunion, mais nul ne prévoyait quelle importance ces affaires de famille prendraient un jour dans les rapports de Napoléon avec l'Espagne.

CONCLUSION. — Au cours des fêtes de Barcelone, Godoy était apparu comme le maître tout-puissant. Sa faveur était plus grande qu'elle n'avait jamais été, son empire sur ses souverains absolu ; c'est à lui qu'ils attribuaient la paix et ses conditions honorables, la prospérité qui renaissait dans le royaume. En traversant Barcelone aux côtés des *Reyes*, au milieu des acclamations, il pouvait croire que c'était son triomphe qu'on célébrait. Pourtant, une ombre obscurcissait ce tableau. On avait remarqué que l'ambassadeur de France n'assistait pas aux mariages : Beurnonville en effet avait été nommé trop tard pour arriver en temps opportun, et cette absence, peut-être voulue, pouvait rappeler au favori ses récentes difficultés avec la France, et l'inquiéter sur l'avenir. De ses rapports avec Bonaparte, il semble qu'il gardait à l'égard du Premier Consul un mélange de rancune et de crainte. La première n'était pas assez violente pour le jeter, comme au temps du Directoire, dans une politique anti-française, mais la seconde n'était pas encore assez forte pour qu'il se sentît rivé à la puissance de Napoléon et qu'il remit à lui sa fortune : pendant deux ans encore, entre l'Angleterre et la France il allait chercher sa voie.

Quant à Bonaparte, ces deux années d'expériences espagnoles avaient tout d'abord confirmé les notions qu'au moment du 18 brumaire il possédait sur son alliée : qu'elle constituait un facteur essentiel de toute politique italienne ; que son renom de richesse était fondé, à en juger par les fortunes que des négociateurs avisés pouvaient acquérir chez elle ; que sur mer elle était en mesure d'apporter un puissant concours, à condition qu'elle consentît à le donner avec activité et loyauté. Mais à ces données primitives Bonaparte venait d'en ajouter de nouvelles : il avait vérifié les expériences déjà faites sous le Directoire sur le lien étroit qui unissait les affaires espagnoles et portugaises, et il avait pu se convaincre qu'on n'agissait sur Lisbonne qu'en passant par Madrid ; il connaissait maintenant Godoy : il savait combien était grande la puissance du favori en Espagne,

et combien petite la confiance que l'on pouvait avoir en lui. Ces nouveaux enseignements, tirés de la guerre des Oranges, Bonaparte allait avoir bien vite l'occasion de les appliquer, car déjà la paix avec l'Angleterre touchait à sa fin, et l'alliance franco-espagnole allait de nouveau être mise à l'épreuve.



Signature de Lucien Bonaparte

1801

CHAPITRE II

LE TRAITÉ DE SUBSIDES DE 1803

I

L'ESPAGNE DEVANT LA RUPTURE FRANCO-ANGLAISE

LES ÉTAPES DE LA RUPTURE. Le cabinet de Madrid remarquablement renseigné par Azara. — L'ESPAGNE CONTRE LA GUERRE. Nécessité de la paix pour son rétablissement économique. Mauvaise humeur contre la France : froissements commerciaux, déceptions et inquiétudes dans les affaires d'Étrurie et de Parme, la Louisiane vendue aux États-Unis par Bonaparte.

II

LE PROBLÈME DE LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

TRAVAUX D'APPROCHE A MADRID (MARS-MAI 1803). Godoy prévenu que la France lui demandera son concours, et l'Angleterre sa neutralité. Sa satisfaction devant ce rôle d'arbitre ; sa politique des mains libres. — PREMIÈRES MANŒUVRES DE GODOY. Son pacifisme soudain au lendemain de la rupture. Ses tentatives infructueuses de médiation et de constitution d'une ligue de neutralité armée (mai-juin 1803).

III

LA DEMANDE DE SUBSIDES

L'IDÉE DU SUBSIDE. Elle est suggérée à Godoy par Talleyrand et Hervas (31 mai 1803). Ses antécédents. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS SUR LE SUBSIDE. La suggestion repoussée par Godoy. Manœuvre d'intimidation de Talleyrand ; sa demande officielle (juillet). — FRÈRE ET BEURNONVILLE. Leurs personnalités. Efforts de Beurnonville pour obtenir le subside. Efforts de Frère pour obtenir la neutralité espagnole pure et simple.

IV

L'INTERVENTION DE BONAPARTE (14 AOÛT 1803)

LA NOTE DU 26 JUILLET. Bonaparte et Talleyrand indisposés contre l'Espagne. La première sommation. — L'ULTIMATUM DU 14 AOÛT. Nouveaux incidents. Préparatifs de Bonaparte. L'ultimatum ; son caractère de pure intimidation : faiblesse des moyens d'action réels de Bonaparte.

V

SUCCÈS ANGLAIS A MADRID

L'ÉCHEC DE BEURNONVILLE. Action de Frere à Madrid. Présentation de l'ultimatum par Beurnonville, son rejet (5 septembre 1803). — LA RECUCADE DE BONAPARTE. Impossibilité pour Bonaparte d'exécuter ses menaces. Nécessité de reprendre la manœuvre : la mission d'Herman. — L'ÉCHEC D'HERMAN. Contre-mines de Frere à Madrid. Herman berné par Godoy. La négociation reprise par Beurnonville, son nouvel échec (11 octobre).

VI

LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE SUBSIDES (19 OCTOBRE 1803)

LES POURPARLERS DE PARIS. Premières négociations avec Azara en septembre. leur arrêt immédiat. Les nouvelles instructions à Azara. Discussion entre Azara et Talleyrand (17-19 octobre) et signature. Le traité. — CONCLUSION.

I

L'ESPAGNE DEVANT LA RUPTURE FRANCO-ANGLAISE

LES ÉTAPES DE LA RUPTURE. — Le 1^{er} octobre 1802, en dressant les instructions secrètes destinées au nouveau ministre britannique à Madrid, John Hookham Frere, Hawkesbury envisageait la possibilité d'une nouvelle guerre avec la France et traçait minutieusement la conduite à suivre en ce cas. Le 6 novembre, le secrétaire d'État de S. M. C., Cevallos, avertissait le chargé d'affaires espagnol à Londres, Larrea, qu'une rupture entre la France et l'Angleterre était à envisager. Au début de 1803, Talleyrand complétait le personnel de l'ambassade à Madrid en y nommant un deuxième secré-

taire, Vandeuil, et un secrétaire-interprète, Bellocq, et il ne cachait pas à Beurnonville que si ses bureaux étaient renforcés de la sorte, c'était en prévision de la grande crise qui allait s'ouvrir. A Londres comme à Madrid comme à Paris, on sentait poeche la rupture de ce que Georges III avait appelé « *an experimental peace* », et la reprise du grand conflit (1).

La tension franco-anglaise devint sérieuse vers février 1803 et les hostilités commencèrent à la fin de mai. Pendant cette période capitale, la cour d'Espagne fut probablement parmi les mieux informées d'Europe sur la marche des événements. Elle ne l'était point par son représentant à Londres, Anduaga, à qui Hawkesbury ne donnait aucun renseignement sérieux. Elle ne l'était pas non plus par le gouvernement français. Sans doute, celui-ci était bien aise de pouvoir à l'occasion s'appuyer sur l'autorité de son allié ; elle lui était utile en particulier dans les pourparlers sur Malte, dont Charles IV, au traité d'Amiens, avait garanti la restitution à l'Ordre, et Talleyrand se faisait un mérite de cette attitude en soulignant « l'intérêt que le Premier Consul a voulu montrer pour le maintien de la dignité de la couronne d'Espagne, que dans la question relative à Malte l'Angleterre a tout à fait méconnue. » Mais des communications officielles de ce genre ne constituaient que des informations bien insuffisantes (2) et le cabinet de Madrid fût resté dans une ignorance presque complète de négociations cependant capitales pour lui, sans son ambassadeur à Paris, Azara. Celui-ci se trouvait en excellents termes avec le représentant de la Grande-Bretagne, Whitworth, et il servait de truchement entre Talleyrand et lui, chacun des deux lui disant ce qu'il voulait faire répéter officieusement à l'autre. C'est de cette façon qu'au début de janvier 1803 Français et Anglais prirent contact sur l'épineuse question de Malte et qu'en mars Whitworth annonça que sur ce point son cabinet ne céderait point sans garantie. L'ambassadeur britannique donnait à Azara des renseignements précieux ; il lui répéta par exemple tout ce qui avait été dit entre Bonaparte et lui au cours des deux heures

(1) Instructions secrètes d'Hawkesbury à Frere, 1^{er} octobre 1802 (cf. aussi celles du 27) : *Record Office*, F. O. 72, 47. Cevallos à Larrea, 6 novembre 1802 : *Archivo de Simancas, Estado*, c. 8168. Nomination de Bellocq, pluviôse an 11 ; Beurnonville à Talleyrand, 10 mars 1803 ; Talleyrand à Beurnonville, le 11 : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 364, 421, 424. BRANDT, *England und die napoleonische Weltpolitik*.

(2) Cf. aussi la notification à Cevallos du départ de Whitworth, « qui ne peut que devenir un motif d'étroite union entre l'Espagne et la France », et le message au Sénat du 20 mai 1803. Talleyrand à Azara, 2, 3, 12 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208 ; *Corr.*, 6755.

d'entretien qu'ils eurent ensemble dans la nuit du 5 mars (1). Par ailleurs, le vieux diplomate espagnol avait des informations par Talleyrand et par les ministres de Russie et de Prusse, avec lesquels il était au mieux. Aussi ses dépêches à sa cour étaient-elles fort bien documentées et montrèrent-elles dès le premier jour, avec beaucoup de sagacité, la catastrophe vers laquelle on marchait. « A l'heure actuelle, il y a une espèce de négociation, mais à mon modeste avis le résultat en sera infailliblement la guerre [12 mars]... Le ministère et toute la famille Bonaparte redoutent beaucoup la guerre... et leurs efforts ont beaucoup calmé Bonaparte, mais la difficulté consistera dans la façon de s'arrêter, car il est très engagé vis-à-vis du public [26 mars]... Je n'ai rien à ajouter, sinon une fois de plus ce que j'ai insinué dans tous mes précédents rapports : que je vois tout en noir, très en noir, et que je ne crois pas possible d'éviter la guerre, à moins de quelque accident heureux [28 mars]. » Azara se trouvait aux côtés de Whitworth lors de la scène célèbre que Bonaparte lui fit à la réception du 13 mars. Le 1^{er} mai, il assistait à ce dîner diplomatique que le Premier Consul fit avancer de quatre jours pour le donner avant la date où expirait l'ultimatum anglais, et ce fut avec lui que Bonaparte commença sa sortie habituelle : « Que dites-vous de votre traité d'Amiens ? » lui demanda-t-il. Mais Azara ne se prêta pas au dialogue : « L'auditoire était trop attentif et trop soupçonneux pour que je pusse répondre sans imprudence, et je me contentai d'une réponse évasive. » Ce fut donc à son voisin, Markoff, que le Premier Consul déclara que « les propositions anglaises n'étaient pas compatibles avec l'intérêt et l'honneur de la France, et qu'elles ne seraient jamais acceptées. » Toujours aux premières loges, Azara assista à cette discussion entre Talleyrand et Whitworth où ce dernier demanda ses passeports (3 mai) et il eut la primeur de la note que le ministre joignit aux dits passeports, et dont la lecture décida l'ambassadeur à retarder son départ. Enfin, le 18 mai, apprenant que la réponse définitive de Londres venait d'arriver, Azara courut aux Relations Extérieures ; informé que le ministre avait été mandé à Saint-Cloud, il l'y suivit, fit antichambre jusqu'à minuit, put entrevoir Talleyrand à la sortie du conseil et fut ainsi le premier à apprendre que les ultimes propositions françaises étaient repoussées, que l'ambassadeur de France venait de débat-

(1) Whitworth à Hawkesbury, 13 décembre 1802, 7 janvier 1803 ; dans BROWNING, *England and Napoleon in 1803*, 25, 40. Azara à Cevallos, 9, 26 mars ; *A. Histórico N., Estado*, c. 5208.

quer à Calais et Whitworth à Douvres, que la rupture était par conséquent consommée (1).

L'ESPAGNE CONTRE LA GUERRE. — La cour d'Espagne avait donc été parfaitement tenue au courant de la marche des événements, et elle avait eu tout le temps de se préparer à l'idée de la guerre. Or cette idée lui était rien moins qu'agréable, car en vertu du traité d'alliance de Saint-Ildefonse elle risquait fort d'être entraînée dans les hostilités, et de cela elle ne voulait à aucun prix.

L'Espagne avait besoin de la paix pour rétablir ses finances et son commerce. Ce rétablissement était en bonne voie. Depuis les préliminaires de Londres, marchandises et piastres affluaient à Cadix : « D'Amérique, dit un témoin oculaire, commencèrent à venir de nombreux vaisseaux, tous chargés de marchandises de bon prix et de grande valeur commerciale, et surtout chargés d'argent. De cet argent, le gouvernement recevait une grosse part, les particuliers une part qui n'était pas mince, les gens de Cadix une part respectable. Partout on voyait un mouvement intense ; la baie était peuplée de navires ; par les rues roulaient de nombreuses voitures chargées de marchandises,.... et à travers la cohue des passants, fort nombreux à cet endroit, circulaient de robustes portefaix galiciens, courbés par la charge, et sur les épaules desquels on voyait à travers la toile grossière des sacs luire le métal des piastres fortes » (2). Grâce à cet afflux de richesses, on avait pu amortir une bonne partie des *vales reales* (du 30 août 1800 au 27 juin 1803 les amortissements montèrent à 227.404.798 réaux, soit 56.851.199 francs) et la dépréciation de ces billets ne fut en moyenne que de 21 1/4 % en janvier 1803,

(1) Azara à Cevallos, 12, 26, 28 mars, 2, 23 avril, 3, 12, 19 mai 1803 ; *ibid.*

(2) ALCALÁ GALIANO, *Recuerdos de un anciano*, 10-11. D'après le commissaire des relations commerciales à Cadix, Le Roy, il entra dans ce port d'octobre 1801 à fin septembre 1802, 38.527.053 piastres fortes (la piastre forte valait cinq francs) ; de septembre 1802 à septembre 1803, il en arriva 33.078.756 et il y eut 1.159 entrées et 836 sorties de vaisseaux (espagnols : 414 entrées et 644 sorties ; portugais : 101 et 104 ; américains : 95 et 113 ; danois : 74 et 84 ; suédois : 67 et 83 ; anglais : 36 et 56 ; autrichiens, 11 et 14 ; français, 9 et 16) ; Le Roy à Talleyrand, 5 mars 1805, A. E., *Consulat de Cadix*. D'après le consul anglais à Madrid, Hunter, entre le 8 décembre 1801 et le 31 mai 1802 il arriva à Cadix pour 29.048.400 piastres fortes en marchandises ou en argent, et 5.586.619 au Ferrol ; état du 4 mars 1803, *Record Office*, F. O. 72, 48. D'après un mémoire des frères Ternaux, les deux tiers des laines fines espagnoles étaient vendues en Angleterre : 21 mai 1803, A. E., *Port.*, v. 124, f. 111.

alors qu'elle atteignait 65 1/2 pour le même mois de 1801 (1). La guerre avec l'Angleterre eût coupé court à cette prospérité renaissante, et la cour de Madrid tenait d'autant moins à s'y lancer pour le bon plaisir de Bonaparte qu'à l'égard de celui-ci elle avait à cette époque des griefs assez sérieux.

Les premiers étaient d'ordre commercial. A vrai dire, sur le fond de l'affaire c'était plutôt le Premier Consul qui avait à se plaindre de l'Espagne : elle venait d'interdire l'importation des cotons manufacturés ; elle se refusait à payer les indemnités prévues par les traités pour dommages de guerre ; les commerçants français étaient victimes de brimades et de vexations ; il y eut même une affaire assez grave, celle du *Favori*, un bateau français dont l'équipage fut arrêté à Alicante et condamné aux présides sous prétexte de contrebande. Mais les réclamations de l'ambassadeur Beurnonville, justes dans le fond, étaient conçues dans une forme excessive et blessante. Ses notes menaçantes à la *Secretaría de Estado* alternaient avec des dépêches à Talleyrand et à Bonaparte où il dénonçait « la hauteur et l'humeur que les ministres ne prennent même plus le soin de dissimuler », leurs « observations presque humiliantes », leur « mépris décourageant », leur « esprit de haine » ; Bonaparte en ayant écrit personnellement à Charles IV, le roi répondit avec une sécheresse qui n'était pas dans sa manière (3 avril 1803) et qui montrait que si les procédés espagnols étaient irritants pour le commerce français, les notes de Beurnonville étaient plus blessantes encore pour l'amour-propre espagnol (2).

Les affaires d'Étrurie étaient un autre motif d'humeur contre le gouvernement consulaire. La cour d'Espagne avait célébré par trois jours de gala (12-15 avril 1801) l'élévation au trône de Toscane du gendre de S. M. C. (3), mais cette satisfaction officielle ne tarda

(1) Il faut ajouter à ce chiffre 87.576.658 réaux amortis avant le 30 août 1800, de sorte qu'au 27 juin 1803 les *vales* restant en circulation ne montaient plus qu'à 1.981.632.181 réaux : Hunter à Hawkesbury, 2 juillet 1803, *Record Office*, F. O. 72. 49. Tableau du cours des *vales* : A. N., AF IV 1608 B, plaq. 2/1.

(2) Beurnonville à Cevallos, 7 décembre 1802 ; à Talleyrand, 25, 27 janvier 1803, 9, 28 février, etc. ; mémoire de ventôse an 11 : A. E., *Esp.*, v. 663, f. 125, 225, 248, 324, 394, 467 ; à Bonaparte, 7 février : A. N., AF IV 1679. Charles IV au même, 1^{er} avril : *A. Histórico N., Estado*, c. 2821. Talleyrand au même, 8 novembre 1802 : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, 32. Bonaparte à Charles IV, 11 mars : *Corr.*, 6627. Sur les griefs du commerce français contre l'Espagne, copieuse correspondance de Belleville avec Talleyrand : instructions de fructidor an 10, dépêches des 9, 30 septembre, 23 décembre 1802, 28 janvier 1803, 28 février, 17 mars, 2 juin, 28 juillet (long rapport), etc. : A. E., *Consulat de Madrid*.

(3) Circulaire de Cevallos, 12 avril 1801 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5736.

pas à faire place aux récriminations. Bonaparte avait promis de faire reconnaître le nouveau roi par toute l'Europe : or, même après la pacification de 1802, ni l'Angleterre ni la Russie n'avaient consenti à le faire (1). Bonaparte avait assuré que les troupes françaises évacueraient la Toscane sitôt le pouvoir de Louis I^{er} consolidé : or il ne trouvait jamais que ce moment fût venu, et la cour de Florence s'en plaignait vivement. La conduite des troupes laissait en effet à désirer, et surtout leur entretien épuisait le budget, qui se trouvait déjà suffisamment obéré : la dette atteignait 121 millions de francs, et le revenu annuel ne dépassait pas 12 millions et demi ; encore ces chiffres datent-ils de l'arrivée des nouveaux souverains, et ceux-ci eurent vite fait d'accroître arriéré et déficit, soit par les dettes personnelles qu'ils apportaient d'Espagne et de Paris, soit par la prodigalité et le gaspillage qui régnèrent à leur cour. Le cabinet de Madrid comme celui de Florence désirait donc très vivement le retrait des troupes françaises. Mais malgré les lettres personnelles que lui adressait Louis I^{er}, malgré les notes d'Azara et ses instances dans les conversations particulières, Bonaparte se bornait à de vagues promesses, et l'ambassadeur espagnol n'osait pas insister « avec un gouvernement aussi cassant que celui-ci » et aussi parce qu'il savait que tout effort était inutile : « Je dois faire observer à V. E., écrivait-il à Cevallos, que d'après mes observations et d'après ce que je vois et touche de la main, il y a un parti pris sur le chapitre de l'évacuation de la Toscane, parti pris qui est en accord avec le système général adopté ici d'entretenir le tiers de l'armée aux frais des amis et alliés. Il est visible en effet qu'entre la Cisalpine, la Toscane et la Hollande on fait nourrir et habiller une armée formidable, et l'on enrichit en outre les généraux qu'on envoie à tour de rôle dans ces pays... Telle est la véritable raison, mais on ne la donne pas et, comme V. E. le voit, on répond aux instances avec des prétextes absurdes et même ridicules » (2). Cette mauvaise volonté de

(1) Le pape avait aussitôt envoyé le cardinal Caleppi pour reconnaître Louis I^{er}. Mais la Russie subordonnait cette formalité à l'attribution d'une indemnité à Charles-Emmanuel de Sardaigne, auquel Bonaparte songeait (octobre 1802) à donner le sud de la Toscane et Sienne. Quant à l'Angleterre, toutes ses propositions de 1803 comportèrent la reconnaissance. — Maury à Louis XVIII, 29 juillet 1801 : *Correspondance*, H, 151. Alexandre à Bonaparte, 21 octobre 1802 ; Markoff à Alexandre, 18 novembre, 13 décembre : dans TATISCHERFF, *Alexandre et Napoléon*, 35. Propositions anglaises d'avril-mai 1803 dans BROWNING, *England and Napoleon*, 151, 198, 226, 232. Cf. Bonaparte à Melzi, 26 mars 1802 : dans MELZI, *Memorie... di Napoleone*, II, 20.

(2) Cevallos à Azara, 21 août 1802 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5207 ; dépêches à

la France n'était nullement faite pour inciter le gouvernement espagnol à entrer en guerre à ses côtés. Tout au contraire, les affaires d'Étrurie lui étaient une raison puissante de maintenir autant qu'il se pourrait la paix générale, car il était évident qu'une fois la guerre engagée Bonaparte consentirait moins que jamais à évacuer la Toscane, et surtout Livourne : « Les souverains d'Italie, prévoyait Cevallos, vont pâtir de l'insupportable charge que constituera l'entretien des troupes françaises destinées à garder les côtes d'Italie et à en écarter les Anglais... Les États innocents et absolument étrangers à cette contestation, celui de Toscane entre autres, vont par le droit du plus fort être victimes de ces querelles... » Et la reine voyait déjà son gendre « mourir de peur à se voir au milieu de tant de Français et d'Anglais en guerre » (1).

Cette dernière expression était moins exagérée qu'il ne peut sembler, car la santé physique et intellectuelle de Louis I^{er} était en effet à la merci d'une forte émotion. Depuis longtemps il était sujet à des attaques d'épilepsie qui après son avènement devinrent de plus en plus fréquentes, en même temps que sa raison s'obscurcissait par moments. En 1802, ce furent de véritables crises de folie furieuse, et Bonaparte insinua à la cour de Madrid que l'établissement d'un testament bien en règle serait une sage précaution. Louis le rédigea le 25 mai 1803, nommant sa femme régente jusqu'à la majorité de son fils Charles-Louis, qui avait trois ans et demi, et il mourut deux jours après (2). Sans doute, le pauvre prince n'eût guère été pour son royaume un guide bien avisé et bien sûr dans la grande crise qui s'ouvrait, mais sa mort survenant en pleine rupture franco-anglaise compliquait malgré tout la situation et était pour l'Espagne un motif de plus de désirer ardemment le maintien ou la restauration de la paix.

Mais précisément les affaires d'Étrurie, par une voie indirecte, avaient contribué à la rupture de la paix d'Amiens. Le vieux duc

Cevallos de Ventura, 4 novembre 1802, de Blasco de Orozco, 28 juillet 1801 (c. 5736) et d'Azara, 13 février, 9 mars 1803 (c. 5208). Maury à Louis XVIII, 20 août 1801 : *Correspondance*, II, 162. MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 92, 105.

(1) Effectivement, Bonaparte donna ordre le 13 mai à Clarke, ministre de France à Florence, de faire mettre l'embargo dans tous les ports toscans sur les navires chargés pour le compte de l'Angleterre ; et loin d'évacuer, il écrivait, le 8 août : « La Toscane n'est pas chargée en proportion de la guerre que nous soutenons. » — Cevallos à Azara, 23 mai, 10 juin 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. LEMA, *Antecedentes*, 392. *Corr.*, 6743. 6992.

(2) Bonaparte à Charles IV, 23 mai 1802 : *Corr.*, 6096 ; réponse du 12 juin : *A. N., AF IV 1679*. Azara à Cevallos, 3 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. REUMONT, *Geschichte Toscanas*, II, 409. LEMA, *op. cit.*, 299. MARMOTTAN, *op. cit.*, 123.

de Parme, auquel Bonaparte avait consenti à laisser ses états jusqu'à sa mort, était décédé le 9 octobre 1802 : qu'allait devenir Parme ? L'Espagne espérait bien que le Premier Consul consentirait à la donner à l'Étrurie, et dès le 18 octobre Charles IV lui écrivit pour la lui demander. Mais Bonaparte n'était nullement disposé à le faire, du moins gratuitement. Il avait aussitôt expédié à son représentant auprès du vieux duc, Moreau Saint-Méry, l'ordre de prendre possession du duché, et il réfléchissait. La première solution était d'annexer Parme à la République italienne, et le 16 il entretenait Melzi dans cet espoir : « Je sens bien que ce pays arrondirait beaucoup la République italienne ; et les événements actuels tendent à tant de considérations que je ne prévois pas encore le parti définitif qui sera pris » (1). Mais au même instant, au cours d'une discussion assez chaude qu'il eut avec Azara, il exposait une tout autre combinaison : il consentait à donner Parme au roi d'Étrurie, mais en échange l'Espagne céderait à la France les Florides. L'idée n'était pas neuve : dès le lendemain de la convention d'Aranjuez, le 7 avril 1801, le Premier Consul l'avait mise en avant. Le cabinet de Madrid était donc prévenu depuis longtemps : il n'en accueillit pas moins très fraîchement la suggestion. Godoy déclara à l'ambassadeur de Naples, d'après Marie-Caroline, « que les Espagnols ne céderont pas les Florides, que déjà ils se ressentent de la Louisiane ; ...qu'il ne fallait pas, pour la vanité de lui faire un sort [au roi d'Étrurie] ruiner l'Espagne, et que cela avait déjà assez coûté et fait du mal. » On en discutait encore quand survint la crise franco-anglaise, et les prétentions de Bonaparte sur ce chapitre étaient pour une bonne partie responsables du refroidissement entre Madrid et Paris (2). L'Espagne les repoussait du reste avec d'autant plus d'aigreur qu'elles contribuaient à aggraver encore la tension avec l'Angleterre. On sait quelle part eut à la rupture de la paix la politique coloniale du Premier Consul : les vues françaises sur la Floride mettaient sur ce point le comble à l'irritation des Anglais, — d'autant

(1) La Grua (représentant de l'Espagne à Parme) à Cevallos, 23 octobre 1802 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5736. Charles IV à Bonaparte, le 18 : *A. N., AF IV 1679*. Bonaparte à Melzi, le 16 : dans MELZI, *Memorie... di Napoleone*, II, 105.

(2) Charles IV se contenta d'offrir, en échange de Parme, les approvisionnements militaires réunis à la Nouvelle-Orléans. — Lucien à Talleyrand, 24 février, 1^{er} mars 1801 : *A. R., Esp.*, v. 661, f. 9, 26. Azara à Cevallos, 17, 18 octobre 1802 ; Talleyrand à Azara, le 16 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5207. Marie-Caroline à Gallo, 18 mars 1803 : *Correspondance*, II, 402. MARMOTTAN, 96. RENAUT, *La question de la Louisiane*, 280.

plus qu'eux-mêmes, dans la précédente guerre, avaient projeté de s'emparer de cette colonie. Il faut ajouter d'ailleurs que quand bien même Bonaparte eût renoncé à la Floride et réuni Parme à la République italienne ils n'eussent pas été satisfaits, et que Whitworth avait des instructions pour protester contre ce système de « cessions secrètes » (1). Ainsi la question de Parme était un élément de guerre franco-anglaise et par là même indisposait l'Espagne, déjà mortifiée en cette matière par les nouvelles prétentions de Bonaparte sur son empire d'Amérique.

Cette question de la Floride se trouva résolue, il est vrai, par la rupture de la paix d'Amiens, qui empêcha la France de songer désormais à des acquisitions coloniales. Mais cette même rupture valut indirectement à l'Espagne un motif nouveau et fort sérieux d'humeur contre son alliée, et une raison de plus de ne pas entrer dans la guerre : la vente de la Louisiane aux États-Unis, conclue par le gouvernement français le 3 mai 1803. S. M. C. avait cédé la Louisiane à la France le 1^{er} octobre 1800, par les préliminaires de Saint-Ildefonse, mais c'est au mois de mai 1801 seulement que Bonaparte commença à demander l'exécution de ce traité. L'Espagne ne se pressa pas, malgré les instances françaises et bien que le royaume d'Étrurie, qui était pour elle la contre-partie de cette cession, fût effectivement constitué ; ce n'est que le 7 août 1802 qu'Azara annonça officiellement que sa cour remettait la Louisiane ; encore prétendait-il lier cette question à l'évacuation de l'Étrurie par les troupes françaises (2). Bonaparte ne songeait alors nullement à céder la nouvelle colonie ; il fit d'immenses préparatifs afin de l'organiser fortement ; Victor, nommé capitaine-général, et Pierre Laussat, préfet colonial, reçurent pour instructions de la mettre en état de se défendre seule si la guerre reprenait, et de maintenir les relations existant entre elle et l'Amérique espagnole de façon à préparer un traité de commerce (3). Mais l'installation de la France

(1) Anduaga à Cevallos, 24 mai 1803 : *Archivo de Simancas, Estado*, c. 8168. Hawkesbury à Whitworth, « très secret », 14 novembre 1802 : dans BROWNING, *England and Napoleon*, 7.

(2) Talleyrand à Lucien, 11 mai, 15 octobre 1801 ; à Azara, 16 août ; Lucien à Cevallos, 23 juillet, 30 août : *A. E., Esp.*, v. 661, f. 240, 429 ; v. 27 supplément, f. 424 ; v. 28 supplément, f. 68, 80. Azara à Cevallos, 18 août 1801, 13 février 1803 ; à Talleyrand, 7 août 1802 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5206, 5207, 5208. Bonaparte au même, 27 juillet, 15 octobre 1801, 18, 21 avril, 25 juillet 1802 : *Corr.*, 5660, 5814, 6044, 6049, 6205.

(3) Texte de ces instructions (26 novembre, 7 décembre 1802) dans ROBERTSON, *Louisiana under the rule of Spain, France...*, I, 361, 375.

dans cette région inquiétait vivement les États-Unis ; lors des négociations d'Amiens, ils tâchèrent d'obtenir des Anglais qu'on rendit la Louisiane à l'Espagne, puis ils offrirent à celle-ci, en mars 1803, de lui acheter quelques territoires riverains du Mississipi, moyennant quoi ils garantiraient l'intégrité de l'Amérique espagnole. L'ouverture des pourparlers sur les Florides mettait le comble à leurs alarmes, d'autant plus que l'Angleterre saisissait cette occasion de les indisposer contre Bonaparte : « Cette acquisition, disait Hawkesbury à leur ministre à Londres, Rufus King, permet à la France d'étendre son influence et peut-être sa domination sur le Mississipi, voire même, par les Grands Lacs, jusqu'au Canada. Ce serait la réalisation du plan que seule la guerre de Sept Ans a pu empêcher. » Le cabinet de Londres lui-même participait réellement à ces inquiétudes : l'installation de la France dans les anciennes colonies espagnoles de Saint-Domingue, de la Louisiane et peut-être des Florides dressait devant lui « le spectre d'un grand empire français, s'étendant tout autour du golfe du Mexique et des Caraïbes » (1). L'Espagne voyait donc ses sacrifices coloniaux se retourner contre elle, en contribuant à déclencher cette guerre dont elle ne voulait à aucun prix.

Du moins la remise de la Louisiane à la France avait-elle à ses yeux l'avantage de mettre une barrière entre ses possessions et les États-Unis. De là s'introduisaient en effet dans ses domaines une foule d'aventuriers sans foi ni loi, qui vivaient de la vente d'armes aux Indiens et de la contrebande avec Mobile (2). Ce fut donc avec irritation que le cabinet de Madrid apprit, le 1^{er} juin 1803, que le 30 avril Bonaparte avait signé avec Livingston et Monroe le traité qui vendait la Louisiane aux États-Unis pour quatre-vingt millions de francs : l'unique avantage que les préliminaires de Saint-Ildefonse lui avaient valu en Amérique disparaissait, les Américains allaient pouvoir reprendre leur contrebande et peut-être leurs plans d'em-

(1) Un exemple assez curieux du désir qu'avaient les Anglais de prendre pied en Amérique espagnole est leur proposition, faite en décembre 1802, d'y tailler un petit royaume pour le duc d'Angoulême, « ses oncles et le reste des émigrés », sous prétexte d'en débarrasser l'Europe : Andreossi à Talleyrand, 16 décembre 1802, *A. E., Angleterre*, v. 600, f. 151. — Whitworth à Hawkesbury, 16, 20 décembre 1802, 4 janvier, 17 mars 1803 : dans BROWNING, *op. cit.*, 28, 29, 37, 120. LEMA, 357. *Cambridge Modern History of British Foreign Policy*, I, 311. BREVARD, *A history of Florida*, I, 24. BRANDT, *England und die napoleonische Weltpolitik*, 83-85. RENAULT, *La question de la Louisiane*, 264. Citation de PHILIPPSON, *Der Friede von Amiens*, 24.

(2) Cf. un curieux rapport de l'évêque de la Louisiane, Luis Peñalver y Cardenas, transmis le 13 novembre 1799 : dans ROBERTSON, *Louisiana...*, I, 355.

piètements. En outre, le gouvernement français avait agi en la circonstance avec un sans-gêne blessant pour son allié, car Gouvion Saint-Cyr avait jadis assuré par écrit que la République ne se dessaisirait jamais de la Louisiane. Cevallos le rappela aigrement à Beurnonville, qui pour toute réponse haussa les épaules : et c'était bien tout ce qu'il pouvait faire, car il ignorait tout simplement l'engagement pris par son prédécesseur. Azara remit une note de protestation assez sèche, et à Londres Anduaga fut informé officiellement, sans qu'on lui interdît d'en faire part aux Anglais, du mécontentement de S. M. C. (1). Ces manifestations d'humeur ne pouvaient avoir de résultat pratique. Il en fut de même des manœuvres par lesquelles le ministre d'Espagne à Washington, Casa-Irujo, essaya d'empêcher ou tout au moins de retarder la remise de la Louisiane aux États-Unis (2). Le 30 novembre 1803, Laussat reçut officiellement le territoire des mains du gouverneur espagnol ; il invita sur-le-champ les commissaires américains, Clairborne et Wilkinson, qui attendaient à Fort Adams, à venir en prendre possession, et le 20 décembre le drapeau de l'Union flottait à la Nouvelle-Orléans (3). Le gouvernement espagnol avait été berné, et avec désinvolture. Mais le tour qu'on venait de lui jouer, au moment même de la rupture franco-anglaise, n'était certes pas fait pour le déterminer à entrer en guerre aux côtés de son allié. Charles IV le déclara bien clairement à Godoy, le 7 mai 1803 : « Tu verras les coquineries des Français, qui ont vendu la Louisiane à l'Amérique. *Cela renforce le droit que nous avons de rester neutres.* Car ils nous avaient donné

(1) Cevallos à Azara, 12 juin 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. Anduaga à Cevallos, 13 septembre : *Archivo de Simancas, Estado*, c. 8169. Beurnonville à Talleyrand, 13 juin : *A. E., Esp.*, v. 664, f. 61. La note d'Azara (5 juin) et la réponse de Talleyrand (le 10), dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 482, 484. LABOUCHÈRE, *L'annexion de la Louisiane aux États-Unis*, 433. Texte de l'engagement de Saint-Cyr (22 juillet 1802) dans RENAULT, *La question de la Louisiane*, 194.

(2) Casa Irujo (qui personnellement ne regrettait nullement la vente de la Louisiane) protesta auprès de Madison contre cette vente (Cevallos prononçait le mot d'*illégalité*) et lui demanda d'en suspendre les effets. Une longue discussion s'ensuivit (septembre-octobre 1803) que Talleyrand coupa par d'énergiques protestations. En janvier-février 1804, Hervas déclara officiellement que sa cour accédait à la vente. — Correspondance de Casa Irujo dans ROBERTSON, *Louisiana...*, II, 69, 81-92. Cevallos à Azara, en marge de sa dépêche du 15 juin ; Talleyrand au même, 3 janvier 1804, et à Cevallos, 21 décembre 1803 ; Hervas à Talleyrand, 22 janvier, 4 février 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208, 5209, 5210. Talleyrand à Bonaparte, 9, 17 janvier 1804 : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, 84, 86. RENAULT, 421.

(3) Il y eut encore des difficultés sur la valeur du matériel espagnol laissé à la Nouvelle-Orléans, et que les Français devaient rembourser. — Masserano à Talleyrand, 15 octobre 1806, et réponse du 20 février 1807 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 369 ; 671, f. 128.

leur parole de ne pas la vendre, et ils l'ont vendue pour une bagatelle » (1).

Les nécessités d'ordre économique aussi bien que les rancunes provoquées par tous ces froissements d'Italie et d'Amérique détournèrent donc nettement l'Espagne de toute idée belliqueuse. Dans ces conditions, sa politique était toute tracée : tâcher de rétablir la paix si par hasard elle pouvait l'être encore, et sinon débattre le marché de sa neutralité. Godoy entreprit successivement ces deux tâches, et il apporta la même maladresse à toutes deux.

II

LE PROBLÈME DE LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

TRAVAUX D'APPROCHE A MADRID (mars-mai 1803). — Il est impossible que dans les semaines qui précédèrent la rupture la gravité de la situation ait échappé à Godoy. Il avait pour lui ouvrir les yeux, non seulement les dépêches si bien renseignées d'Azara, mais encore l'inquiétude de l'opinion espagnole, dont le pessimisme croissant se reflétait dans l'effondrement progressif des *vales reales*. Il avait surtout, de mars à mai 1803, un symptôme tout à fait significatif : la subite amabilité que lui témoignaient les gouvernements français et britannique (2).

Bonaparte et Talleyrand n'avaient pas porté beaucoup d'attention aux plaintes répétées que l'ambassadeur Beurnonville leur adressait contre les douaniers et les gouverneurs espagnols. Mais lorsqu'il apparut nettement qu'un jour peut-être tout proche on aurait besoin de l'Espagne, le prétexte leur parut bon pour entrer en matière. Dans la nuit du 11 mars 1803, deux lettres partirent pour Madrid, l'une du Premier Consul pour Charles IV et l'autre du ministre pour Godoy. Toutes deux étaient rédigées d'après le même plan

(1) Dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 19.

(2) La perte que les *vales* subissaient sur leur valeur nominale, qui était de 0 % seulement au milieu de 1802, passa à 26 le 14 novembre, descendit à 23 quelques jours après, à la nouvelle que Frère rejoignait son poste à Madrid, mais monta à 33 quand on connut le message de Georges III aux Communes (du 8 mars 1803), puis à 40 le 22 mai et à 47 à la fin du mois, lors de la rupture. — Frère à Hawkesbury, 4 avril, 1^{er} juin 1803 : *Record Office*, F. O. 72, 48. Herman à Talleyrand, 12 novembre 1802 ; Beurnonville au même, le 18, et 24 mars, 12 mai 1803 : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 87, 173, 628.

et tendaient à la même fin ; elles énuméraient les vexations dont les commerçants français avaient à se plaindre de l'autre côté des Pyrénées et priaient la cour de Madrid d'y mettre bon ordre, de façon à rétablir les amicales relations qui étaient plus que jamais nécessaires au moment où la marine espagnole allait peut-être être appelée à combattre une fois de plus aux côtés de la marine française. Les deux lettres furent confiées à un aide-de-camp de Bonaparte, La Planche-Mortière, « nouveau visage qui fera plus d'impression et assurera mieux l'effet de la démarche du Premier Consul. » En même temps, Beurnonville était invité à s'adapter aux circonstances du moment et à tâcher d'amadouer le gouvernement espagnol au lieu de le menacer : « Il importe à la France d'avoir satisfaction, mais il lui importe également d'être bien avec l'Espagne... On doit mettre de la douceur dans les formes, et modifier le fond même de ce qu'on a à exiger. » Depuis ce moment jusqu'à celui de la rupture avec l'Angleterre, Talleyrand ne cessa plus de préparer les voies à Madrid, soit par des instructions répétées à Beurnonville, soit par des notes habiles et pressantes où il cherchait à persuader l'Espagne que son honneur était engagé dans la querelle et qu'il convenait qu'elle montrât les dents : « Le moyen le plus sûr d'éviter la guerre est de manifester les moyens et la volonté de la faire » (1). Ainsi, lorsqu'à la fin de mai 1803 les hostilités commencèrent, Godoy savait parfaitement que Bonaparte se disposait à invoquer l'alliance de Saint-Ildefonso et à réclamer les secours militaires et navals qu'elle prévoyait.

Il savait également ce qu'allait lui demander l'Angleterre : que le cabinet de Madrid restât neutre dans le conflit qui s'ouvrait. Elle le faisait dire par son ministre à Berlin au chargé d'affaires espagnol, Pedro de Valencia. A Londres, Hawkesbury se dépensait en amabilités auprès du chargé d'affaires Larrea, puis du ministre qui vint occuper le poste le 25 avril 1803, José de Anduaga ; ses insinuations furent très claires, et plus clair encore le contentement que manifesta le roi lorsque le 18 mai, c'est-à-dire au moment de la rupture avec la France, le représentant de l'Espagne parut officiellement à son lever (2). Mais surtout, les déclarations du nouveau ministre britannique à Madrid, Frere, étaient catégoriques. Il avait reçu des

(1) Talleyrand à Beurnonville, 7, 8, 11, 14, 16 mars 1803 ; à Godoy, le 12 : A. E., Esp., v. 663, f. 404, 411, 424, 425, 426, 437, et v. 19 supplément, f. 193 ; à Azara, le 28 : A. Histórico N., Estado, c. 5208. Bonaparte à Charles IV, le 11 : Corr., 6627.

(2) Anduaga presenta ses lettres de créance le 4 mai 1803. — Valencia à Cevallos,

instructions secrètes, rédigées le 1^{er} octobre 1802, d'une parfaite netteté : l'objet principal de sa mission était de séparer l'Espagne de la France ; ceci, lui disait Hawkesbury, devait être « *the constant and persevering object of all your attention* » ; il devait donc, si possible, nouer des liens d'amitié entre Madrid et Londres, et, s'il n'y arrivait pas, obtenir la neutralité de l'Espagne dans le conflit qui menaçait, ou tout au moins retarder son entrée dans la guerre : car alors « S. M. aurait l'avantage de pouvoir lancer d'emblée toutes ses forces contre la France » ; pour atteindre ce but, Frere s'appuierait sur les représentants de Vienne, de Naples et de Lisbonne, sur la noblesse et sur l'opinion (il devait insister fortement sur la haute estime où l'Espagne était tenue en Angleterre, malgré les luttes récentes) (1). Frere arriva à Cadix le 26 octobre 1802, à Madrid le 14 novembre, et le 8 décembre il eut sa première audience à Valence, où se trouvait la cour. La maladie l'empêcha ensuite de commencer ses démarches jusqu'au milieu de février 1803, mais à partir de ce moment il eut avec Godoy de fréquentes entrevues au cours desquelles il lui posa nettement la question de la neutralité espagnole (2).

Le prince de la Paix se trouvait donc sollicité de deux côtés à la fois, et avec une égale insistance. Il ne pouvait cacher combien cette position flattait sa vanité. Les avances de Beurnonville lui étaient d'autant plus agréables qu'elles contrastaient avec le ton cassant de jadis, et il se sentait d'autant plus flatté de voir aussi souvent l'ambassadeur dans son antichambre que de janvier à avril Beurnonville s'était dispensé de paraître à la cour. « Les Français nous font mille avances, écrivait-il à Marie-Louise, car ils comprennent de quelle importance est l'amitié de Vos Majestés, et en vue de la guerre ni les uns ni les autres ne peuvent s'en désintéresser » (3). Le favori jouissait plus encore d'exposer à ses souverains les sollicitations qui lui venaient de Frere, les offres dont à l'entendre elles étaient accompagnées et le ton protecteur qu'il prenait en la circonstance : « Ce qu'ils

14 mai : A. Histórico N., Estado, c. 5932. Anduaga au même, 29 avril, 20 mai : *ibid.*, c. 5438. Andreossi à Talleyrand, 17 mars, 4 mai ; Portalis fils au même, 22 mai : A. E., Angleterre, v. 600, f. 239, 324, 379.

(1) Instructions complétées le 27 octobre : Record Office, F. O. 72, 47. Elles n'ont naturellement été reproduites par GENTZ, *Authentische Darstellung*, 107, qu'en ce qui peut être favorable à l'Angleterre.

(2) Hunter à Hawkesbury, 1^{er} novembre, 13 décembre 1802 ; Frere au même, 14 novembre, 22 décembre 1802, 17 février 1803 : Record Office, F. O. 72, 47, 48. LEMA *Antecedentes*, 378.

(3) Frere à Hawkesbury, 4 avril 1803 : Record Office, F. O. 72, 48. Godoy à Marie-Louise, le 12 : A. Histórico N., c. 2821.

m'ont offert [les Anglais] est immense, et je ne puis l'écrire. J'ai parlé de la Trinité, de Gibraltar etc., comme prix de notre neutralité au cas où nous la garderions, et en fin de compte tout a marché... Je lui ai ajouté [à Frère] que la meilleure mesure que son Roi pouvait se proposer était d'améliorer le gouvernement en France et d'y établir la monarchie. — Exactement, m'a-t-il dit. » — « L'Angleterre désire que l'Espagne reste neutre. Hier et aujourd'hui son ministre m'a excédé pour une réponse que je ne lui ai pas donnée. » — « Voilà ce qu'ils disent, avec d'autres choses difficiles à confier au papier ; en fin, Señora, estamos ahora obsequiados » (1).

A ces sollicitations, Godoy répondait de façon différente suivant le côté d'où elles venaient. La France était plus proche, les démarches de son ambassadeur plus pressantes et les notes de Talleyrand habiles ; par ailleurs, le favori était alors irrité contre le Portugal : il lui réclamait une petite localité, Jurumenha, qu'il prétendait cédée à l'Espagne par le traité de Badajoz et que le Portugal se refusait à remettre. En conséquence, ce fut Beurnonville qui eut le privilège des assurances amicales et des promesses de concours. Lorsqu'il entretenait Godoy « des vœux que la cour d'Angleterre alimentait (*sic*) secrètement », le favori l'assurait (toujours verbalement, cela va sans dire), qu'il faisait fortifier les Baléares, mettre en chantier douze vaisseaux de ligne, compléter les équipages, faire des préparatifs de défense aux colonies, et qu'il avait rabroué Frère de la belle façon : « Quand nous nous serions concertés à l'avance, je n'aurais pas pu tenir au ministre anglais un langage plus conforme à vos vœux et aux intentions de la France... J'ai répondu comme si vous eussiez été chargé de le faire à ma place. » Sur le chapitre du Portugal, il était plus satisfaisant encore : « Pour mon propre compte, je n'aurai rien plus à cœur que de marcher droit à Lisbonne à la tête d'une armée espagnole... Si l'occasion s'en représente, je retourne en Portugal, et ce royaume nous fournira une compensation suffisante de nos pertes... C'est à Lisbonne que nous attaquerons l'Angleterre. » Beurnonville prenait naïvement ces déclarations pour argent comptant : « J'ajoute d'autant plus de foi à l'esprit d'ingénuité dans lequel il [Godoy] m'a donné ces explications que nous sommes ensemble sur le ton de l'épanchement » (2). A l'égard du

(1) A Marie-Louise, 29 mars, 11, 30 avril : *A. Histórico N.*, c. 2821, LEMA, 378, 385.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 29 janvier, 24, 30 mars, 3, 6, 14 avril, 5, 9, 19, 24 mai : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 273, 473, 501, 511, 526, 554, 609, 624, 655 ; v. 664, f. 12.

ministre anglais au contraire, Godoy faisait le hautain et le bravache. Il est vrai que Frère avait très maladroitement engagé la discussion sur le chapitre du Portugal : sans doute, ses instructions lui prescrivaient de protéger ce fidèle allié, mais l'affaire de Jurumenha n'offrait pas une importance telle qu'il fallût y chercher un sujet de querelle, et c'est ce qu'il fit pourtant. Godoy en vint alors à lui déclarer que son allié Bonaparte avait 500.000 hommes sous les armes et que s'il en détachait 50.000 pour marcher sur Lisbonne l'Angleterre serait impuissante à les arrêter ; puis, haussant le ton, il regrettait d'avoir été trop généreux à Badajoz et assurait « qu'il ne serait pas fâché de donner une leçon aux Portugais. » Cevallos, suivant l'exemple de son maître, parlait avec complaisance des possibilités de débarquement français en Angleterre. Frère répliquait plus haut encore, protestait, querellait : ce n'était pas là le meilleur moyen d'atteindre le but essentiel de sa mission, l'amitié ou tout au moins la neutralité de l'Espagne (1).

En amusant de la sorte les deux antagonistes sans se compromettre par écrit avec aucun d'eux, le prince de la Paix jouait bien le jeu qui convenait en la circonstance. Mais il ne suffisait pas de garder les mains libres à Madrid en attendant l'issue de la discussion franco-anglaise : il eût été indispensable d'agir vigoureusement afin de maintenir si possible cette paix que l'Espagne voulait à tout prix. Or Godoy, en ces mois décisifs d'avril et mai 1803, ne fit rien, et c'est là un des reproches les plus graves qu'on peut adresser à sa politique. Sans doute, il n'est pas certain qu'une intervention d'Azara, même habile et vigoureuse, eût beaucoup influé sur le cours des pourparlers engagés à Paris, mais la *Secretaría de Estado* n'en est pas moins inexcusable d'avoir laissé l'ambassadeur sans instructions et même sans nouvelles en ces semaines critiques ; l'antipathie que Godoy éprouvait pour lui l'emporta sans doute sur toute autre considération, et pendant toute cette période Azara ne reçut de Cevallos que des accusés de réception et de vagues doléances (2). Les représentants de l'Espagne à Londres, à Berlin, à Vienne,

(1) Quant aux offres que Godoy prétendait recevoir de l'Angleterre, il est plus probable que c'étaient plutôt des demandes qu'il lui faisait. Car Frère n'en souffle mot dans ses dépêches, et surtout il est peu admissible qu'à ce moment-là il ait outrepassé de la sorte ses instructions. — Frère à Hawkesbury, 4, 11 avril, 2 mai, 1^{er} juin. *Record Office*, F. O. 72, 48. LEMA, 378, 385.

(2) Il s'en vengeait par des phrases d'ironique soumission : « V. E. fera de ces renseignements peu ou beaucoup de cas, suivant qu'Elle le jugera bon... Le manque absolu de réponse où je me trouve sur tous mes avis m'impose indirectement la loi

à Saint-Petersbourg demeurèrent également, faute d'instructions, dans une inaction complète. Il semblait que Godoy, grisé par les sollicitations françaises et anglaises, se crût l'arbitre de la situation et qu'il regardât toute démarche comme superflue. L'ouverture des hostilités, à la fin de mai 1803, vint le tirer de ses illusions.

PREMIERS TÂTONNEMENTS DE GODOY. — Quelques jours après la nouvelle de la rupture, Beurnonville reçut de Talleyrand deux lettres (des 31 mai et 1^{er} juin 1803) l'invitant à demander nettement à l'Espagne quelle attitude elle comptait prendre. Il s'empressa d'aller trouver Cevallos, puis Godoy, et les réponses qu'il en reçut le remplirent d'étonnement. Ni l'un ni l'autre ne lui parlaient plus d'armer des vaisseaux ni de marcher sur Lisbonne ; bien au contraire, ils battaient précipitamment en retraite, ils refusaient catégoriquement de répondre tant que la question ne serait pas posée par écrit et ils faisaient remarquer que S. M. C. était censée ignorer l'affaire, n'ayant jamais été mise officiellement au courant des causes de la guerre. Il fallait la naïveté de Beurnonville pour s'étonner de cette attitude, pour se refuser encore à y voir « des intentions perfides » et pour l'attribuer simplement au manque de courage et de capacités. Il n'avait pas remarqué que toutes les assurances dont l'avait comblé Godoy étaient purement verbales, que les Espagnols s'étaient toujours montrés beaucoup plus réservés dès qu'il s'agissait d'écrire et que la réponse de Charles IV (3 avril) à la lettre de Bonaparte apportée par La Planche-Mortière, aussi bien que celles de Cevallos aux notes de Talleyrand (le 12 mai en particulier), s'abstenaient prudemment de tout engagement positif (1). Il fallut du temps à Beurnonville pour comprendre que Godoy, devant la rupture désormais accomplie, ne songeait plus qu'à une chose : conserver la paix à l'Espagne.

d'un religieux silence, car je ne puis deviner si mes nouvelles sont agréables ou se trouvent en désaccord avec d'autres qui peut-être méritent plus de crédit. — Dépêches d'Azara et Cevallos, 21 mars, 23 avril, 12, 23 mai, etc. : *A. Histórico N. Estado*, c. 5208.

(1) La Planche-Mortière arriva à Madrid le 26 mars et repartit le 6 avril. — Talleyrand à Beurnonville, 16 mars ; Beurnonville à Talleyrand, 28 mars, 3, 6 avril, 6, 13 juin : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 437, 487, 511, 524 ; v. 664, f. 49, 61. Charles IV à Bonaparte, 3 avril : *A. N.*, AF IV 1679. Cevallos à Azara, 12 mai : *A. Histórico N. Estado*, c. 5208.

À vrai dire, il était bien tard pour entreprendre cette tâche, qui eût dû être préparée de longue main. De plus, Godoy perdit encore du temps à deux manœuvres improvisées et malhabiles, vouées l'une et l'autre à l'échec. La première consista en une tentative pour renouer les pourparlers entre la France et l'Angleterre par l'intermédiaire du ministre d'Espagne à Londres, Anduaga. Des ordres en ce sens furent dépêchés le 23 mai 1803 à Azara : il devait suggérer cette idée à Talleyrand, « habilement et comme venant de lui », et s'il réussissait à la faire admettre, Anduaga (à qui l'on envoyait les instructions nécessaires) représenterait à Londres les intérêts français. Mais Azara répondit le 15 juin que, comme il l'avait prévu, son ouverture avait été repoussée : « La règle que suit le ministère français est de tout faire par lui-même et sans rien communiquer à ses amis ; quant aux offres de médiation et bons offices, il n'en tient compte que si les cours dont elles émanent possèdent des forces suffisantes pour appuyer leurs propositions » (1). On songea alors à Madrid à une autre tactique. L'Espagne ne pouvait se déclarer neutre, c'est-à-dire déchirer le traité d'alliance avec la France, sans s'exposer à des représailles, mais elle pourrait les braver si elle faisait partie d'une puissante ligue des neutres. Or la Russie et la Prusse lui faisaient des ouvertures en ce sens. L'hostilité de la première à la France n'était pas douteuse, et Godoy devait être bien renseigné sur ce point, car il venait d'entrer en contact avec le représentant du tsar, tout récemment débarqué à Cadix, Mouravieff. C'était un homme intelligent, subtil et intrigant, flanqué par surcroît d'un secrétaire roué et discret, Lambert, mais auquel ses besoins d'argent et ses dettes ôtaient vite toute possibilité d'action indépendante. Il est plus que probable qu'au cours des entretiens qu'il eut avec le prince de la Paix ils envisagèrent la possibilité d'une ligue de neutralité armée. Le 6 mai 1803 d'ailleurs, le ministre espagnol à Saint-Petersbourg, Noroña, avertissait sa cour que le tsar était tout disposé à en organiser une (2). Quant à la Prusse, elle était fort explicite. « Le ministre des Affaires Étrangères, écrivait le ministre d'Espagne à Berlin, Valencia, voit avec beaucoup de mauvaise humeur la prépondérance que prend la France. Il m'a répété ce que je sais très bien, que nous allons achever de nous perdre si nous déclarons la guerre, et que nous ne pouvons l'éviter. *Il faut tous nous*

(1) Éléments de dépêches par Cevallos, 23 mai ; Azara à Cevallos, 13 juin : *ibid.*

(2) Noroña à Cevallos, 6 mai 1803 (réponse du 20 juin) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908. Beurnonville à Talleyrand, 16 mai : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 643.

réunir s'il en est besoin, m'a-t-il dit. Je vous autorise à le dire à votre cour, et à ajouter qu'ici nous sommes prêts à écouter les propositions que nous ferait l'Espagne. Je suis assuré que la Russie pense de même... » (31 mai 1803). Il est certain que ces ouvertures furent examinées avec soin à Madrid, où un conseil d'État s'était réuni à la fin de mai pour dénombrer les ressources dont disposait le royaume ; Cevallos autorisa Valencia à confier à Haugwitz que l'Espagne voulait elle aussi garder la neutralité et il l'invita à demander des précisions (27 juin) (1). Mais la tentative de neutralité armée ne pouvait avoir plus de succès que celle de médiation. Mouravieff ne tarda pas à faire des sottises à Madrid : il eut maille à partir avec les autorités pour des affaires de contrebande, ce qui détermina chez lui une crise d'hispanophobie aiguë et ralentit les pourparlers (2). Dès la fin de juillet, la Prusse retira son offre. Godoy attendit avec anxiété pendant tout l'été les réponses de l'Autriche et de la Russie ; elles ne vinrent qu'en décembre et furent évasives, la première avec correction et la seconde avec « ce ton de hautaine approbation que cette cour aime à prendre » (3). A cette date d'ailleurs, il y avait longtemps que le problème de la neutralité espagnole était résolu par la signature du traité de subsides.

III

LA DEMANDE DE SUBSIDES

L'IDÉE DU SUBSIDE. — Le financier espagnol José Martinez de Hervas n'avait pas cessé, depuis la paix d'Amiens, de jouer à Paris dans les relations franco-espagnoles un rôle tout officieux, mais actif. Au début de 1803, il doublait sous main Azara ; non seulement il envoyait à Godoy des nouvelles sur les pourparlers de White-

(1) Haugwitz renouvela ses ouvertures en juin : « Il m'a répété qu'il est prêt à écouter toutes les propositions qu'on peut faire... » Valencia à Cevallos, 31 mai, 18 juin ; réponse du 27 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 5932. Frere à Hawkesbury, 1^{er} juin : *Record Office*, F. O. 72, 48.

(2) En outre, Mouravieff s'était vu refuser l'autorisation d'importer des farines à La Havane et d'extraire d'Amérique des piastres et des cuirs. Noroña, de Saint-Petersbourg, avertissait que ses dépêches étaient fort hispanophobes. — Cevallos à Noroña, 18 juillet ; Noroña à Cevallos, le 29 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908.

(3) Valencia à Cevallos, 23 juillet 1803 : *ibid.*, c. 5932. Frere à Hawkesbury, 11, 12, 18 septembre, 9 octobre, 7, 27 décembre : *Record Office*, F. O. 72, 50.

worth, mais encore il lui servait de truchement pour discuter avec Talleyrand, en dehors d'Azara, les questions les plus importantes, comme celles de Parme et d'Étrurie (1). La rupture de la paix d'Amiens lui fournit l'occasion d'exercer ses talents sur un théâtre plus vaste encore : c'est par lui que fut mise en marche la longue négociation au terme de laquelle l'Espagne acheta à la France le droit de rester neutre au prix d'un subside en argent.

L'idée n'était pas neuve. Hervas l'avait jadis suggérée à Urquijo qui lui demandait conseil sur les moyens de soulager le royaume, épuisé par sa lutte avec l'Angleterre ; mais Urquijo avait repoussé cette proposition, car le Directoire lui paraissait un gouvernement trop peu sûr (2). Lorsqu'il apparut que l'Espagne risquait d'être entraînée dans la nouvelle guerre, plus d'un songea à remplacer par un subside les contingents qu'elle devait à la France ; on voit proposer cette solution dès le 17 mai par le ministre espagnol à Londres, Anduaga, et le 8 juin par Beurnonville (3). Mais c'est Hervas qui de concert avec Talleyrand la fit entrer dans le domaine des négociations officielles. Le 31 mai 1803, il écrivit au prince de la Paix la lettre suivante : « Hier au soir, le ministre des Relations Extérieures Talleyrand-Périgord m'a autorisé officiellement de la part du Premier Consul à communiquer à V. E. les propositions suivantes, qui doivent être portées à la connaissance du Roi N. S. : 1^o Si S. M. le juge convenable, on n'exigera pas l'exécution du traité d'alliance. 2^o Ce traité sera remplacé par un traité entre S. M. et le Premier Consul. 3^o Les troupes et les navires stipulés dans le traité d'alliance ne seront pas fournis à la France ; à leur place, il lui sera versé six millions de livres par mois, payables au Trésor Public pendant la durée de la guerre. 4^o Cette guerre devant se faire avec la plus grande activité pour être plus courte, il sera fait immédiatement un versement de seize millions de livres ; les versements successifs se feront de trois mois en trois mois. 5^o Ces négociations doivent être complètement ignorées des ambassadeurs, ministres etc., des deux nations... 6^o Si S. M. consent à cette négociation, on me confiera les pouvoirs et donnera les instructions nécessaires. 7^o Le traité sera signé par le ministre des Relations Extérieures et par moi. » Sans doute, ajoutait

(1) La correspondance d'Hervas avec Godoy se trouve à l'*Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100. Cf. en particulier 6, 26 mars 1803 : f. 184, 186.

(2) Hervas à Godoy, 31 mai 1803 : *ibid.*, f. 199.

(3) Anduaga à Cevallos, 17 mai 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458. Beurnonville à Talleyrand, 8 juin : *A. E., Esp.*, v. 664, f. 56.

Hervas, la somme exigée était forte ; mais Talleyrand estimait que les secours militaires et navals dûs par l'Espagne lui eussent coûté 52 millions par an, et il concluait que si l'on tenait compte également de l'argent nécessaire à la défense des côtes et à l'organisation de l'armée, en y ajoutant celui des galions que les Anglais captureraient, la somme de soixante-douze millions par an que demandait la France paraîtrait encore modérée. Hervas se flattait d'ailleurs de la faire réduire à moins de soixante millions ; mais Talleyrand désirait que tout se fit très vite, et le banquier envoyait courrier sur courrier pour hâter les choses (1).

L'intérêt qu'Hervas prenait à cette affaire s'explique aisément ; il y voyait sans doute un moyen de réaliser un désir qui lui était cher, celui de se lancer dans la grande diplomatie ; en outre, il devait bien espérer que sa banque serait chargée de faire le service du subside, ce qui eut lieu effectivement et lui procura, comme on le verra, de gros bénéfices. Quant à Talleyrand, la persévérance et l'habileté avec lesquelles il soutint, poussa et fit admettre l'idée du subside ne laissent pas de doute sur l'intérêt particulier qu'il y prenait. La neutralité espagnole devait être à ses yeux un moyen de protéger le Portugal, c'est-à-dire d'appliquer sa tactique favorite, de rendre plus facile un accommodement avec l'Angleterre, de se ménager la reconnaissance fructueuse de S. M. T. F. et, en la circonstance, de jouer un tour à Lannes qui de sa légation de Lisbonne réclamait la conquête du pays. De plus, des versements de subsides, surtout confiés à son ami Hervas, offriraient des possibilités de bénéfices personnels, et il sut en effet les y trouver. Bonaparte enfin fut probablement poussé à accepter le subside espagnol par le souvenir des événements de 1800 et 1801 : le peu d'utilité dont avait été la marine de S. M. C., l'attitude de Mazarredo à Brest, la désorganisation de l'armée espagnole pendant la guerre des Oranges et tous les incidents causés par la collaboration militaire et navale devaient le dissuader de réclamer les contingents fixés par le traité d'alliance. L'Espagne pouvait collaborer plus efficacement aux plans de descente en Angleterre en participant aux grosses dépenses qu'ils exigeaient. Il était du reste prudent vis-à-vis de la Russie, qui

(1) La proposition de subside ne saurait donc être attribuée à Azara, comme elle l'est souvent : par exemple dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 463. — Hervas à Godoy, 31 mai, (2 lettres), 1^{er} juin 1803 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 199 et suiv. A. FUGIER, *José Martínez de Hervas, chargé d'affaires d'Espagne à Paris*.

posait alors sa médiation, de faire preuve d'une certaine modération et de ne pas prétendre pousser l'Europe entière dans le conflit (1).

PREMIÈRES NÉGOCIATIONS SUR LE SUBSIDE. — Il était un peu tôt pour parler à Godoy de sacrifices pécuniaires à consentir. Au début de juin 1803, il pouvait encore espérer que la médiation espagnole et la constitution d'une ligue de neutralité armée le tireraient d'affaire à meilleur compte, et il repoussa catégoriquement l'idée du subside : « Exiger de l'Espagne qu'elle porte un fardeau supérieur à ses forces, répondit-il à Hervas, est-ce là rendre un service au Roi et à la Patrie ? N'est-ce pas plutôt faire une suggestion contraire à leur dignité et à leur honneur ? » Hervas ne put que faire connaître ce refus à Talleyrand, qui répondit qu'il allait rendre compte à Bonaparte (2).

La riposte était facile pour le gouvernement français. Puisque l'Espagne se refusait à un accommodement, lui-même n'avait qu'à exiger intégralement et rigoureusement son dû, c'est-à-dire l'exécution du traité de Saint-Ildefonse. On verrait bien alors si S. M. C. préférerait la guerre avec l'Angleterre à un subside de 72 millions à la France. Mais il fallait que le marché fût bien clair et que Godoy comprît à n'en pas douter que cette mise en demeure était la conséquence de son premier refus. Le jour où Talleyrand quittait Paris afin d'accompagner Bonaparte dans son voyage à travers les départements du Nord (22 juin), il tira Azara à part de la foule de gens qui étaient venus prendre congé de lui, et en lui remettant la note qui réclamait l'exécution de l'alliance « il justifia la conduite du Premier Consul, la fondant principalement sur ce fait que la cour d'Espagne n'avait pas accueilli certaine ouverture qu'on lui avait faite par une voie indirecte [Hervas]. » Bientôt d'ailleurs, le 27 juin, Azara fut mis au courant de la combinaison tout entière, et le 28, instruit par une autre voie qu'il ne précise pas, il put encore confirmer

(1) Cf. Talleyrand à Beurnonville, 23 juillet 1803 : « Des vaisseaux [espagnols], ils seraient toujours en armement ; des hommes, la France a assez de troupes habituées à vaincre. Des subsides, voilà ce qu'il est le plus important d'obtenir. » (Dans GHOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 336). Il est possible aussi que Bonaparte ait été poussé à la solution du subside par les rapports que dut lui faire La Planche-Mortière sur l'état matériel et moral de l'Espagne.

(2) Godoy à Hervas, 9 juin 1803 ; Hervas à Godoy, le 23 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 199, 204.

à Godoy que c'était le refus opposé à la demande de subside qui avait « exaspéré la bile du Premier Consul » (1).

Le prince de la Paix ne pouvait donc avoir aucun doute sur la signification de la manœuvre qui se déclenchait contre lui, avec une méthode et une vigueur impressionnantes. La note du 22 juin vint d'abord exiger l'exécution du traité de Saint-Ildefonse, et d'une façon qui ne laissait pas d'échappatoire : « La cause de la France est celle de tous les gouvernements qui ont un commerce à défendre et une industrie à protéger. Elle est plus particulièrement celle de S. M. C., dont les États, d'une étendue considérable, touchent par leurs rivages à la Méditerranée, et dont la famille règne sur presque toute la partie littorale de l'Italie qui confine à cette mer... Le soussigné a l'honneur de requérir en cette circonstance du gouvernement de S. M. C. l'exécution du traité d'alliance, et notamment des articles 3, 5, 7 et 9 de ce traité » (c'est-à-dire de ceux qui mettaient à la disposition de la France, en cas de guerre, 24.000 hommes et 25 vaisseaux). Le surlendemain 24, nouvelle note, aigre et longue : « Le Premier Consul a dû voir avec regret que le gouvernement espagnol, après avoir exprimé de façon formelle son intention de ne pas séparer sa cause de celle de la France, semblait regretter ses premières assurances et s'arrêter à un système d'indécision et de récriminations. » Suivait toute une énumération des griefs français : absence de préparatifs de défense en Espagne, bruits semi-officiels de neutralité, récriminations constantes contre la République, réduction de droits aux produits des pêcheries anglaises etc. Enfin, comme conclusion, des plaintes sur « ces concessions faites aux ennemis de la France... cette insouciance publique... cette inactivité... ce système de reproches. » Le jour suivant, 25 juin, troisième note à Azara, demandant sur un ton assez cassant des explications sur des préparatifs qu'on remarquait dans l'armée de terre espagnole. Beurnonville recevait en même temps des instructions qui étaient évidemment faites pour être montrées à Godoy : le prince de la Paix avait, paraît-il, émis l'hypothèse d'une résistance armée aux exigences

(1) « Je confesse, ajoutait Azara le 23, que cette démarche me surprit extraordinairement et m'atterra, car je vis en un instant toutes les conséquences qui découlaient de cet acte. » Il ne laissa pas passer l'occasion de pousser une pointe à Cevallos : « Je ne pus répondre, me trouvant dépourvu de toute espèce d'instructions en matière de paix, de guerre ou de neutralité, car, comme V. E. le sait, on ne m'a jamais parlé de cela, ni donné l'ordre d'agir en aucun sens. » — Azara à Cevallos, 23, 28 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. Talleyrand à Azara, le 27 : dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 463.

françaises ; le Premier Consul pensait qu'il avait parlé dans un moment de folie, et il donnait à son ambassadeur l'ordre de quitter Madrid si un seul mouvement de troupes était effectué sur la frontière des Pyrénées (1).

C'était là une offensive énergique et bien menée. Pourtant Godoy n'y céda pas. Il donna bien quelques explications sur les points qu'on lui reprochait, mais il les accompagna d'une longue énumération de griefs espagnols : dettes que la République ne remboursait pas, non-évacuation de la Toscane par les troupes françaises, vente de la Louisiane, droits prohibitifs établis sur les eaux-de-vie espagnoles, mystère qu'on avait fait à S. M. C. des phases des négociations franco-anglaises etc. Quant au fond de l'affaire, à l'exécution du traité d'alliance, il avait trouvé une dérobade : après avoir exposé quel fléau la guerre serait pour le royaume, il faisait observer que par l'article 2 du traité de Saint-Ildefonse le roi s'était engagé, le cas échéant, à aider la France de ses bons offices ; comme il n'avait pas été mis à même de les interposer, le *casus foederis* ne jouait pas encore, et l'on ne pourrait l'invoquer qu'après avoir offert à l'Angleterre la médiation espagnole et l'avoir vu rejeter officiellement par elle (7 juillet 1803). Azara eut à transmettre « ce fatras de réclamations », comme il le qualifiait lui-même en s'en plaignant auprès de Talleyrand : « Il n'y a rien d'odieux dont on ne me charge, hors l'affaire principale... Ma position n'est pas tenable. » Il n'en rédigea pas moins une note très énergique qu'il adressa aux Relations Extérieures le 20 juillet 1803, en réponse à la mise en demeure française (2).

La résistance de Godoy n'arrêta pas Talleyrand, qui poussa son attaque. Il chargea Beurnonville, le 23 juillet, de déclarer au prince

(1) Talleyrand à Cevallos, 22 juin 1803 (communiquée par Azara le 23 et également présentée par Beurnonville le 29) et à Azara, le 24 (transmise par Azara le 28) ; à Beurnonville, le 22 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208 ; *A. E., Esp.*, v. 664, f. 101, 104. — Talleyrand prétendit plus tard (23 juillet, *ibid.*, f. 336) que pour envoyer sa mise en demeure du 22 juin il avait eu la délicatesse d'attendre qu'un convoi de 16 millions de piastres qu'on attendait de la Vera Cruz, fût arrivé à Cadix (affirmation reprise dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, *op. cit.*, 252). En réalité, les quatre vaisseaux qui entrèrent à Cadix le 30 mai ne portaient que 8.969.487 piastres, et c'est le 5 juillet seulement qu'on apprit à Madrid l'arrivée du grand convoi en question ; Beurnonville à Talleyrand, 5 juillet, *ibid.*, f. 115. Duffe à Hawkesbury, Cadix, 30 mai : *Record Office*, F. O. 72, 48.

(2) Le 23, Azara remit encore deux notes de récriminations sur l'attitude insolente du chef de brigade Ch. Villaret-Joyeuse et des officiers que Leclerc et Rochambeau avaient envoyés acheter des vivres à Caracas. — Cevallos à Beurnonville, 7 juillet ; à Azara, le 9 ; Azara à Cevallos, le 23 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209, et *A. E., Esp.*, v. 664, f. 191. Azara à Talleyrand, les 18 (particulière) et 20 : *ibid.*, f. 106 ; v. 19 supplément, f. 244.

de la Paix « que le Premier Consul... n'ayant été joué par personne, ne le serait pas par un favori du roi d'Espagne », que si Charles IV inclinait vers l'Angleterre « il exposerait sa couronne et que le peuple espagnol et le peuple français réunis sauraient bien soutenir leurs droits et conquérir la paix », et qu'alors Bonaparte se résoudrait à « se défaire d'un gouvernement qui n'aurait pas su être fidèle à ses traités d'alliance... » Mais en même temps qu'il accentuait ainsi la violence de ses termes, Talleyrand ouvrait officiellement la porte à la combinaison qui lui tenait au cœur et que tout ce bruit avait pour unique but de préparer : il chargeait l'ambassadeur de proposer à l'Espagne la solution du subside et de déclarer que moyennant six millions par mois, à dater de la déclaration de guerre, S. M. C. pourrait conserver la neutralité (1). La résistance que Godoy avait opposée pendant deux mois aux insinuations françaises avait donc fait échouer le plan primitif du ministre, qui était de conclure l'affaire à Paris, dans le silence et le secret, en tête-à-tête avec son ami Hervas : il est peu probable que Talleyrand en ait su gré au favori. L'affaire passait aux mains de Beurnonville, à Madrid, où un long duel allait commencer entre lui et le ministre d'Angleterre, John Hookham Frere.

FRERE ET BEURNONVILLE. — On eût difficilement trouvé deux hommes plus dissemblables que les deux diplomates qui allaient s'affronter à la cour d'Espagne. Diplomates, ils l'étaient de fraîche date l'un et l'autre. Beurnonville était un soldat. Gendarme dans la compagnie de la Reine à l'âge de treize ans et dix mois, colonel en 1788, maréchal de camp en 1792, il commanda l'armée du Nord, puis celle de la Moselle et s'y distingua surtout par ses hâbleries : Carnot disait de lui qu'il n'était « propre à aucun commandement militaire. » Après un court passage au ministère de la guerre et un séjour plus long dans les prisons autrichiennes (il avait été des commissaires livrés par Dumouriez), il fut mis à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse. Mais sa tiédeur républicaine (il se faisait appeler M. le Comte) lui valut des ennuis qui le dégoûtèrent de la gloire des armes, et ce fut avec plaisir qu'en récompense de sa participation

(1) Texte dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, *op. cit.*, 335-337. Cf. aussi CASTEL-LANOS, *Vida de Azara*, II, 465.

au 18 brumaire il reçut la légation de Berlin, qu'il quitta en 1802 pour l'ambassade de Madrid (1). Frere, lui, avait débuté dans la littérature : en 1798 encore il n'était connu que comme écrivain, de valeur du reste : il était éditeur et *poetaster* (comme disait lady Holland, qui ne l'aimait pas) d'une feuille qui soutenait la politique de Pitt, l'*Anti-Jacobin* ou *Weekly examiner*, et parfois sous l'homme politique on retrouvait le poète avec ses distractions : « Au lieu d'écrire une dépêche, il est capable de se laisser tenter par la composition d'un sonnet » (2). Beurnonville portait beau, malgré la cinquantaine bien sonnée ; sous le Directoire encore on lui trouvait « la plus noble figure », et il redressait avantageusement une haute taille qui, jointe à son verbe sonore, lui avait jadis valu le surnom d'*Ajax* : « une grande lame de six pieds », disait Godoy ; plastronnant, le ton très haut et la menace vite à la bouche, il était le type du soldat fanfaron et du militaire français tel que le représentaient les caricaturistes anglais. Frere réalisait en revanche le type du « lord anglais » dans les caricatures françaises, avec sa froideur et son laconisme, avec son maintien raide et compassé qu'on comparait à celui de Pitt, « mélange de timidité et d'orgueil. » Beurnonville, tout en affectant un zèle bruyant, se souciait au fond assez peu de sa mission : c'est le 24 mai 1803, en pleine crise, qu'il demandait à « obtenir sa retraite au Sénat. » Frere cachait sous sa réserve « une vivacité extrême, qui se développe avec beaucoup de chaleur dès qu'il s'agit des intérêts de son pays. » Le premier n'était pas incorruptible : infatigable quémandeur de distinctions et d'émoluments, il ne méprisa pas toujours les piastres espagnoles. Le second ne songea jamais qu'à son service

(1) Le dossier de Beurnonville (Ministère de la Guerre, *Archives administratives*) porte les indications suivantes : « Pierre Riel, [plus tard comte de] Beur nonville, né à Champignolles (Aube) le 10 mai 1752, entré gendarme dans la compagnie de la Reine et fait sous-lieutenant de cavalerie le 11 mars 1766 (?), passé sous-lieutenant dans le régiment de l'Île-de-France le 10 juin 1774... trois campagnes aux Indes Orientales sous les ordres de Suffren (1780-1782), colonel d'infanterie le 22 novembre 1788... maréchal de camp le 13 mai 1792, commandant en chef l'armée du Nord le 8 septembre 1792, ministre de la Guerre le 8 février 1793, livré par Dumouriez le 17 avril 1793... général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse en l'an 6... » Mais ce dossier présente des invraisemblances et est en contradiction flagrante avec les indications recueillies par CHUQUET, *Ajax-Beurnonville*, et IUNG, *Dubois-Crancé*, I, 358 : il est fort possible que pendant ses passages au ministère de la Guerre l'intéressé l'ait quelque peu altéré. — Beurnonville reçut une paire de pistolets en souvenir de sa participation au 18 brumaire (ordre de Bonaparte, 7 décembre 1799, *Corr.*, 4419) ; sur son rôle en cette journée, assez louche, OUVREUR, *Mémoires*, I, 41. Sur l'ambassade à Berlin, témoignage de satisfaction de Bonaparte, 13 février 1801 : *Ordres et apostilles*, t. I. Le ministre de la Police au Directoire, 12 novembre 1797 : A. N., F⁷ 6143, d. 603.

(2) LADY HOLLAND, *Journal*, I, 244, et *Spanish Journal*, 74.

et à son pays. Mais il était un point sur lequel ces deux hommes si opposés se ressemblaient : la médiocrité avec laquelle ils remplirent leurs fonctions. L'un et l'autre ne surent que froisser le gouvernement qu'ils avaient mission de gagner : Beurnonville blessait par ses colères furieuses et ses frénétiques emportements, et Frere par sa morgue, par son « *unaccountable ignorance of all rules* » ; suivant le mot d'Otto, on ne pouvait envoyer à Madrid « d'homme plus propre à entretenir les préventions nationales entre Espagnols et Anglais. » L'un et l'autre échouèrent également dans la négociation du subside : Frere se montra, après quelques succès, impuissant à la contrôler, et Beurnonville à la faire aboutir. Et si le premier ne sut pas empêcher la rupture anglo-espagnole de 1804, le second a sa part indirecte de responsabilité dans la catastrophe de 1808 (1).

Beurnonville avait mis du temps à se remettre de l'étonnement que lui avait causé la subite conversion de Godoy à des idées pacifiques. Le favori, qui jadis parlait de marcher sur Lisbonne, ne voulait même plus livrer simplement passage à une expédition française et déclarait « que ce serait un grand bien pour l'Espagne que notre armée pût se rendre en ballons jusqu'aux frontières portugaises. » Les conversations sur le subside étant complètement ignorées de Beurnonville, celui-ci n'eut pendant quelque temps qu'à transmettre les notes de Talleyrand sur l'exécution du traité de Saint-Ildefonse et à enregistrer avec satisfaction les déclarations rassurantes, mais verbales, qu'on ne lui ménageait pas : « On m'assure, écrivait-il le 4 juillet 1803, que les articles du traité d'alliance... recevront leur entière exécution. » Il croyait si bien à cette solution que le 9, en réclamant impérieusement les contingents prévus, il déclarait qu'il ne voulait appuyer sa demande d'aucun argument, qui « ferait injure à la loyauté des sentiments de S. M. C. » (2) Cela ne l'empêcha pas, quelques jours après, docile aux ordres de Talleyrand, de transmettre la demande officielle de subside. Le refus qui lui fut opposé l'étonna fort, car vers le milieu de juin il avait entendu Godoy lui parler avec complaisance de cette solution, sans qu'aucun doute s'élevât dans son esprit sur la bonne foi du favori. A l'étonnement succéda la colère : sans tarder il mit le prince de la Paix dans l'al-

(1) Otto à Talleyrand, 28 septembre 1802 : A. E., *Angleterre*, v. 600, f. 9. Herman au même, 18 novembre 1802 : A. E., *Esp.*, v. 663, f. 87 ; Beurnonville au même, 21 mai 1803 : v. 664, f. 5. M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, I, 361. BARRAS, *Mémoires*, II, 83, 400, 405. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 76. GODOY, *Mémoires*, III, 256.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 6 juin, 4 juillet 1803 : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 49, 137 ; à Cevallos, 9 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

ternative du subside ou de la guerre à l'Angleterre, et de ce jour ses instances et ses menaces ne cessèrent plus. Il rapportait avec fierté à Talleyrand les paroles que Godoy aurait prononcées au sortir d'une de leurs conférences : « Cet ambassadeur de France me donne depuis quelque temps la fièvre toutes les fois qu'il vient me voir, et s'il continue il me rendra malade tout à fait. » La dureté des termes dont usait Talleyrand dans ses notes ajoutait à l'effet, sans qu'on soit toutefois obligé de croire l'affirmation de Beurnonville, qu'elle arrachait des larmes au prince de la Paix. Une des armes favorites de l'ambassadeur dans ce combat qu'il livrait à l'influence de Frere était la menace d'une invasion de l'Espagne. Il parlait fréquemment d'armées françaises marchant sur Madrid, et il tâchait effectivement d'aiguiller son gouvernement dans la voie de la violence : « Je vous ai engagé à déclarer la guerre à l'Espagne si elle ne répond pas aux propositions modérées que je vous fais... Il est bien reconnu, même ici, qu'avec moins de 40.000 hommes on ferait aujourd'hui la conquête de l'Espagne... » (1) Il pouvait d'ailleurs donner une certaine couleur de vérité à ses menaces, car un camp venait d'être constitué à Bayonne. Le 14 juin, Bonaparte avait ordonné d'établir six camps tout le long des côtes atlantiques ; celui de Bayonne était du nombre, et à l'origine il était certainement dirigé contre l'Angleterre et non contre l'Espagne. Il n'en avait pas moins causé un certain émoi à Madrid, où l'on parlait de 40 et même de 80.000 hommes concentrés au pied des Pyrénées, et Cevallos avait demandé d'urgence des renseignements à Azara (2). L'ambassadeur de France avait donc là un moyen de pression et ne se privait pas d'en faire usage. Bref, à force de menaces et d'emportements, il obtint, le 4 août, le consentement de Godoy au principe du subside. Mais l'Espagne n'offrait que deux millions et demi par mois, au lieu de six que réclamait Bonaparte, et elle n'entendait pas qu'ils fussent dus à dater du jour de la rupture franco-anglaise (20 mai) : elle ne voulait payer qu'à partir du moment où, d'après le traité d'alliance, elle eût dû fournir hommes et vaisseaux, c'est-à-dire à partir du 20 septembre (3).

(1) En même temps, Beurnonville imaginait d'exiger le passage de Malaga à Perpignan, par terre, de troupes françaises à évacuer pour maladies contagieuses. — Beurnonville à Talleyrand, 20, 28 juin, 17, 21, 26 juillet, 1^{er}, 4 août : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 98, 112, 185, 205, 231, 268, 276.

(2) La demande de Cevallos était aigre, la réponse le fut plus encore : « Si V. E. a réfléchi sur la marche de la négociation, elle se serait sans doute convaincue de la fausseté de la nouvelle... » Cevallos à Azara, 9, 10 juin ; réponse du 23 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. Bonaparte à Berthier, le 14 : *Corr.*, 6814.

(3) Beurnonville à Talleyrand, 1^{er}, 4, 8 août : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 268, 282, 305.

Toutes les discussions que le prince de la Paix avait avec Beurnonville étaient aussitôt rapportées par lui au ministre d'Angleterre, non sans quelques exagérations et fanfaronnades : la France, affirmait-il à Frere, lui réclamait vingt-quatre millions de livres par mois, et elle le menaçait ; mais il avait répliqué que si Bonaparte établissait un camp à Bayonne, il en établirait, lui, un plus fort en face ; d'ailleurs, le roi était plein d'ardeur et tout prêt à se mettre à la tête de ses troupes, et le Portugal pourrait très bien fournir une excellente armée. « Je connais les Portugais, disait Godoy, et je sais ce qu'on en peut faire. Ils sont naturellement meilleurs soldats que nous, plus patients et plus capables de s'animer quand un chef les regarde. J'aimerais commander une armée portugaise. Je pourrais bien faire alors des choses auxquelles on ne s'attend pas. » En présence de l'ambassadeur portugais, dont il savait qu'il rapportait toutes ses paroles à Frere, le prince de la Paix ne montrait pas moins d'énergique fierté : « Si l'Espagne, lui dit-il un jour, est contrainte par la force à se ranger dans un camp, il faudra qu'elle se demande sérieusement quel est le camp qu'elle doit choisir » (1). Frere applaudissait à cet enthousiasme et tâchait de l'exciter encore en peignant Bonaparte comme tout prêt à s'emparer des Baléares, mais il eût voulu obtenir quelque chose de plus positif, par exemple une déclaration solennelle et publique de neutralité. Pour persuader le favori de s'engager de la sorte, il lui avait remis un long mémoire où il démontrait, l'histoire en main, combien l'alliance britannique avait toujours été profitable pour l'Espagne, mais où il demandait en guise de conclusion la libre introduction des tissus anglais en Amérique espagnole. Godoy ne s'était pas laissé entraîner à franchir ce pas, et avait atermoyé : il fallait attendre que la France eût fait connaître officiellement les motifs de la rupture et que les juristes eussent décidé sur une question capitale : si la guerre présente était une nouvelle guerre ou simplement la continuation de l'ancienne (2). Frere n'insistait pas trop, car les nouvelles instructions qui lui avaient été adressées le 20 mai et le 8 juin n'allaient pas jusqu'à

(1) Frere à Hawkesbury, 3 juin, 6, 7, 21 juillet, 5, 15 août : *Record Office*, F. O. 72.

49.
(2) Les documents se rapportant à cette période furent publiés en 1805 par le *Foreign Office* sous le titre de *Papers relative to the discussion with Spain in 1803 and 1804*, et utilisés par GENTZ dans sa *Authentische Darstellung des Verhältnisses zwischen England und Spanien*. L'une et l'autre de ces publications sont naturellement très expurgées, et elles ne sont citées ici qu'après vérification. — Cevallos à Frere, 9 juin 1803 : *Papers relative to...*, 6. Frere à Cevallos et à Hawkesbury, le 3 : *Record Office*, F. O. 72, 48.

exiger une déclaration formelle de neutralité. Hawkesbury n'y appuyait fortement que sur une chose : « *the King's sincere and anxious desire* » de maintenir la paix avec l'Espagne ; quant aux rapports de celle-ci avec la France, il restait assez vague : Frere ne devait menacer de guerre que si Godoy voulait livrer passage à une expédition contre Lisbonne ou consentait à fournir des secours supérieurs à ceux que prévoyait son traité d'alliance (1).

De ces instructions données à Frere, le prince de la Paix connaissait à peu près la teneur. Dès le début du conflit franco-anglais il avait fait tâter le ministre britannique à Lisbonne, afin « de découvrir les vues de l'Angleterre à notre endroit, les avantages et les conditions qu'elle offre pour la neutralité qu'elle désire nous voir garder. » La réponse fut « que si l'Angleterre était sûre que S. M. ne donnerait pas passage aux Français pour parvenir jusqu'à ce royaume, il était certain qu'elle traiterait avec plaisir et nous concéderait quelques avantages » (2). Les instructions conciliantes données à Frere pouvaient également se déduire des amabilités inusitées que prodiguait à l'Espagne le cabinet de Londres. L'embargo général ordonné sur les marchandises étrangères avait été levé dès le milieu de mai pour celles des Espagnols, dont les vaisseaux entraient librement dans les ports britanniques et en sortaient de même ; des incidents survenus à Majorque et à Barcelone, des excès de corsaires anglais étaient arbitrés de façon à satisfaire Madrid ; on comblait enfin d'attentions, sur le conseil de Frere, Anduaga et le consul d'Espagne, Las Heras (celui-ci parce que beau-frère de la Tudó, la maîtresse de Godoy) (3).

Le favori pouvait donc être tranquille sur le fond de la question, les sentiments pacifiques de l'Angleterre. Mais afin de pouvoir évoluer plus sûrement entre Frere et Beurnonville, il eût voulu savoir jusqu'où Hawkesbury le laisserait aller dans la voie des concessions à la France. Dans ses conversations avec le ministre anglais, il tâtait donc le fer. Un jour, il lui parlait de lancer contre la Grande-Bretagne « *a nominal declaration of war* », qui, assurait-il, ne changerait rien aux bonnes relations entre les deux pays ; mais Frere lui fit aussitôt comprendre qu'il s'illusionnait. Vers la fin de juillet c'était une

(1) Hawkesbury à Frere, 20 mai, 8 juin : *ibid.* (expurgées dans les *Papers*, 1).

(2) Cevallos à Campo Alange, 27 mai 1803 ; réponse du 10 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 5363.

(3) Anduaga à Cevallos, 17 mai, 24 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458. Hawkesbury à Anduaga, 17 juin : *Archivo de Simancas, Estado*, c. 8168 (cf. aussi c. 8169). Frere à Hawkesbury, personnelle, le 11 : *Record Office*, F. O. 72, 48.

médiation espagnole que le prince de la Paix mettait sur le tapis, en annonçant que son souverain allait écrire en ce sens à Georges III. En réalité, il s'agissait simplement d'instructions assez imprécises données le 14 juillet à Anduaga, qui justement ne rêvait que médiation : « C'est l'unique honnête homme que nous ayons en cette affaire, disait Azara ; malheureusement, c'est la plus grosse bête de la diplomatie : il voit tout couleur de rose et se flatte d'assurer notre neutralité par ses manèges. » De fait, Anduaga eut beau entasser les raisonnements et les précédents historiques, Hawkesbury lui répondit « que toute démarche pourrait actuellement être plus préjudiciable qu'utile, et qu'il convenait donc de l'éviter » ; Godoy ne reparla plus à Frere de cette combinaison (1). Mais déjà il l'avait aiguillé sur un sujet propre à exciter ses confidences, celui du Portugal. Dès le début de juin, il l'avait fait tâter sur ce point par un riche fournisseur militaire de Madrid, Bringas : il proposait de faire occuper le Portugal par les armées espagnoles, mais en promettant secrètement de le restituer à la paix ; comme gage de la bonne foi de l'Espagne, les Anglais occuperaient une de ses colonies. Puis il avait feint de s'inquiéter des dangers que S. M. T. F. courait de la part de Bonaparte : « Les Français ont 500.000 hommes. S'ils demandent le passage, comment le leur refuser ? » Cette déclaration contredisait sans doute les rodomontades de certains jours, où Godoy partait en guerre contre Bonaparte, mais des insinuations de ce genre touchaient le point sensible de Frere, et devaient l'amener à se découvrir. Effectivement, au début d'août, il se décida à promettre à Godoy l'aide des troupes anglaises au cas où Bonaparte menacerait le Portugal. Le prince de la Paix était trop fin pour ne pas comprendre que si Frere avait autant tardé à sauter ce pas c'est qu'il n'était pas autorisé à le faire (effectivement, Frere avait hâtivement demandé à Hawkesbury de ne pas désavouer son offre) (2). Godoy concluait donc que l'Angleterre avait besoin de toutes ses forces pour la lutte contre la France, et qu'elle ne tenait à en distraire aucune partie, ni pour combattre une Espagne alliée de la France, ni pour soutenir une Espagne dressée contre les exigences de Bona-

(1) Frere à Hawkesbury, 21 juillet : *ibid.*, 49. Anduaga à Cevallos, le 29, et 16, 23 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458. Azara à Talleyrand, 27 juin : *A. E., Esp.*, v. 19 supplément, f. 239.

(2) Frere à Hawkesbury, 3 juin (deux dépêches), 6, 21 juillet, 5 août : *Record Office*, F. O. 72, 49. Quelques détails dans BAUMGARTEN, *Geschichte Spaniens vom Ausbruch der französischen Revolution*, 119, et dans AUVERGNE, *Godoy, the Queen's Favourite* (peu sûr), 165.

parte. Dans ces conditions, Frere ne pouvait empêcher Godoy d'en arriver au traité de subsides. Mais il pouvait en ralentir et en contrôler la négociation. Précisément, les conversations entraient dans une phase critique : depuis longtemps déjà Bonaparte s'impatientait de ces lenteurs, et le 14 août il entra lui-même en scène.

IV

L'INTERVENTION DE BONAPARTE

(14 août 1803)

LA NOTE DU 26 JUILLET. — Depuis le mois de mars, où Bonaparte avait fait personnellement auprès de Charles IV la démarche qui lui semblait nécessaire pour amener le roi à prendre un parti, il ne s'était plus guère occupé des affaires de la Péninsule : absorbé par les grands problèmes anglais et russe, il avait refermé « le tiroir » des questions espagnoles. Mais voici qu'à Madrid les négociations allaient moins vite qu'il ne l'avait escompté. Le subside attendu n'arrivait pas. Godoy était en pourparlers avec l'Angleterre, on le savait par Beurnonville et par Azara lui-même. Bonaparte sentait donc ses lignes de communication mal assurées et s'en trouvait gêné dans ses manœuvres : « Il me tarde bien, allait-il écrire (18 août 1803), que ces affaires [d'Espagne] soient finies, soit pour avoir de l'argent, soit pour asseoir définitivement tous mes plans. » Et Talleyrand répondait : « Je conçois votre impatience et votre ennui sur les affaires du Midi. Je désire vivement qu'elles se terminent suivant votre gré et vous laissent librement vous livrer à l'exécution de vos grandes vues » (1).

Or, à la fin de juillet, diverses nouvelles vinrent accroître le mécontentement que devait causer à Paris la prétention de Godoy de réduire le subside à deux millions et demi par mois. Le 3 juillet, deux bâtiments français venant des Antilles, le *Prudent* et le *Timon*, se trouvaient mouillés non loin d'Algésiras, sous le fort Car-

(1) Il faut noter aussi que les réticences de l'Espagne entraînaient celles de l'Étrurie, qui à son exemple refusait de rompre avec l'Angleterre. — Bonaparte à Talleyrand, 18 août 1803 : *Corr.*, 7013 ; réponse du 24 : *Lettres inédites de Talleyrand*, éd. Bertrand, 54. Azara à Talleyrand, personnelles, 27 juin, 3 juillet : *A. E., Esp.*, v. 19 supplément, f. 239 ; v. 664, f. 133. Clarke au même, 1^{er} juin, 8 juillet : *A. E., Toscane*, v. 155, f. 188, 235.

nero, si près de terre que les ancres étaient sur la plage. Une frégate anglaise approcha à portée de pistolet, envoya des chaloupes couper les câbles des deux bâtiments et les amarina. Le fort tira un coup de canon pour assurer son pavillon, mais ne fit rien pour empêcher cette violation des eaux espagnoles (1). Le mauvais effet que cette nouvelle produisit sur le Premier Consul, à la fin du mois, fut accru par les renseignements qui lui parvinrent peu après sur des mouvements suspects de troupes en Castille. Des milices, sorte d'armée de réserve espagnole, avaient été convoquées en mai, probablement en exécution d'un plan d'armements que Godoy avait conçu à cette époque (2) ; mais Bonaparte s'était contenté des explications qu'il avait alors reçues et ne s'inquiétait pas (3). Or, à la fin de juillet, il apprit par ses commissaires des relations commerciales à Madrid et à Cadix, Belleville et Le Roy, que douze régiments de milices de Castille, soit 8.000 hommes environ, se concentraient entre Valladolid et Burgos. Il n'est pas douteux que Bonaparte ait pris ces mouvements pour ce qu'ils étaient, c'est-à-dire peu de chose, et n'ait nullement cru à des intentions immédiatement hostiles ; la preuve en est que le 28 juillet il mettait en route à travers l'Espagne de tout petits détachements français : 60 canonniers envoyés de Toulon à Cadix, d'autres canonniers et un bataillon de 500 hommes dirigés sur le Ferrol. Mais ce nouvel incident s'ajoutant aux autres ne tarda pas à provoquer à Paris des bruits de rupture avec l'Espagne, et Bonaparte pensa qu'il possédait là un prétexte suffisant pour donner un coup d'éperon qui remit tout dans le droit chemin et qui pressait un peu l'allure. Le 26 juillet 1803, ordre fut envoyé à Talleyrand de réclamer une indemnité pour la prise du *Prudent* et du *Timoléon*, de faire entendre à Godoy que ses conversations avec l'Angleterre étaient connues et de déclarer que le Premier Consul regardait les concentrations de milices comme « un commencement d'hostilités » (4).

(1) Encore le pavillon fut-il hissé et assuré par les marins français, réfugiés dans le fort. Nombreuses dépêches sur cet incident, A. E., *Esp.*, v. 664, et *Consulat de Madrid* (11 juillet). Talleyrand à Azara, 30 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(2) Godoy à Charles IV, 12 mai 1803 : « Je travaillerai et mènerai à bout le plan d'armements préventifs, tâchant de m'en servir pour conserver la neutralité, et l'honneur des armes de V. M. » : *A. Histórico N.*, c. 2821. Cf. quelques mesures (21 juin) pour compléter les effectifs de l'artillerie : *ibid.*, *Concejos Suprimidos, Saia de Gobierno*, 1803, f. 280.

(3) Le 17 juillet, après l'occupation du Hanovre, il permit aux Hollandais, aux Prussiens et aux Espagnols de recruter dans l'armée hanovrienne : *Corr.*, 6920.

(4) Cf. d'autres mesures pour la solde et l'armement des vaisseaux français de Cadix, montrant toutes une complète sécurité. — Beurnonville à Talleyrand, 7, 26

Talleyrand était disposé à renforcer ces termes plutôt qu'à les adoucir. Il y avait bien eu entre Godoy et lui, au mois de mars, comme une réconciliation, mais le refus du favori de laisser la négociation du subside se conclure à Paris aurait à elle seule suffi à réveiller cette antipathie contre l'Espagne et contre Godoy qui lui était habituelle et dont il donna plus d'une preuve au cours de ces pourparlers. La note qu'il remit le 30 juillet était presque brutale : « Chaque jour de nouvelles circonstances s'accordent à confirmer le soupçon que l'intention du ministère de S. M. C. est non seulement contraire au traité d'alliance avec la France, mais même plus favorable à l'Angleterre et plus disposé à faire cause commune avec elle... [Le Premier Consul] se trouve amené à demander si c'est la guerre ou la paix que veut aujourd'hui l'Espagne. » Le cabinet de Madrid avait quinze jours pour donner satisfaction de l'incident d'Algésiras (1).

L'ULTIMATUM DU 14 AOÛT. — Là-dessus, au début d'août, de nouveaux incidents furent portés à la connaissance de Bonaparte. L'escadre du contre-amiral Bedout, qui venait d'arriver de Saint-Domingue au Ferrol, s'était vu refuser l'entrée du port et avait été mise en quarantaine hors des jetées, avec les équipages à bord, exposée à un coup de main des Anglais. A Cadix, le gouverneur avait voulu comprendre des Français dans les levées de milices. Les nouvelles concernant les armements et concentrations continuaient. Talleyrand par ailleurs soufflait sur le feu. Il démontrait que Godoy ne cherchait qu'à gagner du temps, comptant sur la médiation russe. Il assurait que l'Espagne était assez riche pour verser « un subside convenable », fait qui à l'en croire lui avait été affirmé par Hervas lui-même. « L'Espagne, écrivait-il le 9 août 1803, n'est pas dans un meilleur sens [que le Portugal] : le général Beurnonville a bien peu d'espoir de réussir. » Et il proposait au Premier Consul de prendre les mesures que l'ambassadeur énumérait dans sa dernière dépêche. Or la dépêche en question était celle du 28 juillet, où Beurnon-

juillet : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 165, 231. Bonaparte au même, le 26 ; à Decrès, les 28, 29 : *Corr.*, 6942, 6954, 6960. Rapport de la Préfecture de Police, 12 août : AULARD, *Paris sous le Consulat*, IV, 304.

(1) Godoy à Talleyrand, 30 mars 1803 ; Beurnonville au même, 3 avril : A. E., *Esp.*, v. 19 supplément, f. 200 ; v. 663, f. 511. Talleyrand à Azara, Bruxelles, 30 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

ville conseillait de concentrer des troupes au pied des Pyrénées et où il écrivait : « La guerre a moins d'inconvénients que cet état de choses » (1).

Une nouvelle action à Madrid fut donc envisagée, plus énergique que celle de juillet. Bonaparte la prépara méthodiquement et avec activité. « Le Premier Consul est très enflammé dans ses projets, écrivait Azara le 3 août, et je crois difficile qu'une force humaine puisse l'en détourner. » Le camp de Bayonne fut renforcé. Il ne comptait à la fin de juillet que 5.515 hommes, avec 938 chevaux, sous le général Carra Saint-Cyr. Le 4 août, Berthier fut invité à y envoyer six escadrons de cavalerie légère, un régiment de cavalerie et trois bataillons d'infanterie. Le 13, les corps qui s'y trouvaient furent compris parmi ceux auxquels on supprimait les congés de semestre. Le 14, Bonaparte fit presser l'arrivée des vingt-quatre canons destinés au camp, prescrivit d'y mettre six pièces de 4 « à cause des montagnes », dirigea sur Bayonne deux demi-brigades constituées et sept bataillons détachés et fit envoyer trois officiers en Espagne pour prendre des renseignements sur les forces stationnées au Ferrol et à Valladolid, ainsi que sur les défenses de Fontarabie et de Pampelune. Le 16 enfin, il affecta encore au camp huit bataillons et une demi-brigade constituée (2). En même temps, il demandait à Belleville, à Le Roy et à Beurnonville de lui envoyer tous les détails possibles sur les préparatifs militaires de l'Espagne, et il faisait rassembler soigneusement un dossier de tous les griefs qu'il avait contre elle : « Car si les choses continuent à aller mal là-bas, il pourrait y avoir un coup de foudre, et il sera bon d'avoir toutes ces pièces » (2 août) (3). Le coup de foudre éclata le 14 août 1803.

La lettre que Bonaparte écrivit ce jour-là à Talleyrand et le texte de la note qu'il lui ordonna de remettre à Azara sont d'une fureur désordonnée. Dès le début, le Premier Consul y déclare que l'affaire essentielle ne consiste pas dans le subside ni dans l'exécution de l'alliance, mais bien dans les insultes faites à la France. De fait,

(1) Talleyrand à Bonaparte, 3, 5, 9 août : *Lettres inédites*, 39-43. Sur l'incident de La Corogne, dépêches des 21 et 28 juillet : A. E., *Consulat de Madrid*.

(2) Carra Saint-Cyr avait été nommé commandant du camp de Bayonne le 14 mai. — Azara à Cevallos, 3 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Ministère de la Guerre, *Archives historiques, camp de Bayonne*, 4/22, f. 1, 4, 5, 6. A. N., AF IV 1200. Bonaparte à Berthier, 4, 14 août : *Corr.*, 6980 ; *Ordres et apostilles*, éd. Chuquet, t. 197.

(3) A Decrès, Liège, 2 août 1803 ; à Talleyrand, le 13 : *Corr.*, 6970, 7004.

c'est sur les incidents récents que roule toute la lettre : Algésiras, La Corogne, mais surtout — et c'est là ce qui semble le plus à cœur à Bonaparte, ce sur quoi il revient à six reprises — les préparatifs militaires de l'Espagne. Cet exposé furieux, ces demandes répétées de réparations sont entrecoupées de menaces : si satisfaction n'est pas donnée, si le subside n'est pas accordé, 35.000 hommes franchiront les Pyrénées le 7 septembre pour renverser la monarchie espagnole. Et l'homme que Bonaparte dénonce à Charles IV comme responsable de cette situation, celui que par cinq fois il désigne à la colère du souverain, c'est Godoy (1). Le 16 août, le Premier Consul fit mander Azara pour « accréditer » cette note, et il s'efforça d'en accentuer encore l'effet : « Je l'ai trouvé très enflammé, écrit l'ambassadeur, sur tous les points contenus dans le mémoire qu'il envoie. Il me prévint qu'il l'enverrait par son ministre, comme il l'a fait effectivement, mais que c'était lui-même qui l'avait rédigé... Finalement, il ne m'a pas caché qu'il avait déjà pris ses mesures pour concentrer sur la frontière d'Espagne une armée de 80.000 hommes » (2).

Que cette colère fût en grande partie simulée, comme il arrivait si souvent chez Napoléon, il est difficile d'en douter. On ne peut tout d'abord manquer d'être frappé par le contraste qu'on relève entre le ton furieux des apostrophes à Azara et le ton calme et pondéré de la lettre que Bonaparte adresse le même jour à Talleyrand. Pourtant, deux nouveaux griefs y sont articulés contre l'Espagne : Godoy songe à rappeler Azara parce que trop ami de la France, et le cabinet de Madrid vient de livrer passage à deux régiments suisses que l'Angleterre a licenciés à Gibraltar. Ce n'en est pas moins avec beaucoup de sang-froid que le Premier Consul précise le montant du subside à réclamer ; la date limite qu'il fait fixer à Beurnonville est plus éloignée que celle qu'il a assignée l'avant-veille à l'Espagne : « le courant de fructidor », c'est-à-dire du 19 août au 18 septembre, au lieu du 7 septembre (3). D'autre part, quand on compare les effectifs dont Bonaparte pouvait alors disposer contre l'Espagne à ceux dont il la menaçait, on ne peut s'empêcher de penser qu'il

(1) A Talleyrand, 14 août 1803 : *Corr.*, 7007.

(2) Azara à Cevallos, par extraordinaire, 21 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. PÉREZ DE GUZMAN (*El Dos de Mayo*, p. 35) ajoute à ce texte, qu'il « reproduit », cette phrase de son invention : « et il se mettrait à la tête de cette armée pour aller à Madrid. »

(3) A Talleyrand, 16 août : *Corr.*, 7008. Azara s'était plaint le jour même, dans un « Mémoire réservé pour le Premier Consul » des procédés de Godoy à son égard : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 325.

jouait une comédie, celle de l'intimidation. Dans sa note fulminante du 14 août, il parlait de 25.000 hommes qui seraient massés le 19 sur la frontière : or, le 15, le camp de Bayonne n'en comptait encore que 5.443, avec 872 chevaux, et du côté de Perpignan les faibles garnisons habituelles n'avaient été renforcées que de la 3^e légère, appelée de Béziers. Il prétendait encore que du 7 au 17 septembre il pouvait faire entrer en Espagne 35.000 hommes : or à ce moment, et bien qu'on eût activement poussé les préparatifs, les effectifs vers Perpignan demeuraient les mêmes, et à Bayonne on n'arrivait pas à 16.000 hommes. Enfin, quand Bonaparte disait à Azara, le 16 août, que ses mesures *étaient prises* pour concentrer 80.000 hommes, il savait bien que ses ordres du jour et de l'avant-veille ne portaient que sur vingt-quatre bataillons (1). Comme il n'en était pas encore à l'époque où il se laissait prendre lui-même à ses fantaisistes calculs d'effectifs, il faut bien conclure qu'il comptait que l'Espagne céderait et que toutes ses menaces étaient de pure forme. S'il eût pensé autrement, du reste, aurait-il continué à envoyer des troupes françaises, par petits paquets, à travers le territoire espagnol ? Aurait-il signalé aux Espagnols que son escadre mouillée à La Corogne était hors d'état de prendre la mer, donc de leur échapper en cas de rupture ? Aurait-il escompté avec autant de sécurité « le cas où les choses s'arrangeraient » ? (2) La fureur du 14 août a donc toutes chances d'avoir été feinte et de constituer simplement une manœuvre d'intimidation. Mais il est délicat de proférer des menaces qu'on se trouve hors d'état d'exécuter, et l'on ne devait pas tarder à s'en apercevoir.

Des éléments dictés par le Premier Consul, Talleyrand tira une note qui fut datée du 16 août 1803, mais qui sur l'ordre de Bonaparte ne fut remise à Azara que le 21, afin que la cour espagnole ne pût être avertie de son envoi et que Beurnonville eût à Madrid le bénéfice de la surprise. Talleyrand n'avait point cherché à en adoucir les termes : « Je vous avouerai, général, confiait-il assez hypocritement à Bonaparte, qu'en la relisant j'ai été frappé du ton de cette pièce diplomatique, et je ne puis m'empêcher de penser à l'espace

(1) Il avait même fallu presser le mouvement pour avoir le 2 septembre à Bayonne 16.073 hommes (dont 15.723 présents) et 1.746 chevaux, car une bonne partie (3.671 hommes) des renforts ne devait primitivement arriver que le 10. — A. N. AF* IV 1200 ; ministère de la Guerre, *Archives historiques, camp de Bayonne*, 4.

(2) A Talleyrand, 16 août 1803 : *Corr.*, 7008.

d'embarras et d'humiliation que doit éprouver un cabinet qui a dans sa chancellerie un pareil office » (1). Pour ajouter encore à « l'embarras et à l'humiliation » où allait se trouver Godoy, voici qu'Azara choisit avec malice ce moment pour se venger de ses insolences. Le 7 encore, le favori lui avait écrit : « V. E. se contente de critiquer le traité d'alliance et de pousser des exclamations fort inopportunes ; elle oublie la valeur et le mérite de ce traité et le respect qu'on doit à son auteur, car si l'Espagne est en paix, c'est grâce aux efforts qu'il a faits au ministère et à la valeur qu'il a montrée en campagne. » Azara, sachant très bien que le Premier Consul avait exigé qu'on le laissât à Paris, envoya alors sa démission à Godoy : il se disait malade, souffrant de l'estomac et des jambes, excédé des reproches de sa cour, et il déclarait que sans plus attendre il commençait ses préparatifs de déménagement (18 août). Il s'offrit ainsi le plaisir de forcer son ennemi à refuser sa démission. Peu après, le 21, il lui annonça même qu'il ne répondrait point à la note fulminante de Talleyrand, car sa cour l'avait si bien tenu à l'écart des négociations qu'il ne savait de quoi il s'agissait. Ce ne fut là cependant qu'une menace, et le 22 il remit une note donnant toutes les assurances susceptibles de calmer Bonaparte (2).

Mais l'intérêt n'était pas dans cette réponse de l'ambassadeur, dont tous les termes étaient prévus. Il n'était pas non plus dans celle que fit Godoy le 29 août, embarrassée et évasive, et qu'Azara transmit avec un commentaire sarcastique (3). Il était dans les dépêches qu'on attendait de Beurnonville, et qui devaient tout décider : « Dans dix-sept ou dix-huit jours, écrivait Talleyrand le 19, nous saurons où nous en sommes avec l'Espagne. » Car Beurnonville, muni des pleins pouvoirs que les Relations Extérieures lui expédièrent le 22, avait la mission décisive de présenter à S. M. C. l'ultimatum français : « Le général Beurnonville, avait ordonné Bonaparte, doit demander une entrevue au roi, lui donner cinq jours pour se décider, et se retirer à la campagne au bout de ce terme. Pendant ce temps il préviendrait autant que possible nos commissaires des relations commerciales et ferait prendre la mer à nos vaisseaux.

(1) Talleyrand à Bonaparte, 17, 19 août 1803 : *Lettres inédites*, 48, 49. Texte de la note dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 466.

(2) Azara à Cevallos, 18, 21, 26 août ; Cevallos à Azara, le 28 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Godoy à Azara, le 7 : *ibid.*, c. 2821.

(3) Godoy et Cevallos à Azara, 29 août, et transmission par Azara : *ibid.*, et A. F., *Esp.*, v. 664, f. 397.

Dans ce cas, dans la dernière décade de fructidor, 20.000 hommes entrèrent dans la Navarre, et 15.000 dans la Catalogne, qui seront soutenus par un nombre pareil » (1).

V

SUCCÈS ANGLAIS A MADRID

L'ÉCHEC DE BEURNONVILLE. — Les commentaires dont Talleyrand avait accompagné les instructions du Premier Consul à Beurnonville en accentuaient encore le caractère violent. L'ambassadeur devait annoncer que 25.000 hommes étaient concentrés à Bayonne depuis le 19 août 1803, qu'il y en aurait 40.000 le 7 septembre et qu'ils franchiraient la frontière le 24 si les concentrations de milices espagnoles n'étaient pas dissoutes pour le 2. Quant au subside, la date limite assignée à l'Espagne pour l'accepter était le 7. « Faites comprendre au prince de la Paix, concluait Talleyrand, qu'il ne s'agit pas d'une négociation comme celle de Badajoz, où le Premier Consul a pu laisser faire l'Espagne, ne regardant cette négociation que comme d'un ordre inférieur, mais qu'ici c'est l'objet principal de la guerre, que le Premier Consul a perpétuellement ces grands objets sous les yeux. » Pour un ambassadeur comme Beurnonville, qui semblait tout énergie, dont les dépêches ne cessaient de recommander la manière forte, qui se plaignait ouvertement à Madrid de n'avoir pas reçu le commandement de l'armée d'invasion concentrée à Bayonne, qui peu auparavant avait promis que s'il recevait l'autorisation de faire pression sur Godoy il obtiendrait facilement « sa conversion prompte et entière », l'occasion était belle de se signaler, cette manœuvre ne demandant que vigueur et décision (2).

Mais Beurnonville trouva Godoy moins disposé que jamais à céder aux exigences françaises. Frère avait en effet gagné du terrain. Il

(1) FOURNIER, *Zur Textkritik der Korrespondenz Napoleons I.*, 1903, p. 24, a rétabli ce paragraphe, d'après le texte existant à Vienne. La *Corr.* (7007) portait : « ...lui donner cinq jours pour se décider, et se retirer à la campagne. Au bout de ce terme, il prévient... » ce qui n'a guère de sens. — Talleyrand à Bonaparte, 19, 22 août : *Lettres inédites*, 49, 52.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 4 mars 1803 ; Talleyrand à Beurnonville, 16 août (deux lettres) et 18 août : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 399 ; v. 664, f. 333, 334, 353. LADY HOLLAND, *Spanish Journal* (au 4 septembre 1803), p. 85.

recevait des souverains, ainsi que l'ambassadeur de Portugal, des témoignages marqués d'amabilité. Il avait rencontré un appui sérieux en Cevallos, qui se montrait violemment hostile aux Français et lui répétait que l'Espagne ne voulait que « la tranquillité générale », que tout son intérêt était dans le commerce et la paix ; il avait même déclaré à Ribeiro Freire, avec une chaleur extraordinaire pour son tempérament flegmatique, « que la présente guerre de la part de la France était une attaque contre tous les souverains. » Godoy enfin était l'objet de sollicitations pressantes de la part du ministre britannique, qui prenait soin en particulier de le rassurer sur les concentrations françaises de Bayonne : il lui avait transmis les rapports de ses espions, d'après lesquels elles ne s'élevaient qu'à 12.000 hommes à la fin de juillet et à 13.200 au milieu d'août. — Beurnonville allait donc trouver une résistance plus forte qu'il ne pensait. D'autre part, son ascendant personnel à la cour était moindre qu'il ne voulait bien le dire. On commençait à être blasé sur ses violences de langage et sur ses menaces ; on l'estimait peu, en raison de son manque de dignité et même d'honnêteté personnelle : à l'abri du privilège diplomatique, il pratiquait en grand la contrebande, et le rez-de-chaussée de l'ambassade, rue d'Alcalá, était d'après lady Holland « converti en magasins où l'on peut trouver tous les articles élégants et curieux de Paris... Nous avons longtemps, ajoute-t-elle, fait des achats de vin dans cette maison » (1).

La manœuvre d'intimidation française était déjà rendue difficile par cet état de choses : Beurnonville acheva de la faire échouer par son manque d'énergie. Il attendit le 30 août pour remettre à Godoy l'ultimatum de son cabinet : à cette date, les dépêches d'Azara qui annonçaient cette démarche étaient déjà arrivées à Madrid, et l'effet de surprise fut manqué (2). Godoy essaya tout d'abord de refuser la note, puis de se lancer dans des chemins de traverse en proposant à l'ambassadeur une guerre faite en commun contre le Portugal. Ces deux manœuvres ayant échoué, il eut recours à d'autres ruses et commença par faire perdre à son partenaire le plus de temps pos-

(1) « La maison de l'ambassadeur de France est remplie de la meilleure et de la pire compagnie de Madrid, mais on n'y rend visite qu'en tant que magasin... Sous sa franchise [du personnel] on importe en contrebande des articles sur lesquels il y a apparence qu'on prélève un pourcentage... » LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, au 6 octobre 1803, p. 101. Frère à Hawkesbury, 6, 7 juillet, 15, 29 août : *Record Office*, F. O. 72, 49.

(2) Beurnonville avait dû recevoir le 23 les ordres de Talleyrand du 16, et Cevallos le 28 l'avis d'Azara du 21.

sible. Beurnonville avait ordre de voir le roi, de lui fixer le 7 septembre comme date limite de l'exécution de l'ultimatum et de lui laisser cinq jours pour prendre sa décision. Il eût dû par conséquent obtenir son audience le 2 au plus tard : or il ne put l'avoir que le 5. Pendant tout l'intervalle, Godoy l'amusait avec d'interminables conférences dont il envoyait à ses souverains des comptes-rendus malicieux : « Comme les Français ne veulent pas entrer en discussion, sans doute parce que leurs demandes seraient repoussées, ils résumant leurs prétentions en cette unique et extravagante affirmation : Le traité d'Amiens a été violé, l'Espagne y était partie contractante, elle doit donc déclarer la guerre. Je riposte : L'Autriche, la Prusse et la Russie sont dans le même cas ; vont-elles la déclarer ? Beurnonville ne répond pas et reprend : Il faut fournir les secours, mais en argent. Je refuse. Il réplique : Il faut donc faire la guerre, sans quoi je me retire. Je mets toute ma prudence à supporter cette infamie et je reprends mon argumentation, mais il n'y répond pas et me coupe la parole par ces mots : Il ne peut y avoir de neutralité, car les Anglais trouveraient asile dans vos ports, et ce serait augmenter leurs forces. Que répondre à des gens de ce caractère ? » Tout ce que Beurnonville obtint, ce fut la promesse verbale qu'on ne rappellerait pas Azara, et deux notes, l'une du 3 septembre déclarant que le roi préférerait fournir les secours prévus par le traité d'alliance, et l'autre du 5 (rédigée par Godoy le 4) annonçant qu'il romprait avec l'Angleterre... sitôt qu'il aurait la réponse à l'ultimatum qu'il venait d'adresser à Londres (1).

Le 5 septembre 1803 enfin, l'ambassadeur de France eut audience de Charles IV au *sitio* de la Granja, à 112 kilomètres de Madrid, où la cour allait s'abriter de la canicule au milieu des épais ombrages du parc et dans la fraîcheur de ses eaux courantes. L'entrevue fut animée, et Beurnonville dut parler très haut, car le lendemain Frère, qui suivait l'affaire de près, trouva le roi « *much discomposed* » et Godoy « *extremely discomposed* ». Mais Charles IV opposa aux exigences françaises cet invincible entêtement, dont il lui arrivait de donner des preuves, et Beurnonville ne put obtenir comme réponse qu'un refus formel de traiter verbalement des questions de cette impor-

(1) Beurnonville à Godoy, 30 août ; à Talleyrand, 31 août, 3 septembre : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 403, 410, 428. Godoy à Charles IV, 31 août, 4 septembre ; Charles IV à Godoy, le 3, et à Beurnonville, le 5 : A. *Histórico N.*, c. 2821 et 5240, n° 5. Cf. GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 258.

tance. Or l'ultimatum expirait le surlendemain. L'ambassadeur passa encore ces deux jours au *sitio*, puis, le 7, obéissant à ses instructions, il se retira. Toutefois, au lieu d'aller s'isoler à la campagne comme il lui avait été prescrit, il rentra à Madrid, bien qu'il sentit lui-même combien ce lieu était peu à propos pour cacher pareille déconvenue : « Je m'abstiendrai de fréquenter les spectacles et les promenades publiques... Je voyagerai dans les environs. » Suivant les menaces de Bonaparte, les troupes françaises s'apprêtaient sans doute à passer la frontière, et Beurnonville tâchait de dissimuler son échec avec ses fanfaronnades habituelles sur la « guerre de quinze jours » qu'il faudrait déclarer à l'Espagne : « Je ne m'imagine pas que la campagne dure plus d'un mois » (1).

LA RECLADE DE BONAPARTE. — « Je ne crois pas assez à la déraison humaine pour penser qu'il y ait résistance », avait écrit Talleyrand en envoyant l'ultimatum à Madrid. Le 7 septembre 1803 dans la matinée, Bonaparte avait encore répété à Azara que si l'Espagne ne cédait pas il aurait en quelques jours deux armées toutes prêtes à franchir les Pyrénées (2). On pouvait penser qu'en cas de rejet de l'ultimatum il garderait d'autant moins de ménagements que depuis le 14 août le cabinet de Madrid lui avait donné de nouveaux sujets de plaintes : il n'avait envoyé au sujet du *Prudent* et du *Timoléon* que des explications tardives et évasives, il venait de refuser sa collaboration pour réparer et approvisionner les navires français stationnés dans ses ports, il avait enfin protesté aigrement contre de petits incidents de frontière survenus en Catalogne. Bonaparte avait ordonné le 12 septembre : « Faites faire un relevé de toutes nos plaintes contre l'Espagne, afin qu'on puisse avoir ces matériaux tout

(1) « Nous devons faire un grand exemple : la conquête de l'Espagne entière... De toutes manières la guerre aura d'heureux résultats pour nous. » A Talleyrand, 5, 7, 15 septembre : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 433, 442, 483. Frère à Hawkesbury, le 11 : *Record Office*, F. O. 72, 50. — Beurnonville avait ordre, en cas de rupture, d'inviter les bâtiments français à quitter les ports espagnols : mais c'eût été les livrer aux Anglais, et il eut le bon sens de n'en rien faire.

(2) Talleyrand à Bonaparte, 19 août : *Lettres inédites*, éd. Bertrand. Azara à Cevallos, 8 septembre : dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 468 (dépêche « reproduite » par PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 36, qui croit devoir ajouter aux menaces de Bonaparte cette phrase de son invention : « Et il envahirait le royaume sans plus de retard »).

prêts, et s'en servir suivant les événements » (1). Le 13, apprenant que Beurnonville, dans son audience du 5, n'avait pu vaincre la résistance de Charles IV, il s'irrita très vivement contre la faiblesse de son ambassadeur et fit remettre à Azara une note plus sèche encore que les précédentes, qui faisait allusion aux « hommes perfides qui ont déjà trop prouvé qu'ils ne pouvaient être dirigés dans leur conduite hostile à la France que par la vue coupable de s'assurer un refuge en Angleterre contre les malheurs sans nombre qu'ils veulent attirer sur leur pays. » — « Le temps des délais est passé », concluait Talleyrand (2).

Or, les jours s'écoulèrent sans qu'aucun courrier vînt apporter à Paris la nouvelle que l'Espagne avait cédé. Le 17 septembre arriva, et l'on ne recevait toujours pas de dépêche de Beurnonville. Il devenait évident que le cabinet de Madrid avait laissé passer la date fatidique du 7, à laquelle expirait l'ultimatum, sans faire la moindre concession. Le moment était donc venu de mettre à exécution les bruyantes menaces qu'on avait faites et d'expédier à Augereau, nommé le 29 août commandant du camp de Bayonne, l'ordre de passer la frontière. Malheureusement, cette armée d'invasion dont on avait tant de fois brandi le spectre s'élevait en tout et pour tout, au 2 septembre, à 15.723 hommes présents sous les armes (3). Or Bonaparte s'était fait envoyer, le 5, les rapports demandés aux agents en Espagne sur les forces de S. M. C., et il avait pu constater que même en réduisant de moitié les chiffres officiels il restait 60 à 70.000 hommes pour l'armée permanente, sans compter les dernières levées, milices ou autres, que Belleville portait à 80.000 hommes (4). Dans ces conditions, il était difficile de marcher sur Madrid. Bonaparte avait menacé sans mesure, comptant que l'intimidation suffirait,

(1) Cevallos à Beurnonville, 21 août : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 361. A. Azara, le 14 ; Azara à Talleyrand, le 27 (et réponse du 18 octobre !) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Bonaparte au même, 12 septembre : *Corr.*, 7098.

(2) Talleyrand à Azara, 13 septembre ; commentaire d'Azara à Cevallos, le 15 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(3) 16.073 hommes et 1.746 chevaux en théorie (au 29 août, une demi-brigade légère, 9 de ligne, 2 bataillons détachés, 5 régiments de cavalerie et 18 pièces d'artillerie). Berthier à Augereau, 29 août ; états des 15, 23, 30 août, 2 septembre : *Arch. historiques de la Guerre, camp de Bayonne*, 8 et $\frac{4}{22}$; A. N., AP* IV 1200 et AP IV 932 (24 août, 7 septembre).

(4) Bonaparte à Talleyrand, 5 septembre 1803 ; dans FOURNIER, *Napoleon I., II*, 352. Rapports de Beurnonville, 27 août (A. E., *Esp.*, v. 364, f. 384), de Belleville, le 29 (*ibid.*, v. 19 supplément, f. 275), d'un anonyme, fructidor an 11 (A. N., AP IV 1680, 8^e d.).

et maintenant qu'il était au pied du mur, il se trouvait dans l'obligation de reculer.

Talleyrand couvrit la retraite par une note encore assez rèche où il pria Azara d'obtenir de sa cour une déclaration catégorique, de façon que le Premier-Consul pût enfin « savoir avec certitude si S. M. le Roi d'Espagne veut rester ami de la France » (17 septembre). Il annonçait en même temps qu'on allait faire entrer des troupes en Espagne... pour aller renforcer les équipages de l'escadre Bedout à La Corogne. « L'armée française, ajoutait-il, n'a aucune vue offensive » (1). Le ton avait bien changé en moins de deux semaines.

Bonaparte ne pouvait rester sur cet échec. Dès le 19 septembre 1803, une nouvelle manœuvre était montée. On ne la confiait plus à Beurnonville, qui venait de se discréditer par son manque d'énergie et auquel Talleyrand adressait une lettre de vifs reproches. On choisit l'ancien chargé d'affaires à Madrid, Herman. C'était un diplomate de l'ancien régime, qui en 1789 était consul général à Londres ; pendant la Révolution il avait vécu soit auprès de Louis XVIII en Italie, soit à Londres comme attaché à l'agent du prétendant, le duc d'Harcourt, et c'est sans doute dans la capitale anglaise qu'il connut Talleyrand ; celui-ci l'apprécia et en 1801 le fit rentrer dans la carrière. Or en 1802 Herman avait été envoyé à Lisbonne pour exiger le renvoi du ministre anglophile João d'Almeida, et au dire de Talleyrand il avait montré dans cette mission « de la mesure, de l'intelligence et de la fermeté. » Comme en outre il connaissait bien la cour espagnole, sur laquelle ses dépêches avaient porté des jugements remarquables de bon sens, comme il était calme et courtois et qu'on le pensait ferme, son envoi à Madrid, avec mission de reprendre la manœuvre manquée par Beurnonville, apparaît comme naturel et justifié (2).

D'après les instructions dictées par Talleyrand, Herman remettra à Godoy un ultimatum en six points. Les cinq premiers exigent des réparations pour les mauvais procédés dont les Français ont eu à se plaindre. Le sixième est relatif au subside : le gouvernement espagnol a

(1) A. E., *Esp.*, v. 664, f. 497 ; v. 19 supplément, f. 304.

(2) Pendant l'émigration, la principale mission d'Herman (orthographe de la signature) se place en mai 1796 où il fut envoyé de Vérone à Londres pour obtenir, par l'intermédiaire de l'Angleterre, une diversion autrichienne sur le Rhin. — Herman à Talleyrand, 14 février, 14 avril, 16 septembre 1802 : A. E., *Esp.*, v. 19 supplément, f. 14, 32, 110. *Ibid.*, *France-Bourbons*, v. 609, f. 14, 22, 30. Etat de services par Herman, août 1810 : *Port.*, v. 127, f. 249. Talleyrand à Bonaparte, 1^{er} novembre 1802 : *Lettres inédites*, 22. Bulletin de Fouché du 9 août 1806 : dans HAUTERIVE, *La Police secrète*, III. *LADY HOLLAND, Spanish Journal*, 98.

huit jours pour choisir entre l'exécution du traité d'alliance, c'est-à-dire la guerre à l'Angleterre, et un subside de six millions par mois à la France. Sur ces six millions, deux pourront être destinés à rembourser les fournitures que l'Espagne pourra faire à la République, en particulier les secours qu'elle fournit à ses vaisseaux. Mais pour le reste, le Premier Consul veut « que nos 48 millions arrivent tout nets tous les ans au Trésor Public ». — « Point de retard, point d'évasion, conclut Talleyrand : nous voulons finir. » — Une fois arrivé à Madrid, Herman verra Godoy sans perdre un instant, pour profiter de l'effet de surprise ; si le favori résiste, il s'efforcera de provoquer sa chute : « Pour complément de toute instruction, cette recommandation : dans le cas où vous trouverez jour à faire tomber du trône d'Espagne le prince de la Paix, ce résultat vaut mieux que tout autre résultat, puisqu'il les préparera. » Enfin, pour le cas où Herman trouverait auprès de Charles IV une résistance insurmontable, il reçoit une lettre du Premier Consul pour le roi, qu'il pourra faire remettre par Beurnonville quand il le jugera à propos. Talleyrand en a rédigé le brouillon le 17 septembre, et Bonaparte en a repris les termes le 18, en les rendant plus vigoureux encore. Il y prie le roi « d'ouvrir les yeux » sur « le gouffre » vers lequel Godoy conduit la monarchie espagnole, il lui peint « l'espèce de détronement où le prince de la Paix se plaît à représenter » son souverain. Mais, contrairement à ce qui a été dit plus d'une fois, Bonaparte ne fait pas la moindre allusion aux relations de Godoy avec la reine. Si après avoir lu cette lettre Charles IV refuse encore de céder, le Premier Consul fera entrer en Espagne des détachements chargés d'aller occuper les forts du Ferrol et d'y protéger l'escadre française ; si les Espagnols leur refusent le passage, ce sera la guerre. Au cas où Charles IV se contenterait de ne pas répondre, Beurnonville le sommerait

(1) Talleyrand à Herman, 19, 25, 26 septembre 1803 ; à Beurnonville, le 19 : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 509 ; v. 665, f. 6, 17. Les six conditions in-extenso dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 470.

(2) Projet de la main de Talleyrand, 17 septembre « On me dira si celle qui a été écrite est conforme à ce projet. » Réponse : « Non conforme. » A. E., *Esp.*, v. 664, f. 495. Bonaparte à Charles IV, le 18 : *Corr.*, 7113. On raconta dans le public que Bonaparte avait dénoncé au roi la conduite de la reine, sous une forme précise et crue : REMACLE, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris*, lettre du 12 novembre, p. 433. Mais le texte de la lettre ne porte rien de semblable, quoi qu'en dise GEOFFROY DE GRANDMAISON, 267. Tout ce qu'on trouve dans cet ordre d'idées, c'est cette phrase de Talleyrand à Beurnonville : « Si la reine désire vous voir, vous lui ferez connaître qu'on est disposé à tout, et que le Premier Consul est déterminé à faire connaître au roi par toutes sortes de voies ce que tout le monde sait de l'origine de la faveur du prince de la Paix. » Ces racontars ont été recueillis par BERNHARDI, *Napoleons Politik in Spanien*, 493.

une dernière fois de renvoyer Godoy : un refus amènera l'invasion de l'Espagne. L'ambassadeur a les instructions les plus sévères à l'égard du favori : « Il vous est défendu de voir, de saluer le prince de la Paix, qui est l'ennemi du peuple français. S'il osait se présenter ou rester à l'audience que vous aurez du roi, vous signalerez au roi cette audace comme une marque éclatante de son détronement. S'il manquait au roi et à la France au point de prendre la parole, vous bornerez à dire que vous ne pouvez parler des intérêts de la France et de l'Espagne devant l'homme qui à Badajoz a vendu la paix pour huit millions et qui dans le cours d'une trop longue usurpation a vendu l'honneur du ministère pour 84 millions aujourd'hui déposés dans ses coffres » (1).

Herman quitta Paris vers le 24 septembre 1803, et malgré des chemins défoncés par la pluie parvint à Madrid le 2 octobre. Il en repartit le 3 au matin, arriva le soir à l'Escorial où il fut l'hôte du ministre de Hollande, et sur une demande pressante d'audience il fut reçu sur-le-champ par Godoy (2).

L'ÉCHEC D'HERMAN. — Le prince de la Paix avait été malgré tout assez impressionné par l'attaque que Beurnonville avait menée au début de septembre. Le crédit de Frere s'en trouva un instant ébranlé. Le favori lui assurait que la situation était très grave, que comme généralissime il devait demander au roi de le laisser mourir l'épée à la main, mais que comme homme politique il devait lui démontrer que toute résistance était impossible : « Que peut faire l'Angleterre pour nous ? Vous pouvez peut-être envoyer une armée de 20.000 hommes, mais à quoi cela servira-t-il ? » Il s'efforçait de persuader Frere de se retirer à Lisbonne « pour raisons de santé », il tâchait d'arrêter ses courriers en leur envoyant des passeports dont le délai de validité était déjà expiré, il revenait à l'idée d'une guerre fictive à l'Angleterre et quand Frere déclarait qu'en ce cas les colonies espagnoles seraient attaquées il répliquait : « Eh bien, il vaut mieux sacrifier les colonies que la métropole ! » Ses embarras se trouvaient accrus par la disette qui se mit à sévir à Madrid et par le mécontentement qu'elle provoquait contre lui ; les boulangeries

(1) Talleyrand à Beurnonville, 19 septembre 1803 : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 509.
(2) Beurnonville à Talleyrand, 2 octobre : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 52. Herman à Godoy, le 3 : A. *Histórico N.º Estado*, c. 5240, n.º 5.

étaient assaillies et l'insécurité devint telle qu'il fallut organiser des patrouilles de cavalerie et faire escorter les passants attardés. Des bruits de guerre couraient ; la nomination au camp de Bayonne d'un général aussi connu qu'Augereau fit une profonde impression ; des Français se mirent à quitter l'Espagne, et des Espagnols la France. « Dans tout Madrid on croit à la guerre, écrivait Godoy, et il me semble même qu'on est convaincu de sa nécessité : tant mieux ! » (1) Mais ces fanfaronnades cachaient mal une réelle inquiétude.

Peu à peu cependant d'influence de Frere reprit le dessus. Le ministre anglais était très efficacement soutenu par son collègue portugais, Ribeiro Freire, homme habile, « chuchoteur et courtois » (2), bien vu du favori, qui sut persuader Godoy que l'Espagne était en sûreté derrière les Pyrénées si l'on réussissait à y réunir 80 ou 100.000 hommes, et qui obtint de lui d'intéressantes confidences : « Que les souhaits et les vœux du roi d'Espagne avaient toujours été de se délivrer du joug de la France dès que cela lui serait possible... qu'il comprenait que l'Espagne n'aurait ni tranquillité ni sécurité tant que la monarchie ne serait pas rétablie en France, que la chose dépendait de l'aide du Portugal... », que si la guerre éclatait la famille royale se réfugierait en Andalousie ou à Lisbonne. Freire répondit par une formule qui enchantait Godoy, « que les Pyrénées étaient la frontière commune du Portugal et de l'Espagne », et mille protestations d'amitié s'échangèrent. Frere de son côté vanta la qualité des secours que son cabinet pouvait envoyer à l'Espagne, assura que les troupes britanniques battraient les françaises comme elles l'avaient fait dans l'Inde, expliqua que si l'Espagne était menacée d'invasion l'Angleterre opérerait aussitôt une diversion par un débarquement en Hollande, qu'elle fomenterait dans le sud-ouest de la France un soulèvement qui couperait la ligne de communications de Bonaparte etc. Il finit lui aussi par obtenir des promesses et des confidences ; Godoy lui déclara « qu'il n'admettrait jamais le passage des troupes françaises », et il autorisa Frere à écrire à son cabinet « que si elles forçaient le passage, toute force que S. M. enverrait pour s'opposer à elles serait la bienvenue et reçue en amie. »

(1) Sur la défaveur de Frere, cf. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 6 septembre, p. 86 : « The only fact that is certain is that our poetical Minister has been, and will be completely bamboozled. » Cf. p. 89, 96. Frere à Hawkesbury, le 11 : *Record Office*, F. O. 72, 50. Godoy à Marie-Louise, le 2 : *A. Histórico N.*, c. 2821. MARIE-CAROLINE, *Correspondance*, 29 septembre, II, 426 : « En Espagne, ils font mine de se dresser sur leurs ergots... »

(2) LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 80.

Il parla aussi « avec le plus grand sérieux » de la nécessité de rétablir la royauté. « Jamais, assurait Frere, le gouvernement britannique ou la nation britannique n'ont été plus populaires dans le pays en général, à la cour, auprès des personnes au pouvoir et auprès de la famille royale » (1).

Herman s'engageait donc sur un terrain miné. Pour comble, Beurnonville venait de commettre une nouvelle bévue : au lieu de rester dans la retraite absolue qui lui était prescrite à partir du 7 septembre, il avait repris des échanges de notes avec Godoy et recommencé à discuter avec lui le montant du subsidé ; c'était là dissiper sottement l'impression de malaise qu'un silence prolongé eût pu faire naître chez le favori (2). Toutefois, le débat entre Herman et le prince (3 octobre au soir) commença bien pour le premier. En entendant lecture de la note de Talleyrand, Godoy aurait fondu en larmes en s'écriant : « Est-il possible qu'on veuille me traiter ainsi ?... On ne traite pas ainsi un homme qui a épousé la nièce de son roi et qui a rendu quelques services à son pays ! » Mais il reprit vite son sang-froid et discuta âprement les six conditions françaises. Après avoir ergoté longtemps, il déclara qu'il signerait, mais seulement après avoir vu le roi, et qu'il fallait remettre le reste de la discussion au lendemain. Herman commit la faute d'y consentir (3), et Godoy mit à profit ce délai : le 4 au matin, un courrier partait pour Paris, portant à Azara les pleins pouvoirs du roi pour traiter « tout ce qui convient à nos intérêts pour la conservation de la neutralité, en convenant et signant un traité de subsidés. » Ainsi, Godoy esquivait le coup droit d'Herman en faisant passer la négociation à Paris. Il ne dissimula d'ailleurs pas à Azara que s'il lui confiait l'affaire c'était uniquement parce qu'elle devenait trop épineuse pour lui (4).

(1) Ribeiro Freire à Pinto de Sousa, 12, 18 septembre 1803 (communiquées par Fitz Gerald à Hawkesbury) : *Record Office*, F. O. 63, 42. Frere à Hawkesbury, 9, 11 octobre : *ibid.*, F. O. 72, 50.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 30 septembre 1803 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 47.

(3) On devait reparler de cette note plus tard. En novembre 1804, Beurnonville revenant de Paris déclara à Godoy qu'elle n'avait jamais existé que dans l'imagination d'Herman (Ce mensonge était-il de son invention, ou l'avait-on chargé de le répéter ?). Aussi, quand en 1806 Herman passa par Madrid et se présenta à Godoy, il essuya une sortie furieuse ; il répliqua si sèchement qu'on parla d'autre chose. — Herman à Talleyrand, 5 octobre 1803, 11 août 1806 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 47, et *Consulat de Madrid*. Godoy à Marie-Louise, 20 novembre 1804 : *A. Histórico Nacional*, c. 2821.

(4) « V. E. remarquera que dans la copie littérale [des conditions françaises] on se réfère au prince de la Paix, et qu'il paraissait donc naturel que le traité fût signé par lui. Mais en raison du déplaisir avec lequel on le regarde sans motif, et des mauvais renseignements qu'on a donnés sur sa ligne de conduite, il a demandé au Roi de

Herman, qui revit Godoy le 4 au soir, semble avoir été démonté par cette ruse : le favori lui affirmait qu'Azara avait tous pouvoirs pour souscrire à Paris aux conditions françaises, et que lui ne voulait point se mêler d'une affaire qui ne lui appartenait plus. La discussion fut chaude, bien que Cevallos assistât à la conférence, qu'Herman fût connu pour sa courtoisie, et que Godoy fit de lui un cas particulier. « Son langage [d'Herman] a été si outrageant, dit Frere, que le prince de la Paix fut à la fin provoqué au point de lui dire que c'était son caractère officiel qui le protégeait, et qu'autrement il lui déclarerait *that such expressions were not to be made use of to a gentleman*. » Mais Godoy tint bon derrière le prétexte qu'il venait de donner et Herman, qui voulait à tout prix une signature, entra dans la voie des concessions. Il céda d'abord sur l'article des gouverneurs à destituer pour leur conduite anti-française, puis, reculant sur toute la ligne, il consentit à ce que le prince fit précéder sa signature de ces extraordinaires restrictions : « *exception faite* pour les articles que S. M. a confiés à son ambassadeur par les pleins pouvoirs envoyés aujourd'hui, et S. M. *se réservant* en même temps d'éclairer le Premier Consul sur des erreurs de fait auxquelles ont pu l'induire des rapports inexacts » (1). Enfin, comme si cette faute ne suffisait pas, Herman attendit que la signature du favori fût donnée pour sortir de sa poche un papier portant de nouvelles exigences : c'étaient des stipulations commerciales que Talleyrand lui avait envoyées après coup et qu'Herman, embarrassé, avait pris le parti de n'exhiber qu'une fois le gros de la négociation terminé. Mais Godoy, naturellement, ne voulut rien entendre ; il affirma que cette nouvelle affaire serait réglée « en un quart d'heure de conversation avec le général Beurnonville », et il quitta le secrétaire d'ambassade en le chargeant de mille compliments pour le Premier Consul, et sans lui dissimuler sa satisfaction de voir cette passe difficile aussi heureusement franchie (2).

l'exonérer de toute charge, ... le priant de confier au zèle de V. E. cette importante affaire ... » Charles IV et Godoy à Azara, 4 octobre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5240, n° 5.

(1) Le plus extraordinaire, c'est que cette échappatoire fut suggérée à Godoy par Herman lui-même : « Je lui dis... qu'en souscrivant les conditions il n'avait qu'à excepter les articles du traité à conclure, en exprimant bien clairement que c'était uniquement parce qu'Azara avait les pleins pouvoirs du roi pour les signer. » A Talleyrand, 5 octobre : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 66, 89. Frere à Hawkesbury, le 9 : *Record Office*, F. O. 72, 50. Godoy à Marie-Louise (sur Herman) : « Il mérite quelque considération », 31 mars : *A. Histórico N.*, c. 2821. Cf. CASTELLANOS, II, 470.

(2) Talleyrand à Beurnonville, 25 septembre 1803 ; Herman à Talleyrand, 5 octobre : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 6, 23, 89.

Le soir même, Herman revint à Madrid et conta toute l'affaire à Beurnonville. Il fut très mal reçu. Le général avait été froissé de cette négociation engagée par dessus sa tête : « La mission du citoyen Herman... m'a paru accompagnée de circonstances blessantes pour mon caractère », avait-il écrit à Talleyrand (3 octobre). En outre, Herman n'avait pas tenu compte des conseils qu'il n'avait pu se retenir de lui donner sur la nécessité de faire admettre les stipulations commerciales et de régler par la même occasion « plusieurs objets importants de la légation. » Aussi, lorsque le 4 octobre au soir Beurnonville vit revenir Herman, qui n'avait su obtenir ni une signature ferme ni les articles commerciaux, sa colère éclata. Il ordonna à son ex-secrétaire de lui remettre la note de Talleyrand et la lettre de Bonaparte pour le roi (Herman eut du moins la présence d'esprit d'exiger un ordre écrit) et le lendemain 5 octobre il partait pour l'Escorial, bien résolu à réparer les fautes commises (1).

Le 6, il vit Godoy. Celui-ci, croyant tout terminé, ne lui cacha pas qu'il avait berné Herman. Mais alors Beurnonville lui déclara que c'était à lui de réparer « l'abus que le prince de la Paix ne dissimulait pas avoir fait de la crédulité de ce secrétaire d'ambassade », et il sortit son projet, lequel comprenait, outre les six conditions primitives, les articles commerciaux et ceux particuliers à la légation. Le favori jeta les hauts cris : de fait, il était extraordinaire de voir ainsi se présenter des négociateurs successifs, chacun avec des prétentions différentes. On remit une fois de plus l'affaire au lendemain, et Godoy, qui se trouvait dans la même situation que lors de la première démarche d'Herman, se tira d'affaire de la même façon : il dépêcha sans tarder à Azara un nouveau courrier extraordinaire pour l'informer qu'à la visite d'Herman avait succédé celle de Beurnonville, porteur « d'une autre rédaction à sa manière, augmentée d'articles inadmissibles », et qu'il fallait se hâter de conclure à Paris une convention qui ne contint pas toutes ces nouveautés, commerciales et autres (2).

Les négociations ainsi transportées une fois de plus à Paris, res-

(1) Herman resta à Madrid où le bruit courait que Beurnonville l'avait mis aux arrêts et où le corps diplomatique, en manière de protestation, le comblait de prévenances. — Herman à Talleyrand, 5, 9 octobre ; Beurnonville au même, 3 octobre, et 11 vendémiaire au 11 (lire au 12 : en vendémiaire au 11, Beurnonville était encore à Paris) : *ibid.*, f. 89, 73, 124, et v. 663, f. 16.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 9 octobre 1803 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 125 ; à Godoy, le 6 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5240, n° 5. Cevallos à Azara, le 7 : *ibid.* (en partie dans LAFURNER, *Historia General de España*, XV, 34).

tait à les couper avec Beurnonville. Le 7, Godoy lui avait promis verbalement de signer. Le 8, il se déjugea froidement sur le chapitre des articles commerciaux. L'ambassadeur éclata : il parla de faire déporter le favori en Afrique, lui déclara « qu'il n'avait pas d'honneur » et le quitta sans le saluer. Puis, dans sa fureur, il prit une résolution grave : celle de faire usage de la lettre de Bonaparte à Charles IV. Pourtant, c'était Herman seul qui devait juger de l'opportunité de ce pas, et d'autre part une décision aussi importante n'était pas justifiée par le rejet d'articles qui n'étaient qu'un complément tardif et secondaire aux conditions principales. Cevallos reçut la redoutable nouvelle avec son flegme habituel, remarquant seulement avec beaucoup de justesse « qu'il était inconcevable que le Premier Consul eût en même temps en Espagne deux plénipotentiaires chargés en même temps de deux instructions différentes. » Il était dix heures du soir : un troisième courrier était déjà en route pour presser Azara de conclure au plus vite (1).

Godoy fut assez troublé par le nouvel assaut qui s'annonçait. Le lendemain 9 octobre, Frere le trouva « *very much dejected* » et reçut l'invitation de s'abstenir de nouvelle visite, de peur d'exciter encore la fureur de Beurnonville. Le ministre anglais revint cependant peu après, et trouva Godoy dans le même état d'abattement, le priant d'abrèger le plus possible la durée de leur entretien et se répandant en propos pessimistes : « L'éloignement des troupes, le passage partout, l'admission des Français dans nos ports, partout », telles étaient à l'entendre les exigences de Beurnonville. Il ajoutait qu'elles comportaient aussi, « suivant les usages de la diplomatie française, celle d'une somme considérable pour lui-même. » Mais Frere sut reconforter Godoy en lui promettant le concours armé de l'Angleterre et du Portugal. La carte en main, il lui démontra qu'une attaque contre l'Espagne était difficile, que Bonaparte se trouverait trop éloigné de sa base, que sa ligne d'étapes serait trop vulnérable. Le favori se rassura peu à peu, et chercha la parade la plus propre à détourner le coup qui le menaçait (2).

Beurnonville eût désiré qu'en même temps que la lettre de Bonaparte le roi reçût, par l'intermédiaire de Cevallos, cette note violente de Talleyrand dont Herman avait dès l'abord donné lecture

(1) Frere à Hawkesbury, 9 octobre 1803 : *Record Office*, F. O. 72, 50. Beurnonville à Talleyrand, le 9 : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 125. Godoy à Azara, par extraordinaire, le 8 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5240, n° 5.

(2) Frere à Hawkesbury, 9, 11 octobre 1803 : *Record Office*, F. O. 72, 50.

au favori : or le secrétaire d'État lui déclara qu'il prenait sur lui de ne pas remettre à S. M. semblable office. C'était pour l'ambassadeur une raison de plus d'être très énergique au cours de l'audience royale, qui eut lieu le 11 octobre dans la matinée, et d'appuyer la remise de la lettre consulaire par quelques phrases très nettes. Or, tout au contraire, il l'accompagna d'atténuations verbales. Le roi répondit par de bonnes paroles : « Monsieur l'Ambassadeur, on n'est pas toujours d'accord, on se dispute quelque temps, on se rapproche et l'on finit par s'entendre. C'est ce qui arrivera... » Et il conclut que pour bien marquer sa conviction que tout s'arrangerait il allait garder au prince de la Paix toute sa confiance, et que pour la lettre du Premier Consul, il ne l'ouvrirait point (1).

Les discours de Frere avaient produit leur effet. Pourtant, si inattendue et habile que fût la dérobade de Charles IV, l'ambassadeur n'avait qu'à se reporter à ses instructions pour y trouver sa conduite toute tracée : si la lettre de Bonaparte ne recevait pas de réponse dans les trois jours, il devait revoir le roi et exiger le renvoi de Godoy, faute de quoi les troupes françaises passeraient la frontière. Il n'en fit rien. Cet homme si énergique dans ses dépêches resta comme frappé de stupeur, immobile et découragé ; il avouait à Talleyrand qu'il ne comprenait plus rien à cette affaire et il en arrivait, chose extraordinaire chez lui, à douter de lui-même et à se demander si ce n'était pas Herman qui avait raison (2).

Ainsi, une fois de plus, un ultimatum français restait sans réponse et sans sanction. L'échec était complet. Herman s'en excusa humblement. Quant à Beurnonville, il reçut de Talleyrand de violentes reproches : grave faute que d'être sorti de sa retraite après son premier échec ; grave faute que de s'être substitué à Herman dans la deuxième négociation ; grave faute que d'avoir présenté des exigences « des demandes tout à fait accessoires », où « cette foule » d'articles

(1) Cevallos à Beurnonville, 9 octobre ; Beurnonville à Talleyrand, le 11 : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 119, 138. Frere à Hawkesbury, le 9 : *Record Office*, F. O. 72, 50. GEORGE ROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 268. AUVERGNE, Godoy, 106.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 13 octobre : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 117. — Le 4 encore, il écrivait à Talleyrand : « Dans toutes les hypothèses possibles j'aurais désiré que le Premier Consul eût fait entrer une armée en Espagne ; elle n'aurait éprouvé aucune difficulté... J'ai la certitude qu'arrivé à Vitoria on aurait pu y conclure un meilleur traité de paix... » Il se vantait à lord Holland d'avoir conseillé à Bonaparte d'envoyer 80.000 hommes « pour mettre ce pays-ci à la raison », et de l'avoir dit à la reine. A. E., *Esp.*, v. 663, f. 16 ; LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 2 octobre, p. 98.

de commerce « dénaturaient entièrement le caractère de la convention », masquaient et « submergeaient » le point essentiel, présentant en outre à l'Espagne « l'humiliation d'un sacrifice d'amour-propre exigé par un ambassadeur ». Beurnonville était invité à réparer du moins ses maladresses en récupérant la note de Talleyrand et la lettre de Bonaparte, de façon qu'elles ne restassent point dans les archives de la *Secretaria de Estado* comme des témoins de l'échec français. Il réussit à le faire ; la lettre de Bonaparte n'avait pas été décachetée, et l'on put croire à Paris que l'Espagne en avait ignoré le contenu (1). Quant à Frere, ses contre-mines avaient eu un résultat tangible : Bonaparte n'exigeait plus par mois que quatre millions liquides au lieu de six ; la diplomatie britannique avait remporté une double victoire : sur Beurnonville au début de septembre, sur Herman et Beurnonville au début d'octobre. Toutefois, le traité de subsides n'était que retardé, car à Paris, où se transportait désormais l'intérêt de la lutte, Talleyrand et Azara en discutaient déjà les articles.

VI

LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE SUBSIDES

(19 octobre 1803)

LES POURPARLERS DE PARIS. — La mauvaise humeur de Bonaparte à l'égard de l'Espagne s'était naturellement trouvée accrue par la reculade à laquelle il avait été contraint au milieu de septembre. Les nouvelles qui lui arrivaient de divers côtés vers cette même époque n'étaient pas faites pour le calmer ni pour lui faire attendre avec patience le résultat de la mission d'Herman. A Paris, les bruits de guerre avec l'Espagne, qui avaient cessé vers la fin d'août, repré-

(1) Le 16 octobre encore, Talleyrand songeait à expliquer à l'ambassadeur que le traité devait être signé, non à Paris, mais à Madrid et par Godoy lui-même, afin de mieux lier le favori. L'âpreté de ses reproches était rendue plus sensible par les bonnes relations personnelles qu'il avait eues avec Beurnonville : celui-ci avait été un de ses témoins lorsqu'il épousa M^{me} Grant, le 10 septembre 1802. — Talleyrand à Beurnonville, 16, 22 octobre ; réponse du 8 novembre : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 153, 181, 228. REMACLE, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris*, 133.

naient de plus belle. Les espions de police rapportaient que chez Azara lui-même on tenait des propos pessimistes sur les rapports franco-espagnols et que l'on y répétait que les Anglais étaient « moins chers et moins injustes » que Bonaparte. Beurnonville écrivait, le 18 septembre 1803, que les levées de milice continuaient. Enfin, le 24 septembre, on reçut la nouvelle d'une véritable provocation de la *Secretaria de Estado*. Elle avait exhumé, le 31 août, un *Real Orden* datant du 13 juillet 1771, d'après lequel, si des vaisseaux de guerre appartenant à des puissances belligérantes venaient s'abriter dans les ports espagnols, ils devaient être sommés de sortir sitôt qu'ils seraient en état de le faire. En vertu de cet ordre, la frégate *la Revanche*, entrée le 3 juillet à La Corogne à la suite d'un combat, était invitée à reprendre la mer, malgré les protestations du commissaire français des relations commerciales, Aillaud, qui représentait que c'était la livrer à l'escadre anglaise croisant devant le port (1). Il y avait là de quoi déchaîner une tempête. Mais fort heureusement Bonaparte se trouvait à ce moment un peu calmé par la négociation qui venait de s'engager à Paris même avec Azara.

Au début de septembre, voyant que la situation devenait épineuse, Godoy s'était décidé à mettre l'ambassadeur au courant des négociations. Il lui avait fait envoyer copie de la lettre écrite par Charles IV le 5, « car, disait-il au roi, dans le doute il est nécessaire de faire l'honnête larron, et le moment n'est pas à une autre tactique. » Puis, le 16, inquiet devant les conséquences possibles du rejet de l'ultimatum français, il avait chargé Azara d'ouvrir des pourparlers à Paris. La veille encore, le vieux diplomate, se trouvant sans instructions d'aucune sorte et comprenant la gravité de la situation, avait supplié Cevallos de lui donner des directives, « en laissant de côté les questions de personnes, car il s'agit de sauver la Monarchie et la Patrie. » Sitôt donc qu'il eût reçu les pouvoirs du 16, Azara s'empressa de les communiquer à Talleyrand (24 septembre 1803), et il lui annonça en outre que l'incident d'Algésiras était réglé, les Anglais ayant consenti à restituer le *Prudent* et le *Timoléon*. Satisfait de ces bonnes nouvelles, Talleyrand les transmit sans tarder

(1) En outre, deux nouveaux bâtiments français, le *Duguay-Trouin* et la *Guerrière* étaient entrés à La Corogne le 2 septembre. Cevallos renouvela son ordre le 14. — Beurnonville à Talleyrand, 18 septembre 1803 ; Aillaud à Beurnonville, le 17 : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 503, 491. Azara à Cevallos, le 26 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Rapports de la Préfecture de Police, 23, 30 août, 6, 7, 27 septembre : AULARD, *Paris sous le Consulat*, t. IV.

au Premier Consul, et elles arrivèrent à temps pour calmer la colère qu'avaient provoquée les dépêches de La Corogne (1).

La négociation n'alla toutefois pas loin. Les instructions envoyées à Azara étaient étroites : un subside à la France, dont il ne fallait pas préciser le montant (Godoy ne voulait pas dépasser 50 millions par an), mais en retour la neutralité absolue de l'Espagne, avec la promesse de Bonaparte qu'il concluerait avec S. M. T. F. un traité de subsides analogue et qu'il ne lancerait pas d'expédition contre le Portugal à travers le territoire espagnol. Le 25 septembre, Talleyrand remit ses contre-propositions : elles reproduisaient à peu près les conditions qu'Herman devait présenter à l'Escorial, mais avec une addition importante : l'Espagne devait admettre l'entrée des tissus français de fil et de coton, et permettre le libre transit des draps français destinés au Portugal. Azara poussa les hauts cris quand il se vit réclamer la somme « scandaleuse » de 72 millions pour le subside, et déclara qu'il n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour souscrire à de pareilles conditions. Il fit demander audience à Bonaparte, mais le trouva « préoccupé de son système et entêté à le continuer. » Azara refusa donc de signer (25 septembre) (2). Le seul résultat de cette ébauche de négociation fut de compliquer encore la tâche d'Herman en Espagne, car ce sont ces mêmes articles commerciaux qu'on n'avait pu faire admettre à Paris qu'Herman fut invité, le soir même, à faire accepter à l'Escorial, et qui amenèrent entre Beurnonville et lui l'imbroglio que l'on sait. Quant à Azara, il retomba dans ses occupations habituelles, qui étaient de transmettre aux Relations Extérieures les plaintes de sa cour sur de menus incidents de frontière ou sur le non-paiement des dettes que les vaisseaux français contractaient dans les ports espagnols (3).

Les instructions que Godoy envoya le 4 octobre 1803 à Azara pour se débarrasser d'Herman étaient plus précises et plus étendues. A quatre des six conditions présentées par la France, le favori donnait une satisfaction plus ou moins complète : l'escadre française était autorisée à entrer au Ferrol, ce port serait mis en état de défense, les officiers anti-français seraient destitués « sans que leur honneur

ait à en souffrir », le *Prudent* et le *Timoléon*, rendus par les Anglais, seraient restitués. Quant aux levées de milices, le prince de la Paix affirmait qu'elles n'avaient d'autre objet que de défendre la côte de Galice contre un débarquement britannique. Pour le subside enfin, Azara était autorisé à en offrir un dont il déterminerait le montant. En tout cas, ce subside ne devait partir que du 29 septembre, car c'est à cette date seulement que l'Espagne aurait été tenue de fournir les soldats et les vaisseaux que le subside remplaçait ; enfin, Azara ferait connaître que Charles IV aimait encore mieux faire la guerre à l'Angleterre que verser un subside à la France : mais il faudrait alors l'assurer qu'il ne serait pas exposé, comme en 1801, au fléau d'une armée française traversant son royaume sous prétexte de guerre au Portugal (1).

Ces instructions parvinrent à Azara le 12 octobre 1803 au matin. Le 13, il en avertit Talleyrand et les conversations commencèrent aussitôt. Il est certain que le ministre connaissait déjà à cette date, par le courrier qu'Herman avait dépêché le 5, l'échec que son agent venait d'essuyer à l'Escorial. Il n'en fit pas moins une longue résistance avant de convenir « qu'il était nécessaire de réformer ce qu'on avait fait à Madrid, et de conclure un nouveau traité plus rationnel. » On décida qu'Azara rédigerait un mémoire pour exposer la situation au Premier Consul ; l'ambassadeur le remit le lendemain 14, et à son dire Bonaparte le trouva « bien fait. »

Si Talleyrand traînait ainsi les choses en longueur, c'est sans doute qu'il voulait savoir ce qu'obtiendrait Beurnonville, qui reprenait la manœuvre manquée par Herman : l'ambassadeur ferait-il mieux que le secrétaire ? Le ministre eut de ce côté une fausse joie. Lorsque Godoy eut *promis* à Beurnonville de signer le traité comprenant les articles commerciaux, Cevallos écrivit à Azara qu'il l'avait signé *réellement*. Azara fut désespéré : « Ces articles contiennent à n'en pas douter l'aviilissement de la Couronne, la ruine et la dissolution totale de la monarchie. » Le jour même toutefois (15 octobre) il transmit ces nouvelles à Talleyrand qui tout aussitôt les porta à Bonaparte ; le Premier Consul et son ministre eurent alors un entretien

(1) Azara à Cevallos, 15, 26 septembre ; à Godoy, confidentielle, le 25 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Godoy à Azara, le 16 : c. 2821 ; à Charles IV, le 4 : c. 5240, n° 5.

(2) Azara à Godoy et à Cevallos, 25 septembre 1803 : *ibid.*, c. 5209.

(3) Petites violations de frontières en Catalogne, et dettes contractées à Cadix, à la Havane et aux Canaries : à Talleyrand, 12 octobre 1803, *ibid.*, c. 5209.

(1) Le prétexte donné était que l'Espagne se trouverait hors d'état de nourrir ces troupes. Azara à Cevallos, 16 octobre ; Cevallos à Azara, le 4 ; Godoy au même, le 4 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209 et 5240, n° 5. Il n'y a pas un mot à retenir du récit que Godoy fait de la négociation dans ses *Mémoires* (III, 288-307), où il expose les efforts qu'il aurait faits pour remplacer le traité de subsides par un traité de commerce (thèse reprise par son panégyriste Ovilo, *Vida de Godoy*, 212, et par l'*Historia de la Guerra... contra Napoleón*, 161).

qui aurait duré de neuf heures du matin à dix heures du soir, et à l'issue duquel Bonaparte refusa catégoriquement à Azara de revenir sur les avantages qu'on croyait avoir été obtenus par Beurnonville (1).

Le lendemain 16 octobre 1803, il y avait fête à Saint-Cloud et les pourparlers furent suspendus. Cela donna le temps à des nouvelles plus exactes d'arriver de Madrid. Azara apprit ce jour-là que Charles IV avait refusé d'accepter le projet Beurnonville. C'est probablement ce même jour (ou au plus tard le 17) que Talleyrand reçut la dépêche où l'ambassadeur de France avouait son échec (2). Contrairement à ce qu'on avait cru la veille, rien n'était donc fait à l'Escurial : les négociations reprurent à Paris. Elles furent poussées avec vigueur, puisque du 17 au 19 tout fut terminé. Le ministre des Relations Extérieures pressa le plus possible la conclusion : « C'est à Talleyrand qu'on doit entièrement le succès du traité », écrivit plus tard Azara. De son côté, l'Espagnol agit vite. Il avait résumé l'état des affaires en un nouveau mémoire destiné à Bonaparte, où il exposait les raisons qu'avait eues son souverain pour écarter le projet Beurnonville. Peut-être est-il exact qu'il ait utilisé ses relations avec Bernadotte pour obtenir de meilleures conditions ; les concessions qu'il fit n'en furent pas moins jugées excessives par Frère, qui le présenta comme le jouet du Premier Consul (3). L'essentielle était que le montant du subside fut celui réclamé par Bonaparte : six millions de livres par mois, dont deux cependant seraient destinés à payer les dettes de la République à l'Espagne. En outre, la date initiale du subside était celle de la rupture de la paix d'Amiens (20 mai 1803), comme l'avait demandé la France. Bonaparte eût même voulu que le premier versement fût effectué avant le 1^{er} brumaire

(1) Azara à Talleyrand, 13 octobre : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 150 ; à Bonaparte, le 14, et à Cevallos, le 16 (« J'ai vu dans la lettre de V. E. ... que le Prince de la Paix... avait signé tous les articles qu'avait férocement présentés Beurnonville... ») ; Cevallos à Azara, le 7 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209 et 5240, n° 5. On ne voit guère pourquoi Cevallos a envoyé à Azara cette fausse nouvelle ; peut-être n'est-ce qu'un trait de sottise de plus, car peu après (à Azara, 24 octobre, *ibid.*) il s'étonna beaucoup d'entendre parler d'un projet signé le 8 par Godoy, il démentit que Godoy eût rien signé et attribua ce bruit à une noire machination de Beurnonville.

(2) Azara à Cevallos, 16 octobre (2^e lettre) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209 (cf. CASTELLANOS, II, 475). La dépêche de Beurnonville avouant son échec était partie le 9 ; celle de Cevallos était partie le 8 et arriva le 16.

(3) « Courtes réflexions de l'ambassadeur d'Espagne sur les traités présentés à Madrid », 20 octobre : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 177. Azara à Cevallos, 4 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Dépêche de Frère dans AUVERGNE, Godoy, 164. Sur Bernadotte, CASTELLANOS, II, 227 (panégyriste, mais qui connaissait bien les affaires d'Azara).

(24 octobre). Mais comme il était impossible que la ratification espagnole fût arrivée à cette date, on reporta le paiement initial au courant de brumaire (24 octobre-23 novembre). Le Premier Consul désirait aussi qu'il fût fait en *piastres* rendues à Bayonne ; Azara fit remplacer ce mot par celui d'*espèces*, qui donnait plus de facilités au Trésor Royal (1). Le 19 octobre 1803, on était d'accord. Le texte fut soumis à Bonaparte qui y apporta quelques retouches de détail, biffa deux paragraphes inutiles et précisa la date à laquelle devait être conclu un traité de commerce entre les deux nations. Quant au reste, il approuva le projet (2).

La comparaison du traité de subsides du 19 octobre 1803 avec les projets qui le précédèrent est instructive. Elle permet de noter chez Bonaparte un souci de moins en moins grand des réparations « d'honneur », mais de plus en plus vif des avantages matériels. De toutes ces satisfactions qu'il réclamait le 14 août et qu'il considérait comme « ce qu'il y a de plus important » dans l'affaire, deux seulement sont inscrites en forme dans le traité : la destitution des gouverneurs de Malaga, de Cadix et d'Algésiras (article I) et la sûreté des vaisseaux français dans les ports espagnols (article II). Mais il n'est plus question du retrait des troupes espagnoles loin de la frontière, ni de la réduction de l'armée à ses effectifs de septembre 1802, ni du licenciement des milices, ni surtout de la disgrâce de Godoy. Tout cela, on en a la sensation bien nette, n'avait eu d'autre but que d'enlever la signature, et ce résultat une fois atteint l'on n'en parla plus. En revanche, le Premier Consul a été beaucoup moins accommodant sur le chapitre pécuniaire, et pour obtenir le droit de rester neutre dans la lutte avec l'Angleterre son alliée espagnole a dû s'engager à payer le subside exigé : six millions de livres par mois, à dater du commencement des hostilités (article III). Si Bonaparte a dû consentir à laisser chaque mois à l'Espagne deux de ces six mil-

(1) Talleyrand à Bonaparte, 21 octobre 1803 : *Lettres inédites*, éd. Bertrand, 35. Bonaparte à Talleyrand, 14 août : *Corr.*, 7007.

(2) Cf. le texte retouché de la main de Bonaparte (comme l'indique une note marginale de Talleyrand) : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 163. MAYER (*Die französisch-spanische Allianz*, I) préfère la date du 22 octobre. Il s'appuie sur cette phrase de Talleyrand à Bonaparte, le 21 (*Lettres inédites*, p. 35) : « M. Azara a consenti à signer la convention dont j'ai l'honneur de vous adresser le projet... Il signera sitôt que j'aurai appris que vous me permettez de signer. » Pourtant, le traité fut toujours déclaré officiellement du 19, et c'est cette date que donnera Beurnonville à Godoy en l'informant officiellement de sa conclusion (Cf. aussi *A. E. Esp.*, v. 670, f. 129, 143 etc.). Peut-être Talleyrand l'a-t-il cependant antidaté, afin d'ôter le plus tôt possible toute signification au conflit Beurnonville-Godoy, alors aigü à Madrid.

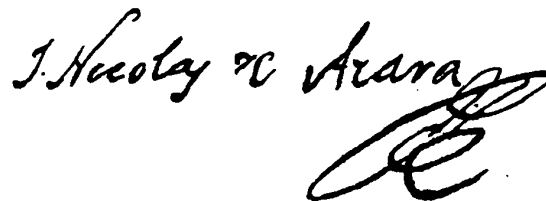
lions pour rembourser les sommes que la France lui doit, il a précisé très soigneusement les modalités suivant lesquelles doit s'effectuer le versement des quatre autres (articles IV, V et VI) et il a obtenu de S. M. C. la promesse qu'elle fera fournir par le Portugal un subside mensuel d'un million. S'il a renoncé à l'introduction en Espagne des cotonnades et des articles de chapellerie français, il s'est fait accorder le libre transit des draps destinés au Portugal et la promesse d'un traité de commerce (articles VII et VIII) (1).

CONCLUSION. — En lui annonçant qu'Azara signait le projet de traité, Talleyrand avait écrit à Bonaparte : « Il me paraît que le traité, tel qu'il est, remplit vos intentions, et que vous avez retiré de la plus fastidieuse de toutes les négociations le résultat le plus convenable et le plus utile à vos vues » (2). Fastidieuse, certes, elle l'avait été, mais significative également. Chez Talleyrand, on avait vu se préciser à l'égard de l'Espagne cette attitude que les événements de 1801 laissaient apparaître déjà : au début, un intérêt suspect porté à l'idée du subside, puis, devant les répugnances de Madrid aux sacrifices pécuniaires, une rancune sournoise, et des excitations soufflées à l'oreille du Premier Consul. — Godoy de son côté venait de se poser pour la seconde fois en adversaire de la politique française, et si en fin de compte il avait dû consentir au subside, sa faveur avait résisté aux attaques les plus directes et les plus brutales : de plus en plus il apparaissait comme tout-puissant et inébranlable, et les événements de 1803 durent singulièrement renforcer chez Bonaparte cette idée qui lui était déjà familière et qui devait être jusqu'en 1807 un grand principe de sa politique espagnole, que tenir le prince de la Paix, c'était tenir l'Espagne. — Enfin, l'attitude de Bonaparte vis-à-vis de son alliée est allée se précisant. Il voit en elle une voisine dont il convient d'utiliser les ressources pécuniaires, et dont il faut être bien sûr avant de s'engager à fond ailleurs. Mais elle reste à ses yeux une puissance fort secondaire : il traite son gouvernement avec désinvolture, il la menace d'une armée qu'il ne pos-

(1) Texte dans CLERCQ, *Recueil des Traités*, II, 82-84.

(2) 21 octobre 1803, *Lettres inédites*, éd. Bertrand, p. 35.

sède pas, il écrit à son roi une lettre violente ; il ne s'occupe d'elle que par périodes, et alors avec une intensité brutale ; il se soucie peu de la bien connaître, et il laisse à Madrid un ambassadeur qui vient de se montrer mal renseigné et maladroit. Ce n'étaient point là les éléments d'une bonne politique espagnole.



Signature d'Azara

1803

CHAPITRE III

LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

I

L'ESPAGNE ET LE SUBSIDE PORTUGAIS

LES RELATIONS FRANCO-PORTUGAISES DEPUIS 1801. Sousa à Paris ; le payement de l'indemnité de guerre portugaise. Lannes à Lisbonne ; froissements et incidents. — LE TRAITÉ DE SUBSIDES FRANCO-PORTUGAIS. Bonaparte ajourne sa demande de subsides jusqu'au règlement des difficultés espagnoles. Lannes contre Fitz Gerald. Demande franco-espagnole de subside ; pénibles négociations ; rôle modérateur de Campo Alange. Le traité de subsides franco-portugais (19 mars 1804).

II

LE PROBLÈME DU SUBSIDE ESPAGNOL

HERVAS CHARGÉ D'AFFAIRES. Rappel d'Azara. Nomination d'Hervas (19 novembre 1803) ; ses théories : finances et politique. — LES POINTS DE VUE FRANÇAIS ET ESPAGNOL. Nécessité du subside espagnol pour le Trésor ; sommation à Hervas ; propositions des spéculateurs américains associés à Talleyrand. L'Espagne et le subside : elle ne veut ni ne peut payer.

III

LES DISCUSSIONS SUR LE SUBSIDE

LA TACTIQUE D'HERVAS. Ses procédés : pots-de-vin et campagne d'opinion. Ses résultats : Bonaparte promet conditionnellement la diminution du subside. — LA POLITIQUE DE GODOY. Défaveur d'Hervas auprès de Godoy. Ses causes. Ses effets : elle compromet les résultats obtenus par Hervas.

IV

LA DÉLÉGATION DU SUBSIDE ESPAGNOL (Avril 1804)

NOUVEAUX MÉCOMPTES SUR LE SUBSIDE ESPAGNOL. Réclamations françaises : démarche d'Estève ; essai d'intimidation ; insistances de Talleyrand et de Bonaparte auprès d'Hervas ; la réduction du subside ajournée (1^{er} mars). L'Espagne repousse cependant les propositions Livingston. Nouvelles insinuations de Talleyrand. — LE TRAITÉ AVEC OUVRARD. Le Trésor gêné par les manquements espagnols. Huit termes du subside délégués à Ouvrard (4 avril 1804).

V

VERS LA RUPTURE DE LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

BONAPARTE ET LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE. La succession d'Hervas ; O'Farill écarté parce que compromis par Beurnonville ; choix significatif de Bonaparte : l'amiral Gravina ; fin de la mission d'Hervas. Mission maritime de Le Brun. — LA TENSION ANGLO-ESPAGNOLE. Les questions du subside à la France et des armements navals. Incidents maritimes. Maladresse de Frere. Son conflit avec Godoy (avril 1804). — CONCLUSION.

I

L'ESPAGNE ET LE SUBSIDE PORTUGAIS

LES RELATIONS FRANCO-PORTUGAISES DEPUIS 1801. — Après le traité de Madrid, qui avait rétabli la paix entre la France et le Portugal, le prince régent envoya comme ministre à Paris José Maria de Sousa Botelho. « Ce Monsieur de Sousa, dit la duchesse d'Abrantès qui l'a beaucoup connu, était un petit homme de quatre pieds dix à onze pouces, ayant dans toute sa fluette personne une exigüité toute particulière : il était non seulement maigre, mais sec à prendre feu. Il avait du reste tout à fait l'air d'un gentilhomme et ses manières étaient celles d'un homme de qualité. » Sousa possédait de réels talents de diplomate. Il était bien au courant des affaires françaises, ayant été employé à plusieurs reprises dans les négociations avec la République. Enfin, il avait fait un mariage qui ne fut pas sans favoriser parfois son action diplomatique : car non seulement M^{me}

de Sousa était Française, non seulement elle était la veuve d'un ancien maréchal de camp, le comte Alexandre de Flahault de la Billarderie, non seulement elle était connue pour son esprit et son talent de romancière, non seulement elle avait beaucoup connu M^{me} de Beauharnais, mais encore elle avait été au mieux avec Talleyrand alors qu'il était encore évêque d'Autun (1). Sousa arriva à Paris le 7 avril 1802, et à l'audience diplomatique qui suivit, le 5 mai, Bonaparte lui témoigna une amabilité particulière. Pourtant, il avait un motif d'énervement contre le gouvernement portugais. Par le traité de Madrid, celui-ci s'était engagé à verser une indemnité de 20 millions de livres, en trois versements échelonnés de trois en trois mois après la ratification, le premier de 10 millions et les autres de 5. Or, en mai 1802, près de huit mois après les signatures, la France n'avait encore touché que 5 millions, et Bonaparte s'impatientait. Sousa, sitôt son arrivée, fut pressé de régler l'affaire. Il se trouva assez embarrassé, car les grandes banques Hope et Labouchère de Hollande et Baring de Londres, de qui son gouvernement avait sollicité un prêt, n'avaient encore consenti à avancer que 5 millions de livres, et Labouchère, qui se trouvait à Paris, ne semblait pas disposé à céder aux instances du ministre portugais (2). Le 15 mai 1802, au cours d'une conférence avec Talleyrand et le ministre du Trésor Public, Barbé-Marbois, Sousa sollicita donc un délai. Le principe en fut admis et le 20 il signa trois billets à ordre qui furent remis au Trésor, un de 10 millions, un de 3 et un de 2, venant à échéance respectivement les 31 mars, 31 juin et 31 août 1803 seulement (3). C'était là une concession importante, que Bonaparte ne

(1) Son nom de jeune fille était Adèle Filleul. Ses rapports avec Talleyrand n'étaient un mystère pour personne. Cf. une longue histoire, assez crue, sur la façon dont elle réussit à se faire épouser par Sousa : REMACLE, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris*, 118. Cf. aussi PALLAIN, *La mission de Talleyrand à Londres en 1792*, 453, et (avec beaucoup de réserves) LOLLIER, *Talleyrand et la société française*, 58, 63. DUCHESSE D'ARRANTÈS, *Mémoires*, III, 125. LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, I, 72, 208.

(2) Le montant total de l'emprunt Hope-Baring fut de 13 millions de florins. Il fut garanti par la vente des diamants envoyés annuellement par le Brésil et par une partie de celle des tabacs ; les *Fermiers Portugais* en furent déclarés « cautions solidaires. » Au 30 décembre 1807, le Portugal ne devait plus que 5.972.000 florins, et 3.572.000 seulement si l'on tenait compte de 99.501 carats de diamants déposés chez Hope. Mais Napoléon déclara alors le Trésor portugais affranchi de cette dette : Junot à Napoléon, 11 mars 1803, dans BÉTHENCOURT, *Catálogo da Bibliotheca de Ajuda*, n° 99.

(3) Sousa à Almeida, 9 avril, 2, 8, 11, 15, 22 mai 1802, etc. ; à Talleyrand, le 7 ; Talleyrand à Sousa, 18, 21 mai : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Bonaparte à Talleyrand, le 5 : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, I, 86.

tarda même pas à regretter (1), et qui permit au Portugal d'éviter des incidents sur le chapitre de l'indemnité : ceux que Lannes faisait naître tous les jours à Lisbonne suffisaient déjà amplement.

Le général Lannes avait été nommé ministre plénipotentiaire le 14 novembre 1801, et il avait rejoint son poste le 2 mai 1802. Il trouva en arrivant un ministère très anglophile, avec João de Almeida Melo e Castro aux Affaires Étrangères et Rodrigo de Sousa Coutinho à la Marine ; il trouva aussi trois régiments d'émigrés français en garnison à Lisbonne, et le duc de Coigny accrédité auprès de S. M. T. F. comme représentant de Louis XVIII. Cette situation exigeait sans doute de la vigilance et de la fermeté, mais nullement la violence, voire la grossièreté que Lannes apporta aussitôt à ses relations avec le cabinet. Bientôt la correspondance fut ininterrompue entre Almeida et Sousa sur les procédés du général : ses exigences étaient inacceptables et présentées sous une forme inadmissible, tout son entourage se livrait effrontément à la contrebande, etc. Le gouvernement français se trouvait assez embarrassé pour répondre. A l'audience diplomatique de messidor, Bonaparte s'en tira en entretenant Sousa avec volubilité de choses indifférentes, puis en l'évitant soigneusement pendant tout le reste de la journée. Talleyrand se répandait en assurances vagues : « Il faut que vous et votre cour ne fassiez pas de cas de pareils enfantillages ; tout s'arrangera. » — « Pouvez-vous croire que le gouvernement approuve une pareille conduite ? Rassurez-vous. Ce qui pourrait étonner ceux qui connaissent pareil homme, c'est qu'il n'ait pas fait pis. » Il laissait entendre en même temps qu'il tâcherait de faire rappeler Lannes, ce qui était plausible étant donné l'animosité bien connue qui existait entre eux. Sousa conseillait à sa cour de calmer le général par quelque présent de valeur : « *O homem é suceptivel de interesse pecunario* » (2).

Mais la situation à Lisbonne était trop tendue pour ne pas abou-

(1) Le 4 juin, le « trésorier du gouvernement », Estève, vint demander à Sousa de donner plutôt des billets de un million et demi de livres, échelonnés de mois en mois. Sousa refusa, naturellement : à Almeida, le 7, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) « Comment la cour de Lisbonne, dit encore Talleyrand, a-t-elle pu se montrer aussi faible avec un homme aussi violent ? La faiblesse double, décuple les prétentions de ceux qui ne savent qu'abuser. Alors ces caractères violents et abusant de tout ne peuvent être retenus. Ils se portent à de telles extrémités que ceux qui devraient les réprimer sont même embarrassés, car en les punissant, ou seulement en les censurant, on est obligé malgré soi de désigner jusqu'à quel point l'un a été trop loin et l'autre s'est trop laissé faire. » Sousa à Almeida, 8 mai, 4, 10, 24 juin, 1^{er}, 15

tir très vite à un éclat. Lannes était entré tout particulièrement en conflit avec le lieutenant-général de la police, Diogo Ignacio de Pina Manique, et sous prétexte qu'une agression avait été commise contre un de ses aides-de-camp, il exigea sa destitution ; le régent refusa, Lannes demanda ses passeports, qu'on ne lui envoya que lorsqu'il les eut réclamés quatre fois, et il quitta Lisbonne le 9 août 1802. Une décision aussi grave prise pour une cause aussi futile causa la plus mauvaise impression. Le général fut durement blâmé par Bonaparte et par Talleyrand, et celui-ci reprocha à Almeida d'avoir consenti à délivrer les passeports : les quatre demandes qu'en avait faites Lannes, dit-il, n'étaient que « des façons de parler » qu'il eût fallu éluder « avec grâce ». Toutefois, le Premier Consul crut son honneur engagé, et tout en écrivant au prince Jean qu'il désapprouvait son représentant, il rejeta une partie de la responsabilité sur Almeida, dont il demanda le renvoi (14 septembre 1802). Herman fut chargé d'aller à Lisbonne négocier l'affaire, qui se termina par un compromis : le régent ne destitua pas Almeida, mais en contrepartie Bonaparte renvoya Lannes à Lisbonne, où il fut de retour le 12 mars 1803. Le jugement du corps diplomatique sur ce procédé semble avoir été sévère : « *Such a justification of the most ungentlemanly conduct of the part of general Lannes, écrit Whitworth, requires not comment* ». Mais en somme Bonaparte avait eu le dessus, et pour bien l'affirmer il fit à Sousa, à l'audience diplomatique du 6 mars 1803, une scène terrible : « Le Premier Consul, écrit Whitworth qui était présent, fut d'une violence telle qu'il passa toutes les bornes. Il traita M. de Sousa avec la dernière indignité, *and more than once gave him almost reason to fear that he would not confine himself to words* » (1).

LE TRAITÉ DE SUBSIDES FRANCO-PORTUGAIS. — Whitworth avait écouté avec d'autant plus d'attention la scène faite à Sousa que par

juillet 1802 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*. Nomination de Lannes, 14 novembre 1801 ; Bonaparte au régent, le 16 : *A. E., Port.*, v. 122, f. 417, 429. BOREL, *La mission diplomatique du général Lannes en Portugal*, 347-362. A. D., *Une lettre inédite de Bonaparte à Lannes*, 113-118.

(1) On raconta qu'Almeida avait semé l'or à pleines mains à Paris pour que Lannes ne revint pas à Lisbonne : jusqu'à 4 millions, dit-on ; de fait, ce fut à ce moment que Talleyrand acheta le château de Valençay pour 2.050.000 francs. Le régent écrivit deux fois à Bonaparte pour qu'on ne lui renvoyât pas le général, vu « sa vivacité extrême... son caractère ardent et impétueux » et Almeida avoua à Lannes

dessus la tête du Portugais c'était à lui qu'elle était en partie destinée : elle se termina en effet par l'affirmation que l'Angleterre serait impuissante à défendre son allié si la France se décidait à l'écraser. De fait, la rupture franco-anglaise allait poser le problème de la neutralité portugaise comme elle posait celui de la neutralité espagnole (1).

Dès le 3 juin 1803, le prince Jean se hâta de proclamer qu'il demeurerait neutre, et qu'il n'admettrait dans ses ports ni les corsaires des nations belligérantes ni leurs prises. Mais il était évident que Bonaparte ne consentirait que moyennant finances à laisser le Portugal en dehors du grand conflit. La crise n'éclata cependant pas tout de suite. L'Angleterre faisait tous ses efforts pour ne pas la déclencher : elle assurait le régent de son désir de ne pas le compromettre et elle ordonnait à ses vaisseaux de n'entrer dans les ports portugais que s'ils y étaient contraints par la tempête (2). Godoy,

que Sousa avait reçu ordre de le miner. M^{me} de Sousa raconta à Méneval que Bonaparte lui avait dit : « De quoi se mêle Sousa de proposer de l'argent à mon ministre pour l'empêcher de retourner à Lisbonne ? » Sur la réponse qu'au contraire c'était de Lannes qu'était venue la sollicitation : « Et qui m'en répondra ? » demanda Bonaparte. « La caisse de la garde ! » riposta M^{me} de Sousa (car on racontait que si Lannes avait dû échanger le commandement de la garde consulaire contre la légation de Lisbonne, c'était pour avoir puisé 300.000 francs dans la caisse du corps ; mais d'après Napoléon à Sainte-Hélène c'était parce qu'il versait dans le jacobinisme, et d'après Sousa parce que ses familiarités vexaient Bonaparte.) — Azara à Cevallos, 22 janvier, 11 février 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. Strangford à Canning, 29 août 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55. Sousa à Almeida, 4 juin 1802 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*. Le régent à Bonaparte, 20, 30 mars 1803 ; Lannes au même, 2 juin : *A. N., AF IV 1679*. Bonaparte à Talleyrand et au régent, 14 septembre 1802 : CHUQUET, *Inédits Napoléoniens*, n° 58, 59. Talleyrand à Bonaparte, 1^{er} novembre 1802 : *Lettres inédites*, 21, 22. Whitworth à Hawkesbury, 31 janvier, 17 février, 7 mars 1803 : dans BROWNING, *Despatches of lord Whitworth*, 58, 77, 103. MÉNEVAL, *Mémoires*, I, 190-196. GOURGAUD, *Journal de Sainte-Hélène*, I, 401. BOREL, *op. cit.*, 369-375.

(1) Bonaparte tenta d'obtenir l'appui du Portugal lors des ultimes négociations ; le 17 mai, il écrivit au régent : « Toutes les puissances intéressées à l'indépendance de l'ordre de Malte doivent réunir leurs efforts, et je suis autorisé à compter sur les sentiments que V. A. R. a bien voulu témoigner » (*Corr.*, 6748, 6749). Le Portugal ne bougea naturellement pas. — Mais il faut noter qu'au mois de mars Bonaparte s'était intéressé à un projet de conquête du Brésil qui lui avait été soumis par Henri de Liniers : il s'agissait d'établir dans les mines du Paraguay une colonie de mineurs allemands ; on escomptait qu'elle serait bientôt en état de fournir des vivres et 1.500 chevaux à une armée française de 6.000 hommes qu'en cas de guerre avec le Portugal on débarquerait à Maldonado et qui occuperait le Brésil. Bonaparte fit prendre par Fleurieu des renseignements auprès de Félix de Azara, le frère du diplomate, qui connaissait bien ces régions : ils ne furent pas défavorables. Fleurieu à Bonaparte, 31 mars 1803 : *A. N., AF IV 1211*.

(2) Dès mars, elle avait déclaré qu'elle consentait à la neutralité portugaise, et lorsque Lannes avait quitté Lisbonne elle s'était déjà sérieusement alarmée. Toutefois, le régent se plaignit de n'avoir pas été tenu au courant des étapes de la rupture. — Andreossy à Talleyrand, 8 février, 15 mars 1803 : *A. E., Angleterre*, v. 600.

se décidant à tenter quelques démarches en faveur de la paix, prescrivait de son côté à l'ambassadeur espagnol à Lisbonne, Campo Alange, de faire office de médiateur entre Lannes et le cabinet portugais (27 mai) (1). Bonaparte enfin se montrait conciliant. C'est que les deux derniers termes de l'indemnité de guerre portugaise venaient à échéance les 31 juin et 31 août, et que l'ouverture prématurée de la crise eût compromis les versements. C'est surtout qu'il ne pouvait rien faire à Lisbonne avant d'avoir terminé ses négociations avec Madrid, et qu'il concentrait tout d'abord ses efforts sur la grande puissance dont l'attitude conditionnait celle de la petite. Il tâcha donc de calmer Lannes, qui sitôt de retour à son poste avait repris ses habitudes de violences et qui dès le mois de mai avait affecté de ne plus paraître aux fêtes officielles : « Il est nécessaire, lui écrivit-il le 12 mai, d'y mettre la plus grande modération... de la prudence, de la modération et des sentiments pacifiques... une extrême modération... » (2) L'attitude qu'adopta le Premier Consul lors de quelques incidents qui survinrent au cours de l'été montre bien chez lui un parti pris de ne pas aborder encore le fond de la question portugaise. Lannes ayant trouvé une nuit deux individus occupés à lapider les fenêtres de la légation avait été menacé par eux d'un pistolet ; soixante-huit Français débarqués à Belem avaient été incarcérés ; un corsaire anglais s'était longuement ravitaillé dans le Tage. Or, alors que Bonaparte profitait de griefs analogues pour exiger de l'Espagne la signature d'un traité de subsides, il ne réclama du Portugal que des réparations d'honneur — sur un ton fort élevé, il est vrai — et tout sembla réglé lorsque Lannes eut obtenu (23 août 1803) qu'Almeida quittât les Affaires Étrangères, où il fut remplacé par Pinto de Sousa (3).

Quelques semaines plus tard, l'attitude expectative de Bonaparte

f. 167, 220. Campo Alange à Cevallos, 10 juin ; Anduaga au même, 8 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5363, 5458. Sousa Continho à Araújo, 11 août 1807 : *Neg. Esp., Lisbonne, legação em Londres. Déclaration de neutralité du régent dans MARTENS, Supplément...*, III, 536.

(1) Cevallos à Campo Alange, 27 mai ; réponse, 10 juin : *A. Histórico N., Estado*, c. 5363.

(2) Azara à Cevallos, 28 juin 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208. Campo Alange au même, 2 avril, 14, 22 mai (*ibid.*, c. 5363), et 22 mai (*Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101, f. 147-151). Talleyrand à Lannes, 31 mai ; Lannes à Talleyrand et à Bonaparte, 4, 12 avril, 10 mai : *A. E., Port.*, v. 124, f. 115, 55, 70, 95. Le régent à Bonaparte, 23 mai ; Lannes au même, le 15 : *A. N., AF IV 1689*. Bonaparte à Lannes, le 12 : dans *A. D., Une lettre inédite de Bonaparte à Lannes*, 122.

(3) Campo Alange à Cevallos, 9 juillet, 28 août, 11 septembre ; Azara au même, 3 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5364 et 5209. Talleyrand à Sousa, le 21 : *A. E., Port.*, v. 124, f. 279. Bonaparte à Talleyrand et au régent, les 3 et 4 : *V. A. R. ne*

fut justifiée par les événements : l'Espagne proposa d'elle-même de forcer le Portugal à verser un subside à la France. Ce fut une des clauses du projet que Godoy envoya à Azara le 16 septembre 1803, et pour une fois le prince de la Paix et son ambassadeur furent pleinement d'accord : la neutralité espagnole ne serait jamais qu'un vain mot si celle du Portugal n'était également garantie par un traité formel et si à tout moment Bonaparte pouvait demander à lancer à travers les états de S. M. C. une armée sur Lisbonne. Cette idée du subside portugais avait été recommandée par Lannes lui-même. Surtout, elle avait un chaud partisan, naturellement, dans Talleyrand : déjà, au début d'août, il avait conseillé au Premier Consul d'utiliser les récents incidents de Lisbonne pour exiger un subside, et pour les besoins de la cause il peignait alors le cabinet portugais sous les plus noires couleurs : « Quand on passe au midi de l'Europe, on se croit transporté dans un autre monde et dans un autre siècle. A Lisbonne, tout prend un caractère de trivialité, de mauvaise foi et d'absurdité qui surprend ; le ministère irrité et tremblant... fomentent tout ce qu'il peut de tracasseries sourdes. » L'occasion se représentant six semaines après d'assurer la sécurité de S. M. T. F. et en même temps d'obtenir un subside dont sans doute Talleyrand attendait déjà les profits qu'il y chercha plus tard, la proposition espagnole fut accueillie avec empressement, et dans son contre-projet du 25 septembre le ministre précisa la somme à exiger du Portugal : un million par mois. On a déjà vu que cette négociation de septembre n'alla pas loin, mais l'idée d'une pression commune sur Lisbonne resta, et quand on en arriva enfin au traité de subsides franco-espagnol du 19 octobre 1803, il porta dans son article VII que S. M. C. s'engageait à faire verser par le Portugal un million de livres par mois (1).

Le principal intéressé n'avait pas été consulté, mais n'en savait pas moins ce qui l'attendait. Sur la question de sa neutralité en effet une rude bataille se livrait entre les ministres français et britannique, Lannes et lord Robert Fitz Gerald. Ce dernier, grand

pense pas que je puisse rester spectateur indifférent de tant d'insultes répétées... Certes, le peuple français n'a jamais souffert d'insultes... » : *Corr.*, 6972, 6978, 6985, 6979. Cf. aussi BIKER, *Supplemento á collecção*, XIV, 20, 28, etc.

(1) Lannes à Bonaparte, 1^{er} juillet, 8 août, conseillant un subside ; Sousa à Talleyrand, 4 juin : *A. E., Port.*, v. 124, f. 265, 118 ; *A. N., AF IV 1689*. Talleyrand à Azara, 25 septembre : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 23 ; Azara à Cevallos, le 26 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209 ; même clause dans le projet présenté par Beurnonville le 7 octobre : *ibid.*, c. 5240, n° 5. Talleyrand à Bonaparte, 3, 5, 9 août : *Lettres inédites*, 39, 42, 44.

seigneur, élégant et bel homme, avait le verbe haut à l'occasion et, dans ses dépêches, le gros mot facile, mais il ne pouvait sur ce terrain rivaliser avec Lannes, qui inspirait à la cour une véritable terreur et obtenait d'elle tout ce qu'il voulait. A la suite du remaniement ministériel qu'il avait imposé en août 1803, le duc de Coigny reçut l'ordre de quitter Lisbonne et vers le milieu d'octobre, malgré les instances du ministre britannique, il dut s'embarquer sur la frégate anglaise *Amphion* (1). Les faveurs pleuvaient sur Lannes. Il reçut une somme que Fitz Gerald évalua à 500.000 francs en guise d'indemnité pour les dégâts qu'avaient subis ses meubles lors de son départ de 1802. Le régent consentit à être le parrain de son fils, honneur réservé aux membres de la famille royale, et il fit à son filleul des cadeaux que Fitz Gerald estima à 12.000 livres sterling. Il autorisa le général à jouir des jardins et propriétés royales comme il lui plairait. Il pria M^{me} Lannes de choisir dans ses collections d'histoire naturelle tout ce qui lui conviendrait, et le ministre anglais prétend qu'elle y prit pour 1.000 livres sterling d'oiseaux, de pépites et de fossiles. Il invita enfin le général à venir passer quelques jours auprès de lui à Mafra, l'immense et somptueux palais-couvent où il résidait à l'ordinaire, à une quarantaine de kilomètres de Lisbonne : cette distinction n'avait jamais été faite à aucun diplomate. Fitz Gerald luttait de son mieux contre cette incroyable faveur, aidé dans cette tâche par l'amiral Campbell, qui fut jusqu'en novembre au service du Portugal, et par deux fils de Georges III qui résidaient alors à Lisbonne, le duc de Kent et Auguste, duc de Sussex. Mais s'il réussit à dissuader le prince Jean d'aller au théâtre s'exhiber dans la loge de Lannes, s'il obtint d'être invité lui aussi à Mafra, il ne put décider le régent à prendre la décision qu'il lui conseillait : envoyer la flotte portugaise au Brésil, sous prétexte de le fortifier et d'y préparer un refuge à la famille royale en cas d'invasion française. La seule consolation qui restât à Fitz Gerald était donc de dénoncer furieusement dans ses dépêches la scandaleuse faveur des Français, « l'intolérable degré d'insolence auquel ce peuple audacieux et immoral est arrivé » et d'y traiter Lannes de « *privileged Banditti* » (2).

(1) Il est vrai qu'on ne lui retira pas la pension de 30.000 livres dont il jouissait. Les régiments d'émigrés avaient été rembarqués en juin. — Fitz Gerald à Hawkesbury, 29 septembre, 21 octobre : *Record Office*, F. O. 63, 32. Louis XVIII à Maury, 3 novembre : MAURY, *Correspondance*, II, 280.

(2) Le régent crut devoir déclarer dans la *Gazeta de Lisboa* du 18 septembre que

L'ambassadeur d'Espagne, comte de Campo Alange, ne joua dans cette lutte qu'un rôle effacé. Peu doué, tâtilon et indécis par caractère, il était en outre tombé depuis la mort récente de sa femme sous l'influence du nonce, Mgr Galeppi, homme fin, souple, intrigant et profondément anglophile (1). Pourtant, ce fut par lui qu'en fin de compte les négociations du subside portugais purent être menées à bonne fin. Elles avaient commencé par un nouveau coup de tête de Lannes. Talleyrand lui avait formellement ordonné, le 30 septembre 1803, de ne rien faire avant que les difficultés franco-espagnoles fussent résolues. Il n'en prit pas moins l'initiative d'ouvrir des pourparlers de subsides, et il réclama au gouvernement portugais un traité de commerce et une somme de vingt-cinq millions, dont douze payables dans les six mois, et les treize autres ensuite, de mois en mois. Fort heureusement, dès le début de novembre on apprit de Paris que le traité de subsides franco-espagnol venait de fixer les sommes à exiger du Portugal : un million de livres par mois. Lannes ne vit là qu'un motif nouveau à violences, cette fois contre le Premier Consul et contre Talleyrand qui réduisaient son rôle à faire accepter à Lisbonne des conditions élaborées à Paris ; sa lettre du 5 novembre à Talleyrand fut d'une insolence telle que Bonaparte ordonna de la détruire (2). Campo Alange cependant entamait sans tarder sur ces bases la discussion avec les Portugais. Il les trouva très montés contre le procédé dont on usait à leur égard, contre « l'extrême indécatesse », contre « l'insulte » (suivant les expressions de Pinto à Fitz Gerald) que constituait l'article du traité franco-espagnol qui les concernait. Pinto lui déclara qu'on voulait « traiter le Portugal comme une province de l'Espagne » et demanda à négocier avec Lannes tout d'abord. Sans doute espérait-il recueillir le fruit des faveurs dont depuis des mois on comblait le ministre français. C'était là mal calculer. Lannes se rendit auprès du régent, à Mafra. Mais après y avoir passé quatre jours en conversations inutiles, il

ses présents au fils de Lannes n'avaient aucun caractère politique. — Fitz Gerald à Hawkesbury, 29 septembre, 1^{er}, 21, 31 octobre, 13 novembre ; Pinto à Fitz Gerald, 17 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 42. BOREL, *Lannes en Portugal*, 652 et suiv. ACCURSIO DAS NEVES, *Historia da invasão*, I, 88.

(1) Lannes à Bonaparte et à Talleyrand, 25 août 1803 : A. E., *Port.*, v. 124, f. 287 ; A. N., AF IV 1689. PIZARRO, *Memorias*, I, 149.

(2) Fitz Gerald à Hawkesbury, 31 octobre, 14 novembre 1803 : *Record Office*, F. O. 63, 39 et 42. Talleyrand à Lannes, 30 septembre ; Lannes à Talleyrand, 5 novembre (avec note de Talleyrand transmettant l'ordre, qui ne fut pas exécuté, de la détruire). S., 12 novembre : A. E., *Port.*, v. 124, f. 321, 350, 360, 366, 388. Campo Alange à Cevallos, le 28 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5364. BOREL, *op. cit.*, 662.

fut pris d'une violente colère et déclara, le 24 novembre, qu'après tout il n'avait pas reçu l'ordre exprès d'entamer ces pourparlers, qu'il ne les poursuivrait pas et que même, si le Portugal venait à s'entendre séparément avec l'Espagne, il troublerait cet accord en exigeant la fermeture des ports aux Anglais (1). Le 30 cependant il était calmé et remettait un projet. Mais dès le 3 décembre il commençait à menacer parce qu'il n'avait pas encore reçu de réponse, le 10 il en exigeait une pour le lendemain et le 11 il demandait ses passeports. Campo Alange, au prix de grands efforts, réussit à l'apaiser. Ce ne fut pas pour longtemps. Le 13, après deux entrevues avec Pinto de Sousa, Lannes déclara les contre-propositions portugaises inadmissibles et réclama de nouveau ses passeports. Le régent essaya alors d'arranger lui-même l'affaire, et après une entrevue qu'il eut avec Lannes le 15 tout sembla réglé et convenu : Pinto de Sousa devait signer le lendemain. Mais le lendemain, au lieu de signature, les Portugais remirent un nouveau contre-projet, qui repoussait les articles commerciaux. Lannes voulut demander pour la troisième fois ses passeports, et ce fut de nouveau Campo Alange qui le calma. Il présenta alors un ultimatum, dont il exigeait la signature pour le 17, et qui réclamait un subside d'un million par mois jusqu'à la fin de la guerre, plus une indemnité de douze millions pour les frais qu'occasionnait le camp de Bayonne. Le tout était accompagné constamment de la menace des troupes concentrées à Bayonne (car Bonaparte, le 21 octobre, avait prescrit de les y maintenir) et, d'après Fitz Gerald et Campo Alange lui-même, d'une véritable comédie : un officier envoyé à Augereau pour lui donner le signal de passer la frontière, puis un second dépêché à la poursuite du premier avec contre-ordre etc. : « *In a word, My Lord, concluait le ministre britannique, the Bug-Bear [épouvantail] was dressed up with all it's most hideous colours, ces pauvres gens croyaient tout cela et étaient terrorisés au delà de toute expression* » (2).

(1) L'ordre formel d'entamer les négociations fut transmis par Talleyrand à Lannes le 24 novembre 1803 : A. E., *Port.*, v. 124, f. 380. — Campo Alange à Cevallos, le 9 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5364 ; à Pinto, le 4, et Lannes au même, le 24 : dans BIKER, *Collecção...*, XIV, 33, 46.

(2) Le camp de Bayonne comptait le 8 octobre 15.687 hommes, 16.118 le 15, 15.444 le 24, 12.800 le 12 novembre (baisse due en partie, d'après Augereau, à la désertion des conscrits) : ministère de la Guerre, *Archives Historiques, camp de Bayonne*, 8 ; A. N., AF* IV 1200, AF IV 1604, AF IV 932 (5 octobre, 2, 16 novembre) ; Fitz Gerald à Hawkesbury, 26, 28 novembre, 4, 17 décembre : *Record Office*, F. O. 63, 42. Campo Alange à Cevallos, 6, 12 et surtout 19 décembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5364. Lannes au régent et à Pinto, les 3, 10, 13, 16 : BIKER, XIV, 52, 56, 58, 62, 66. Bonaparte à Berthier, 21 octobre : dans CHUQUET, *Ordres et apostilles*, 1.

De fait, le cabinet portugais ne tarda pas à céder. Pinto était bien venu un soir annoncer à Fitz Gerald que les demandes françaises étaient inadmissibles et que le prince Jean préférait la guerre s'il pouvait compter sur l'aide de la Grande-Bretagne. Mais bientôt après il dut revenir confesser que le régent avait signé les conditions présentées par Lannes, nouvelle que Fitz Gerald accueillit par un ironique éclat de rire. Pourtant, la dernière passe avait été presque dramatique. Le prince Jean était venu en personne à Lisbonne (car Lannes ne voulait plus entendre parler de Pinto et lui renvoyait ses notes sans les décacheter) et, contrairement à toutes ses habitudes, il y avait passé deux nuits, au palais de Bem Posto. Il essaya d'un nouveau contre-projet, dont un article secret promettait un pot-de-vin d'un million à Lannes, mais que celui-ci repoussa comme les autres, de sorte qu'il n'eut plus d'autre ressource, le 19 décembre 1803, que d'accéder aux conditions françaises : un subside de seize millions de livres, payable en seize versements mensuels partant du 1^{er} décembre, et l'ouverture du marché portugais aux soieries, toiles et bijoux français. En échange, la République reconnaissait la neutralité du Portugal (1).

Tout n'était pas achevé cependant. En recevant le courrier de Lannes, Talleyrand remarqua que le général avait omis de fixer un tarif d'importation pour les marchandises françaises, et qu'il avait promis la médiation de la France entre S. M. T. F. et le dey d'Alger. En conséquence, fort heureux de lui jouer un tour, Talleyrand lui renvoya son traité (11 janvier 1804), en lui annonçant que le Premier Consul avait refusé de le ratifier. L'affaire n'alla pourtant pas très loin, car Talleyrand se contenta en fin de compte de légères modifications que le régent accepta sans trop de difficultés, le 19 mars 1804 : la clause de médiation à Alger était supprimée, et il était entendu que les marchandises françaises ne seraient pas taxées plus haut que celles de la nation la plus favorisée. L'essentiel, le subside portugais, restait acquis (2).

(1) La nouvelle de la signature provoqua une certaine panique parmi la colonie anglaise de Lisbonne, cependant que courait le bruit que l'Angleterre envoyait une escadre dans le Tage, avec le général John Moore. — Serurier, commissaire des relations commerciales, à Talleyrand, 8 janvier 1804 : A. E., *Consulat de Lisbonne*. Nouvelles de Lisbonne dans le rapport de la Préfecture de Police du 3 novembre : MULARD, *Paris sous le Consulat*, IV. Campo Alange à Cevallos, Lannes à Campo Alange, 25 décembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5364. Fitz Gerald à Hawkesbury, le 17 : *Record Office*, F. O. 63, 42. BIKER, XIV, 66, 81, 84 ; XIII, 470.

(2) Lannes saisit cette occasion pour renouveler à Bonaparte de vives plaintes contre Talleyrand. Le Premier Consul fit répondre par Murat et par Talleyrand lui-

Lannes écrivit à son beau-père : « J'ai enterré l'influence anglaise en Portugal » (1). Il eût pu être plus modeste. S'il avait enlevé la signature du traité de subsides, c'est en premier lieu qu'il était singulièrement servi par les circonstances : que pouvait faire en effet le Portugal contre la France et l'Espagne réunies, alors que l'Angleterre, désirant maintenir à tout prix la paix avec Madrid, ne le soutenait point ? Ensuite, le mérite principal de ce succès revenait à Campo Alange et non à Lannes : car sans l'influence modératrice de l'ambassadeur espagnol les négociations eussent été rompues dix fois pour une, et toute l'affaire arrêtée. Une fois de plus, Bonaparte pouvait donc constater que le succès que la France venait d'obtenir en Portugal provenait pour la plus grande part de son union avec l'Espagne, et que le chemin le plus court de Paris à Lisbonne était celui qui passait par Madrid. Mais ces pourparlers lui avaient procuré un autre enseignement. Au moment où à l'Escorial le conflit entre Beurnonville et Godoy était le plus aigu et où l'ambassadeur français venait de reprendre, en les aggravant, les conditions présentées par Herman, le prince de la Paix avait fait demander au Portugal si, au cas où l'Espagne déclarerait la guerre à Bonaparte, elle pourrait compter sur l'appui de S. M. T. F. (8 octobre). « Vous ferez cette demande verbalement et sans rien laisser par écrit, recommanda Cevallos à Campo Alange, ... car il ne manque pas d'exemple que les Portugais aient livré les plus grands secrets à nos ennemis. » Cevallos ne croyait pas si bien dire, car dès le 22 octobre le régent fit connaître à Lannes la démarche espagnole (2). Bonaparte put ainsi constater une fois de plus que si l'Espagne pouvait à l'occasion collaborer avec lui contre le Portugal, elle pouvait tout aussi bien un jour collaborer avec le Portugal contre lui.

même, en l'exhortant à faire la paix. — Campo Alange à Cevallos, 11 mars 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5365. Lannes à Bonaparte, 28 janvier 1804 ; à Talleyrand, 20 mars ; Talleyrand à Lannes, 11 janvier, 24 février : *A. E., Port.*, v. 125, f. 18, 42, 4, 25. BOREL, 666. Texte du traité dans FERREIRA, *Collecção dos tratados*, IV, 152.

(1) BOREL, *Lannes en Portugal*, 668.

(2) Cevallos à Campo Alange, 8 octobre 1803 ; réponse des 17 et 25 (le Portugal a refusé en rappelant que l'Espagne l'a abandonné en 1795) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5364. Lannes à Talleyrand, le 22 : *A. E., Port.*, v. 124, f. 340.

II

LE PROBLÈME DU SUBSIDE ESPAGNOL

HERVAS CHARGÉ D'AFFAIRES. — Au lendemain de la signature du traité de subsides franco-espagnol, la position d'Azara se trouvait fort compromise. Les lettres railleuses qu'il avait envoyées à sa cour lors des ultimes négociations avaient porté à son comble l'hostilité que Godoy nourrissait contre lui. Or le prince de la Paix s'était réconcilié avec Beurnonville, et par son intermédiaire il décriait sans cesse le vieux diplomate auprès de Talleyrand : Azara était responsable de la tiédeur des rapports franco-espagnols, ses dépêches étaient si peu sûres que la *Secretaría de Estado* était obligée d'entretenir à Paris des agents d'information, il ne possédait pas la confiance de sa cour. Dans ses propres bureaux, Azara avait un ennemi dans la personne de son secrétaire d'ambassade, Angel de Santivañez, qui, rêvant de le remplacer en qualité de chargé d'affaires, l'accusait sous main d'envoyer des rapports pessimistes sur la situation de la France et d'accueillir avec faveur les émigrés (1). Surtout, aussitôt que le traité de subsides fut signé, Azara fut abandonné par son ami Talleyrand. Celui-ci se mit à le représenter à Bonaparte comme incapable physiquement et même intellectuellement de remplir ses fonctions. Il attirait hypocritement l'attention du Premier Consul sur la « mécréance » où la cour de Madrid tenait son représentant : « Je ne puis comprendre comment l'ambassadeur d'Espagne n'a encore reçu aucune instruction sur ce sujet [le paiement du subside] ; un ambassadeur qui n'a pas la confiance de son gouvernement est quelquefois bien incommode... » (15 novembre 1803). Sans doute, il était exact qu'Azara se plaignit fréquemment de sa santé et qu'il ne fût plus guère en état de remplir ses obligations mondaines, mais il est permis de chercher les motifs de cette volte-face de Talleyrand principalement dans le désir qu'il avait de voir Hervas remplacer Azara à l'ambassade. Hervas était son ami. En outre, l'importance

(1) Cf. un rapport d'un des agents de Godoy à Paris, Rafael Gómez Ronbaud, du 15 juin 1803, francophobe et sans grand intérêt : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 102, f. 270. Beurnonville à Talleyrand, 25 mai, etc. : *A. E., Esp.*, v. 664, f. 14 ; v. 19 supplément, f. 224. Sur Santivañez, rapports de la Préfecture de Police, 25 septembre, 6, 12 octobre : AULARD, *Paris sous le Consulat*, IV.

de sa banque et ses relations avec Godoy allaient le faire désigner pour effectuer les versements du subsidé. S'il venait à ajouter à ce rôle celui de représentant de S. M. C., Talleyrand pourrait lui proposer des combinaisons intéressantes — comme il le fit en effet — et cette perspective valait bien qu'on minât un peu Azara (1).

Une imprudence du vieil ambassadeur précipita sa chute. Croyant toujours pouvoir compter sur l'appui de Bonaparte et de Talleyrand, il se permit, le 9 novembre 1803, d'écrire à Cevallos une lettre fort irrévérencieuse, où il parlait de Godoy sur un ton sarcastique et où il prédisait la ruine de la monarchie si les désordres de la famille royale ne cessaient pas. Il avait probablement fait lire son épître à Talleyrand. En tout cas, celui-ci en connut très tôt le texte et fit dire sans tarder à Hervas de dépêcher un courrier pour avertir Godoy. Hervas le fit aussitôt; son porteur de dépêches, bien stylé, dépassa celui de l'ambassadeur, et le prince de la Paix apprit ainsi à la fois qu'Azara allait prêter le flanc à une attaque et qu'il n'était plus appuyé par Talleyrand : il demanda et obtint sur-le-champ son rappel (19 novembre) (2). Restait à faire accepter cette décision par Bonaparte. Mais en même temps que la lettre de rappel à Azara, Godoy avait envoyé à Hervas et aussi, par Beurnonville, à Talleyrand, des révélations sur certains propos qu'Azara avait tenus sur le compte du Premier Consul, et sans aucun doute on en fit à Paris l'usage voulu (3). Talleyrand fit mine de défendre son ami, mais il s'y prit de façon à l'accabler davantage : « Puisqu'il a la tête faible, il ne faut pas le punir... » Aussi, lorsque le 27 novembre Azara se présenta à l'audience consulaire pour protester contre son rappel, Bonaparte lui coupa la parole : « Mon ami, quand on écrit des sottises, il faut en recevoir ; chacun est maître chez soi. » Azara cessa donc ses fonctions d'ambassadeur, en se donnant du moins la satis-

(1) Talleyrand à Bonaparte, 5 novembre : « Sa décadence devient de jour en jour plus sensible. » Le 7 : « L'ambassadeur est toujours fort mal. » Le 8 : « Azara tombe chaque jour d'une manière sensible. » Le 15 : « Il ne digère rien, mais sa haine contre son ministère le soutient un peu » : *Lettres inédites*, 59, 62, 64, 72. Rapports de la Préfecture de Police, 5 septembre : AULARD, *op. cit.*, IV.

(2) Azara à Cevallos, 9 novembre : en partie dans CASTELLANOS, *Vida de Azara*, II, 229. Hervas à Godoy, le 10 (avec billet à part : « Je ne dis pas dans ma lettre que c'est Talleyrand qui vent que je vous écrive. Ne le dites à personne ») ; réponse du 18 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 206 et suiv. Charles IV à Bonaparte, et Cevallos à Azara, le 19 : « S. M. aurait oublié la bonté qui la caractérise si Elle ne croyait pas que V. E. a la tête faible, conséquence de son âge avancé et de ses maladies » : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 281. A. FUGIER, *José Martínez de Hervas*.

(3) Beurnonville à Talleyrand et à Bonaparte, 22 novembre 1803 : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 279 ; A. N., AF IV 1679. Godoy à Hervas, le 18 : copie de cette lettre de la main d'Hervas, sans doute destinée à Bonaparte : *ibid.*

faction de mettre à l'instant hors de chez lui les secrétaires d'ambassade et les courriers que selon l'usage espagnol il hébergeait, et qui se trouvèrent à la rue, en grand embarras. On ne le vit plus guère en public ; sa maladie s'aggrava rapidement et il ne survécut que quelques semaines à son rappel (1). Il avait été remplacé par Hervas, l'ami de Talleyrand.

José Martinez de Hervas se trouvait alors dans une situation qui lui permettait de tout espérer. Il avait quarante-trois ans. Sa fortune passait pour immense ; le 10 décembre 1800, il avait acheté, pour y installer sa banque, le palais des Infantado, construit en 1767 par Chalgrin, sis rue Saint-Florentin, et qui devait plus tard être acquis par Talleyrand. Il avait une fille, Maria de las Nieves, « une petite Espagnole, fort riche, assez laide, qui ne manquait point d'esprit », mais « de l'humeur la plus acariâtre, la plus hautaine, la plus exigeante » : il la maria à Duroc (9 août 1802) ; du coup il devint un personnage aux Tuileries, d'autant que Maria était l'amie intime d'Hortense de Beauharnais. Lui-même, de par son second mariage (avec Louise Déhat de Longuerue) était le beau-frère du marquis de Longuerue, attaché au cabinet de Bonaparte (2). Il entra donc en fonctions avec assurance, bien décidé à réussir. Il travailla beaucoup et n'eut garde de le laisser ignorer à sa cour. Il ne lui cacha pas non plus le peu de cas qu'il faisait de son prédécesseur Azara, dont il qualifiait durement la politique étroite et timide. Lui apportait au contraire des principes et une tactique dont on ne pouvait dire qu'ils fussent une nouveauté, mais dont on n'avait pas encore fait un usage aussi systématique, ni exposé aussi cyniquement la théorie : Hervas en effet proclamait et prônait le système de la corruption. La « cour naissante » de Bonaparte, expliquait-il, avait d'immenses besoins d'argent, et il était facile d'y acheter des dévouements. Il fallait donc gagner « ceux qui sont véritablement

(1) Bonaparte exprima à Charles IV les regrets d'usage pour le départ d'Azara. Celui-ci mourut le 26 janvier 1804. « Il vous était entièrement dévoué », ajouta Talleyrand en apprenant cette nouvelle à Bonaparte. Il avait prié Talleyrand de remettre 60.000 francs à une fille naturelle qu'il laissait. — Hervas à Godoy, 30 novembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100. Azara à Cevallos, 2 décembre ; Hervas et Santivañez au même, 27 janvier 1804 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5209, 5210. Bonaparte à Charles IV, 23 décembre ; Azara à Talleyrand (sa dernière lettre), 21 janvier 1804 : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 356, 421. Talleyrand à Bonaparte, les 17, 28 : *Lettres inédites*, 87, 89. *Journal des Débats* du 29. Rapport de la Préfecture de Police, 4 décembre : AULARD, *op. cit.*, t. IV.

(2) LEDEUIL D'HENQUIN, *M. de Hervas*. A. FUGIER, *José Martínez de Hervas*. MOREL-FATIO, *Études sur l'Espagne*, II, 193. M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 243. COMMANDANT DE LA TOUR, *Duroc*, 138. *Mémoires de la reine Hortense*, I, 130.

utiles, car sans cette politique flexible on ne peut rien faire de bon... Des sacrifices secrets faits en faveur des personnes qui influent sur les grandes décisions éviteront des sacrifices publics infiniment plus grands, car il est beaucoup plus facile, et avec des sommes incomparablement plus petites, de contenter les ambitions des particuliers que de contenter celles d'une nation entière » (1). Hervas ne tarda pas à avoir l'occasion d'appliquer ses théories.

LES POINTS DE VUE FRANÇAIS ET ESPAGNOL. — Depuis la signature du traité des subsides, dont la ratification était parvenue à Paris le 7 novembre 1803, le cabinet espagnol n'avait pas manifesté la moindre velléité de payer. Dès le 8 novembre, Talleyrand le fit remarquer à Bonaparte ; le 15, il lui manifesta de nouveau son inquiétude ; le 22, il adressa une réclamation à Azara ; le 29, comme Hervas venait d'entrer en fonctions, il lui exposa officiellement la situation et lui demanda de presser les versements (2). C'était en effet dans le courant de brumaire, c'est-à-dire au plus tard le 22 novembre, que l'Espagne devait payer la somme échue depuis le 20 mai, point de départ du subside, soit cinq mois à quatre millions chacun. Or les finances françaises ne pouvaient se passer de cette recette. Déjà, le budget de l'an 11 (septembre 1802-septembre 1803) n'était équilibré que par les ressources extraordinaires. Celui de l'an 12 allait se trouver en déficit si les 57 millions des subsides espagnol et portugais ne rentraient pas (3). Le ministre du Trésor.

(1) Hervas reprochait particulièrement à Azara d'avoir supprimé le *bureau de corruption* : « Il n'était pas arrivé à Paris qu'il dénonça les hommes intéressés à soutenir nos prétentions, qualifiant de moyens de corruption les seuls qui pussent nous être utiles ; nous n'avons dès lors obtenu que des maux et des pertes incalculables. » A Cevallos, 7 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209 ; à Godoy, le 22 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 222. A la même époque, un anonyme dénonçait Hervas à Godoy comme tripotant aux dépens de l'Espagne dans des fournitures de bois à la marine et comme associé à des banquiers de Paris pour le commerce de contrebande en Amérique : Campo Alange à Godoy, 9 juillet : *ibid.*, t. 101, f. 153.

(2) Talleyrand à Bonaparte, 7, 8, 15 novembre : *Lettres inédites*, 62, 64, 72 ; à Azara, le 22 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 289 ; à Hervas, le 29 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5200.

(3) « Aperçu du budget de l'exercice de l'an 12. Recettes prévues : 623 millions. Dépenses prévues : 680 millions... Pour que les recettes balançassent les dépenses, il faudrait retirer des subsides de l'Espagne et du Portugal 57 millions » (Rapport s. d., *A. N.*, AF IV 1082). En effet, l'Espagne devait verser 48 millions nets par an, et le Portugal un million par mois à partir du 1^{er} décembre 1803, soit 9 millions pour

Barbé-Marbois, multipliait les avertissements à Bonaparte. Le 7 novembre, il écrivait : « Le service ira bien jusqu'à la fin du mois. Quant à frimaire, les fonds d'Espagne y pourvoieront, et M. Talleyrand m'en répond. » Le 18, il insistait : « Si l'Espagne ajourne ses versements, nous ne trouverons des prêteurs qu'à des conditions fort dures... et les recettes des derniers mois de l'année auront été consommées d'avance. » Le 23 (1^{er} frimaire), voyant que l'échéance de 20 millions était passée sans qu'on eût vu une piastre, il rappelait qu'il avait compté sur le subside espagnol pour une somme de 18 millions dont il avait un besoin pressant, et il demandait qu'on le fit verser ou qu'on y suppléât d'une autre manière. La crise économique qu'avait provoquée la rupture de la paix d'Amiens (et bientôt la suspension des paiements américains pour la Louisiane) aggravaient encore la gêne où le retard des versements espagnols mettait le Trésor Public (1).

Aussi, le nouveau chargé d'affaires espagnol était à peine entré en fonctions qu'il se vit assiégré de réclamations. Hervas reçut ses lettres de créance le 27 novembre 1803. Le jour même, Barbé-Marbois avait une conférence avec lui, puis deux autres dans les deux jours qui suivirent. Elles furent agitées ; le ministre menaça de tirer sur la Trésorerie Royale, et à très court terme (il parlait de cinq jours), non seulement les 24 millions dus au 30 brumaire (22 novembre), mais aussi les 4 venant à échéance le 30 frimaire (22 décembre). Cependant, sur les instances du banquier, il consentit à en référer à Bonaparte. Celui-ci dicta alors à Duroc la note suivante, destinée à Hervas : « Le Premier Consul ne voudrait pas dissoudre l'armée de Bayonne avant que le traité ne fût exécuté. Il voudrait donc avoir dans les mains le plus tôt possible les 64 millions qui par l'article du traité doivent lui être remis, bien entendu que tout ce qui n'est pas échu ne lui serait remis qu'en lettres de change. Il voudrait savoir quand est-ce que ces 64 millions pourraient lui être remis. D'un autre côté, au 30 frimaire il y aura d'échu 28 millions : savoir sur quoi il

le reste de l'an 12 : au total, les 57 millions en question. — Budget de l'an 11 dans MARION, *Histoire financière de la France*, IV, 239-241, et dans STOURM, *Les finances du Consulat*, 302-315.

(1) Barbé-Marbois à Bonaparte, 7 novembre (dans MARION, *op. cit.*, IV, 269), le 16 (*A. N.*, AF IV 1082), le 23 (*ibid.*, 933). Cf. la déclaration de Bonaparte au Conseil d'Etat (15 décembre 1803) : « Le budget de 1803 présentera 700 millions de dépenses. Il y sera pourvu, cette fois, moyennant 100 ou 200 millions de subsides étrangers... » : PELET DE LA LOZÈRE, *Opinions de Napoléon*, 235. Sur la crise économique, LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, VI, 25-29.

doit compter pour ces 28 millions et savoir quand est-ce qu'ils seront comptés en espèces » (1).

Lorsque Bonaparte déclarait ainsi qu'il « ne voudrait pas dissoudre l'armée de Bayonne » avant que l'Espagne eût payé, il cherchait à impressionner le cabinet de Madrid, comme en août 1803, par un appareil militaire qui n'existait pas en réalité. En effet, il avait bien ordonné, le 31 octobre, de maintenir les troupes d'Augereau groupées et prêtes à agir tant que les ratifications n'auraient pas été échangées et les versements commencés, mais dès le 28 novembre, avant donc que l'Espagne eût payé un sou, avant même les promesses de paiement d'Hervas, le camp de Bayonne avait été dissous, et une bonne partie de ses effectifs envoyés aux cantonnements de Saintes et de Brest. Hervas d'ailleurs le sut bientôt. Une menace de pression militaire ne pouvait donc guère avoir d'effet sur l'Espagne, et la résistance qu'elle opposa aux propositions d'arrangement que lui fit le gouvernement français ne tarda pas à le montrer (2).

Ce fut Talleyrand qui mena la négociation avec Hervas. Ils discutèrent d'abord la demande de Bonaparte que la Trésorerie Royale remît en lettres de change les sommes non encore échues. Tel était aussi le désir personnel du ministre, et il y avait longtemps (5 et 9 août) qu'il avait suggéré cette idée au Premier Consul, en invoquant le précédent du Portugal qui avait acquitté en billets à ordre l'indemnité stipulée par le traité du 29 septembre 1801 (3). Mais Hervas refusa de donner des lettres de change : il craignait que les particuliers qui les auraient en leur possession ne vinsent sans cesse importer le Trésor Royal et le mettre dans une apparence de faillite, et il objectait qu'elles « portent en elles-mêmes un caractère exécutoire qui ne convient pas aux négociations politiques. » Il s'en tenait donc

(1) Le texte est reproduit *in-extenso*, en français, par Hervas. Cette note n'est pas datée. Mais elle n'a pas dû être écrite avant que les lettres de créance d'Hervas fussent arrivées (27 novembre). Elle se place donc entre le 27 et le 30 (date à laquelle Hervas la reproduit), et plutôt vers le 30, à cause du temps qu'ont dû prendre les conférences préliminaires d'Hervas avec Barbé-Marbois. — Hervas à Godoy, 30 novembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100 ; à Cevallos, même date : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(2) Bonaparte à Berthier, 31 octobre, 28 novembre 1803 : *Corr.*, 7235, 7331. Le camp de Bayonne, le 12 novembre, ne comptait d'ailleurs plus que 12.800 hommes présents (16.373 le 5). Augereau accusa réception le 11 décembre de l'ordre de dissolution : Archives du ministère de la Guerre, *Archives historiques, Camp de Bayonne*, $\frac{9}{a}$ n° 129. Deux régiments d'infanterie, avec un de chasseurs, allèrent à Saintes et deux autres à Brest. Hervas à Cevallos, 7 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(3) A Bonaparte, 5, 9 août : *Lettres inédites*, 42, 45.

aux termes du traité, lequel stipulait que le subside serait acquitté « pour les termes à échoir, en douze obligations successivement payables à la fin de chaque mois, et qui seront fournies d'avance au Trésor Public de France pour chacune des années que devra durer la présente guerre. » Talleyrand essaya alors d'un détour : il demanda que les obligations portassent qu'elles étaient payables « au Trésorier du gouvernement de la République ou à son ordre. » C'était en faire de véritables lettres de change : Hervas refusa catégoriquement et Talleyrand dut céder (1). Ainsi donc, la France ne pourrait se servir des obligations que pour les hypothéquer ou comme garantie d'emprunts, sans que le porteur eût jamais à s'adresser à l'Espagne.

Battu sur ce point, Talleyrand porta son effort sur une autre combinaison profitable à ses intérêts personnels. En Espagne même on ne disposait pas des espèces nécessaires au paiement du subside : les 45 millions de piastres que le Mexique avait envoyés après la paix d'Amiens avaient été absorbés par les besoins de l'État. Mais en Amérique Charles IV possédait les piastres qu'il fallait : la Monnaie de Mexico pouvait à elle seule en frapper jusqu'à 45 millions par an (2). Faire venir cet argent eût demandé beaucoup de temps, et Bonaparte était pressé : il était plus rapide de vendre en Europe à des spéculateurs des piastres livrables en Amérique. Des offres avaient été faites en ce sens. Dès le 24 novembre 1803, le fils du ministre des États-Unis à Paris, Robert L. Livingston, et son compatriote Parker avaient offert d'acheter à l'Espagne 15 millions de piastres fortes, délivrables soit à La Vera Cruz, La Havane et Montevideo, soit à La Vera Cruz seulement. Ils les lui payeraient à Amsterdam, à Hambourg et à Paris, en quatre versements égaux dans chacune de ces places, et ils en offraient 57 millions de livres, c'est-à-dire 3 livres 16 sous par piastre (3). Or la piastre valait à Hambourg 5 livres 12 sous. L'Espagne perdrait donc par piastre 1 livre 16 sous, de sorte que les subsides d'une année de guerre (soit 48 millions de livres) qui avec la piastre à 5 livres auraient coûté 9.600.000 piastres, s'élèveraient avec cette combinaison à 12.631.578 piastres. Le Trésor royal perdrait donc 3.031.578 piastres par an.

Talleyrand, dès le 29 novembre 1803, appuya officiellement auprès

(1) Hervas à Cevallos, 7 décembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(2) Mémoire sur le Mexique par Ouvrard le jeune, 1802 : *A. N., AF IV 1211*.

(3) Hervas à Talleyrand, 6 décembre ; à Cevallos, le 7 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Texte (non signé), des propositions de Livingston, 24 novembre : *A. E., Esp.*, v. 19 supplément, f. 314.

d'Hervas la proposition de Livingston. Le 5 décembre, un projet détaillé fut établi, lequel fut repoussé officiellement par Hervas le 6 (1). Mais ce n'étaient là que les négociations avouées, et des pourparlers occultes se poursuivirent jusqu'au mois d'avril 1804. Talleyrand était en effet pécuniairement intéressé à l'affaire. Azara avait déjà reçu ses ouvertures et Talleyrand assurait à Hervas qu'il lui avait offert des permis d'exportation de piastres. L'agent de Talleyrand, Simons, qui avait déjà joué le même rôle dans les tripotages analogues de 1800, venait à tout instant importuner le chargé d'affaires (Hervas l'appelait *El Telégrafo*) pour qu'il amenât Godoy à souscrire à la combinaison. Hervas lui répondait par des assurances encourageantes, tout en marchandant avec énergie ; en avril 1804, il avait obtenu qu'on donnerait de la piastre 4 livres 6 sous, au lieu des 3 livres 16 sous primitivement offertes (2). En même temps, il conseillait à sa cour d'accepter la combinaison Livingston-Talleyrand, pour démontrer à Bonaparte, qui était au courant de l'offre américaine, la bonne volonté de l'Espagne (3).

Malheureusement, cette bonne volonté était fort réduite. Avant de payer, Godoy voulait savoir comment l'Angleterre prendrait la chose : « La prudence exige, écrivait-il à la reine le 23 novembre 1803, que nous retardions les versements jusqu'à ce que nous sachions si les Anglais admettent le subside que nous avons offert. » Or, vers la fin de 1803, il ne semblait pas que le cabinet de Londres fût très disposé à se montrer conciliant. Anduaga avait eu d'interminables discussions avec Hawkesbury, avec Addington et avec Hammond sur la question de savoir jusqu'à quel point l'Espagne pouvait fournir des secours à la France sans rompre sa neutralité. Dans les derniers jours de décembre, Frere déclara à Cevallos que son gouvernement pourrait passer sur un subside temporaire, mais non sur un subside permanent, et le secrétaire d'Etat lui répondit que la guerre était inévitable si la Grande-Bretagne persistait dans cette façon de voir. Godoy avait donc intérêt à retarder des paiements qui pourraient déclencher une crise, et à voir venir les événements. Faire

(1) Hervas à Cevallos, 7 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(2) La connexion de Talleyrand avec les spéculateurs est prouvée par deux lettres confidentielles (5 et 13 avril 1804) d'Hervas à son fils José (parti pour Madrid le 25 janvier afin d'établir la liaison avec Godoy : à Godoy, *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 222). Ces lettres furent interceptées et Ribeiro Freire put en avoir une copie qu'il envoya à sa cour : Freire à Araújo de Azevedo, 27 juin 1804, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legaçon em Madrid*.

(3) A Cevallos, 25 janvier 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

le débiteur récalcitrant était en outre un bon moyen d'amadouier le cabinet de Londres, auquel Ribeiro Freire avait transmis l'assurance que de très bonne heure le prince de la Paix lui avait donnée : « Pour le premier mois on effectuera les paiements du subside, pour le deuxième on les retardera et finalement on les refusera sitôt qu'on sera en état de se défendre » (1).

D'ailleurs, Godoy eût-il voulu payer qu'il n'est pas sûr qu'il l'eût pu. La charge qui était imposée à l'Espagne était lourde, et Beurnonville lui-même, quoique alors dans une période d'hispanophobie aiguë, en avait convenu : « J'ai l'opinion que les subsides dont j'ai l'ordre de réclamer le montant excèdent les facultés disponibles de l'Espagne » (8 août) (2). Sans doute, les piastres affluaient d'Amérique, mais aussi de redoutables fléaux affligeaient le royaume depuis le début de 1803. Valence avait été dévastée par un tremblement de terre qui s'était fait sentir jusqu'à Madrid. La fièvre jaune avait éclaté à Malaga, apportée, disait-on, par un navire contrebandier, et s'était rapidement étendue en Castille et dans la Manche ; dans la province d'Avila, on comptait au mois d'octobre 1.662 personnes atteintes sur 28.718 habitants. La cour même n'était pas épargnée : « Ils meurent comme des mouches, écrivait la princesse des Asturies. Dieu sort de notre chapelle tout le jour et quelquefois n'arrive pas à temps. » A Madrid, les prisons étaient de tels foyers d'infection qu'une nuit de décembre il fallut transférer tous leurs hôtes à plusieurs lieues de la ville (3). La famine avait accompagné l'épidémie. Elle sévissait particulièrement à Madrid, où les grains n'arrivaient plus : de longues pluies avaient défoncé les routes, il avait fallu réquisitionner les chevaux et les mules des particuliers, les vil-

(1) Frere à Hawkesbury, 9 octobre, 27 décembre 1803 : *Record Office*, F. O. 72, 52 ; documents des 13, 16, 26, 27 décembre publiés, censurés, dans les *Papers relative...* 16-22. Godoy à Marie-Louise, 23 novembre : *A. Histórico N.*, c. 2821. Anduaga à Cevallos, 3, 7, 22, 30 septembre : *ibid.*, c. 5458. Campo Alange au même, le 21 : *ibid.*, c. 5364.

(2) A Talleyrand : *A. E., Esp.*, v. 664, f. 305.

(3) A Valladolid, 3.000 malades étaient sans secours, ne trouvant pas place dans les hôpitaux bondés. De France on envoya une mission, avec Desgenettes, pour lutter contre le fléau. C'est à cette époque (2 novembre 1804) que Talleyrand nomma Tallien consul à Alicante, peut-être avec l'espoir que la maladie l'emporterait comme son prédécesseur Angelucci (il fut atteint, mais guérit et entra en France le 1^{er} octobre 1805). La crainte de la contagion nuisit beaucoup au commerce espagnol en Méditerranée. — Hervas à Talleyrand, 28 décembre 1803 (d'après un rapport du Conseil de Castille) ; Labrador à Cevallos, 6 janvier 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210, 5685. *Moniteur*, 21 décembre 1805. *Gaceta de Madrid*, 25 novembre 1803. LOWENBRUCK, Tallien, *consul de France à Alicante*, 212-215. La princesse des Asturies à M^{me} de Mandell, 29 août, 13 septembre 1803 : *Lettres*, p. 243.

lages voisins tâchaient d'arrêter les convois de blé et gardaient pour eux des entassements inutiles de vivres ; le 5 septembre, les arrivages tombèrent à 2.200 hectolitres. On dut tripler les patrouilles pour défendre les boulangeries et pour protéger les passants attardés après l'Angelus du soir (1). Dans ces conditions, l'Espagne ne pouvait guère mettre d'empressement à payer son subside, si impérieusement que Bonaparte réclamât. Et elle en mit d'autant moins que l'opposition entre son point de vue et celui de la France se doublait, sur cette même question du subside, d'une opposition personnelle entre Hervas et Godoy.

III

LES DISCUSSIONS SUR LE SUBSIDE.

LA TACTIQUE D'HERVAS. — Hervas n'avait pas perdu de temps pour appliquer son grand système de corruption. Dès le 7 décembre 1803, il rappela à sa cour qu'en 1801 elle avait promis, en échange de l'agrandissement de Parme, un pot-de-vin de six millions de livres, dont trois seulement avaient été payés. Pour les trois autres, on avait remis aux intéressés des billets à ordre, mais Azara en avait arrêté les paiements : il convenait de les reprendre si l'on voulait s'assurer dans les milieux politiques français les accointances nécessaires. La suggestion venait sans doute de Talleyrand ; Godoy l'accepta cependant, peut-être parce que le ministre n'était pas le seul bénéficiaire du pot-de-vin, et que refuser eût été s'attirer un trop grand nombre d'inimitiés. Le chargé d'affaires fut donc autorisé à payer les trois millions restants : « Faites fructifier ces sacrifices », lui recommanda Cevallos, en précisant qu'il fallait obtenir en échange l'annexion des états de Parme à l'Étrurie. Mais Hervas préféra

(1) On expulsa de Madrid tous les étrangers sans profession. La *Real Sociedad Económica* distribua des repas à bon marché ; le roi lui donna 40.000 réaux, Ferdinand et Godoy 18.000. Ordres royaux des 8, 17 septembre 1803, 7 janvier 1804, 21, 22 février, 1^{er} mars, 23 mai : *A. Histórico N., Concejos Suprimidos, Sala de Gobierno*, 1803 et 1804, f. 161, 852, 1150, 1567, 1609, 1724, 1726, 1756. Beurnonville à Talleyrand, 15 septembre : *A. E., Esp.*, v. 664, f. 464. Freire à Pinto, 17 janvier : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid, LADY HOLLAND, Spanish Journal*, septembre 1803-janvier 1804, particulièrement p. 85, 106, 123, 125, 135.

payer sans gêner l'effet du cadeau par une demande qui eût été parfaitement inutile (6 janvier 1804) (1).

Un autre moyen d'obtenir que le gouvernement français n'exigeât pas trop rigoureusement les millions que lui devait l'Espagne, c'était de dépeindre, en l'exagérant un peu au besoin, l'état lamentable où la fièvre jaune et la disette mettaient le royaume. Hervas s'y employa. Il fallait, exposait-il à Cevallos, « prouver que nous nous trouvons dans l'impossibilité de payer en Europe, et qu'il est nécessaire de gagner du temps pour laisser arriver les capitaux d'Amérique : ainsi, quelle que soit la somme qu'on recevra ici, on devra l'y regarder comme un effort extraordinaire qui prouve notre désir de satisfaire complètement à nos obligations » (2). Comme Talleyrand avait intérêt à ce que l'Espagne fit effectivement appel à ses piastres du Mexique, il approuva cette tactique et conseilla au banquier de faire paraître de temps à autre dans la presse des articles sur les calamités qui affligeaient le royaume. Dans l'esprit d'Hervas, cette manœuvre était un moyen, non seulement de gagner du temps, mais encore « de préparer les esprits en faveur de demandes ultérieures, qu'il convient de présenter graduellement, sans précipitation, et lorsque le succès en est assuré » (6 janvier 1804). Ces demandes devaient porter essentiellement sur une diminution du subside (3). Enfin, il convenait aussi d'accorder quelques satisfactions au gouvernement français, pour l'amener à patienter. Hervas avait promis à la fin de novembre de verser deux millions de livres le 2 décembre, puis deux autres le 5. En réalité, il ne paya les deux premiers que le 6, et un autre le 13, mais c'était déjà là un acompte assez appréciable. Il remit également, le 6, 12 obligations de quatre millions de livres chacune, correspondant à l'année en cours (4).

Ces premiers versements espagnols, la campagne d'opinion et surtout sans doute l'action discrète des bénéficiaires du pot-de-vin ne tardèrent pas à produire des résultats favorables à l'Espagne.

(1) Ici encore, rien ne permet de dire à coup sûr entre qui le pot-de-vin fut réparti. — Hervas à Cevallos, 7 décembre 1803, 6 janvier 1804 ; réponses de fin décembre et du 13 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209, 5210.

(2) 7 décembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Cevallos, le 2, avait de son côté recommandé cette tactique à Hervas : *ibid.*

(3) Hervas à Godoy, 6 janvier 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 225 ; à Cevallos, même date, et à Talleyrand, 28 décembre 1803 (note officielle sur la triste situation de l'Espagne) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

(4) Hervas à Godoy, 30 novembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100 ; à Talleyrand, 6 décembre, et à Cevallos, le 13 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

Lorsque le 22 décembre 1803 les obligations de vendémiaire, brumaire et frimaire vinrent à échéance, Hervas put déjà solliciter et obtenir de Bonaparte un délai appréciable : tout le mois de nivôse (jusqu'au 21 janvier 1804) (1). Mais ce délai ne portait pas sur le subside de la période antérieure (mai-octobre), qui était exigible sur-le-champ, en espèces, et Hervas s'en entendait réclamer le paiement. Il fit alors, entre le 22 décembre 1803 et le 12 janvier 1804, quelques nouveaux versements qui portèrent le total des sommes payées à 6.540.139 livres 8 sous (4 millions en espèces, le reste en valeurs de commerce). Il s'occupait en même temps de régulariser des billets dont il pouvait disposer, et qui s'élevaient à 950.860 livres. Mais même après avoir réalisé ces valeurs, il n'aurait encore payé que 7.500.000 livres (2). Hervas en était là lorsque, le 10 janvier 1804, il reçut de Cevallos l'ordre de solliciter une audience de Bonaparte pour le règlement des questions pendantes (3). Bien que les simples chargés d'affaires n'eussent pas accès auprès du Premier Consul, il obtint cette audience, qui eut lieu le 14 et dura de dix heures du soir à minuit. Le moment était venu pour lui de faire la demande qu'il préparait depuis plusieurs semaines, celle d'une diminution du subside.

Bonaparte interpella le chargé d'affaires dès son entrée : « Vous venez sans doute me dire que vous avez beaucoup d'argent à nous verser ? » Cette apostrophe fournit à Hervas une bonne entrée en matière, car il venait d'être mis en mesure de payer deux nouveaux millions, en lettres de change il est vrai. Après discussion, Bonaparte admit qu'elles seraient acceptées sans qu'on défalquât rien pour la perte à laquelle donnerait lieu leur négociation. Pour mieux disposer encore le Premier Consul, le banquier annonça que Charles IV adhérait « sans aucune réserve » à la vente de la Louisiane, « acte d'amitié et de générosité » que le gouvernement français apprécierait. Mais comme il ajoutait que malgré tout cette vente avait été irrégulière, Bonaparte s'emporta : « Mille fois j'ai fait dire au cabinet espagnol de s'emparer d'Oporto en compensation de la Trinité, et il n'a jamais voulu le faire. Quand les intérêts sont associés, il faut

(1) Hervas à Cevallos, 22 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. La dette pour la période 30 floréal an 11-1^{er} vendémiaire an 12 constituait « l'arriéré sans obligations », exigible en espèces « dans le courant de brumaire. »

(2) Talleyrand à Hervas, 26 décembre 1803 ; à Beurnonville, 12 janvier 1804 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 362, 400.

(3) Cevallos à Hervas, 1^{er} janvier 1804, en réponse à sa lettre du 22 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

qu'il y ait unité de vues et d'efforts. Le moyen le plus efficace de conserver les colonies espagnoles et françaises est de faire aux Anglais une guerre très active en Europe, de façon qu'ils craignent pour leur propre maison. Le roi d'Espagne le sait, il n'y a pas de fonds qui suffisent pour mon entreprise ; or je n'ignore pas que son cabinet qualifie de tribut le subside stipulé ; pourtant, le plus intéressé à l'heureuse issue de cette guerre est le roi d'Espagne, à qui l'on a fait croire que j'ai une ambition démesurée, sans tenir compte du fait que les grandes entreprises exigent de grands sacrifices. » Le chargé d'affaires répondit en montrant au Premier Consul des documents qu'il venait de recevoir du ministre des Finances, Cayetano Soler, et qui prouvaient le triste état où se trouvait le royaume. Mais Bonaparte répliqua par d'autres chiffres, ceux du dernier budget français : Hervas avait pu y voir lui-même quelles sommes énormes coûtait la lutte contre l'Angleterre (1) ; il devait donc dire en Espagne qu'il fallait attendre des temps plus tranquilles, où l'on pût réparer les maux du moment, mais que pour l'instant il fallait passer par-dessus tout et sortir de ce pas sans regarder à rien.

Le chargé d'affaires hasarda alors sa demande d'une diminution du subside. Bonaparte resta un moment silencieux, puis s'emporta : « Votre gouvernement met tant de mauvaise grâce dans tout ce qu'il fait pour la France, et il le fait tellement contraint et forcé qu'on ne peut lui en savoir gré. Il m'oblige à des actes violents qui me font perdre mon temps, me font dépenser une partie de mes fonds et me compromettent aux yeux de l'Europe. Je comprends fort bien que le peuple espagnol ait contre nous une animosité qui est naturelle entre nations limitrophes, mais ces passions ne conviennent pas aux hommes publics : or les ministres du roi d'Espagne ne veulent jamais se placer au-dessus d'elles et marcher d'accord avec le cabinet français. Il est vrai que cela n'est pas nouveau : les cartons de Versailles sont pleins de correspondances dans le même esprit, et en vérité, si les deux cabinets eussent toujours été d'accord le malheureux Louis XVI vivrait encore et la France n'eût pas connu les périls qui l'ont menacée (2). Vous rendez un grand service à votre patrie si vous pouvez convaincre votre ministère de cette vérité, et que je

(1) La loi budgétaire du 5 ventôse an 12 (25 février 1804) fixe le budget à 700 millions ; en réalité, le compte-rendu de l'an 12 porta 804.431.555 francs de dépenses. MARION, *Histoire financière de la France*, IV, 268.

(2) Cette opinion de Bonaparte sur la force que pouvait donner aux deux nations un solide lien dynastique est à souligner.

n'obéis pas à des passions, mais à la pression des circonstances. » Hervas, sans se laisser troubler, présenta encore sa demande. Bonaparte refusa : « Je ne puis en ce moment me priver des sommes sur lesquelles j'ai compté. — Mais, répliqua le chargé d'affaires, vous ne pouvez compter avec ce qui n'existe pas ! » Et il demanda que du moins on supprimât les deux millions mensuels destinés à payer les dettes de la France à l'Espagne. Sur ce point, le Premier Consul se montra plus conciliant : « A la bonne heure ! Que l'Espagne m'assure le paiement des 48 millions par an, et pour l'avenir on fera un article additionnel au traité rabattant ces 24 millions. Je voudrais n'avoir pas besoin de votre subside, car alors je n'aurais pas besoin non plus d'employer les revenus de la France. » L'entretien se termina sur de nouvelles instances de Bonaparte pour un paiement exact et prompt du subside (1).

En sortant du cabinet du Premier Consul, Hervas trouva son gendre Duroc qui l'attendait avec impatience. Il lui fit le récit de l'entretien, et Duroc jugea que l'Espagne avait obtenu le maximum de ce qu'on pouvait espérer. Le banquier vit ensuite Talleyrand qui lui conseilla de rédiger aussitôt une note pour demander à Bonaparte de confirmer la rectification au traité qu'il venait de promettre ; le chargé d'affaires s'entendit avec Hauterive, qui s'occupait de la correspondance d'Espagne aux Relations Extérieures, et il remit la note en question le 17 janvier 1804 (2).

Les affaires de l'Espagne semblaient donc en bonne voie. Mais dans les quelques jours qui suivirent, deux incidents vinrent montrer combien les résultats acquis par Hervas étaient loin d'être définitifs. Le chargé d'affaires eut connaissance d'une dépêche chiffrée envoyée aux Relations Extérieures par Beurnonville : ce dernier y examinait le cas où l'Espagne, pour se délivrer du fardeau du subside, romprait avec l'Angleterre, et il prévenait qu'elle ne ferait en ce cas qu'une guerre simulée. Hervas se montra fort alarmé de ce malencontreux avis qui, à l'entendre, pouvait compromettre les résultats qu'il venait d'obtenir (3). Mais une deuxième dépêche de

(1) Hervas envoya à Cevallos, par extraordinaire, le 25 janvier, un récit fort long et détaillé de cette entrevue : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. A. FUGIER, *José Martínez de Hervas*.

(2) Hervas à Talleyrand, 17 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. Son argument était que la fraction du subside destinée à payer les dettes de la France à l'Espagne « ouvrait la porte à mille abus ; elle échappait à toute espèce de comptabilité... L'Espagne était toujours dans l'incertitude des sommes que les commandants français auraient pu prendre dans ses colonies » et ne pouvait établir son budget.

(3) Hervas à Cevallos, 25 janvier, *ibid.* « Je connais cette chose très positivement

Beurnonville était plus fâcheuse encore : l'ambassadeur français s'était procuré la copie d'une lettre de Cevallos au ministre des États-Unis, laquelle prétendait que la vente de la Louisiane était « entachée du vice que l'Espagne n'y a pas consenti. » Or le 14 janvier Hervas avait transmis à Bonaparte des assurances formelles sur la Louisiane : si la lettre de Cevallos était postérieure à l'envoi de ces assurances, il y avait là contradiction et mauvaise foi. On semblait le croire à Paris. Hervas fit son possible pour dissiper cette impression et la froideur qui en résulta (1), mais ces deux incidents montraient combien étaient fragiles les promesses de réduction du subside que Bonaparte avait données le 14, et combien il faudrait de prudence pour consolider ces résultats.

LA POLITIQUE DE GODOY. — La tactique d'Hervas eût pu réussir si elle avait été appuyée par le gouvernement espagnol. Malheureusement pour le royaume, il n'en fut rien, et elle se trouva contrecarrée et finalement ruinée par Godoy : le favori opposa en effet une mauvaise volonté manifeste à celui qui pourtant avait été jadis son agent officieux à Paris, mais dont l'activité et l'ambition lui devenaient maintenant suspectes.

A peine Hervas venait-il d'être nommé chargé d'affaires que des précautions singulières étaient prises contre lui par Cevallos, sur l'ordre de Godoy évidemment. On le laissa bien fournir le vivre et le couvert aux attachés d'ambassade et aux employés, comme s'il avait été ambassadeur, mais on ne permit pas que les papiers de l'ambassade fussent transportés chez lui : le roi craignait, expliqua Cevallos, qu'ils ne s'égarassent au cours du déménagement. On les laissa donc où ils étaient, et on en confia la garde à l'attaché Angel de Santivañez, qui n'aimait pas Hervas, car il avait espéré être chargé lui-même de la succession d'Azara (2). Santivañez reçut des

et de façon très réservée. J'espère que cet avis ne transpirera pas, car il compromettrait infiniment celui qui me l'a donné. » Cette dépêche de Beurnonville ne se trouve pas aux A. E. Cevallos en démentit, naturellement, les affirmations : à Hervas, 13 février, *ibid.*

(1) L'impression à Paris fut d'autant plus fâcheuse qu'à ce moment précis Livingston suspendit les paiements de la somme due pour la Louisiane. Hervas écrivit aussitôt à Livingston pour le rassurer (à Cevallos, 25 janvier, *ibid.*) et il prodigua les assurances à Talleyrand : 22 janvier, 4 février : *ibid.* ; Talleyrand à Bonaparte, 17 janvier : *Lettres inédites*, 86.

(2) Cevallos à Hervas, 12 décembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Hervas

instructions confidentielles sur son nouvel emploi : il devait ne délivrer de papiers au chargé d'affaires que contre reçu, et les lui retirer au plus tôt « sans lui laisser soupçonner de défiance, recommandait Cevallos, et comme si vous le faisiez de votre propre mouvement, par un effet de votre zèle et pour l'ordre méthodique de ce qui vous est confié » (1). En même temps, Santivañez était invité à renseigner son ministère sur les faits et gestes d'Hervas. Il envoya donc des rapports, en ayant soin de ne pas faire d'expéditions trop régulières et de ne pas adresser ses lettres à Cevallos lui-même, mais au traducteur de la *Secretaría*, Castillo. Il se servait d'ailleurs tout simplement du chiffre de l'ambassade, qu'il avait conservé, quand il avait quelque chose de plus confidentiel à dire (2).

Pour se défier ainsi d'Hervas, Godoy avait ses raisons. Tout d'abord, il le regardait comme d'une honnêteté douteuse. Le banquier avait une tendance fâcheuse à mêler ses affaires privées et les intérêts de son gouvernement. On a vu son rôle dans le lancement de l'idée de subside, rôle intéressé qui lui avait déjà attiré les vifs reproches du favori. Le service du subside lui avait donné l'occasion de solliciter du gouvernement français l'autorisation d'exporter quatre millions de piastres par Anvers : les opérations qu'il fit à ce propos parurent si peu claires qu'on lui retira le permis en février 1804 (3). De même, il profitait de sa situation de chargé d'affaires pour tâcher d'obtenir que le Trésor Public le remboursât de fournitures qu'il avait faites aux armées d'Italie (4). Quant au service du subside, qu'il avait demandé et obtenu pour sa banque, il affirmait bien qu'il ne lui était « nullement lucratif », mais on l'accusait en Espagne de ne pas rendre de comptes exacts de l'argent qu'on lui envoyait et d'en retenir une bonne partie sous divers prétextes

écrivait à Godoy le 30 novembre : « Santivañez a regretté de ne pas rester chargé d'affaires en raison du public » : *Arch. Real Casa, Arch. Reservado Fdo VII*, t. 100. Santivañez semble avoir été surveillé par la police et avoir passé pour francophile.

(1) 12 décembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(2) Santivañez à Cevallos, 23 janvier 1804 ; Cevallos à Santivañez, 5 février : *ibid.* Santivañez envoya un assez grand nombre de rapports, du 16 décembre 1803 au 25 mai 1804, moins sur la conduite d'Hervas que sur les affaires françaises et européennes : *ibid.*, c. 5209, 5210.

(3) La demande d'Hervas est du 6 décembre 1803 (à Estève, *A. N.*, AF IV 1679). Il faisait ses envois par la banque Simon, d'Anvers. Mais ensuite il ne put justifier de l'entrée en France d'une quantité de piastres égale à celle qu'il avait exportée. LEDEUIL D'HENQUIN, *M. de Hervas*. Bulletin de Fouché du 8 août 1804 : dans HAUTERIVE, *La police secrète*, I.

(4) Il revient à de nombreuses reprises sur ces créances, qui s'élevaient à 439.000 francs : *A. N.*, AF IV 1679, 5 avril 1804, et *A. E.*, *Esp.*, v. 663, *passim*.

de négociations, de liquidations ; en juin 1804, une somme de 426.741 francs était passée par ses mains sans qu'il rendit compte de la destination qui lui avait été donnée, et en parlant d'Hervas l'ambassadeur portugais à Madrid pouvait signaler « *o peculato enorme por que se tem distinguido* » (1). Un autre défaut du chargé d'affaires, peut-être plus grave encore aux yeux de Godoy, était son intimité avec Talleyrand. L'inimitié du favori et du ministre des Relations Extérieures persistait en effet, et Azara déplorait, vers la fin de son ambassade, « cette prévention fatale et très mal fondée » qu'on avait à Madrid contre Talleyrand. Or Hervas avait été l'allié, voire l'instrument, du ministre dans toute la négociation du subside. Talleyrand faisait son éloge à Beurnonville. Peut-être Godoy savait-il que derrière cette proposition de Livingston pour l'exportation de piastres, qu'Hervas appuyait tant, il y avait Talleyrand. Enfin, de façon générale, l'intimité que dans toute sa correspondance le chargé d'affaires se vantait d'avoir avec le ministre ne pouvait qu'amener le prince de la Paix à se défier de lui (2).

Il avait déjà cherché à l'éloigner de Paris en lui offrant une mission à Constantinople ou à Saint-Petersbourg. Mais l'ambition d'Hervas était autre : il voulait rester à Paris, et non plus comme simple chargé d'affaires, mais comme ambassadeur. En attendant, il faisait solliciter par son fils José, qu'il avait envoyé à Madrid, « les honneurs et le traitement de Conseiller d'État » pour lui-même, et un siège épiscopal pour un de ses frères (3). Comme satisfaction immédiate, il demandait (janvier 1804) que son titre de chargé d'affaires d'Étrurie fût remplacé par celui de ministre, qui lui aurait déjà donné un rang flatteur dans les fêtes officielles, nombreuses et splendides en ce brillant hiver 1803-1804 (4). Or, au sujet de cette dernière demande, la protection dont le couvrait Bonaparte s'exerça

(1) Hervas à Bonaparte (deuxième lettre), 5 avril 1804 : *A. N.*, AF IV 1679. Freire à Araújo, 27 juin : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(2) Azara à Cevallos, 4 novembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Talleyrand à Beurnonville, 6 décembre 1803 : *A. E.*, *Esp.*, v. 665, f. 322. En revanche, Godoy appréciait les accointances qu'Hervas lui procurait avec Duroc : « Qu'il remercie le général Duroc pour ses bons offices, qu'il les intéresse à les continuer, mais avec toute la précaution nécessaire pour éviter la jalousie de Talleyrand » : Cevallos à Hervas, 2 décembre 1803, *A. Histórico N., Estado*, c. 5209.

(3) Freire à Araújo, 27 juin 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. D'après ces bruits, Hervas aurait également demandé le monopole des négociations financières avec la France. Hervas à son fils, 5, 13 avril 1804, *ibid.* « Nieves [sa fille, femme de Duroc] sera très mécontente si son oncle n'est pas évêque... »

(4) Hervas à Godoy, 6 janvier 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 225. Sur l'hiver 1803-1804, M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, I, 196.

avec un sans-gêne qui devait indisposer la cour espagnole. Au début d'avril 1804, le Premier Consul demanda à Duroc si son beau-père avait reçu la nomination désirée. Duroc répondit qu'il ne la recevrait pas, parce que le ministère était prévenu contre lui. « Le Premier Consul s'en est expliqué avec chaleur, raconte Hervas, et il a donné ordre d'écrire au général Clarke pour demander ma nomination à la reine d'Étrurie » (1). Talleyrand le fit le jour même (6 avril) et appuya personnellement la demande ; le 27, il la renouvela de façon pressante. Clarke insista donc vivement à Florence auprès de Mozzi en faisant valoir qu'Hervas ne demanderait aucun traitement. Tout fut inutile : Azara avait trop bien desservi son successeur auprès de la reine régente, et d'autre part la Toscane avait reçu de l'Espagne l'ordre (telle fut l'expression du ministre Salvatico) de nommer l'amiral Gravina. Hervas ne fut donc pas ministre d'Étrurie, et de la protection trop apparente dont Bonaparte l'avait couvert en cette occasion il ne retira qu'un peu plus de discrédit auprès de sa cour (2).

En un mot, Hervas se montrait exagérément « français ». Godoy recevait de lui des conseils qui trop évidemment servaient les intérêts de Bonaparte plus que ceux de l'Espagne. C'est ainsi que le banquier le pressait de venir passer à Paris deux ou trois mois en qualité d'envoyé extraordinaire, « afin de régler tout ce qui intéresse la monarchie... Avec quelques actes de générosité faits au nom du Roi, ajoutait-il, vous feriez disparaître toutes les impressions défavorables, et vous obtiendriez des choses qu'on n'obtiendra jamais. » Le prince de la Paix écrivit alors à la reine : « Le projet est bon... mais je ne ferais pas le voyage sans avoir 100.000 hommes prêts à agir dans le cas où la raison serait insuffisante à persuader » (3). Hervas en arrivait même à ne pas sentir qu'en diverses occasions il blessait les sentiments les plus intimes de ses souverains. Ses conseils manquèrent vraiment de fierté le jour où Bonaparte demanda à l'Espagne l'arrestation et l'extradition de l'ancien évêque de La

Rochelle, Coucy. Lorsqu'il annonça l'exécution du duc d'Enghien, il ne trouva à sa dépêche d'autre conclusion que celle-ci : « Tout ce que les ministres du Roi pensent de la France est ici l'objet d'une surveillance continue. Cette surveillance deviendra plus serrée encore lorsqu'arrivera [à Madrid] la nouvelle de la mort du duc d'Enghien, dont les relations avec la famille royale doivent produire dans l'âme de LL. MM. une sensation dont il ne conviendrait pas qu'elle fût mal interprétée » (23 mars 1804) (1).

La défaveur d'Hervas, qui allait ainsi augmentant, eut dès le début de graves conséquences. Jointe à la mauvaise situation économique de l'Espagne et à la crainte que Godoy avait de l'Angleterre, elle fit que le cabinet de Madrid laissa échapper tous les résultats favorables que son chargé d'affaires avait obtenus sur le chapitre du subside. Loin d'encourager Hervas et de soutenir sa politique, Cevallos récriminait sans cesse, l'accusant de paresse et d'inertie. Lorsqu'à la suite de l'audience du 14 janvier 1804 Hervas eut enlevé une promesse conditionnelle de réduction du subside, Cevallos ne lui répondit même pas sur ce point (2). Alors que cette promesse était subordonnée à l'exactitude des versements, le cabinet espagnol n'envoya pas l'argent nécessaire. Sans doute, le banquier avait pu faire, le 25 janvier 1804, un versement de 5.212.025 livres, mais c'était en effets dont la négociation causa une perte de 41.930 livres, et surtout il lui restait à payer pour pluviôse (22 janvier-20 février) 9.300.000 livres, dont il ne put donner le premier sou (3). Aussi, dès que l'échéance du 1^{er} ventôse fut passée, Barbé-Marbois rendit compte de la situation au Premier Consul (22 février) : sur les 36 millions de livres échus à cette date, le Trésor Public n'avait touché que 11.786.000 livres, et comme il avait précisément à faire face à diverses dépenses supplémentaires, ce retard du subside espagnol le gênait considérablement. Bonaparte écrivit aussitôt à Talleyrand : « Les Espagnols ne payent point leur subside, citoyen ministre... J'ai compté sur cet argent pour le service... » Dès le lendemain,

(1) Hervas à son fils, 5 avril : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Hervas avait succédé comme ministre d'Étrurie à Azara, qui avait présenté ses lettres de créance le 1^{er} mai 1803 : Azara à Cevallos, 2 mai, *A. Histórico N., Estado*, c. 5208.

(2) Talleyrand à Clarke, 6, 27 avril ; Clarke à Talleyrand, les 6 et 27, 12 mai : *A. E., Toscane*, v. 156, f. 118, 123, 139, 142. En mai, Talleyrand renouvela sa demande à l'ambassadeur espagnol, Gravina : mais celui-ci venait de recevoir lui-même le titre en question : Gravina à Cevallos, 17 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5685.

(3) Talleyrand avait beaucoup approuvé ce projet de voyage. — Hervas à Godoy, février 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 178. Godoy à Marie-Louise, le 22 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(1) Hervas à Godoy et à Cevallos, 23 mars : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, et *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. Il prétendit plus tard (*Defensa... contra la acusación de deslealtad*, 28) qu'après l'exécution d'Enghien il avait averti sa cour « que Bonaparte n'attendait qu'un prétexte pour arracher la couronne à nos souverains. » Rien de pareil n'existe dans sa correspondance, avec l'esprit de laquelle cette assertion est en formelle contradiction.

(2) A. Hervas, 13 février 1804, ne parlant que de la Louisiane et de l'Étrurie : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

(3) Rapport de Barbé-Marbois, 25 janvier 1804 : *A. N.*, AF IV 934.

Talleyrand adressa de pressantes réclamations à Hervas : la situation allait se tendre (1).

Cette opposition entre la tactique d'Hervas et celle de Godoy empêchait donc l'Espagne de faire confirmer par Bonaparte la diminution de subside promise. Le cabinet de Madrid perdit là une bonne occasion d'alléger son fardeau, et il ne devait pas tarder à payer très cher cette étroitesse et cette imprévoyance.

IV

LA DÉLÉGATION DU SUBSIDE ESPAGNOL

(avril 1804)

NOUVEAUX MÉCOMPTES SUR LE SUBSIDE ESPAGNOL. — Dans les derniers jours de février 1804, Hervas reçut la visite du Trésorier du gouvernement, Estève. Il s'agissait naturellement des versements espagnols : Bonaparte désirait qu'ils fussent portés à quarante millions dans le courant de pluviôse (21 février-21 mars), et il faisait demander quels étaient les moyens qu'envisageait Hervas pour y arriver. Le chargé d'affaires dut se contenter de répondre qu'il songeait à contracter trois emprunts, en Hollande, à Hambourg et à Paris. Ces explications satisfirent peu l'agent du Trésor, qui commença par menacer, et par annoncer que le Premier Consul allait être obligé de passer par-dessus la banque Hervas et de réclamer directement son dû à Madrid. Estève finit cependant par se calmer devant les assurances qui lui furent prodiguées, et il se retira en insistant vivement sur le « besoin urgent » que le Trésor avait de ces sommes (2).

Bonaparte avait espéré qu'Estève obtiendrait mieux que des promesses, et il essaya d'une autre manœuvre. Le 28 février 1804, Hervas avait passé une note relative à une double demande que sa cour venait de recevoir de l'Angleterre : le cabinet de Londres reconnais-

(1) Rapports de Barbé-Marbois, 22, 29 février 1804 : *ibid.* Bonaparte à Talleyrand, le 22 : *Corr.*, 7562. Talleyrand à Hervas, le 23 : *A. E., Esp.*, v. 666, f. 75.

(2) Hervas avait ouvert en effet à Amsterdam un emprunt qui, en avril, fut suivi d'un autre de 10 millions de florins, pour le compte de sa cour et avec l'appui du gouvernement français : à Talleyrand, 6 février (*A. E., Esp.*, v. 666, f. 34), et 19 avril (avec réponse du jour) ; à Cevallos, 11 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

sait la neutralité de l'Espagne, mais à condition qu'elle cessât ses armements maritimes et qu'elle interdît aux corsaires français de vendre leurs prises dans ses ports (1). Le Premier Consul vit dans l'affaire des corsaires un moyen d'action commode sur la cour de Madrid. Aussi Talleyrand, qui le 29 février 1804 avait accédé verbalement aux demandes espagnoles et déclaré « qu'il n'y avait rien de plus juste », fit-il dire à Hervas le 1^{er} mars que la France ne répondrait pas à sa note tant que les versements ne seraient pas au courant, « que le Premier Consul avait compté sur les paiements, qu'il ne servirait de rien que l'Espagne fût neutre si elle ne remplissait pas exactement la plus essentielle condition, et qu'il ne voulait pas se priver de la facilité de vendre les prises dans les ports espagnols s'il n'était convenu que l'Espagne payerait. » Hervas se rendit aussitôt chez le ministre pour lui rappeler la promesse contraire donnée la veille, mais Talleyrand lui répondit : « Vous croyez que le Premier Consul n'a d'autre volonté que la mienne : vous vous trompez. La première chose qu'il a dite quand je lui ai lu votre lettre a été qu'il savait que l'Espagne ne payerait pas exactement. » — « Les ministres du roi d'Espagne, aurait ajouté Bonaparte, croient possible un système d'économies en ces moments où la véritable économie est de sortir d'embarras et de laisser à des temps plus tranquilles la guérison de ces maux. Dites à Hervas que je suis obligé d'envoyer un million de livres au Ferrol parce que les vaisseaux français qui s'y trouvent n'ont pas même de vivres » (2).

Le chargé d'affaires, se rappelant l'heureux résultat de l'entrevue qu'il avait eue le 14 janvier avec Bonaparte, sollicita alors une audience du Premier Consul. Talleyrand la lui fit obtenir le jour même, mais il le pria de passer chez lui avant de s'y rendre, et c'était pour lui faire des déclarations peu rassurantes : « Il me conseilla, écrivit le banquier, de donner au Premier Consul l'espérance très proche que je mettrais le subside au courant, et de l'assurer que je connaissais les moyens qui permettraient de le payer à l'avenir. Sans quoi, notre neutralité serait en danger ; car si les Anglais

(1) Frère à Cevallos, 18 février 1804 : *Papiers relative...*, 39-41 et *A. E., Esp.*, v. 666, f. 57. Cevallos à Hervas, le 20 ; Hervas à Talleyrand, le 28 et à Cevallos, 11 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

(2) Les discussions sur cette affaire continuèrent assez longtemps, Beurnonville se plaignant de l'état où était laissée l'escadre française, et Cevallos demandant qu'on laissât pourvoir en premier lieu aux besoins des Espagnols. — Hervas à Cevallos, 11 mars, 13 avril 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. A. FUGIER, *José Martínez de Hervas*, 99.

étaient en guerre avec l'Espagne, cela les obligerait à employer une partie de leurs forces pour en bloquer les ports ; ils le savent, et le Premier Consul en est convaincu. Déjà Bonaparte a souvent dit que des secours en hommes et en navires eussent été plus utiles à la France, à cause de la grande diversion qu'eût faite ainsi l'Espagne ; que s'il avait consenti à sa neutralité c'était parce qu'il savait qu'elle n'avait pas de navires et rien de prêt pour en armer ; et que si les fonds ne lui étaient pas versés immédiatement ils ne lui serviraient de rien par la suite. »

Ainsi préparé, Hervas fut introduit dans le cabinet consulaire. Sans autre préambule, Bonaparte lui déclara : « Un million ce mois-ci a plus de valeur pour moi que six le mois prochain. Le roi d'Espagne et le ministère n'ignorent pas que les sommes stipulées entrent dans mes plans d'opérations. Or, alors qu'on m'assurait que je serais payé sur-le-champ, quatre mois ont passé sans qu'on se mit à jour, et d'après toutes les nouvelles que je reçois les versements seront beaucoup plus lents à l'avenir. En ce cas, il vaudrait mieux pour moi qu'on exécutât l'alliance. » Et il s'étendit longuement sur ce point, pour conclure : « Quand vous mettrez-vous à jour ? » Hervas répondit par des assurances et des protestations. « Je me vois obligé maintenant, reprit le Premier Consul, d'envoyer un million au Ferrol et un à Cadix pour des frais qu'aux termes du traité l'Espagne devrait faire » (1). C'était là toucher le point sensible, et Hervas réagit aussitôt : « Ces deux millions que vous envoyez sont des frais qui incombent à la France depuis que vous m'avez promis de rabattre les 24 millions annuels destinés à cet objet ; j'en ai rendu compte à ma cour. — J'ai offert cette diminution, répliqua Bonaparte, pour le moment où les paiements seraient à jour et où les suivants seraient assurés, mais jusqu'à présent le traité est dans toute son intégrité, et rien n'y sera changé que dans ce cas. Dites-moi quand et comment vous payerez tout l'arriéré. » Hervas se déroba : le Trésor Royal le savait sans doute, mais lui-même n'était qu'un intermédiaire ; comme son interlocuteur insistait, il finit par parler d'un délai de deux mois. « Eh bien, si vous m'en donnez votre parole, dit le Premier Consul, je serai tranquille. » Et comme le banquier se

(1) Les forces françaises stationnées dans les ports espagnols comprenaient alors : au Ferrol, 4 vaisseaux (*Fougueux, Redoutable, Héros, Argonaute*), 2 frégates, un brick, une goélette sous Gourdon, avec 2.300 hommes ; à La Corogne un vaisseau (*Duguay-Trouin*) et une frégate ; à Cadix, un vaisseau (*L'Aigle*) et une corvette. — Le Brui à Bonaparte, 15, 22 juin, 16 juillet 1804 : A. N., AF IV 1195. *Corr.*, 7783, 7842.

taisait : « Vous voyez que si vous n'êtes pas certain je dois l'être beaucoup moins encore » (1).

Bonaparte jugea sans doute que la menace porterait, car après cette entrevue Talleyrand déclara au chargé d'affaires, mais verbalement encore, que les corsaires français recevraient des ordres pour ne pas troubler la neutralité espagnole, et Charles IV put faire proclamer qu'il interdisait de vendre des prises dans les ports du royaume (2). Il n'en restait pas moins que la réduction tant espérée du subside s'évanouissait, ou tout au moins se trouvait remise à une époque indéterminée. Mais cette grosse déception que venait d'éprouver Hervas était-elle due uniquement au peu d'exactitude des versements espagnols ? Ce n'est pas certain, et il est même probable qu'avec un peu de bonne volonté dans la négociation Livingston l'Espagne eût obtenu plus de ménagements.

Hervas ne cachait pas en effet à sa cour que la mauvaise humeur des Français provenait en bonne partie du refus qu'elle opposait aux offres des spéculateurs américains associés à Talleyrand. Cette attitude et l'inexactitude des versements venaient s'ajouter à l'énervement que causait aux Tuileries la conspiration de Pichegru pour rendre la situation du chargé d'affaires assez pénible : « Avec cette maudite conspiration, le Premier Consul est inabordable, et tous prennent le même ton. Déjà on me menace de notes, et je ne voudrais pas voir recommencer ce bombardement d'écrits... La cause de tout cela, c'est qu'on ne conclut pas l'affaire Livingston, qu'ils se sont mise dans la tête depuis qu'on a parlé de neutralité » (23 février 1804) (3). Les intéressés accablaient le chargé d'affaires de leurs instances et le pressaient d'agir sur Godoy. « Ils insistent, écrivait Hervas à son fils, pour que je dise au prince qu'il peut tout, qu'il ne dépend que de lui qu'il n'y ait qu'amitié et bonne harmonie... Dis au prince qu'ici on lui attribue tout ce qui se fait chez nous, en bien comme en mal. » Mais Godoy résista. Le ministre des finances,

(1) Hervas à Cevallos, 11 mars 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

(2) Il confirma sa promesse par écrit dans le courant de ventôse : à Hervas, *A. Esp.*, v. 666, f. 135. Le 1^{er} mars, sans doute après l'audience d'Hervas, il conseilla à Bonaparte de ne pas troubler la neutralité espagnole : *ibid.*, f. 89. Cevallos à Hervas, 26 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. Dès le 22 mars, le consul anglais à Madrid, Hunter, prévint les consuls anglais de la décision espagnole : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*, 17 avril.

(3) A Godoy, *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 228. Moreau fut arrêté le 15 février et la découverte de la conspiration publiée le 17. — Hervas présenta à Bonaparte les félicitations de sa cour : à Cevallos, 18 février et suiv., *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

Cayetano Soler, ne voulait pas vendre à Livingston des piastres livrables en Amérique ; il voulait qu'elles vinssent en Espagne : sans doute, elles en sortiraient pour aller en France, mais en passant, déclarait-il, elles auraient vivifié le commerce et l'industrie du royaume (1). Les spéculateurs et Talleyrand insistaient cependant : « Dis au prince, et qu'il s'en pénètre bien, qu'on l'importunera l'éternité durant, et que s'il adopte le parti d'obtenir quelque chose par des négociations, des notes et des considérations morales, c'est du temps perdu. Gravina et tous ceux qui viendront ici lui diront la même chose s'ils ne veulent pas le tromper. » Malgré des conseils aussi pressants, la proposition Livingston fut définitivement repoussée à Madrid à la fin de mars 1804. Hervas ne cacha point qu'à son sens c'était une sottise : « Tu sais l'humeur que cela va donner à ceux qui sont intéressés à l'affaire. D'un côté je me réjouis qu'ils subissent cet échec, mais quel sera le résultat pour la diminution du subside et pour tout ? Dieu le sait » (2).

Il restait cependant à Godoy une chance de ne pas s'aliéner Talleyrand. Le 5 avril, Hervas écrivait à son fils : « Dis au prince que Talleyrand me charge de l'informer que le Portugal a réglé son traité [de subsides], qu'il donne une somme *immense* et qu'il concède à la France d'innombrables avantages commerciaux. C'est là une insinuation... » En même temps, le factotum du ministre, Simons, venait proposer au banquier une autre affaire sur laquelle nous n'avons que peu de données : « *El Telégrafo* [Simons] ne me laisse jamais tranquille. Il arrive avec ordre de me dire que puisque l'opération de Livingston n'a pas lieu, on réduira *el equivalente* à trois millions... A Madrid, où ils se scandalisent de tout, il faudrait qu'ils entendent *El Telégrafo* et celui qui l'envoie : ils les entendraient se scandaliser de voir qu'on ne veut pas gagner 24 millions par an en en dépensant trois » (3). Cette somme de 24 millions était précisément celle dont Bonaparte avait promis de réduire le subside. Mais le projet de *l'equivalente* n'aboutit pas plus que l'affaire Livingston. Godoy songeait déjà sans doute à envoyer Izquierdo à Paris pour négocier

(1) PIZARRO (*Memorias*, I) jugeait Soler « un *chavlatán* », Godoy le jugeait « un imbécile » et Beurnonville un anti-Français décidé : Beurnonville à Talleyrand, 17 janvier, 31 mars 1803, A. E., *Esp.*, v. 663, f. 211, 499.

(2) Copie des lettres d'Hervas à son fils, interceptées par l'ambassadeur portugais Freire, envoyée par lui à Araújo de Azevedo le 27 juin 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(3) « Et en vérité moi non plus je ne le comprendrais pas, s'ils ne se décidaient pas... Ils veulent que je lui écrive [à Godoy] pour le persuader d'accepter par retour du courrier : voilà qui s'appelle de l'activité... » *Ibid.*

avec le Premier Consul, et il pensa peut-être qu'acheter Talleyrand était une dépense inutile.

LE TRAITÉ AVEC OUVRARD. — Le Trésor Public cependant ne pouvait s'accommoder de cette situation. Le 7 mars 1804, Barbé-Marbois avertissait qu'il commençait à éprouver de sérieux embarras ; il prévoyait un déficit de 116 millions pour les six derniers mois de l'an 12, et parmi les mesures propres à le combler il proposait d'obtenir des « rentrées sur l'arriéré du subside espagnol. » Le 31, il rendit compte à Bonaparte que le service des paiements se faisait avec beaucoup de difficultés, et parmi les causes de cette crise il signala le retard des versements espagnols. Effectivement, au 1^{er} germinal (22 mars) l'Espagne aurait dû payer 40 millions : or il n'était entré dans les caisses du Trésor que 18.071.215 livres ; l'arriéré s'élevait donc à 21.928.785 livres (1). Quand on demandait à Hervas de s'acquitter, il assurait (4 avril) que ce serait chose faite au 20 mai, mais qu'il fallait réduire le subside des deux millions par mois qu'on avait promis de rabattre, puis laisser à l'Espagne le tiers des quatre millions restants pour l'indemniser de ses fournitures aux vaisseaux français, et se contenter de 2.666.666 livres liquides par mois (2). Bonaparte dut alors se convaincre que la cour de Madrid ne payerait jamais que contrainte et forcée. Sans doute, on pouvait agir sur elle par la menace : mais ce procédé n'amènerait pas les versements immédiats et réguliers dont on avait besoin. Mieux valait, au prix de quelques sacrifices, négocier les traites remises par l'Espagne : précisément la puissante *Compagnie des Négociants Réunis* s'offrait à conclure l'affaire. Elle comprenait les trois célèbres fournisseurs Vanlerberghe, Ouvrard et Desprez. Le premier avait pour spécialité d'escompter les obligations du Trésor, et les deux autres faisaient le service des vivres pour l'armée et la marine ; en avril 1804, Barbé-Marbois reporta à cette association toutes les affaires qu'il traitait jusque-là avec des spéculateurs isolés. On ne pouvait songer qu'à elle pour escompter les traites espagnoles.

Déjà, le 14 décembre 1803, Vanlerberghe avait fait des propositions en ce sens : il recevrait du gouvernement la délégation de 32 millions à percevoir de l'Espagne ; il en payerait 16 comptant, et

(1) Barbé-Marbois à Bonaparte, 7, 31 mars 1804 : A. N., AF IV 934, 1082. LE DEUL D'HENQUIN, *M. de Hervas*.

(2) A Talleyrand : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

quant aux 16 autres ils seraient imputés et déduits sur ce qui lui serait dû pour ses services de la guerre et de la marine (1). Barbé-Marbois reprit ce premier projet, et le 4 avril 1804 (14 germinal an 12) un premier traité fut signé entre la *Compagnie des Négociants Réunis* et le Trésor. Vanlerberghe se chargeait du service des vivres, Desprez de l'escompte du papier du Trésor, en particulier des obligations des receveurs généraux (2). Quant à Ouvrard, il escomptait les traites remises par l'Espagne pour le subside : il les recevait comme argent comptant et en versait le montant, quitte à recouvrer ensuite directement sur le Trésor de S. M. C. les termes du subside ainsi délégué (3). On lui délégua huit termes du subside espagnol : les cinq derniers mois de l'an 12 (21 avril-23 septembre 1804) et les trois premiers de l'an 13 (23 septembre-22 décembre 1804). Ils représentaient une somme de 32 millions, que les fournisseurs devaient verser au Trésor. Celui-ci leur remit en échange, comme garantie, 32 millions d'obligations des receveurs généraux, qu'ils lui rendraient au fur et à mesure qu'ils auraient recouvré les sommes que l'Espagne leur devait. Les premiers fonds provenant de cette délégation du subside arrivèrent dans les caisses du Trésor le 21 avril 1804 (4).

Ainsi, les obligations souscrites par l'Espagne étaient en partie passées aux mains d'Ouvrard : Godoy ne savait pas dans quel engrenage il venait d'être engagé.

V

VERS LA RUPTURE DE LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

BONAPARTE ET LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE. — Hervas s'était vite rendu compte que si Godoy avait eu confiance en lui au temps

(1) Vanlerberghe comptait ainsi rentrer dans les sommes considérables que le Trésor devait à son associé Ouvrard et à lui-même et qu'il semblait peu disposé à payer ; OUVRARD (*Mémoires*, I, 72) les fait monter à 67.845.000 francs en avril 1804. — Vanlerberghe à Bonaparte, 14 décembre 1803 ; A. N., F¹¹ 1058 et AF IV 1058.

(2) On sait que c'étaient des engagements qu'au début de chaque exercice les receveurs généraux des départements souscrivaient pour le montant des contributions directes qu'ils allaient percevoir. Les derniers ne venant à échéance qu'au bout de 15 à 18 mois, l'État les escomptait afin de réaliser tout de suite ses revenus.

(3) Les *Mémoires* d'Ouvrard (I, 75, 80) laisseraient croire que ce traité, dont ils ne donnent pas la date, est de septembre. — TRIERS, *Histoire de l'Empire*, I, 51. — LA RUPELLE, *Les finances de la guerre de 1796 à 1815*, 59.

(4) Barbé-Marbois à Napoléon, 17 novembre 1804 ; A. N., AF IV 1082.

où il n'était qu'agent officieux, il l'appréciait beaucoup moins depuis qu'il était devenu chargé d'affaires. Il était trop visible que dans les négociations financières le prince de la Paix avait suivi une tactique tout opposée à la sienne et n'avait nullement apprécié ce gros succès qu'avait été la promesse conditionnelle de réduction du subside : « Je ne sais par quelle fatalité, constatait mélancoliquement le barquier, on n'a accordé à cette diminution aucune importance. » En outre, Hervas n'avait pas tardé à s'apercevoir qu'il était espionné par Santivañez ; en mars, il lui retira le chiffre, il cessa de l'avertir du départ des courriers, et le secrétaire d'ambassade, se sentant « brûlé », crut sage de demander un autre poste. Dans ces conditions, il était évident que jamais Hervas n'obtiendrait le titre d'ambassadeur dont il rêvait au début ; et comme le poste de Paris ne pouvait rester longtemps aux mains d'un simple chargé d'affaires, on commença dès février 1804 à se demander à qui S. M. C. allait le confier (1).

Beurnonville avait un candidat : dès le rappel d'Azara, il mit en avant le nom du général Gonzalo O' Farill, ministre d'Espagne en Prusse, qu'il avait connu à Berlin (2). Malheureusement pour O' Farill, l'appui de Beurnonville n'était nullement une recommandation à Madrid. Godoy avait secrètement gardé rancune au général de son attitude brutale lors de la négociation du subside, et dès le 24 octobre 1803 il avait fait demander son rappel et l'envoi d'un autre ambassadeur « plus conciliant ». Azara ne dissimula pas que ce serait difficile à obtenir : « Beurnonville est membre du corps des généraux qui forme ici une espèce de bataillon inattaquable et que le Premier Consul lui-même considère beaucoup. » On pourrait croire que ce sont ces objections d'Azara qui amenèrent Godoy, le 13 novembre, à envoyer contre-ordre (3). En réalité, il faut plutôt chercher l'explication de cette volte-face dans ce que le favori écrivait le 9 à la reine : « Aujourd'hui, ç'a été la journée des diplomates. Le Français s'est expliqué avec plus de clarté encore qu'il ne l'avait fait jusqu'ici. Il m'a parlé ouvertement de ses besoins, de l'espoir qu'il avait d'y voir porter remède, des ménagements de délicatesse avec lesquels il désire que la chose se fit etc. J'expliquerai tout cela

(1) Santivañez fut nommé à Vienne, mais ne rejoignit pas. — A. FUGIER, *José Martínez de Hervas*, 90, 101.

(2) A Bonaparte, 22 novembre 1803, 19 février 1804 ; A. N., AF IV 1679.

(3) Cevallos à Azara, 24 octobre, 13 novembre ; Azara à Talleyrand, demandant énergiquement le rappel de Beurnonville, 2 novembre ; à Cevallos, le 4 ; *A. Histórico N. Estado*, c. 5209.

de vive voix là-bas [au *sitio*] » (1). En effet, l'attitude de Beurnonville changeait du tout au tout à cette même époque. D'arrogant il devenait prévenant. Il écrivait à Godoy combien il désirait lui prouver qu'il n'était point son ennemi. Il offrait au roi trois bustes de marbre représentant des membres de la famille de Louis XIV, qu'il avait achetés à Versailles « dans un temps de barbarie où l'on mutilait en France tout ce qu'il y avait de précieux dans ce genre. » Déjà compromis par sa brutalité et ses affaires de contrebande, il achevait de perdre tout crédit par sa vénalité avouée : ce n'était pas son influence qui pouvait obtenir de Godoy qu'on nommât O'Farill ambassadeur auprès de Bonaparte (2).

Sa recommandation en faveur d'O'Farill ne valait pas plus à Paris qu'à Madrid. Son retentissant échec dans l'affaire du subside et sa brutalité à l'égard d'Herman lui avaient beaucoup nui auprès de Talleyrand (3). Depuis qu'il était acheté par l'Espagne ou cherchait à se faire acheter par elle, ses dépêches étaient plus nulles que jamais : elles exaltaient la loyauté, la bonne volonté, le zèle de la cour de Madrid, elles n'hésitaient pas à garantir que le subside serait versé exactement. A supposer même qu'un ton si nouveau chez lui n'ait éveillé aucun soupçon aux Relations Extérieures, ces accumulations de sottises eussent suffi à le discréditer : « Les dépêches de Beurnonville ne méritent aucune réponse », écrivit Bonaparte (16 novembre 1803). Ses manœuvres en faveur d'O'Farill eurent donc un résultat tout négatif : « On n'est pas en bons termes ici avec lui, signalait Hervas... Le ministre me charge de dire à V. E. que Beurnonville travaille à faire venir ici O'Farill, et cela suffit pour qu'on ne veuille pas de lui » (4).

(1) *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Beurnonville à Godoy, 30 octobre 1803 ; à Cevallos, 12 janvier 1804 : *ibid.*, c. 5209, 5270. Azara racontait que Beurnonville avait reçu de Godoy 80.000 livres en espèces et des cadeaux atteignant 200.000 livres ; Godoy lui opposa un démenti formel, mais dont la portée est limitée : Hervas à Godoy, 7 décembre 1803, réponse du 19, *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100. Godoy fit à Frere, le 19 avril 1804, une allusion assez claire à la vénalité de Beurnonville : *Record Office*, F. O 72, 51.

(3) Beurnonville semble s'être plaint à Lannes de Talleyrand, qui aurait voulu le perdre en lui confiant une mission irréalisable : Campo Alange à Cevallos, 8 février 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5365. Le 2 janvier, Beurnonville envoyait au ministre deux chiens de race, avec une lettre d'une particulière amabilité : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 384.

(4) Hervas à Godoy, 6 janvier 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 225. Beurnonville à Talleyrand, 28 novembre, 15 décembre 1803, 2 janvier 1804 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 304, 342, 385 ; à Bonaparte, 22 novembre : *A. N., AF IV 1679*.

Le Premier Consul désirait que le nouveau représentant de l'Espagne fût un homme déjà connu de lui, et qui possédât la fortune suffisante pour rendre à l'ambassade son ancienne splendeur. On parla du comte de Fuentes, qui vivait à Paris et était bien vu du gouvernement français ; on songea au duc d'Osuna, que Bonaparte avait fréquenté en 1799 (1). Enfin, Hervas prononça le nom de l'amiral Gravina, et aussitôt le Premier Consul répondit : « Demandez-le au roi, et qu'on ne s'occupe d'aucun autre, car je veux être sûr des gens qu'on m'envoie » (11 mars 1804). Sans doute, Gravina remplissait les conditions voulues pour occuper l'ambassade. Il était bien en cour. Il appartenait à une très grande famille napolitaine (on disait même qu'il était fils naturel de Charles III). Son frère, évêque de Nicée, était nonce à Madrid depuis novembre 1800. Au temps où il commandait en second l'escadre espagnole de Brest, il avait noué des relations amicales avec Talleyrand, et Bonaparte avait apprécié son allant, son désir de collaborer activement avec la marine française ; il avait demandé pour lui une récompense et par la suite l'avait à plusieurs reprises recommandé à Charles IV. Mais tout cela n'eût peut-être pas suffi à expliquer que Bonaparte tint de la sorte à l'amiral et qu'Hervas demandât sa nomination avec autant d'insistance : « Ici, on veut absolument Gravina comme ambassadeur » (2). Il est probable que ce qui recommandait essentiellement Gravina aux yeux du Premier Consul, c'était, beaucoup plus que les qualités dont il vient d'être question, sa réputation de bon marin. Entré au service de l'Espagne à 19 ans, en 1775, il s'était distingué à Gibraltar, à Minorque, sous Alger, à Toulon, à Rosas, à Cadix, et il passait pour un des meilleurs chefs de la marine espagnole. Avec lui, on pouvait discuter des ressources navales du royaume, établir des plans d'opérations combinées, dresser une convention. Le désir de Bonaparte de voir nommer comme ambassadeur à Paris le marin le plus distingué que possédât l'Espagne était un symptôme alarmant pour la neutralité de S. M. C.

La cour de Madrid accueillit sans difficulté la demande du Premier Consul, car Godoy de son côté trouvait à Gravina les qualités de l'emploi : « Je pense, écrivait-il à la reine, que Gravina rendra

(1) Hervas à Godoy, 6 janvier 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100.

(2) Lucien à Talleyrand, 1^{er} mars 1801 : *A. N., AF IV 1679*. Gravina, de passage à Paris, au même, 21 janvier 1804 : *A. E., Esp.*, v. 665, f. 420. Hervas à Godoy, 11 mars : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 229.

de bons services à Paris. Il est adroit, et en bon Italien il s'entend aux détours. Il aura de l'influence dans les affaires de marine et pourra y être un honorable espion. » La nomination fut signée par Charles IV à la fin de mars (1). — Hervas continua à gérer les affaires pendant quelques semaines. Il avait rêvé pour sa mission d'une fin plus brillante. Toutefois, s'il avait échoué dans ses efforts pour la réduction du subside, il était arrivé en d'autres occasions à des résultats satisfaisants. Dans des réclamations contre le sans-gêne de certains officiers français en Amérique espagnole ou contre des vexations infligées à des navires espagnols dans des ports français, il avait fait preuve de vigueur et obtenu satisfaction (2). Il avait mené à bien une importante négociation pour le ravitaillement en blés français des provinces que ravageait la disette ; sans doute, il y eut sur les permis d'exportation une spéculation effrénée, où les maisons Bastide et Gardoqui firent de gros bénéfices et où Chaptal et Murat, d'après Hervas, en trouvèrent d'appréciables ; mais en avril le royaume était tiré d'affaire, et les grains français ne s'y vendaient plus que deux livres le quintal (3). Ces services méritaient bien une récompense, qu'il eût été d'ailleurs dangereux de refuser au beau-père de Duroc. Godoy lui avait déjà donné le choix entre la légation de Saint-Petersbourg et celle de Constantinople. Mais Hervas hésita à quitter définitivement la finance pour la diplomatie et à liquider sa banque de Paris, sa succursale de Cadix, sa compagnie de lainages ; d'ailleurs, le cinquième en appartenait à Duroc, et Bonaparte conseillait au banquier de rester à Paris ; c'est ce qu'il fit, malgré les conseils de son fils. Le bruit courait du reste que Bonaparte allait choisir comme héritier le fils de Louis, et l'intimité qui existait entre la fille d'Hervas et Hortense autorisait dès lors de grands espoirs. L'ex-chargé d'affaires reçut en compensation la pension de l'ordre de Charles III et en 1805, sur les instances de Napoléon, le titre de marquis d'Almenara (4).

(1) Godoy à Marie-Louise, 19 mars 1804 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) En 1802, les Français de la Martinique avaient débarqué en territoire espagnol 200 nègres « chassés comme pervers, révolutionnaires et incendiaires. » A Caracas, le colonel Roos menaça de débarquer les pestueux de Saint-Domingue si l'on ne cédaient pas à ses demandes ! — Hervas à Talleyrand, 12 février, 10, 15 avril 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. L'amiral Villaret-Joyeuse au même, 14 février : *A. E., Esp.*, v. 666, f. 53.

(3) Talleyrand à Hervas, 30 décembre 1803 ; Hervas à Cevallos, 25, 31 janvier 1804, 11 mars, 6 avril, et à Chaptal, 23 janvier, 23 février ; Cevallos à Hervas (plaintes contre la spéculation), 16 février, et à Soler, le 14 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. Vanlerberghe à Chaptal, 4 avril : *A. N.*, P¹¹ 1058. A. FUGIER, *op. cit.*, 91.

(4) « J'ai honte que dans ma patrie on doive me récompenser, non pour mes mé-

L'amiral Gravina arriva à Paris le 8 mai 1804, et le soir même il présenta ses lettres de créance à Talleyrand, qui lui fit un accueil empressé. Sa nomination avait été communiquée aux Relations Extérieures le 4 avril, le jour où Barbé-Marbois déléguait à Ouvrard huit termes du subside espagnol, c'est-à-dire où le gouvernement français avouait presque officiellement qu'il n'avait pu trouver dans le subside espagnol l'aide qu'il en avait espérée (1). Cette coïncidence symbolisait pour ainsi dire le changement qui allait s'opérer dans les exigences de Bonaparte vis-à-vis de l'Espagne : non plus de l'argent, mais des vaisseaux. A cette époque précisément, le 27 mai, il dépêchait dans la Péninsule un de ses aides-de-camp, le colonel Le Brun, le fils du Grand Trésorier. L'objet officiel de cette mission était d'inspecter l'escadre française stationnée au Ferrol, mais Le Brun s'intéressa tout autant à l'escadre espagnole, sur laquelle il envoya des rapports détaillés ; il signala en outre que tant que l'Espagne serait neutre, c'est-à-dire tant que la division de blocus anglaise pourrait mouiller à l'entrée du port et s'y abriter, toute sortie serait impossible. Puis, de Madrid, il écrivit que Godoy consentait bien à fermer les yeux sur l'embauchage des cent cinquante charpentiers nécessaires aux navires français du Ferrol, mais que, de peur de paraître manquer à la neutralité, il refusait de faire sortir d'un des deux bassins de carénage un vaisseau espagnol qui s'y trouvait, pour y faire entrer à sa place le *Redoutable* : celui-ci ne serait donc pas réparé pour l'automne et ne pourrait prendre part à l'expédition sur la Martinique à laquelle le Premier Consul destinait cette division (2). Ainsi, la neutralité de S. M. C. apparaissait comme bien gênante, et déjà l'on pouvait deviner qu'elle ne convenait plus à Bonaparte. On en trouvait d'ailleurs une preuve de plus dans l'attitude que le gouvernement français prit à

rites... mais parce que je suis beau-père de Duroc... Je n'ai pu l'éviter... pour ne pas montrer à Duroc mes rapports avec mon gouvernement, qui m'a refusé toute sa confiance. » Le fils d'Hervas, José, reçut un poste de secrétaire d'ambassade, avec la croix de Charles III. — Freire à Araújo, 27 juin 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legajo en Madrid*. Hervas à son fils (*ibid.*) et à Charles IV, 13 avril ; à Godoy, 11 mars : *A. Histórico N.*, c. 5210. Izquierdo à Godoy, 10 janvier (réponse du 1^{er} février), 9 avril 1805, et à Lacépède, 10 mars 1805 : *ibid.*, c. 2881 et *A. N.*, AF IV 1679.

(1) Hervas à Talleyrand, 4 avril 1804 ; à Cevallos, et Gravina au même, 8 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210.

(2) Godoy à Marie-Louise, 21 juin : *ibid.*, c. 2821. Le Brun à Bonaparte, Le Ferrol, 15 juin, Madrid, 22 juin, Bordeaux, 16 juillet : *A. N.*, AF IV 1195. Beurnonville à Talleyrand, 21, 22 juin : *A. E., Esp.*, v. 666, f. 313, 315. Bonaparte à Decrès, 26 mai ; à Le Brun, le 27 ; à Latouche-Tréville, 2 juillet ; à Decrès, le 3 : *Corr.* 7783, 7788, 7832, 7842.

cette même époque dans la querelle qui s'élevait entre Frere et Godoy.

LA TENSION ANGLO-ESPAGNOLE. — Après la signature du traité de subsides franco-espagnol, l'Angleterre n'avait pas paru en prendre trop d'ombrage. Son ministre à Lisbonne, Fitz Gerald, déclara à son collègue Campo Alange qu'il comprenait fort bien la situation où se trouvait la cour de Madrid, et qu'elle pût avoir à faire « quelques sacrifices en faveur de la paix. » Hawkesbury dit aux Portugais Lima et Sousa Coutinho « que la neutralité de l'Espagne était pour l'Angleterre et pour l'Europe en général un grand bien, en considération duquel l'Angleterre était disposée à supporter quelques irrégularités qui en d'autres temps ne seraient pas tolérées » (1). Le 21 janvier 1804, il ordonna à Frere d'observer une conduite modérée : « Elle présente, dit-il, l'avantage de gagner du temps, ce qui dans les circonstances actuelles en Europe est tellement souhaitable que je ne puis trop vous recommander d'éviter d'amener ces discussions à une issue brusque et défavorable. » Sans doute, il considérait que la neutralité espagnole se trouverait rompue si S. M. C. versait à la France, non pas une certaine somme une fois pour toutes, mais un subside pendant toute la durée de la guerre; toutefois, même dans ce dernier cas, Frere se bornerait à déclarer que l'Angleterre considérait la continuation du subside « comme une juste cause de guerre dans l'avenir », mais qu'elle s'abstenait d'attaquer l'Espagne parce qu'elle la regardait comme dans l'impossibilité d'agir autrement (2).

Gagner du temps était pour Frere chose facile. Il pouvait compter sur Cevallos, qui à la fin de 1803 encore lui renouvelait ses déclarations anglophiles et anti-françaises. Godoy de son côté était tout disposé à des ménagements, et il confiait au ministre britannique que la guerre eût mieux valu que ce subside qui écrasait l'Espagne. Une espèce d'entente tacite s'établit donc entre eux pour ne pas pousser les discussions trop vite, et en particulier pour ajourner indéfiniment la communication à l'Angleterre du texte du traité

(1) Sousa Coutinho à Pinto, 29 novembre 1803 : BIKER, *Supplemento á collecção...* XIV, 101. Lima rapporta à Anduaga cette conversation, mais naturellement de façon fort inexacte : Anduaga à Cevallos, 2 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458. Campo Alange au même, 28 novembre : *ibid.*, c. 5364.

(2) Hawkesbury à Frere, 24 novembre 1803, 21 janvier 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 51, et *Papers relative...*, 13, 28.

franco-espagnol. Hawkesbury avait exigé en effet que la cour de Madrid lui donnât cette marque de confiance : « Ce que nous voulons, dit-il à Anduaga, c'est que votre gouvernement s'ouvre au nôtre, qu'il fasse voir qu'il veut vraiment notre amitié. » Frere réclamait donc cette communication, mais il expliquait en même temps à Hawkesbury qu'il mettait dans sa correspondance une lenteur voulue, et qu'il rédigeait ses dépêches et ses notes de manière que plus tard elles pussent être publiées sans inconvénients. Godoy atermoyait également de son mieux. Il expliqua à Frere que s'il communiquait le traité la France l'accuserait de chercher la guerre avec l'Angleterre pour échapper au subside, que d'ailleurs Beurnonville s'y opposait ; il fit exposer à Anduaga que le texte en question devait rester secret parce qu'il exigeait la destitution de certains officiers espagnols, « ce qui n'est pas honorable pour le gouvernement. » Frere répondit donc à son cabinet qu'il ne pouvait obtenir la communication désirée, Anduaga déclara à Hawkesbury qu'elle était impossible « pour une raison intime » (16 avril 1804), et d'un commun accord on ne parla plus de cette affaire pendant quelque temps (1).

Sur un autre point, les instructions du cabinet britannique avaient été moins faciles à suivre. Il s'agissait des armements maritimes espagnols. Hawkesbury avait stipulé dans ses directives à Frere que la cour de Madrid devait y renoncer de façon absolue si elle voulait conserver sa neutralité. Nelson, qui croisait dans la Méditerranée, surveillait soigneusement les ports espagnols ; de septembre à la mi-novembre, lors des discussions sur le subside, il envoyait toutes les semaines un navire à Barcelone se renseigner sur la situation, et à la fin de décembre on signalait que ses bâtiments continuaient à apparaître fréquemment dans les ports catalans (2). Or Frere crut noter, à la fin de 1803, une certaine activité dans les arsenaux espagnols. Le 2 janvier 1804, il remit sur ce chapitre une note fort sèche. Cevallos se plaignit de ce ton. En réponse, celui de la note suivante (24 janvier) fut plus raide encore. Les explications de la *Secretaría de Estado* ayant été jugées insuffisantes, Frere devint presque menaçant : l'Espagne devait cesser sur-le-champ tout arme-

(1) Frere à Hawkesbury, 27 décembre 1803, 3, 5 mars 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 50 et 51. Anduaga à Cevallos, 17 décembre, 13, 21, 31 janvier (réponse du 3 mars), 16, 18 avril : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458, 5458 bis. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 118.

(2) Santa Clara, capitaine-général de Catalogne, à Cevallos, 28 décembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212. Freire à Pinto, 17 janvier 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

ment maritime, et interdire aux corsaires français de vendre leurs prises dans ses ports. Or on sait que cette dernière clause faisait à Paris l'objet de discussions entre Bonaparte et Hervas : ce fut le 22 mars seulement que, l'assentiment de la France ayant été obtenu, Cevallos put annoncer que son souverain consentait à prendre les mesures réclamées par S. M. B. (1). Mais la raideur que Frere venait de montrer dans cette négociation avait produit le plus fâcheux effet.

De façon générale, les affaires maritimes étaient une source constante d'incidents. Les marins anglais, aussi bien ceux de la flotte de guerre que ceux des corsaires, montraient à l'égard des bâtiments espagnols un sans-gêne vraiment excessif : ils les arrêtaient, les visitaient, les déroutaient et souvent même les capturaient comme si les deux nations eussent été en guerre. Un conflit était inévitable. Le 30 décembre 1803, la corvette-courrier *Urquijo*, capitaine Manuel Trelles, rencontra à la hauteur de Saint-Domingue la frégate *Æolus*, capitaine Evans, et reçut d'elle l'ordre de stopper. Comme elle n'y obéissait pas, les Anglais envoyèrent un boulet d'avertissement. L'*Urquijo*, qui portait dix-huit canons, riposta par toute sa bordée. Après un violent combat, au cours duquel Trelles fut tué, le courrier fut capturé et conduit à la Jamaïque, où les Espagnols prisonniers furent traités d'indigne façon par l'amiral Duckworth. L'incident était très grave. Or l'Angleterre se refusa à donner entièrement les satisfactions qui étaient dues : Duckworth adressa bien ses excuses au gouverneur de La Havane, mais Harrowby rejeta les responsabilités sur « *the rash and useless valour* » du capitaine espagnol et se contenta d'un simple blâme à Duckworth et à Evans (10 juillet 1804). Avec des affaires de cette nature, il devenait vraiment difficile de maintenir la neutralité espagnole (2).

(1) Frere déclara lui-même à Hawkesbury (28 janvier 1804, *Record Office*, F. O. 72, 51) que cette activité maritime espagnole n'était pas dirigée contre l'Angleterre. Freire à Pinto, 21 février : *ibid.* Cevallos à Anduaga, 22 mars ; Anduaga à Hawkesbury, 1^{er} mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458 bis. Le texte des notes de Frere est donné exactement dans les *Papers...*, 27-41.

(2) A rapprocher des incidents maritimes anglo-espagnols qui en 1760-1761 poussèrent l'Espagne au Pacte de Famille et à la guerre avec l'Angleterre : ROUSSEAU, *Règne de Charles III*, I, 51. L'*Urquijo* avait été déjà plusieurs fois inquiété et dérouté par les Anglais : rapport du 8 juillet 1803, *A. Histórico N., Concejos Suprimidos, Sala de Gobierno*. — Harrowby à Anduaga, 10 juillet 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 52. Hervas à Cevallos, 6 avril, lui communiquant une lettre de La Havane du 4 février : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. Nombreuses pièces sur l'incident, *passim*, particulièrement 7 mai : *ibid.*, c. 5458 bis. — Sur les incidents anglo-espagnols, correspondance de Campo Alange, *ibid.*, c. 5364.

Précisément, l'homme qui avait pour mission de le faire était le moins à propos pour cette tâche. Frere n'était pas seulement hautain et cassant, il était maladroit. Il n'apportait pas à sa besogne, paraît-il, toute l'attention nécessaire. On l'accusait de négliger la politique pour la littérature : « Il est tellement occupé de ces questions [littéraires], disait le futur homme d'État hollandais Falck, alors secrétaire de Valkenaer à Madrid, que les affaires de ses compatriotes en Espagne continuent à mal aller. » Il aimait en particulier à discuter poésie et philologie avec un homme fort érudit, mais dont il eût bien pu se méfier, le ministre de la République ligurienne, Serra, « un Génois rusé, malin, ... sagace, faux, fin et habile », qui n'allait pas tarder à lui jouer un mauvais tour. Ses autres relations n'étaient pas mieux choisies : Campbell, un Écossais américain, spéculateur louche, qui tirait de lui des renseignements dont il se servait ensuite pour jouer sur les *vales* ; une grande dame espagnole, veuve d'un comte hanovrien, et qui venait de se faire expulser de Lisbonne, la comtesse d'Oyen-Hausen : en relations avec tous les chouans, peut-être maîtresse de Forestier, d'une exaltation, d'une activité, d'une imagination et d'un manque de bon sens extraordinaires, elle était en horreur à Godoy et constituait la relation la plus compromettante qu'on pût trouver. Ainsi entouré, Frere allait multipliant les sottises, blessant les Espagnols, alarmant son gouvernement auquel il annonçait, après de longs préambules, les nouvelles les plus sensationnelles et les plus fausses. Godoy ne cachait pas le peu de cas qu'il faisait de lui : il eût fallu à Madrid un diplomate plus avisé que ce poète qui, chargé de maintenir, surveiller et contrôler la neutralité espagnole, allait fournir lui-même à Bonaparte et à Talleyrand l'occasion de la compromettre (1).

Le 5 mars 1804, Frere eut avec Godoy une longue conversation, au cours de laquelle il commit deux graves imprudences. L'entretien s'étant vite échauffé, le favori déclara que si la guerre éclatait il

(1) La comtesse d'Oyen-Hausen était appelée aussi comtesse de Saint-Florentin. Caillié accusa formellement Frere d'avoir été également en relations suivies avec Cérès et Forestier (voir chapitre IV, § I) ; dans tous les cas il apparaît dans sa correspondance (22 juillet 1804, *Record Office*, F. O. 72, 52) en relations avec deux aventuriers italiens plus que louches, Bay et Bonani, qui lui offraient leurs services en Italie. — Frere à Hawkesbury, 19 avril, 14 mai 1804 (exemple de renseignements erronés) ; Godoy à Frere, 19 avril 1804, se plaignant de la comtesse d'Oyen-Hausen : *Record Office*, F. O. 72, 51 et 52. Sur cette dernière, correspondance de Freire, particulièrement juin 1804 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Madrid* ; Beurnonville à Fouché, 15 mars 1806 : A. N., F^o 6463 ; bulletin de Fouché, 3 février 1807 : HAUTERIVE, II ; DAUDET, *Police et chouans*. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 104, 131. FALCK, *Brievien*, 23 février 1804, p. 172-173.

envahirait le Portugal : à quoi le ministre britannique répondit avec une franchise vraiment excessive qu'au fond c'était indifférent à son gouvernement (1). Mieux encore, le propos étant venu sur la conspiration de Cadoudal, Frere affirma « que s'il était émigré il n'aurait pas plus de scrupule à plonger un poignard dans le cœur de Bonaparte qu'à planter un couteau dans un gigot » (2) et il est probable qu'il laissa tout au moins entendre que sa cour avait participé à l'organisation du complot, qu'il l'en approuvait d'ailleurs (3). Cette conversation fut aussitôt ébruitée. C'est vraisemblablement Serra, l'ami de Frere, qui se chargea de le faire dans les milieux diplomatiques, et c'est Godoy lui-même qui la rapporta à Beurnonville, en l'arrangeant sans doute à sa façon. Le 8 mars, l'ambassadeur français la communiqua à Talleyrand ; le 12, il ajouta dans une lettre particulière que le prince de la Paix désirait qu'on n'ébruîtât pas cette affaire. Or le *Moniteur* du 25 publia un résumé de la conversation, qui mettait en relief la duplicité britannique. Talleyrand prétendit que la recommandation de discrétion que Beurnonville avait faite le 12 n'était pas arrivée à temps : c'est parfaitement invraisemblable, étant donné que les courriers ne mettaient guère en moyenne que sept ou huit jours à faire le trajet Madrid-Paris, et il est beaucoup plus probable que le gouvernement français a saisi cette occasion d'envenimer les rapports anglo-espagnols (4).

Il y réussit pleinement. L'article du *Moniteur* fit grand bruit. Le 7 avril 1804, Frere somma Godoy de le démentir officiellement ; le prince de la Paix répondit que la calomnie était trop basse pour

(1) Godoy à la reine, 5 mars 1804 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Tels sont les termes dont il confessa à Lady Holland s'être servi : LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 16 avril 1804, p. 144.

(3) Frere résume ainsi ses propos à Hawkesbury (18 avril, *Record Office*, F. O. 72, 51) : « My objet was to set him right as to the possibility of a government such as that of England having any hand in the advising or contriving such a plan as was imputed to him by the First Consul, and my expressions, as near as I can recollect, were, that a Frenchman might do what he pleased against the Tyrant of his Country, that I would not say that if I were a Frenchman I would not myself engage in such a attempt; but that so far as encouraging or planning a enterprise of the kind, I should think it wrong to declare even as a speculative idea in the hearing of any Royalist, my opinion as to the lawfulness of the means, which he might employ to delivery of his Country. That he might depend upon him that the principle not only of His Majesty's Government, but of all thinking and well educated men in England without exception was conformable to what I had stated. That His Majesty had, I imagined, and I trusted would continue, to give assistance to the Royalists for general purposes, without enquiring into, or considering himself as in any way responsible for the manner in which the means which he furnished might be employed. »

(4) Beurnonville à Talleyrand, 8, 12 mars ; Talleyrand à Beurnonville, le 26 : *A. E.*, *Esp.*, v. 666, f. 101, 148. *Moniteur*, 25 mars. LADY HOLLAND, 144, 163.

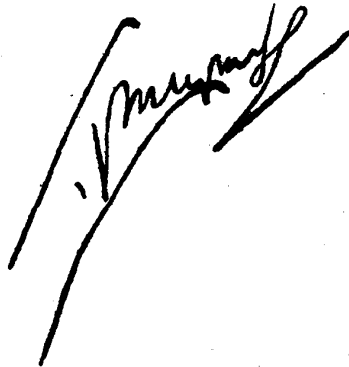
qu'on s'occupât d'elle. Le 10, Frere renouvela sa demande : le favori garda la même attitude. Le 17, Frere insista : Godoy répliqua qu'il n'était pas *Secretario de Estado* et qu'il n'avait pas à se mêler des affaires extérieures. Le 20, Frere avertit qu'il rendait compte à son gouvernement : Godoy déclara qu'il se refusait à poursuivre cette correspondance (1). L'émoi était grand à Madrid dans le corps diplomatique ; chacun approuvait Godoy ou Frere suivant que la politique de son gouvernement était française ou anglaise. Beurnonville, se sentant responsable de cet éclat, se trouvait gêné : « Cette altercation est fort scandaleuse, et dès le début le prince de la Paix me paraît l'avoir assez faiblement soutenue. » Mais, Talleyrand ne le cacha pas, le Premier Consul était enchanté de cette affaire, qui avait montré, disait-il, la susceptibilité de Frere et le bon esprit de Godoy — et surtout qui avait contribué à ébranler cette neutralité espagnole qui ne convenait plus à ses plans. L'incident eut d'ailleurs une conclusion qui n'est pas sans importance : Frere se trouvait compromis de telle sorte que son gouvernement le rappela ; il laissa comme chargé d'affaires son frère Bartholomew et quitta Madrid à la fin d'août 1804, « rempli à la fois d'indignation pour son rappel et d'humiliation à se voir sacrifié à un homme qu'il méprise. » La tension entre Madrid et Londres devenait vraiment sérieuse, et dès ce moment il semblait bien qu'on allât vers la rupture de la neutralité espagnole (2).

CONCLUSION. — En 1801, lors de la guerre des Oranges, Bonaparte avait mis l'alliance espagnole à l'épreuve sur le terrain militaire et diplomatique. La neutralité espagnole de 1803-1804 fut pour lui une nouvelle expérience, sur le terrain financier cette fois : la déconvenue fut aussi complète. Le cabinet de Madrid se montra un débiteur détestable, si irrégulier et si récalcitrant que le Trésor Public dut renoncer à l'appui qu'il en pouvait attendre et fut contraint de

(1) Cette correspondance se trouve à l'*Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 105, f. 100 et suiv. Copies au *Record Office* (F. O. 72, 51), aux *A. E. (Esp.)*, v. 666, f. 236 et suiv.), aux *Neg. Estr.* de Lisbonne (*legação em Madrid*). Elle parut dès le 9 juin en anglais, espagnol et français dans la *Gazette de Gibraltar*.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 22 avril (réponse du 30), 7 mai 1804 : *A. E.*, *Esp.*, v. 666, f. 208, 229, 236. LADY HOLLAND, 14, 22 août, p. 163, 167. B. Frere avait été secrétaire de légation à Lisbonne (1801) et à Berlin (1805) ; il fut en 1809-1810 ministre plénipotentiaire à Séville et Cadix.

déléguer en partie aux *Négociants Réunis* ces traites qu'il n'arrivait pas à se faire payer. Ainsi, le Premier Consul devait constater, d'une part que son alliée recevait d'Amérique, grâce à sa neutralité, un afflux continu de piastres, et que d'autre part elle criait misère et ne payait pas le subside qui était la rançon de cette neutralité. A semblable attitude il ne pouvait guère voir que deux explications : ou la mauvaise volonté de l'Espagne, ou son incapacité absolue de gérer ses richesses. Mais que la première explication fût la bonne, ou la seconde, ou toutes deux à la fois, il fallait bien constater que l'Espagne de Charles IV était une alliée inutile au point de vue financier. — Restait cependant un domaine où l'on n'avait pas encore fait sérieusement appel à ses ressources, le domaine maritime : c'est de ce côté que dès mars 1804 Bonaparte commençait à orienter sa politique espagnole.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Napoléon Bonaparte', written in a cursive style with a large flourish at the end.

Signature de Bonaparte

8 pluviôse an 11

CHAPITRE IV

LE GRAND PROJET PORTUGAIS DE GODOY

I

LA MISSION D'IZQUIERDO (JUN 1804)

LE « SECRET » DE GODOY. Godoy et la proclamation de l'Empire. Godoy attaqué par le parti napolitain. Il ne peut s'appuyer sur l'Angleterre. Il s'appuiera sur Napoléon : son grand projet portugais. — EUGENIO IZQUIERDO. Sa mission préparée par Bonnal. Ses antécédents. Son départ pour Paris. Difficultés de début.

II

GODOY ET LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

LA PRISE DES FRÉGATES. Le ministère Pitt. Son attitude moins conciliante à l'égard de Madrid. Incident des armements maritimes espagnols ; capture des frégates espagnoles (5 octobre 1804). — GODOY ET LA RUPTURE. Hésitations de l'Angleterre. L'Espagne opposée à la guerre. Le partisan de la guerre : Godoy ; ses raisons : les projets portugais, les exigences de Napoléon ; il obtient la déclaration de guerre (14 décembre 1804). — LA CONVENTION MARITIME. Principe d'une convention. Sa négociation par Gravina. Sa conclusion.

III

PROJETS PORTUGAIS ET PROJETS MARITIMES

PREMIÈRES CORRESPONDANCES. — Izquierdo et Lacépède. La correspondance de Godoy avec Napoléon s'engage à propos des intrigues napolitaines à Madrid (décembre 1804) : Elle continue sur les affaires de marine. — LA MISSION DE JUNOT. Junot à Madrid. Le pacte entre Napoléon et Godoy : la conquête du Portugal en échange du concours maritime espagnol.

IV

LA RENAISSANCE DE LA MARINE ESPAGNOLE

L'EFFORT MARITIME DE GODOY. État de la marine espagnole. L'effort de Godoy : argent, matériel, vivres, vaisseaux mis en rade, équipages. — NAPOLÉON ET LA MARINE ESPAGNOLE. Plans maritimes de Godoy et de Napoléon. Lettres de Napoléon à Godoy : éloges et critiques, exhortations ; instructions avant et après la jonction de Cadix.

V

LA MANŒUVRE CONTRE LE PORTUGAL

LES IMPATIENCES DE GODOY. Izquierdo chargé de faire valoir l'effort maritime espagnol ; ses rapports avec l'ambassade, ses manœuvres. Nouveau gage donné à Napoléon : Moreau. Napoléon persiste à éluder la question portugaise ; inquiétude de Godoy. — LISBONNE ET NAPLES. Bons rapports franco-portugais depuis 1804 ; le Portugal repousse la sommation française ; sa neutralité violée par une escadre anglaise. Les intrigues napolitaines à Madrid découvertes par Napoléon. — PRÉLIMINAIRES D'OFFENSIVE. Les notes décisives sur le Portugal échangées entre Godoy et Napoléon (mai-juin 1805). Calculs d'effectifs.

VI

L'AJOURNEMENT DU PROJET PORTUGAIS

LA SUCCESSION D'ESPAGNE. Ouvertures de Napoléon. Demande d'explications de Godoy. — LES INTRIGUES D'IZQUIERDO. Ses démêlés avec Masserano, Bonna¹, Beurnonville. Ses accointances avec Barère et Murat. — LA DÉROBATE DE NAPOLÉON. Napoléon défavorable aux projets de Godoy. Son silence ; impatience d'Izquierdo. Note ajournant la manœuvre portugaise (17 septembre).

VII

TRAFALGAR

L'EFFORT MARITIME ESPAGNOL. L'activité continue dans les ports espagnols. Importance numérique des résultats ; médiocrité de leur qualité : faiblesse des équipages. — LE DÉSASTRE. Le cap Finisterre ; Cadix. Trafalgar : la manœuvre et le tir espagnols. — LA DÉCEPTION DE GODOY. L'échec de Trafalgar doublé de celui de ses vues sur l'Irlande. Izquierdo à Madrid. Rancœur de Godoy. — CONCLUSION.

I

LA MISSION D'IZQUIERDO

(Juin 1804)

LE « SECRET » DE GODOY. — Les fêtes qui accompagnèrent la proclamation de l'Empire fournirent à Napoléon l'occasion de témoigner quelques prévenances à l'Espagne — à cette alliée qu'il espérait entraîner bientôt à ses côtés dans la lutte contre l'Angleterre. Ce fut sur son ordre formel que Gravina fut le premier diplomate à présenter ses lettres de créance, bien que le ministre de Hollande eût reçu les siennes plus tôt et dû en conséquence passer avant lui. La cérémonie, qui eut lieu le 8 juillet 1804 à trois heures, fut solennelle. Conduit aux Tuileries par le préfet du Palais, Rémusat, en deux voitures à six chevaux, Gravina fut reçu par le Grand Maître des cérémonies, puis par le Capitaine des gardes, et conduit à l'Empereur autour duquel étaient rangés le « prince français » Louis et les archichanceliers de l'Empire et du Trésor. A son double discours (un pour l'Espagne et un pour l'Étrurie), Napoléon répondit de façon particulièrement aimable pour Charles IV et pour l'ambassadeur. L'accueil de l'Impératrice, celui des princes et princesses de la famille impériale ne furent pas moins distingués et le lendemain le Grand Écuyer Caulaincourt envoya à Gravina, de la part de l'empereur, une luxueuse voiture attelée de quatre magnifiques chevaux (1).

Pourtant, la cour d'Espagne avait accueilli l'établissement du nouveau régime de façon renfrognée et maussade. Les instructions que Cevallos avait envoyées à Gravina, à la veille de la proclamation de l'Empire, manquaient tout au moins d'empressement : « Qu'il se joigne au corps diplomatique... et qu'il aille complimenter le Consul comme les représentants des autres cours, mais sans se singulariser dans un sens ni dans l'autre, et surtout sans manifester qu'il a ordre de faire cette démarche. » Comme Napoléon n'avait pas écrit immédiatement à Charles IV pour lui faire connaître son

(1) Gravina à Cevallos, 10 juillet 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211. Beurnonville, nommé Grand Officier de la Légion d'Honneur, présenta ses nouvelles lettres de créance le 2 juillet : à Talleyrand, les 2 et 5, *A. E., Esp.*, v. 666, f. 336, 338.

élévation au trône, Cevallos fit faire des observations à Talleyrand et fut même sur le point de retenir les nouvelles lettres de créance destinées à l'ambassadeur d'Espagne jusqu'à l'arrivée à Madrid de la notification réclamée. Gravina s'abstint de rendre visite à Cambacérès et à Lebrun, afin de n'avoir pas à leur donner le titre d'Altesse Sérénissime, que l'usage monarchique réservait aux têtes couronnées n'ayant pas la dignité royale (1). Il était visible que l'élévation de Bonaparte au niveau des vieilles dynasties choquait la cour espagnole, et que ce nouveau titre, le faste et le cérémonial décrits dans les dépêches de Gravina, l'impression de splendeur et de force que donnait l'Empire naissant soulignaient aux yeux de l'Espagne les progrès d'une puissance qu'elle commençait à juger excessive. Un observateur perspicace et bien renseigné, l'ambassadeur portugais Ribeiro Freire, résumait ainsi l'effet que produisit à Madrid la proclamation de l'Empire : « Une impression profonde, sérieuse et désagréable » (2).

Profonde, l'impression dut l'être sur Godoy. Il n'avait plus devant lui ce Directoire changeant, peu sûr, vénal, sans prestige extérieur, et qu'il méprisait. Il n'avait plus ce Premier Consul du temps de la guerre des Oranges, dont on ne savait s'il était solide et s'il durerait. L'Empire effaçait dans l'esprit du favori les traces de la défiance qu'y avait imprimée le Directoire ; le gouvernement français apparaissait maintenant comme ferme et bien assis autant que formidable, comme une puissance sur laquelle on pouvait sérieusement songer à s'appuyer.

Précisément, le prince de la Paix sentait une fois de plus la nécessité de cet appui extérieur qu'à plusieurs reprises déjà il avait cherché en France. Sans doute, son crédit auprès des *Reyes* était immense. Mais dans le peuple son impopularité avait été accrue encore par les calamités de 1803. La famine avait provoqué à Madrid des manifestations contre lui ; un jour il avait reçu un pain coupé en quatre, avec un billet l'avertissant qu'il lui en arriverait autant. « Je ne réponds pas de la tranquillité à Madrid, écrivait-il alors à la

(1) C'est le 14 juin que Napoléon adressa la notification voulue à son « très haut, très excellent et très aimé bon Frère, allié et confédéré » : *Corr.*, 7089. Sur la question de l'*Altesse Sérénissime*, Gravina avait demandé des instructions à Cevallos, qui éluda la réponse. Il y eut un autre incident d'étiquette aux Tuileries, le 5 décembre : Gravina imita les autres ambassadeurs qui n'assistèrent pas au banquet parce qu'on leur avait assigné la troisième table seulement, et sous la présidence de Murat. — Cevallos à Gravina, s. d. et 29 mai ; Gravina à Cevallos, 29 mai, 9, 11 juin, 10 juillet, 8 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210, 5211.

(2) A Vila Verde, 29 mai 1804 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Madrid*.

reine. Voilà trois jours que je ne suis pas sorti, de crainte des demandeurs... » Il suffisait que quelque chose vînt de lui pour sembler détestable, et Frère assurait à son cabinet que le meilleur moyen de rendre impopulaire à Madrid une guerre avec l'Angleterre était de la représenter « comme une mesure personnelle du prince de la Paix, imputable seulement à son insolence et à son absurdité. » L'armée et les grands n'étaient guère mieux disposés à son égard que le peuple, et un agent de Talleyrand, Roncourt, s'étonnait au début de 1805 qu'il n'eût pas su s'y ménager des appuis sûrs (1). Surtout, un danger redoutable pour lui grandissait chaque jour à la cour même : l'influence croissante du parti napolitain, mené par l'héritier du trône, Ferdinand, et par sa femme Marie-Antoinette de Naples, princesse des Asturies.

Les mariages espagnols avaient été une grande déception pour Marie-Caroline : « Un odieux et fatal mariage », disait-elle. Bien qu'elle n'eût jamais nourri d'illusions sur ses cousins d'Espagne, qu'elle appelait « une famille nulle... une famille de crétins », elle ne pouvait s'habituer à la « parfaite nullité » de sa bru : « Elle a treize à quatorze ans, mais doit être calculée de neuf et moins... [A Naples], on était fou, en délire pour l'attente de cette infante... Quant cette Madame Cocola est arrivée, ne comprenant, n'entendant, et ne voyant même rien, tout le monde a manqué de s'évanouir. Cela a été très ridicule. » Mais plus encore que sa belle-fille, Marie-Caroline détestait son gendre, le prince des Asturies, et pendant longtemps sa correspondance fut remplie d'épithètes pittoresques sur son compte : « Le prince des Asturies est très laid de visage, figure grosse, cuisses et genoux ronds, fine petite voix et tout à fait hébété... désagréable, bête, dans la même complète oisiveté que sa sœur... aucune instruction, un rire désagréable et continu... bête, ni chasseur ni pêcheur, ne bougeant pas de la chambre de la malheureuse femme, ne s'occupant de rien... bête, paresseux, menteur, avili, cachottier... » (2) Les premiers temps furent durs pour Marie-Antoinette. « Ses lettres me déchirent le cœur », écrivait sa mère. Elle ne pouvait

(1) Frère à Hawkesbury, 14 mai 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 52. Godoy à Marie-Louise, 23 novembre 1803 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Beurnonville à Talleyrand, 15 septembre 1803 ; Roncourt au même, 4 avril 1805 : *A. E., Esp.*, v. 664, f. 464 ; v. 668, f. 88.

(2) Marie-Caroline à Gallo, 17, 28 octobre, 13, 20, 23 novembre 1802, 3 janvier, 3 mars 1803 : *Correspondance*, II, 347, 356, 363, 364, 366, 377, 399. VILLA URRUTIA, *Las mujeres de Fernando VII*, 27. PITOLLET, *La première femme de Ferdinand VII*, 1915, p. 41-45, 56.

éprouver pour son mari aucune affection : « C'est mon antipode, et pour comble de malheur je ne l'aime point. » Elle était abhorrée de sa belle-mère, qui dans ses lettres à Godoy avait sur elle des phrases de ce genre : « Pour ceux de Naples, nous les détestons chaque jour davantage, et de même celle que nous avons ici... Cette coquine de cour de Naples, et cette morveuse, ma belle-fille, qui souffle sur le feu... » Un sentiment toutefois rapprochait la princesse de son mari : leur haine commune contre Godoy. Avant même les mariages de Barcelone, un conflit caché encore, mais violent, s'était élevé entre le favori et Ferdinand ; vers 1800, quand le prince entra dans sa seizième année, il ne fut plus un mystère pour personne, et le jour où Ferdinand eut pour femme une princesse de cette cour napolitaine que Godoy haïssait, il devint aigu. Le prince de la Paix avait pour lui Marie-Louise, avec l'aide de laquelle il surveillait étroitement ses adversaires ; il alla jusqu'à s'ériger en censeur des lectures de la princesse et à la faire inviter par l'ambassadeur de Naples, San Teodoro, à soumettre à la reine tout ce qu'elle écrivait (1). Mais Marie-Antoinette était soutenue par les lettres de sa mère, plus que jamais l'ennemie jurée de Godoy, qui sans cesse l'exhortait à surveiller le tout-puissant favori et à se tenir en garde contre les trahisons qu'il méditait. « Le prince de la Paix, écrivait-elle à Gallo..., fait trembler par des projets futurs qu'il peut couvrir... Je crains toujours que le prince de la Paix veuille singer Bonaparte et faire quelque mauvais coup... Je désire qu'il [Bonaparte] soutienne à son temps la couronne d'Espagne sur la tête de son légitime souverain, et ne permette pas quelque scélératesse que je crains du côté de l'homme en faveur, sans mérite, mais avec beaucoup d'argent, et toutes les places à sa disposition... De pareilles idées se nourrissent et existent, et cela me fait trembler pour la vie et sûreté de cette chère enfant. » Mais Marie-Antoinette était intelligente et énergique, et il semble bien que peu à peu elle ait su redresser la situation. Dès le début de 1803, Frère notait qu'elle exerçait sur son mari une grande influence et le poussait dans le parti anti-français.

(1) « Au roi et à la reine, écrivait Marie-Antoinette, je garderai le respect que je leur dois, quoi qu'ils me fassent, mais je ne ferai pas de bassesses avec les autres, me rappelant toujours qui je suis et qui il est, lui [Godoy] » : à Mme de Mandell, 28 septembre 1804 ; Marie-Louise à Godoy, 24 février, 24 avril 1804 ; dans VILLA URRI-TIA, *Las mujeres de Fernando VII*, 31, 38, 42. Godoy à Marie-Louise, 2, 6 septembre 1803 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Marie-Caroline à Gallo, 17 octobre 1802, 13 avril 1803 : *Correspondance*, II, 347, 406. PITOLLET, *La première femme de Ferdinand VII*, 1915, 41-45, 56. SCHUBART, *Lettres d'un diplomate danois*, 30 mai 1800, p. 426.

Vers le milieu de la même année, Ferdinand, qui n'avait pas encore consommé son mariage, s'y décida enfin — « grâce au salutaire sermon que lui a tenu San Teodoro », assura Marie-Caroline — et dans l'été de 1804 la princesse se trouva enceinte. Le petit clan que formaient autour d'eux le duc de San Teodoro, la duchesse et d'assez nombreux serviteurs napolitains prenait peu à peu de la force. Marie-Caroline donnait à sa fille des instructions d'ordre politique, lui conseillait de se rendre populaire, d'incarner aux yeux de la nation les espoirs de réformes et de régénération (1). D'ailleurs, le temps n'était peut-être pas éloigné où elle monterait sur le trône, car la santé de Charles IV devenait mauvaise. En décembre 1803, le roi avait été pris d'une espèce d'attaque d'apoplexie, comme trois ans plus tôt à Saint-Ildefonso. « Il a été bien malade ces jours-ci, raconte Marie-Antoinette, avec une suffocation, qu'il fallut en douze heures le saigner deux fois. En tout on lui tira une livre de sang, et comme cela on remédia, car déjà le sang commençait à avoir l'inflammation... » A cette occasion, les familiers de Ferdinand laissèrent percer leurs espérances. Dans le public, on racontait que les faveurs que Godoy venait de recevoir de ses souverains étaient « un billet d'enterrement du Roi », que le favori projetait de se retirer en Estrémadoure si Charles IV mourait, que la reine y avait déjà fait préparer sa résidence. Au milieu de 1804, la santé du roi demeurant précaire, de nouveaux bruits coururent sur les intentions de Ferdinand, on se demanda s'il ne s'appuierait pas sur les 14.000 hommes de troupe qu'on venait de concentrer à Madrid, etc. Bref, Godoy ne pouvait se dissimuler que le parti fernandiste et napolitain constituait un danger sérieux, et même le plus sérieux qui l'eût menacé jusque-là. Il tâchait bien d'exciter l'opinion contre les Italiens, qu'on n'aimait guère, mais il était évident que leur impopularité ne serait jamais aussi grande que la sienne, et que le jour où Charles IV disparaîtrait sa fortune serait abattue, sa liberté et sa vie même compromises (2). Contre ce péril il n'était qu'une ressource : un appui extérieur.

Pouvait-il le trouver dans l'Angleterre ? Sans doute, les rapports

(1) Frère à Hawkesbury, 22 décembre 1802 (dans YONG, *Life of... Liverpool*, I, 85) 1^{er} juin 1803 (*Record Office*, F. O. 72, 48). Papiers de la princesse des Asturies, instructions à la princesse, s. d. : A. N., AF IV 1611 A, plaq. 3/1. Marie-Caroline à Gallo, 28 octobre, 23 novembre 1802, 15 février, 3 mars, 29 septembre 1803, 15, 17 décembre 1804 : *Correspondance*, II, 356, 366, 392, 399, 426, 523, 528.

(2) Bruits recueillis par Lady Holland : *Spanish Journal*, 5, 11 décembre 1803, 11 janvier, 24, 30 juin 1804, p. 123, 125, 132, 151, 152. Marie-Antoinette à Mme de Mandell, 12 décembre 1803 : *Lettres*, 248.

qu'il entretenait sous main avec elle étaient meilleurs que sa querelle avec Frere n'eût porté à le supposer. Anduaga ayant reçu du ministère britannique des ouvertures de paix séparée, le favori avait fait répondre par Cevallos d'une manière qui n'avait rien de décourageant (1). Plus d'une fois il avait tenu à Frere des propos anti-français très violents, et il lui avait même laissé croire qu'il avait une part de complicité dans l'attentat de Cadoudal (2). Les chouans Cérès et Forestier, qui en 1803 avaient établi leur centre d'opérations à Madrid, y trouvaient tout au moins une neutralité bienveillante. Leur pourvoyeur de fonds, Carrera, un banquier d'origine française mais naturalisé Espagnol, établi à Madrid depuis une dizaine d'années, reçut la visite d'un secrétaire de Godoy chargé de lui dire que le prince de la Paix entraînait tout à fait dans ses vues et travaillait en secret dans le même sens que lui (mars 1804) ; le favori s'associait donc indirectement à la fameuse conspiration des Plombs, à laquelle Frere était probablement mêlé, et que la police de Fouché allait découvrir à la fin de 1804 (3). Mais il était évident que s'il était bon de prendre discrètement du côté britannique quelques contre-assurances de ce genre, ces intrigues ne pouvaient à elles seules créer entre Godoy et l'Angleterre une solidarité sérieuse, d'autant plus que par la force des choses la neutralité espagnole allait devenir de plus en plus difficile à maintenir. D'ailleurs, un fait eût à lui seul empêché Godoy de trouver à Londres l'aide qu'il recherchait contre

(1) Anduaga à Cevallos, 29 juin : *A. Histórico N.*, c. 5458 bis. Réponse du 24 juillet, chiffrée, *ibid.* : « Ces coalitions contre la France qu'annonce Frere sont des rêveries. Il a dû les imaginer parce qu'il sait que notre alliée abuse de notre amitié, et que là où il n'y a pas réciprocité rien ne dure qu'autant qu'on est hors d'état de résister à la force... »

(2) A l'ambassadeur d'Autriche qui lui annonçait que sa cour ne reconnaissait pas l'Empire, il dit : « Vous aurez la guerre. — Tant pis, répliqua Eltz. — Comment, Monsieur, tant pis ? C'est tant mieux ! » — Frere à Hawkesbury, 5 mars, 18, 20 avril, 22 juillet 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 51, 52.

(3) Cérès et Forestier avaient apporté de Lisbonne à Godoy un mémoire préconisant une alliance hispano-portugaise contre la France, des préparatifs militaires secrets, l'organisation de soulèvements en France, etc. Une fois découverts, ils regagnèrent l'Angleterre par le Ferrol. La comtesse d'Oyen-Hausen, mêlée à cette affaire, fut invitée à quitter l'Espagne dès septembre 1804, mais ce fut sur les instances de Frere ; on la retrouve en novembre 1804 à Londres, où elle passa plusieurs années. Caillé avait également trempé dans le complot, qu'il dénonça quand il se fut rallié à l'Empire. — ? (Carrera) à ? (*Foreign Office*), 6 mars 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 51. Preire à Araújo, 20 juillet, 14 août, 7, 11 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Fouché à Beurnonville, 29 novembre 1805 ; réponse du 15 mars 1806 : A. N., F^o 6468. Bulletins de Fouché des 5, 10, 24 octobre, 8, 9, 13, 21, 24 novembre 1804, 3 janvier, 25 février 1805, 27 mars 1806, dans HAUTERIVE, *La police secrète* ; du 4 juillet 1806 aux A. N., AF IV 1497. Sur l'affaire des Plombs, DAUDET, *Police et Chouans*, 141-163.

le parti napolitain : c'était l'intimité qui existait entre l'Angleterre et Marie-Caroline. Le favori se trouvait donc obligatoirement orienté du côté de l'ennemie de Naples, du côté de la France, du côté de cet empire nouveau, stable, solide et puissant.

Une objection toutefois se posait aussitôt. Cet appui que Godoy allait demander à Napoléon, n'allait-on pas le lui faire payer trop cher ? Le prince de la Paix n'allait-il pas être obligé d'acheter l'aide impériale par des concessions incessantes, toujours plus fréquentes et plus étendues, bientôt peut-être inadmissibles ? Un plan plus vaste et plus séduisant s'offrait à lui, qui lui permettrait de défier l'hostilité du parti napolitain sans être usé et dévoré par les exigences constantes de l'empereur. En ces premiers mois de 1804, des bruits singuliers circulaient à Madrid. Le 19 avril, Frere écrivit à son gouvernement que par une très bonne source il avait eu connaissance d'un plan tramé depuis longtemps déjà entre l'Espagne et la France : il s'agissait d'annexer le Portugal à l'Espagne, qui en échange céderait à son alliée les provinces situées au nord de l'Èbre. En décembre, dans une lettre rédigée pour être mise sous les yeux de Napoléon, le favori donna ces bruits comme la cause déterminante de sa décision d'entrer en relations directes et discrètes avec l'empereur (1). En réalité, ces rumeurs ne firent peut-être que réveiller en lui un projet qu'il devait couvrir depuis longtemps (2) : le Portugal était en effet une proie facile ; pourquoi donc ne pas demander qu'on y taillât pour lui une principauté indépendante, où il pourrait enfin vivre en sécurité, sans que son avenir dépendît à chaque instant d'une intrigue de palais ou d'une maladie de Charles IV ? « Jamais je n'ai oublié, lui écrivit son agent Izquierdo le 6 juillet 1805, la conversation que nous eûmes ensemble [au début de juin 1804] dans cette salle d'Aranjuez. Tous les jours elle a été présente à mon esprit, elle l'est en ce moment et elle le sera toujours. Je comprends tout ce que V. E. veut me dire. Le repos, la tranquillité, voilà ce qui est éminemment désirable... et où en trouver la garantie ? » (3) Cette garantie, si on la voulait durable, ne pouvait être qu'un territoire

(1) Frere ajoutait que deux personnes chargées de tracer la nouvelle frontière se trouvaient déjà à Madrid : à Hawkesbury, *Record Office*, F. O. 72, 51. Godoy à Izquierdo, 19 décembre 1804 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) A de nombreuses reprises déjà des bruits avaient couru sur les ambitions portugaises de Godoy. En 1797 par exemple Labene assurait qu'il visait la couronne de Portugal (à Delacroix, 7, 23 mai : A. E., *Port*, v. 9 supplément, f. 135, 145). Cf. les insinuations qu'on a vu Talleyrand glisser à Bonaparte en 1801.

(3) *A. Histórico N.*, c. 2881.

indépendant, et ce territoire ne pouvait guère se tailler qu'en Portugal. C'est pourquoi, en juin 1804, Izquierdo partit pour Paris, porteur du « secret » de Godoy, et chargé de réaliser ce grand projet portugais qui ne pouvait aboutir qu'avec l'appui de l'empereur.

EUGENIO IZQUIERDO. — La mission d'Izquierdo avait été préparée de longue main : il y avait plusieurs mois que Godoy manœuvrait pour disposer Bonaparte à la bien accueillir, et qu'il cherchait à faire oublier les motifs de plainte que donnaient les manquements espagnols en matière de subsides. Par sa querelle avec Frere, il avait déjà donné à la France un gage sérieux. L'incident lui avait en outre fourni l'occasion de prodiguer à Beurnonville les assurances de son attachement à la République ; il avait eu soin également de lui exposer tout au long la vigueur avec laquelle il avait relevé en cette occasion les observations de l'ambassadeur d'Autriche, comte von Eltz, et celles du ministre de Russie, Mouravieff. Au début de l'année, il avait fait annoncer par Hervas que S. M. C. reconnaissait officiellement la vente de la Louisiane aux États-Unis (1). Vers la même époque, une affaire survint qui lui permit de faire apprécier à Paris ses dispositions conciliantes. L'ex-évêque de La Rochelle, M. de Coucy, réfugié en Espagne, avait refusé sa démission au pape après le Concordat, il adressait à ses anciens diocésains des mandements « incendiaires » et, de concert avec l'évêque de Blois, Thémines, dirigeait le mouvement anti-concordataire dit « de la petite Église ». En décembre 1803, Bonaparte demanda à l'Espagne son arrestation ; Godoy n'alla cependant pas jusque-là, mais il fit adresser des remontrances à Coucy, puis, en février 1804, sur une nouvelle demande de Bonaparte et malgré les démarches de Frere et du primat de Tolède, il l'exila de Guadalajara, où il avait établi sa résidence, et le fit interner dans un couvent, « dans les déserts de l'archevêché de Séville » (2). Aux concessions d'ordre politique le prince

(1) Beurnonville à Talleyrand, 22 avril 1804 : A. E., *Esp.*, v. 666, f. 208. Lady Holland, qui connaissait bien Mouravieff, confirme que l'accueil qu'il reçut de Godoy fut des plus froids : *Spanish Journal*, 144. Talleyrand à Bonaparte, 9 janvier : *Lettres inédites*, 84.

(2) En juin 1803, Bonaparte avait déjà obtenu l'internement de Coucy en Andalousie ; c'est à cette occasion que Louis XVIII écrivit de Charles IV : « Hélas, plaignons-le, il porte en frémissant le joug des Antiochus, des Prusias... » Mais au début de 1804 Coucy était déjà de retour en Castille. Frere, à qui il demanda protection, ne paraissait point le considérer comme un saint. Dès 1806 il fut autorisé à se

de la Paix ajoutait en même temps des prévenances et des attentions personnelles à l'égard du Premier Consul. Dès le 20 novembre 1803, il lui avait fait exprimer par Beurnonville son admiration et le prix qu'il mettait à son estime (1). Joséphine ayant manifesté le désir de recevoir une douzaine de vigognes, d'alpacas et de lamas du Pérou, des ordres furent donnés aussitôt pour satisfaire cette coûteuse fantaisie (2). Bonaparte s'étant plaint des écarts de langage du consul espagnol à Paris, Fernando de La Serna, le prince de la Paix le rappela, bien qu'il fût probablement un de ses informateurs (3).

En même temps, un premier émissaire était envoyé à Paris pour tâter le terrain. Au printemps de 1804, un homme qui disait être commerçant et se nommer Leblanc se présenta au Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, Lacépède, le célèbre naturaliste. Il lui exposa que, voyageant pour ses affaires entre Madrid, Paris et Lisbonne, il avait reçu du prince de la Paix la mission de donner au Premier Consul « quelques indications » sur les « affaires personnelles » du favori. Il est probable que ce Leblanc était en réalité un officier réformé, ancien commandant d'armes aux Sables-d'Olonne et à Saint-Jean-Pied-de-Port, Richard Bonnal. S'occupant d'affaires

rendre dans un couvent de son goût. Thémines fut interné également dans un couvent du diocèse d'Orense ; en avril 1807, l'ambassadeur d'Espagne demanda si l'on pouvait le relâcher, mais Napoléon refusa : « C'est un mauvais homme. » — Frere à Hawkesbury, 3 mars 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 51. Hervas à Cevallos, 13 décembre 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209. Godoy à Izquierdo, 27 juin 1805 : *ibid.*, c. 2881. Masserano à Talleyrand, 10 septembre 1806, transmis le 12 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 300, 304. Louis XVIII à l'archevêque de Narbonne, 12 août 1803 : MAURY, *Correspondance*, II, 272, (cf. aussi p. 203, 248, etc.). Bulletin de Fouché, 2 avril 1807 : dans HAUTERIVE, *La police secrète*, III. Napoléon à Fouché, le 14 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 148. GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'ambassade française en Espagne*, 285-294.

(1) Beurnonville à Bonaparte, 22 novembre 1803 : A. N., AF IV 1679.
(2) Joséphine avait déjà fait cette demande en février 1803 (Azara à Cevallos, le 23 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208). Elle la renouvela, cette fois à la reine, en janvier 1804 (Hervas au même, le 25 : *ibid.*, c. 5210). Du fond du Pérou, les animaux furent conduits avec des difficultés incroyables à Buenos Ayres, pour y être embarqués. Mais ils y arrivèrent comme les Anglais s'emparaient de la ville, furent pris, puis « délivrés » par Liniers quand il chassa les Anglais (septembre 1806) : Liniers à Napoléon, A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 75.

(3) La Serna paraît avoir été à Paris du parti de Godoy et de Cevallos (qui était un de ses compatriotes) contre celui d'Azara, d'Hervas et de Talleyrand. Aussi le ministre se plaignit-il plusieurs fois de lui, et Bonaparte demanda son rappel le 25 avril 1804 : mais c'était déjà chose faite, Godoy l'ayant décidé le 9. Le 24 septembre, La Serna quitta son poste, qui fut supprimé. — Correspondance de Beurnonville et de Talleyrand, 21 juillet, 22 octobre 1803, 27 mars, 9 avril 1804 : A. E., *Esp.*, v. 664, f. 205 ; v. 666, f. 153, 176. Talleyrand à Azara, 22 octobre 1803 et 1804, *passim* ; Gravina à Cevallos, 24 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5209, 5211. Bonaparte à Talleyrand, 25 avril : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 264. PIZARRO, *Memorias*, I, 181.

commerciales à Paris, Lisbonne et Madrid, Bonnal était entré en relations avec le gouvernement espagnol à propos de vieilles créances (elles dataient de Philippe V) s'élevant à 286.221 réaux, dont les détenteurs l'avaient chargé d'obtenir le remboursement et en paiement desquelles il obtint des permis d'importation de blé. Ce fut très probablement lui que Godoy chargea de porter ses ouvertures à Lacépède. Celui-ci rendit compte à Bonaparte, auquel l'initiative ne parut pas déplaire et qui sembla disposé à voir venir. Des conversations durent même avoir lieu, comme on le verra, mais elles n'allèrent pas loin. Bonaparte voulut en effet que cette affaire passât par Talleyrand, et l'on sait combien le prince de la Paix se défiait du ministre. De plus, ce dernier mit Hervas dans le secret, et le chargea de transmettre sa réponse à Godoy (5 mai 1804). Elle était encourageante, puisqu'il s'y déclarait tout disposé à accueillir des ouvertures, pourvu que l'émissaire présentât un mot de recommandation signé du prince, mais c'est probablement cette ingérence de Talleyrand et d'Hervas dans une affaire où Godoy avait cependant pris soin de ne pas passer par eux qui empêcha cette première tentative de négociation d'aboutir (1). Peut-être d'ailleurs n'avait-elle d'autre but que de sonder les dispositions de Lacépède et de préparer les voies à l'agent auquel le favori avait confié, avec son « secret » portugais, le soin de mener les véritables pourparlers, Izquierdo.

C'est une personnalité assez obscure que celle d'Eugenio Martín de Izquierdo y Rivera de Lezama. Il était Navarrais, et au moment où il partit pour Paris il devait avoir dépassé la cinquantaine (2). Les rares contemporains qui ont retracé sa physionomie lui ont prêté les traits classiques de l'intrigant et du traître de mélodrame : « Un

(1) Hervas à Godoy, 5 mai 1804, et note marginale : « No contesté » : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 237. Lacépède à Napoléon, 12 novembre 1804, 21 juin 1805 : A. N., AF IV 1679. Beurnonville à Fouché, 18 avril 1805 : A. N., F^o 6468. Bonnal à Champagny, 17 août 1807 ; Cevallos à Beauharnais, 8 octobre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 438 ; v. 672, f. 126.

(2) Sur son âge, on ne possède que deux indications, fort vagues. Il dit de Lacépède, le 26 août 1804 : « Il y a trente ans que nous nous connaissons » ; il écrit à Godoy le 15 novembre 1807, à propos d'un projet de voyage à Madrid : « J'avais trente ans de moins à la pensée que j'allais voir V. E. Je serais allé à Irún à cheval ! » (*A. Histórico N.*, c. 2881 et dans NELLERTO, *Memorias*, II, 7). Noter qu'il avait un frère, ecclésiastique, qui avait 70 ans en 1805 (un autre était mort au Mexique, administrateur des tabacs de l'archevêché de Mexico). Izquierdo avait une fille naturelle reconnue, Raymonde-Eugénie, élevée chez M^{me} Campan, âgée d'une dizaine d'années en 1808 : à Godoy, 23 février 1805, *A. Histórico N.*, c. 2881, et novembre 1807, *passim* : NELLERTO, *Memorias*, III. Quant à son lieu d'origine (que les dictionnaires biographiques, se copiant mutuellement, placent à Saragosse), Izquierdo dit à plusieurs reprises à Godoy que lui qui est de Navarre, ne cédera jamais cette province aux Français.

Espagnol à la figure atroce, à l'âme pas trop belle, dit la duchesse d'Abrantès... Son nom va bien à la démarche tortueuse qu'il a toujours suivie » (1). — « ... Le regard oblique, l'œil sournois », d'après Bausset. Il est vrai qu'outre le physique de l'emploi tout le monde lui en accorde les qualités : infiniment de souplesse, d'adresse, d'astuce et de rouerie, beaucoup d'activité et d'entregent, une grande puissance de travail, un goût décidé pour l'intrigue et les machinations : « Son plus grand bonheur est d'être dans les affaires », dit de lui son partenaire Duroc. Son unique défaut à ce point de vue était, paraît-il, un certain penchant pour la bouteille (2). Mais il jouissait, ce qui n'est pas inutile à un agent secret, d'une belle fortune : en Espagne, il était propriétaire d'une des deux fabriques de planches de cuivre qui existaient dans le royaume, celle de Juvia, en Galice, et il possédait depuis 1786 des usines analogues à Romilly, en Normandie (3). Ayant ainsi en France une partie de ses intérêts, s'y étant fait des amitiés nombreuses dans les milieux scientifiques et politiques, d'esprit ouvert d'ailleurs et d'idées avancées, il avait pour le pays de la Révolution, et aussi pour la personne de l'Empereur, une admiration instinctive dont il ne paraît pas s'être bien rendu compte lui-même, mais qui en 1807 et 1808 finit par obscurcir la netteté de son jugement et par lui cacher les dangers de l'aventure où Godoy et lui entraînaient l'Espagne. Pourtant, il était profondément patriote, et lors de la catastrophe de 1808 il montra un désintéressement, une dignité et une fidélité à ses maîtres qui révèlent en lui autre chose qu'un vulgaire intrigant. Au point de vue purement intellectuel, Izquierdo était également loin d'être le premier venu, et ce n'était pas seulement la protection de Godoy qui l'avait fait nommer directeur du cabinet d'histoire naturelle de Madrid (4). Mais, comme le

(1) *Izquierdo* (mot d'origine basque) signifie en espagnol à gauche, du côté gauche et au figuré qui est de travers, qui n'est pas droit.

(2) DUCHESSE D'ARRANTÈS, *Souvenirs*, V, 282. BAUSSET, *Mémoires anecdotiques*, III. TORENO, *Historia del Levantamiento*, I, 7. ESCOQUIZ, *Memorias*, 317. DUROC à Talleyrand, 8 mai 1808 : dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, *Talleyrand et les affaires d'Espagne*, 525. Godoy à Marie-Louise, 27 novembre 1803 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(3) L'autre fabrique espagnole de cuivre laminé était à Algésiras. Romilly-sur-Andelle, à 25 kilomètres au sud-est de Rouen, a été longtemps un des principaux centres de la métallurgie du cuivre en France. A Juvia, Izquierdo pouvait en 1805 laminier 40.000 planches de cuivre par an, c'est-à-dire de quoi doubler 27 vaisseaux de 74. — Nombreuses allusions à ces usines d'Izquierdo, principalement del Campo à Talleyrand, 23 mars 1798, Godoy à Izquierdo et Talleyrand à Santivañez, 1^{er}, 16 février 1805, Izquierdo à Godoy, 10 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 3985, 5212, 2881.

(4) Le cabinet d'histoire naturelle, situé rue d'Alcalá, était un établissement fort important, très fréquenté du public et connu pour sa très belle collection de métaux

dit la duchesse d'Abrantès, son étude préférée était d'« herboriser dans les bureaux des Affaires Étrangères », et les nombreuses missions qu'il remplit hors d'Espagne furent d'ordre politique aussi souvent que scientifique. Il apparaît pour la première fois au début de 1779, à Paris, où il était sans doute déjà « pensionnaire » de S. M. C. pour les sciences naturelles. L'année suivante, on le trouve attaché en la même qualité à l'ambassade d'Espagne à Vienne. Peu après, il est de retour à Paris, où il se lie d'amitié avec Olavide, la victime bien connue de l'Inquisition (1). C'est probablement à partir de ce moment qu'il noua des relations avec les savants français, avec Buffon, dont il traduisit partiellement en espagnol l'*Histoire Naturelle*, avec Lacépède, le disciple et continuateur de Buffon, avec les philosophes et les milieux avancés. A cette époque aussi doivent se placer les voyages qu'au dire de son ami Carency, il fit dans toute l'Europe, chargé de diverses missions par la cour d'Espagne. Il semble être rentré dans sa patrie sous la Législative, et il y resta en disgrâce quelque temps. Mais dès 1798, comme on l'a vu, il fut employé par le prince de la Paix, qui chercha à utiliser les relations qu'il possédait dans les milieux jacobins de Paris. Revenu à Madrid après son échec, il sut s'y faire bien voir de Beurnonville, qui en 1803 le plaçait au nombre « des personnes désignées par l'opinion publique pour être mises à la tête des ministères et des divers conseils » (2). L'année suivante, Godoy l'envoyait de nouveau à Paris, et il y nouait cette intrigue qu'il mena pendant plus de trois ans et qui aboutit à Bayonne.

La mission d'Izquierdo fut entourée à son début d'un impénétrable mystère. Les *Reyes* eux-mêmes semblent n'avoir pas su tout de

et de minéraux venus d'Amérique. — BOURGOING, *Tableau de l'Espagne moderne*, I, 268. FISCHER, *Voyage en Espagne en 1797*, I, 41. BUFFON, *Historia natural*, traduction par Clavijo, introduction, p. X.

(1) L'abbé Rive à G. de Bure (pour qu'il demande à Izquierdo de rendre des livres qu'on lui a prêtés) et Izquierdo à l'abbé Rive, 26 janvier 1779 : Bibliothèque Nationale, mss, *nouvelles acquisitions françaises*, n° 22.123, f. 105, 340. MOREL-FATIO, *Études sur l'Espagne*, II, 379, 380. Ni la correspondance de Fernan Nuñez, dont A. Moussef (*Le comte de Fernan Nuñez, ambassadeur d'Espagne à Paris, 1787-1791*) a publié des extraits relatifs aux pensionnés espagnols à Paris, ni les cartons de l'*Archivo de Simancas* relatifs aux pensionnés (en particulier c. 8155, 1^{er} d.) ne font mention d'Izquierdo.

(2) ? (Carency) au « Citoyen Directeur » (Merlin), 17 novembre 1797 : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1967, f. 346. Beurnonville à Talleyrand, 2 octobre 1803 : A. E., *Esp.*, v. 665, f. 59. Izquierdo prétend n'avoir pas connu Godoy avant 1797 : à Cevallos, 10 avril 1808, dans NELLERTO, *Memorias*, III, 66. La traduction espagnole de l'*Histoire Naturelle* de Buffon parut à Madrid de 1785 à 1791 sous le nom de Clavijo y Faxardo.

suite ce que l'agent de Godoy allait faire à Paris. D'après un diplomate portugais assez bien renseigné, Brito, qui en 1807 fut chargé de contre-battre Izquierdo, ils auraient cru qu'il s'agissait simplement de surveiller Hervas, précaution qui devait paraître toute naturelle étant donné « la jalousie que faisaient naître à Madrid le mariage de la fille d'Hervas avec Duroc, et l'ambition qu'il montrait déjà à l'ombre de la protection impériale » (1). De fait, les premières lettres où Godoy parle à ses souverains des projets sur le Portugal les donnent, non pas comme présentés par Izquierdo, mais comme une initiative française, et des plus suspectes : « Ce matin à la première heure j'ai eu confirmation du projet des Français ; il s'agit sans doute d'annexer le Portugal à l'Espagne, mais je ne suis pas d'accord sur le procédé... Me voilà au courant, et j'éviterai toute surprise... » (11 septembre). — « Beurnonville est arrivé... avec des instructions très séduisantes... » (20 novembre). — « Je fais des hypothèses nombreuses et très défavorables sur la conduite de notre voisin... Dans les lettres d'Izquierdo je le vois verser le breuvage avec lequel il voulait m'endormir... VV. MM. savent que lorsqu'on a engagé la première intrigue (*intrigalla*) j'ai protesté : *On ne tramera rien contre mon roi et ma patrie*. Devant cette barrière opposée à ses suggestions, le capricieux despote a cherché le moyen de me tenter... Leur but est connu : l'*Èbre, l'Èbre*, tel est l'objet de leur ambition. Travaillons à l'arrêter » (2 décembre) (2).

Ce fut le 3 juin 1804 que Godoy s'ouvrit entièrement à Izquierdo de son « secret ». Au cours d'une longue conversation qu'ils eurent en se promenant de long en large dans une salle du château d'Aranjuez, il lui expliqua ce qu'était sa situation à la cour, l'instabilité et les dangers qu'elle présentait, et il lui confia son désir d'obtenir, avec l'aide de Napoléon, une principauté indépendante en Portugal (3). Il lui remit en guise de pouvoirs une lettre pour Lacépède, écrite en français et datée du 6 juin. Bien tournée (elle avait été pro-

(1) Brito à Aratijo, 28 avril 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Godoy faisait également allusion aux bruits qui l'accusaient d'aspirer au trône d'Espagne, et il en attribuait aussi l'origine au gouvernement français. On verra qu'il suivit à l'égard de ses souverains la même tactique pour les décider à la guerre avec l'Angleterre. Noter qu'en août 1803 déjà il avait commencé à leur présenter la conquête du Portugal comme facile et profitable. — Godoy aux *Reyes*, 6 août 1803 (deux lettres), 11 septembre, 20 novembre, 2 décembre 1804 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(3) « L'heure est venue, lui écrivait Izquierdo le 3 juin 1805, où je bénis le jour où l'on a songé à m'envoyer à Paris. Il y a juste un an aujourd'hui » : Godoy à Izquierdo, le 27 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

blement rédigée par Bonnal), elle restait assez vague : « S. M. C. ayant jugé à propos, M. le Chancelier, d'envoyer à Paris D. Eugenio de Izquierdo, qu'elle a fait charger de divers ordres relatifs aux progrès des sciences, je satisfais au désir que j'avais depuis longtemps en chargeant à mon tour cet homme de mérite, qui a toute ma confiance, de vous dire de ma part combien je partage avec toute l'Europe l'admiration qu'excitent également vos vertus et vos hautes connaissances » (1). Izquierdo reçut aussi une lettre de recommandation pour Gravina, datée du 8 juin 1804. Il se mit en route à une date qu'on ne saurait préciser bien exactement : au plus tôt, donc, le 8, et au plus tard vers le 20, puisque le 10 juillet il était depuis quelques jours déjà à Paris, d'après Gravina. Celui-ci, auquel il remit sa lettre d'introduction, le reçut parfaitement, le présenta aussitôt à Talleyrand et lui assura qu'à la première audience diplomatique il le présenterait à l'Empereur et à l'Impératrice (2).

Sans perdre de temps, Izquierdo alla voir Lacépède et lui remit la lettre de Godoy. Le Grand Chancelier se déclara très touché des éloges qu'elle contenait, mais ajouta qu'en ce qui concernait la mission d'Izquierdo les termes n'en étaient pas assez clairs : « Ce n'est pas là, dit-il, une lettre de créance suffisante pour des affaires politiques déterminées. » Il pensait d'ailleurs que Godoy eût dû écrire à l'empereur lui-même. Izquierdo fit de son mieux pour le persuader que ses pouvoirs étaient assez larges, mais Lacépède ayant rendu compte à Napoléon, l'empereur déclara que le prince de la Paix devait envoyer une lettre plus nette. Sans doute ne voulait-il pas se prêter à cette délicate négociation sans avoir en main quelque écrit de Godoy qui lui donnât barre sur lui (3).

De toute façon d'ailleurs les négociations n'eussent pu s'engager tout de suite, car le 18 juillet 1804 Napoléon partit pour le camp de Boulogne. Une période assez pénible commença alors pour Izquierdo. Son maître ne pouvait se décider à envoyer la lettre demandée : par deux fois il écrivit à Lacépède, le 13 août et le 4 septembre, mais toujours en termes vagues et généraux, et il refusait de s'adresser directement à Napoléon. Izquierdo, qui s'attendait de jour en jour

(1) Godoy à Lacépède, 6 juin 1804 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Le style et le français de cette lettre ne sont pas de Godoy, et d'autre part Izquierdo (à Godoy, 26 août, n° 6, *ibid.*) dit qu'elle n'est pas de lui.

(2) Gravina à Godoy, 10 juillet : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 241.

(3) Izquierdo à Godoy, 26 août 1804, lettres n° 5, 6 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Lacépède à Napoléon, 12 novembre : *A. N.*, AF IV 1679.

au retour de l'empereur (en réalité celui-ci visitait la rive gauche du Rhin et ne rentra à Paris que le 12 octobre) pressait son maître de préciser qu'il lui donnait pleins pouvoirs. « aussi bien pour les communications relatives aux sciences que pour celles ayant trait aux affaires politiques », mais Godoy ne pouvait se résoudre à se compromettre de la sorte par écrit (1). Par ailleurs Gravina s'inquiétait. A la fin de juillet, il était encore en fort bons termes avec Izquierdo, et presque chaque jour il le recevait à sa table. Mais bientôt il prit ombrage de l'activité et des manœuvres du Navarrais, il le dénonça à Talleyrand (août) et obtint qu'on le fit surveiller par la police (2). Izquierdo s'évertuait à apaiser le conflit, prenait grand soin de ne voir personne en dehors des milieux scientifiques et feignait une innocence complète. Quant à faire taire l'ambassadeur en le mettant, si peu que ce fût, dans la confiance de sa mission, il était trop prudent, et Gravina trop bavard : « *No es para negocios ; tiene á lo menos diez confidentes, Señor...* » Au début de septembre, leurs rapports s'étaient tendus au point que Godoy envoya à son agent l'ordre de revenir à Madrid, si Lacépède n'y voyait pas d'inconvénient ; il assura même plus tard à Napoléon qu'il avait prié Beurnonville de rétablir la bonne entente (Beurnonville se trouvait alors à Paris, ayant quitté son poste le 18 juillet pour aller prendre les eaux à Bagnères), mais il est peu probable qu'il l'ait mis même indirectement dans la confiance de ses affaires (3). Peu à peu cependant, Gravina se résigna à la présence à Paris de ce collègue officieux et leurs relations devinrent meilleures (4). De très graves événements absorbaient du reste l'attention de l'ambassadeur : le 5 octobre 1804, une division britannique avait attaqué quatre frégates espagnoles revenant d'Amérique, et la guerre avec l'Angleterre semblait inévitable.

(1) Izquierdo à Godoy, 26 août, n° 5 ; Godoy à Lacépède, 4 septembre (sa lettre du 13 août est signalée dans celle d'Izquierdo du 26) : *A. Histórico N.*, c. 2881. Lacépède transmit ces lettres à Napoléon le 12 novembre : *A. N.*, AF IV 1679.

(2) Gravina à Godoy, 30 juillet et s. d. (du lendemain du départ de Napoléon pour Boulogne, lequel eut lieu le 18 juillet) : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 240. Godoy à Izquierdo, 19 décembre (reproduite dans la lettre d'Izquierdo du 2 janvier 1805) : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Gravina à Godoy, 12 septembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 250. Godoy à Lacépède, le 4 ; à Izquierdo, le 4. et 19 décembre ; Izquierdo à Godoy, 2, 11 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Lima à Araújo, 16 avril 1806 : *Neg. Estr., Lisboa, legação em Paris*.

(4) Izquierdo à Godoy, 2 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

II

GODOY ET LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

LA PRISE DES FRÉGATES. — Le 15 mai 1804, Pitt reprit le pouvoir. Il n'est pas certain qu'il ait cherché systématiquement la rupture avec l'Espagne, et il semble même avoir conservé l'espoir qu'elle pourrait un jour se détacher de la France : on a vu qu'à la fin de juin il fit faire à Anduaga des ouvertures en ce sens. Mais alors qu'il était dans l'opposition, Pitt avait prononcé des paroles violentes contre la cour de Madrid et déclaré que du moment qu'elle versait un subside à la France elle ne pouvait être considérée comme neutre (février 1804). Maintenant qu'il était au pouvoir, il lui était difficile d'accepter cette neutralité sans avoir au moins obtenu connaissance du traité de subsides sur lequel elle se fondait, et cela d'autant plus qu'une bonne partie de l'opinion était hostile à l'Espagne. Depuis la rupture de la paix d'Amiens, les marins et les corsaires, alléchés par les piastres d'Amérique, réclamaient la guerre. Les négociants britanniques dont les propriétés avaient été séquestrées en Espagne en 1796 avaient formé une association présidée par John Turnbull, et ils réclamaient impérieusement les indemnités prévues par l'article 14 du traité d'Amiens, lesquelles s'élevaient à 4 ou 500.000 livres sterling : or la *Secretaría de Estado* semblait peu disposée à verser pareille somme. L'Amirauté regardait les escadres espagnoles comme des adversaires probables et dès juillet 1803 un rapport officiel de Melville avait envisagé l'hypothèse de leur entrée en ligne (1). Il était donc à prévoir que l'arrivée au pouvoir de Pitt accentuerait une tension que la querelle Frere-Godoy avait déjà dangereusement accrue.

Anduaga put en être assuré dès sa première conversation avec le nouveau secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères, lord Harrowby. Celui-ci protesta contre la mauvaise volonté que mettait l'Espagne à payer les indemnités qu'elle devait à l'association Turn-

(1) Anduaga à Cevallos, 7 juin, 23 juillet 1803, 29 juin 1804 (2 lettres) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458, 5458 bis. Valencia au même, 3 juin 1803 : *ibid.*, c. 5932. Sousa Coutinho, ambassadeur de Portugal à Londres, à Vila Verde, 19 juin et juillet 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*. GENTZ, *Authentische Darstellung...* ROSE, *A short life of William Pitt*, 207.

bull, il se plaignit de l'aide que des corsaires français avaient trouvée à Cuba, et surtout il demanda âprement communication du traité de subsides. Dix jours après, il revint à la charge et déclara que l'Angleterre ne pouvait admettre que la cour de Madrid payât à la France un subside régulier (1). Cevallos répondit : « Le Roi est persuadé que c'est par pur entêtement que le gouvernement britannique exige qu'on lui dise quel est le montant du subside », et Anduaga continua à refuser la communication demandée (2). Des incidents maritimes vinrent, à l'ordinaire, compliquer la situation. En août 1804, une goélette britannique força un chasse-marée de Bayonne à s'échouer sur la côte espagnole, à l'embouchure du Queso ; l'équipage s'étant enfui à terre, les Anglais l'y poursuivirent et capturèrent deux hommes. A Saint-Sébastien et à Pasajes, où les bâtiments français déposaient souvent les prisonniers qu'ils avaient faits et qu'ils ne pouvaient garder à bord, ce n'étaient que tentatives de révolte, d'évasion, conflits avec les *regidores*, etc. Devant le Ferrol, la division anglaise de blocus se tenait trop près de la côte et s'y ravitaillait trop souvent : Cevallos protesta, et elle dut croiser plus au large. En riposte il est vrai, le *Foreign Office* se plaignit de ce que l'Espagne accordait libre passage aux marins français qui se rendaient par terre de Bayonne au Ferrol (août) (3). Tous ces incidents ne laissaient pas d'être inquiétants pour la conservation de la neutralité espagnole. On ne s'attendait cependant pas à l'acte de violence qu'allait commettre l'Angleterre.

Au cours du mois d'août, une importante révolte éclata en Biscaye à propos du service militaire. Afin de la réprimer, Godoy donna l'ordre d'armer six vaisseaux, trois au Ferrol et trois à Cadix, qui se rendraient devant Bilbao pour réduire la ville. Or l'Espagne avait promis de ne se livrer à aucun armement maritime, et Pitt surveillait attentivement ses faits et gestes dans ce domaine ; huit jours après son arrivée au ministère, ordre avait été envoyé à Frere d'informer très exactement sa cour des ressources navales de S. M. C. Déjà la mission de Le Brun, en juillet, avait paru inquiétante. Les

(1) Anduaga à Cevallos, 1^{er}, 12 juin 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458 bis.

(2) Anduaga répondait invariablement qu'Harrowby savait aussi bien que lui à quelle somme pouvaient équivaloir les secours prévus par le traité d'alliance : correspondance Anduaga-Cevallos, juin-juillet, *ibid.*

(3) Volumineuse correspondance sur tous ces incidents à l'*A. Histórico N.*, c. 5210 et 5270 (particulièrement Beurnonville à Cevallos, 8 août 1804, Cevallos à Gravina, le 1^{er}, Talleyrand au même, 13 juillet). Frere à Cevallos, 20, 27 août : *Papers...*, 49. Sur les captures illégales de marins espagnols, correspondance d'Anduaga avec l'Amirauté à l'*Archivo de Simancas, Estado*, c. 8169.

préparatifs de l'expédition de Biscaye alarmèrent tout à fait le cabinet. Ils lui furent signalés en septembre ; le 3, l'amiral Cochrane informa Cornwallis qu'il y avait au Ferrol, tout armés et avec trois mois de vivres, trois vaisseaux de 74, deux frégates et une corvette ; le 17, J. Frere arriva à Londres, apportant des renseignements *de visu*, car c'est au Ferrol qu'il s'était embarqué, à bord de la frégate *Nayada* (1). Le ministère semble avoir été très incertain sur la conduite à tenir. Sa perplexité se trouvait accrue par le silence de la légation de Madrid, qui n'envoyait pas de renseignements sur les armements espagnols et n'annonçait aucune démarche de protestation auprès de la *Secretaría de Estado* : B. Frere était en effet atteint à ce moment d'une grave maladie qui dura trois semaines et qui l'empêcha de s'occuper des affaires. Par instants, Pitt semblait pencher vers la conciliation ; le 29 septembre encore, il autorisait les bâtiments espagnols stationnés en Angleterre à partir librement et il envisageait la possibilité de laisser les vaisseaux du Ferrol se rendre à Bilbao, à condition qu'ils ne fussent armés qu'en flûtes. Mais au même moment l'escadre anglaise leur signifiait qu'elle s'opposerait par la force à leur sortie. Harrowby, qui s'était montré très ému des récits de J. Frere, convoqua des négociants le 23 pour leur déclarer que l'Espagne armait, que sa neutralité était « préjudiciable à l'Angleterre » et que faute d'explications satisfaisantes « les relations avec elle ne pourraient continuer sur le même pied. » surtout, un ordre décisif avait été donné le 18 par l'Amirauté. On savait à Londres, par une dépêche chiffrée de Frere du 10 juillet, que d'importants départs de capitaux avaient eu lieu d'Amérique. Cornwallis, qui commandait devant Brest, reçut l'ordre de détacher vers les côtes espagnoles deux frégates, auxquelles les escadres du détroit et de Cadix devaient joindre leurs bâtiments disponibles, « *to intercept, if possible,* » les galions espagnols (2).

Les capitaux en question s'élevaient à 4.736.153 piastres, dont

(1) Anduaga à Cevallos, 26 septembre, 16 décembre 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5458 bis. Harrowby à Frere, 22 mai ; Cochrane à Cornwallis, 3 septembre : *Record Office*, F. O. 72, 52 et 53. ROSE, *Pitt and the great War*, 514. La sédition de Biscaye fut réprimée à la fin de septembre : détails à l'*A. Histórico N., Concejos Suprimidos. Documentos Curiosos*, n° 11.943.

(2) Anduaga savait qu'on avait envoyé des frégates sur les côtes espagnoles, et l'attitude d'Harrowby à son égard l'inquiétait ; pour rassurer le public, il publia dans la presse qu'il délivrerait aux négociants anglais des passeports pour l'Espagne, et il en établit plusieurs les jours suivants : à Cevallos, 26, 29 septembre, etc. *A. Histórico N., Estado*, c. 5458 bis. J. Frere à Harrowby, 10 juillet ; B. Frere au même, 9 octobre : *Record Office*, F. O. 72, 52 et 53. Vandeul à Talleyrand, 27 septembre : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 12. Pitt à Harrowby, le 23 : dans ROSE, *Pitt and Napoleon*, 306.

1.307.634 appartenaient au Trésor Royal et le reste à des particuliers. Ils étaient transportés par quatre frégates, qui avaient quitté Montevideo le 9 août 1804, sous le commandement du brigadier José Bustamente ; en réalité, Bustamente étant malade, le commandement était exercé par Diego de Alvear. En cours de route, les Espagnols avaient reçu confirmation de la neutralité britannique par plusieurs navires neutres, et le 5 octobre 1804 encore, au matin, par un quaique danois. Or, quelques heures après, ils rencontrèrent à hauteur du cap Sainte-Marie trois frégates et un vaisseau anglais dont le commandant, Sir Graham Moore, leur fit déclarer « qu'il avait ordre de S. M. B. de retenir cette division et de l'emmener en Angleterre, fût-ce au prix d'un dur combat. » Alvear ayant répondu par un refus catégorique, le feu commença. Au bout d'une demi-heure, Alvear vit sauter la *Mercedes*, qui portait sa femme et sept de ses enfants ; il continua à diriger le combat. Mais ses équipages étaient composés de recrues, ils avaient été décimés en cours de route par la maladie, les batteries restaient muettes faute de servants ; il fallut se rendre. Moore traita les prisonniers avec urbanité, il fit amener le pavillon britannique qu'on avait tout d'abord hissé au-dessus de l'espagnol, mais il conduisit les trois frégates à Plymouth, où il entra le 19 (1).

L'événement excita en Europe une réprobation presque universelle contre l'Angleterre. De Berlin, Jackson signala combien il était exploité par la propagande française. Gentz écrivait aux Anglais : « Aucun [événement] n'a excité contre vous des clameurs plus générales et plus intarissables... Cette même affaire des frégates espagnoles (que 99 contre 100 regardent encore comme une perfidie atroce de votre part) a manqué vous coûter l'amitié de la Russie, et pendant quatre semaines vos plus zélés partisans à Saint-Pétersbourg ont été réduits au silence... » Lord Gover, ambassadeur d'Angleterre auprès du tsar, attribua à cet incident le retard que mit Alexandre à répondre à ses propositions de rapprochement, et Czartoryski ne lui dissimula pas combien ce coup d'éclat avait déplu à son maître (2). A Londres même, Fox déclara que le fait que B.

Papiers relative..., 47 et 82 (ordres de l'Amirauté à Cornwallis, Nelson, aux forces de Cadix etc., *most secret*). Cochrane au gouverneur du Ferrol, 25 septembre : dans DESBRIÈRE, *Projets de débarquement*, IV, 240.

(1) Journal de bord de la division espagnole : dans SABINA DE ALVEAR, *Historia de D. Diego de Alvear*, append. Rapport de Moore dans DESBRIÈRE, *op. cit.*, IV, 243.

(2) Noroña à Cevallos, Saint-Pétersbourg, 26 octobre, 16 novembre 1804 : *A.*

Frere négociait encore à Madrid au moment du combat était « un acte de fraude et de duplicité sans pareil ». Les explications qu'Harrowby envoya à B. Frere furent peu claires, et celles qu'il donna de vive voix à l'ambassadeur portugais Sousa Coutinho révélèrent chez lui un grand embarras (1). De fait, l'acte de violence que venait d'exercer l'Angleterre était absolument injustifiable. Était-ce un *casus belli*? Pour Napoléon, cela ne faisait aucun doute; pour l'Espagne, le prince de la Paix mis à part, c'était moins certain.

GODOY ET LA RUPTURE. — Le jour même où les trois frégates capturées entrèrent à Plymouth, Anduaga adressa au *Foreign Office* une vive protestation. Mais la nouvelle du combat ne parvint à Madrid que le 4 novembre 1804. Elle y produisit l'émotion qu'on devine. B. Frere était depuis la fin d'octobre en correspondance avec Cevallos sur les questions du subside et des armements espagnols, et il y apportait le même ton raide et cassant que son frère (2). Le 3 novembre, ne recevant pas d'explications satisfaisantes, il avait déjà demandé ses passeports. La nouvelle de l'affaire des frégates arrivant là-dessus ne pouvait arranger les choses : B. Frere redemanda ses passeports le 5, les reçut le 8 et en compagnie d'Hunter il quitta Madrid pour Lisbonne le 11 (3).

Pourtant la rupture n'était pas définitive encore. Le ministère britannique y paraissait peu décidé, et il considérait que l'affaire du cap Sainte-Marie n'entraînait pas forcément la guerre (4). Il s'y préparait sans doute, et consultait le général John Moore sur la possi-

Histórico N., Estado, c. 5908. Gentz à Jackson, 31 mars, 30 avril, 20 août 1805; à Hammond, 19 juin; dans WEIL, *D'Ulm à Iéna*, 42, 44, 58, 243. Gover à Harrowby, 28 novembre 1804, 16 février 1805; *Select Despatches...* 1804-1805, éd. Rose, 71, 107. JACKSON, *Diaries*, I, 245.

(1) Sousa Coutinho à Araújo, 23 octobre 1804; *Neg. Estv.*, Lisbonne, *legação em Londres*. Harrowby à Frere, le 22; *Papers...* AUVERGNE, *Godoy*, 159.

(2) Van Falck écrivait à propos de B. Frere : « Tous les diplomates anglais sont maladroits; ou plutôt l'expression *diplomate anglais* est un contre-sens, une contradiction *in terminis*. » A van Lennep, 16 septembre 1804; *Briefven*, 176.

(3) Anduaga à Harrowby, 19 octobre; B. Frere au même, 9, 27 octobre, 8 novembre; à Nelson, 8 novembre; sa correspondance avec Cevallos est jointe; *Record Office*, F. O. 72, 54. *Cambridge History of the British Foreign Policy*, I, 334.

(4) A rapprocher de la position prise par le ministère britannique lors de la rupture de la paix d'Amiens : Nelson avait ordre d'arrêter les escadres espagnoles si elles voulaient se joindre aux françaises, mais ce fait ne devait pas être considéré comme entraînant la guerre avec l'Espagne. Hawkesbury à Frere, 8 juin 1803; *Record Office*, F. O. 72, 48.

bilité d'un débarquement au Ferrol, mais en même temps Harrowby déclarait à l'ambassadeur de Portugal que son cabinet voulait la paix avec S. M. C., et il continuait à réclamer d'Anduaga communication du traité de subsides. Pitt déclarait une fois de plus que les bâtiments de commerce espagnols pouvaient quitter les ports du Royaume-Uni sans être inquiétés. On refusait de délivrer aux corsaires des lettres de marque pour courir le pavillon espagnol. Les vaisseaux anglais de l'Atlantique continuaient à mouiller dans les ports d'Espagne, leurs commandants répétaient qu'ils avaient ordre de ne pas saisir les bâtiments chargés de blé, qu'on ne retenait que les chargements d'argent, et entre la prise des frégates et le 23 novembre 1804 ils laissèrent entrer à Cadix pour six ou sept millions de piastres en marchandises et même en espèces venant d'Amérique. Pitt sentait sans doute qu'à continuer dans la voie de la brutalité il grouperait contre lui une opposition dangereuse; Hawkesbury, le Grand Chancelier et le duc de Portland parlaient ouvertement en faveur de la paix, et l'indécision de l'opinion publique se reflétait dans les articles contradictoires des journaux (1). Au lendemain de la prise des frégates, la cour de Madrid pouvait donc considérer que cet acte n'avait pas été dans la pensée de l'Angleterre une déclaration de guerre formelle.

Or, de son côté l'Espagne ne désirait qu'une chose, la paix, et cela pour la même raison qui un an auparavant lui rendait si difficile le paiement du subside, l'épidémie et la famine. La fièvre jaune avait repris en Andalousie. A Malaga elle tua dans les six premières semaines (22 août-1^{er} octobre 1804) 6.343 personnes, et 21.637 du 18 septembre au 19 novembre. A Carthagène, il y avait 5.000 morts au 17 octobre. On en compta 330 à Alicante pour la dernière semaine de septembre, et jusqu'à 76 par jour à Cadix (2). Comme en

(1) Le 12 février 1805, Pitt ayant justifié au Parlement sa conduite obtint 313 voix contre 106 à une motion de blâme de Grey. — Anduaga resta un certain temps sans instructions de sa cour, parce que Cevallos les avait confiées à B. Frere pour qu'il les fit partir par son courrier et que B. Frere avait « oublié » de les expédier. — Le capitaine de vaisseau Gourrégue écrivait de Cadix à Decrès : « Les pacifiques habitants de cette ville cherchent le moyen de justifier les Anglais dans leur conduite... ils se flattent que cet attentat ne détruira pas l'harmonie des deux nations » (DESBRIÈRE, *op. cit.*, IV, 253). — R. Freire à Araújo, 30 novembre 1804; Sousa Coutinho au même, le 7; *Neg. Estv.*, Lisbonne, *legações em Madrid e em Londres*. Anduaga à Cevallos, 25 octobre; Beurnonville au même, le 30; *A. Histórico N.*, c. 5458, 5270. Le Roy à Talleyrand, Cadix, 23 novembre, 18 décembre 1803, 11 janvier 1805; A. B., *Consulat de Cadix*. ROSE, *A short life of William Pitt*, 207. FORTESCUE, *History of the British Army*, V, 237.

(2) La France ne leva qu'en janvier 1805 le cordon sanitaire qu'elle avait établi à sa frontière, et en avril les vaisseaux espagnols n'étaient pas encore admis dans ses

1803, la disette accompagna l'épidémie. Les autorités locales reçurent ordre de constituer des réserves de grains et de fournir du travail aux indigents. A Madrid, il fallut élever le prix du pain (28 octobre). A Séville, des particuliers, pris de panique, amassaient des provisions pour une année entière (1). Comme en 1803 encore il fallut demander à la France de laisser exporter des grains. Gravina sollicita du nouveau ministre de l'Intérieur, Portalis, puis de Talleyrand, des permis d'extraction pour un million de quintaux de blé (19 et 23 septembre). Puis, la disette croissant en Andalousie, en Estrémadoure et en Castille, il réclama une autorisation générale, sans limitation de quantité, et la liberté de cabotage entre la France et les ports espagnols non contaminés. La récolte ayant été bonne en France (2), la réponse eût pu être donnée très vite. Pourtant ce fut le 2 novembre seulement que Portalis annonça que le décret allait être rendu ; il parut le 5 (3), et les secours nécessaires purent être envoyés en Espagne. Mais il était bien tard, comme Cevallos ne manqua pas de le faire aigrement remarquer : la disette avait fort affaibli le royaume, et Charles IV hésitait à ajouter à toutes ces calamités celle d'une guerre avec l'Angleterre (4).

ports. — R. Freire à Araújo, 1^{er} octobre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Vandeul à Talleyrand, 6 septembre ; Fouché au même, 31 octobre ; Le Roy au même, Cadix, 28 septembre, 2, 26 octobre, 2 novembre : *A. E., Esp.*, v. 666, f. 458 ; v. 667, f. 108 ; *Consulat de Cadix*. Gravina au même, 9, 29 novembre ; Masserano au même, 2 avril 1805 ; Santivañez à Cevallos, 12 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211, 5212, 5213. *Ibid.*, *Concejos Suprimidos, Sala de Gobierno*, 1804, f. 656. B. Frere et Hunter à Harrowby, 25 septembre, 2, 9, 12, 16, 19, 26 octobre : *Record Office*, F. O. 72, 53, 54. Nombreuses nouvelles sur la « peste » de Malaga dans les bulletins de police, septembre 1804-janvier 1805 : HAUTERIVE, *La police secrète. Corr.*, 8046.

(1) *A. Histórico N., Concejos Suprimidos, Sala de Gobierno*, 1804, f. 856, 1760, 1785. Ceán Bermudez à Vargas y Ponce, Séville, 12 décembre 1804 : *Correspondancia* (1803-1805).

(2) A la fin de 1804, le pain tomba à Paris de 11 sols à 9. Les décrets des 14 et 21 juin avaient permis l'exportation, mais jusqu'à ce que les prix eussent atteint un maximum (20 francs l'hectolitre dans le Midi) qui fut vite atteint (1^{er} juillet dans la Gironde). Les prix restèrent donc bas (14 f. 60 l'hectolitre en Vendée) et les paysans se décourageaient : c'est alors que Chaptal conseilla à Napoléon de reprendre l'exportation. — Gravina à Talleyrand, 8, 23 septembre, 20 octobre ; à Cevallos, 21 septembre ; Cevallos à Gravina, 31 octobre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211. Chaptal et Portalis à Napoléon, 7 juin, 20 août, 10, 14 septembre : *A. N., AF IV 1058 et F¹¹ 1058*. LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, V, 184.

(3) L'exportation devait se faire par cinq ports désignés, et cesser quand le blé serait monté à 16 francs dans les ports de Vendée, à 20 dans les autres. Malgré ses mauvais rapports avec la Suède, Napoléon permit à des navires suédois chargés de blé de quitter les ports français pour l'Espagne. Le Saint-Empire avait refusé à l'Espagne l'autorisation d'extraire du blé. — Gravina à Cevallos, 2, 13 novembre ; décret du 5 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211. R. Freire à Araújo, 11 décembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid. Corr.*, 8210.

(4) Cevallos à Gravina, 19 novembre, sur ces retards qui « ne font pas l'éloge d'un

Tel n'était pas le point de vue de Godoy, qui semblait possédé au contraire d'un grand enthousiasme belliqueux. Avant même le combat du cap Sainte-Marie, il assurait au chargé d'affaires français, Vandeul, qu'il désirait de tout son cœur la rupture avec la Grande-Bretagne et qu'il regrettait vivement que le roi n'y consentît pas. A la nouvelle de la prise des frégates, il déclara aussitôt à Vandeul « qu'il était prêt à monter à cheval pour se rendre à Boulogne, ou partout où le service des Espagnols pourrait seconder les plans de l'Empereur » (5 novembre). Dès lors, les projets guerriers ne cessèrent plus : représailles contre les Anglais, préparatifs de toutes sortes, reconstitution de la marine, que son ministre avait laissé tomber dans un délabrement complet, et en premier lieu concentration des vaisseaux dans un petit nombre de ports, au lieu de les laisser éparpillés partout, etc. Le favori méditait d'enlever Gibraltar. Il songeait même au blocus continental : « Si du Rhin à l'occident de notre Péninsule, écrivait-il à Gravina, on évite le commerce avec l'Angleterre, en lui refusant tout asile sur nos côtes, son pavillon se trouvera réduit à la misère » (21 novembre). Bref, Vandeul, puis Beurnonville lorsqu'il fut de retour à son poste, ne pouvaient peindre trop vivement l'ardeur avec laquelle Godoy se préparait à la lutte : il leur recommandait d'ailleurs de bien mettre en relief dans leurs dépêches ses efforts et sa bonne volonté (1).

La raison de semblable attitude est aisée à deviner, et le prince de la Paix lui-même laissait percer ses véritables desseins de façon assez visible, en parlant un peu trop souvent du sort qui attendait le Portugal dans le conflit. Il proposa à Vandeul de le forcer à fournir des secours pour la lutte contre l'Angleterre : autant valait lui déclarer la guerre tout de suite. Son idée de blocus continental n'était autre chose qu'un moyen de compromettre le cabinet de Lisbonne : « Nous avons la guerre, Monsieur, dit-il à Ribeiro Freire, et bientôt ce sera votre tour : car d'après ce qui se passe il ne faut pas que l'Angleterre ait un seul port depuis le Texel jusqu'à Malte. » De fait, il était évident que la mission confiée à Izquierdo, c'est-à-dire le démembrement du Portugal, ne pouvait être menée à bien sans la rupture avec l'Angleterre, et lorsque le favori montrait dans sa que-

gouvernement que la Providence a favorisé de récoltes surabondantes, et ne sont pas une preuve favorable de sa considération pour le meilleur et le plus fidèle allié de la France. » *A. Histórico N., Estado*, c. 5211.

(1) Vandeul à Talleyrand, 9 octobre, 5, 10, 14 novembre ; Beurnonville au même, 22 novembre, 24 décembre : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 56, 118, 131, 143, 184, 315. Godoy à Gravina, 21 novembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 258.

relle avec John Frere tant d'entêtement et de mauvaise foi, lorsqu'il s'obstinait à ne pas faire donner à Londres communication du traité de subsides, il est probable qu'il préparait déjà les voies à une rupture que l'incident des frégates vint soudain lui permettre de réclamer au grand jour (1).

En l'occurrence d'ailleurs, les vues personnelles de Godoy coïncidaient avec les projets de l'empereur, qui maintenant exigeait ouvertement et impérieusement une déclaration de guerre à l'Angleterre. L'entrée en ligne de l'Espagne devenait en effet nécessaire pour rétablir un équilibre diplomatique qui allait se trouver sérieusement compromis : le chargé d'affaires russe, Oubril, avait demandé ses passeports et quitté Paris en août 1804, et la Suède allait signer le 3 décembre un accord avec Londres. En outre et surtout, il était désormais évident que pour abattre la puissance britannique les vaisseaux de l'Espagne seraient plus utiles qu'un subside qu'elle ne versait pas. Les plans maritimes de Napoléon prenaient une extension sans cesse plus grande : à l'automne de 1804, il ne s'agissait plus seulement de concentrer toutes les forces navales dans la Manche pour ouvrir de force le passage aux corps de débarquement, il fallait diriger des expéditions sur l'Irlande, sur Sainte-Hélène, sur la Guyane hollandaise, sur les Antilles anglaises ; tout cela ne pouvait guère se faire sans la coopération d'une puissance comme l'Espagne, qui pouvait, à l'avis général, armer quarante vaisseaux, et dont l'entrée en guerre en 1796 avait balayé les Anglais de la Méditerranée. — Sitôt donc qu'il apprit le combat du cap Sainte-Marie, Napoléon poussa vivement à cette rupture qu'il préparait sous main depuis plusieurs mois. C'est de la bouche de Gravina qu'il apprit l'incident, le 28 octobre 1804. Ce jour-là, à l'audience diplomatique, l'ambassadeur se disposait à présenter à l'empereur plusieurs sujets espagnols et toscans, lorsqu'un de ces derniers lui annonça la nouvelle du combat, qu'il venait de recevoir de Londres. Gravina, « consterné », la communiqua à Napoléon quand celui-ci s'approcha pour l'entretenir ; l'empereur répondit qu'il l'ignorait et qu'il avait peine à la croire. Talleyrand, que l'amiral vit l'après-midi chez Duroc, montra le même scepticisme, mais les journaux hollandais qui arrivèrent à

(1) Vandeul à Talleyrand, 5, 14 novembre : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 118, 143. — Godoy aurait aussi songé, en juin, à une conquête du Maroc qui eût certainement amené la rupture avec l'Angleterre. Mais sa correspondance sur ce point avec Leblieh (Ali-bey) n'est rapportée que par Bausset (*Mémoires*, 287), transcripteur suspect et traducteur plus suspect encore.

Paris le soir confirmèrent l'événement (1). Napoléon se mit aussitôt en devoir d'exploiter l'affaire au mieux de ses desseins. Il ordonna à Fouché de faire paraître dans les journaux quelques articles fulminants sur la trahison britannique, et dès le lendemain le *Moniteur*, en annonçant la nouvelle, l'accompagna d'un commentaire où il faisait valoir l'importance de l'aide que l'Espagne allait apporter à la France. Talleyrand écrivit aussitôt à Cevallos : « La guerre n'est pas à faire, elle est déclarée, elle ne peut finir qu'avec le châtiement des agresseurs. » Beurnonville se trouvait encore à Paris, sans que les Relations Extérieures se fussent avisées qu'en période de tension anglo-espagnole la place de l'ambassadeur était plutôt à Madrid. On le renvoya d'urgence à son poste, muni d'instructions très précises que Talleyrand lui remit le 30 octobre : étant donné « que la guerre n'est pas un objet de délibération et de doute, qu'elle est faite », il devait obtenir qu'on hâtât les préparatifs de défense dans les ports, qu'on cherchât et trouvât l'argent nécessaire, qu'on envoyât à Gravina pleins pouvoirs pour négocier un plan combiné d'opérations (2). Godoy était donc averti de la façon la plus nette et la plus directe que Napoléon désirait la rupture, et son intérêt personnel était de pousser dans le même sens.

Il était également averti des dispositions de la France par les dépêches de Gravina, lesquelles étaient d'autant plus dignes de créance que l'ambassadeur voyait sans aucun enthousiasme les plans belliqueux de Napoléon. Gravina connaissait mieux que personne la faiblesse de la marine espagnole. Il avait d'autre part intérêt à ménager tous les partis : non seulement Godoy, mais aussi (Marie-Caroline le savait et en jouait) le prince héritier et sa femme la Napolitaine, dont les sentiments anti-français étaient connus, et enfin Naples, sa patrie, où il était prudent de se ménager un refuge pour

(1) Gravina était depuis longtemps mis en éveil par le consul d'Espagne à Anvers, par le ministre d'Espagne à La Haye, par celui des États-Unis à Paris, par les journaux de Londres (dont le *Moniteur* reproduisit des extraits). Il dépêcha aussitôt un courrier à Madrid, et ce fut par lui que le gouvernement espagnol apprit la nouvelle : à Cevallos, 9, 12, 28 octobre, A. *Histórico N., Estado*, c. 5212. Vandeul à Talleyrand, 9 octobre, 5 novembre : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 35, 118. *Moniteur* du 11 octobre.

(2) Les ports français reçurent aussitôt ordre de ne laisser sortir les bâtiments espagnols que sous escorte, comme si la guerre anglo-espagnole était déjà déclarée ; Gravina vit dans cette mesure une manœuvre pour forcer la main à son gouvernement et la fit révoquer (12 décembre). Gravina à Cevallos, 28 novembre, 12 décembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5211. Talleyrand au même, 29 octobre (réclamant entre autres choses l'arrestation des Anglais en Espagne et la confiscation de leurs marchandises) : *ibid.*, c. 5270 ; à Beurnonville, le 30 : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 101. Napoléon à Fouché, le 29 : *Corr.*, 8147. *Moniteur* du 30.

les jours de disgrâce (1). Il cherchait donc à empêcher la rupture entre Madrid et Londres et paraissait ressentir fort peu l'insulte faite au pavillon espagnol. Le 2 novembre 1804, dînant chez Talleyrand, il saisit l'occasion pour se plaindre de l'article du *Moniteur* du 30 octobre : il lui reprochait des expressions blessantes pour l'Espagne, mais surtout, au fond, son ton belliqueux. Après quoi, il expliqua longuement que son souverain se trouvait hors d'état de faire la guerre ; il n'avait ni vaisseaux armés, ni matériel, ni vivres : « Quand on ne fixerait qu'à 20.000 le nombre des hommes nécessaires à notre escadre,... il faudrait du temps pour fabriquer les quatre millions de rations qu'on devrait préparer dès maintenant en vue du ravitaillement pendant la campagne, de l'armement et du séjour au port... Il faut commencer par acheter le blé, puis l'amener en Espagne, faire le biscuit, le laisser sécher. Cela exige au moins trois ou quatre mois. » Sans entrer dans ces détails techniques, Talleyrand répondit qu'à son avis l'Espagne devait « venger l'outrage ». Le soir même il rapporta à Gravina que l'empereur, à qui il avait fait part de leur conversation, avait répondu « que c'était fort bien, mais qu'il fallait que l'Espagne se préparât à la guerre » (2).

Le 21 novembre, Gravina eut de Napoléon, à Saint-Cloud, une audience qui dura une heure et quart. Il l'avait sollicitée afin de remettre une lettre que Charles IV adressait à l'empereur pour lui exposer la triste situation de son royaume (3). Après en avoir pris connaissance, Napoléon répondit « qu'il connaissait déjà les malheurs de l'Espagne, mais que l'affront demandait vengeance, que la déclaration de guerre par S. M. était ce qui lui plairait le plus et qu'il était indispensable de s'y préparer. » Gravina ayant renouvelé les objections qu'il avait déjà faites à Talleyrand, Napoléon ne perdit pas de temps à les réfuter : il savait que ce n'était pas de Gravina, mais de Godoy, que dépendait la décision. Il se contenta de dire « que l'Espagne devait être prête à la guerre, car les Anglais pou-

(1) Marie-Caroline à Gallo, 7 juin 1804 : *Correspondance*, II, 484.

(2) Gravina à Cevallos, 2, 8 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211. *Moniteur* du 29 octobre : « Quelque profond que puisse être l'engourdissement dans lequel l'Espagne est plongée, un pareil outrage est capable de la réveiller tout entière... » (1)

(3) Cette lettre de Charles IV a été publiée dans le *Boletín de la Academia de Historia*, 1897, p. 202, par Vignau et Arceche. Mais il la datent de 1805 et élèvent des doutes sur son authenticité. Or la date de 1805 est insoutenable d'après le contenu même de la lettre, et les doutes sur l'authenticité sont ruinés par le billet de Cevallos à Gravina qui accompagna la lettre royale en la résumant : *A. Histórico Nacional*, c. 5209 (classé par erreur à 18 août 1803). — Gravina à Cevallos, 17 novembre 1804 : *ibid.*, c. 5211.

vaient la déclarer au moment où l'on s'y attendrait le moins, et qu'en attendant il était indispensable qu'elle continuât à payer le subside mensuel de quatre millions, sur lequel il ne pouvait céder. » La conversation dévia alors sur ce terrain, Napoléon n'y fit aucune concession et Gravina sortit du cabinet impérial sans avoir obtenu quoi que ce fût sur aucun point (1). Ses dépêches achevaient donc de confirmer à Godoy les demandes déjà fort claires de Talleyrand et de l'ambassade française : Napoléon voulait la rupture entre l'Espagne et l'Angleterre, et sur-le-champ.

Mais si puissant que fût le favori, la chose était difficile. « Il est le seul en Espagne qui veuille la guerre », avouait Beurnonville. Le roi avait fait, lors de l'incident de l'*Urquiño*, des déclarations pacifistes très nettes. Cevallos lui-même, créature de Godoy, désapprouvait son attitude belliqueuse (2). Mais l'influence du prince sur ses souverains était sans limites : « Ta mémoire et ta renommée ne finiront qu'avec le monde », lui écrivait Marie-Louise le 7 novembre. Il sut d'ailleurs agir avec la prudence et l'astuce qui convenaient pour amener Charles IV à la guerre sans se faire suspecter d'être l'esclave complaisant de Napoléon. En informant les *Reyes*, à sa manière, de ce que faisait Izquierdo à Paris, il simulait une méfiance soupçonneuse à l'égard de tout ce qui venait de la France, et s'il concluait que la rupture avec l'Angleterre était indispensable, il feignait de ne s'y résigner qu'avec répugnance : « Cette guerre contre les Anglais est nécessaire... mais c'est là un gros risque, car sous prétexte de protéger nos côtes les Français vont peut-être chercher à nous inonder de leurs troupes... » (2 décembre) (3). Godoy fut aidé dans sa manœuvre par de nouvelles violences exercées par les Anglais en Méditerranée, lesquelles s'accordent mal avec les ménagements que leurs escadres gardaient encore devant Cadix : leurs capitaines y reçurent ordre de couler les bâtiments espagnols de moins de 100 tonneaux, d'emmenner les autres à Malte et de brûler ceux qui se

(1) Gravina à Cevallos, 22 novembre 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211.

(2) « Je ne veux pas avoir la guerre avec l'Angleterre, aurait dit Charles IV lors de la capture de l'*Urquiño* ; je ne veux pas avoir la guerre avec mes enfants. — Mais, Sire, ils ont pris un de vos navires ! — Le capitaine était ivre, et l'on ne se dispute pas avec ces gens-là. » Frère à Hammond, 20 avril 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 51. Vanocul à Talleyrand, 14 novembre ; Beurnonville au même, 2 lettres du 22 : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 143, 184.

(3) Peu avant, Godoy avait affecté de parler assez favorablement d'un mariage entre l'infant Francisco et une archiduchesse autrichienne, ainsi que de la nouvelle orientation politique qui pouvait s'ensuivre. — A Marie-Louise, 8, 25 octobre, 20 novembre, 2 décembre : *A. Histórico N.*, c. 2821. Marie-Louise à Godoy, 7 novembre : dans VILLA URRUTIA, *Las mujeres de Fernando VII*, 32.

jetteraient à la côte ; malgré la disette qui régnait en Espagne, ils ne firent pas même exception pour les navires qui transportaient du blé. Enfin, ils firent prisonnier le régiment de Castille qu'on transportait aux Baléares. Aussi, alors qu'au début de décembre 1804 certains espéraient encore que le cabinet de Londres offrirait une indemnité pour la prise des frégates, Charles IV fit connaître aux Conseils, le 14, sa résolution de déclarer la guerre à l'Angleterre. Il apparaissait nettement que cette mesure ne lui inspirait aucun enthousiasme. Il ordonna de ne pas faire les publications solennelles d'usage, sous prétexte qu'il n'était pas nécessaire « de donner cette preuve de considération à un gouvernement qui se dispense d'observer toutes les obligations connues. » Le ton du manifeste royal manquait totalement d'entrain, et Beurnonville disait au prince de la Paix « que Cevallos semblait l'avoir écrit au moment de se confesser et de faire pénitence » (1). A Londres, Anduaga était aussi navré que son maître ; il venait d'avoir deux entrevues avec Pitt (10 et 16 décembre) qu'il avait trouvé buté, fermé à tout raisonnement et se retranchant obstinément derrière la non-communication du traité de subsides et les armements maritimes faits par l'Espagne lors de la révolte de Biscaye ; le 20 décembre, il apprit que l'embargo était mis sur tous les navires espagnols, et la conclusion qu'il tira de toute l'affaire fut des plus mélancoliques : « Selon toute apparence, c'est nous qui allons être la victime que le gouvernement anglais a choisie pour en tirer ce qu'il ne peut avoir de la France : de quoi apaiser l'avidité de certaines classes, de quoi éblouir la nation avec des entreprises brillantes et surtout fructueuses — le tout aux dépens de la justice, de l'équité et peut-être même de l'humanité » (2). Mais le champ était libre désormais pour la politique personnelle de Godoy.

LA CONVENTION MARITIME. — A Paris, le public commençait à s'étonner de l'immobilité de l'Espagne ; on prétendait qu'elle ne

(1) R. Freire à Araújo, 7 décembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Circulaire de Cevallos du 12 ; Godoy à Marie-Louise, le 21 : *A. Histórico N.*, c. 5211, 2821 ; texte du manifeste : *ibid.*, *Concejos Suprimidos, Tratados*, 1815. — Le régiment de Castille fut capturé grâce aux indications que donna à Nelson un ancien consul anglais à Barcelone, Gibert : Strangford à Canning, 25 juillet 1807, *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) Jusqu'au dernier moment Anduaga essaya de maintenir la paix. Le 2 janvier 1805, il recommandait encore à Cevallos de faire traduire un opuscule anonyme en faveur de la paix (composé en anglais par son attaché d'ambassade Arriaza), qui

voulait pas la guerre, et que d'ailleurs la France avait intérêt à prolonger le temps pendant lequel son alliée lui versait des subsides. Les Relations Extérieures eussent désiré elles aussi une décision plus prompte (le 9 décembre 1804, Talleyrand écrivit personnellement à Godoy pour qu'il hâtât la déclaration de guerre), mais elles savaient que ce n'était qu'une question de temps : le principe de la rupture était acquis depuis que, le 21 novembre, le prince de la Paix avait écrit à Gravina que le moment était venu de déclarer la guerre et lui avait ordonné de combiner avec l'empereur un plan de campagne maritime, puis de rentrer sans tarder en Espagne pour y prendre le commandement des escadres. L'amiral communiqua le 5 décembre cette importante nouvelle à Napoléon, qui recevait le corps diplomatique à l'École Militaire, après la distribution des aigles au Champ-de-Mars ; l'empereur ne répondit qu'un bref « C'est bien » et passa rapidement (1).

Gravina n'avait donc plus rien à faire à Paris qu'établir et signer la convention maritime. Chose curieuse, le gouvernement français ne paraissait nullement pressé de le faire. Il mettait bien en relief aux yeux du public, par des marques de considération particulières, le titre de commandant des escadres espagnoles que Gravina venait de recevoir (2), mais l'amiral n'arrivait à joindre ni l'empereur ni le ministre de la marine Decrès pour discuter de la convention. Il eut une audience du premier le 8 décembre ; Napoléon écouta avec attention les lettres de Godoy qui annonçaient une prochaine déclaration de guerre, se montra sceptique sur l'activité maritime que le favori promettait, exprima la crainte que cette bonne volonté ne fût paralysée par le manque d'argent, il parla d'expéditions à organiser

fut traduit en effet sous le titre : *Breve apelación al honor... de la nación inglesa sobre la necesidad de una inmediata restitución de las embarcaciones españolas con caudales*. Il demanda ses passeports le 10 janvier, quitta Londres le 22, arriva à La Haye le 13 février, et gagna la France, non sans avoir à souffrir à la frontière de maladroites vexations douanières. — A Cevallos, 10, 16, 17, 22, 26 décembre 1804 : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5458 bis ; 2, 22 janvier, 13 février 1805 : *Archivo de Simancas, Estado*, c. 8170 ; à Harrowby, 10 janvier : *Record Office*, F. O. 72, 55. Masserano à Champagny, 9 septembre 1807 : *A. E.*, *Consulat de Madrid*.

(1) Godoy s'était auparavant renseigné sur les forces maritimes de la France ; Gravina les évalua, d'après ce que lui avait dit Napoléon, à 38 vaisseaux dans les ports français. — Lima à Araújo, 18 décembre 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Gravina à Cevallos, 22, 27 novembre, 1^{er}, 4, 7, 15 décembre : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5211, 5212 ; à Godoy, 7 décembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 267 ; Godoy à Gravina, 21 novembre : *ibid.*, f. 258. Talleyrand à Godoy, 9 décembre : *A. E.*, *Esp.*, v. 667, f. 254.

(2) C'est ainsi que Gravina fut le seul militaire étranger invité au banquet que les officiers généraux de terre et de mer se trouvant à Paris donnèrent en l'honneur du sacre : à Cevallos, 29 décembre, *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5211.

contre l'Inde ou la Jamaïque, sans préciser, et en fin de compte pria l'ambassadeur de s'entendre avec Decrès (1). Gravina avait déjà essayé d'amorcer la discussion avec Talleyrand, avec lequel il était en fort bons termes, mais le ministre s'était dérobé sous prétexte que les fêtes du sacre ne lui laissaient pas un instant. Pendant trois semaines l'amiral chercha donc à entrer en conversation avec Decrès, sans y parvenir : ou bien il ne pouvait réussir à le joindre, ou bien il recevait de lui des réponses vagues et des « Nous en causerons ». Napoléon avait évidemment donné ordre de ne rien faire tant qu'on n'aurait pas reçu de Madrid la nouvelle de la déclaration officielle de guerre à l'Angleterre, ainsi que des renseignements qu'on avait demandés à Beurnonville sur les ressources maritimes de l'Espagne. Le tout étant arrivé vers la fin de décembre, les pourparlers commencèrent enfin (2).

Au début de janvier 1805, Decrès présenta un projet. Gravina en avait remis un de son côté le 29 décembre. Celui des Français était plus modéré que le sien quant au nombre des vaisseaux que devait fournir S.M.C., car il n'en demandait que 29 ou même 25, alors que l'amiral espagnol en avait offert 32. Sans doute Napoléon préférait-il des armements moins vastes, mais poussés plus sérieusement, car le projet Decrès portait qu'au mois de mars les escadres espagnoles devaient avoir leurs équipages au complet, avec six mois de vivres et quatre d'eau, tandis que Gravina avait déjà déclaré la chose impossible : l'épidémie qui avait sévi sur les côtes méditerranéennes avait décimé et dispersé les gens de mer, et à Cadix on ne possédait pas les grains nécessaires pour fabriquer le biscuit (3). C'est sur ce point que porta la discussion lorsque Decrès vint lire son projet à Gravina (4 janvier 1805). L'empereur, déclarait-il, en exigeait la signature avant minuit : c'était être bien pressé, après trois semaines de lenteurs, et l'ambassadeur refusa. Decrès alla rendre compte à Napoléon et revint à huit heures du soir, avec la

(1) Lima à Araújo, 11 décembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Dépêches de Gravina, le 8, à Cevallos (*A. Histórico N., Estado*, c. 5212) et à Godoy, beaucoup plus détaillée (*Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 270).

(2) Le 14, Gravina n'avait encore pu voir Decrès ; il l'eut à dîner ce jour-là, les 17 et 20 il assista chez lui à un dîner et à une fête, le 25 il le revit encore sans pouvoir jamais rien en tirer : à Godoy, 3, 15, 17, 21, 25 décembre 1804, *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 279, 283, 284. Beurnonville à Talleyrand, le 23. A. E., *Esp.*, v. 667, f. 307. Lima à Araújo, le 28 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) Gravina à Decrès, 29 décembre 1804 ; réponse du 4 janvier 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211, 5212.

même injonction. Gravina usa alors d'un subterfuge : il signa, mais en ajoutant deux notes sur la difficulté que l'Espagne aurait à tenir ses promesses, en raison du manque d'équipages et de la disette. Decrès se déclara satisfait ; le 8, Talleyrand adressa le texte à Napoléon, après y avoir ajouté le préambule ; le 9, Decrès signa à son tour. Les huit articles de la convention portaient en substance que S. M. C. s'engageait à armer pour le 30 mars 1805 sept ou huit vaisseaux au Ferrol, et pour le 10 mars douze à quinze à Cadix et six à Carthagène. Gravina eut son audience de congé le 6 janvier 1805 ; en réponse à son discours, Napoléon insista sur la nécessité de hâter les armements ; il lui remit la traditionnelle boîte d'or ornée de son portrait et garnie de brillants, et le 12 Gravina quitta Paris pour aller prendre le commandement des escadres royales (1). Godoy venait de donner à l'empereur un gage de première importance, en lançant l'Espagne dans cette lutte dont elle ne voulait pas. C'était maintenant à Izquierdo de réclamer le prix de cette docilité.

III

PROJETS PORTUGAIS ET PROJETS MARITIMES

PREMIÈRES CORRESPONDANCES. — Les lettres qu'Izquierdo envoya à Godoy dans les derniers mois de 1804 ne nous sont pas parvenues. Il est certain toutefois que pendant cette période son activité fut assez réduite et se borna à des travaux d'approche (2). L'intermédiaire par lequel il s'efforçait d'engager la conversation avec l'empereur était toujours Lacépède, et il était on ne peut mieux choisi. Lacépède était en effet très bien en cour, moins en raison de sa célé-

(1) La convention maritime est donnée officiellement comme du 4 janvier 1805, bien qu'elle n'ait été signée des deux parts que le 9 ; Napoléon ratifia le 23. — Santivañez à Cevallos, 12 janvier ; Gravina au même, les 8, 10, et à Decrès, le 5 (avec réponse du jour) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212 ; à Godoy, le 5 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 300. Talleyrand à Santivañez, le 23 : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 401 ; à Napoléon, le 8 : *Lettres inédites*, 117. Napoléon à Talleyrand, le 4 ; à Decrès, le 12 : *Corr.*, 8261, 8269. Texte de la convention aux A. N., AF IV 1196, dans LAFUENTE, *Historia... de España*, XVI, 44, et dans DESBRIÈRE, *Projets de débarquement*, IV, 258.

(2) Le contact était déjà pris en novembre 1804. Godoy écrivait aux *Reyes* le 20 : « Comme je l'ai déjà dit à VV. MM., l'empereur me comble d'éloges par l'intermédiaire de La Ce... » : *A. Histórico N.*, c. 2821.

brité de naturaliste, qui pourtant était grande et fondée, qu'à cause de son dévouement au régime : président du Sénat Conservateur, Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, il fut un des plus souples adulateurs de l'Empire, et rien ne rappelait en lui le fervent jacobin de jadis. Izquierdo le connaissait depuis fort longtemps, et faisait un éloge discret de leurs relations : « J'ose dire que je regarde comme une chose aussi extraordinaire qu'heureuse que deux hommes voués aux mêmes études, collègues, amis de trente ans, également dépourvus d'ambition, désintéressés et plus riches qu'ils ne le désirent aient mérité une confiance égale des deux côtés. » A toutes ces qualités, Lacépède en ajoutait une précieuse en la circonstance : il n'avait jamais eu de près ni de loin de relations avec le Portugal et les Portugais. A en croire Izquierdo, il se prêtait avec joie à ce rôle d'intermédiaire. En réalité, il avait demandé de bonne heure à Napoléon (dès le 12 novembre 1804) de le retirer d'une intrigue aussi étrangère à ses fonctions ; mais l'empereur n'avait pas cru devoir se priver de cette commode entremise (1). C'est qu'à ce moment plus que jamais il désirait acquérir une influence toute-puissante à la cour d'Espagne : non seulement il devait obtenir d'elle un vigoureux effort maritime, mais encore il lui fallait y surveiller les intrigues qu'y menait son ennemie jurée, Marie-Caroline de Naples, et sur lesquelles des incidents récents venaient d'attirer son attention.

La rupture de la paix d'Amiens avait amené très vite de la tension entre la France et les Deux-Siciles. Bonaparte eût voulu tout d'abord que Ferdinand IV déclarât la guerre à l'Angleterre, puis il s'était contenté de réclamer la fermeture des ports aux vaisseaux britanniques et le renvoi d'Elliot. Mais Marie-Caroline semblait fort peu disposée à suivre cette politique et les dépêches d'Alquier, maintenant ministre à Naples, signalaient tout au contraire qu'on approvisionnait les places et qu'on faisait des préparatifs pour armer les paysans de Calabre. Napoléon surveillait donc de très près les faits et gestes de son éternelle adversaire. Or il savait par les dépêches de Beurnon-

(1) « J'ose répondre, disait encore Izquierdo de Lacépède, de la bonne foi et de l'honnêteté du Grand Chancelier... J'assure que jamais il ne se prêtera à une tromperie, à une perfidie... Son élévation, son intimité avec le Souverain (plus grande que celle de quiconque, et fondée sur l'estime) ne lui ont ôté ni la simplicité de sa vie et de ses habitudes, ni son caractère doux et aimant, ni sa candeur naturelle, unie à une des intelligences les plus sublimes et les plus profondes... » A Godoy, 26 août 1804, 27 juillet 1806 : *A. Histórico N.*, c. 288r. Lacépède à Napoléon, 12 novembre 1804 : *A. N.*, AF IV 1679. On a vu quelles relations Izquierdo se vantait en 1798 de posséder parmi « les patriotes du Jardin des Plantes » : c'est précisément dans cette section que Lacépède déploya son activité révolutionnaire.

ville combien le parti napolitain groupé autour de Ferdinand et de sa femme gagnait en influence à Madrid. Deux incidents qui survinrent dans la deuxième moitié de 1804 achevèrent de le persuader que s'il n'y prenait garde la cour d'Espagne pourrait un jour lui devenir aussi hostile que l'était celle de Naples. Le duc de San Teodoro, ambassadeur des Deux-Siciles auprès de S. M. C., déplaisait aux *Reyes* par l'espèce de protectorat que sa femme et lui semblaient exercer sur le prince et la princesse des Asturies. Charles IV en écrivit à son frère, et comme il n'obtenait pas le changement d'ambassadeur qu'il désirait, il fit signifier à San Teodoro, à la fin de septembre 1804, qu'il n'eût plus à paraître au *sitio*. En une lettre fort sèche, il informa Ferdinand IV de sa décision et réclama un autre ambassadeur, « âgé et sans femme », dit Marie-Caroline, faute de quoi les relations entre les deux cours seraient rompues. Marie-Caroline fut très irritée de ce qu'elle appela « la conduite infâme » de la cour d'Espagne (1), et cet incident appela une première fois l'attention de Napoléon sur les intrigues napolitaines à Madrid. Elle le fut de nouveau quelques semaines après. La princesse des Asturies était enceinte de quelque temps lorsque le 20 novembre 1804 sa grossesse fut interrompue par une fausse couche. Le bruit courut aussitôt que cet accident était dû à des boissons que des domestiques achetés par Godoy avaient servies à la princesse, et l'on ajouta que le favori avait pris des précautions pour que Marie-Antoinette n'eût plus d'enfants. Bientôt parurent dans la presse anglaise des articles que Godoy attribua à Marie-Caroline, non sans quelque vraisemblance, et où le favori était accusé de vouloir priver la famille royale de succession et de songer à détrôner Charles IV pour régner à sa place (2). Le prince de la Paix avait donné au chargé d'affaires français, Vandeuil, quelques explications sur ces incidents ; afin de flatter Napoléon, qui venait d'exprimer le désir que les Jésuites ne fussent pas rétablis en Espagne, il avait prétendu que l'irritation de Charles IV contre Naples — et par suite le renvoi de San Teodoro — provenait

(1) San Teodoro arriva le 15 mars 1805 à Naples, et eut un long entretien avec la reine : Mos à Cevallos, 15 mars, *A. Histórico N., Estado*, c. 5669. — Beurnonville à Talleyrand, particulièrement 14 mars 1803 : dans PITOLLET, *La première femme de Ferdinand*, 1915, p. 54. Vandeuil au même, 15 octobre 1804 : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 70. Marie-Antoinette à M^{me} de Mandell, 28 septembre 1804 : *Lettres*, 258. VILLA URRUTIA, *Las mujeres de Fernando VII*. Marie-Caroline à Gallo, 11 octobre : *Correspondance*, II, 506.

(2) Marie-Antoinette à M^{me} de Mandell, l'Escorial, 21 novembre 1804 (lendemain de l'accident) : *Lettres*, 261. VILLA URRUTIA, *op. cit.*, 29 (date inexacte). PITOLLET, *op. cit.*, 56.

de ce que les Deux-Siciles avaient rétabli la Compagnie de Jésus (1). Mais l'empereur réclama d'autres éclaircissements, aussi bien sur le deuxième incident que sur le premier, et ce fut à cette demande, transmise par Izquierdo, que le favori répondit par la longue et importante lettre du 19 décembre 1804 par laquelle commencèrent, après six mois de travaux d'approche, des relations confidentielles et presque directes entre Napoléon et lui. L'attention que l'empereur portait aux affaires de Naples avait enfin opéré le rapprochement désiré (2).

Godoy avait adressé sa lettre à Izquierdo, pour qu'il la traduisit et la fit aussitôt remettre à l'empereur par Lacépède. Il y exposait tout d'abord la raison qui l'avait poussé à envoyer un agent à Paris : le désir de dissiper tous les doutes sur la bonne foi de l'Espagne et sur la sienne propre. Il expliquait ensuite quelles difficultés il avait dû vaincre pour obtenir de ses souverains la déclaration de guerre à l'Angleterre. Enfin, après le récit des intrigues napolitaines en Espagne, il affirmait la volonté des *Reyes* de ne point se laisser influencer par le parti italien. La mission d'Izquierdo était nettement confirmée : « Si S. M. I. me croit capable d'informer mon Roi des plans et des idées qui tendront à la conservation de leurs états respectifs et au surcroît de leur gloire, et si elle agréé que vous soyez le canal de communication par les soins de M. Delac., restez à Paris » (3).

Lacépède, qui dans cette épître était appelé « l'ancre qui assura nos investigations », reçut d'Izquierdo la traduction de la lettre le 29 décembre dès six heures du matin, et à huit heures il était reçu en audience par l'empereur. Celui-ci lut avec attention l'exposé de Godoy, et sa réponse fut favorable. Il déclara au Grand Chancelier qu'il admettait ces communications particulières, et qu'il voulait qu'elles fussent ignorées de tous, y compris Talleyrand et Beaumont-

(1) Talleyrand à Vandeul, 8 octobre 1804 ; Vandeul à Talleyrand, le 29 : *A. E. Esp.*, v. 667, f. 31, 97. Napoléon au même, le 7 ; à Fouché, le 9 : *Corr.*, 8103, 8118.

(2) Izquierdo renvoyait à Godoy toutes les lettres qu'il recevait de lui ; ce qui explique qu'elles aient été conservées : à la chute du favori, on les trouva chez celui-ci, à côté de celles d'Izquierdo (maintenant à l'*A. Histórico N.*, c. 2881). Izquierdo affirma plusieurs fois à son maître qu'il ne gardait pas copie des lettres qu'il lui adressait. Cette assertion n'est pas exacte pour la période du traité de Fontainebleau et des événements de l'Escorial : Izquierdo conserva alors les copies, qui à sa mort furent retrouvées parmi ses papiers et restèrent plusieurs années en France (voir ci-dessous, *Conclusion*, note sur la fin d'Izquierdo). C'est là que Nellerte put en prendre copie, pour les insérer dans ses *Memorias*. — Izquierdo à Godoy, le 31 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Constanzi à la Direction Générale de la Police, 20 août 1814 : *A. N.*, F^o 6599 ; Godoy, *Memorias*, V, 193, 216.

(3) Godoy à Izquierdo, Madrid, 19 décembre 1804, avec la traduction française d'Izquierdo en regard : *A. Histórico N.*, c. 2881.

ville (1). C'était déjà là pour Izquierdo un succès, mais il fut confirmé de façon éclatante par la longue note que Lacépède lui remit le 1^{er} janvier 1805, dictée par Napoléon à l'adresse de Godoy.

« M. de Lacépède dira au chargé d'affaires de M. le prince de la Paix que je partage son opinion et que je crois que M. de Gravina n'est nullement propre aux affaires diplomatiques ; qu'il a fort peu de lumières et sent trop peu la conséquence de ce qu'il dit (2). Qu'il est vrai que le bruit qui a été répandu à Paris qu'on allait détrôner le roi d'Espagne l'a été par les agents de la reine de Naples et que l'Empereur ayant été instruit que M. et M^{me} de Sainte-Théodore [sic] accréditaient beaucoup ce bruit a conçu tant de mépris pour eux qu'instruit qu'ils étaient chez l'impératrice, contre son usage, il ne descendit pas à l'audience (3). Qu'il connaît et méprise la reine de Naples ; qu'il sait que c'est une femme capable de tout faire ; que l'Empereur désire beaucoup qu'on parvienne en Espagne à lui ôter toute influence ; qu'il se repent aujourd'hui de ne pas s'être assez opposé au mariage, et qu'il verra avec intérêt tout ce qui tendrait à mettre Madrid à l'abri des intrigues de cette espèce de mégère. Que quant à la guerre l'Empereur pense qu'il faut armer au moins 20 vaisseaux et qu'il sera possible de les trouver si on a de l'argent et que l'argent nécessaire pour cela ne peut pas manquer à une monarchie qui a tant de ressources, tant de biens que la monarchie espagnole. Qu'enfin ce n'est que par les effets que l'Empereur pourra estimer ou non l'administration espagnole ; que s'il voit que dans le courant de deux mois il y a dans chacun des ports du Ferrol, de Cadix et de Carthagène une escadre pour subvenir [sic] aux sinnes et qui oblige les Anglais à tenir la mer en plus grand nombre de vaisseaux, il prendra confiance dans l'administration d'Espagne ; mais que déjà l'Empereur a paru étonné de ce qu'on tardait si longtemps à déclarer la guerre ; de ce que les bâtiments anglais avaient l'impertinence de s'approcher des côtes ; enfin de ce qu'on ne chicanait pas la garnison de Gibraltar ; de ce qu'on ne mettait pas Mahon à l'abri

(1) Izquierdo à Godoy, 2 janvier 1805, *ibid.* C'est à partir de ce moment que Lacépède se fit appeler dans toutes ces correspondances *l'ami*.

(2) Ce passage (cité par VILLA URRUTIA, *op. cit.*, 24) répond aux plaintes de Godoy contre Gravina dans sa lettre du 19 décembre : « Son caractère peu propre à la diplomatie... »

(3) Izquierdo, qui se trouvait à Saint-Cloud ce jour-là, rectifie un détail : le duc n'était pas là ; il n'y avait que la duchesse et sa fille, qui venaient d'être présentées à l'impératrice ; à Godoy, 2 janvier 1805, *A. Histórico N.*, c. 2881. L'ambassadeur portugais à Paris, Lima, signala ces bruits sur le détronement de Charles IV : à Araújo, 19 novembre 1804, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*

d'une attaque ; qu'à l'heure qu'il est, avec un peu plus d'énergie, on aurait pu avoir dans la rade du Ferrol 5 vaisseaux armés, qui réunis aux 5 vaisseaux français auraient pu débloquent le port » (1).

Malgré ses réticences, cette lettre de Napoléon dut causer une grande joie à Godoy : l'empereur lui avait répondu, une communication presque directe et qui promettait d'être régulière était établie entre eux. Sans perdre de temps, il exploita ce succès et accusa aussitôt réception de la note impériale par une deuxième lettre (12 janvier 1805). Il y commençait par se dépeindre lui-même comme « un militaire laconique, véridique, philosophe dans ses opinions, aussi éloigné de la jactance que de l'humilité, nullement craintif, mais modeste, qui aspire uniquement à conserver sa patrie, à mériter l'estime des hommes justes. » Il promettait ensuite que les vaisseaux seraient armés, les matelots enrôlés, les ports mis en état. Après quoi il commençait à diriger insensiblement l'entretien vers son grand projet portugais : il fallait craindre, expliquait-il, une révolte possible dans le midi de la France et une coalition de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, des états italiens *et du Portugal* : « Nous nous trouverions coupés par terre, assujettis par mer et sans autre ressource que la baïonnette » (2). Le texte de la convention maritime arrivant sur ces entrefaites lui donna une nouvelle occasion de mettre en relief à la fois sa bonne volonté et les difficultés de l'entreprise qui lui était confiée : « Son contenu est grand, et il regorge fermeté... [Mais] les forces humaines ne peuvent surpasser leurs bornes... » (17 janvier) (3).

Ces deux lettres de Godoy arrivèrent à Paris le 26 janvier 1805, et Izquierdo les recopia dans la nuit. Le lendemain, à une heure de l'après-midi, Lacépède les remit à l'empereur ; deux heures après, celui-ci l'avertissait par un billet que le soir, au cercle, il lui donnerait une note à dicter à Izquierdo, si l'agent espagnol avait un courrier prêt à partir. Mais dans la soirée Napoléon s'était ravisé ; il voulait relire toutes les pièces, et dans l'original espagnol, qu'il comprenait suffisamment. Au cours de cette révision, il remarqua que les dernières lettres de Godoy ne parlaient pas des affaires napolitaines, et la lacune dut lui paraître d'importance, car il envoya Lacépède demander à Izquierdo s'il avait bien remis tout ce qu'il avait reçu

(1) Note de Napoléon, inédite, 1^{er} janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) Godoy à Izquierdo, en français, 12 janvier 1805, « première dépêche » : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Godoy à Izquierdo, textes espagnol et français, 17 janvier : *ibid.*

de Madrid et s'il n'y avait rien sur Marie-Caroline de Naples : « Car S. M. I., faisait-il dire, verrait avec plaisir qu'on prit des mesures en Espagne pour lui ôter toute influence. » Enfin, le 31, le Grand Chancelier put convoquer l'agent de Godoy et l'avertir de préparer son courrier : « J'aurai à vous dicter une note de la plus haute importance. » L'Espagnol fut exact au rendez-vous, à deux heures, au palais de Salm, rue de Lille, et Lacépède, qui avait l'ordre formel de ne rien écrire de sa main et de ne rien signer, lui dicta la réponse de l'empereur (1).

Elle était fort bien conçue pour encourager Godoy et exciter son zèle. Napoléon lui donnait une marque de confiance en lui communiquant la lettre qu'il adressait à la reine de Naples, et en l'invitant à s'adresser à Junot, envoyé en Portugal, comme à lui-même. Mais il subordonnait son appui à la vigoureuse impulsion que le favori devait donner à la marine, en concluant « ...que l'Empereur a lieu d'espérer beaucoup de son zèle et que dans deux ou trois mois, lui, prince de la Paix, peut acquérir la protection, l'appui et l'estime de l'Empereur ou se perdre entièrement dans son esprit ; qu'il faut qu'il ait des matelots et qu'ils soient soldés ; et que le prince aura, dans tous les temps, appui contre ses ennemis extérieurs et intérieurs » (2).

Lacépède enchanté déclara à Izquierdo : « Le prince de la Paix sera content, et verra que l'Empereur lui offre union de vues et réciprocité d'intérêts pour toute la vie... Que peut-il dire de plus dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le début de l'intimité ? » (3) De fait, ce commencement de négociations était encourageant. Par diverses nouvelles qui lui arrivaient de Paris, Godoy pouvait sentir qu'il entrait réellement en faveur. L'impératrice parla de lui dans l'audience où Gravina prit congé. Le pape, au cours des cinq entrevues qu'il accorda à l'ambassadeur espagnol, eut également pour le prince de la Paix des paroles aimables et pleines d'estime (4).

(1) Le 31, après avoir revu Lacépède, Izquierdo insistait sur la nécessité d'une réponse sur Naples. — A Godoy, 28 janvier (billet annexé aux lettres du 31) et 2 lettres du 31 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Lacépède à Izquierdo, les 27, 28, 31 : *ibid.* Napoléon à Lacépède, le 30 : *Corr.*, 8299.

(2) Napoléon à Lacépède, « notes », 30 janvier 1805 : *Corr.*, 8299. Napoléon répondait en outre aux craintes exprimées par Godoy au sujet d'une coalition. La lettre pour la reine de Naples que Napoléon communiquait à Godoy est celle si connue du 2 janvier : « A la première guerre dont V. M. serait la cause, elle et sa postérité auraient cessé de régner... » Au roi de Naples, Napoléon conseillait au même moment de s'appuyer sur « Paris, Madrid et Vienne » (*Corr.*, 8254, 8255).

(3) Izquierdo à Godoy, 31 janvier 1805, 2^e lettre : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(4) Gravina à Godoy, 10 janvier 1805 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 311. Dans l'audience de congé, Napoléon n'avait rien dit du favori.

Izquierdo était plus réconfortant encore : « A Paris, on a changé de langage ; nous ne sommes plus les paresseux ; on voit notre activité et on la proclame. Continuons » (11 janvier). — « On n'entend plus le nom de V. E. qu'avec des éloges ; tout a changé ; l'opinion générale est pour nous » (18 janvier). Ce qui était plus précieux encore aux yeux de Godoy, son agent lui écrivait : « Je suis convaincu que l'énergie, la concision et l'intelligence de V. E. ont enchanté S. M. I. Maintenant, S. M. commence à avoir la première lueur de ce qu'est V. E. et de sa valeur. Elle a répondu à la généreuse franchise de V. E. en militaire, en guerrier, et dans le même style : elle a payé dans la même monnaie » (31 janvier). Et le prince de la Paix devait enfin se répéter souvent ces paroles pleines d'espérances de son envoyé : « Si nous faisons quelque chose, si l'on voit que nous travaillons avec énergie, quels grands résultats ! D'une chose nous passerons à l'autre ; nous gagnerons la confiance ; ne pas perdre de vue le principal objet, se rendre nécessaire, et ensuite on peut poser ses conditions... Tirons-nous à notre honneur de cette première affaire, et le reste, jusqu'au but prévu, ne sera plus que descendre la pente » (11 et 31 janvier) (1).

LA MISSION DE JUNOT. — Au moment de la prise des frégates, Lannes ne se trouvait pas à son poste de Lisbonne. Ayant obtenu un congé, il l'avait quitté le 21 juillet 1804, laissant la légation à un chargé d'affaires, Serurier. Le 29 octobre, il reçut de Talleyrand l'ordre de regagner immédiatement le Portugal et d'amener le régent à déclarer la guerre à l'Angleterre. Mais à cette action diplomatique Lannes préférait sans doute de beaucoup un commandement militaire, car il n'obéit pas et resta à Paris. Au début de 1805, il déclarait au ministre portugais, Lima, que l'empereur s'irritait de sa résistance, mais qu'il ne partirait point, dût-il feindre une maladie, car il ne voulait pas aller rompre un traité de neutralité qu'il avait signé lui-même. Il était facile à Lannes de montrer cette fermeté, car au moment où il faisait ces déclarations il savait déjà qu'il était

(1) Izquierdo à Godoy, 11, 18, 31 janvier : *A. Histórico N.*, c. 2881. Il est possible qu'il y ait un peu de vrai dans ce que disait Izquierdo des sentiments de l'opinion publique à l'égard de l'Espagne ; l'entrée en guerre de celle-ci avait pu provoquer un certain mouvement de sympathie.

remplacé à Lisbonne par Junot ; et comme Lima le savait aussi, ses protestations d'amitié furent appréciées à leur juste valeur (1).

En rejoignant son poste, Junot allait passer par Madrid. C'était là pour Napoléon une occasion de faire faire à Godoy une communication qui ne serait pas compromettante puisqu'elle resterait verbale, mais qui n'en causerait pas moins beaucoup d'impression, étant donné la personnalité de celui qui en serait chargé. Dès le 30 janvier 1805, l'empereur fit donc prévenir le prince de la Paix que son aide-de-camp arriverait bientôt à Madrid, et il le lui rappela encore les 19 et 22 février. De plus, Izquierdo reçut sur ce point les instructions de Lacépède : « *L'ami*, écrivit-il à Godoy, dit qu'il juge tout à fait convenable de bien recevoir Junot et sa femme, et cela avec assez de publicité pour que l'Europe sache combien les deux cours sont unies. Il ajoute que Junot est un homme très honorable, en qui S. M. I. a toute confiance » (2). Le terrain ainsi préparé, Junot partit, le 24 février 1805, porteur d'instructions détaillées de l'empereur. Elles lui traçaient la conduite à tenir à l'égard des maîtres de l'Espagne, et cela d'une façon qui peint assez bien l'idée que Napoléon se faisait d'eux et de leur importance respective. Trois lignes sur le roi : Junot fera appel à son honneur. Une dizaine pour la reine : l'empereur compte sur elle pour les préparatifs. Tout le reste est pour Godoy, distribuant habilement les félicitations et les exigences, les promesses et les menaces. Napoléon lui fait espérer la conquête du Portugal, mais il réclame impérieusement en échange qu'il active les armements de façon qu'il y ait 6 vaisseaux à Cadix et 6 autres au Ferrol absolument prêts à rallier sans une heure de retard les escadres qui les débloquent : « Si après m'avoir promis que cela sera fait, cela ne l'était pas, mes opérations seraient compromises, et il [Godoy] s'attirerait autant de haine et de mépris qu'il s'acquerra d'estime en se conduisant différemment » (3).

Junot arriva à Madrid le 18 mars. Il n'eut audience de Charles IV

(1) Serurier était le frère du maréchal. — Lannes à Serurier, 28 janvier 1804 ; Talleyrand à Lannes, 29 octobre, et à Junot, 25 janvier 1805 : *A. E., Port.*, v. 125, t. 124, 161, 213. Lima à Araújo, 5, 24 janvier 1805 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Napoléon à Lacépède, 30 janvier 1805 ; à Godoy, 19 février : *Corr.*, 8299, 8337. Au même, le 22 ; Izquierdo au même, le 24 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Napoléon à Junot, 23 février : *Corr.*, 8350. Ces instructions furent complétées par d'autres beaucoup plus courtes, mais dans le même sens, du 3 mars : *Corr.*, 8388. Des bruits coururent plus tard à Paris sur cette mission : on disait que Junot avait été chargé de « révolutionner » l'Espagne et d'y mettre un Bonaparte sur le trône : bulletins de Fouché, 16, 21 mai 1805 (cf. 5 janvier) : HAUTERIVE, *La police secrète*, t. I.

que le 28, mais dès le 19 il fut reçu par Godoy. Il se présenta à lui en grand uniforme, bas de soie et grand cordon de la Légion d'Honneur, cérémonie et appareil auxquels le favori fut sensible. Ils sympathisèrent. « Le personnage n'est pas mal, écrivit Godoy à la reine, son langage est clair » ; et il ajoutait : « Je le crois assez franc, car il m'a déjà offert une montre de Bréguet » (1). Beurnonville fut exclu des négociations : ainsi que Junot était chargé de l'expliquer à Godoy, il n'avait pas la confiance de l'empereur « pour les affaires plus intimes », et même, d'après Izquierdo, il eût suffi d'une insinuation pour le faire rappeler. Il présenta bien Junot lors de la première visite, celle de protocole, mais à la seconde entrevue, où l'on traita des affaires sérieuses, il ne passa point la petite porte discrète par laquelle son collègue fut introduit auprès du prince ; il entreprit d'attendre sa sortie : il attendit une heure et demie, et ses dépêches laissèrent deviner combien son amour-propre eut alors à souffrir, malgré le ton dégagé qu'il y affectait : « Je me suis fait un plaisir de guider en tout mon jeune collègue et de lui aplanir la route... des formes et des lenteurs castillanes » (2).

Les conférences de Junot et de Godoy furent longues, « quotidiennes et sans interruption », dit Ribeiro Freire, qui s'en s'inquiétait — et cela non sans raison, car on y parla beaucoup de son pays. Avant toutefois d'aborder ce sujet, Junot eut la précaution, dans la première conférence (20 mars 1805) de traiter la question essentielle aux yeux de Napoléon, celle des armements maritimes ; il obtint toutes les assurances qu'il voulut, des promesses formelles et l'envoi de courriers extraordinaires au Ferrol et à Cadix, avec les ordres les plus catégoriques pour que les 12 vaisseaux demandés fussent prêts à la date fixée. Après quoi, l'on aborda la question de la récompense que le prince de la Paix demandait en retour de ses efforts, et l'on parla du Portugal. Après un long préambule sur le péril où pouvait le mettre la mort soudaine de Charles IV et sur les intentions inquiétantes du parti fernandiste et napolitain, après s'être fait assurer que Napoléon était complètement revenu des mauvaises impressions

(1) Junot remit à Charles IV, le 28, la lettre par laquelle Napoléon l'exhortait à la guerre à outrance (*Corr.*, 8351), et reçut de lui des assurances satisfaisantes. — Beurnonville à Talleyrand, 31 mars : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 83. Godoy à Marie-Louise, le 19 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Izquierdo à Godoy, 24 février : *A. Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Marie-Louise, 20 mars (*ibid.*, c. 2821) et à Napoléon, 7 mai (*A. N.*, AF IV 1679). Beurnonville à Talleyrand, 31 mars : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 83. Napoléon à Junot, 23 février : *Corr.*, 8350.

qu'il avait eues jadis sur son compte, Godoy confia au général : « L'empereur ne sait peut-être pas que les grands du Portugal se sont réunis et se sont entendus pour m'offrir la couronne [?]. Je les ai remerciés en leur disant que je voulais servir mon maître jusqu'à la fin, mais qu'après, s'il entraît dans les vues de la France que j'acceptasse, j'accepterais avec l'amitié de l'empereur. » Junot répondit avec la prudence qui s'imposait, mais il put bientôt se rendre compte que la reine était au courant du projet portugais, car elle se montra fort peu disposée à soutenir son gendre le prince Jean, et décidée à lui laisser « courir les chances de la guerre » s'il ne se pliait pas aux volontés de Napoléon (1). On précisa donc les conditions d'une action en commun : Junot demanda que cinq ou six jours après son arrivée à Lisbonne Charles IV écrivît au régent pour le sommer de « faire cause commune » avec l'Espagne et la France ; en cas de refus, promit-il, « l'Empereur fournira avant l'automne les forces que l'Espagne voudra, et on s'emparera du Portugal. » Mais en même temps il subordonnait la récompense de Godoy à la réussite des opérations maritimes : « L'Empereur attend tout de l'énergie et du zèle du prince de la Paix. La gloire qui résultera de cette expédition retombera en grande partie sur lui, et mon maître lui assure son amitié et sa protection pour tout. Mais il faut de l'argent, de l'argent et encore de l'argent dans les ports ; sans ces trois choses on ne fait rien. » Le 30 mars 1805, il prit congé de Godoy, et en le quittant il lui demanda une accolade à l'espagnole, un *abrazo*. Le lendemain, il roulait vers Lisbonne (2). Il laissait le problème posé avec plus de clarté encore que ne l'avaient fait les premières correspondances entre Izquierdo et Lacépède : le Portugal, ou tout au moins un morceau de Portugal, à la disposition de Godoy, mais les flottes espagnoles à celle de Napoléon.

IV

LA RENAISSANCE DE LA MARINE ESPAGNOLE

L'EFFORT MARITIME DE GODOY. — D'après les états officiels, la marine espagnole comptait en 1804 57 vaisseaux de ligne, 38 fréga-

(1) Freire à Araújo, 26 mars 1805 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Junot à Napoléon le 30 : utilisé dans MOUY, *L'ambassade du général Junot à Lisbonne*.

(2) Memorandum laissé par Junot à Godoy, s. d. : *A. Histórico N.*, c. 2881 (liasse de juin). Godoy à Marie-Louise, 30 mars 1805 : *ibid.*, c. 2821.

tes, 17 corvettes et de nombreux petits bâtiments. Mais en pratique ces chiffres imposants se trouvaient singulièrement réduits. Au Ferrol, où l'on eût dû trouver 22 vaisseaux et 19 frégates, le commissaire français des relations commerciales, Aillaud, ne comptait que sur 4 vaisseaux et 2 frégates, et les rapports du capitaine de vaisseau Gourdon, commandant la division française abritée dans le port, étaient plus pessimistes encore : 3 vaisseaux *presque* armés et 2 frégates. A Cadix, où les rapports officiels signalaient 19 vaisseaux, il n'y en avait en réalité, à la fin de 1803, qu'un en rade, 2 en armement et 3 au radoub (1). Le matériel faisait défaut : on possédait à peu près celui de grément (encore manquait-on de cordages au Ferrol), mais pour le reste les réserves des trois grands arsenaux du Ferrol, de Cadix et de Carthagène avaient été épuisées par l'entretien des divisions françaises réfugiées dans les ports espagnols. Il avait fallu acheter de la toile à voile en France, et à la fin de 1804 on dut encore demander à s'y fournir de chanvre, de bitume, de cuivre et de bois de construction. Les vivres étaient en quantités insuffisantes, à la suite des disettes de 1803 et 1804 ; à la fin de 1804, le quintal de blé valait encore soixante-cinq francs dans nombre de provinces (2). Enfin, le personnel laissait beaucoup à désirer. Sur le papier, les effectifs étaient impressionnants : 3 capitaines-généraux, 29 lieutenants-généraux, 24 chefs d'escadre, 80 ingénieurs, 276 gardes-marine, 12.096 soldats et 3.080 artilleurs de marine, 52.784 inscrits maritimes, sans compter les garde-côtes, les courriers, etc. ; l'arsenal du Ferrol comptait à lui seul 824 charpentiers, 455 calfats, 94 forgerons, 800 marins, 612 forçats. Mais là comme pour les navires, les chiffres réels étaient beaucoup plus faibles. Dans les ports de guerre, les garnisons des ouvrages fortifiés et des batteries étaient insuffisantes : au moment de la prise des frégates, le Ferrol ne pouvait compter que sur deux bataillons — et encore incomplets — et dans les forts il y avait plus de canons que d'artilleurs. Les marins surtout manquaient, principalement dans les régions où la fièvre jaune avait sévi, à Cadix et sur les côtes méditerranéennes. L'état

(1) *Estado de la Armada española*, 1804 : A. N., AF* IV 545. Etat d'Aillaud, 16 février 1805 ; Gourdon à Decrès, 7 novembre 1804 ; Le Roy à Bonaparte, 2 décembre 1803 : AF IV 1195. Au début de 1803, Belleville comptait sur 52 vaisseaux et 16 frégates (à Talleyrand, 22 mars 1803, A. E., *Consulat de Madrid*). Cochrane, commandant la division de blocus du Ferrol signalait dans ce port, le 21 octobre 1804, 15 vaisseaux et 6 frégates ; mais ces chiffres, publiés dans les *Papers...*, p. 91 pour prouver que l'Espagne faisait des armements excessifs, sont suspects d'exagération.

(2) Godoy à Izquierdo, 12 janvier 1805 ; Gravina à Talleyrand, 26 décembre 1804 et à Decrès, le 29 : *A. Histórico N.*, c. 2881, 5211.

moral était mauvais, « déplorable », d'après Godoy, qui faisait au roi un tableau fort pessimiste de la situation de la marine à cet égard : « Il n'y subsiste rien ; l'esprit marin a disparu... le dégoût du service est constant, la haine contre le ministre générale. » Ce ministre, Domingo Pérez Grandallana, chef d'état-major de Godoy le 7 novembre 1801, puis ministre de la marine le 3 avril 1802, avait en effet découragé les officiers par des mesures maladroitement ; c'est ainsi qu'en leur supprimant les indemnités supplémentaires qu'ils touchaient à la mer, il leur avait ôté du coup tout désir de sortir des ports (1). Un effort immense était donc nécessaire pour que l'Espagne pût tenir les engagements qu'elle avait pris dans la convention du 4 janvier 1805.

Cet effort, Godoy le fit, et il prouva en cette occasion qu'il pouvait parfois se montrer digne du poste qu'il occupait. Tout le monde savait à Madrid, car Beurnonville ne l'avait caché à personne, qu'aux yeux de Napoléon la responsabilité des armements lui incombait tout entière (2). L'empereur l'avait écrit clairement : « S'il n'y a point d'escadre à Cadix ni au Ferrol, il [Napoléon] n'aura point pour le prince l'estime qu'il est porté à lui accorder. » Izquierdo d'ailleurs ne cessait d'exhorter son maître : « Ce qui est absolument nécessaire, ma loyauté à l'égard de mes souverains et mon amour pour V. E. vont le dire : beaucoup de mouvement, des notes aux journaux sur tout ce qu'on fait, s'agit-il de cent hommes qu'on fait changer de place, ... des ordres aux départements [maritimes], des commissaires spéciaux dans chacun d'eux... » (11 et 31 janvier) (3). Stimulé de la sorte, Godoy déployait l'activité la plus grande qu'il ait probablement jamais montrée : « Tout respire l'espérance, tout est en mouvement. » — « Déjà, écrivait-il à Napoléon, je ne vois plus l'Angleterre sur la carte géographique. » Gravina, ravi de tant de diligence, faisait à Talleyrand l'éloge du favori. Beurnonville complimentait le prince de la Paix, à la suite de quoi celui-ci écrivait à la reine : « Tout s'arrange comme ils ne l'auraient jamais pensé : pour qu'un Français dise cela, V. M. voit combien il faut que notre ren-

(1) Beurnonville à Talleyrand, 4 février 1805 : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 439. Gourdon à Decrès, 7 novembre 1804 ; *Estado de la Armada...* : A. N., AF IV 1195, AF* IV 545. Izquierdo à Godoy, 5 janvier 1805 ; Godoy à Marie-Louise, 8 novembre 1803 : *A. Histórico N.*, c. 2881, 2821. Sur Grandallana, témoignage de PIZARRO (*Memorias*, I, 79) : « Peu de talent et peu d'éducation ».

(2) R. Freire à Araújo, 28 décembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(3) L'Espagne était divisée en trois *departamientos marítimos* : Le Ferrol, Cadix, Carthagène. — Izquierdo à Godoy, 11, 31 janvier : *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Lacépède, *Corr.*, 8299.

dement soit supérieur au leur. » Talleyrand lui-même était forcé de constater « l'activité actuelle des préparatifs maritimes de l'Espagne » (10 avril 1805) (1).

Le ministère de la marine avait été retiré à Grandallana ; comme celui-ci, au dire de Gravina, était bon officier, on l'envoya commander la division du Ferrol. Son poste fut confié (6 février) au vieux capitaine-général de la flotte Francisco Gil y Lemos, qui devait le garder jusqu'au 15 octobre 1808. Godoy nomma chef d'état-major de l'armée navale le lieutenant-général Antonio de Escaño, qui passait pour très capable. Gravina était commandant en chef des escadres ; malheureusement, ses démêlés avec Izquierdo et surtout le penchant qu'on lui supposait pour le parti napolitain lui avaient beaucoup nui dans l'esprit du favori, et par là sans doute dans celui des souverains. Un autre fait fâcheux était que les bureaux de Godoy ou ceux de Beurnonville étaient trop peu discrets : on vit des particuliers recevoir à Paris des nouvelles importantes en même temps que Decrès. Napoléon dut demander (4 mai) qu'à l'arrivée d'un courrier intéressant on défendît pendant cinq jours aux postes de donner des chevaux (2).

Pour réveiller l'activité des arsenaux, il fallait tout d'abord trouver de l'argent. Les finances étaient en mauvais état ; les seules dépenses militaires s'étaient élevées pour chacune des cinq dernières années à près de 600 millions de réaux (150 millions de francs). Il est vrai qu'Ouvrard, alors à Madrid, était venu en aide au Trésor : par les traités du 26 novembre 1804, il avait prêté à la *Caja de consolidación* 40 millions de réaux et lui avait ouvert un crédit de 3.000.000 de réaux par mois pour cinq mois, à dater du premier janvier ; il allait aussi (avril 1805) placer en Hollande pour le compte de l'Espagne un emprunt de 10 millions de florins. De plus, Godoy

(1) Godoy à Marie-Louise, 23 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2821. Gravina à Talleyrand, 4 février ; Beurnonville au même, 11 mars (avec annotation de la main de Talleyrand : « Témoignage de satisfaction de S. M. sur l'activité des armements de l'Espagne ») : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 443 ; v. 668, f. 54. Godoy à Napoléon, s. d. : *A. N.*, AF IV 1679. Talleyrand au même, 10 avril : *Lettres inédites*, 118.

(2) La mesure demandée fut prise le 17 juillet 1805. — Beurnonville à Talleyrand, 4 février ; Talleyrand à Beurnonville, 4 mai : *A. E., Esp.* v. 667, f. 439 ; v. 668, f. 132. Godoy à Marie-Louise, 18 février 1805 : « J'ai pensé que les lettres de Gravina pourraient intéresser VV. MM., non qu'il y dise autre chose que ce que lui permet sa pauvre caboche (*mollera*), mais à cause de ses marques d'adulation abominable... » *A. Histórico N.*, c. 2821. *Real Orden* du 17 juillet 1805 : *ibid.*, c. 5270. Decrès à Napoléon, 23 avril : *A. N.*, AF IV 1196. Napoléon à Talleyrand, le 30 : *Corr.*, 8658 ; FOURNIER (*Zur Textkritik*..., 1903, p. 51) donne l'original de Vienne, qui diffère un peu de celui de la *Corr.*

s'adressa au commerce : « Je veux, disait-il, rendre populaire la guerre en ouvrant une porte aux ressources de notre patrie, que les ministres ont ignorées jusqu'ici. » Il réunit donc (7 février 1805) les principaux commerçants de Madrid : « Mon discours à cette famille hébraïque a duré trois quarts d'heure, mais les a convaincus et a produit son effet. » Les « Hébreux » prêtèrent 20 millions de réaux (1).

L'argent étant venu, on put se procurer du matériel. Les plaques de cuivre pour les doublages furent fournies par Ouvrard, et aussi par Izquierdo, à qui les affaires diplomatiques ne faisaient pas oublier sa fabrique de Juvia, et qui obtenait du gouvernement français les machines les plus récentes et la communication des nouveaux procédés pour extraire le cuivre des canons et des cloches. Napoléon avait promis du bois de construction (30 janvier) : on autorisa l'Espagne à en exporter jusqu'à 400.000 pieds cubes, ainsi que du cuivre, 500.000 livres de goudron et 50.000 de résine (16 février). Decrès ne permit toutefois pas d'exporter du chanvre, mais les agrès étaient ce qui faisait le moins défaut, et le 16 mars ils étaient au complet partout, même au Ferrol (2). Les envois de blés français étaient plus indispensables encore que ceux de matériel, et Godoy insistait sur la nécessité d'en faire au plus vite si l'on voulait que les vaisseaux prévus par la convention du 4 janvier pussent recevoir leurs six mois d'approvisionnements. Au Ferrol, on ne possédait que du lard salé, et nulle part on n'avait de biscuit : avec le peu de farine qu'on possédait on en faisait fabriquer à force, mais il était à craindre qu'il se conservât mal parce que confectionné trop vite et incomplètement séché, et de toute façon la quantité obtenue serait insuffisante. Il est vrai qu'Ouvrard s'était engagé à en fournir 40.000 quintaux pour le Ferrol, et à approvisionner les escadres. Napoléon, qui avait promis le 30 janvier d'aider l'Espagne sur ce point, fut sollicité d'accorder à Ouvrard et à Vanlerberghé le permis d'exportation néces-

(1) Le Consulat de Cadix (association de commerçants) prêta aussi de fortes sommes. Les biens exempts des dîmes ecclésiastiques furent frappés d'un droit de 3,5 % au profit du roi. L'emprunt de Hollande, consenti par Hope, fut autorisé le 16 juin. Mais d'après un document secret communiqué à Gravina, au 1^{er} mai 1804 on avait prévu pour 1804 un déficit de 1.189.000.000 de réaux. (Freire à Araújo, s. d. : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*). — Godoy à Marie-Louise, 3, 6, 9 février, 20 mars ; à Izquierdo, 11 février : *A. Histórico N.*, c. 2821, 2881. *A. N.*, AF IV 1608 B, plaq. 2/1. *DASDEVISERS DU DÉZERT, L'Espagne de l'ancien régime*, II, 370, 426 ; III, 111, 116.

(2) Godoy à Napoléon, 28 mars : *A. N.*, AF IV 1679. Etat d'Ailland, Le Ferrol, le 16 : *ibid.*, 1195. Izquierdo à Godoy, 10 janvier ; Talleyrand à Santivañez, 12, 16, février : *A. Histórico N.*, c. 2881, 5211. Napoléon à Lacépède, 30 janvier : *Corr.*, 8299.

saire ; il le fit sans difficulté (20 février), recommandant même à Champagny que ni le Trésor ni les fournisseurs ne prissent de bénéfice excessif ; Decrès demanda donc aux munitionnaires « que la marchandise fût bonne et à bon marché, et qu'on traitât bien l'Espagne. » A ces envois, Ouvrard en joignit de salaisons, et dès le milieu de mars on notait une amélioration au Ferrol : Gourdon y avait pour 55 jours de vivres, et les Espagnols pour trois mois de denrées diverses ; ils ne possédaient encore, il est vrai, que cinq jours de biscuit, mais ils en eurent 30 à la fin d'avril. A Cadix, au dire de Le Roy, Gravina avait des vivres pour un mois (1).

La convention maritime du 4 janvier 1805 prévoyait l'armement de 6 vaisseaux de ligne à Carthagène : ils furent prêts pour l'époque convenue, c'est-à-dire pour la fin de mars. A Cadix, on devait en armer 12 à 15 ; Beurnonville ne croyait pas qu'on pût dépasser 12, et en réalité l'on n'y arriva même pas ; on en avait 2 en rade à la fin de février, 5 au début de mars et ce fut tout ; lorsque le 9 avril l'escadre de Villeneuve débloqua Cadix, ces 5 vaisseaux furent seuls à la rallier, encore que Napoléon, l'avant-veille, calculât qu'on pouvait compter sur 6 (2). Au Ferrol, les résultats furent meilleurs. Ce port devait fournir 7 ou 8 bâtiments de ligne, et il pouvait le faire, d'après l'avis commun de Gravina et de Beurnonville. Le 16 février il en avait 2 en rade (avec 2 frégates), 2 dans le port, un prêt à entrer en rade, 2 prêts à être armés ; on escomptait que tous les 7 seraient prêts pour le début d'avril. Effectivement, ils étaient tous en rade le 16 mars, mais 2 n'étaient pas encore armés : ils le furent pour la fin du mois, grâce à l'activité de Grandallana. Quant aux 11 vaisseaux que possédait encore le port, on ne pouvait compter sur eux avant longtemps, car ils avaient besoin d'importantes réparations. Il y avait donc au Ferrol au début d'avril 7 vaisseaux et 2 frégates espagnols, avec 4 vaisseaux et 2 frégates français, soit 15 bâti-

(1) Godoy à Izquierdo, 15 janvier, et note du 17 ; Izquierdo à Godoy, 28 février : *A. Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Napoléon, 28 mars, 9 avril ; Izquierdo au même, 16 février : *A. N.*, AF IV 1679. Decrès au même, 15, 30 avril ; rapports d'Aillaud et de Gourdon, 16, 17 mars : *ibid.*, 1196, 1195. Beurnonville à Talleyrand, 7, 25 février, 11 mars : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 449 ; v. 668, f. 19, 54. Napoléon à Lacépède, 30 janvier, 19 février ; à Champagny, 20 février : *Corr.*, 8299, 8335, 8339.

(2) Gravina à Decrès, 29 décembre 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211. Beurnonville à Talleyrand, 25 janvier, 25 février, 11 mars 1805 : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 405 ; v. 668, f. 19, 54. Rapports de Le Roy, de Cadix, à partir du 5 février : *ibid.*, *Consulat de Cadix*. Decrès à Napoléon, 9 avril : *A. N.*, AF IV 1196. Napoléon à Godoy, 10 mars (placée inexactement dans la *Corr.* au 24 février, n° 8360) ; à Lauriston, 16 mars, 13 avril ; à Talleyrand, 23 avril : *Corr.*, 8442, 8577, 8615.

ments (1). Au total, à la fin de mars, l'Espagne avait dans ses trois principaux ports de guerre 18 vaisseaux de ligne prêts à prendre la mer. On avait espéré davantage. La convention maritime portait 25 à 29. Gravina avait parlé à Paris de 32. Beurnonville en avait escompté 20, puis 25 ou 26. Godoy s'était d'abord montré prudent, se bornant au chiffre de 22 (15 janvier), puis avertissant (1^{er} mars) qu'on ne pourrait être entièrement prêt à la date fixée ; mais à la fin il s'était laissé entraîner à écrire à Napoléon (29 mars) : « Les escadres sont prêtes. » Izquierdo était allé plus loin encore et avait parlé dans une lettre à l'empereur de 33 vaisseaux de ligne (2). Toutefois, l'écart existant entre ces prévisions et la réalité ne doit pas faire méconnaître la grandeur de l'effort espagnol, surtout si l'on considère qu'on était parti de très bas, et que tout avait été fait en deux mois seulement.

Le corps des officiers de marine espagnols était bon. Izquierdo, qui le connaissait bien en sa qualité de fournisseur des escadres, lui reprochait cependant un certain manque de confiance en soi, et exhortait Godoy à le galvaniser : « Il faut retirer des départements [maritimes] tout officier général inutile, tout officier impropre à un commandement, tout homme qui a l'abominable idée que nos navires ne peuvent se mesurer avec ceux des Anglais... Ne pas permettre qu'il y ait un seul officier qui ne s'occupe visiblement de son métier, restaurer la discipline, ne pas tolérer qu'un officier donne des excuses pour ne pas embarquer, ou pour ne pas servir sur tel ou tel vaisseau... Je connais les marins : pour eux, tout est difficulté. Des difficultés, il y en a, j'en conviens. Mais on a besoin d'hommes qui ne s'arrêtent pas aux obstacles, qui ne parlent pas d'impossibilités, qui s'enthousiasment, s'électrisent et croient fermement qu'on peut surmonter n'importe quel obstacle » (11 et 31 janvier). Napoléon eût vu avec plaisir la marine espagnole admettre des officiers émigrés français : c'eût été utiliser leur valeur technique et les rattacher indirectement à l'Empire, mais Godoy s'y refusa (3).

(1) Mêmes sources que pour Carthagène et Cadix, avec en plus rapports d'Aillaud, 16 février, 16 mars : *A. N.*, AF IV 1195 ; Gourdon à Decrès, 17 mars, *ibid.*, 1196. Napoléon à Lacépède, 7 avril : *Corr.*, 8543. Il y avait en outre au Ferrol 4 corvettes en rade, 2 vaisseaux en chantier et 53 canonnières ou chaloupes armées.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 7, 25 février, 11 mars 1805 : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 449 ; v. 668, f. 19, 54. Izquierdo à Napoléon, 24 février ; Godoy à Izquierdo, 15 janvier : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; au même, pour Napoléon, 1^{er} mars, et à Napoléon, le 29 : *A. N.*, AF IV 1679.

(3) Izquierdo à Godoy, 11, 31 mai 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Beurnonville à Cevallos, 30 avril, et réponse de Godoy, 3 mai : *ibid.*, c. 5270.

La grande difficulté était moins d'activer les officiers que de former les équipages. Ceux-ci avaient beaucoup souffert de la fièvre jaune en 1803 et 1804. Ils avaient été décimés par la désertion que provoquaient les retards dans la solde, retards qui atteignaient deux ans. Pour les compléter, on eut recours à des levées et à des engagements, mais surtout à la presse « des oisifs et des mendiants » qui à Madrid fut vigoureuse : elle y procura, au dire de Beurnonville, « une racaille épouvantable » (1). On eut ainsi des hommes ; malheureusement, ces hommes n'étaient pas des marins. Ils étaient même si novices dans les choses de la mer qu'on n'osait les embarquer. « Équipages neufs et mal formés », écrivait Gourdon du Ferrol le 17 mars. « Les navires espagnols, ajoutait-il le 10 avril, ont de très faibles équipages, composés de plus de deux tiers d'hommes qui n'ont point navigué » (2). C'était là une situation qui préoccupait vivement Decrès, et à juste titre. « J'en reviens à mon appréhension, qui est que le général de Beurnonville et le prince de la Paix, qui ne s'embarqueront point, ne s'empresent de mettre en rade des vaisseaux pour faire leur cour à V. M. sans s'occuper de l'espèce de marins dont ils les armeront... Les hommes qui ne s'embarquent pas appellent *marins* tout ce qu'ils voient sur le bord de l'eau, ou dans un canot avec un pantalon » (30 avril). Il avait dit le 26 en termes plus nets encore : « Ces vaisseaux-là [les espagnols] seront certainement battus s'il y a une affaire un peu chaude. Je crois qu'il est très important que V. M. fasse connaître à son allié qu'il vaut mieux un moindre nombre de vaisseaux bien armés qu'un trop grand nombre qui le soit mal » (3). Decrès ne voyait que trop juste.

NAPOLÉON ET LA MARINE ESPAGNOLE. — Sans être parfaits, les résultats que Godoy avait réussi à obtenir étaient considérables, et il était naturel qu'une question préoccupât son esprit : qu'allait-on faire des escadres constituées au prix de tant d'efforts ?

(1) Rapport d'Aillaud, le Ferrol, 16 février : A. N., AF IV 1195. Beurnonville à Talleyrand, 25 janvier, 25 février, 11 mars : A. E., *Esp.* v. 667, f. 405 ; v. 668, f. 19, 54. Godoy à Izquierdo, 1^{er} février 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Le système normal de recrutement était la matricule de mer, établie en 1737, qui, moyennant certains avantages, assujettissait tous les gens de mer au service du roi ; cf. DESDEVICES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, II, 303-312.

(2) Rapport d'Aillaud, 16 mars 1805 : A. N., AF IV 1195. Decrès à Napoléon, 26, 28 avril : *ibid.*, 1196. Gourdon à Decrès, 17 mars, *ibid.*, et 10 avril, dans ALCALA GALIANO, *El combate de Trafalgar*, 1909, I, 350.

(3) Decrès à Napoléon, 26, 30 avril 1805 : A. N., AF IV 1196.

Le prince de la Paix avait ses plans, qui à défaut de génie prouvaient tout au moins de l'imagination. L'un d'eux était de faire coopérer la marine à un coup de main contre Gibraltar. Le favori songeait à cette entreprise depuis novembre 1804 ; à cette époque il s'agissait d'enlever la place par surprise avec une troupe de forçats auxquels on promettait en retour le pillage de la ville et la liberté. Le drapeau de cette troupe singulière avait même été confectionné : « On y voit, écrivait Godoy à la reine, le scapulaire de la Vierge du Carmel avec beaucoup de broderies et de rubans. Ces actes de dévotion touchent ces gens-là, et ils croient ensuite que tuer et voler n'est pas un péché. » En décembre, le projet fut élargi : la flotte devait y prendre part, au moyen de brûlots qu'on lancerait dans le port et de chaloupes canonnières. En outre, un aventurier nommé Soriano se fit fort d'acheter les Irlandais de la garnison et le gouverneur lui-même, Trigg, qui devait ouvrir aux Espagnols la *Puerta de Tierra*. L'opération était fixée au 24, mais une violente tempête désorganisa les préparatifs maritimes et les brûlots ne furent pas prêts ; d'ailleurs, les Anglais avaient nommé un autre gouverneur, ils avaient suspendu, en raison de la fièvre jaune, les communications existant d'ordinaire entre la place et le territoire espagnol, et l'on reconnut à ce moment que Soriano était un chenapan, qu'on condamna à huit ans de bagne. Godoy songea alors à envoyer une escadre bombarder Gibraltar le 17 janvier, mais ce plan ne fut pas exécuté. Enfin apparut au camp de Saint-Roch, voisin de la place, un mystérieux inconnu muni de pleins pouvoirs, qui choisit des forçats pour un coup de main, qui pendant trois mois fit faire des mouvements coûteux et extraordinaires, puis partit en mars sans avoir rien tenté (1). En même temps qu'à Gibraltar, Godoy rêvait à une autre conquête qu'il pourrait confier à la marine espagnole régénérée : celle de l'Inde ; et pour opérer à peu de frais une diversion aux Antilles, il avait imaginé de faire la paix avec les noirs de Saint-Domingue et de les lancer sur la Jamaïque anglaise (2). Ces combinaisons n'obtinrent point l'agrément de Napoléon.

(1) GÓMEZ DE ARTECHE, *Nieblas de la Historia patria*, 1^{re} série. Godoy à Marie-Louise, 20 décembre 1804 : *A. Histórico N.*, c. 2821 ; à Napoléon, 12 janvier : *ibid.*, c. 2881. Le secret de la surprise semble d'ailleurs avoir couru les rues : Beurnonville à Talleyrand, 25 janvier, A. E., *Esp.*, v. 667, f. 405 ; lettre de Cadix du 18, dans le bulletin de Fouché du 9 février : HAUTERIVE, *La police secrète*, I. Sur l'inconnu de Saint-Roch, Le Roy à Talleyrand, Cadix, 15, 18, 29 janvier, 15 mars : A. E., *Consulat de Cadix*.

(2) Godoy s'était renseigné auprès de Gravina sur Saint-Domingue ; Gravina

L'empereur méditait alors le fameux plan maritime de mars 1805, grandiose conception que rendit possible l'entrée en ligne des escadres espagnoles. Les projets précédents, si vastes qu'ils fussent, n'avaient pas cette envergure. Celui du 25 mai 1804 consistait à faire débloquer successivement les ports par l'escadre de Toulon ; mais celle-ci à son passage à Cadix et au Ferrol ne s'augmenterait que des quelques vaisseaux français qui s'y trouvaient, et tout ce qu'on pouvait alors demander à l'Espagne était de comprendre que son intérêt était de les laisser sortir, puisqu'ils compromettaient sa neutralité (1). Le plan du 12 décembre 1804 comprenait une expédition des escadres de Toulon et de Rochefort aux Antilles, avec l'occupation de Surinam ; l'aide espérée de l'Espagne était secondaire : elle fournirait des vaisseaux à Cadix et au Ferrol, mais seulement lors du retour des forces françaises (2). Lorsque Napoléon songea un instant, en janvier 1805, à la conquête de l'Inde, le concours espagnol devait déjà être plus important : les escadres de Brest et de Rochefort prendraient au Ferrol 5 vaisseaux et 2 ou 3 frégates espagnols, plus 3 ou 4 frégates armées en flûte, chargées de vivres, et 4.000 hommes de débarquement ; peut-être même l'Espagne pourrait-elle fournir encore 2.500 hommes et plusieurs vaisseaux à Cadix (3). Enfin, une fois que Napoléon a pris de façon sûre et suivie le contact avec Godoy, une fois qu'il est assuré que ses promesses vont obtenir du favori la réorganisation de la marine espagnole et que la convention maritime du 4 janvier sera observée de façon suffisante, il demande à l'Espagne le maximum de son effort. D'après le grand projet de mars 1805, toutes les flottes de Charles IV seront ralliées par les escadres françaises, pour faire avec elles cette expédition aux Antilles qui y attirera les Anglais et dégagera la Manche. Celle du Ferrol, unie aux vaisseaux de Gourdon qui se trouvent dans ce port, suivra Ganteaume sorti de Brest. Celles de Carthagène et de Cadix, imitant l'*Aigle* qui est à Cadix, se rallieront à Villeneuve venant de Toulon (4).

évalua la force qu'y avaient les Français à 3.800 hommes. — Godoy à Napoléon, 12 janvier : *A. Histórico N.*, c. 2881. Gravina à Cevallos, le 31 : *ibid.*, c. 5212.

(1) Napoléon à Decrès, 11 mai 1804 : *Corr.*, 7742. Auparavant, Bonaparte avait songé à utiliser les 3 vaisseaux du Ferrol pour la guerre de course en Amérique : au même, 20 janvier 1804, *Corr.*, 7492.

(2) A Villeneuve, 12 décembre 1804 ; à Decrès le 14 : *Corr.*, 8206, 8213.

(3) A Decrès, 16 janvier 1805 : *Corr.*, 8299.

(4) A Ganteaume, Villeneuve, Lauriston, 2 mars ; à Ganteaume, le 15 ; à Lauriston, le 16 ; à Villeneuve, le 22 ; à Decrès, 11 avril : *Corr.*, 8379, 8381, 8382, 8436, 8442, 8467, 8568.

Mais pour que ce plan réussisse, il est indispensable que l'effort espagnol ne se relâche pas un instant. Le moment est donc venu pour Napoléon d'utiliser ces relations directes qu'il a établies avec Godoy, de le presser sans cesse, de l'éperonner. Aussi les mois de février, mars et avril 1805 sont-ils marqués par une active correspondance entre l'empereur et le prince de la Paix, toujours par l'intermédiaire d'Izquierdo et de Lacépède, correspondance qui porte uniquement sur les affaires de marine. Du Portugal en effet l'on ne parle plus guère, et l'on verra que Napoléon se dérobe à toutes les ouvertures que Godoy lui fait sur ce sujet. Sur le thème des armements en revanche, il est fort loquace. Lorsque les efforts du favori lui paraissent satisfaisants, ce sont des compliments et des éloges. C'est à cette époque, dans sa lettre du 19 février, qu'il l'appelle pour la première fois « Mon Cousin ». Lorsqu'Izquierdo lui a annoncé (24 février) que les discours du prince à la « famille hébraïque » ont obtenu 20 millions de réaux et qu'avant le 1^{er} avril on aura 33 vaisseaux, il répond aussitôt : « M. Delac. [*sic*] fera connaître à son correspondant combien on a éprouvé de satisfaction d'apprendre que le prince de la Paix se procurait de l'argent, et que le nombre de vaisseaux convenu serait prêt au Ferrol et à Cadix » (27 février). Le 10 mars, Napoléon fait écrire : « L'Empereur a appris avec plaisir par la lettre du 28 pluviôse qu'il commence à y avoir du mouvement à Cadix et au Ferrol. » Après la jonction des escadres à Cadix, Godoy est informé que « cette nouvelle a fait grand plaisir à S. M. » (23 avril) (1). A ces témoignages de satisfaction, Izquierdo ajoute de son côté des commentaires encourageants : « Il [Lacépède] dit que S. M. I. manifeste la plus grande confiance en V. E., qu'Elle apprécie déjà extraordinairement votre personne et votre caractère énergique, qu'il est impossible qu'il existe de puissance à puissance un contact plus immédiat et plus cordial. Les doutes qu'Elle avait se sont changés en une confiance telle que personne ne pourra nuire à V. E. Il n'est plus besoin que de continuer » (28 février). Aux éloges que Napoléon envoie le 10 mars, Izquierdo ajoute : « La note donnée par S. M. convaincra V. E. qu'Elle veut être utile à sa gloire et à ses hautes fins... » (11 mars). Il conclut enfin, après le succès de la jonction de Cadix : « C'est V. E. qui doit retirer le fruit

(1) Napoléon à Godoy, 23 avril : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; 19 février : *Corr.*, 8337 ; 27 février, 10 mars, portées dans la *Corr.* aux dates présumées du 16 mars (8440) et du 24 février (8360). Cf. MAVER, *Die französisch-spanische Allianz*, I.

de cette intimité, car elle en est la cause et le point d'appui » (28 avril) (1).

Mais en même temps qu'il témoigne sa satisfaction, Napoléon ne manque pas de rappeler qu'un instant de relâchement peut tout gêner : « Il serait fâcheux que la moindre hésitation à Madrid donnât au prince le regret de n'avoir pas coopéré à des grandes opérations » (10 mars). Au besoin, il adresse des critiques directes. A Cadix et au Ferrol, dit-il, « il paraît que tout va lentement et que l'argent y manque, ou n'y est pas prodigué avec l'abondance que requerraient les circonstances » (22 février). Lorsque Villeneuve est sorti de Toulon et que la grande manœuvre est déclenchée, Napoléon ne cache pas son mécontentement de voir l'Espagne en retard : « J'ai appris avec peine qu'il n'y avait en rade de Cadix que 6 vaisseaux ; ... cependant le moment va se présenter où ils devront sortir... » (7 avril) (2). Ainsi, par ces louanges et ces blâmes adressés à Godoy, Napoléon dirige l'effort espagnol presque d'aussi près que l'effort français ; toutes proportions gardées, cette correspondance est le pendant de celle si active qu'il entretient alors avec Decrès : le prince de la Paix est comme son ministre de la marine en Espagne.

On peut distinguer dans cette série de lettres deux groupes distincts. Le premier est celui de février-mars. Du 19 au 27 février, en neuf jours, l'empereur écrit quatre fois à Godoy, puis une fois encore le 10 mars. C'est le moment où il lance les ordres pour l'exécution du grand plan qui doit réunir aux Antilles les flottes de Brest, Rochefort, Toulon, et celles de l'Espagne (3). Il insiste alors pour que les vaisseaux espagnols soient absolument prêts à suivre sans aucun retard les escadres françaises qui viendront les débloquent ; il paraît avoir redouté ce qui arriva en effet à Cadix ; Villeneuve repartant sans avoir complètement rallié Gravina parce que celui-ci n'avait pas achevé ses préparatifs. L'escadre de Toulon n'ayant pas l'ordre

(1) Izquierdo à Godoy, 28 février, 11 mars, 28 avril 1805 (« L'Empereur est content ») : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) Napoléon à Godoy, 22 février ; à Lacépède, 10 mars (portée au 24 février dans la *Corr.*, 8360) : *A. Histórico N.*, c. 2881. Au même, 7 avril : dans cette lettre, le texte de la *Corr.* (8543) est : « qu'il n'y avait en rade de Cadix qu'un vaisseau » ; celui de l'*A. Histórico N.* (*ibid.*) est : « qu'onze vaisseaux » (ou dix, ou six : Izquierdo ne put déchiffrer ce mot, écrit de la main de Napoléon : mais d'après ce qu'on sait par ailleurs des armements de Cadix il ne peut être que six et ne saurait en tout cas être un).

(3) Napoléon à Godoy, et à Lacépède pour Godoy, 19 février : *Corr.*, 8335. 8337. A Godoy le 22 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Au même, le 27 : *ibid.*, et dans la *Corr.*, placée par erreur au 16 mars, n° 8440. Au même, 10 mars : *ibid.*, et dans la *Corr.*, placée par erreur au 24 février, n° 8360.

formel de toucher à Carthagène, Napoléon ne s'occupe que des vaisseaux du Ferrol et de Cadix, surtout des derniers, dont la mise en rade va moins vite ; là, après en avoir exigé six « sans retard » le 27 février (ce qui était le nombre que devait réclamer Junot), il se contente le 10 mars d'espérer qu'il y en aura 5. C'est le chiffre qu'il désire aussi au Ferrol. Quant aux vivres, il a fait répéter au prince de la Paix, le 19 février, qu'il donnera toutes facilités pour en faire venir de France (1).

La deuxième période d'activité dans sa correspondance avec Godoy se place du 4 au 23 avril 1805 : deux lettres à Godoy, et par trois fois l'ordre à Talleyrand ou à Decrès de lui écrire (2). C'est qu'ayant appris le 3 que Villeneuve a quitté Toulon, Napoléon se hâte d'envoyer les derniers ordres. Villeneuve était parti de Toulon le 30 mars avec 11 vaisseaux. Le 7 avril, il se présenta devant Carthagène. L'amiral Salcedo y avait 6 navires, mais ses équipages étaient incomplets et il n'avait pas d'ordres pour se joindre aux Français : il les laissa donc repartir, ce dont Napoléon manifesta une vive contrariété (3). Le 9, ayant franchi le détroit de Gibraltar, l'escadre parut devant Cadix et à quatre heures de l'après-midi une de ses frégates vint dans le port donner le signal d'appareiller ; mais Gravina n'était pas tout à fait prêt, les troupes de débarquement ne montèrent à bord qu'à sept heures et les derniers vaisseaux ne sortirent qu'à dix heures du soir. Villeneuve impatienté était déjà reparti avec ceux des bâtiments qui l'avaient rallié ; les retardataires rejoignirent sans encombre à la Martinique. L'escadre française se trouvait ainsi renforcée de 5 vaisseaux et une frégate, portant d'excellentes troupes de débarquement, et au dire de Le Roy le peuple de Cadix, joyeux d'avoir vu réussir la jonction, s'écriait : « ¡ Qué

(1) Références ci-dessus. Outre sa correspondance avec Godoy, Napoléon usa alors d'autres moyens pour se renseigner et agir. Le 2 janvier, il avait écrit à Charles IV pour l'exhorter à la guerre à outrance ; il recommanda à Beurnonville de remettre la lettre le plus discrètement possible, ce que l'ambassadeur fit faire par Godoy (*Corr.*, 8253 ; A. E., *Esp.*, v. 667, f. 333, 394). Le 4 mars, il fit envoyer une dépêche à Le Roy, à Cadix, avec d'extraordinaires précautions de mystère ; il l'y invitait sans doute à le renseigner directement, ce qui explique le vide de la correspondance de Le Roy avec Talleyrand (*Corr.*, 8390 ; A. E., *Esp.*, v. 19 supplément, f. 374 ; v. 668, f. 62 ; *Consulat de Cadix*).

(2) Napoléon à Lacépède pour Godoy, 7 avril : *Corr.*, 8543 ; à Godoy, le 23 (inédite) : *A. Histórico N.*, c. 2881. En outre, pour la même période, se rapportant à Godoy : à Decrès, les 4 et 23 ; à Talleyrand, le 23 : *Corr.*, 8527, 8617, 8615 ; nombreuses lettres à Decrès, Ganteaume et Villeneuve sur le rôle des escadres espagnoles. — Pour toute cette période, voir aux appendices le texte des lettres inédites.

(3) Beurnonville à Decrès, 11 avril 1805 : A. N., AF IV 1679. Napoléon à Godoy, le 23 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

demonios que los franceses ! » (1) La nouvelle parvint à Napoléon le 23 avril. Lorsqu'il avait appris que Villeneuve avait quitté Toulon, il était trop tard pour insister sur Cadix, et il se contenta de déplorer (7 avril) qu'on n'eût pu y armer plus de vaisseaux. Mais c'était une raison de plus pour presser les affaires au Ferrol, de façon que tout s'y passât bien lorsque Ganteaume viendrait s'y présenter — Ganteaume dont la sortie de Brest devait être le coup décisif et auquel l'empereur écrivait alors (11 avril) : « Vous tenez dans vos mains les destinées du monde. » Napoléon venait d'être informé par les rapports d'Aillaud et de Gourdon des 16 et 17 mars qu'on avait là-bas 7 vaisseaux, mais que les vivres y manquaient encore : il exigea donc aussitôt de Godoy que l'escadre en reçût pour trente jours, « sans quoi l'on manque le projet de campagne. *Si l'on n'a pas donné les vivres, qu'on les donne sur-le-champ : tout a été prévu* » (2).

Quant aux 6 vaisseaux de Carthagène qui n'avaient pas rallié Villeneuve, et à ceux qu'à Cadix on continuait à mettre en rade, l'empereur voulait les utiliser, et il communiqua au prince de la Paix plusieurs plans. On pouvait envoyer ceux de Carthagène à Cadix, et l'on aurait là une escadre de 10 à 12 bâtiments de ligne qui obligerait l'Angleterre à en maintenir une égale dans les parages, si elle voulait rester maîtresse du détroit. Ou bien, si ce résultat pouvait être atteint avec les seules forces de Cadix, celles de Carthagène pourraient aller à Toulon se mettre à la disposition de Napoléon, qui prendrait à sa charge la nourriture des équipages : « Alors les Anglais craindraient pour l'Égypte, pour la Sicile, pour la Sardaigne, et seraient obligés de tenir une deuxième escadre dans la Méditerranée, indépendamment de celle de Cadix. L'Empereur préférerait ce dernier parti, s'il peut convenir au roi d'Espagne » (23 avril) (3). Izquierdo conseillait à Godoy d'accepter la deuxième

(1) Le Roy à Talleyrand, 10 avril : A. E., *Consulat de Cadix* ; à Napoléon, le 10 : A. N., AF IV 1196. Beurnonville à Napoléon, le 12 : *ibid.*, 1679. Napoléon à Talleyrand, le 13 : *Corr.*, 8579 (« Je compte que mon escadre de Toulon est arrivée devant cette baie [Cadix]. » FOURNIER, *Zur Textkritik*, 1903, p. 46, rectifie d'après le manuscrit de Vienne : « ... que mon escadre de Toulon arrive actuellement devant cette baie », ce qui est plus vraisemblable.) DESBRIÈRE, *Projets de débarquement*, IV, 486.

(2) A Ganteaume, 11 avril : *Corr.*, 8570. A Lacépède, le 7 ; le texte de la *Corr.* (8543) porte : « Si l'on n'a pas donné les ordres » ; celui de l'A. *Histórico N.* (c. 2881) porte (phrase soulignée) : « Si l'on n'a pas donné les vivres », ce qui répond beaucoup mieux au contexte et aux circonstances.

(3) Napoléon à Godoy, 23 avril : A. *Histórico N.*, c. 2881 ; à Decrès, 4 mai : *Corr.*, 8685. Des ordres sont donnés à Talleyrand et à Decrès (23 avril, *Corr.*, 8615, 8617) pour qu'ils écrivent à Godoy dans le même sens (Talleyrand le fit le 25 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 117). FOURNIER, *Zur Textkritik*, donne d'après l'original de Vienne des variantes importantes de la lettre à Talleyrand. Dans la phrase : « Il faut avoir à

proposition. « L'idée d'envoyer les navires de Carthagène à Toulon, à mon avis, nous est très utile ; elle donne de l'importance à cette escadre ; l'empereur nourrit nos équipages (voilà qui est admirable !) et l'on verra une union d'opérations inconnue jusqu'ici entre alliés » (28 avril). Mais Godoy fut plus méfiant ; il se rappelait sans doute l'aventure de la flotte espagnole à Brest, otage de la France pendant deux ans et il adopta la première solution, déclarant qu'on ne pouvait songer à la deuxième parce que les navires de Carthagène porteraient à Toulon la peste qui régnait dans leur port d'attache (7 mai). Napoléon n'insista pas et lui demanda seulement de faire bloquer Gibraltar par les escadres réunies à Cadix, si la chose était possible (28 mai) (1).

L'aide que les flottes espagnoles apportaient à Napoléon, malgré certains mécomptes, était précieuse et pouvait être décisive. Beaucoup n'eussent pas cru possibles un si rapide relèvement, une si prompte renaissance de la marine espagnole. « Sans user d'une bravade déplacée, écrivait Grenville en 1798, il nous est sûrement permis de dire que notre position maritime ne nous laisse rien à craindre du côté de l'Espagne administrée par un gouvernement régulier auquel il importera toujours de ménager le sang, les ressources et le bonheur de ses peuples. Ce ne serait que dans le cas où un gouvernement révolutionnaire disposerait arbitrairement de la vie et de la fortune de toutes les classes que la guerre avec l'Espagne pourrait devenir pour l'Angleterre un sujet d'alarme et un danger » (2). Cette énergie révolutionnaire, Godoy l'avait apportée à la tâche que Napoléon réclamait de lui. Mais maintenant que les escadres espagnoles étaient prêtes dans les ports ou en mer aux côtés des françaises, le moment était venu pour le favori de réclamer sa récompense, l'exécution de son grand projet portugais.

Cadix des escadres considérables qui obligent les Anglais à en tenir une pour les bloquer » il remplace « à Cadix » par « dans nos ports. » Dans la phrase : « ... je prendrai l'obligation de nourrir et d'entretenir les équipages » il biffe « et d'entretenir. » Le texte de la lettre à Godoy du 23 (appendice) vient à l'appui de ces rectifications.

(1) Izquierdo à Godoy, 28 avril 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Napoléon, 7 mai : A. N., AF IV 1679. « Note pour M. Lacépède », 28 mai : *Corr.*, 8805.

(2) Grenville à Pinto, 3 février 1798 : BIKER, *Collecção...*, XII, 46.

V

LA MANŒUVRE CONTRE LE PORTUGAL

LES IMPATIENCES DE GODOY. — Il était sans doute de l'intérêt de Godoy de pousser les préparatifs maritimes de l'Espagne avec toute la vigueur possible, mais il ne lui importait pas moins que ses efforts fussent bien mis en valeur aux yeux de Napoléon. Pour cela, il fallait qu'Izquierdo, à qui revenait cette partie de la tâche, eût à Paris un relief et une autorité suffisants : Godoy fit son possible pour les lui donner, et de plus en plus Izquierdo prit figure du véritable ambassadeur d'Espagne. Il menait un train brillant, avait acheté chevaux et voiture, transmettait à sa cour, en les recommandant, les pétitions de ses amis, les faisait aboutir (1). Godoy prenait soin que l'ambassade officielle lui donnât peu d'ombrage. Gravina, en quittant son poste, avait laissé comme chargé d'affaires Santivañez, qui resta très effacé. Sa fortune ne lui permettait pas de tenir le rang qui eût convenu, et les Relations Extérieures, déjà distantes avec les ambassadeurs, devenaient hautaines avec les simples chargés d'affaires ; il était d'ailleurs assez mal vu à Paris. Santivañez ne put donc que plier devant l'homme de confiance de Godoy, et plier même assez bas : le jour où Izquierdo le reçut à sa table, ainsi que tout le personnel de l'ambassade (24 février 1805), on eût pu se demander lequel des deux était le véritable représentant de S. M. C. (2). Mais l'intérim de Santivañez fut court, et le successeur de

(1) Izquierdo obtint un bénéfice ecclésiastique pour son frère et une pension pour son neveu ; la reine donna une bonne place au fiancé de sa nièce, un homme de loi nommé Séraphin Chavier ; il contribua à faire donner la croix de Charles III au fils d'Hervas, et c'est par son entremise que Lacépède obtint pour un de ses parents, le comte Louis de Laville-sur-Ilon, le grade de colonel d'artillerie légère dans l'armée espagnole. — José de Hervas et Lacépède à Godoy, 11 mars 1805 ; Izquierdo au même, 23 février : *A. Histórico N.*, c. 2881. Beurnonville à Talleyrand, 5 août : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 274.

(2) Le premier jour où Izquierdo demanda un courrier à Santivañez, celui-ci n'en avait qu'un, et que Talleyrand avait retenu pour lui confier une note. Il n'hésita pas à aller prier Talleyrand de hâter sa communication, quitte à être mal reçu de lui, et s'excusa encore auprès d'Izquierdo de l'avoir fait attendre. Son traitement était si insuffisant pour entretenir cinq attachés, les bureaux, les domestiques et les courriers qu'il demanda à être relevé : à Cevallos, 8 décembre 1804, 31 janvier, 8, 24 février 1805, *A. Histórico N., Estado*, c. 5211, 5213 ; à Izquierdo, s. d., (vers le 27 janvier), et Izquierdo à Godoy, 18, 31 janvier, 24 février : *ibid.*, c. 2881.

Gravina, qui vint occuper l'ambassade le 18 mars, pouvait se montrer moins souple. Carlos Ferrero, Fieschi y Rohan, prince de Masserano, était en effet un puissant personnage en Espagne. Il intrigua depuis 1802 pour être nommé ambassadeur à Paris. Le prince de la Paix ayant fait pressentir l'empereur à son sujet, on lui répondit que Masserano serait fort bien accueilli, « pour être des familles distinguées de France. » En effet, il s'était marié en France, son fils portait le titre de marquis de Crèvecœur, ses deux filles, dont l'une était M^{me} de Saint-Sauveur, habitaient Paris, tous les biens de sa famille se trouvaient en territoire devenu français, en Piémont, et lui-même passait pour francophile. Godoy ne voyait dans ces attaches qu'un avantage : « Outre ses manières de cour, il aura des facilités pour observer, et pour entrer dans les maisons où l'on peut savoir les choses. » Mais en réalité les bureaux de Fouché n'ignoraient pas que les préférences de Masserano allaient toutes au parti royaliste, qu'à Madrid son hôtel était le rendez-vous des émigrés et qu'à Paris ses relations ne pouvaient être qu'étroites avec le faubourg Saint-Germain. Masserano avait donc trop peu la confiance du gouvernement français pour être un rival bien dangereux pour Izquierdo. D'ailleurs, il était personnellement fort médiocre, de tournure grotesque, proverbiallement menteur, très plat et peu intelligent : « Il est à peu près idiot, disait Frere, mais il sert à amuser le roi par ses bouffonneries et son imbécilité » (1). Lors de son audience de présentation (24 mars), il put comprendre qu'en effet Napoléon faisait personnellement fort peu de cas de lui. Il dut donc être facile à Godoy de lui faire entendre quelle était la conduite à tenir à l'égard d'Izquierdo. Dès son arrivée, l'ambassadeur prit l'agent secret à

(1) La nomination de Masserano est du 5 février 1805. Les Masserano étaient de ces familles italiennes que Charles III avait amenées avec lui de Naples à Madrid. On disait Masserano marié secrètement à M^{me} de Villamayor et c'est de lui qu'elle aurait eu sa fille, la marquise de Fontanar, fort libre et fort jolie, maîtresse de Bute. — Alquier à Hauterive, 21 novembre 1800 ; à Talleyrand, 24 avril 1800 ; Muzquiz au même, 26 juillet 1800 ; Gouvion Saint-Cyr au même, 4 février 1802 ; Charles IV à Napoléon, 5 février 1805 : *A. E., Esp.*, v. 18 supplément, f. 246 ; v. 658, f. 292 ; v. 659, f. 192 ; v. 19 supplément, f. 12, 370. Champigny à Delacroix, 15 septembre 1796 : *ibid.*, v. 642, f. 292. Dhermand au même, 20 février 1797 : *ibid.*, *Consulat de Madrid*. Frere à Hawkesbury, 25 août 1801 : *Record Office*, F. O. 63, 38. Lucien à Godoy, 26 mai 1802 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 105, f. 38. Izquierdo au même, 19 mars, 9 avril 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Marie-Louise, 9 janvier 1805 : *ibid.*, c. 2821. Rapport de police, s. d., sur divers Espagnols : *A. N.*, F. 6513. THIÉBAULT, *Mémoires*, II, 238, 246. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 80, 198. Napoléon à Joseph, 8 septembre 1808 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 349. Bulletin de Fouché, 25 mars 1805 : HAUTERIVE, *La police secrète*, I. La princesse des Asturies à M^{me} de Mandell, 29 janvier 1805 : *Lettres*, 263.

part, lui rappela qu'ils avaient été amis et aurait été jusqu'à solliciter ses conseils. Lorsqu'Izquierdo lui demanda un courrier, il le fournit sans exiger d'explication, et quand il vit que c'était sous le couvert de l'ambassade que le représentant de Godoy recevait ses lettres, il n'osa pas intervenir (1).

Le véritable centre des affaires espagnoles à Paris ne fut donc pas à l'ambassade, dans le bel hôtel que Masserano acheta dans le quartier à la mode, rue du Montblanc : il fut non loin de là, à l'angle de la rue Lepelletier et du boulevard des Italiens, dans le logement d'Izquierdo (2). C'est de là que partaient à l'adresse de Lacépède les notes destinées à Napoléon, c'est là qu'Izquierdo méditait sur les moyens les plus propres à mettre en valeur l'effort maritime que fournissait l'Espagne, et à amener en retour l'empereur à commander l'exécution du plan portugais de Godoy. Il s'y prit fort habilement, s'appliquant à sortir progressivement de son rôle d'intermédiaire et à entrer lui-même en scène, de façon à faire entendre son mot à l'occasion et à pousser ses affaires. Au début, il se contentait de transmettre les lettres du prince de la Paix. Mais le 19 février 1805, comme un billet que Godoy lui adressait donnait sur les armements des détails que ne contenait pas sa lettre à l'empereur, Izquierdo prit l'initiative de transmettre lui-même ces détails à Napoléon, en leur ajoutant quelques précisions qu'il tenait d'autres sources ; Lacépède approuva cette innovation (3). Dès lors, l'agent de Godoy écrivit souvent à l'empereur, tantôt pour accompagner la remise d'un mémoire naval, tantôt pour annoncer l'envoi d'une note importante sur les armements. Comme il était assez bien renseigné, semble-t-il, sur les mouvements des escadres (peut-être par ses relations dans le monde de la finance), il eut plusieurs fois l'occasion de transmettre des nouvelles intéressantes. C'est ainsi qu'il reçut un jour des renseignements sur la position du contre-amiral Magon, sorti de Rochefort à destination des Antilles ; il les confia à Lacépède

(1) A l'audience de présentation, l'empereur se contenta de porter la main à son chapeau, sans se découvrir, ce qui vexa beaucoup Masserano. — Santivañez à Cevallos, 23, 26 mars ; Masserano au même, le 26 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212, 5213. Izquierdo à Godoy, 19 mars, 9 avril : *ibid.*, c. 2881.

(2) Bulletin de Fouché, 30 juillet 1805 : HAUTERIVE, II. Liste des Espagnols ayant prêté serment à Joseph, 13 octobre 1808 : A. N., F⁷ 6513.

(3) Izquierdo à Godoy et à Napoléon, 24 février : *A. Histórico N.*, c. 2881. La lettre à Napoléon est analysée dans la *Corr.* en regard de la réponse qu'y fit l'empereur le 27 ; mais cette dernière est portée à la date « présumée » et fautive du 16 mars : *Corr.*, 8440.

qui les transmet à Napoléon ; celui-ci, qui était sans nouvelles de Magon, se montra fort satisfait, pointa sur la carte la position indiquée, discuta la vitesse de marche de la division et fit paraître la nouvelle au *Moniteur*, en en modifiant toutefois la date (1). L'activité et l'entregent d'Izquierdo mettaient ainsi en valeur les efforts maritimes de son maître, et Godoy pouvait raisonnablement espérer que la récompense de son zèle, la manœuvre contre le Portugal, ne tarderait pas.

Aux gages d'ordre naval, il venait d'ailleurs d'en ajouter un d'un autre genre. Il s'agissait du général Moreau, qui partant pour les États-Unis à la suite de son procès traversait alors l'Espagne. Escorté du chef d'escadron de la garde Henry, Moreau était arrivé le 1^{er} juillet 1804 à Barcelone, où il fut bien accueilli par les Espagnols civils et militaires comme par les Français, et où sa femme le rejoignit. Il eût voulu se rendre par terre à Cadix, et déjà les instructions étaient données par Talleyrand à Beurnonville et par Godoy aux capitaines-généraux, quand il décida (peut-être sur une insinuation officieuse) de faire le trajet par mer (2). Ayant débarqué à Cadix le 3 août, il y retrouva en qualité de capitaine-général un officier espagnol qui jadis avait été attaché à son état-major à l'armée de Rhin-et-Moselle, Francisco Solano, marquis de Socorro y de la Solana. Fort noblement, Solano saisit cette occasion de lui rendre l'accueil amical qu'il avait reçu de lui en 1796. « Je considère, écrivit-il à Cevallos, que la disgrâce de Moreau ne doit pas me rendre ingrat. » Il invita donc le proscrit à sa table et fut parrain de sa fille, qui naquit en septembre. Mais la présence de Moreau faisait du bruit à Cadix ; sa femme y étalait un luxe tapageur ; on répétait comme venant de lui des pronostics pessimistes sur l'avenir des relations franco-espagnoles ; un jour on racontait que des agents français étaient arrivés avec mission de l'empoisonner, et le lendemain au contraire qu'il allait recevoir le commandement du camp de Saint-Roch. Napoléon, qui était renseigné par un « agent particulier » qu'il avait fait envoyer à Cadix, s'inquiéta de cette situation et du long

(1) Izquierdo à Napoléon, 24 février, 9, 20 avril 1805, etc. ; à Godoy, 28 février, 11 mars : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; A. N., AF IV 1679.

(2) Santa Clara, capitaine-général de Catalogne, à Cevallos, 2 juillet 1804 et suiv. ; Cevallos aux capitaines-généraux, le 20 (défense de rendre les honneurs militaires) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212. Talleyrand à Beurnonville, le 10 ; Beurnonville à Talleyrand, le 12 (avec demande de Moreau de passer par Madrid) : A. E., *Esp.*, v. 966, f. 347, 349. Freire à Araújo, le 27 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Talleyrand à Napoléon, le 27 : *Lettres inédites*, 94. Bulletins de Fouché, 25 juillet, 7 août : HAUTERIVE, *La police secrète*, I.

séjour que son ancien adversaire faisait en Espagne : il se plaignit à Godoy des rapports de Moreau avec Solano et demanda qu'on pressât son embarquement (30 janvier 1805) (1).

Le prince de la Paix se trouva assez embarrassé. Tout en se ralliant entièrement en apparence à la cause française, il songeait toujours, à son habitude, qu'il pourrait un jour être amené à jouer la carte anglaise, et comme il comprenait qu'en ce cas ses troupes auraient besoin d'un généralissime plus averti que celui de la guerre des Oranges, il avait profité du passage de Moreau en Espagne pour entrer en relations secrètes avec lui ; on verra qu'il maintint par la suite ces relations et offrit à Moreau le commandement suprême des armées espagnoles (2). Afin de ménager à la fois les deux partis, il répondit à l'empereur de façon évasive, rejetant la responsabilité sur Solano : « J'aurais cru le général Solano plus discret, et capable de respecter dans le service les lois du royaume sans les ébranler à cause de l'amitié. » Mais Napoléon ne se contenta pas de ces explications, et le 19 février il réclama de nouveau l'éloignement de Moreau. Dès lors, le favori n'hésita plus à donner le nouveau gage qu'on réclamait de lui : le 1^{er} mars, il envoya au proscrit l'ordre de quitter l'Espagne — quitte, il est vrai, à ne pas presser l'exécution de cette mesure, car Moreau n'embarqua que le 4 juillet (3).

La complaisance apparente de Godoy en cette affaire, l'activité déployée par Izquierdo à Paris et surtout les résultats obtenus en matière d'armements maritimes devaient démontrer surabondamment à Napoléon la bonne volonté du favori. Celui-ci attendait

(1) Solano à Cevallos, 3 août 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212. Napoléon à Fouché, le 10 ; à Lacépède, 30 janvier 1805 : *Corr.*, 7916, 8299. *Actes du Directoire*, 27 février 1796 : I, 687. *Bulletins de Fouché*, 4, 5, 13 octobre 1804, 25 janvier, 13 mars 1805 (signalant l'envoi à Cadix d'un « agent particulier » en juillet 1804, par S. E. le Grand-Juge, sur ordre de S. M.) : HAUTERIVE, I. ALCALÁ GALIANO, *Memorias*, I (sa mère fut à Cadix en relation avec M^{me} Moreau).

(2) Strogonoff à Budberg, 23 septembre /5 octobre 1806 : *Tsentvarkhiv U. R. S. S.* Moscou. — Le 28 juillet /9 août 1805, Czartoryski ordonna à Strogonoff (alors à Londres) de proposer à Moreau un commandement dans l'armée russe ; mais à cette date Moreau avait déjà quitté Cadix, et d'ailleurs Strogonoff ne trouva pas d'occasion sûre pour transmettre cette ouverture : *ibid.* Godoy cependant écrivait à Napoléon, sans doute avec une ironie secrète, qu'il craignait « la réunion de ce militaire [Moreau] aux troupes indisciplinées des Anglo-Américains et le mal qu'il peut nous faire dans ces contrées en les instruisant » : 1^{er} mars, A. N., AF IV 1679.

(3) D'après une lettre de Godoy à Marie-Louise (4 février, *A. Histórico N.*, c. 2821), il semble que le favori n'ait pas mis ses souverains au courant de ses relations secrètes avec Moreau. — Godoy à Napoléon, 6 février ; à Lacépède, le 11 ; à Izquierdo, 1^{er} mars : *A. Histórico N.*, c. 2881. Izquierdo à Lacépède, 10 mars : A. N., AF IV 1679. Napoléon au même, 19 février : *Corr.*, 8335. Beurnonville à Talleyrand, 11 juillet : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 240. PINGAUD, *Les dernières années de Moreau*.

qu'en retour l'empereur mît en train cette entreprise portugaise qui devait lui apporter la récompense de tant de docilité. Or les semaines passaient, et Napoléon semblait n'y pas songer. Depuis sa lettre du 30 janvier où il avait convenu qu'il faudrait forcer le régent à se joindre à l'Espagne et à la France, il n'avait plus abordé la question du Portugal qu'une seule fois, par l'intermédiaire de Junot. Godoy eût aimé avoir des communications et des assurances un peu plus fréquentes sur ce chapitre, et il essayait de mettre l'affaire portugaise sur le tapis, mais sans succès. Il tenta de le faire dans les lettres qu'il adressait directement à l'empereur. Le 12 janvier déjà, il l'avait averti que les Portugais, unis aux Anglais et aux Russes, allaient opérer un débarquement en Andalousie afin de détruire la fabrique de canons de Séville. Le 11 février, il insinua en termes voilés que Lannes était à la dévotion de la cour de Lisbonne, et que son remplacement par Junot pourrait bien amener le régent à jeter le masque et à passer ouvertement dans le camp anglais. Le 29 mars, il annonça à Napoléon que Lisbonne était menacée d'un débarquement anglo-russe et qu'il fallait se tenir prêt à marcher sur la ville pour rejeter les Anglais à la mer. Ces trois ouvertures restèrent sans réponse (1). Celles que Godoy fit faire par la voie de l'ambassade n'eurent pas plus de succès. Dès janvier 1805, il avait commencé à chercher querelle au Portugal : il l'accusait d'avoir passé à l'avance des contrats pour approvisionner les escadres anglaises qui viendraient protéger Lisbonne, et d'avoir pris prétexte de la fièvre jaune pour établir à la frontière, autour de Moura, un cordon sanitaire « exorbitant » et inquiétant de 15.400 hommes (2). Le 27, il fit demander officiellement à la France qu'on contraignit S. M. T. F. à déclarer la guerre à l'Angleterre ; les raisons alléguées étaient que le Portugal ravitaillait les vaisseaux britanniques, abritait les corsaires et était menacé d'un débarquement anglais. Talleyrand ne répondit point. Le 20 février, sur l'ordre de Cevallos, Santivañez renouvela cette démarche, mais sans grand espoir de succès : « Il me semble que le silence du cabinet français en une affaire si importante indique des dispositions peu favorables aux désirs de S. M. » En

(1) Godoy à Izquierdo, 12 janvier 1805 ; à Lacépède, 11 février : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; à Napoléon, 29 mars (original et traduction) : A. N., AF IV 1679.

(2) En réalité, ces forces se réduisaient à deux régiments de cavalerie. — Beurnonville à Talleyrand, 20 décembre 1804, 14 janvier 1805 : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 293, 377. Cevallos à Campo Alange, 8 janvier ; réponse du 22 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5367.

effet, cette deuxième demande eut le même sort que la première (1). Enfin, quand Junot quitta Madrid, Godoy s'empressa de faire envoyer par Charles IV à S. M. T. F. la lettre de sommation que l'empereur avait demandée (29 mars 1805) et d'écrire à Napoléon que la guerre lui paraissait inévitable, mais Napoléon n'en parla pas davantage d'agir contre le Portugal (2). Un tel silence commençait à devenir inquiétant, d'autant plus qu'au début d'avril 1805 l'empereur partit pour un voyage en Italie. Du coup, Godoy crut toute l'affaire arrêtée, et il ordonna à Izquierdo de revenir à Madrid pour délibérer avec lui de la situation ; mais déjà Izquierdo avait reçu de Napoléon un billet envoyé le 7 avril de Chalon-sur-Saône, et après en avoir conféré avec Lacépède il jugea que le moment n'était pas de s'absenter, puisque le voyage de l'empereur n'interrompait pas leur correspondance. De nouvelles semaines s'écoulèrent, qui n'apportaient rien de nouveau sur l'affaire portugaise. L'impatience de Godoy devenait de l'inquiétude. Il devait se rappeler alors certaines phrases que son agent lui avait écrites au début de sa mission : « Le gouvernement de Portugal est en agonie... La France ne le perd pas de vue ; il lui convient qu'il ait à sa tête un homme en qui elle ait confiance, et de même pour l'Espagne... Comment l'Espagne pourrait-elle regarder cette situation avec indifférence ? Si elle ne prend pas les devants, qui peut prévoir les desseins, qui peut s'opposer à la décision de l'homme qui n'est que force et ardeur dans l'exécution de ses plans ? Les noms de Lucien, de Jérôme, de Joseph, de Louis doivent toujours résonner à nos oreilles... » Cette espèce de prophétie allait-elle se réaliser ? Le Portugal était-il bien pour Godoy ? Son inquiétude augmentait : « Je suppose, écrivait-il le 10 juin à Izquierdo, que vous faites des réflexions qu'il me serait pénible de vous faire moi-même, et qui d'ailleurs sont inutiles avec vous. *Attention à ne pas perdre de vue le but de notre mission, et gare aux mirages* » (3). Mais au moment même

(1) De nombreux corsaires s'armaient en effet à Lisbonne ; c'étaient des Barbaresques qui opéraient pour le compte d'une compagnie juive de Gibraltar. Le bruit courait alors à Madrid d'une prochaine expédition contre le Portugal. — Cevallos à Gravina, 14 janvier, et à Santivañez, 5, 8 février ; Santivañez à Talleyrand, 27 janvier, 20 février : *A. Histórico N., Estado*, c. 5213 ; *A. E., Esp.*, v. 667, f. 412 et v. 668, f. 3. Freire à Araújo, 8 mars : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legaço em Madrid*.

(2) Junot à Godoy, s. d., (fin mars) ; Charles IV au régent, 29 mars : *A. Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Marie-Louise, 20, 21 mars : *ibid.*, c. 2821 ; à Napoléon, le 29 : *A. N.*, AF IV 1679.

(3) Izquierdo à Godoy, 26 août 1804, 28 avril 1805 ; Godoy à Izquierdo, 10 juin 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

où Godoy s'alarmait de la sorte, Napoléon venait enfin de se décider à agir contre le Portugal : cette résolution avait été déterminée par l'attitude de la cour de Lisbonne et par la découverte de nouvelles intrigues napolitaines à Madrid.

LISBONNE ET NAPLES. — Depuis la signature du traité de subsides franco-portugais, les cabinets de Paris et de Lisbonne avaient vécu en bons termes. Le Portugal, qui souffrait de la disette comme l'Espagne, avait obtenu comme elle l'autorisation d'acheter du grain en France. En retour, lors de la proclamation de l'Empire, le prince Jean fit porter ses félicitations à Napoléon par un ambassadeur extraordinaire, Lourenço de Lima. Mieux encore, on décida que les légations de Paris et de Lisbonne seraient promues au rang d'ambassades qu'elles possédaient sous l'ancien régime. Lannes reçut donc le titre d'ambassadeur. Du côté portugais, on pouvait s'attendre à ce que le titulaire de la légation de Paris, Sousa, le reçût également. Mais Sousa était mal vu à Lisbonne ; on lui avait déjà joué un mauvais tour en ne lui envoyant pas à temps les lettres de créance que comme tout le corps diplomatique il devait présenter à l'empereur : il ne put donc les remettre lors de la grande cérémonie du 9 juillet 1804 et quand elles arrivèrent ce fut à Aix-la-Chapelle qu'il dut courir les présenter (5 septembre). La cour de Lisbonne avait donc décidé que Sousa serait rappelé et que l'ambassadeur extraordinaire, Lima, resterait à Paris. Mais Sousa se débattit et il y eut à Aix-la-Chapelle entre Lima et lui une lutte d'influence acharnée. Sousa croyait avoir pour lui l'empereur, qui lui aurait fait offrir son appui par Eugène de Beauharnais ; mais il était desservi par ses relations avec M^{me} Récamier et M^{me} de Staël, il était combattu par Lannes à cause des difficultés qu'ils avaient eues ensemble, et par Talleyrand avec qui sa femme était maintenant brouillée. Il dut donc céder la place, et le jour même où il avait remis ses lettres de créance Napoléon recevait en grand appareil Lima et réglait avec lui la question de l'ambassade. Cette mutation servit bien mal les intérêts portugais, car Lima, qui occupa le poste de Paris jusqu'à la rupture de 1807, n'avait de remarquable que ses talents de Don Juan professionnel et était indolent, peu capable et peu considéré (1).

(1) Le conflit entre Sousa et Lima se prolongea encore un certain temps, le pre-

La cordialité des rapports franco-portugais jusqu'à l'entrée en guerre de l'Espagne apparaît dans la modération dont Napoléon fit preuve dans les affaires du subside. La France devait toucher 16 millions, à raison d'un par mois à partir du 1^{er} décembre 1803. La maison Hope, d'Amsterdam, était chargée de faire les paiements à Paris, par l'intermédiaire du banquier Bagueuault. En juin 1804 le Trésor n'avait encore rien touché. Sur les réclamations de Talleyrand, Sousa obtint de Hope qu'il versât un million le 29 juin et un le 5 juillet ; mais Estève, qui par ordre de l'empereur harcelait Sousa, ne put obtenir davantage. Il fallut que Napoléon intervînt en personne : « Il serait temps cependant qu'on fût payé » (20 août). Le Trésor reçut alors un troisième million (22 et 25 août 1804). Il en restait six en retard : or non seulement l'empereur n'insista pas davantage, mais encore il accorda le 1^{er} octobre un délai de cinq mois. Les retards dans les paiements continuèrent : d'octobre 1804 à janvier 1805 la France ne toucha qu'un million (5 novembre), sans que Napoléon protestât (1).

La prise des frégates survenant sur ces entrefaites (5 octobre 1804) vint troubler le calme de ces relations. Elle dut être pour le cabinet de Lisbonne une désagréable surprise, car en avril Hawkesbury avait formellement promis que si l'Angleterre décidait de rompre avec l'Espagne elle aurait soin d'en prévenir son allié portugais (2). Toutefois, Napoléon ne bougea pas tout d'abord. Lannes, qui devait aller contraindre le régent à déclarer la guerre à l'Angleterre, refusait de partir. Junot, son successeur, se mit en route fort tard, et avec l'ordre de faire un voyage de représentation et d'apparat, donc lent. Il ne quitta Madrid que le 1^{er} avril 1805 et mit deux semaines pour arriver à Lisbonne ; encore devait-il en donner

mier mettant la plus mauvaise volonté à transmettre les papiers de la légation. On peut suivre les péripéties de cette lutte dans les *Lettres* de M^{me} de Rémusat (I, 4, S. 30, 39) qui était à la fois la confidente de M^{me} de Sousa et l'amie de Talleyrand. Lima avait été ambassadeur à Londres de 1801 à 1803. — Lima à Araújo, 22, 24 août, 5, 19, 23 novembre 1804 ; Sousa au même, à Vila Verde, à Pinto de Sousa, 17 mai, 21, 22 juin, 7, 10, 29 juillet, 6 septembre, 7, 30 octobre, 5, 23 novembre, 30 décembre 1804, etc. : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Campo Alange à Cevallos, 23 mai 1804 ; *A. Histórico N., Estado*, c. 5365. « Décision », 6 février 1805 : *Corr.*, 8314. M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, II, 9. Sur l'amitié entre Sousa, M^{me} Récamier et M^{me} de Staël, lettres dans HERRIOT, *M^{me} Récamier et ses amis*, I, 135.

(1) Sousa à Araújo, 30 juin, 3, 10, 22 juillet 1804 ; Lima au même, 24 janvier 1805 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Lettres à Talleyrand de Sousa (16 août), Napoléon (le 20), Araújo (le 27), Estève (25 janvier 1805) : *A. E., Port.*, v. 125, f. 132, 134, 135, 216.

(2) Sousa Coutinho, ambassadeur de Portugal à Londres, à Vila-Verde, 28 avril 1804 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*.

deux autres au prince Jean, à dater de son arrivée, pour se déclarer contre l'Angleterre. On ne peut donc dire que Napoléon brusquât les choses, bien qu'il vît Godoy se consumer d'impatience à attendre le début de l'offensive contre le Portugal. Peut-être ne tenait-il pas à arriver à une rupture avant d'avoir tiré du Portugal, qui lui devait encore 12 millions sur 16, le plus d'argent possible. On pourrait le croire, car au début de 1805, Talleyrand se mit à insister très vivement auprès de Lima pour qu'il accélérât les versements, et l'ambassadeur portugais, bien à regret, dut signer 12 obligations d'un million de francs chacune, qui furent remises à Estève (23 janvier 1805). Une fois muni de ce moyen d'action, le Trésor put se faire payer un peu plus vite, et le 12 avril le septième million était versé : c'était presque la moitié du subside portugais mise en sûreté dans les caisses (1). Mais une autre considération avait dû déterminer Napoléon à ne pas déclencher tout de suite la manœuvre portugaise, quelque envie qu'en eût Godoy : il entendait sans doute ne se rendre aux désirs du favori qu'après avoir tiré de lui le maximum d'efforts dans le domaine maritime, et ne pas engager trop tôt l'Espagne dans une guerre qui eût absorbé ses ressources et l'eût détournée des affaires navales, les seules importantes à ses yeux.

Le *Secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros* était depuis le 6 juin 1804 Antonio de Araújo de Azevedo, qui allait occuper ce poste jusqu'au lendemain de la rupture de 1807. Il y déploya les éminentes qualités qu'il avait déjà montrées dans ses différentes missions, avec seulement un excès d'optimisme qui au moment de la grande crise de 1807 l'aveugla jusqu'au dernier moment sur la gravité de la situation. Araújo, comme le régent, comme le pays tout entier, ne voulait qu'une chose, la paix avec tout le monde. Le Portugal était hors d'état de résister à un ultimatum franco-espagnol. Son armée, récemment réorganisée, ne comptait que 24 régiments d'infanterie à 800 hommes, 12 de cavalerie, 4 d'artillerie, une légion de troupes légères et une brigade de marine de 3.000 hommes ; les 43 régiments de milice à 800 hommes qu'il pouvait y ajouter n'avaient pas grande valeur militaire. Il ne pouvait compter sur un corps auxiliaire britannique : en octobre, Harrowby n'avait pas

(1) Le 9 janvier 1805, Napoléon autorisa, contre l'avis de Berthier, l'exportation de 3.350 fusils de Liège à Lisbonne. — Talleyrand à Lima, 31 décembre 1804, 22 janvier 1805 ; Lima à Araújo, 24 janvier, 12 avril : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Rapport d'Estève, 12 février : *A. E., Port.*, v. 125, f. 228. Napoléon à Talleyrand, 22 janvier : dans FOURNIER, *Napoleon I.*, II, 354 ; décision du 9 janvier 1805 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 5.

caché dans les milieux diplomatiques qu'on abandonnerait la cour de Lisbonne à ses propres forces (1). Quant à résister à l'Angleterre, il n'y fallait pas songer davantage : la marine comprenait bien en théorie, au mois de mai 1805, 11 vaisseaux et 12 frégates, mais tout Lisbonne voyait à ce même moment deux frégates algériennes croiser à l'embouchure du Tage, capturer les navires venant du Brésil et opérer des débarquements, sans qu'on pût les chasser parce qu'on n'avait pas un seul vaisseau armé (2). Dans ces conditions, et étant donné que la menace britannique était plus proche que l'autre, et surtout que le régent persistait dans sa vieille anglophilie, on pouvait prévoir que la réponse aux demandes qu'allait présenter Junot serait négative. Araújo essaya toutefois de détourner l'orage qui s'annonçait. Le prince Jean multiplia à l'ambassadeur espagnol, Campo Alange, les assurances de neutralité loyale et complète, il démentit énergiquement les bruits relatifs aux corsaires qui s'armaient en Portugal et aux projets de débarquements britanniques. Il remplaça le ministre plénipotentiaire qui le représentait en Espagne, Freire, par un ambassadeur en titre, le comte da Ega. Mais Ega était assez médiocre et il eut à Madrid peu de succès ; il est vrai que sa femme, qui était fort jolie, en eut davantage, et que les sentiments du ministre russe à son égard ne furent pas sans répercussions diplomatiques. Ega essaya de mettre son pays à l'abri en interposant entre la France et l'Angleterre la médiation portugaise : il établit un projet en ce sens, le soumit à la reine, qui parut convaincue, et il pensa que Godoy suivrait ; c'était être vraiment loin de compte, et cette manœuvre ne détourna point le cours des événements. A ce moment même d'ailleurs, la sommation franco-espagnole était enfin remise au cabinet portugais (3).

Junot n'était arrivé à Lisbonne que le 12 avril 1805 dans l'après-midi, après un voyage pittoresque, mais vraiment un peu long. C'est

(1) Les chiffres sont ceux donnés par Campo Alange. Le Portugal avait toutefois un moyen de gêner les concentrations espagnoles : c'était de refuser à l'Espagne l'autorisation d'acheter du blé chez lui, et il l'employait depuis quelque temps. Campo Alange à Cevallos, 22, 27 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5367. Anduega au même, 25 octobre 1804 : *ibid.*, c. 5458. Freire à Araújo, 26 février : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Madrid*.

(2) Junot à Napoléon, 9 mai : A. N., AF IV 1679. Campo Alange à Cevallos, 30 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5367. Le bruit courait d'ailleurs à Lisbonne que les Anglais occupaient comme gage Goa : Serurier à Talleyrand, 20 novembre 1804. A. E., *Consulat de Lisbonne*.

(3) Campo Alange à Cevallos, 11 janvier (deux lettres), 17 janvier, 25 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5367. Ega à Araújo, 17 mai : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Madrid*.

le 6 mai seulement qu'il remit au régent la note (datée du 3) qui le sommait de se déclarer contre l'Angleterre. Campo Alange en présenta une analogue. Mais le jour même où Junot faisait cette démarche, il écrivait à Paris que la réponse du Portugal serait sans aucun doute négative, car déjà le prince Jean et Araújo l'avaient averti, ainsi que son collègue espagnol, de leur ferme résolution de garder la neutralité. Tel fut en effet le sens de la note que le *Secretário de Estado* remit le 9. Napoléon s'attendait sans aucun doute à ce refus, mais il ne s'en trouvait pas moins amené désormais à envisager les mesures de coercition qui pourraient être nécessaires, et que Godoy réclamait depuis plus de quatre mois (1).

Le mauvais effet que devait produire à Paris le refus du régent fut accentué par un incident assez grave qui survint au même instant. Lorsque Villeneuve débloqua Cadix, l'amiral anglais Knight se trouvait à la hauteur du cap Finistère, escortant avec deux vaisseaux et une frégate un convoi de 5.000 hommes commandés par Sir James Craig et destinés à Naples, ou peut-être à la Sicile. Craignant d'être enlevé par la grande escadre de Villeneuve, Knight alla se réfugier à Lisbonne, et pour mieux s'y prémunir contre une attaque il y prit possession des forts (7 mai 1805). Junot et Campo Alange protestèrent aussitôt contre cette violation manifeste de la neutralité portugaise, le premier en des termes particulièrement énergiques. Araújo comprit combien l'apparition des uniformes britanniques dans le Tage était inopportune en un pareil moment, et sur ses instances le convoi anglais reprit la mer dès le 11 (2). L'impression n'en fut pas moins mauvaise sur Napoléon. Il était à Milan quand il apprit la nouvelle. Or il se trouvait précisément que l'ambassadeur de Portugal, Lima, avait été amené à l'y suivre et allait avoir une audience solennelle de lui. Lima avait en effet reçu en retard les lettres de créance qu'il devait présenter à l'empereur en sa nouvelle qualité de roi d'Italie, il n'avait pu les remettre à Paris et avait été invité à le faire à Milan. Il y accourut aussi vite qu'il le put, et arriva fort inquiet sur l'accueil que Napoléon allait lui faire, cela d'autant plus que Talleyrand et Marescalchi, le ministre des affaires étrangères italien, lui montrèrent par la froideur de leur réception

(1) Sur le voyage de Junot, cf. PITOLLET, *A travers l'Estrémadoure au printemps de 1805*. Campo Alange à Cevallos, 13 avril, 6, 9 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5367. MOUY, *L'ambassade du général Junot à Lisbonne*, 152.

(2) Campo Alange à Cevallos, 11 mai 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5367. MOUY, *op. cit.*, 153. FORTESCUE, *A history of the british Army*, V, 254.

que son retard avait déplu. « Mon cher ami et seigneur, écrivait-il assez alarmé à Araújo, que V. E. sache que le maître de céans veut que tout se fasse à travers les airs et qu'il calcule à la minute près. Et que Dieu me garde de sa mauvaise humeur... » De fait, lorsque Lima remit ses lettres de créance, l'empereur ne manqua point, en pleine audience et contrairement à l'étiquette, de se plaindre de l'incident du convoi anglais. On aurait pu et dû, affirma-t-il, empêcher les navires britanniques d'entrer à Lisbonne. « Quelle collision n'aurait-ce pas été, si l'escadre combinée entrant en ce moment dans la barre de Lisbonne s'était emparée de ce convoi ? » Les explications que lui donna l'ambassadeur ne le satisfirent pas, et il conclut assez sèchement : « Il faut prendre toutes les précautions » (début juin) (1). Napoléon se trouvait donc poussé par l'attitude rétive et suspecte du cabinet de Lisbonne à prêter l'oreille aux sollicitations belliqueuses de Godoy et à déclencher enfin la manœuvre contre le Portugal.

Il y fut porté au même moment par ce qu'il apprit sur les intrigues que son ennemie Marie-Caroline de Naples menait à Madrid afin de miner Godoy et de renforcer le parti fernandiste. Depuis le renvoi de San Teodoro, les relations entre les deux branches des Bourbons étaient demeurées très froides. « L'animosité qui règne entre les deux reines, et conséquemment entre les deux cours, est plus violente qu'elle n'a jamais été », écrivait Alquier. L'ambassadeur de Charles IV à Naples, le marquis de Mos, n'apportait aucun zèle à remplir le rôle qui eût été naturel de sa part, celui de médiateur entre la France et Sa Majesté Sicilienne, et sa correspondance, en une période aussi critique, est la plus insignifiante qui soit. De son côté, la cour de Naples ne mettait aucun empressement à donner un successeur à San Teodoro. « L'Espagne, déclarait avec dédain Marie-Caroline, ne peut se calculer que comme département de la France. » Ses craintes de voir Godoy usurper le trône étaient toujours aussi vives (le bruit courait que le favori allait recevoir des pouvoirs nouveaux, la présidence de tous les Conseils de l'État) (2). Aussi entre-

(1) Napoléon revint sur cette affaire à la fin de juillet : à l'audience diplomatique il rappela en regardant Lima de façon significative combien des puissances comme Naples et le Portugal devaient être strictes dans l'observation des règles de la neutralité. — Lima à Araújo, 4 juin (officielle et particulière), 2 août : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*.

(2) Correspondance de Mos avec Cevallos, 1804-1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5669. Freire à Araújo, 19 février 1805 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Madrid*. Alquier à Talleyrand, 1^{er}, 17 janvier : dans AURIOL, *La France, l'Angleterre et Naples*, II, 111, 124. Marie-Caroline à Gallo, 4 juin : *Correspondance*, II, 589.

tenait-elle avec sa fille Marie-Antoinette une correspondance plus suivie que jamais, où elle mêlait aux banalités, écrites à l'encre ordinaire, les instructions politiques écrites à l'encre sympathique, et lui renouvelait les conseils que San Teodoro était jadis chargé de donner : « de se méfier constamment de Godoy, son plus grand ennemi, l'ennemi de son mari, et plus encore de leur avenir à tous deux, de rester unie et attachée à son mari le prince des Asturies, de faire des enfants et de bien soigner sa santé ; de dissimuler avec la reine... » Marie-Antoinette lui répondait dans le même esprit. Or, une de ses lettres tomba au pouvoir de Napoléon, alors en Italie (mai 1805) : la princesse y écrivait à sa mère qu'au cas où le roi mourrait le prince de la Paix serait arrêté dans la demi-heure qui suivrait (1). L'empereur savait bien que les intrigues de Naples continuaient à Madrid. Godoy l'avait averti, le 11 février 1805, que les deux cours étaient en grand froid, que la princesse observait toujours une attitude « affectée », que le peuple ne l'aimait pas. Napoléon avait recommandé à Junot (23 février) : « Vous lui laisserez entrevoir [à Godoy] combien l'influence de la fille de l'Autrichienne de Naples serait contraire à l'Espagne si le roi d'Espagne mourait » (2). Mais la lettre de Marie-Antoinette qu'on avait interceptée venait confirmer de la façon la plus nette les prévisions de l'empereur : le jour où Charles IV disparaîtrait (et ce jour pouvait être proche), l'Espagne se trouverait à la dévotion de Marie-Caroline, et il verrait s'effondrer l'alliance sur laquelle reposait sa politique maritime.

Napoléon dut attacher une réelle importance au contenu de cette lettre, à en juger par la violence de la scène dont il décida de souligner la découverte. La cour des Deux-Siciles avait envoyé auprès de lui le prince Cardito, avec la mission de protester contre le titre de roi d'Italie qu'il venait de prendre. Au cours de l'audience qu'il accorda

(1) La correspondance de la princesse des Asturies fut conservée après sa mort par son confesseur, Andrés Garcia Hernández, et par le duc de l'Infantado ; découverte par les Français le 9 décembre 1808 ; elle fut publiée plus ou moins complètement au *Moniteur* du 22 ; on avait auparavant résumé à l'usage de Napoléon les lettres de San Teodoro dans les termes cités ci-dessus. Celles de Marie-Caroline sont peu nombreuses ; l'une d'elles fait allusion à la semonce que Charles IV envoya à son frère quand il connut la lettre interceptée de Marie-Antoinette, et elle semble en confirmer les termes, tels qu'ils sont cités dans la *Corr.* (8805) : A. N., AF IV 1611, plaq. 3/1. NELLERTO, *Memorias*, I, 2. PITOLLET, *La première femme de Ferdinand VII*, 1915, p. 50.

(2) Godoy à Lacépède, 11 février : *A. Histórico N.*, c. 2881 (il avait fait approuver cette lettre par les *Reyes*, et invitait Lacépède à ne la montrer à Izquierdo que s'il le jugeait bon : à Izquierdo le 11, *ibid.*, et à Marie-Louise, le 9 : *ibid.*, c. 2821). *Corr.*, 8350.

à Cardito, qui était assisté de l'ambassadeur napolitain Gallo, Napoléon l'apostropha en des termes d'une incroyable fureur ; il énuméra les griefs qu'il avait contre Naples et ajouta : « La princesse des Asturies elle aussi doit prendre garde. Elle est dominée par sa mère. Si cela continue, elle va à sa perte. Comme ennemie de la France, on ne doit pas la laisser arriver au gouvernement d'Espagne. Je sais ce que je dis » (1). C'est quelques jours après cette scène qu'eut lieu celle à Lima, à propos de l'incident du convoi anglais dans le Tage. Les griefs de Napoléon contre le Portugal et contre Naples se réunissaient donc pour le porter à soutenir celui qui à Madrid était à la fois l'ennemi de l'un et de l'autre, pour le décider à entrer enfin dans les vues belliqueuses de Godoy. Le 28 mai 1805 partirent à l'adresse de Lacépède les notes décisives.

PRÉLIMINAIRES D'OFFENSIVE. — Des deux notes envoyées à Lacépède le 28 mai et datées de Milan, la première exposait les conditions que mettait l'empereur à l'échange de grands cordons de la Légion d'Honneur contre des colliers de la Toison d'Or. C'était aborder un sujet nouveau, et traiter une affaire qui eût pu être confiée sans inconvénient à Beurnonville. Il y avait donc là, comme Izquierdo et Lacépède allaient le souligner, une marque d'intimité plus grande (2). Mais cette note était de bien peu d'importance à côté de la seconde, sur les affaires napolitaines.

« On prévient le prince de la Paix, avait dicté Lacépède à Izquierdo, qu'on a copie d'une lettre de la princesse des Asturies à sa mère la reine de Naples. Elle lui écrit, à l'occasion de la dernière maladie du roi d'Espagne, que dans la demi-heure qui suivrait la mort du Roi le prince de la Paix serait arrêté, qu'elle et son mari seraient résous à cette démarche » (3). En envoyant cet avis à Madrid par un messager sûr (3 juin), Izquierdo s'attacha à en mettre en valeur l'importance : « Après avoir lu une note si singulière, je l'ai méditée et

(1) Scène racontée à Marie-Caroline par Cardito (dans PITOLLET, *La première femme de Ferdinand VII*, 1915, p. 265), par Gallo (dans AURIOL, *La France, l'Angleterre et Naples*, II, 353) et à Marie-Antoinette par sa mère (A. N., AF IV 1611, plaq. 3/1).

(2) « Note » de Napoléon pour Godoy, 28 mai 1805 (voir aux appendices) ; Izquierdo à Godoy, 7 juin : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) C'est là le texte de l'*A. Histórico N.* (c. 2881), qui diffère quelque peu de celui de la *Corr.* (« Note pour M. Lacépède, 28 mai 1805, 8805).

j'ai déjà vu tout ce qui peut arriver. Que ne puis-je voyager avec elle ! Est-il certain que la lettre en question existe bien ? On en a la copie : mais qui donc l'a ? Ne peut-il y avoir là une feinte ?... Faut-il prendre les devants et donner ce motif pour rappeler la promesse qu'on vous a faite de vous soutenir contre tous vos ennemis intérieurs et extérieurs ?... Le précipice est proche : malheur à qui le voit et ne l'évite pas ! J'ajouterai ceci : en prenant les devants on ne fait que se défendre, et qui veut la fin veut les moyens » (1).

Godoy comprit bien que l'intérêt de cette note n'était pas dans la nouvelle, vraie ou fausse, qu'elle lui donnait. Elle ne lui apprenait rien qu'il ne sût déjà, mais elle montrait qu'enfin Napoléon ne se limitait plus aux affaires maritimes et qu'il consentait à voir dans le prince de la Paix autre chose qu'un animateur pour les flottes espagnoles : en le mettant en garde contre ses ennemis intérieurs elle posait la question de son indépendance, c'est-à-dire de ses espoirs portugais. La porte était entr'ouverte : le favori en profita. Dès réception de la note de Napoléon il envoya (13 juin 1805) une série de lettres destinées à poser la question sur son véritable terrain. Il tâchait tout d'abord de bien disposer l'empereur en lui rendant compte des progrès de la marine : on avait désormais 7 vaisseaux à Carthagène, 3 au Ferrol avec 3 frégates, 6 presque prêts à Cadix ; les bâtiments de Gourdon étaient réparés : « Tout marche, rien n'est négligé, et comme l'activité ne manque pas nous viendrons à bout de toutes nos entreprises. » On se préparait à attaquer Gibraltar, par mer avec la flottille d'Algésiras, par terre avec les 11.000 hommes du camp de Saint-Roch. Godoy négociait avec les Irlandais-Unis, qui étaient prêts à se soulever. D'autre part Charles IV consentait à l'échange de décorations à peu près selon les conditions posées par Napoléon (2). Ce groupe de lettres fut transmis en premier lieu par Izquierdo, le 20 juin 1805. Puis, le lendemain, il remit à Lacépède la note essentielle, datée du 13 comme les précédentes : « L'Empereur me donne, par la communication du précis de la lettre de la Princesse des Asturies à sa mère la reine de Naples, la preuve la plus éclatante de sa faveur, et de la confiance que je lui ai inspirée. Le Roi est encore en vie, et sa santé s'améliore ; mais si quelque événement fâcheux

(1) 3 juin 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) Sur la marine et les Irlandais, première note de Godoy à Izquierdo, 13 juin, et copie d'une lettre de Godoy à Beurnonville du 7, transmise à Napoléon par Izquierdo. Sur l'échange des cordons, deuxième note de Godoy à Izquierdo, 13 juin : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; A. N., AF IV 1679.

survenait, me serait-il impossible de sortir de ce pays-ci ? L'Empereur ne m'a-t-il pas assuré de sa puissance contre mes ennemis ? Je sais qu'il n'aura pas oublié sa promesse, à laquelle je réponds avec la plénitude de ma reconnaissance. Mais s'il fallait ajouter d'autres mesures à ce système purement passif, je suis prêt ; j'exécuterai ce qu'il conviendra de faire. La vie monotone que je mène ne m'est plus supportable, et mon caractère pâtit à la vue des courtisans sots et intrigants. Un mot, la moindre insinuation me suffit pour agir » (1).

Napoléon suivit franchement Godoy sur ce terrain. Le 28 juin 1805, il lui répondit de Plaisance : « Le temps d'agir contre le Portugal ne peut être que le mois de septembre. D'ici à ce temps on aura vu le résultat qu'auront eu les opérations maritimes. Il n'y a donc plus que le temps de se préparer. Il faut connaître quel nombre de troupes espagnoles le prince de la Paix peut fournir, et de quel nombre de corps de l'armée française il a besoin. » Cette note essentielle arriva à Paris le 3 juillet, et Lacépède la dicta aussitôt à Izquierdo (2). La réponse de Godoy, datée du 14 juillet, parvint à Paris le 22 : « L'Espagne, si l'on considère son état actuel, ne peut garantir qu'elle entretiendra 20.000 hommes en campagne ; mais moi, je ferai subsister dans le pays ennemi 60.000 [sic], et pourrai tenir prêtes toutes ces troupes : savoir 20.000 hommes d'infanterie, 8.000 de cavalerie, 4.000 d'artillerie, 6.000 de troupes légères, 2.000 sapeurs et pontonniers, et le reste jusqu'à 60.000 hommes en régiments de milice. Pour faire la conquête du Portugal, il est nécessaire d'attaquer la frontière par trois points différents, et j'aurai besoin de 60.000 hommes de bonnes troupes françaises, savoir 40.000 par la Galice et 20.000 par la Castille ; fort peu de cavalerie sur ces deux points. » Mais la subsistance des troupes françaises devait être à la charge de l'empereur. « Si S. M. I. et R. pense sérieusement sur cet objet de Portugal, concluait Godoy, je désirerais le savoir d'une manière positive » (3).

Or, Napoléon avait bien fait dire à Godoy par Junot : « Je fournirai avant l'automne les forces que l'Espagne voudra. » Mais dans

(1) Izquierdo à Lacépède, 20 juin (une lettre et un post-scriptum) et 21 juin : A. N., AF IV 1679 ; Godoy à Izquierdo, le 13 : *ibid.*, et A. *Histórico N.*, c. 2881. À comparer avec les *Mémoires* de Godoy (IV, 195) : « Cette principauté des Algarves où... [en 1805] Napoléon eut un instant la pensée de me refouler, de m'exiler, pour écarter un obstacle à ses projets sur l'Espagne... » (1)

(2) « Note » de Napoléon, 28 juin 1805 : aux appendices. Lacépède à Napoléon, 4 juillet : A. N., AF IV 1679.

(3) Godoy à Izquierdo, 14 juillet 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2881 ; transmise par Izquierdo le 22 : A. N., AF IV 1679.

les instructions complémentaires que Junot reçut de Talleyrand, l'effectif du corps auxiliaire était prudemment limité à 20.000 hommes (1). Aussi l'empereur répondit-il immédiatement : « 60.000 Français sont beaucoup trop considérables ; 16.000 Français et 60.000 Espagnols devraient être suffisants pour venir à bout du Portugal » (26 juillet 1805) (2). Mais cette question était accessoire. L'essentiel était que Napoléon paraissait accepter le principe de l'expédition : la manœuvre contre le Portugal était déclenchée, et le grand projet de Godoy semblait entrer dans la voie des réalisations.

VI

L'AJOURNEMENT DU PROJET PORTUGAIS

LA SUCCESSION D'ESPAGNE — On peut imaginer le soulagement et la satisfaction avec lesquels Godoy reçut les réponses de l'empereur sur l'affaire du Portugal. Mais cette lettre que Napoléon lui avait envoyée de Plaisance le 28 juin 1805 avait également abordé une autre question, dont l'importance était plus grande encore pour le favori : celle de la succession au trône d'Espagne. « Indépendamment des affaires de Portugal, avait écrit Napoléon, ne serait-il pas possible de réparer la sottise qu'on a faite de laisser mettre une princesse de Naples en Espagne, qui, à ce qu'il paraît, gouvernera un jour arbitrairement les Espagnes ? » Ainsi, l'empereur ne se contentait pas d'avoir averti Godoy, le 28 mai, des intrigues dirigées contre lui : il l'invitait à chercher en commun le moyen de les déjouer. Ce fait disait assez combien avait été sérieuse l'impression faite sur lui par la lettre interceptée de Marie-Antoinette : « Cette affaire est venue à point », constatait Izquierdo (3). Il ne paraît pas qu'en faisant à Godoy cette insinuation l'empereur ait eu un projet bien précis en tête : peut-être voulait-il seulement provoquer les sugges-

(1) A Junot, 23 février : *Corr.*, 8350. Talleyrand au même, le 24 : A. E., *Port.*, v. 125, f. 247.

(2) A Godoy, 26 juillet : A. *Histórico N.*, c. 2881. La *Corr.* (9017) donne un texte plus atténué : « Il me semble que 60.000 Français sont trop considérables » (et quelques autres variantes sans intérêt).

(3) Izquierdo à Godoy, 22 juillet 1805 ; « note » de Napoléon, Plaisance, 28 juin : A. *Histórico N.*, c. 2881. La phrase sur la succession au trône est reproduite dans LAFUENTE, *Historia General de España*, XVI, 100.

tions du favori. Mais il semble que le prince de la Paix ait vu dans la note de Plaisance plus qu'elle ne renfermait, et que son ambition et son imagination se soient données libre cours sur la phrase pourtant assez vague de Napoléon. « *El otro párrafo*, répondit-il le 14 juillet, *es sobre la sucesión al trono de España. Las circunstancias deben decidir este emblema que no es fácil á nuestro cálculo, pero importa no perder de vista al enemigo y evitar la acción de su ferocidad.* » Izquierdo prit soin de conserver dans sa traduction l'obscurité de cette phrase : « La note de Plaisance du 9 messidor touche au point le plus délicat, la succession au trône d'Espagne, affaire qui doit être décidée par les circonstances et qu'il est difficile de soumettre à notre calcul ; mais toujours il est nécessaire de ne pas perdre l'ennemi de vue, et d'éviter l'action de sa férocité. » Dans cette traduction, faisait-il remarquer, « il y a l'ambiguïté de l'original, ce qui n'est pas facile à faire dans une langue claire et exacte comme le français ; mais j'ai tâché de m'expliquer comme s'explique V. E., sans dire les choses positivement » (22 juillet 1805) (1).

Quelle réponse le favori attendait-il ? Allait-il jusqu'à espérer que l'empereur lui offrirait la succession au trône ? On est tenté de le croire en voyant l'importance qu'il attachait à cette affaire, lui subordonnant celle même du Portugal. Il prit la précaution de se faire renvoyer par Izquierdo, comme particulièrement compromettante, sa note du 14 juillet. Il recommanda en même temps à son agent d'obtenir la réponse la plus nette possible, puis de venir immédiatement à Madrid lui porter ces « lumières susceptibles de m'orienter mieux que ne ferait la plume. » Izquierdo lui écrivait de son côté : « Si nous obtenons qu'il [Napoléon] *se tienne pour averti et donne son consentement, la moitié de ma négociation est remplie.* » Et le ton mystérieux et solennel de ses lettres donne à penser qu'il attendait une réponse dont l'importance dépasserait de beaucoup la question du Portugal. « Le ciel veuille qu'il [mon prochain courrier] porte les nouvelles que je désire ! » — « Nous sommes à la veille de grands événements : dans vingt-quatre heures je saurai peut-être ce que le destin a préparé pour l'histoire des empires » (25 juillet 1805) (2).

(1) Godoy à Izquierdo, 14 juillet 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Lacépède et Izquierdo à Napoléon, le 22 : *ibid.*, et *A. N.*, AF IV 1679. Le texte de l'*A. Histórico N.*, porte une erreur de copie : « La note de Plaisance du 9 thermidor » ; lire 9 messidor, suivant le texte des *A. N.* ; la date du 9 thermidor (28 juillet) est d'ailleurs évidemment inadmissible.

(2) Godoy à Izquierdo, 14 juillet, 5 août ; Izquierdo à Godoy, 22, 25 juillet, et à

En transmettant la lettre de Godoy du 14, Izquierdo insista donc pour que Napoléon lui donnât « le plus de lumières possible » et lui permit de se rendre en Espagne. Or, à ses sollicitations pressantes l'empereur se contenta de répondre, le 26, qu'il écrirait à Godoy dans quatre ou cinq jours, et qu'il était « intéressant » qu'Izquierdo allât « prendre des instructions directes du prince de la Paix pour les objets les plus importants » (1). L'Espagnol, déçu, résolut d'insister. Lacépède ne lui conseillait pas de le faire, mais il déclara que son maître « désirait des lumières et des instructions, et que c'était au plus fort de s'expliquer le premier. » Lacépède remit donc à Napoléon, le 27, une lettre où Izquierdo sollicitait quelques précisions : « Le prince, qui secondera avec toute l'énergie de son caractère les dispositions de S. M. I. et R., qui est le premier admirateur de ses conceptions politiques, n'aspire, quant à celles qui peuvent le concerner, qu'à avoir une idée de la pensée de S. M. I. et R. pour, d'après elle, régler ses plans et ses mouvements : sa volonté est prête ; il ne demande qu'à l'appliquer suivant les désirs de S. M. » (2). Lacépède se rendit le jour même à Saint-Cloud pour présenter cette lettre, sans même en renvoyer la remise à l'audience du lendemain dimanche, et Izquierdo attendit la réponse. Il devait l'attendre près de deux mois.

LES INTRIGUES D'IZQUIERDO. — Il est vrai que pendant cette longue expectative Izquierdo était occupé par les mille intrigues qui emplissent cet été de 1805. Ses rapports avec l'ambassadeur de S. M. C., Masserano, n'avaient pas tardé à se gâter. Ce n'était pas que Masserano prit trop d'ombrage du rôle proprement politique de son collègue, mais il ne pouvait supporter qu'Izquierdo y joignît un rôle de représentation comme celui dont Godoy l'avait chargé dans l'affaire des cordons. Le 30 janvier 1805, Napoléon avait manifesté

Napoléon, le 22 : *A. Histórico N.*, c. 2881. On peut même se demander si Godoy, quand il proposait à Napoléon de conquérir le Portugal, ne cherchait pas, en même temps qu'à s'y faire tailler une souveraineté, à faire entrer en Espagne des troupes françaises qui l'eussent protégé contre Ferdinand ; cf. une phrase d'Izquierdo (22 juillet, *ibid.*) : « J'ai trouvé tout à fait digne et propre de la conception sublime de V. E. les 60.000 Français [demandés à Napoléon] ; avec cette troupe, qu'y aura-t-il à craindre, après la parole que l'empereur a solennellement donnée [de défendre Godoy contre ses ennemis extérieurs et intérieurs] ? »

(1) « Note » de Napoléon, 26 juillet, *ibid.*, et note pour Lacépède, *Corr.*, 9017. (avec quelques différences de texte).

(2) Izquierdo à Godoy et à Napoléon, 27 juillet : *A. Histórico N.*, c. 2881.

le désir d'échanger des grands cordons de la Légion d'Honneur contre les principaux ordres étrangers, en particulier contre des colliers de la Toison d'Or. Reprise et précisée par la suite, puis ajournée, cette idée ne prit vraiment corps qu'en mai : le 14, Charles IV annonça que le nombre réglementaire des Toisons serait porté à cinquante-sept pour qu'on pût offrir à l'empereur les six qu'il souhaitait (1). Une prétention inattendue de Napoléon faillit un moment tout arrêter : il fit dire par Izquierdo que le roi en recevant la Légion d'Honneur devait s'engager à ne plus porter l'ordre du Saint-Esprit. Mais il se heurta sur ce point à un refus formel (2), il comprit qu'il ne fallait pas insister, et le 18 juin Charles IV signa un décret concédant six Toisons à la France (3). Napoléon les destinait primitivement à lui-même, à Joseph et à Louis, au prince Camille Borghèse, à Bacciochi et à Murat. Mais Izquierdo annonça au dernier moment que ce dernier était remplacé par Fesch : « Le prince Murat n'a pas eu de Toison : on l'a donnée à l'oncle cardinal... » (4) Masserano reçut donc pour les présenter à Napoléon six colliers, tous datant de la création de l'ordre, vénérables et usés (5). Mais l'Espagne envoyait aussi cinq grands cordons de Charles III, et c'est à Izquierdo que Godoy en confia la remise : l'agent secret était ainsi traité presque sur le même pied que l'ambassadeur officiel (6). Masserano eut quelque peine à s'acquitter de sa mission. Il avait reçu les colliers à Florence (4 juillet), car en accompagnant Napoléon en Italie il avait fait ce détour pour se présenter à la reine d'Étrurie. Mais il apprit en même temps que l'empereur repartait pour la France ; il se mit

(1) Talleyrand à Beurnonville, 24 février ; Beurnonville à Talleyrand, 14 mai : *A. E., Esp.*, v. 19 supplément, f. 372 ; v. 668, f. 144. A Godoy, 29 mars. *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Talleyrand, 30 janvier, 13 avril ; à Junot, 23 février : *Corr.*, 8297, 8579, 8350. La même négociation était menée avec le Portugal : Lima à Araújo, 1^{er} février 1805 et *passim*, *Neg. Estr.* Lisbonne, *legaço em Paris*.

(2) Napoléon à Godoy, 28 mai, 2, 28 juin, 1^{er} juillet (textes aux appendices) ; Godoy à Izquierdo, 13 juin ; Izquierdo à Godoy, 3 juillet : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Décret du 18 juin : PÉREZ DE GUZMAN, *El Toisón y la Legión de Honor*, Charles IV à Napoléon, le 19 : *A. Histórico N.*, c. 1626. Beurnonville à Talleyrand, le 24 : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 214. L'Espagne envoya les Toisons avant même de savoir à qui elles étaient destinées.

(4) Notes de Napoléon, 28 juin, 1^{er} juillet : textes aux appendices. Talleyrand à Beurnonville, 27 juillet : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 284. Izquierdo à Godoy, les 1^{er} et 20 ; Lacépède à Izquierdo, le 24 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Fesch, le 24 : *Corr.*, 9010.

(5) PÉREZ DE GUZMAN, *op. cit.* L'Espagne ne fit pas payer de droits de brevet. Les colliers étaient accompagnés des statuts de l'ordre, somptueusement reliés ; mais comme Cevallos oublia de payer cette dépense, ce fut Pizarro, à l'en croire (*Memorias*, I), qui dut la régler.

(6) Godoy à Izquierdo, 14 juillet 1805, transmis à Napoléon le 22 : *A. Histórico N.*, c. 2881, et *A. N.*, AF IV 1679.

à sa poursuite, le manqua le 9 à Turin, s'y morfondit pendant six jours parce que Napoléon n'avait pas laissé de chevaux de poste derrière lui, et enfin, voyageant jour et nuit, parvint le 23 à Paris (1). La remise des insignes eut lieu le 24, en grande solennité, et l'empereur témoigna une vive satisfaction ; mais les Toisons arrivaient plus d'un mois après l'Aigle Noir de Prusse et l'ordre de Saint-Hubert de Bavière (2). Pour ajouter à cet ennui, Masserano apprit alors que c'était Izquierdo qui avait été chargé de remettre les cordons de Charles III, et il put lire dans le *Moniteur* les noms des bénéficiaires. Sa colère fut telle qu'il faillit oublier les égards qu'il devait à l'agent de Godoy : mais il se les vit rappeler si vertement, paraît-il, que changeant aussitôt de ton il retint Izquierdo à déjeuner. « Je lui suis cependant odieux, ajoutait Izquierdo, parce qu'il ne pénètre pas les secrets qu'il croit avoir le droit de connaître » (3 juillet) (3).

Izquierdo avait un autre ennemi à Paris. C'était l'ancien agent secret de Godoy, Richard Bonnal, qui en 1804 avait noué les premiers fils de l'intrigue. Bonnal était reparti pour Madrid le 26 août 1804, afin de s'occuper de cette importation de grains pour laquelle il avait reçu un privilège ; mais ses affaires avaient mal marché : ses bâtiments n'avaient pu importer que 8.344 tonneaux de blé alors qu'il avait reçu l'autorisation d'en importer 12.000, et il n'avait pas été payé de plusieurs cargaisons qui n'étaient pas arrivées dans le délai prescrit. Afin de réparer ces pertes, il sollicita un nouveau privilège : mais comme le précédent lui avait déjà valu des exemptions de droits atteignant 881.273 réaux, on jugea que ses bénéfices étaient suffisants et sa demande fut repoussée (3 mai 1805). Bonnal prit mal la chose : ses services secrets et l'intervention du banquier des chouans, Carrera, auquel il confiait ses intérêts, lui paraissaient mériter plus de considération et, fort irrité contre Godoy, il partit pour Paris afin de remettre sa cause au gouvernement français. Là, il entretint

(1) Masserano à Cevallos, 28 avril, 4, 9, 23 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5213. On ne manqua pas de dire que Napoléon avait à dessein précipité son voyage pour se jouer de Masserano : Lima à Araújo, 9 juillet, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legaço em Paris*. Le 19 mai, Masserano avait remis ses lettres de créance à Napoléon comme roi d'Italie.

(2) Masserano à Cevallos, 25 juillet (reproduit par PÉREZ DE GUZMAN, *op. cit.*) et 18 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212.

(3) Izquierdo à Godoy, 25 juillet, *ibid.* c. 2881. Les Toisons furent envoyées à leurs bénéficiaires entre le 26 juillet et le 6 août : *ibid.*, c. 5213. Masserano reçut le cadeau d'usage le 24 : Napoléon à Talleyrand, 22 août, dans FOURNIER, *Napoleon I.*, II, 357 ; réponse du 26 : *Lettres inédites*, 133. Les cordons de Charles III furent en fin de compte remis à Lebrun, Decrès, Augereau, Moncey et Lefèvre.

des relations avec cet ancien conventionnel qu'on a déjà vu mêlé aux intrigues espagnoles, Paganel, qui était chef du bureau de la correspondance à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur. Par son intermédiaire, il essaya de pousser ses affaires et de contreminer Izquierdo, mais le prince de la Paix mit son agent au courant et, aidé de Lacépède, le Navarrais put faire échouer les menées de Bonnal (1).

Izquierdo avait en outre à se défendre contre les dénonciations de Beurnonville. L'hispanophilie que l'ambassadeur témoignait au début de 1804, alors qu'il demandait de l'argent à Godoy, avait complètement disparu, et peut-être faut-il en conclure que ses sollicitations n'avaient pas été accueillies. Lors du voyage qu'il fit à Paris en septembre 1804, Beurnonville avait promis au prince de la Paix d'intéresser Napoléon aux malheurs de l'Espagne, et il assura Gravina qu'il l'avait fait ; or son assertion reçut un démenti formel de l'empereur lui-même (21 novembre) et Godoy lui en voulut (2). La mission de Junot et ses entretiens confidentiels avec le prince de la Paix accrurent cette froideur. Enfin, une sottise querelle de préséance entre Beurnonville et le chargé d'affaires des États-Unis, Ewing, (7 mai 1805) fournit à Godoy l'occasion de se plaindre directement à Napoléon des procédés de l'ambassadeur (3). Celui-ci riposta par une longue lettre à Talleyrand (5 août), où il dévoilait les intrigues d'Izquierdo à Paris. Puis il s'adressa à Napoléon lui-même, attaquant très violemment Godoy et dénonçant Izquierdo (7 novembre) (4).

(1) Il semble qu'en août 1804, lorsque Bonnal rendit compte de sa mission à Godoy, il ait déjà cherché à miner Izquierdo. A Paris, son affaire traîna : en 1807, il n'avait toujours pas obtenu la compensation qu'il réclamait. — Bonnal à Champagny, 17 août 1807 ; Champagny à Bonnal, 27 octobre ; à Beauharnais, 7 septembre (avec réponse du 20) ; Cevallos au même, 8 octobre : *A. E., Esp.*, v. 671, f. 138 ; v. 672, f. 19, 61, 205, 126. Izquierdo à Godoy, 26 août 1804, 28 avril, 4 juillet 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Izquierdo, 14 juillet 1805 : *ibid.* ; à Marie-Louise, 11 septembre 1804 : c. 2821. *Almanach National*, 1804, p. 74.

(2) Gravina à Godoy, 12 septembre 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservada Fdo VII*, t. 100, f. 250 ; à Cevallos, 2, 22 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212 ; Izquierdo à Godoy, 19 décembre : c. 2881.

(3) Comme Beurnonville se présentait à l'audience de Godoy (en simple frac), il vit introduire Ewing avant lui ; mais, d'après Godoy, il l'avait prié lui-même d'entrer le premier. — Godoy à Izquierdo, s. d., (mai) : *A. Histórico N.*, c. 2881. A Beurnonville et à Napoléon, 7 mai ; Beurnonville à Godoy, 7 mai ; Izquierdo et Lacépède à Napoléon, 16, 17 mai : *A. N.*, AF IV 1679.

(4) Beurnonville à Talleyrand, personnelle, 5 août 1805 : dans GÉOFFROY DE GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, I, 46. A Napoléon, 7 novembre, *A. N.*, AF IV 1679 : « La conduite du prince de la Paix, tortueuse, indécise et irrégulière, porte le caractère des biais, des détours et de l'intrigue... Je connais la profonde immoralité de l'homme méprisé en Espagne qu'il emploie à Paris... Je connais toutes les fables et tous les contes que ce messager envoie à ce prince... »

Ces missives n'apprenaient rien à personne et pouvaient d'autant moins nuire réellement au Navarrais que Beurnonville avait indisposé Talleyrand en le harcelant littéralement depuis son retour en Espagne (12 novembre 1804) de ses demandes de récompense. En six mois, il sollicita successivement une place au Sénat, le bâton de maréchal, le grand cordon de la Légion d'Honneur et l'autorisation de recevoir la Toison d'Or (1). Il avait également Décrès contre lui, parce qu'il ne cachait pas la mauvaise humeur qu'il éprouvait de voir le ministre de la Marine correspondre directement avec Godoy (2). Son peu de discrétion et la crédulité avec laquelle il accueillait dans ses rapports des racontars extraordinaires lui valaient des reproches fort vifs de Napoléon (avril-mai) : « Un ambassadeur, un homme sensé ne se laisse pas dire de pareilles nigauderies. » Le bruit de son rappel courait à Madrid (3). Il n'avait donc en Espagne qu'un rôle de représentation ; par exemple, il fut chargé de remettre so'ennellement, le 15 août 1805, les six grands cordons de la Légion d'Honneur envoyés en échange des Toisons, et dont l'un était destiné à Godoy (4). Mais ce n'étaient pas ses attaques contre Izquierdo qui pouvaient ébranler la situation de l'agent espagnol à Paris.

Pour un adversaire qu'il rencontrait sur son chemin, Izquierdo recevait d'ailleurs dix offres de services. La réputation de richesse qu'avait l'Espagne, celle que possédait son gouvernement d'être en revanche besogneux, donc accommodant, attiraient vers Madrid les regards des aventuriers. En juin, on présenta à Izquierdo « un homme très important..., très habile..., de belle figure, de cœur élevé », qui avait été secrétaire général du ministère de la police et qui ne demandait pas mieux que de se mettre au service de S. M. C. (5). L'ex-con-

(1) Beurnonville à Talleyrand, 12, 19, 26 novembre 1804, 21 février 1805 (officielle et particulière), 12 mars, 3, 14 mai, 21 septembre : *A. E., Esp.*, v. 667, f. 136, 162, 189 ; v. 668, f. 6, 9, 58, 130, 143, 413. A Napoléon, 22 septembre : *A. N.*, AF IV 1679. Talleyrand transmit sèchement ses demandes (2 mai, *Lettres inédites*, 120) et l'invita à prendre patience (2 juillet, *A. E., Esp.*, v. 668, f. 227). Beurnonville fut nommé sénateur en février 1805.

(2) Ega à Araújo, 16 juillet 1805, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Beurnonville à Talleyrand, 27 octobre : *A. E., Esp.*, v. 669, f. 68.

(3) Napoléon à Décrès, 24 avril 1805, 27 avril (« ...Faites-lui en connaître mon mécontentement... Recommandez-lui d'être désormais plus circonspect »), 26 mai (« C'est une trompette qui ne peut rien garder ») : *Corr.*, 8628, 8642, 8792. Ega à Araújo, 17 mai, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Lorsque Chaptal fut sur le point de quitter le ministère de l'Intérieur (5 août 1804), Napoléon lui avait offert le poste de Beurnonville : CHAPTAL, *Souvenirs*, 105.

(4) Sur l'envoi des cordons, Napoléon à Lacépède, 24 juillet 1805 : *Corr.*, 9013 ; à Talleyrand, même date : *Lettres inédites*, éd. Brotonne, 98. Beurnonville à Talleyrand, 15, 21 août : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 334, 349.

(5) C'était donc soit Joseph Thurot soit Lombard-Taradeau, et plus probablement

ventionnel Barère avait déjà offert ses bons offices, et il y avait quelque temps qu'Izquierdo était en relations avec lui. Barère était alors fort gêné ; il venait d'être présenté par le corps électoral de Tarbes comme candidat au Corps législatif, mais pour le moment il ne vivait que des rapports qu'il adressait à Napoléon sur l'opinion publique et de la rédaction du *Mémorial Anti-britannique*, qui paraissait depuis septembre 1803. Une somme de 100 louis que lui donnait Izquierdo provoquait des transports de reconnaissance, et sa plume était tout au service de Godoy. « Nous avons là, assurait Izquierdo, un écrivain qui nous est entièrement dévoué ; son imagination est féconde, son talent de présenter les choses est sans égal : énergique, élevé, il emporte l'assentiment... » (3 juin) (1).

Un appui utile, mais plus coûteux aussi, fut celui que Murat offrit à Izquierdo vers la fin de juin 1805. L'entrevue avait été ménagée par Ouvrard, dans la maison de campagne que Murat possédait à Neuilly, et le discours que le beau-frère de l'empereur tint à Izquierdo « sans aucun déguisement et sans aucun préambule... d'un ton gai, plaisant et rieur », mérite d'être relaté : « Le prince de la Paix est un personnage que j'estime depuis longtemps. J'ai dit à tout le monde que c'est un homme de premier ordre. Qui a fait ce qu'il a fait ne peut être un homme médiocre. Il s'est élevé ; il se maintient ; il honore sa nation ; il a subjugué l'envie, élevé son nom, sa personne ; il a obtenu qu'on le respecte, qu'on lui obéisse et qu'on soit content de son gouvernement. Il donne maintenant de l'énergie au ministère espagnol, le rend respectable aux nations. Il connaît le véritable intérêt de sa patrie, qui est l'union avec la France. En un mot, il est comme nous ; nous pouvons faire cause commune avec lui ; son sort est le nôtre, celui de ceux qui se sont élevés : parlons sans réticence, son sort est ce qu'est le mien, ce qu'est celui de l'Empereur... Je l'estime, je voudrais lui être utile. Quand il voudra quelque chose de moi, je suis prêt à le servir en tout, en tout, en tout. » Le prix de cet

le premier, car cette ouverture convient moins au caractère de Lombard-Taradeau, « brave homme... bureaucrate exact, mais effacé » (MADÉLIN, *Fouché*, I, 469). Thurot, après avoir été secrétaire général du ministère de la police, fut rédacteur de la *Gazette de France*, puis chargé au ministère de la police de reviser et refondre les édits, puis régisseur général du fourrage à l'armée de campagne d'Autriche (1809), fonction où il commît des malversations qui lui valurent douze ans de fers : « Un fripon sans valeur » (MADÉLIN, *ibid.*, et mémoire de Thurot, assez suspect, rédigé en 1822 : A. N., F⁷ 6542). — Izquierdo à Godoy, 3 juin 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(1) Izquierdo à Godoy, 9 avril, 3 juin : *ibid.* Barère vit sa candidature repoussée par le Sénat. — Rapport de la Préfecture de Police, 25 septembre 1803 : ALLARD, *Paris sous le Consulat*. MÉNEVAL, *Mémoires*, 490. YORKE, *Paris et la France sous le Consulat*, 316.

appui avait été fixé par Ouvrard : on demandait à Godoy d'accorder le permis d'exportation de piastres que le financier sollicitait alors, et même de concéder un million de piastres en plus, par considération pour Murat (1). Le bénéfice réalisé sur ce supplément, soit 6,5 %, serait versé par Ouvrard à Murat en un chèque sur Vanlerberghe. Izquierdo conseillait vivement à son maître d'accepter : « J'estime qu'il n'est pas mauvais d'avoir des amis... Le prince Murat doit monter sa maison, il a donc de grès frais que les émoluments de ses emplois et de sa haute situation ne peuvent couvrir ; un cadeau fait avec toute la délicatesse possible ne ferait pas mauvais effet. C'est un militaire, il est actif, prêt à tout, et il ne peut être mauvais, quand l'Empereur parle de V. E., qu'il se trouve à ses côtés des gens qui la louent » (2). Godoy suivit le conseil de son agent. Bien que le numéraire manquât en Espagne, il accorda l'exportation de piastres demandée, et il exprima le désir d'entrer en correspondance directe avec Murat (14 juillet) (3). Il semble avoir espéré que celui-ci pourrait être pour lui un sérieux appui auprès de l'empereur, en quoi il se trompait beaucoup.

LA DÉROBADE DE NAPOLÉON. — Ces intrigues, auxquelles se mêlaient déjà celles de Duroc, d'Hervas et de Talleyrand pour s'immiscer dans les négociations secrètes espagnoles, n'étaient cependant qu'accessoires pour Izquierdo. L'essentiel pour lui, ce qu'il attendait de jour en jour avec une impatience qui devint bientôt de l'anxiété, c'était le déclenchement de l'offensive contre le Portugal, et surtout la réponse de l'empereur à sa lettre du 27 juillet qui sollicitait des éclaircissements sur la question de la succession au trône d'Espagne.

Mais sur ces deux points, Napoléon avait repris tout d'un coup son attitude impénétrable de jadis. On a l'impression que sur le second, celui des affaires fernandistes et napolitaines, il avait compris (aidé peut-être par des insinuations verbales de Lacépède) jusqu'où devaient aller les ambitions de Godoy et que, scandalisé devant de pareils espoirs qu'il n'avait jamais entendu encourager, il tenait

(1) Sur ces affaires d'exportation de piastres, v. chapitre V, § I.

(2) Izquierdo à Godoy, 3 juillet 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Godoy à Izquierdo, 14 juillet ; Izquierdo à Napoléon, le 22 : *ibid.*, et A. N., AF IV 1679.

à rompre, du moins pour un temps, les conversations sur ce sujet. Peut-être aussi se disait-il que la nouvelle guerre qui se préparait en Europe pourrait bien régler le sort de Naples, et que l'arbre une fois coupé à la racine, arracher son rejeton de Madrid ne serait plus qu'un jeu. Enfin, l'aspect menaçant que prenait la situation politique devait porter l'empereur à renoncer temporairement à l'action contre le Portugal et à ajourner l'exécution des promesses qu'il avait faites sur ce point au favori. La troisième coalition était en voie de formation. Le 9 août 1805, l'Autriche se rangea aux côtés de l'Angleterre et de la Russie, qu'unissait depuis le 11 avril une convention maritime. La Prusse, que Napoléon tâchait de se concilier en lui offrant le Hanovre, déclara le 28 août qu'elle resterait neutre ; Bade, le Wurtemberg et la Bavière se rangeaient au contraire du côté de la France. Napoléon, à Boulogne depuis le 3 août, mûrissait le plan qui en une brusque volte-face allait le jeter sur l'Autriche. Dans cette grande ébullition de l'Europe, les affaires de Portugal ne présentaient plus qu'un intérêt de dernier ordre, et l'empereur n'allait pas engouffrer des troupes dans la Péninsule, fût-ce une simple division, en vue d'une expédition qui pouvait être facilement remise, alors que les batailles décisives étaient sur le point de s'engager en Europe centrale.

Napoléon n'entendait toutefois pas rompre brutalement et définitivement tous les liens qu'il avait noués avec Godoy, car la lutte maritime n'était pas finie, et il avait encore besoin des escadres espagnoles. Il fit donc son possible pour montrer au favori qu'il ne l'oubliait pas et qu'il était toujours bien disposé à son égard. Quand il partit pour Boulogne (1^{er} août), Izquierdo reçut de Lacépède l'assurance que la lettre qu'il attendait pour la porter à Madrid serait écrite dans la huitaine. Elle ne le fut pas, mais le 15 Napoléon ordonna à Fouché d'envoyer au prince de la Paix un plan que le favori avait demandé pour réorganiser la police (1). Izquierdo cependant bouillait d'impatience ; il savait que Godoy avait laissé partir la cour pour le *sitio* et que depuis le 5 août, malgré la chaleur, il l'attendait à Madrid, que tous les ordres étaient donnés pour accélérer son voyage (2). Lorsque Napoléon eut regagné Paris (3 septembre), Izquierdo put espérer une réponse, et il eut soin de se trouver à l'audience que l'empereur accorda le 8 au corps diploma-

381
tique, à Saint-Cloud. Napoléon le salua avec affabilité et le désigna à Lucchesini, son voisin, comme « le chargé d'affaires d'Espagne », mais il n'envoya pas la lettre. Izquierdo eut alors avec Lacépède une longue conversation à la suite de laquelle il rédigea une note rappelant les promesses de réponse faites jadis. Le Grand Chancelier la communiqua à l'empereur (13 septembre), mais celui-ci se contenta d'accuser réception. « Voilà quarante jours que je ne vis plus, écrivait Izquierdo. L'espérance de voir V. E. avait enflammé mon âme ; le retard de la lettre que j'attends, l'ignorance des motifs qui le causent, les résultats que peuvent avoir le fait qu'on ne l'écrit pas et surtout celui que je ne puis aller entretenir V. E.,... tout m'afflige, et il faut beaucoup de force d'âme, de calme et d'espérance pour ne pas désespérer en un pareil moment. » Mais le parti pris de l'empereur de ne pas s'engager avant que les affaires européennes fussent nettes devenait évident. Le 16 septembre encore, en faisant écrire à Godoy par Decrès, Napoléon se bornait strictement aux affaires navales, à des ordres à donner à l'escadre de Carthagène, et cet intérêt qu'il portait aux ports espagnols allait lui-même s'affaiblir, maintenant que la grande flotte combinée revenue à Cadix avait ordre (15 septembre) de quitter l'Espagne et de se rendre sur les côtes italiennes pour y coopérer aux opérations. Izquierdo, le 17, prévint son maître que les affaires ne laissaient plus guère d'espoir : et de fait, la lettre tant attendue de l'empereur, qui arriva quelques heures après que celle-ci fut écrite, ne la confirma que trop (1).

En en transmettant le texte au prince de la Paix, Izquierdo s'efforça de la lui présenter comme un succès, comme une marque nouvelle de la confiance que Napoléon avait en lui. Il était bien vrai que l'empereur faisait à Godoy une espèce de confiance sur le mécontentement qu'il avait ressenti de la conduite de Villeneuve au combat du cap Finisterre (du 22 juillet) : « J'ai été très satisfait de la conduite des Espagnols ; je ne l'ai pas été autant de mon amiral, qui nous eût gagné une grande victoire s'il eût montré plus d'énergie. » Sans doute encore, la lettre se terminait sur une phrase ambiguë où l'on pouvait lire une promesse : « Le prince de la Paix peut être sûr que *nos ennemis* seront rapidement et complètement confondus. » Mais c'étaient là pour le favori de minces compensations à

(1) Izquierdo à Lacépède, 13 septembre 1805 : A. N., AF IV 1679. Napoléon à Fouché, 15 août : *Corr.*, 9081.

(2) Godoy à Izquierdo, 5 août 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2881.

(1) Decrès à Godoy, 16 septembre : A. *Histórico N.*, c. 2881. Izquierdo au même, le 17 (première lettre) : *ibid.* ; à Lacépède, le 13, et Lacépède à Napoléon, le 13 : A. N., AF IV 1679.

l'échec de ses deux grands espoirs. Car Napoléon ne disait pas un mot de la question essentielle, celle de la succession au trône d'Espagne. Et quant à l'entreprise portugaise, il l'abandonnait : « Les circonstances ont changé », disait-il, et il ne parlait plus de troupes françaises à faire entrer en Portugal, mais de 2.000 Espagnols à envoyer en Étrurie, voire de 15.000 à diriger sur le Rhin (1). Godoy s'attendait probablement à ce coup : il ne pouvait être absorbé par ses projets personnels au point de ne pas entendre le bruit de l'Europe en armes. Pourtant, la déception dut lui être pénible. « Ici, avait-il écrit à Izquierdo le 27 juin, pas de changement ; c'est la même situation qu'au moment de votre départ, défiances et jalousies de toutes parts ; ma philosophie n'en pourrait supporter le poids si je ne considérais qu'à la paix je pourrai jouir du repos, libre entièrement de soucis... » (2) Ce repos dégagé d'inquiétudes se trouvait désormais subordonné à la victoire des armées françaises en Europe centrale. Et pour achever la désillusion de Godoy il lui restait à voir l'anéantissement des escadres qu'il avait armées au prix de cet effort acharné dont il avait espéré trouver la récompense en Portugal.

VII

TRAFALGAR

L'EFFORT MARITIME ESPAGNOL. — Le départ de l'escadre de Gravina, ralliée à Cadix par Villeneuve, n'avait pas ralenti les armements maritimes espagnols, que le prince de la Paix continua à soutenir et à intensifier. Beurnonville s'attribuait auprès de Decrès tout le mérite de cette activité, et il assurait qu'elle était due à ce qu'il avait « dompté et terrifié » le favori. Mais Decrès, qui avait été chargé

de transmettre directement à Godoy le témoignage de la satisfaction impériale (23 mai 1805), savait que le vrai motif de ce zèle était le désir du prince de plaire à Napoléon, et le corps diplomatique ne s'y trompait pas non plus (1).

Les difficultés allaient cependant croissant, surtout au point de vue financier. Un appel au commerce avait produit 25 millions de réaux, de nouvelles taxes avaient été établies, mais bien que Godoy, suivant son mot à Beurnonville, prît l'argent partout, les recettes étaient insuffisantes encore (2). On en était amené à négliger l'armée, dont l'état devenait pitoyable : en mai 1805, on avait eu peine à réunir 4.000 hommes pour renforcer le camp de Saint-Roch, et les seuls corps d'infanterie perdaient jusqu'à 500 déserteurs par mois (3). Mais dans les ports l'activité continuait comme avant la sortie de Gravina. Carthagène, par sa position sur la Méditerranée, n'était plus appelée à jouer qu'un rôle secondaire. Cependant, les six vaisseaux qui sous Salcedo n'avaient pu rallier Villeneuve furent portés à sept au début de juin 1805, puis à huit à la fin de juillet. On ne les envoya d'ailleurs pas à Cadix, contrairement à ce qui avait été convenu après que Godoy eut refusé de les faire passer à Toulon (4).

Cadix avait plus d'importance dans les plans de Napoléon, car dans certaines hypothèses Villeneuve pouvait y toucher à son retour d'Amérique, et de plus c'était une base d'action contre Gibraltar. Aussi l'empereur désirait-il pouvoir y compter sur 8 bâtiments de ligne (24 mai). Beurnonville prétendait qu'on en avait déjà 6 « à la veille d'être complètement armés » et 4 autres qui le seraient à la fin de juin. En réalité on n'en possédait que 5, dont un sans équipage ; encore les autres n'en avaient-ils que de médiocres, et dont la solde était en retard de cinq mois (30 mai). Mais, grâce en partie aux efforts de Le Roy, l'actif commissaire français des relations commerciales, le 22 juillet on comptait 6 vaisseaux en rade (5).

Le point essentiel aux yeux de Napoléon était le Ferrol. En effet,

(1) Napoléon à Lacépède, 17 septembre 1805 : *Corr.*, 9226. Le texte de la *Corr.* présente quelques différences avec celui de l'*A. Histórico N.*, c. 2881. En particulier, le second porte : « ...des grands coups vont être portés [*Corr.* : sont portés] contre la Maison d'Autriche... il est donc nécessaire que le prince de la Paix fasse envoyer [*Corr.* : nécessaire d'envoyer] à Livourne et à Florence 2 ou 3.000 hommes... qui me permettraient de retirer 6.000 hommes de troupes [*Corr.* : de mes troupes] que j'y ai, pour les envoyer à mon armée d'Allemagne [*Corr.* : pour les mettre au Rhin]. Cette démarche ne mettrait pas l'Espagne [*Corr.* : Cela ne la mettrait pas] en guerre avec l'Autriche... Le prince de la Paix peut être sûr que nos ennemis [*Corr.* : que mes ennemis] seront rapidement et complètement confondus. »

(2) Godoy à Izquierdo, 27 juin 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(1) Decrès à Napoléon, 23, 31 mai 1805 : A. N., AF IV 1679. Ega à Araújo : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 8, 11 juillet 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 238, 240.

(3) Godoy à Marie-Louise, 3 juin 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(4) Beurnonville à Talleyrand, 2, 14 mai, 18 juin, 22 juillet : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 125, 147, 201, 263. Godoy à Beurnonville, 7 juin ; à Izquierdo, le 13 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Lacépède, 24 mai ; à Decrès, 16, 19, 22 mai : *Corr.*, 8782, 8749, 8757, 8778.

(5) Beurnonville à Talleyrand, 2, 14 mai ; Le Roy à Decrès, 22 juillet : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 125, 147, 265. Decrès à Napoléon, 31 mai : A. N., AF IV 1196. Napoléon à Decrès, 4 mai ; à Lacépède, le 24 ; à Godoy, 26 juillet : *Corr.*, 8685, 8782, 9017.

si Ganteaume ne pouvait sortir de Brest avant le 21 mai, il devait ne plus tenter de le faire et attendre que Villeneuve, de retour d'Amérique, le débloquent ; et en ce cas Villeneuve avait ordre de passer préalablement au Ferrol, pour s'y renforcer de la flotte franco-espagnole qui s'y trouvait. Celle-ci, au moment où Napoléon donnait ces ordres (8 mai) comprenait 4 vaisseaux et 2 frégates sous Gourdon, 7 vaisseaux et 2 frégates sous Grandallana. Mais l'empereur espérait bien que lorsque l'escadre combinée la débloquent elle se serait accrue de 2 ou 3 vaisseaux espagnols (1). Avant d'exprimer ce désir, il attendit cependant la date fixée du 21 mai : elle vint sans que Ganteaume eût pu sortir. Alors partirent des dépêches pressantes pour augmenter le renfort que Villeneuve devait trouver au Ferrol : il fallait qu'entre le 29 juin et le 4 juillet on y eût 10 vaisseaux espagnols armés, avec des vivres pour deux mois. Napoléon fit passer cette demande par la voie régulière, par Beurnonville ; mais en même temps il l'adressait directement à Godoy par la voie plus directe et plus efficace d'Izquierdo (28 mai). « Toute la sollicitude de l'Empereur se porte sur les armements du Ferrol, où il est de toute importance qu'il y ait 10 vaisseaux avant le 15 messidor » (2). Peu après, il avançait encore la date limite : c'était le 29 juin au plus tard que l'escadre devait être ainsi renforcée (3). Godoy répondit en faisant affirmer par Beurnonville et par Izquierdo que tout le possible serait fait (4). L'effort demandé était considérable, car le 14 mai Aillaud jugeait qu'on ne pouvait pas armer 3 nouveaux vaisseaux avant le 30 septembre ; en juin, Gourdon ne pensait pas

(1) Antoine de Gourdon venait d'être promu contre-amiral (mars) ; mais en pratique il commandait l'escadre depuis le 13 décembre 1803, en raison de la maladie de Bedout : *Archives du ministère de la Marine*, doss. Gourdon. Décrès à Napoléon, 9 avril ; Aillaud à Decrès, le Ferrol, 14 mai : A. N., AF IV 1196. Beurnonville à Talleyrand, 2 mai : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 125. Napoléon à Decrès et Villeneuve, le 8 : *Corr.*, 8699, 8700.

(2) Napoléon à Talleyrand, 23 mai : *Corr.*, 8779. Ce texte de la *Corr.* donne comme dates limites « du 10 au 15 thermidor » (29 juillet-3 août). Mais FOURNIER (*Zur Textkritik...* 1903, p. 31) rectifie d'après l'original de Vienne : « du 10 au 15 messidor » (29 juin-4 juillet) ; cette rectification est corroborée par la lettre de Talleyrand transmettant l'ordre à Beurnonville (24 mai, A. E., *Esp.*, v. 668, f. 166), et par celle de Napoléon à Godoy du 28 mai. Cette dernière se trouve dans la *Corr.* (8805) et à l'*A. Histórico N.*, avec quelques différences de texte ; en particulier, le second porte la phrase citée ci-dessus, alors que la *Corr.* donne : « Toute l'importance pour l'Empereur est qu'au Ferrol il y ait 10 vaisseaux avant le 15 messidor. » L'*A. Histórico N.* donne également copie d'un billet joint à la note : « Milan, 8 prairial an XIII. Au reçu de cette lettre M. Lacépède remettra la note ci-jointe. Napoléon. »

(3) Napoléon à Godoy, 2 juin 1805 ; Izquierdo au même, le 7 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(4) Beurnonville à Talleyrand, et Godoy à Izquierdo, 13 juin 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 190 ; *A. Histórico N.*, c. 2881 ; A. N., AF IV 1679.

voir le premier navire armé avant le 21 juillet, et les 2 suivants avant le 21 octobre. Mais les Espagnols, sous l'impulsion énergique de Grandallana, firent des merveilles d'activité ; ils arrivèrent à doubler en cuivre le *San Julián* en quatre heures seulement ; on désarma deux frégates pour armer les bâtiments de ligne, et à la fin de juin Aillaud put annoncer qu'on aurait 2 nouveaux vaisseaux en état pour le 19 juillet, un autre à la fin de juillet, un au début de septembre. Effectivement, le 17 juillet ces deux navires étaient prêts. On avait donc là 9 bâtiments de ligne espagnols, tous très bien armés. Les vivres avaient pu être réunis assez tôt, sauf le pain, dont les approvisionnements ne furent au complet qu'à la fin de juin ; en juillet, l'escadre espagnole possédait quatre mois de vivres. Napoléon avait demandé 10 vaisseaux pour le 29 juin, on lui en avait fourni 9 le 17 juillet : c'était déjà beaucoup, et peut-être n'espérait-il pas davantage. Quant à l'escadre française, elle possédait des vivres pour cinq mois, et des équipages « parfaitement instruits », au dire de leur commandant (1).

Cette deuxième période de préparatifs, en vue du jour où l'escadre combinée reviendrait des Antilles, avait donc porté les effectifs espagnols à 23 vaisseaux. Beurnonville, il est vrai, en avait annoncé 29 dès le 2 mai, et il promettait bien davantage : « ...D'ici à octobre... mon zèle et mes soins vous auront procurés [sic] 40 vaisseaux de guerre et 6 frégates en moins de huit à neuf mois. *Et dans quel pays !* » Mais Napoléon ne devait pas se laisser prendre à ces hâbleries, qui n'avaient d'autre but que de justifier de nouvelles demandes de récompenses : « Vous croyez que Beurnonville fait quelque chose ; c'est la mouche du coche. Ce grand nombre de vaisseaux qu'il dit être en armement ne le sont pas » (2). Ces exagérations mises à part, il restait que le renfort préparé par l'Espagne en vue du retour de l'escadre combinée était important.

Malheureusement, la qualité en laissait beaucoup à désirer. Plusieurs des bâtiments étaient médiocres ; au Ferrol, Gourdon en signalait deux « bien cassés ». Les réparations se faisaient trop vite : à Cadix, on avait armé le *Santa Ana* sans en avoir visité le doublage,

(1) Aillaud à Decrès, 14 mai ; Gourdon au même, le 27 ; Decrès à Napoléon, le 22, 31 : A. N., AF IV 1196. Beurnonville à Talleyrand, 20 mai, 24 juin, 4 juillet ; Aillaud au même, 29 juin, 17 juillet : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 158, 215, 231, 220, 250. DESDEVICES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, II, 346.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 2, 3, 14 mai 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 125, 130, 143. Napoléon à Decrès, le 4 : *Corr.*, 8685.

qu'une fois l'armement fini il fallut enlever entièrement (1). Surtout, comme dans la première période des préparatifs, la grande faiblesse résidait dans les équipages. Galvanisée par une impulsion soudaine et brutale, la marine espagnole ne pouvait que pêcher par cet élément, d'autant qu'à cette époque la formation de bons marins était particulièrement longue. Sans doute, les états-majors étaient instruits ; au Ferrol, Grandallana montrait beaucoup de bonne volonté et d'initiative, malgré sa réputation de peu aimer les Français ; les commandants de vaisseaux étaient fort capables, au dire de Gourdon. Les hommes étaient bien nourris, car afin de réserver pour la campagne les rations de salé et de biscuit on leur donnait de la viande et du pain frais. Mais ils ne recevaient pas de solde et étaient fort mal vêtus. Surtout, ils comprenaient très peu de marins exercés ; c'étaient pour la plupart des pêcheurs peu habitués à la grande navigation, on avait beaucoup de peine à les instruire, l'artillerie était mal servie, les manœuvres se faisaient lentement et sans exactitude. De plus, Grandallana avait fait adopter par toute l'escadre alliée un système de signaux de son invention, mauvais d'ailleurs, et cette innovation augmentait le désordre (2). A Carthagène, Salcedo faisait deux sorties d'instruction, et à chaque fois il rentrait avec un vaisseau avarié à la suite de fausses manœuvres (avril-juin). Decrès s'en inquiétait : « Si... ces vaisseaux espagnols... dans deux jours de mer, par un beau temps et à deux reprises différentes font des avaries, que ne doit-on pas craindre dans une ligne de bataille ? » (3) A Cadix, Le Roy se plaignait de l'inexpérience des équipages, et signalait en outre que leur effectif réel était inférieur à celui que portaient les états ; le 2 août, il manquait encore 200 hommes au *Santisima Trinidad* (4). Tout cela n'inspirait pas confiance à Decrès, qui se rappelait les expériences antérieures : « Dans le combat du cap Saint-Vincent (je frissonne en l'écrivant), un vaisseau anglais se mettait entre deux vaisseaux espagnols, et ni l'un ni l'autre

(1) Déjà les vaisseaux qui sous Gravina avaient rallié Villeneuve étaient médiocres, et Villeneuve s'en plaignit souvent et amèrement : « On ne mit jamais en mer d'aussi misérables bâtiments. » — Gourdon à Decrès, 27 mai ; Decrès à Napoléon, 18 juin : A. N., AF IV 1196. Lettres de Villeneuve dans DESBRIÈRE, *Projets de débarquement*, IV, 726, 776, etc.

(2) Gourdon à Decrès, 27 mai ; Lauriston à Napoléon, 22 août : A. N., AF IV 1196. Beurnonville à Talleyrand, 24 juin ; Aillaud au même, 17 juillet : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 215, 250.

(3) Decrès à Napoléon, 3 juin 1805 : A. N., AF IV 1196. Beurnonville à Talleyrand, 15 juillet : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 246.

(4) Le Roy à Talleyrand, 2 août 1805 : *ibid.*, f. 308.

ne tirait... L'ennemi en a conservé le souvenir... et moi qui le lui ai entendu dire et répéter, j'en ai conservé une impression profonde. » Ce combat avait en effet confirmé les prévisions de Nelson qui avait écrit peu de temps auparavant, au moment où la flotte espagnole allait entrer en ligne contre l'Angleterre : « Les Espagnols font de beaux navires, mais ils ne feront pas aussi facilement des hommes » (1). Decrès multipliait donc, dans ses lettres à l'empereur, ses avertissements sur les médiocres résultats qu'on pouvait attendre de ces « vaisseaux de toute espèce, partie mal armés, mal équipés, mal commandés,... dont le nombre même étonne et dérouté ceux qui sont chargés de les diriger, qui n'eurent jamais un poids pareil à porter... » — « Je me méfie, disait-il encore, de l'abondance des armements espagnols, qu'on poussera dehors sans mesure et sans qu'ils soient en état par la composition de leurs équipages de se mesurer avec l'ennemi le plus aguerri et le plus expérimenté » (2). Mais Napoléon resta sourd à ces avertissements, persuadé qu'avec de l'énergie et de l'activité on pouvait improviser des escadres. Jamais il ne comprit bien les choses de marine, ces lenteurs forcées, cette nécessité de subir les conditions naturelles et de s'y adapter, qui répugnaient à son esprit mathématicien et militaire : « Jamais il ne put arriver à tolérer une certaine marge pour la brume et le brouillard, pour les marées et les courants de la Manche et de l'Océan. Il faisait ses plans pour les mouvements des flottes presque comme s'il se fût agi d'armées... Il fut toujours trop César pour faire vraiment un bon marin » (3). On lui répétait que dans ce domaine comme sur terre il pouvait tout ; lorsqu'il parut probable qu'il allait pousser l'Espagne dans la lutte, Montgaillard l'exhortait en ces termes à faire renaître la marine de son alliée : « Bonaparte, plus puissant et plus grand à la fois [que Louis XIV], ne peut-il pas se donner aussi facilement des matelots que des soldats ? » (4) C'est ainsi que la flotte espagnole se présenta au combat avec des marins dont, au témoignage d'Escaño, « bien peu... pouvaient monter dans le gréement sans courir le risque de se laisser choir » (5). C'est ainsi que l'exagération même

(1) Cité par GERMINEY, *Les brigandages maritimes... sous le Directoire*, 32.

(2) Decrès à Napoléon, 4 mai, 22, 23 août 1805 : A. N., AF IV 1196.

(3) « En vérité, l'esprit napoléonien et l'esprit marin n'ont pas de commune mesure. L'un est rigide, l'autre infiniment adaptable. L'un est exigeant, l'autre tolérant. L'un dérive des légions romaines, l'autre des marins norvégiens, hollandais et anglais... » ROSE, *Napoleon and Sea Power*, 156.

(4) Mémoire du 3 septembre 1804 : A. E., *France, Mémoires politiques*, v. 661, f. 54.

(5) Cité dans DESDEVICES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, II, 318.

de l'effort naval que Napoléon, secondé par la docilité égoïste de Godoy, demanda à l'Espagne, aboutit à Trafalgar.

LE DÉSASTRE. — Le combat que l'escadre combinée livra à son retour des Antilles fut symptomatique. Le 22 juillet 1805, près du cap Finisterre, Villeneuve avec 20 vaisseaux rencontra l'amiral Calder, qui en avait 15. A la fin de la journée, les Anglais s'éloignaient assez maltraités, mais emmenant 2 vaisseaux espagnols qui avaient dérivé au milieu des leurs. La lenteur avec laquelle les alliés s'étaient mis en ligne, l'inaction de leur arrière-garde et leur impuissance à maintenir les liaisons dans le brouillard avaient été les causes principales de cet insuccès : encore s'agissait-il là d'équipages que trois mois de navigation avaient déjà quelque peu formés. Napoléon se plut à attribuer « l'incident » des deux bâtiments capturés à leur mauvaise conduite au feu : « On a perdu deux vaisseaux espagnols qui, probablement, se battant extrêmement mal, se sont laissés tourner. » Aussi ordonna-t-il à Villeneuve de ne compter désormais deux vaisseaux espagnols que pour un, de les entremêler avec les français et de placer près de chacun d'eux des frégates pour les soutenir ; c'était reconnaître la mauvaise qualité de la flotte qu'il avait fait improviser par Godoy. Mais il se gardait bien de laisser percer en public ses sentiments, et dans ses efforts pour présenter ce combat comme un succès il eut soin de faire au contraire l'éloge de ses alliés. Fouché reçut des ordres en conséquence pour les comptes-rendus de la presse : « Comme tout ceci sera assez désagréable pour les Espagnols, faites l'éloge de Gravina, et faites mille conjectures sur le sort des Espagnols, qu'on ne sait s'ils sont pris véritablement. Cependant, en mon particulier, je pense qu'ils se sont fait pincer. » Le Grand Pensionnaire Schimmelpenninck fut prié de faire passer à la Bourse d'Amsterdam un communiqué qui louerait la belle résistance des deux vaisseaux capturés. A Eugène, à Marmont, à Decrès, Napoléon donna la même note : « Les Espagnols se sont battus comme des lions » (8-13 août). Sur son ordre, Decrès invita Godoy à ne pas se décourager et à poursuivre l'effort maritime (1).

(1) Napoléon à Cambacérés, 8 août ; à Barbé-Marbois, à Fouché, le 9 ; à Decrès, les 10, 11, 13 ; à Schimmelpenninck, le 11 ; à Villeneuve, à Eugène, le 13 : *Corr.* 9057, 9059, 9060, 9063, 9065, 9066, 9071 à 9074 ; à Marmont, le 11 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 72. — Lauriston écrit d'ailleurs : « Les vaisseaux espagnols

Après le combat du cap Finisterre, Villeneuve entra le 28 juillet à Vigo, d'où il passa, le 31, à la Corogne ; Gravina mouilla au Ferrol. On laissa à Vigo un vaisseau français et deux espagnols, comme trop mauvais marcheurs ; en outre, on y débarqua 1.200 blessés ou malades, affaiblissement d'autant plus sensible que c'étaient des hommes dégrossis par la campagne aux Antilles que l'escadre perdait là, et que le combat du 22 juillet avait déjà coûté un bon nombre de tués et de prisonniers (1). Au Ferrol, il est vrai, on avait trouvé de bons éléments dans les équipages français de Gourdon, qui étaient bien instruits, et désireux de quitter ce port dont le séjour leur pesait ; un bon nombre avait même déserté au cours du printemps pour se livrer à une occupation moins monotone et plus fructueuse que le service, la course sur les corsaires galiciens (2). Mais les marins de Grandallana, on l'a vu, étaient fort inexpérimentés. Les avaries qu'avait subies Gravina l'empêchèrent de reprendre la mer avec tous les navires qu'il avait amenés, de sorte que lorsque l'escadre combinée quitta le Ferrol et La Corogne, le 13 août, elle ne comprenait plus que 2 des vaisseaux qui avaient fait le voyage de la Martinique, et le déficit en matelots atteignait 2.060 hommes. La nouvelle de ce départ n'arriva à Madrid que par la poste ordinaire, le 16 août. Elle accrut les inquiétudes de Godoy, devenu très pessimiste depuis qu'il avait appris que Nelson revenait en Europe, à la poursuite des forces alliées qu'il avait manquées aux Antilles (3). Peut-être le favori sentait-il combien était fragile l'arme que sur l'ordre de Napoléon il avait forgée si hâtivement.

Villeneuve devait rallier au large la division d'Allemand, sortie de Rochefort, puis aller débloquer Ganteaume à Brest. Il avait 29 vaisseaux. Il ne rencontra pas Allemand, se crut menacé par des forces anglaises très supérieures, renonça à se rendre dans la Man-

se sont parfaitement battus » : à Napoléon, 30 juillet, A. N., AF IV 1196. Aillaud dit après la bataille rapporte ainsi le témoignage des marins français : « Les généraux français font le plus grand éloge de la conduite qu'il [Gravina] a tenue le jour du combat. Ils sont on ne peut plus satisfaits de la bravoure des Espagnols » : à Beurnonville, 2 août, *ibid.*, 1679. DESBRIÈRE, *Projets de débarquement*, IV, chap. XIV.

(1) Un certain nombre des malades mis à terre appartenait, il est vrai, aux troupes de débarquement. Aillaud à Beurnonville, 2 août, transmis le 6 : A. N., AF IV 1679. Beurnonville à Talleyrand, le 4 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 312. DESBRIÈRE, IV, chap. XV et XVIII.

(2) Lauriston à Napoléon, 6 août 1805 ; Gourdon à Decrès, 17 mars : A. N., AF IV 1196. Beurnonville à Cevallos, 8 mai : *A. Histórico N., Estado*, c. 5270.

(3) Beurnonville à Talleyrand, 24 juillet 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 268 ; à Decrès, 19 août : A. N., AF IV 1679. *Archives du ministère de la Marine*, doss. Dumanoir. DESBRIÈRE, IV, 778-779.

che et, tournant vers le sud, alla se réfugier à Cadix, où il arriva le 18 août. Dès la fin du même mois, les troupes du camp de Boulogne se mettaient en route pour l'Allemagne : le projet de débarquement en Angleterre était officiellement abandonné.

Villeneuve était entré à Cadix avec 18 vaisseaux français, 11 espagnols, 10 frégates dont 9 françaises, et 4 corvettes (1). La division qu'il trouva dans le port porta ses forces, pour la sortie suprême du 20 octobre, à 33 vaisseaux. Dès le 21 août il fut bloqué par Collingwood, que vinrent ensuite renforcer Bickerton, Knight et Calder. Cependant Napoléon, ne voulant point que sa flotte restât inactive et désirant qu'elle réparât l'échec du grand plan maritime, lui enjoignit, le 15 septembre, d'aller débarquer sur les côtes italiennes les troupes qu'elle avait à son bord, et qui iraient renforcer l'armée de Gouvion Saint-Cyr. Decrès en prévint Godoy, lui demandant de donner des ordres pour que la division de Carthagène suivît sans délai l'escadre combinée (2). C'était pour ainsi dire imposer la bataille, et, pour les Espagnols, dans quelles conditions ! Huit mois tout au plus s'étaient écoulés depuis que l'activité avait repris dans leurs arsenaux, qu'on avait commencé à incorporer des marins et à les instruire. Le 26 septembre, tout en affirmant que les escadres étaient prêtes et que rien ne manquait à leurs équipages, Godoy lui-même avouait que ceux-ci n'étaient pas encore au complet. Les vaisseaux espagnols qui avaient le plus navigué depuis le début de la guerre avaient à leur actif un voyage à la Martinique, et ils étaient au nombre de 2 ; 8 n'avaient fait que le trajet du Ferrol à Cadix, et les 5 autres n'étaient jamais sortis du port de Cadix (3). La flotte que Napoléon avait exigée de l'Espagne et que Godoy lui avait improvisée en quelques mois n'était pas une armée navale, mais une cohue vouée à la défaite.

On sait à quelles discussions ont donné lieu les préliminaires de Trafalgar. Villeneuve a-t-il agi sagement en allant s'enfermer dans Cadix, et Napoléon ne le lançait-il pas au-devant d'un désastre lorsqu'en août il lui ordonnait de se porter sur Brest ? « Partez, lui disait-il alors, ne perdez pas un moment, et avec une escadre réunie entrez dans la Manche. L'Angleterre est à nous ; nous sommes tout

(1) Le Roy à Talleyrand, 21 août 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 346.

(2) Decrès à Godoy, 16 septembre 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Decrès, le 15 : *Corr.*, 9220.

(3) Decrès à Napoléon, 27 septembre : A. N., AF IV 1196. Godoy à Decrès, le 26 : A. *Histórico N.*, c. 2881. Le Roy à Beurnonville, 7 novembre : A. E., *Esp.*, v. 660, f. 101.

prêts ; tout est embarqué : paraissez vingt-quatre heures et tout est terminé » (1). Une fois Villeneuve enfermé à Cadix, l'empereur ne l'accula-t-il pas à la détermination désespérée de sortir coûte que coûte, par ses ordres, par ses insultes, par la nomination de Rosily au commandement de l'escadre ? Quant à la bataille elle-même, les controverses ont été plus vives encore sur le problème principal : Nelson a-t-il vraiment suivi de bout en bout son fameux *Memorandum* du 9 octobre, qui prescrivait d'attaquer la ligne alliée en deux colonnes et de la couper en trois tronçons ? Ces discussions ne sauraient trouver place ici, et l'on se bornera à souligner la part qu'eut dans la défaite le manque de préparation de l'escadre que Godoy avait improvisée sur l'ordre de Napoléon. Sans être déterminante, cette part fut importante certainement, car Trafalgar fut sans doute la victoire de Nelson, de son génie et de son énergie, sur un chef consciencieux et capable, mais qui n'avait aucune confiance dans ses troupes (2). Mais Trafalgar fut aussi la victoire du matériel britannique, vaisseaux en parfait état et artillerie excellente, et enfin celle des marins anglais, formés par des années de blocus tenu par tous les temps sur les côtes ennemies, manœuvrant avec précision et rapidité, tirant vite et juste. Avant même le premier coup de canon les manœuvres des bâtiments alliés révélaient au contraire l'inexpérience de leurs équipages. Lorsque le 21 octobre 1805 au matin Villeneuve vit que la flotte ennemie comportait 5 navires de plus qu'il ne s'y attendait et entreprit de modifier en conséquence son ordre de bataille, le désordre se mit aussitôt dans sa ligne. Les circonstances lui étaient d'ailleurs défavorables, car alors que les vaisseaux anglais arrivaient sur lui vent arrière avec une légère brise, toutes voiles dehors et conservant leur erre, cette direction du vent rendait la manœuvre plus difficile aux Franco-Espagnols. Aussi, lorsque le combat commença, leur ligne était irrégulièrement formée, allongée en plusieurs endroits, engorgée dans d'autres et formant par rapport à l'ennemi une courbe concave (3). Le feu fut aussi

(1) 22 août 1805 : *Letters of Napoleon*, éd. Fisher, 1903.

(2) « Des vaisseaux qui sont restés des années en rade... s'ils vont à la mer en cet état, ne peuvent éprouver que malheurs et désastres... L'ennemi en est persuadé... 20, 30, 40 vaisseaux ne valent pas, dans l'état actuel des choses, je ne dis pas leur nombre égal, mais même un nombre inférieur d'un tiers, d'une marine exercée, habile et pleine de confiance. » Villeneuve à Decrès, 22 août, dans DESBRÈRE, IV, 790.

(3) En outre, la voilure des vaisseaux espagnols étant trop grande et mal assurée tomba aux premières bordées. — Rapport de l'aspirant Julien Houssart, attaché à l'état-major de Villeneuve, à bord du *Bucentaur*, 23 octobre 1805 : *Carnet de la*

médiocre que la manœuvre. Là encore, l'état de la mer et le vent désavantageaient des canoniers novices; la lame prenait les bâtiments alliés par le travers, les faisant rouler fortement, et comme la brise était faible la fumée gênait considérablement le tir. Les Anglais commencèrent le feu à très courte distance; ils tiraient vite, bas, en plein bois, infligeant à leurs adversaires des pertes énormes (1), alors que les Espagnols, comme les Français, visaient à démâter et faisaient peu de mal. C'est ainsi qu'après avoir été engagé trois quarts d'heure avec le *Defiance*, de 74 canons, le *Principe de Asturias*, un trois-ponts de 112 canons, était si maltraité qu'il dut se retirer, alors que son adversaire avait perdu en tout un tué: « Tout son feu, raconte un aspirant du *Defiance*, passait à travers le gréement et au-dessus de nos mâts. Ils tiraient si haut qu'ils abattirent la pomme de notre perroquet de grand mât. Chacune de nos bordées portait et faisait voler les éclats. » Lorsque, criblé de boulets, le *Santa Ana* se résolut à se rendre, un de ses officiers fut envoyé à bord de son antagoniste anglais, dont il demanda le nom; ayant appris que c'était le *Royal Sovereign*, il répondit en passant la main sur l'une des pièces: « *I think she should be called the Royal Devil!* » Le géant de la flotte espagnole, le *Santisima Trinidad*, fut haché par le tir anglais. Un aspirant du *Neptune* qui se rendit à son bord quand il eut amené son pavillon raconte: « Il avait entre 3 et 500 tués ou blessés. Ses flancs avaient été absolument criblés par notre feu. Plusieurs coups sérieux avaient porté à la ligne de flottaison... Les baux étaient couverts de sang, de cervelles et de morceaux de chair, et les ponts arrière de blessés, les uns sans jambes et les autres sans bras » (2). Le chiffre des pertes est d'ailleurs éloquent: les Espagnols perdirent 1.028 tués, et les Anglais 449, dont une très grosse partie par le feu des Français (qui eurent 3.370 tués). Des 33 navires alliés, 9 seulement purent se mettre en sûreté à la nuit dans le port de Cadix. 20 restaient sur le champ de bataille, dont 17 entièrement

Sabrelache, 1905, p. 290. Rapport de Dumanoir devant le conseil d'enquête, 17 octobre 1809: dans DESDEVICES DU DÉZERT, II, 359. Sur Trafalgar, cf. principalement CORBETT, *The campaign of Trafalgar*, et DESBRIÈRE, *Trafalgar*.

(1) Cf. la bataille du cap Saint-Vincent; témoignage du colonel Drinkwater Betune: « Le feu de l'escadre britannique fut supérieur dans la proportion de cinq à six par rapport à un »; dans BARNOUIN, *Un chef: Jervis*. On estima qu'à Trafalgar les canoniers anglais tiraient trois boulets en trois minutes et demie, et les alliés un seul: DESDEVICES DU DÉZERT, II, 339.

(2) Le midshipman Colin Campbell, du *Defiance*, à son père, 3 décembre 1805: *Scottish Historical Review*, 1923, p. 116. Récit de l'aspirant Badcock, du *Neptune*, et témoignage sur le *Royal Sovereign*, dans FRASER, *The enemy at Trafalgar*, 253-272, 315.

démâtés, 13 en possession des équipages de prise et un en flammes. 4 vaisseaux avaient pu s'échapper et fuyaient vers le détroit sous Dumanoir; mais ils furent rejoints le 2 novembre par une division anglaise, et comme ils avaient 282 canons contre 484 et que le *Formidable* faisait neuf pieds d'eau à l'heure, ils se rendirent (1). Une terrible tempête vint achever la catastrophe; pendant plusieurs jours les habitants de Cadix, qui du haut de leurs belvédères avaient pu apercevoir la fumée de la bataille, furent sur pied pour sauver les équipages en perdition. Une semaine après le combat, la mer rejetait encore des centaines de cadavres, et au bout de dix jours on n'avait pas achevé de débarquer à Cadix les blessés entassés sur les navires: « Et quand, raconte un témoin, par la négligence des matelots ou par l'agitation de la mer les bateaux heurtaient les quais de pierre, un horrible cri, qui perçait l'âme, s'élevait à bord » (2).

LA DÉCEPTION DE GODOY. — L'immense déception de Trafalgar coïncida pour Godoy avec une autre de moindre importance, mais qui cependant dut lui être sensible, car il s'agissait d'une affaire qui était son œuvre propre: la négociation avec les Irlandais-Unis. Déjà, en novembre 1803, trois de leurs émissaires avaient débarqué à Cadix et exposé à Le Roy qu'ils avaient besoin de 10.000 hommes de troupes réglées et d'une grande quantité d'armes, pour recommencer la révolte de 1798; puis ils avaient porté leurs demandes à Madrid, sans succès semble-t-il (3). Le 16 mai 1805, un nouvel envoyé se présenta à l'ambassadeur espagnol à Lisbonne, Campo Alange, et obtint de lui un passeport pour Madrid. Là il fut reçu par Godoy, et lui offrit de lui livrer Gibraltar: 2.000 Irlandais qui y tenaient garnison étaient gagnés avec leur chef le colonel Hall, et le major O'Reylli ouvrirait les portes à Castaños. Godoy accueillit ce plan, qui rappelait pourtant fâcheusement la combinaison avortée du

(1) *Archives du ministère de la Marine*, doss. Dumanoir.

(2) Creagh de Lacy au duc de l'Infantado, 25, 29 octobre: *Biblioteca Nacional*, Madrid, mss, KK 93 V^o Sup. 11.318/15. Lettre d'un commerçant anglais, s. d., Cadix: dans FRASER, 333. Sur ce qu'on put voir de la bataille à Cadix, les *Memorias* d'Alcalá Galiano sont contredits par les rapports de la vigie du port (20-23 octobre) transmis par Le Roy: A. N., AF IV 1196.

(3) En janvier de la même année, des propositions du même genre, très instantes, avaient été faites à Talleyrand par Poterat: A. E., *Angleterre*, v. 601, f. 42-47 et 60. — Le Roy à Bonaparte, 18 novembre 1803: A. N., AF IV 1195. Le Roy eut d'ailleurs l'impression qu'il s'agissait d'escrocs.

début de l'année, et il le transmet à Castaños qui eut ordre de préparer 5.000 hommes pour cette opération (3 juin) (1). Mais la prise de Gibraltar ne devait être qu'une diversion : le projet essentiel était de débarquer en Irlande 10.000 Espagnols qui partiraient des ports de Galice sous le commandement du général Kindelan. L'île une fois délivrée, ses rapports avec l'Espagne seraient réglés par un traité que le secrétaire du Conseil d'Irlande, George Cooper, avait établi à Londres le 17 février 1805, et que Godoy signa vers le mois d'août. Le royaume d'Irlande serait placé sous la souveraineté de l'Espagne, uni à elle offensivement et défensivement, lui fournissant en temps de guerre 30.000 fantassins, 10.000 cavaliers et 40.000 marins, versant à son trésor tous ses excédents de recettes. En échange, l'Espagne laisserait aux Irlandais le droit de se gouverner eux-mêmes, se contenterait de se faire représenter par un vice-roi (Godoy songeait au vieux général O'Nelli), fournirait 10.000 hommes de garnison et rendrait à leurs anciens propriétaires les terres confisquées par les Anglais (2).

Ces négociations intéressaient au premier chef les opérations maritimes et par là toute la politique de Napoléon. Godoy les lui signala, le 13 juin 1805, mais en même temps il faisait tout son possible pour que l'empereur ne tirât pas l'affaire à lui. Il chargea Campo Alange de bien montrer aux Irlandais « les risques auxquels ils s'exposeraient en se livrant à la France, car leurs propriétés, leurs affaires religieuses et leurs usages ne seraient pas respectés comme ils le seront par l'Espagne » (15 août). Le traité offensif et défensif qu'il signa avec eux portait dans son article 5 : « L'Espagne garantit le peuple et le royaume d'Irlande contre toute attaque de la France » (3). Cette question des rapports avec la France fut d'ailleurs le principal obstacle auquel se heurtèrent les négociations. Déjà, Godoy avait eu des mécomptes dans l'affaire de Gibraltar, les Irlandais ayant demandé rien moins que 100.000 livres sterling d'avarice (4). Lors-

(1) Campo Alange à Godoy, 17 mai 1805 ; Godoy à Castaños, 3 juin : « Gibraltar serait déjà au roi si les Espagnols se préoccupaient moins de doctrines quichottesques qu'on ne connaît qu'en ce coin de la terre... » : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101, f. 162, 163. C'est probablement en vue de cette opération qu'on envoya à cette époque 4.000 hommes au camp de Saint-Roch : Godoy à Marie-Louise, 3 juin, *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Godoy au Conseil d'Irlande, 27 août 1805 ; traité d'alliance en six articles, signé de Cooper (17 février 1805) et de Godoy (s. d.) ; traité offensif et défensif en dix articles : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101, f. 187 et suiv.

(3) Traité d'alliance, et Godoy à Campo Alange, 15 août 1805 : *ibid.* ; à Izquierdo, 13 juin : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(4) Campo Alange à Godoy, 8 août ; ces 100.000 £ devaient être distribuées aux

qu'il s'agit du traité, ils voulurent le faire garantir par la France. Godoy essaya de les en détourner, en même temps qu'il tâchait d'enlever l'affaire par des phrases solennelles : « Je donne ma parole de poursuivre cette entreprise jusqu'à l'établissement de la paix dans un pays digne de l'amitié de tous les hommes... Qu'on y voie renaître le feu de la foi de Jésus-Christ, et que nos cœurs s'exaltent à louer sa puissance... » Mais les Irlandais ne se laissant pas convaincre (1), Godoy dut prendre le parti de rendre compte de tout à Napoléon, en une lettre « très secrète, très pressée et très importante » qu'il fit passer par Decrès le 25 septembre 1805. Trafalgar vint mettre fin à cette intrigue, obscure d'ailleurs en bien des points. Il ne fallait plus songer à transporter 10.000 Espagnols en Irlande, et les Irlandais-Unis se dérobèrent. A partir de la fin d'octobre, Campo Alange perdit le contact avec eux. Il reçut une lettre embrouillée et peu satisfaisante du Grand Conseil d'Irlande, il attendit longtemps des messagers qui n'arrivèrent pas, puis le silence se fit (2). C'était en cette fin de 1805 un projet de plus qui s'écroulait, jeté bas par le désastre de Villeneuve, et la rancœur d'un échec personnel s'ajoutait chez Godoy à celle de Trafalgar.

Quant à celle, plus profonde peut-être encore, que causa chez lui l'avortement de son grand projet portugais, elle fut réveillée par les rapports qu'Izquierdo vint lui faire à Madrid en octobre. Après avoir reçu cette note du 17 septembre où Napoléon ajournait *sine die* l'entreprise portugaise, Izquierdo demanda à l'empereur l'autorisation de se rendre auprès de son maître (18 septembre) et le 28 Masserano annonça que son collègue officieux s'était mis en route (3). On devinait bien à Madrid que les ambitions du favori venaient de recevoir un rude coup, mais le prince de la Paix et son

Irlandais de Gibraltar, le colonel Hall leur ayant promis 50 £ par homme, payables d'avance. En outre, les soldats auraient droit à la moitié de l'argent et du matériel qu'on trouverait dans la place : Godoy à Castaños, et plan en anglais et en espagnol, signé Davis : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101, f. 163.

(1) Godoy au Conseil d'Irlande (?), 15, 20 août 1805 : « Ma signature antérieure et celle du présent écrit m'engagent personnellement et assurent de la volonté du Roi, car c'est au nom de S. M. que je parle. » Davis à Godoy, s. d. (probablement septembre) : *ibid.*

(2) On peut d'ailleurs se demander si cette affaire n'était pas elle aussi, en partie du moins, une tentative d'escroquerie. — Godoy à Napoléon, 26 septembre : dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, 49. Decrès au même, 6 octobre : A. N., AF IV 1196. Campo Alange à Godoy, 6 novembre et suiv. : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101.

(3) Lacépède à Napoléon, 18 septembre : A. N., AF IV 1679. Izquierdo au même et à Godoy, le 18 ; Masserano à Cevallos, le 28 : *A. Histórico N.*, c. 2881, 5213.

agent s'appliquèrent à ne pas laisser percer leur déception. Comme l'ambassade française lui demandait de régler quelques petites affaires, Godoy fit entendre qu'il était désormais trop près de l'empereur pour s'occuper de ces détails, et Izquierdo se vantait sans ménagement de sa faveur auprès de Napoléon et de Talleyrand. Beurnonville ne se possédait plus devant « la bouffissure » du favori et la jactance d'Izquierdo, « le plus immoral et le rebut des Espagnols » ; il est vrai qu'il trouvait dans ces blessures d'amour-propre de nouveaux motifs pour réitérer ses demandes de récompense (1). Mais Godoy ne parvenait pas à dissimuler complètement sa rancœur devant l'échec de son projet portugais. Elle était encore accrue par le fait que l'empereur semblait vouloir rompre la correspondance établie entre eux, et ne répondait pas à ses deux dernières lettres sur l'Irlande et sur les troupes à envoyer en Étrurie (2). Des bruits qui circulèrent alors dans le public durent augmenter son amertume ; on le disait tout près de monter sur le trône d'Espagne, ou tout au moins de recevoir la régence : c'était lui rappeler le moment où une phrase de Napoléon sur la succession d'Espagne avait éveillé en lui tant d'espérances (3). Aussi, lorsque Godoy fit entendre à l'ambassadeur portugais, Ega, que la nouvelle d'Ulm ne lui avait causé aucun plaisir, il cherchait sans doute à endormir les méfiances de Lisbonne, mais peut-être aussi était-il sincère, de même que lorsqu'après les victoires françaises qui suivirent, après Austerlitz, il répétait à Ega son désir d'une paix générale et sa crainte que l'ambition de Napoléon ne la troublât dans la Péninsule (4). Quand le ministre de Suède, Adlerberg, vint lui faire des propositions de la part de sa cour et préparer les voies aux ouvertures de la Russie, il ne refusa point de l'entendre, et leur conversation fut même si longue qu'elle éveilla les soupçons de Beurnonville ; mais le prince de la Paix ne repoussait plus sans examen les avances qu'Alexandre et Czartoryski ne cessaient à cette époque de faire au ministre d'Espagne, Noroña, et il tenait à savoir au juste ce que le camp adverse

(1) Beurnonville à Talleyrand, 19, 23 octobre, 7 novembre 1805 : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 46, 59, 86 ; à Napoléon, 7 novembre : A. N., AF IV 1679.

(2) Transmises par Decrès, Izquierdo ayant quitté Paris. A Decrès, 26 septembre 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2881. « Note » de Godoy, demandant si Napoléon a bien reçu ses lettres, 5 décembre : A. N., AF IV 1679.

(3) Beurnonville à Talleyrand, 20 septembre 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 401. HYDE DE NEUVILLE (en Espagne vers cette époque), *Mémoires*, I, 411.

(4) Ega à Araújo de Azevedo, 15 novembre, 7, 31 décembre 1805 : *Neg. Estr. Lisboa, legação em Madrid*.

lui offrait : « J'ai voulu entendre ses idées... » (1) Bref, on sent percer chez lui la rancœur sourde que lui causa cette déception inattendue, profonde — et qui ne devait pas être la dernière.

CONCLUSION. — Cette déception, cette rancœur, un autre les éprouvait en même temps que le prince de la Paix : c'était Napoléon. La nouvelle de Trafalgar, qui arriva à Paris le 7 novembre 1805, fut portée à l'empereur, alors en marche sur Vienne, par une lettre que Godoy lui envoya le 30 octobre par l'intermédiaire de Decrès et qui présentait le désastre en termes voilés : « Le combat a été aussi acharné que glorieux... Les escadres combinées ont beaucoup souffert... Les Anglais n'ont pas moins souffert que nous. » Mais le 12 novembre Talleyrand communiqua à Napoléon une version plus exacte, tout en l'atténuant par une discrète louange : « J'éprouve une vive douleur en envoyant à V. M. les tristes nouvelles que je reçois de Cadix sur la situation de la flotte combinée : *le génie et la fortune étaient en Allemagne* » (2). Sans doute, les véritables conséquences du désastre étaient limitées : du moment que Napoléon avait déjà renoncé au grand plan de concentration devant Boulogne pour y substituer la guerre sur toutes les mers au commerce anglais, la destruction de la flotte n'aurait pas de répercussions très étendues, si l'on avait la constance de reprendre et de soutenir l'effort maritime. Mais la blessure d'amour-propre était cuisante, même au lendemain du triomphe d'Ulm, car Trafalgar confirmait de façon éclatante l'échec du grand projet de débarquement en Angleterre. L'aide maritime que l'Espagne avait fournie s'était donc révélée insuffisante, et pourtant elle l'avait épuisée de telle sorte que de longtemps on ne pourrait plus compter sur elle dans ce domaine. C'était donc en vain que Napoléon avait engagé avec Godoy la

(1) Godoy à Marie-Louise, 1^{er} décembre 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2821. Correspondance de Noroña avec Godoy, 1805 : *ibid.*, *Estado*, c. 5908, 5909.

(2) Les sentiments que Trafalgar inspira à Beurnonville se réduisirent au regret de voir son œuvre maritime détruite, au dépit de ce que Godoy ne fût pas passé par son intermédiaire pour envoyer la nouvelle à Napoléon, et au désir d'obtenir de nouvelles récompenses, nécessaires pour relever son prestige. A Talleyrand, 7 novembre : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 88. A Lauriston, 29 octobre : A. N., AF IV 1196. Godoy à Napoléon, le 30 : *ibid.*, 1679. Decrès au même, 8 novembre : *ibid.*, 1196. Talleyrand au même, le 12 : *Lettres inédites*, 185. *Arch. administratives de la Guerre*, doss. Beurnonville, états de services rédigés par lui-même. Bulletin de Fouché, 7 novembre : HAUTERIVE, II.

longue intrigue Izquierdo, qu'il était entré dans le grand projet portugais du favori, qu'il lui avait promis son appui contre le parti napolitain, qu'il avait en retour obtenu de lui qu'il relevât cette marine qui eût pu constituer l'appoint décisif : l'année 1805 avait montré une fois de plus l'insuffisance de l'alliance espagnole.



Signature de Charles IV

1805

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

AVANT-PROPOS	IX
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	XIII
LISTE DES ABRÉVIATIONS	XLIV

INTRODUCTION

GODOY ET LE DIRECTOIRE

I

LA PAIX DE BALE (22 JUILLET 1795)

Manuel Godoy (p. 2). La reine Marie-Louise. Charles IV d'Espagne. Nécessité pour l'Espagne de la paix avec la France. — Les pourparlers de paix (p. 7). La paix de Bâle.

II

GODOY ET L'ALLIANCE AVEC LE DIRECTOIRE (1795-1796)

LES PROJETS D'ALLIANCE APRÈS BALE (p. 9). Pourparlers pour une alliance franco-espagnole. Pourquoi Godoy la désire à ce moment : son ressentiment contre les Anglais, sa crainte de leurs représailles. — RALENTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS D'ALLIANCE (FIN 1795) (p. 13). L'opinion espagnole contre l'alliance. Attitude pacifique du cabinet britannique après Bâle : instructions conciliantes à Bute, avancées à Godoy. — REPRISE DES NÉGOCIATIONS D'ALLIANCE (p. 19). Godoy sent l'instabilité de sa faveur et recherche un appui. Nécessité de l'amitié française pour sauvegarder les intérêts dynastiques des Bourbons espagnols à Parme et en Portugal. Incidents anglo-espagnols. — L'ALLIANCE DE SAINT-ILDEFONSE (19 AOUT 1796) (p. 26). Pourquoi le Directoire recherche l'alliance espagnole. Pourparlers occultes et officiels. L'alliance.

III

LES GRIEFS DE GODOY CONTRE LE DIRECTOIRE

L'ALLIANCE FRANÇAISE ET LES AFFAIRES INTÉRIEURES ESPAGNOLES (p. 31). Ses avantages et ses inconvénients pour Godoy. — GODOY ET LA POLITIQUE DU DIRECTOIRE EN ITALIE (p. 33). La médiation espagnole en faveur du pape et de la Sardaigne. Tiraillements à propos de Parme. Tension à propos de Naples. — LE CONGRÈS DE LILLE (p. 39). Guerre anglo-espagnole. Les conférences de Lille : l'Espagne en est écartée, ses intérêts y sont sacrifiés. Ressentiment de Godoy.

IV

LES GRIEFS DU DIRECTOIRE CONTRE GODOY

GODOY ET LA CONTRE-RÉVOLUTION (p. 43). Refroidissement après Bâle entre Godoy et les royalistes français ; vues des Bourbons espagnols sur le trône de France. Attitude conciliante de Louis XVIII, et rapprochement. Action de Godoy en Vendée et à Paris. Le Directoire au courant de ses intrigues. — GODOY ET LE PORTUGAL (p. 53). Ses raisons pour protéger le Portugal : l'Angleterre. Le Directoire et la paix avec le Portugal. Connivence de Godoy avec le Portugal dans les négociations de Paris et de Madrid. Rancune du Directoire contre lui.

V

LE DIRECTOIRE ET LA CHUTE DE GODOY (28 MARS 1798)

MERLIN DE DOUAI CONTRE GODOY (p. 59). Son observateur à Madrid : Carency. Godoy envoie à Paris Izquierdo et Cabarrus. Ils sont bientôt dénoncés au Directoire, qui refuse d'agréer Cabarrus comme ambassadeur. — L'AFFAIRE SEGUI-CARENCY (p. 64). Missions confiées à Perrochel et Segui par Merlin et Reubell. Talleyrand charge Carency d'y faire obstacle. Echec de Segui. — LA CHUTE DE GODOY (p. 68). Sa faveur menacée. Ses efforts pour se rapprocher de la France : mesures contre les émigrés, rejet de propositions de paix anglaises. Persistance du conflit sur la question du Portugal. Expulsion d'Izquierdo par le Directoire. Chute de Godoy. — CONCLUSION (p. 73).

CHAPITRE I

LA GUERRE DES ORANGES

I

L'ESPAGNE ET LE 18 BRUMAIRE

URQUIJO ET LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU DIRECTOIRE (1798-1799) (p. 77). Avantages retirés de l'alliance. Griets réciproques, économiques et politiques. — URQUIJO ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU DIRECTOIRE (p. 81). Griets espagnols : la guerre et la ruine des finances. Griets français : inertie maritime de l'Espagne, ses tractations avec l'Angleterre. — LE 18 BRUMAIRE (p. 87). Impression favorable causée en Espagne par l'arrivée au pouvoir de Bonaparte.

II

LA PRISE DE CONTACT ENTRE BONAPARTE ET L'ESPAGNE

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS (p. 89). Idées de Bonaparte sur l'Espagne en 1799 : l'Espagne puissance italienne, navale et financière. Les ministres : animosité à Madrid contre Talleyrand et à Paris contre Urquijo. Les ambassadeurs : Muzquiz et Alquier. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS AVEC L'ESPAGNE (p. 97). Amabilités de Bonaparte envers la cour espagnole. Il utilise l'influence de l'Espagne en Italie (le conclave de Venise), ses ressources financières (emprunt de piastres et tripotages de Talleyrand), sa puissance navale (les projets maritimes et Mazarredo à Brest).

III

PARME ET LA LOUISIANE

LA QUESTION DE PARME (p. 105). Les désirs des Bourbons espagnols : l'agrandissement de Parme. Les désirs de Bonaparte : la Louisiane. — LES PRÉLIMINAIRES DE SAINT-ILDEFONSE (p. 107). La négociation ouverte par l'Espagne. Tripotages de Talleyrand. Mission de Berthier à Madrid ; signature des préliminaires (1^{er} octobre 1800).

IV

GODOY ET LUCIEN

Lucien nommé ambassadeur à Madrid (7 novembre 1800) (p. 113) ; l'ambassade de France sous Lucien. Progressive rentrée en faveur de Godoy ; son retour au pouvoir (13 décembre 1800) ; ses rapports avec Lucien. Cevallos secrétaire d'Etat. Azara ambassadeur à Paris.

V

LES TROIS CONVENTIONS DE LUCIEN

LA CONVENTION MARITIME DU 13 FÉVRIER 1801 (p. 123). Efforts de Lucien pour ravitailler l'Égypte. Nécessité d'un accord maritime. La convention du 13 février ; ses résultats. — LA CONVENTION D'ARANJUEZ SUR PARME (p. 127). Ralentissement des négociations sur Parme. Lunéville. Convention obtenue par Lucien (21 mars). Les nouveaux souverains de Toscane à Paris. — LA CONVENTION DE MADRID SUR LE PORTUGAL (p. 132). La question portugaise depuis 1798. Godoy, Lucien et le Portugal. La convention du 29 janvier 1801.

VI

LA GUERRE AU PORTUGAL (MAY 1801)

ATERMOIEMENTS FRANÇAIS (p. 138). Bonaparte tarde volontairement à organiser l'expédition contre le Portugal. Raisons de cette attitude. Rôle de Talleyrand. — HÉSITATIONS PORTUGAISES (p. 143). La situation à Lisbonne. Demandes de secours à l'Angleterre ; mauvaise volonté et refus de Grenville ; colères portugaises. — LA GUERRE DES ORANGES (p. 148). Préparatifs espagnols. Le corps auxiliaire français. Les opérations.

VII

LES TRAITÉS DE BADAJOZ ET DE MADRID

LES TRAITÉS DE BADAJOZ (p. 152). Nouveau point de vue de Bonaparte sur les affaires portugaises : les gages à prendre en Portugal. La négociation de Lorient.

Négociations et paix de Badajoz (juin 1801) ; tripotages de Lucien. — LA CRISE DE JUIN-SEPTEMBRE 1801 (p. 157). Colère de Bonaparte devant les traités de Badajoz. Attitude souple et habile de Lucien. Attitude raide et hostile de Godoy. Sa note insolente du 27 juin. Son ultimatum du 26 juillet et ses pourparlers avec le Portugal et l'Angleterre. Fureur de Bonaparte. Excuses de Godoy. — LE TRAITÉ DE MADRID (p. 169). Difficiles négociations entre Freire et Lucien ; la signature (29 septembre 1801).

VIII

LA PAIX D'AMIENS

L'ŒUVRE DE PACIFICATION (p. 172). L'Espagne devant les préliminaires de Londres et au congrès d'Amiens. Rappel des troupes françaises et de Lucien. Réconciliation de Bonaparte et de Godoy. — L'ANNÉE DE PAIX (1802) (p. 179). Les ambassades. Affaires économiques. Les mariages napolitains. — CONCLUSION (p. 183).

CHAPITRE II

LE TRAITÉ DE SUBSIDES DE 1803

I

L'ESPAGNE DEVANT LA RUPTURE FRANCO-ANGLAISE

LES ÉTAPES DE LA RUPTURE (p. 186). Le cabinet de Madrid remarquablement renseigné par Azara. — L'ESPAGNE CONTRE LA GUERRE (p. 189). Nécessité de la paix pour son rétablissement économique. Mauvaise humeur contre la France : froissements commerciaux, déceptions et inquiétudes dans les affaires d'Étrurie et de Parme, la Louisiane vendue aux États-Unis par Bonaparte.

II

LE PROBLÈME DE LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

TRAVAUX D'APPROCHE A MADRID (MARS-MAI 1803) (p. 197). Godoy prévenu que la France lui demandera son concours, et l'Angleterre sa neutralité. Sa satisfaction devant ce rôle d'arbitre ; sa politique des mains libres. — PREMIERS TATONNEMENTS DE GODOY (p. 202). Son pacifisme soudain au lendemain de la rupture. Ses tentatives infructueuses de médiation et de constitution d'une ligue de neutralité armée (mai-juin 1803).

III

LA DEMANDE DE SUBSIDES

L'IDÉE DU SUBSIDE (p. 204). Elle est suggérée à Godoy par Talleyrand et Hervas (31 mai 1803). Ses antécédents. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS SUR LE SUBSIDE (p. 207). La suggestion repoussée par Godoy. Manœuvre d'intimidation de Talleyrand ; sa demande officielle (juillet). — FRÈRE ET BEURNONVILLE (p. 210). Leurs personnalités. Efforts de Beurnonville pour obtenir le subside. Efforts de Frere pour obtenir la neutralité espagnole pure et simple.

IV

L'INTERVENTION DE BONAPARTE (14 AOÛT 1803)

LA NOTE DU 26 JUILLET (p. 217). Bonaparte et Talleyrand indisposés contre l'Espagne. La première sommation. — L'ULTIMATUM DU 14 AOÛT (p. 219). Nouveaux incidents. Préparatifs de Bonaparte. L'ultimatum ; son caractère de pure intimidation : faiblesse des moyens d'action réels de Bonaparte.

V

SUCCÈS ANGLAIS A MADRID

L'ÉCHEC DE BEURNONVILLE (p. 224). Action de Frere à Madrid. Présentation de l'ultimatum par Beurnonville, son rejet (5 septembre 1803). — LA RECLADE DE BONAPARTE (p. 227). Impossibilité pour Bonaparte d'exécuter ses menaces. Nécessité de reprendre la manœuvre : la mission d'Herman. — L'ÉCHEC D'HERMAN (p. 231). Contre-mines de Frere à Madrid. Herman berné par Godoy. La négociation reprise par Beurnonville, son nouvel échec (11 octobre).

VI

LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE SUBSIDES (19 OCTOBRE 1803)

LES POURPARLERS DE PARIS (p. 238). Premières négociations avec Azara en septembre, leur arrêt immédiat. Les nouvelles instructions à Azara. Discussion entre Azara et Talleyrand (17-19 octobre) et signature. Le traité. — CONCLUSION (p. 244).

CHAPITRE III

LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

I

L'ESPAGNE ET LE SUBSIDE PORTUGAIS

LES RELATIONS FRANCO-PORTUGAISES DEPUIS 1801 (p. 247). Sousa à Paris ; le paiement de l'indemnité de guerre portugaise. Lannes à Lisbonne ; froissements et incidents. — LE TRAITÉ DE SUBSIDES FRANCO-PORTUGAIS (p. 250). Bonaparte ajourne sa demande de subsides jusqu'au règlement des difficultés espagnoles. Lannes contre Fitz Gerald. Demande franco-espagnole de subsides ; pénibles négociations ; rôle modérateur de Campo Alange. Le traité de subsides franco-portugais (15 mars 1804).

II

LE PROBLÈME DU SUBSIDE ESPAGNOL

HERVAS CHARGÉ D'AFFAIRES (p. 259). Rappel d'Azara. Nomination d'Hervas (19 novembre 1803) ; ses théories : finances et politique. — LES POINTS DE VUE FRAN-

ÇAIS ET ESPAGNOL (p. 262). Nécessité du subside espagnol pour le Trésor ; sommation à Hervas ; propositions des spéculateurs américains associés à Talleyrand. L'Espagne et le subside : elle ne veut ni ne peut payer.

III

LES DISCUSSIONS SUR LE SUBSIDE

LA TACTIQUE D'HERVAS (p. 268). Ses procédés : pots-de-vin et campagne d'opinion. Ses résultats : Bonaparte promet conditionnellement la diminution du subside. — LA POLITIQUE DE GODOY (p. 273). Défaveur d'Hervas auprès de Godoy. Ses causes. Ses effets : elle compromet les résultats obtenus par Hervas.

IV

LA DÉLÉGATION DU SUBSIDE ESPAGNOL (AVRIL 1804)

NOUVEAUX MÉCOMPTES SUR LE SUBSIDE ESPAGNOL (p. 278). Réclamations françaises : démarche d'Estève ; essai d'intimidation ; insistances de Talleyrand et de Bonaparte auprès d'Hervas : la réduction du subside ajournée (1^{er} mars). L'Espagne repousse cependant les propositions Livingston. Nouvelles insinuations de Talleyrand. — LE TRAITÉ AVEC OUVRARD (p. 283). Le Trésor gêné par les manquements espagnols. Huit termes du subside délégués à Ouvrard (4 avril 1804).

V

VERS LA RUPTURE DE LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE

BONAPARTE ET LA NEUTRALITÉ ESPAGNOLE (p. 284). La succession d'Hervas ; O'Farill écarté parce que compromis par Beurnonville ; choix significatif de Bonaparte : l'amiral Gravina ; fin de la mission d'Hervas. Mission maritime de Le Bruu. LA TENSION ANGLO-ESPAGNOLE (p. 290). Les questions du subside à la France et des armements navals. Incidents maritimes. Maladresse de Frère. Son conflit avec Godoy (avril 1804). — CONCLUSION (p. 295).

CHAPITRE IV

LE GRAND PROJET PORTUGAIS DE GODOY

I

LA MISSION D'IZQUIERDO (JUN 1804)

LE « SECRET » DE GODOY (p. 299). Godoy et la proclamation de l'Empire. Godoy attaqué par le parti napolitain. Il ne peut s'appuyer sur l'Angleterre. Il s'appuiera sur Napoléon : son grand projet portugais. — EUGENIO IZQUIERDO (p. 306). Sa mission préparée par Bonnal. Ses antécédents. Son départ pour Paris. Difficultés de début.

II

GODOY ET LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

LA PRISE DES FRÉGATES (p. 314). Le ministère Pitt. Son attitude moins conciliante à l'égard de Madrid. Incidents des armements maritimes espagnols ; capture des frégates espagnoles (5 octobre 1804). — GODOY ET LA RUPTURE (p. 318). Hésitations de l'Angleterre. L'Espagne opposée à la guerre. Le partisan de la guerre : Godoy ; ses raisons : les projets portugais, les exigences de Napoléon ; il obtient la déclaration de guerre (14 décembre 1804). — LA CONVENTION MARITIME (p. 326). Principe d'une convention. Sa négociation par Gravina. Sa conclusion.

III

PROJETS PORTUGAIS ET PROJETS MARITIMES

PREMIÈRES CORRESPONDANCES (p. 329). Izquierdo et Lacépède. La correspondance de Godoy avec Napoléon s'engage à propos des intrigues napolitaines à Madrid (décembre 1804). Elle continue sur les affaires de marine. — LA MISSION DE JUNOT (p. 337). Junot à Madrid. Le pacte entre Napoléon et Godoy : la conquête du Portugal en échange du concours maritime espagnol.

IV

LA RENAISSANCE DE LA MARINE ESPAGNOLE

L'EFFORT MARITIME DE GODOY (p. 339). État de la marine espagnole. L'effort de Godoy : argent, matériel, vivres, vaisseaux mis en rade, équipages. — NAPOLÉON ET LA MARINE ESPAGNOLE (p. 346). Plans maritimes de Godoy et de Napoléon. Lettres de Napoléon à Godoy : éloges et critiques, exhortations ; instructions avant et après la jonction de Cadix.

V

LA MANŒUVRE CONTRE LE PORTUGAL

LES IMPATIENCES DE GODOY (p. 354). Izquierdo chargé de faire valoir l'effort maritime espagnol ; ses rapports avec l'ambassade, ses manœuvres. Nouveau gage donné à Napoléon : Moreau. Napoléon persiste à éluder la question portugaise ; inquiétude de Godoy. — LISBONNE ET NAPLES (p. 361). Bons rapports franco-portugais depuis 1804 ; le Portugal repousse la sommation française ; sa neutralité violée par une escadre anglaise. Les intrigues napolitaines à Madrid découvertes par Napoléon. — PRÉLIMINAIRES D'OFFENSIVE (p. 368). Les notes décisives sur le Portugal échangées entre Godoy et Napoléon (mai-juin 1805). Calculs d'effectifs.

VI

L'AJOURNEMENT DU PROJET PORTUGAIS

LA SUCCESSION D'ESPAGNE (p. 371). Ouvertures de Napoléon. Demande d'explications de Godoy. — LES INTRIGUES D'IZQUIERDO (p. 373). Ses démêlés avec Masserano, Bonnal, Beurnonville. Ses accointances avec Barère et Murat. — LA

DÉROBÂDE DE NAPOLÉON (p. 379). Napoléon défavorable aux projets de Godoy. Son silence ; impatience d'Izquierdo. Note ajournant la manœuvre portugaise (17 septembre).

VII

TRAFALGAR

L'EFFORT MARITIME ESPAGNOL (p. 382). L'activité continue dans les ports espagnols. Importance numérique des résultats ; médiocrité de leur qualité : faiblesse des équipages. — LE DÉSASTRE (p. 388). Le cap Finisterre ; Cadix. Trafalgar : la manœuvre et le tir espagnols. — LA DÉCEPTION DE GODOY (p. 393). L'échec de Trafalgar doublé de celui de ses vues sur l'Irlande. Izquierdo à Madrid. Rancœur de Godoy. — CONCLUSION (p. 397).

TABLE DES MATIÈRES
DU TOME SECOND

CHAPITRE V

LA SECONDE INTRIGUE CONTRE LE PORTUGAL

PREMIÈRE PARTIE

LA NOUVELLE OFFENSIVE DE GODOY

I

L'ESPAGNE ET LA CRISE DES NÉGOCIANTS RÉUNIS.

OUVRARD ET L'ESPAGNE (p. 8). Retards du subside espagnol. Ouvrard à Madrid ; ses traités avec l'Espagne (fin 1804). L'affaire du reliquat du subside. — CRISE ESPAGNOLE ET CRISE FRANÇAISE (p. 16). Envois de piastres d'Ouvrard en France ; leur nécessité pour le Trésor. Ils sont arrêtés par la crise de la *Caja de Consolidación*. Vanlerberghe ébranlé par cette même crise. L'ébranlement communiqué à la Banque de France. La grande crise (fin 1805). Règlement de l'affaire par Napoléon.

II

BOURBONS D'ESPAGNE ET BOURBONS D'ITALIE

L'ÉTRURIE (p. 22). Refus de la régente de rendre visite à Napoléon. Influence de l'Espagne en Étrurie, ses interventions constantes en sa faveur. Napoléon demande des troupes espagnoles pour l'Étrurie ; cette mesure réclamée depuis longtemps par l'Espagne ; les raisons de Napoléon ; envoi des troupes (fin 1805). — NAPLES (p. 31). Nouvelle crise hispano-napolitaine. L'Espagne abandonne les Bourbons de Naples ; leur chute. Mort de la princesse des Asturies et ruine du parti napolitain à Madrid.

III

PROJETS DE PARTAGE DU PORTUGAL

LA SITUATION DU PORTUGAL (p. 35). Maladie du régent. Le Portugal mal vu de Napoléon. Sa neutralité compromise. Duplicité de Godoy à son égard. — Godoy

ET LA RÉGENCE DU PORTUGAL (p. 39). Retour d'Izquierdo à Paris ; son crédit ; ses premiers rapports avec Duroc et Talleyrand. Godoy demande catégoriquement la régence de Portugal (6 février 1806) ; promesse d'appui de Napoléon. — NOUVEAUX PLANS PORTUGAIS DE GODOY (p. 45). Godoy renonce au projet de régence ; ses demandes obscures. Napoléon exige une explication plus nette ; Izquierdo y exhorte Godoy. Réponse de Godoy : premier projet d'amputation du Portugal. Deuxième projet : partage du Portugal. Attitude réservée de Napoléon.

IV

LA CONVENTION FINANCIÈRE DU 10 MAI 1806

LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE OUVRARD (p. 52). L'Espagne débitrice de 131 millions. La négociation confiée à Izquierdo. — RÈGLEMENTS FINANCIERS (p. 54). La question des traites espagnoles passées à des tiers ; son règlement. Le problème de la responsabilité espagnole pour le débet Ouvrard ; elle est réduite à 60.500.000 francs ; engagements corrélatifs d'Ouvrard envers l'Espagne. Marques de bonne volonté espagnole.

DEUXIÈME PARTIE

LA NOUVELLE DÉCEPTION DE GODOY

V

TALLEYRAND ET LE PROJET PORTUGAIS

LES ALARMES DU PORTUGAL (p. 62). Il s'inquiète des bruits de rupture et de l'attitude de Godoy et de Napoléon ; il découvre l'intrigue d'Izquierdo. Son appui à Paris : Talleyrand. — IZQUIERDO, DUROC ET TALLEYRAND (p. 67). Izquierdo gagné par les avances de Talleyrand et de Duroc ; Lacépède éliminé. Négociation avec Duroc : le roi d'Étrurie en Portugal ? Talleyrand introduit dans la négociation : le projet du 13 juin 1806.

VI

LES NÉGOCIATIONS FRANCO-ANGLAISES ET LE PROJET PORTUGAIS

ARRÊT DE LA NÉGOCIATION PORTUGAISE (p. 74). Les pourparlers de paix. Talleyrand en prend prétexte pour suspendre la négociation Izquierdo, malgré le désir de Napoléon. Le projet portugais sacrifié par Napoléon. — PREMIÈRES INQUIÉTUDES DE GODOY (p. 77). Sa mauvaise humeur : arrêt des armements navals. Sa méfiance lors de l'entrée officielle de l'Espagne dans les pourparlers. Ses recommandations à Izquierdo. — L'AIDE BRITANNIQUE AU PORTUGAL (p. 82). Efforts anglo-portugais pour faire garantir l'intégrité du Portugal dans les pourparlers. Tentative anglaise d'appui direct au Portugal : l'escadre britannique à Lisbonne.

VII

LA DÉCONVENUE DE GODOY

LIMA CONTRE IZQUIERDO (p. 88). Efforts d'Izquierdo pour soutenir ses affaires ; leur échec. Les contre-mines de Lima ; leur succès. — L'AFFAIRE DES BALÉARES (p. 92). Le traité franco-russe les donne aux Bourbons de Naples. Il est découvert par Izquierdo. Réaction de Godoy ; répercussions réelles de l'affaire. — LES INQUIÉ-

TUDES DE GODOY (p. 95). Il tâche de se faire soutenir par Murat. Exigences excessives de Napoléon. Alarmes causées par la démonstration anglaise à Lisbonne. Bruits inquiétants. Izquierdo avoue son échec ; amers reproches de Godoy. Alarmes et rancunes.

VIII

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION : PORTUGAL ET PRUSSE

L'AMBASSADE FRANÇAISE A MADRID (p. 105). Départ de Beurnonville. Le poste laissé à un simple chargé d'affaires. — LES OUVERTURES AU PORTUGAL (p. 107). Propositions de Godoy à Ega. Méfiance d'Araújo, leur rejet. — LES PROPOSITIONS DE LA PRUSSE (p. 109). Bons rapports hispano-prussiens. Henry chargé d'attirer Godoy dans la coalition. Godoy décline ses ouvertures. Froideur entre les deux cours.

IX

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION : RUSSIE ET ANGLETERRE

GODOY ET STROGONOFF (p. 114). Efforts persévérants du tsar pour détacher l'Espagne de la France. Strogonoff à Madrid. Premiers pourparlers avec Godoy ; la nouvelle de la prise de Buenos-Ayres décide Godoy à des ouvertures formelles. — LE REFUS DE L'ANGLETERRE (p. 123). Vains efforts du tsar pour décider l'Angleterre à la paix avec l'Espagne, en 1805, en octobre 1806 (la question de Buenos-Ayres). Les ouvertures de Godoy à l'Angleterre, par Argüelles et par la Russie ; Grey les repousse (novembre 1806) : colère de Godoy.

X

LA PROCLAMATION DU 5 OCTOBRE 1806

L'ÉNIGME DE LA PROCLAMATION (p. 129). Son texte. Interprétations possibles. — LE MANIFESTE ET LA COALITION (p. 131). Est-il une adhésion ouverte à la coalition ? Godoy ne pouvait songer à la donner : situation obscure à l'extérieur et à l'intérieur, faiblesse de l'armée (les « armements d'octobre 1806 »). Godoy n'a pas entendu donner cette adhésion : témoignage de Strogonoff. — LE MANIFESTE ET LA FRANCE (p. 136). Godoy n'a pas entendu jeter un défi à la France, qu'il continue à ménager : l'escadre russe, Vandeuil, l'*Argonaute*, instructions à Izquierdo. Essai d'explication du manifeste. — CONCLUSION (p. 141).

CHAPITRE VI

D'IÉNA A FONTAINEBLEAU

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉHABILITATION DE GODOY

I

NAPOLÉON ET LE MANIFESTE DE GODOY

LE MANIFESTE ET L'OPINION (p. 144). Les mouvements d'opinion transforment le manifeste en défi à Napoléon : en Espagne, en France, en Étrurie, etc. — LES

DÉCLARATIONS DE BERLIN (p. 149). Efforts de Napoléon pour calmer l'opinion. Son discours de Berlin à Figueroa : amitié pour l'Espagne, avertissements à Godoy.

II

GODOY ET LA NOUVELLE D'ÉNA

LES EFFETS D'ÉNA A MADRID (p. 155). Les *Reyes* et Godoy consternés par les victoires françaises. Godoy revient à la France. — LE PLAN DE JUSTIFICATION DE GODOY (p. 158). Il rompt avec Strogonoff. Programme tracé à Izquierdo : justification des armements, concessions à faire à Napoléon.

III

LES GAGES POLITIQUES A NAPOLÉON

PREMIÈRES CONCESSIONS (p. 164). Restrictions à l'entrée des vaisseaux russes. Adhésion au blocus continental. 10.000 prisonniers prussiens acceptés par l'Espagne : leur mutinerie et leur renvoi. — LE CORPS LA ROMANA (p. 168). Napoléon demande un corps espagnol pour l'Allemagne ; l'Espagne l'accorde (janvier 1807). Napoléon voulait-il *désarmer* l'Espagne ? Son indifférence à la qualité et à la quantité des troupes accordées. Motifs probables de sa demande.

IV

LES GAGES FINANCIERS A NAPOLÉON

L'EFFORT FINANCIER ESPAGNOL (p. 175). L'Espagne incapable de faire face aux engagements du 10 mai. Ses procédés énergiques pour trouver des fonds : emprunt Hope, vente des biens ecclésiastiques. — LES VERSEMENTS A LA FRANCE (p. 179). Manœuvre d'Izquierdo pour justifier leur retard. Vente par le Trésor des piastres cédées par l'Espagne.

V

NOUVEAUX PRÉPARATIFS D'OFFENSIVE.

LES BATTERIES DE GODOY (p. 185). Godoy poussé par la situation intérieure à reprendre son projet portugais. Ses politesses à la France. Sa nomination de Grand Amiral destinée à favoriser le projet portugais. Attitude encourageante de Napoléon. — LES BATTERIES D'IZQUIERDO (p. 190). Son optimisme. Ses intrigues et ses relations à Paris. — LES CONTRE-BATTERIES DU PORTUGAL (p. 194). La mission de Brito. Action sur Talleyrand, sur l'opinion publique.

DEUXIÈME PARTIE

LE TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU

VI

AU LENDEMAIN DE TILSIT (JUILLET 1807)

L'ESPAGNE A TILSIT (p. 200). Les accords de Tilsit et l'Espagne : les Baléares, le Portugal. Quelles étaient les vues de Napoléon sur l'Espagne au moment de Tilsit ? — LE PORTUGAL ET LE TRAITÉ DE TILSIT (p. 205). Le Portugal et le blocus continental. Le commerce anglais indispensable à la vie du Portugal. — LE PROBLÈME

DE L'ÉTRURIE (p. 208). L'Étrurie foyer de contrebande et d'intrigues ; Napoléon sollicité d'intervenir. Mais l'Étrurie est protégée par l'Espagne.

VII

LA SOMMATION AU PORTUGAL, (JUILLET 1807)

L'ULTIMATUM DE NAPOLÉON (p. 216). Sa soudaineté. Ses clauses. Attitude de Godoy. — LES EFFORTS DE LIMA (p. 218). Ses alarmes : propos de Napoléon, bruits à Paris. Talleyrand quitte le ministère et se désintéresse du Portugal. Vaines instances de Lima auprès de Champagny et de Napoléon.

VIII

LE REFUS DU PORTUGAL

LE PORTUGAL DEVANT L'ULTIMATUM (p. 225). Les adversaires en présence : Rayneval et Strangford. Attitudes d'Araújo, du régent, de l'opinion en présence de l'ultimatum. — LE REJET DE L'ULTIMATUM (p. 231). Action de Strangford et premier rejet partiel de l'ultimatum. Modération inattendue de Napoléon, ses causes. Araújo dans l'attente de la réponse française : inquiétudes et préparatifs. Nouvelle présentation de l'ultimatum, nouvelle bataille diplomatique, nouveau rejet (25 septembre 1807).

IX

RESSERREMENT DE L'ENTENTE FRANCO-ESPAGNOLE

LE SACRIFICE DE L'ÉTRURIE (p. 239). Ordres de Napoléon pour occuper Livourne. L'occupation. Prétextes donnés. L'Espagne laisse faire. — LE BLOC FRANCO-ESPAGNOL (p. 244). Envoi d'un ambassadeur extraordinaire à Napoléon. Diplomates espagnols rappelés sur le désir de Napoléon. Collaboration maritime. Amabilités de Godoy.

X

FONTAINEBLEAU (29 OCTOBRE 1807)

LA GUERRE AU PORTUGAL (p. 248). La cour à Fontainebleau. Préparatifs de rupture. Nouvelle du refus du Portugal. Branle-bas militaire et diplomatique, scène de Napoléon à Lima, déclaration de guerre. — LE TRAITÉ (p. 254). Izquierdo et Duroc. Négociations sur la dette espagnole, l'Étrurie, le Portugal. Propositions espagnoles du 16 octobre ; contre-propositions de Napoléon du 23. Le traité et la convention annexe. — CONCLUSION (p. 262) : la manœuvre secrète de Napoléon.

CHAPITRE VII

NAPOLÉON ET LA COURONNE D'ESPAGNE

PREMIÈRE PARTIE

LE PROCÈS DE L'ESCORIAL

I

BEAUHARNAIS ET LE PARTI FERNANDISTE

EL CUARTO DEL PRÍNCIPE (p. 266). La question du mariage de Ferdinand. Le parti fernandiste. — LES INTRIGUES DE BEAUHARNAIS (p. 270). Premières ouver-

tures. Le premier billet de Beauharnais ; ses conversations avec Escoiquiz ; l'idée du mariage avec M^{lle} de la Pagerie. Demandes d'explications de Champagny. — LA LETTRE DU 11 OCTOBRE (p. 281). Instructions de Champagny ; attitude de Napoléon. Garantie écrite donnée par Ferdinand.

II

GODOY ET LE COMLOT FERNANDISTE

L'OPPOSITION A GODOY (p. 285). Les Grands, l'opinion publique etc. — LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE DE GODOY (p. 288). L'indécision et le désarroi apparaissent dans ses projets portugais. Causes de ce trouble : les menées de Beauharnais et de Ferdinand lui font soupçonner la duplicité de Napoléon ; ses craintes sur la véritable mission des troupes françaises en Espagne.

III

NAPOLÉON ET L'AFFAIRE DE L'ESCORIAL (NOVEMBRE 1807)

LES SCÈNES DE FONTAINEBLEAU (p. 294). Charles IV se plaint à Napoléon des intrigues de Beauharnais. Napoléon décide de couvrir Beauharnais : sa scène d'intimidation à Masserano. Ses inquiétudes sur la ratification du traité de Fontainebleau par l'Espagne : sa pression sur Izquierdo pour l'assurer. — LA FIN DE L'ALERTE (p. 302). Inquiétudes à l'Escorial sur l'attitude de Napoléon. Dépêches rassurantes d'Izquierdo. Détente apparente.

DEUXIÈME PARTIE

LA NOUVELLE POLITIQUE ESPAGNOLE DE NAPOLÉON

IV

LES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS ET L'ESPAGNE (AUTOMNE 1807)

LE COURANT INTERVENTIONNISTE (p. 306). Courant d'opinion anti-espagnole à Paris. Pronostics d'intervention en Espagne. Les diplomates. Montgaillard. — MURAT, CHAMPAGNY, TALLEYRAND (p. 310). Murat : le remariage de Ferdinand. Champagny : la rive gauche de l'Èbre. Talleyrand et les affaires d'Espagne.

V

L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE D'INTERVENTION

L'ALERTE DE L'ESCORIAL (p. 317). La réaction de Napoléon : il se met militairement sur la défensive, mais se prépare aussi à reprendre sa manœuvre secrète interrompue. — LES DÉFIANCES DE NAPOLÉON (p. 320). Son antipathie contre les Bourbons. Ses soupçons sur le gouvernement espagnol. Sa crainte permanente d'une réconciliation entre Madrid et Lisbonne. — LES MÉCOMPTES DE LA COLLABORATION ESPAGNOLE (p. 326). L'expédition de Portugal achève de convaincre Napoléon de l'incapacité du gouvernement espagnol. Nouvelle orientation de ses vues.

VI

PREMIÈRES ÉBAUCHES DE SOLUTIONS ESPAGNOLES

NOUVELLES FACILITÉS D'INTERVENTION (p. 329). Napoléon voit son action facilitée par le règlement définitif de l'affaire de l'Escorial et par l'occupation de l'Étru-

rie par les troupes françaises. — NOUVEAUX MOTIFS D'INTERVENTION (p. 333). Inquiétants efforts du Portugal pour se réconcilier avec Madrid. L'escadre russe à Lisbonne. L'expédition Moore. — LES OUVERTURES A JOSEPH ET A LUCIEN (p. 339). Préparatifs militaires ; leur but : l'occupation de Madrid. Entrevue de Venise avec Joseph : celui-ci y a-t-il refusé la couronne d'Espagne ? Entrevue avec Lucien (12 décembre) : la question de Charlotte.

VII

L'OCCUPATION DE LA PÉNINSULE

L'OCCUPATION DU PORTUGAL (p. 346). L'escadre anglaise devant Lisbonne ; efforts de Strangford pour faire embarquer le régent, efforts d'Herman pour le retenir. Son embarquement. Entrée de Junot à Lisbonne (30 novembre 1807). — LES ORDRES POUR L'OCCUPATION DE L'ESPAGNE (p. 354). Mesures prises par Napoléon à la nouvelle de la prise de Lisbonne ; Junot laissé à ses propres forces en Portugal, mais Dupont, Moncey, Mouton portés en avant en Espagne, un nouveau corps constitué à Perpignan ; début de l'invasion française.

VIII

LES ALARMES DE L'ESPAGNE

LES AFFAIRES FERNANDISTES (p. 357). Izquierdo tenu dans l'inaction à Paris. La demande d'une princesse française pour Ferdinand éludée. Irritation de l'opinion espagnole devant la sentence de l'Escorial (26 janvier 1808). — L'ESPAGNE ET L'AVENTURE PORTUGAISE (p. 362). Désillusion espagnole dans les affaires de Portugal ; fâcheuses impressions ; refus de Napoléon de partager la conquête ; les troupes espagnoles rappelées de Portugal. Inquiétudes devant l'entrée des Français ; lourdes charges, bruits alarmants. Exigences maritimes de Napoléon. Bruits de voyage de Napoléon en Espagne. Inquiétude générale.

IX

LES AFFAIRES D'ESPAGNE, LA RUSSIE ET L'ORIENT

ESPAGNE ET RUSSIE (p. 374). Les affaires d'Espagne sont une entrave gênante pour la politique russe de Napoléon. Il agit dans la Péninsule en cachette du tsar ; raisons de cette attitude. — ESPAGNE ET MÉDITERRANÉE (p. 383). L'Espagne apporte une aide insuffisante aux projets orientaux de Napoléon. Ses finances. Sa marine est incapable de collaborer aux grands plans méditerranéens ; vues de Napoléon sur elle. — CONCLUSION (p. 390).

ÉPILOGUE

LE CHEMIN DE BAYONNE

I

NAPOLÉON DEVANT LE PROBLÈME ESPAGNOL (JANVIER - FÉVRIER 1808)

LA POLITIQUE DES MAINS LIBRES (p. 393). — Napoléon réserve sa liberté d'action en Espagne : réponse évasive sur le mariage de Ferdinand, refus de partager le Portugal. — L'ASPECT PSYCHOLOGIQUE DE L'INTERVENTION EN ESPAGNE (p. 396).

Nouvelles enquêtes en Espagne. Napoléon convaincu que l'opinion y est disposée à accepter ses décisions ; il prépare l'opinion française. — L'ASPECT MILITAIRE DE L'INTERVENTION (p. 402). Les préparatifs de janvier 1808. Napoléon sous-estime les forces espagnoles : le soulèvement national et l'armée.

II

LA DOUBLE MANŒUVRE DE FÉVRIER 1808

LA RIVE GAUCHE DE L'ÈBRE (p. 407). Napoléon tend volontairement les rapports avec l'Espagne : mauvais procédés personnels, affectation de mystère, annonce de voyage en Espagne. Explication de cette conduite : la mission d'Izquierdo et la demande de la rive gauche de l'Èbre. — UNE OFFRE A JOSEPH ? (p. 417). Indices d'une manœuvre secrète connexe : instructions à Murat ; réalité du projet de voyage en Espagne ; commande de pamphlets provoquant au renversement des Bourbons. La couronne d'Espagne a-t-elle été offerte à Joseph vers le 20 février ?

III

LES PÉRIPÉTIES DE MARS ET L'OFFRE A LOUIS

RALENTISSEMENT DE LA MANŒUVRE MILITAIRE (p. 426). Nouvelle attitude de Napoléon à partir du 10 mars : ordres de prudence et de temporisation. — ÉVOLUTION DE LA MANŒUVRE POLITIQUE (p. 433). Arrêt de la manœuvre anti-bourbonienne. La négociation Izquierdo passe au premier plan. Cause de ce revirement : le refus de Joseph ? Napoléon conserve ses préférences pour la solution du détronement. — LE MOTÍN D'ARANJUEZ (p. 440). Chute de Godoy, abdication de Charles IV. — L'OFFRE A LOUIS (p. 443). Réaction de Napoléon à ces nouvelles. Il offre à Louis la couronne d'Espagne (27 mars). Signification de cet acte : c'est le début de la guerre d'Espagne.

CONCLUSION.	449
APPENDICES.	455
INDEX.	467
TABLE DES MATIÈRES DU TOME SECOND.	487
